

BIBLIOTHEQUE DU SENAT



S0000000303335

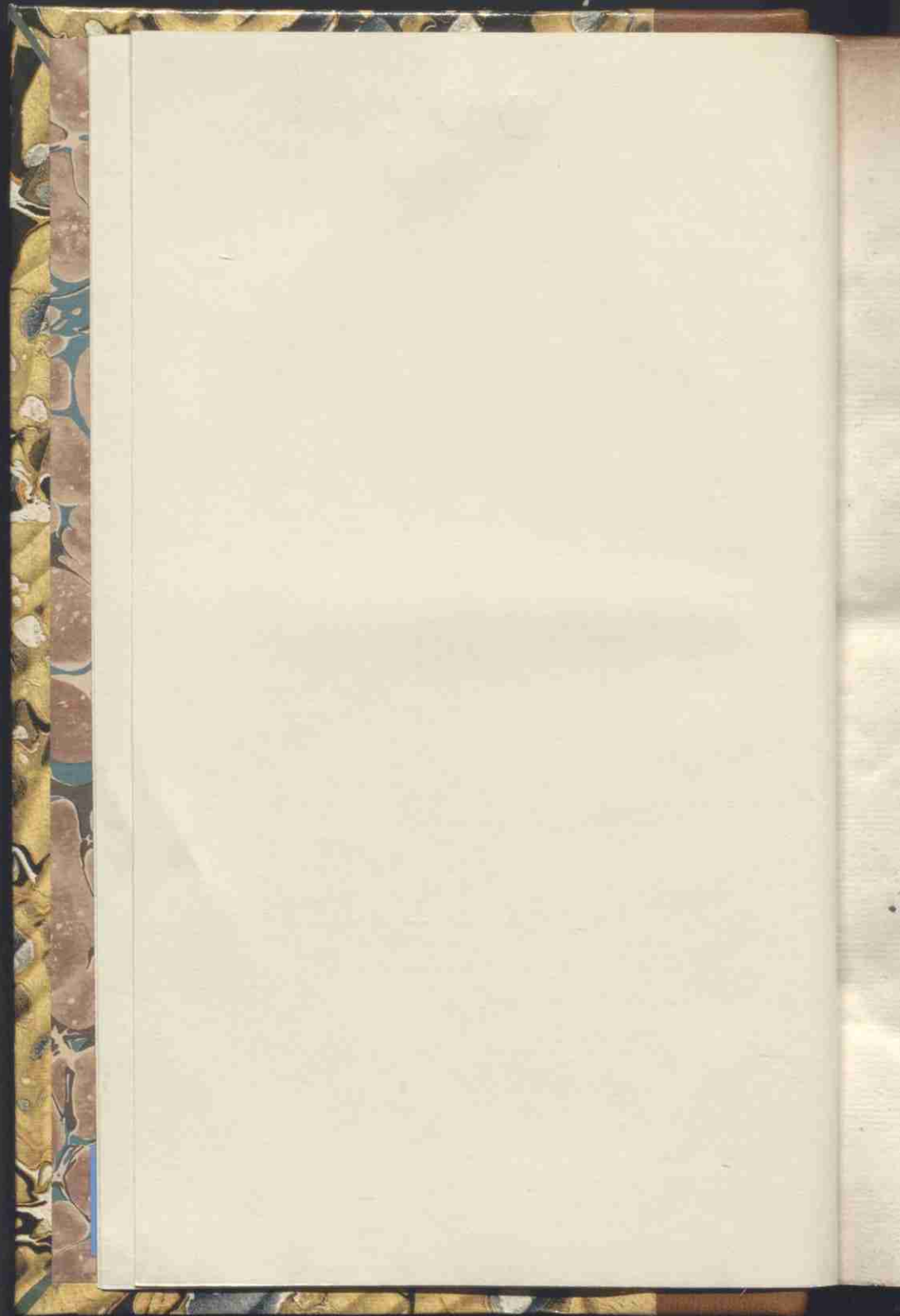
POPA
50.59



G. MACÉ REL.-DOREUR

~~00364~~

0.0344







CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

IMPRESSIONS
DIVERSES.

SESSION DE 1826.

TOME SECOND,

COMPRENANT

LES N^{os} 30—60.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE J. DIDOT AÎNÉ

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

1826.



CHAMBER OF DEPUTIES

IMPRESSIONS

DIVERSES

SESSION OF 1826

TOME SECOND

COMPTES

DES 3^e 30 - 60



A PARIS

DE L'IMPRIMERIE DE J. BÉNOT AINE

1826



PRESSIONS
n° 30.
—
1826.

CHAMBRE DES PAIRS.

PRESSIONS

n° 30.

1826.

Séance du 1^{er} avril 1826.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE COISLIN,

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

MESSIEURS,

La nécessité d'arrêter le désastreux morcellement de la propriété foncière et territoriale, me paroît trop bien sentie par la grande majorité des membres de cette Chambre, et a été trop bien démontrée par ceux qui m'ont précédé, pour que je ne doive pas regarder comme superflu tout ce qui n'auroit pour but que d'établir qu'il nous faut une loi nouvelle sur ce point de notre législation.

Je me bornerai donc à examiner si celle qui nous est proposée contient les dispositions indispensables pour assurer la stabilité des familles, en assurant la stabilité de leurs fortunes.

Je la crois insuffisante, et je crois qu'il me sera facile de le démontrer. Ce n'est cependant pas que mon intention soit de rejeter ce qui nous est proposé; mais je ne l'accepte que comme un pas fait pour ramener nos esprits et nos mœurs au point que, ceux mêmes

dont les intérêts paroissent froissés par le rétablissement d'un droit d'aînesse, sentent que c'est pour l'avantage de tous que l'on revient à une législation si sage, qu'elle est presque de tous les temps, presque de tous les pays.

J'ai dit que je croyois insuffisant le projet qui nous est présenté : pour s'en convaincre il ne faut que comparer ce qui existoit autrefois avec ce que l'on nous propose aujourd'hui.

Dans l'ancienne législation le droit d'aînesse étoit, en général, beaucoup plus considérable qu'il ne peut l'être actuellement; et cependant, depuis que l'on avoit réduit à quelques degrés les substitutions, on voyoit fréquemment décroître les fortunes qui avoient paru les mieux établies, parcequ'un aîné dissipateur dissipoit aussi facilement les avantages qui lui étoient accordés par les lois, qu'il eût dissipé une part de cadet. Les substitutions seules pouvoient donc préserver de ce grave inconvénient.

D'après l'énoncé de l'ordonnance d'Orléans, qui a privé la noblesse de cet avantage, il paroîtroit qu'elle n'a été rendue que *pour couper la racine à des procès qui se mouvoient en matière de substitution*. Mais quand on considère qu'elle a été rendue par Charles IX, dans un temps où des seigneurs puissants, au moyen des grands fiefs qu'ils possédoient, et de leurs nombreux vassaux, troubloient souvent la tranquillité de l'État, en s'armant contre leur souverain, on peut je crois raisonnablement penser que la véritable intention fut alors d'affoiblir cette dangereuse puissance, et de la priver des moyens de se perpétuer, en détruisant les bases qui assuroient sa conservation. Maintenant ces dan-

gers n'existent plus; il n'y a ni fiefs ni vassaux; et les propriétaires les plus riches n'ont plus qu'un petit nombre de fermiers, qui ne peut donner aucune inquiétude; sous ce rapport, les substitutions perpétuel les sont donc maintenant sans danger : elles ne pourroient également plus donner lieu à aucun procès dans les familles, si elles étoient instituées d'après les mêmes règles que les majorats; car chacun sauroit qu'elles appartiennent de droit à l'aîné des enfants mâles: elles ne pourroient pas davantage tromper les prêteurs, puisqu'il faudroit qu'elles fussent enregistrées au bureau des hypothèques. Ainsi, sous ces deux autres rapports, il n'y a donc encore aucun danger.

On a de plus manifesté la crainte que le détenteur d'un bien substitué, ne s'en regardant que comme l'usufruitier, n'anticipât sur les jouissances, et ne le dégradât: cela pourroit arriver quelquefois; mais il est bien plus dans la nature de soigner, conserver et entretenir un héritage que l'on sait devoir, en quelque sorte, toujours vous appartenir; car celui qui laisse des enfants après lui ne meure point: son existence se perpétue dans celle de ses descendants.

Ces craintes seroient bien plus fondées, si on les manifestoit pour des biens que le possesseur sait ne pouvoir être, dans leur entier, conservés par ses enfants, et dont le sort doit être de se trouver, après lui, morcelés ou vendus. C'est alors que véritablement rien ne peut l'attacher à sa propriété; et plus il vieillit, plus elle lui devient indifférente. Une dernière crainte a été émise, pour prouver que les substitutions deviendroient nuisibles au fisc, ces biens n'étant plus

dans la circulation, et cessant par conséquent de contribuer par leurs mutations aux droits d'enregistrement. Cette objection peut être levée facilement. On peut établir un droit de succession plus fort sur ces sortes de propriétés que sur les autres biens libres; et pour ne le pas rendre trop à charge à l'héritier, on pourroit le faire payer en cinq années, par portions égales. En calculant ce droit sur ce que les biens libres peuvent l'un dans l'autre produire au fisc, par toutes les chances de mutations, les recettes du Trésor ne seroient pas diminuées : ainsi, cette dernière crainte ne peut encore être opposée avec fondement au système des substitutions perpétuelles. Je ne vois donc que des avantages dans les substitutions, et nul inconvénient.

Ce n'est pas que j'émette le vœu que l'on autorise indistinctement toutes les substitutions perpétuelles que l'on voudroit établir. Si je pense qu'elles pourroient être avantageuses, ce n'est qu'autant qu'elles offriroient une propriété réunie, valant au moins dix mille francs de revenu. Ces substitutions seroient comme destinées à remplacer un jour les majorats qui viendroient à s'éteindre par le défaut d'enfants mâles dans les familles. L'expérience nous apprend que ces événements ne sont pas rares : je pense cependant que quelque peu considérables qu'elles fussent, elles ne devoient pas être repoussées, lorsqu'elles seroient instituées à la charge de les réunir à des majorats déjà existants. Telle est mon opinion sur les substitutions. Je vais actuellement l'émettre sur les majorats. D'abord je commencerai par dire que je suis bien éloigné de partager l'opinion qu'a émise hier M. le Mi-

nistre de l'intérieur, lorsqu'il nous a dit que les majorats étoient une exagération du droit de succession. Je les considère au contraire comme la perfection du système de la conservation des propriétés, des familles, et de la société, qui ne peut elle-même trouver de stabilité que dans la stabilité des familles, dont la stabilité dépend aussi de la stabilité des fortunes.

Les majorats assurant à jamais cette stabilité des fortunes, sont donc une perfection et non une exagération du droit de succession, et la perfection du système de stabilité.

On a encore souvent, dans le cours de cette discussion, reproché aux majorats, comme aux substitutions, d'enlever à jamais au commerce les propriétés qui s'y trouvoient affectées. J'avoue, Messieurs, que je ne conçois pas comment des hommes d'État peuvent avoir la pensée que la propriété foncière, base sur laquelle repose la stabilité de la société, doive être livrée au commerce. Ceux qui ont émis cette opinion ne savent donc pas que tout ce qui passe par les mains du commerce finit par être vendu en détail. Nous ne le voyons que trop tous les jours, depuis que les terres sont aussi devenues des objets de spéculations commerciales. Elles ont été achetées par ce que l'on a appelé des Bandes noires, et ensuite vendues par autant de petites portions que l'on a pu trouver d'acheteurs. A ce moyen d'immenses bénéfices étoient assurés, et l'on a vu souvent les propriétaires eux-mêmes imiter cet exemple, pour venir ensuite placer leurs bénéfices sur les fonds publics.

Croit-on qu'il soit ensuite possible de recréer des propriétés avec les parcelles de celles qui auront été

ainsi divisées? Non, Messieurs. Quelque persévérance que l'on puisse mettre à vouloir les racheter, des siècles ne suffiroient pas pour les réunir; et si l'on n'oppose pas des barrières insurmontables à cette fureur du morcellement, excité par l'appât du gain, la France entière ne sera bientôt plus qu'un amas de petites propriétés sans consistance. Les majorats et les substitutions sont précisément cette insurmontable barrière que l'expérience nous a appris que l'on pouvoit, avec certitude, opposer à cette fureur de spéculation qui s'est portée jusque sur les bases, qui peuvent seules assurer la conservation des empires et de la société.

Le droit d'aînesse donne sans doute à l'aîné des enfants mâles la possibilité de conserver une forte portion de l'héritage des auteurs de ses jours; mais il ne lui ôte pas la faculté de morceler, de dissiper, en présence et sous les yeux de ses puînés, la portion que la loi lui avoit affectée pour qu'il restât le chef et le protecteur de sa famille. Rien ne nous garantit donc que le but de la loi sera atteint, si on n'y ajoute pas des dispositions qui obligent cet aîné à conserver ce qu'elle lui a accordé pour qu'il le conservât, et non pour qu'il puisse spéculer sur cette portion qu'elle lui a donnée, ou la dissiper. Les majorats et les substitutions offriroient aux familles toutes les garanties qu'elles peuvent désirer, pour compensation du sacrifice que la loi d'aînesse imposeroit aux cadets, d'une portion d'héritage à laquelle, dans l'état actuel des choses, ils peuvent avoir droit de prétendre.

Ce qu'il faut laisser au commerce, Messieurs, ce sont les objets de consommation; c'est le produit des terres; parceque tout ce qui passe par les mains du

commerce, ainsi que je vous l'ai déjà dit, finit par être vendu en détail. C'est dans l'esprit du commerce, qui n'achète en gros que pour faire des bénéfices sur ce qu'il a acheté; et lorsque même la fantaisie de devenir propriétaire a porté un négociant à acheter une terre, nous le voyons bientôt, surpris du peu d'intérêt que lui rapportent les fonds qu'il y a mis, songer à faire rentrer ces fonds, et vendre en détail ce qu'il avoit d'abord acheté avec l'intention de le conserver; alors des bénéfices lui sont assurés.

Je n'avance ce fait, Messieurs, que parceque j'en ai eu plusieurs exemples sous les yeux.

Maintenant que je vous ai prouvé combien je suis convaincu que les majorats, loin d'être une exagération du droit de succession, sont au contraire la perfection de ce droit, ainsi que la perfection du système de conservation, je vais expliquer ce que j'aurois désiré trouver sur cette matière dans le projet de loi qui nous a été soumis.

Ceux à qui aujourd'hui on accorde des titres, sont obligés d'établir des majorats, s'ils veulent rendre ces titres transmissibles à leurs descendants, parceque l'on veut que ceux qui sont destinés à les porter aient de quoi soutenir honorablement le rang que ces titres leur donneront dans la société. Ce motif est généralement approuvé; car les titres donnés pour illustrer les familles, ne doivent pas être avilis par la pauvreté et la misère.

Cette considération m'a naturellement amené à une pensée que je soumets aux méditations de vos Seigneuries.

La Charte a dit que l'ancienne noblesse reprendroit

ses titres, et que la nouvelle conserveroit les siens. Tous ceux, ou presque tous ceux qui ont reçu des titres sous le gouvernement de Bonaparte ont des majorats ; mais l'ancienne noblesse en a peu établi jusqu'à ce moment. La loi d'ainesse, toujours facultative d'après le projet de loi, ne me paroissant pas suffisante pour la conservation et l'accroissement des propriétés, il me semble que l'on peut craindre de voir, par la diminution successive et inévitable des fortunes, avilir les titres que l'ancienne noblesse a été autorisée à reprendre.

Dans ce moment où la loi d'indemnité va réparer une partie des pertes éprouvées pendant la révolution, ne pourroit-on pas obliger à établir des majorats, ceux qui ont de véritables droits aux titres qu'ils portent, s'ils veulent qu'ils restent transmissibles à leurs descendants. Ces titres étant leur propriété, je sens que c'est une question délicate et qui mérite de mûres réflexions ; mais je crois que l'on pourroit tout concilier en les admettant à faire des majorats quelque minimes que leur fortune le comportât. Une propriété devenue majorat ne pouvant plus être diminuée, ne pourroit que s'accroître, et acquerroit un jour la consistance convenable au titre pour laquelle elle auroit été fondée.

Je vais maintenant parler des successions collatérales dont on ne s'est pas assez occupé dans le projet que nous discutons.

Ces successions telles qu'elles étoient régies autrefois, étoient ce qu'il y avoit de plus propre à faire ou à relever des fortunes.

Avant la révolution lorsqu'une succession collaté-

rale venoit à s'ouvrir, chaque partie des biens qui la composaient retournoient à la famille dont elles provenoient, lorsque le défunt n'en avoit pas disposé par testament ou d'une autre manière; cette règle étoit d'une justice incontestable. Les lois de la révolution, qui n'ont été faites que pour opérer le morcellement des propriétés, en ont établi d'autres. Lorsqu'une succession collatérale s'ouvre maintenant, tous les biens qui la composent, sans égard pour leur origine, se partagent en deux portions égales; l'une va à l'estoc paternel, l'autre à l'estoc maternel, et ces parts se divisent ensuite entre tous les héritiers qui, dans ces estocs, se trouvent au même degré.

Ne seroit-il pas sage et politique de revenir à ce qui existoit autrefois? On veut la conservation des propriétés dans les familles; eh bien alors on ne les priveroit plus de ce qui leur appartenoit, pour le faire passer dans des familles étrangères.

Il me semble aussi que ce seroit sur ces sortes de successions que l'on pourroit le plus avantageusement et le plus justement établir un fort droit d'ainesse. Mon opinion en cela s'est trouvée appuyée par M. le Gardé des sceaux lorsqu'il nous a dit dans l'exposé des motifs du projet de loi, en parlant des substitutions, que c'étoit dans la ligne collatérale qu'elles étoient principalement bonnes et justes, puisque les neveux n'ont pas de droits aussi directs aux successions de leurs oncles qu'à celles de leur père et mère. On peut donc, avec raison, penser que puisqu'ils y ont moins de droits que sur les successions directes, il n'y a aucune injustice à établir sur ces successions un droit d'ainesse plus considérable que sur les successions des

pères et mères. La loi qui nous régit actuellement, est encore une preuve que je citerai à l'appui de mon opinion. Elle ne permet aux pères et mères de disposer que de la plus petite partie de leurs biens, tandis qu'elle permet à ceux qui meurent sans enfants de disposer de la totalité; faculté que je ne crois pas qu'on doive leur enlever; mais elle prouve que l'on a pensé que leurs collatéraux n'avoient aucun droit réel à leur succession.

D'après le projet qui nous est présenté, la loi disposeroit de la part disponible, lorsque les pères et mères n'en auroient pas disposé. Ne pourroit-elle pas également disposer en faveur de l'ainé, dans chaque famille appelée à une succession collatérale, de tout ou de partie de ce dont le défunt auroit pu disposer, s'il l'eût jugé convenable? Ce seroit une conséquence de la loi que nous discutons, puisqu'en cela on ne feroit pour les successions collatérales, que ce qu'elle propose pour les successions directes. Nul ne pourroit s'en plaindre, les lois actuelles ne reconnoissant pas de droits positifs aux successions collatérales. La conservation et l'accroissement si desirables des propriétés y trouveroient une véritable protection; tandis que le partage égal et infini de ces successions les morcelle plus impitoyablement que les successions directes; puisqu'il se trouve toujours un plus grand nombre d'héritiers.

Je ne terminerai pas sans énoncer mon opinion sur la note qui se trouve dans l'exposé des motifs du projet de loi (pages 24 et 25), tirée de l'Esprit des lois. Cette note répète que la loi naturelle ordonne aux

pères de nourrir leurs enfants; mais qu'elle n'oblige pas de les faire héritiers.

Cette maxime me paroît en opposition avec les plus doux sentiments de la nature. Nos enfants ne sont-ils pas nous-mêmes? Notre existence ne se perpétue-t-elle pas dans la leur? Soutenir le contraire, seroit méconnoître cette tendresse paternelle qui fait de nos enfants ce que nous avons de plus cher au monde. Nous leur devons la nourriture tant que nous vivons; après nous, nous leur devons, non seulement ce que nous avons reçu de nos pères, mais nous leur devons aussi tout ce que notre industrie ou des circonstances heureuses peuvent nous avoir fait acquérir. Ce sentiment est tellement dans la nature, et je dirai même dans l'opinion des hommes, que les pères qui, ayant le malheur de l'oublier, dilapident leur fortune et ne laissent rien à leurs enfants, sont l'objet du mépris général. N'accueillons donc pas une maxime qui ne tendroit qu'à servir d'excuse à ces hommes égoïstes, capables de sacrifier l'existence de leurs enfants à de honteuses jouissances, et ne seroit propre qu'à augmenter le nombre des êtres méprisables et méprisés.

Cette observation sur la note copiée de l'Esprit des lois, m'amène à parler de la faculté qu'ont les pères et mères de disposer, en faveur d'étrangers à leur famille, d'une partie de leurs biens. Je la désapprouve formellement, autant que je l'approuverai lorsqu'elle sera restreinte à n'être exercée qu'en faveur d'un ou de plusieurs de leurs enfants, selon leur volonté.

Cette disposition en faveur des enfants est, quoi qu'on en puisse dire, dans l'intérêt des familles et de la société, puisqu'elle assure un chef, un protecteur à

ces familles, et qu'elle conserve à la société un grand nombre d'hommes pouvant jouir des droits politiques d'électeurs et d'éligibles. La loi qui nous est proposée est donc sage, juste et importante sous ces deux rapports; mais il me paroît qu'elle n'est ni juste, ni sage, lorsqu'elle maintient la faculté qu'ont actuellement les pères et mères de disposer d'une partie de leurs biens en faveur d'étrangers.

On veut la conservation des familles, et pour cela on nous propose un moyen de leur assurer un chef, en donnant de droit une part plus forte à l'ainé des enfants mâles; c'est marcher vers le but que l'on se propose; mais la faculté de disposer en faveur d'étrangers n'est-elle pas absolument opposée à ce but? N'est-ce pas laisser aux pères et mères la faculté d'anéantir ces familles que la société a intérêt à conserver? Cette disposition est donc injuste, puisqu'elle permet de déshériter des enfants des biens auxquels ils ont droit de prétendre; elle est impolitique, puisqu'elle ne peut avoir pour résultat que de ruiner les familles.

On dit que c'est pour maintenir la puissance paternelle, en laissant aux pères et mères la faculté de punir leurs enfants. Il faudroit donc supposer que parmi tous les enfants qu'ils peuvent avoir, il ne s'en trouve pas un seul digne de leur affection. Cela peut se rencontrer, il est vrai; mais les exemples en sont heureusement si rares, s'ils existent, que ce motif ne peut en être un pour établir une règle générale. Il se trouve aussi quelquefois des familles où il n'y a qu'un enfant; c'est encore une exception qui ne peut justifier une mesure qui tend à favoriser l'exhérédation des familles nombreuses. Il est un fait bien plus posi-

tif; c'est que l'homme qui privera ses enfants d'une portion de ses biens, ne le fera, le plus souvent, qu'en faveur, soit d'une maîtresse, soit de toute autre personne qui, par des moyens de séduction, se sera emparée de son esprit. Des lois bonnes et sages peuvent-elles tolérer de semblables abus? Je ne le pense pas; elles ne doivent pas aller au-delà du droit de laisser quelques pensions viagères; c'est assez: la faculté de disposer en faveur d'étrangers, est un immoral contresens au but vers lequel nous marchons.

J'aurois donc désiré trouver dans le projet de loi qui nous est proposé,

1^o La faculté d'établir des substitutions perpétuelles, lorsqu'elles présenteroient une propriété réunie, valant au moins dix mille francs de revenu; parcequ'alors elles seroient comme destinées à remplacer les majorats qui viendroient à s'éteindre.

J'aurois aussi voulu qu'elles pussent être admises, quelque peu considérables qu'elles fussent, lorsqu'elles seroient instituées à la charge de faire partie d'un majorat déjà existant.

2^o Que l'on obligeât ceux qui ont des droits aux titres qu'ils ont repris, à établir des majorats quelque minimes que le comporte leur position, s'ils veulent que ces titres restent transmissibles à leurs descendants, afin qu'ils ne tombent pas dans l'avilissement par la pauvreté de ceux qui les porteront.

Ces majorats, qui pourroient être peu considérables d'abord, finiroient par s'accroître et par remplir le but pour lequel ils auroient été institués.

3^o Que dans les successions collatérales, on rendit à chaque famille les biens qui en proviennent, et

qu'on établit sur ces successions un droit d'aînesse, en faveur de l'aîné des héritiers mâles y ayant droit, de tout ou d'une forte partie de cette succession.

Une pareille disposition eût été une conséquence du projet que nous discutons.

4^o Que ce ne fût qu'en faveur d'un ou de plusieurs de leurs enfans, que les pères et mères eussent la faculté de disposer de la partie disponible de leurs biens; celle d'en disposer en faveur d'étrangers étant un immoral contre-sens au but que nous nous proposons, la conservation des familles.

Quoique je sois convaincu que ces quatre dispositions seroient un complément nécessaire à la loi qui nous occupe, je m'abstiens cependant d'en faire aucune proposition d'amendement, parceque je sens qu'elles ne sont pas de nature à pouvoir être adoptées sur une proposition faite à la tribune. Je me borne à les soumettre aux réflexions de vos Seigneuries, et à celles du ministère qui, s'il les trouve justes, pourra les proposer par la suite. Du reste, j'adopte le projet de loi, quoiqu'il me paraisse insuffisant, me réservant de voter pour ou contre les amendemens qui pourront être proposés.

Mon intention, Messieurs, avoit été de me borner à vous présenter les réflexions que vous venez d'entendre; mais je crois maintenant devoir répondre à un argument qui a été fait à cette tribune, pour essayer de prouver que la grande propriété étoit nuisible, sur-tout lorsque la stabilité dans les familles l'empêchoit de passer de mains en mains, et l'empêchoit de se diviser.

On vous a cité l'exemple de l'Angleterre, où les pro-

priétés territoriales appartiennent presque toutes à un nombre assez borné de familles et n'en sortent guère, par suite de la nature des lois, qui donnent à l'aîné des enfants mâles tous les immeubles; et l'on a donné à entendre que la taxe des pauvres avoit été la suite inévitable de cette disposition des lois.

Cet argument me paroît une véritable erreur. La grande propriété ne peut pas créer de pauvres autour d'elle, et il me sera facile de le démontrer.

La culture des terres est ce que l'on peut appeler l'industrie agricole; sa marche est uniforme: le journalier que l'on y emploie est sûr chaque année, chaque mois, d'y trouver le même travail que dans les années précédentes: il sait que ce travail ne peut pas diminuer, et ne tend même chaque jour qu'à s'accroître, car l'industrie agricole fait chaque jour des progrès, sur-tout en Angleterre, quoi qu'en puisse dire les partisans du système de la division des propriétés. Qui peut, en effet, se livrer à des essais toujours dispendieux, et souvent infructueux, si ce n'est l'homme assez riche pour en faire les premières avances et en supporter les pertes? Entré les mains de l'homme pauvre, la culture reste dans une sorte de stagnation, parcequ'il compromettrait son existence, si un genre de culture qu'il essaieroit ne lui réussissoit pas. D'ailleurs, il n'a pas les moyens nécessaires pour entreprendre des travaux trop coûteux, quand même un heureux résultat lui paroitroit certain.

La culture faite par les grands propriétaires, bien loin d'employer moins de bras que celle faite par un grand nombre de petits propriétaires, en emploie au contraire beaucoup plus. Chacun de nous peut savoir

par expérience, que les journaliers qu'emploient les hommes riches travaillent beaucoup moins que quand ils travaillent pour leur propre compte. C'est une espèce de repos pour l'homme pauvre; il ne faut ni le lui envier, ni l'en priver.

La grande culture est donc un avantage pour le pauvre; car celui auquel ce qu'il possède ne fournit pas de suffisantes ressources, trouve dans le travail que lui offrent les grands propriétaires, de quoi compléter ses moyens d'existence.

La grande propriété ne crée donc pas de pauvres; elle nourrit, par le travail, ceux qui se trouvent autour d'elle. Ce n'est donc pas pour des pauvres, qu'elle ne fait pas, que l'on a dû établir la taxe des pauvres.

On ne peut pas en dire autant de l'industrie manufacturière; rien d'uniforme dans sa marche: elle n'a pas plus de stabilité, que les goûts où les modes qui lui ont donné naissance.

Une manufacture s'élève aujourd'hui; peu de temps après elle est culbutée, parceque l'on ne veut plus de ses produits, ou parceque d'autres manufacturiers ont inventé des machines propres à produire les mêmes objets avec moins de frais. Souvent même ce sont les premiers entrepreneurs qui, perfectionnant leurs manières, trouvent moyen de se passer des bras qu'ils avoient employés d'abord.

C'est en Angleterre sur-tout que l'on voit ces sortes de révolutions industrielles: aussi les feuilles publiques nous apprennent-elles continuellement que dans telle ou telle partie de ce royaume, les ouvriers se sont ameutés et ont brisé des métiers. La force les fait rentrer dans l'ordre; mais ne leur rend

pas le moyen d'existence qu'ils ont perdu. Il faut donc que d'une manière quelconque on pourvoie à leur subsistance : ceci explique la véritable cause qui a amené la taxe des pauvres.

Voit-on, même en Angleterre, ces mouvements populaires dans la classe employée aux travaux de la terre, quoique là il n'y ait, pour ainsi dire, que de grandes propriétés? Non : jamais cette classe ne remue : pourquoi? parceque ses moyens d'existence lui sont assurés, et ne lui manquent jamais.

Craignons donc bien plutôt la richesse manufacturière que la richesse territoriale : d'ailleurs où l'industrie manufacturière trouvera-t-elle ses ressources et ses débouchés, si ce n'est dans le luxe des propriétaires riches? Les intérêts de ces deux classes sont liés ensemble; le produit du sol est en grande partie consommé par les villes où tout est industrie; les produits de l'industrie sont achetés par les propriétaires riches ou aisés. Détruisez une de ces classes, l'autre tombera d'elle-même.

Ne redoutons donc pas de voir de grandes propriétés entre les mains d'un certain nombre de familles; sous aucun rapport cela ne peut être nuisible, et sous tous, elles sont avantageuses et à l'amélioration de la culture et à l'industrie manufacturière.

Après avoir donné à entendre, que l'agglomération des propriétés dans un petit nombre de familles pouvoit, en Angleterre, avoir donné lieu à l'établissement de la taxe des pauvres, on a cité les majorats espagnols à l'appui de cette opinion, comme étant la cause de la misère de quelques parties de l'Espagne. Je crois d'abord avoir suffisamment démontré, que

ce n'est point à la grande propriété qu'est due la taxe qui effraie l'Angleterre, mais à l'industrie manufacturière, qui nous représente sans cesse la roue de fortune, dans laquelle seroient placées ces manufactures; les unes s'élèvent, les autres tombent, et laissent sans ressources les hommes qu'elles nourrissoient.

La comparaison que l'on voudroit établir entre ces deux états, pour prouver que par-tout la grande propriété est nuisible, est donc absolument fautive. En Angleterre tout est riche, excepté les ouvriers employés dans les manufactures; à tout instant ils sont exposés à se voir sans ouvrage. En Espagne il y a beaucoup de pauvres; mais il n'y a point ou peu d'industrie manufacturière. Voyons donc dans des causes différentes ce même résultat; voyons ces causes-là véritablement où elles sont, sans en accuser ni les majorats espagnols, ni les grandes fortunes territoriales d'Angleterre.

Le peuple espagnol est naturellement sobre; il ne connoît point ces besoins que le luxe a inventés. Avec ce caractère, il ne se donne de peine, tout juste que ce qu'il en faut pour vivre au jour le jour. Ne s'en est-il pas donné assez pour assurer son existence? Il trouve d'immenses ressources dans les secours qui sont distribués par les riches et nombreuses abbayes qui couvrent l'Espagne, comme dans la générosité et la bienfaisance des riches seigneurs possesseurs des majorats.

Une autre cause favorisoit encore cette espèce de nonchalance: les trésors que produisoient à l'Espagne les colonies d'Amérique, donnoient à son gouvernement les moyens de fournir à ses dépenses, sans gre-

ver d'impôts le sol de l'Espagne : on ne demandoit point d'argent aux Espagnols; ils n'avoient pas besoin de travailler, pour s'en procurer plus qu'il ne leur en falloit à eux-mêmes; et quand ils n'en avoient pas, les charités leur en fournissoient. Cet état de choses a dû amener l'indolence et la perpétuer : l'indolence fait des pauvres et n'enrichit personne.

N'attribuons donc pas aux majorats espagnols la quantité de pauvres que l'on a dû remarquer dans ce pays. Voyons-en sagement la véritable cause dans les mœurs de ses habitants, et dans la facilité avec laquelle ils peuvent se passer de travailler, pourvu qu'ils se contentent de peu.

La grande propriété territoriale, de quelque manière qu'elle soit constituée, ne peut donc en aucune façon être nuisible, puisque nulle part ce n'est elle qui nuit; mais elle est avantageuse, et, je dirai indispensable, car c'est par elle qu'est nourrie l'industrie, et que les habitants des villes et des campagnes, qui ne peuvent pas tous être propriétaires, trouvent dans le travail qu'elle leur procure les moyens de fournir honorablement à leur existence et à celle de leurs familles.

Adoptons donc tous les moyens sages qui nous seront proposés, pour conserver et former de grandes propriétés territoriales. Faisons comprendre aux hommes qui s'enrichissent par l'industrie, qu'ils ne le font et ne peuvent le faire que là où il se trouve des propriétaires déjà riches et qui font de grandes dépenses: faisons aussi sentir à la grande propriété, qu'elle a besoin du commerce et de l'industrie pour placer le produit de ses terres; alors, Messieurs, nous mettrons fin à cette désastreuse jalousie que l'on se plaît à en-

tretenir entre deux classes qui ne peuvent se passer l'une de l'autre; alors chacune d'elles verra avec plaisir l'accroissement de l'autre, et la richesse des uns ne sera plus un sujet d'effroi pour ceux qui auront le désir de devenir riches à leur tour; ils sauront que ce n'est qu'au moyen des dépenses que font ceux, au niveau desquels ils veulent s'élever, qu'ils peuvent atteindre ce but, et loin de jalouser la fortune de ceux qui sont déjà riches, ils la verront avec plaisir, comme devant être la source de celle qu'ils se proposent de faire; alors chacun sentira ce que l'on doit de reconnaissance à un Roi, qui s'occupe sans cesse des moyens d'assurer le bonheur de ses peuples, dans l'avenir comme dans le présent; et si, comme je le crois, il falloit encore ajouter quelques dispositions à la loi actuelle, tous s'empresseroient de les adopter.

SESSIONS

31.

326.

S
mai
dun
nen
L
elle
légis
jour
L
miè
lem
l'éta
l'ord
autr
le m
sonn

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSIONS

31.

326.

Séance du 1^{er} avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE CORNUDET

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions.

MESSIEURS,

Si l'état de société est de l'essence de la nature humaine, peut-il appartenir au droit politique de s'introduire dans la dévolution des successions, cette permanence des propriétés dans les familles?

L'invasion proposée au nom de la couronne seroit-elle cependant nécessitée par la raison d'État, ou plus législativement par la raison sociale? Il faut, a dit toujours le pouvoir, il faut se conserver.

Le droit naturel, selon la raison commune, lumière véritable de toute discussion, doit substantiellement régler le cours des successions qui perpétuent l'état de société, et le régler dans ce dessein de paix, l'ordre du monde. Ce dessein de paix peut-il ici être autre que le système de l'égalité entre les appelés par le même droit de nature à la continuité de la personne des parents décédés?

Le second né, le dernier né, est-il moins que le premier né, l'enfant des deux époux? tous n'ont-ils donc pas un droit égal à la tutelle de leurs auteurs? et cette tutelle se limite-t-elle à la conservation de la vie qu'ils ont reçue? ne s'étend-elle pas à leur établissement social? le soin de l'honneur de la famille renforce ici l'obligation naturelle des parents. Pour cet établissement, fin de la génération, les parents ne doivent-ils pas, à chacun de leurs enfants, sans préférence d'ordre de naissance ou de sexe, soins égaux, efforts pareils? Si l'ordre et l'harmonie de la société appellent les enfants mâles à y prendre un rang utile, n'appellent-ils pas non moins impérieusement ce sexe destiné à être le dépositaire de notre félicité intérieure, à en recevoir le dépôt?

Cette vocation des enfants au partage égal du patrimoine de leurs parents, doit cependant être soumise à l'autorité paternelle, providence visible de la famille. Ce pouvoir, que rend nécessaire la tutelle sous laquelle les enfants naissent, ne peut être sans ressort. Si la nature se refuse à ce qu'il soit armé du glaive, l'indispensable subordination domestique exige que la vertu filiale puisse en recevoir une distinction.

La législation civile, qui ne peut offenser la loi naturelle, en reconnoissant le principe de l'égalité entre les enfants, dans le partage des successions ouvertes *ab intestat*, n'a dû prendre d'autre soin que de déterminer la latitude de la faculté de disposer de la part des parents.

Cette faculté, au premier âge de l'état de société, a dû être plus large, parceque la police de la famille tenoit plus immédiatement à l'ordre général; mais à

mesure des progrès de la civilisation, de l'accroissement du pouvoir public par une force propre, cette faculté a dû décroître.

Notre Code civil, article 913, en a judicieusement gradué la limite. La quote disponible est la moitié, le tiers, le quart, selon le nombre d'enfants que les parents laissent après eux; graduation que le discours du ministère, qui contient le développement des motifs du projet de loi, reconnoît être fixée *d'une manière très sage et très équitable*, d'après des proportions combinées avec discernement, *qui concilient, assez heureusement*, ce sont les expressions du discours, *les droits de la nature et les intérêts de la société*.

Eh ! que peut prétendre de plus la législation ?

Mais le principe du mal est toujours agissant sur cette terre.

Selon la disposition de notre code civil, de ce code que tous les jurisconsultes proclament être la législation la moins imparfaite qui ait été conçue, pour régler les rapports entre les sujets de la cité, lorsque l'ascendant n'a pas, dans un acte revêtu de formes sévères, modifié la répartition naturelle de ses biens, d'après l'état de sa famille, l'importance des alliances qu'il aura contractées, l'illustration qu'il aura acquise; où, d'après tout autre convenance de ses affaires, le principe de l'égalité règle sa succession avec ses enfants.

Par le projet de loi ce principe est exilé du code. A sa place celui de l'inégalité y est enté pour former le droit successif légal, de manière que l'ascendant n'ayant pas exprimé formellement, par acte entre vifs ou par testament, une volonté contraire, sa suc-

cession sera dévolue conformément à la graduation de la quote disponible, que le premier né des enfants mâles recueillera à titre de préciput légal.

Quelle subversion d'idées ! L'ordre naturel des successions mis hors du droit commun ; et en même temps quelle étrangeté d'idées ! l'inégalité constituée en droit positif en faveur de l'aîné mâle, droit que toutefois l'ascendant pourra à son gré lui dénier.

C'est le rebours de la disposition du code, que le projet de loi soumet *au silence des ascendants*.

Pour soutenir cette combinaison législative, le ministère a dit : « L'on donne peu la quotité disponible, » parcequ'il faudroit prendre la résolution et le soin de la « donner. » Et il se fie à ce même poids d'inertie pour la transmission de l'inégalité légale qui deviendra, il l'espère, *une coutume*, laquelle, après quelques murmures, obtiendra dans la famille une soumission passive.

Je pourrois demander aux Ministres du Roi qu'il soit donné communication des documents qu'ils ont dû prendre, comme l'eût fait le chancelier d'Aguesseau, auprès de toutes les cours du royaume, sur la tiédeur ou la répugnance des parents à exercer la faculté de disposer que le Code leur laisse, *et sur les causes morales* dont elles sont l'effet.

J'aime mieux, nobles Pairs, en féliciter les familles.

« Il faut corriger les mœurs par les lois. C'est sans doute le plus digne emploi de la législation. Mais l'usage peu fréquent de la faculté de disposer par les pères et mères, quel fait établit-il ? Que dans la plupart des familles régnent la soumission, le respect et tout ce qui constitue la piété des enfants envers leurs

auteurs. Est-ce là ce que la force des lois doit faire cesser?

Le premier caractère d'une loi pour corriger les mœurs, les améliorer, est sans doute, d'être elle-même morale. Or, seroit-elle morale cette loi qui troubleroit dans le cœur des pères, cette égalité d'affection, devoir de la nature, qu'ils portent à tous leurs enfants, en leur faisant une nécessité de priver de sa disposition celui qui le premier leur a fait éprouver la douceur de la paternité? *Pourquoi m'exhérer du bienfait de la loi politique?* diront celui-ci. *Eh! notre piété filiale a-t-elle été moindre?* diroient les puînés. *Les droits naturels ne sont-ils pas antérieurs à cette loi politique qui, ne commandant pas, en reconnoît la force?* seroit-elle morale cette loi, qui fomenteroit dans la famille les irritations de la jalousie; de la jalousie, dont les excès épouvantent l'imagination.

S'il appartient aux lois de changer les mœurs, l'état des mœurs doit aussi exercer son influence sur la législation.

« Nous avons dû, à proclamé le Monarque auteur
« de la Charte, dans son ordonnance d'octroi; nous
« avons dû, à l'exemple des Rois nos prédécesseurs,
« apprécier les effets toujours croissants des lumières,
« les rapports nouveaux que ces progrès ont introduits
« dans la société, la direction imprimée aux esprits de
« puis un demi-siècle, et les graves altérations qui en sont
« résultées. »

Ces paroles royales seront entendues de la noble Chambre, et y accréditeront les nombreuses pétitions adressées de tous les points du royaume sur le projet de loi discuté devant vos Seigneuries.

Depuis l'extinction du régime féodal qui pesoit sur la nation, l'égalité des partages entre enfants est devenue le sentiment de tous les cœurs. L'observance de cette règle est entrée dans les mœurs, et les honore parcequ'elle est la pratique de la justice naturelle.

Cet état des mœurs pourroit-il ne pas être, selon l'expression royale, *apprécié*? Pourroit-il, dans un gouvernement représentatif, ne pas dominer la législation?

« Est-il exact, dit-on, que le règlement de la distribution des successions des pères entre les enfants soit une conséquence du droit naturel? Le droit naturel ordonne bien aux parents de nourrir leurs enfants; mais peut-il obliger à les faire héritiers, les pères tenant leur biens de la société? »

Je réponds que c'est dans l'état de société où ils naissent, et non dans un état abstrait originaire qu'il faut considérer la procréation des enfants. Or, la loi naturelle ne suit-elle pas les parents dans l'état de société? dans cet état, les enfants ne doivent-ils pas recevoir *ce qui est*, pour s'exprimer avec Domat, *un accessoire de la vie*, c'est-à-dire, la part échue aux pères dans le sol de la patrie? En les privant de cette part, la société les rendroit justement hostiles contre elle.

Si l'on ne peut dire que la mort des parents rompe, dans la société humaine, l'union avec les enfants, donc la succession directe est une nécessité de l'ordre social. Aussi Domat a-t-il dit *qu'elle est également de la loi divine*.

Ces républiques vers lesquelles l'esprit se reporte toujours lorsqu'on s'occupe de législation ou d'institutions, « Sparte, Athènes, Rome auroient-elles violé, dit le

« rapporteur de votre noble commission, la loi de la
« nature, dans leurs réglemens successifs! »

Qu'il me soit permis de remarquer, que présenter
ce qui a eu lieu comme ayant toujours été l'observation
exacte du droit, seroit une commode argumentation;
mais que l'on établiroit ainsi également le pour et le
contre!

Dans cette Rome dont on cite particulièrement la lé-
gislation, où Caton l'ancien contribua de tout son
crédit à faire recevoir la loi voconienne qui empêchoit
les femmes de succéder, « telle étoit cependant la force de
« la nature, observe Montesquieu, que des pères, pour
« éluder cette loi, consentoient à souffrir la honte d'être
« confondus dans la sixième classe avec les prolé-
« taires, ou même d'être renvoyés dans les tables des
« *cérites*, » dernière classe du peuple romain; j'ajoute,
et que rendre aux femmes exclues par la loi, la suc-
cession reçue par fidéi-commis, étoit, selon Cicéron, ce
grand citoyen de la république, préférer ce qui étoit
juste et honnête. La première restitution consacra le
nom de *Sextus Peduceus*.

A Rome, dans ses jours de gloire, la dévolution de
la succession directe à tous les enfants sans distinction,
étoit donc regardée par la conscience des citoyens, par
celle de tous les honnêtes gens, comme dérivant du
droit naturel. Elle luttoit cette conscience contre le
droit politique.

On lit encore dans le rapport de votre commission,
que « ce fut sous les empereurs, lorsque la tyrannie
« la plus farouche eut déclaré la guerre aux anciennes
« maisons, qu'on s'avisa, pour leur ruine, de rentrer
« dans l'ordre de la nature. »

Quels furent les empereurs qui abrogèrent ces lois, lesquelles, dit Montesquieu, n'avoient pensé qu'à suivre l'esprit du partage des terres lors de l'établissement de Rome? Ceux qui consolèrent l'espèce humaine de l'excès de leur pouvoir. Sous les autres empereurs, qui n'eurent d'humain que le nom, ce furent les vastes domaines des anciennes maisons, plus que leur illustration, qui en causèrent la proscription, dont la confiscation étoit la suite. Devoient-ils songer à établir l'ordre naturel des successions qui n'eût offert que de chétives proies en ordonnant plus de meurtres?

En disant que les nouvelles lois firent cesser, dans l'empire romain, les anciennes, *sous le prétexte spécieux de rentrer dans l'ordre de la nature*, le noble Marquis reconnoît avec nous, dans son débat, que c'est du droit de la nature que dérive la succession directe.

Et qu'importe que ce droit émane d'une nature *grossière*, ou d'une nature *cultivée*; l'origine demeure la même. La succession directe aux enfants est de la nature des choses. Elle dérive de l'essence de l'état de société dans lequel l'homme naît, vit, et meurt.

Cependant notre position sociale ne doit-elle pas faire entrer dans le domaine éminent du droit politique le règlement des successions, pour être modifié selon les nécessités actuelles de l'État?

Pour l'ordre de cette discussion, et pour la resserrer, je suivrai, nobles Pairs, les motifs présentés du projet de loi.

« L'état de nos mœurs, résultat de la direction imprimée aux esprits pendant nos changements politiques, est en opposition avec l'intérêt général de la

« société, avec la durée de l'État, avec le système monarchique.

« C'est le devoir de la fidélité d'en poursuivre l'amendement. »

Depuis cet état des mœurs que l'on déplore, (les faits reconnus par le ministère de 1814 seront-ils contredits par le ministère présent?) depuis, dis-je, cet état des mœurs que l'on déplore, la population s'est accrue d'un sixième; l'industrie s'est éveillée en chaque hameau, les objets de commerce se sont multipliés; et telle est l'élévation de la richesse générale, qu'elle supporte une imposition annuelle qui excède onze cent millions, si l'on abbute toutes les perceptions communales.

La pénurie des subsistances, l'oisiveté, la dépopulation, seroient-elles d'une meilleure entente de l'intérêt général!

« La division indéfinie de la propriété foncière, son morcellement progressif, empêchent les familles de se fonder. Y-a-t-il une société vraiment constituée où les familles s'effacent subitement? »

Les familles se composent d'individus, d'individus mortels. Elles doivent donc, comme les individus, se perdre, après plus ou moins de générations, dans le néant où tout ce qui naît se précipite.

Mais éloignons cette condition de mortalité qui leur est imposée.

J'observe, nobles Pairs, que la division, par l'action en partage, ne peut être *indéfinie*. Le Code civil ordonne, article 827, que si les immeubles ne peuvent se partager commodément, il sera procédé à la vente par licitation, qui, le cas de minorité de l'un

des part-prenants excepté, a lieu entre les seuls co-héritiers.

Ce ne peut donc être que par le mouvement des ventes que le morcellement progressif qui excite la sollicitude des Ministres de la couronne s'opère. Or comment pourroit-il être gêné sans porter atteinte au droit de propriété? et consciencieusement, quel peut être l'effet à déplorer de ce mouvement des propriétés!

Si la vente dépossède, l'acquisition réunit. N'est-ce pas l'économie, n'est-ce pas la bonne conduite qui acquièrent? La société, qu'à-t-elle à en redouter?

« Il faut fonder la famille; là est la garantie de la « durée de l'État. »

Pour qu'une discussion soit utile à l'investigation de la vérité, il faut bien se comprendre mutuellement.

Jedemande de qui se compose la famille! sans doute de toute la famille naturelle que les mariages auront formée, je veux dire, de tous les enfants qui en sont issus.

Si on ne peut dénier que tous les enfants, étant, comme le disent les juristes, *formés de la substance de leurs père et mère*, appartiennent nécessairement à la famille, il est difficile de démêler comment elle pourra être fondée en enrichissant l'ainé et appauvrissant les puînés, en élevant l'ainé et rejetant les puînés dans un état obscur; de comprendre comment un même esprit de famille pourra s'établir entre l'ainé et les puînés, traités si diversement.

Si c'est dans la personne seule de l'ainé que l'on prétend fonder la famille du père décédé, les puî-

nés, seront donc hors la famille. Il n'y a là qu'un retranchement d'individus. Quelle sera la position sociale des retranchés? Pour quelle plage, où pour quel service les réserve-t-on? *L'homme collectif, l'ainé, ne voudra rien changer*, je le crois; mais les individuels, les puînés, descendus de leur condition, dépouillés, réduits à être aventureux, et auxquels sera lié d'intérêt ce sexe qui a établi son empire dans nos demeures, ceux-ci ne voudront-ils pas changer?

Et c'est là, nobles Pairs, l'ornement et la sécurité de la société que l'on revendique?

Je concevrois la fondation de la famille par l'agglomération des propriétés dans la main de l'ainé, et l'établissement d'un esprit de famille, si des liens de dépendance de la part des autres enfants pouvoient être formés. Mais les éléments de cette subordination où peuvent-ils se trouver? La discipline féodale, le vasselage, ne peuvent plus s'introduire dans notre état de civilisation. Eh! qui oseroit, dans les conseils du prince, proposer de livrer à quelques uns la conquête des propriétés des autres pour les concéder à différents devoirs?

« L'égalité dans les partages est la démocratie dans la famille. Il est bon, dans le gouvernement monarchique, que ce principe de turbulence soit par-tout absorbé. »

La famille appartient à la nature. La règle normale qu'elle en reçoit est l'égalité entre les enfants. L'agitation ne peut y naître que du trouble apporté à cette égalité. La turbulence proviendrait de l'intromission du principe aristocratique en opposition à celui de famille.

L'égalité que l'on respire dans la famille élève l'âme, la dispose, dans la société, au développement des sentiments généreux. Seroit-ce cette noble inclination que l'on chercheroit à flétrir, comme pouvant être incommode au pouvoir qui ne veut, dans la société, que le moins de vertus qu'il se peut?

« L'égalité dans les partages choque le système monarchique. »

Aucun système du Gouvernement est-il absolu? Les publicistes, en en rapportant les diverses formes, reconnoissent que chacune peut recevoir des combinaisons variées, d'après l'état de la société à laquelle elle s'applique; et presque tous s'accordent à donner la préférence aux gouvernements mixtes.

Les sociétés humaines ne sont pas la propriété du pouvoir, soit monarchique, soit aristocratique, soit républicain. Sous quelque forme qu'il ait été institué, son essence est la même, et sa fin identique.

La société civile ne doit donc pas être façonnée pour le pouvoir; mais le pouvoir réglé pour assurer le bien-être de la société, et favoriser la félicité des individus. L'organisation politique n'est pas l'organisation sociale.

Le système monarchique, dans notre Gouvernement, est défini par la loi de l'État. Il ne peut être ni resserré ni relâché. Nous n'avons donc pas à répondre à une théorie ou au passé.

La Charte de la restauration a réassis la monarchie d'après l'état actuel de la nation. C'est dans cette Charte constitutionnelle, l'expression d'un besoin réel, énoncée, qu'il faut chercher notre système monarchique dans sa pureté.

Que porte l'art. 1^{er}, titre des *Droits publics des Français*? Quoique répétée en chaque opinion, je redirai sa disposition: « Les François sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs. »

Et l'on a pu dire que l'égalité dans les partages entre enfans blessoit notre Gouvernement monarchique! Eh! il est de l'esprit de la Charte, qui appelle les puînés comme les aînés, selon leurs talents, leurs vertus publiques, aux emplois, aux honneurs, que dans le partage des biens de famille, ils soient inégalement traités!

Je poursuis :

« Les institutions et les magistratures sont de convenables auxiliaires au Gouvernement monarchique. » Mais elles ne suffisent pas, selon les Ministres de la Couronne, « parceque au de-là se trouve la nation qui a ses forces et son génie. »

« Pour la perfection de l'organisation du Gouvernement, tel que le ministère le conçoit, il importe qu'il soit établi, entre le gouvernement et la nation, des rapports semblables à ceux qui existent entre le gouvernement et les institutions. »

J'appelle toute l'attention de la haute Chambre sur cette grave déduction du ministère. Que recèle-t-elle!

Les institutions créées par la Charte constitutionnelle, la chambre des Pairs, la chambre des Députés des départements, les magistratures auxquelles est remise l'action du pouvoir, ne sont pas des ancrs suffisantes pour la consolidation de notre Gouvernement, pour empêcher sa dérive.

Des rapports *immédiats* entre le Gouvernement et le corps de la nation sont nécessaires; et ces rapports à établir, le ministère les indique dans les sommités que formeront dans les familles les inégalités des partages et les substitutions. C'est un ordre de propriétaires dans la nation que le projet de loi doit faire surgir, et *ses rapports*, dit le ministère, *seront semblables à ceux qui existent entre les institutions de la Charte et le Gouvernement.*

S'il en est ainsi, la similitude de ces rapports sera donc l'absorption des rapports des institutions de la Charte avec la Couronne. Dans l'ordre politique, il n'y a pas de doublure dans les offices.

Ah! faut-il s'étonner que le projet de loi et le développement de ses motifs aient porté l'alarme dans tous les esprits éclairés, sur tous les points du royaume, comme étant la préparation d'une débile résurrection de l'ancien état politique.

Sans doute, nobles Pairs, indépendamment des institutions constitutionnelles et des magistratures, il doit subsister, entre la nation et son gouvernement, une force morale de sympathie. Mais où doit être sa manifestation? Dans l'esprit public. Seroit-il attaché à l'exercice du pouvoir de ne pas le comprendre?

Cet esprit public, conscience commune, auroit une source pure et abondante, s'il existoit une sage organisation des administrations municipales et départementales, où entreroit périodiquement cette classe aisée de la société que sa situation porte à s'intéresser au maintien de la constitution de l'État.

Mais les vrais, les sincères zélateurs de la restauration, la réclament vainement, cette organisation

qui é
vons.

Le
absolu
temp
ble au

C'e
prête
ment

Le
égalité
tique

« cen

« I

« mis

« l'ex

« tier

La

indi

favo

rien

pou

facu

mag

L

trén

cial

que

fon

por

que

mo

qui établiroit le culte de la Charte que nous lui devons.

Le projet de loi, présenté comme une conséquence absolue de la nature de la monarchie, est en même temps présenté comme étant un renfort indispensable au système électoral constitutionnel.

C'est un devoir d'obéissance à la Charte, que l'on prétend remplir à-la-fois, *sans qu'il y ait désintéressement du pouvoir.*

Le droit d'ainesse, il faut bien qualifier cette inégalité de partage que l'on veut lier à l'ordre politique; « le droit d'ainesse conservera cette quotité du « cens déterminée pour l'exercice du droit d'élire. »

« Et la substitution de la propriété foncière, soumise à cette quotité du cens, raffermira à jamais l'exercice de ce droit, en même temps qu'elle maintiendra l'invariabilité de l'esprit d'élection. »

La Charte ne limite pas le droit d'élire à un seul individu par famille. Si l'inégalité dans le partage favorise l'ainé mâle, en lui assurant une quotité supérieure dans le cens de la succession commune; elle pourra ravir aux autres enfants, ou à l'un d'eux, cette faculté d'élire. Or, il n'est pas licite de causer du dommage à l'un pour avantager l'autre, dit le Décalogue.

L'exercice du droit d'élire ne s'ouvre qu'à l'âge de trente ans. A cet âge l'on a fait son établissement social; l'on est compris au rôle du cens. La lésion de quelques centimes, dans la division de la contribution foncière d'une succession commune, pourra donc porter atteinte à la capacité politique à laquelle chaque enfant est appelé, par sa qualité de Français, non moins positivement que l'ainé.

Or, la loi de l'État promet à tous les Français la même aptitude aux droits politiques, en en remplissant les conditions. La loi civile ne peut enfreindre cette promesse, qui lui est supérieure.

« Le nombre électoral s'affaiblira sensiblement, ce « qui atténuera le crédit de l'élection. »

Le système électoral constitutionnel est en vigueur depuis 1817. Le nombre des électeurs a-t-il varié en moins? Le ministère qui auroit pu donner sur ce point, qu'il considère comme majeur, des renseignements précis; n'en ayant pas fourni, nous pouvons conclure que le nombre est demeuré à-peu-près le même.

Le mouvement progressif dans les fonds de terre est le témoignage le plus certain qu'il ne diminuera pas. Le fonds qui se détache d'un fonds se réunit à un autre. Si l'état de la prospérité de notre France ne s'arrête pas, disons que le nombre des électeurs s'élèvera.

« Il s'élèvera en diminution des éligibles. »

L'article 39 de la Charte répond à cette observation: « Si néanmoins il ne se trouvoit pas dans le département cinquante personnes de l'âge indiqué « (quarante ans), payant au moins 1,000 de contribution directe, leur nombre sera complété par les « plus imposés au-dessous de 1,000 fr., et ceux-ci pourront être élus concurremment avec les premiers. »

J'arrive, nobles Pairs, au corollaire du droit d'aînesse, à la substitution de la propriété foncière.

La substitution du sol est-elle sociale? est-elle conforme à l'esprit de la Charte?

Est-elle sociale? L'homme, dans l'état de société, a

besoin pour lui, pour sa famille, d'un lieu de fixité que la loi civile nomme *domicile*; comme tout être vivant a un gîte. C'est la nécessité de cet asile, d'une demeure spéciale pour lui et les siens, qui a amené les divers contrats sur la possession du sol entre les membres de l'association de la tribu.

Établir la substitution du sol d'ainé en aîné, ce qui finiroit par en empêcher presque totalement la participation aux autres, ce seroit repousser la population; ce seroit faire une loi de désertion du territoire.

Quelle seroit la contradiction de notre législation! Une loi du 14 juillet 1819 appelle les étrangers à posséder en France, et une loi de substitution éloigneroit du sol Français une portion de ses enfants!

La substitution du sol est-elle conforme à l'esprit de la Charte?

J'argumente, nobles Pairs, avec bonne foi et confiance de l'immutabilité de la Charte, dont le gage est dans le serment du Prince, dans celui de vos Seigneuries.

Tous les Français ont une capacité intrinsèque à exercer les droits politiques que la Charte concède. Elle dispose (art. 38) qu'aucun Député ne peut être admis dans la chambre des Communes, s'il ne paie 1,000 francs de contributions directes; (art. 40) qu'aucun électeur ne peut concourir à la nomination des Députés, s'il ne paie 300 francs de contributions directes.

La loi civile peut-elle soustraire la propriété foncière à la voie commune d'acquérir, et mettre ainsi obstacle à ce que tous les Français puissent s'élever aux conditions de la Charte, pour user des capacités

politiques? Admettre, par la loi civile, la substitution du sol en quelques mains, c'est faire du reste de la nation une multitude sans droits et sans devoirs. Eh! c'est là raffermir l'ordre dans l'État!

La substitution du sol est-elle conforme à l'esprit de la Charte.

Cette substitution a pour dessein de former un ordre électoral qui se succéderoit et se perpétueroit par le droit d'ainesse.

Cet ordre électoral, qui se composeroit d'une classe spéciale, qui se renouvelleroit par cette classe, seroit donc hors la nation. Et où se trouveroit le principe démocratique de l'élection, cet élément essentiel de la formation de la chambre des Députés des départements, dont la mission est d'exprimer le vœu des intérêts divers de l'association; le vœu de tous les intérêts populaires. Ainsi seroit perverti le système représentatif de la Charte.

Que les Ministres du Roi me permettent de leur dire que la prudence est de ne jamais mettre le pays en réclamation.

On ne le dissimule pas; on prétend, dans l'institution du droit d'ainesse, et dans l'établissement des substitutions de la propriété foncière, obtenir une direction systématique des suffrages dans l'élection à la chambre des Députés, direction qui sera toujours univoque.

Cette combinaison a-t-elle été balancée avec maturité? Eh! l'on n'auroit pas aperçu le péril où cette direction systématique pourroit placer l'autorité royale!

Quel remède présenteroit la prérogative royale de

la dissolution de la chambre élective, contre l'homogénéité d'un corps électoral livré à une faction, à un parti séditieux? Je ne sais si, dans le gouvernement représentatif, il peut être commis une erreur plus grave que celle de rendre vain l'exercice de cette prérogative dont l'effet, pour être salulaire, doit être soudain comme, dans Homère, le regards du maître des dieux sur les éléments conjurés.

L'organisation de cet ordre électoral seroit donc encore attentatoire à la sûreté du trône.

J'ai dit, nobles Pairs, que l'appui que l'on prétend apporter, par le projet de loi, au système électoral constitutionnel, n'étoit pas d'ailleurs désintéressément du pouvoir.

Quelle est la base sur laquelle s'élèveront et le droit d'aînesse et celui de la substitution d'une partie du sol? La cotisation de l'impôt qui chaque année se renouvelle et s'établit. C'est donc le fisc qui chaque année ouvrira ces droits?

Je ne ferai pas entendre contre son agence la récusation que la doctrine ministérielle autorise.

Un argument bien autrement grave frappera vos Seigneuries, comme il m'a saisi: A quelle autorité appartient-il de décider de l'équité proportionnelle ou de l'exactitude de la cotisation de l'impôt foncier? Au conseil de préfecture, présidé par le commissaire départi.

Si l'on ne peut refuser aux puînés le droit d'inculper cette cotisation, un débat des intérêts civils à explorer dans les familles principales de chaque arrondissement communal, se trouvera, à chaque décès du chef,

préjudiciellement transporté hors de sa juridiction naturelle et constitutionnelle.

En concevant le projet de loi, a-t-on songé à cette monstrueuse interversion de la justice civile? Si on y a songé, quel sera le terme de la réclamation du pouvoir sur la société pour ce que l'on comprend être la perfection de l'organisation de notre Gouvernement?

Quel intérêt social, quel droit public, le projet de loi qui se discute ne compromet-il pas?

J'ai, nobles Pairs, circonscrit ma discussion dans les motifs de la présentation du projet de loi, laissant à des orateurs plus habiles, et ayant des connoissances plus étendues, le soin de traiter les questions économiques qu'il embrasse.

Je relèverai cependant avec eux la conséquence que votre noble commission a tirée de l'état de la possession foncière en Angleterre.

Loin qu'il soit une autorité pour établir en notre législation cette tendance continue, but du projet de loi, à la formation des grandes propriétés, l'on n'y trouve qu'une effrayante leçon pour se préserver de cette impulsion légale.

Qu'à produit en Angleterre, ce pays admiré, la réunion de la propriété du sol, aujourd'hui dans les mains de trente-deux mille possesseurs, parmi lesquels figurent les corporations, au nombre de six mille, et le clergé au même nombre? La nécessité d'une taxe exorbitante de trois cent millions, valeur de notre monnaie, pour assister les pauvres.

Que la voie légale que l'on sollicite soit ouverte à la formation de grandes propriétés en notre France! nos

mœurs changées, quelle pourra n'être pas leur progression? Elle amènera donc la nécessité d'une taxe pour les pauvres. L'aumône est une composition que la richesse doit à l'indigence. Et il faut bien qu'elle soit assurée par la loi, lorsqu'une partie notable de la population manque du nécessaire. Or, que l'on compare la population de notre France et celle de l'Angleterre; et, dans cette proportion, que l'on calcule jusqu'où pourra s'élever l'exorbitance de la taxe des pauvres parmi nos neveux!

Si le trident des mers n'est pas dans nos mains, que la prévoyance, ce caractère législatif, joigne à l'énormité de la taxe le poids de l'oisiveté de la majeure partie des individus composant les familles inscrites sur la liste des pauvres de chaque canton! Nobles Pairs, et c'est pour rendre l'ordre immuable, pour préserver notre belle France constitutionnelle des conflagrations, que le projet de loi auroit été conçu!

J'ajouterai encore à ma discussion, que tels sont les progrès de la civilisation, qu'il ne peut y avoir de prospérité en aucun pays où la propriété foncière ne seroit pas alliée avec l'industrie et le commerce.

Sans l'industrie et le commerce, la propriété foncière seroit sans éclat; comme sans la propriété foncière, l'industrie et le commerce seroient sans patrie.

La loi civile doit donc se garder de troubler, par aucune disposition, cette heureuse alliance, comme la loi politique doit tendre à favoriser, pour l'intérêt collectif, le partage de la propriété foncière constituée, dans la société, *une dignité véritable*, par le droit de cité qu'elle confère.

Je me résume, nobles Pairs,

J'ai montré que la succession des enfants aux ascendants étoit inhérente à l'état social;

Que réglée par le droit naturel, il ne peut appartenir qu'à l'autorité paternelle, cette base de l'ordre humain, d'en modifier le partage;

Que l'observation, dans la famille, de l'égalité, cette justice naturelle, ayant passé dans nos mœurs, la loi civile qui y porteroit atteinte perdrait son caractère essentiel d'être conforme aux vœux de tous;

Que l'inégalité dans les partages étant un germe fécond d'inimitié dans les familles, la discorde qui y régneroit ne peut être le repos et l'appui de la société;

Que l'ordre naturel des successions ne pouvoit être présenté comme étant une opposition avec notre gouvernement monarchique, *le gouvernement monarchique, selon la Charte*, qui proclame au premier rang des droits publics des Français, leur égalité devant la loi;

Que la combinaison politique résultant du projet de loi, et dont on exalte le dessein, corrompait notre ordre constitutionnel, qui s'est identifié avec le caractère français, et n'admet pas de classification de citoyens; pervertiroit le régime représentatif, bienfait de la Charte; blesseroit une prérogative essentielle de la Couronne; porteroit le désordre dans la garantie des intérêts civils, qui ne peut se trouver que dans l'indépendance des tribunaux;

Que le résultat de l'état de la possession foncière en Angleterre avertissoit de s'écarter de la législation qui l'a amené, et fournissoit l'argument le plus sensible contre le but du projet de loi;

Que, d'après les progrès de la civilisation, la prospérité de la cité liant indissolublement la propriété foncière, l'industrie et le commerce, le droit politique devoit concourir avec le droit civil pour maintenir le cours naturel des successions *ab intestat* dans les familles, et y favoriser l'émulation qui féconde tout, sans diviser les esprits, sans former de parti.

Je vote pour le rejet du projet de loi.

Que, depuis les progrès de la civilisation, le genre
humain de la cité aient indistinctement la propriété
commune, l'industrie et le commerce, le droit politique
devait concourir avec le droit civil pour maintenir
le cours naturel des affaires et assurer dans les
affaires, une entière liberté, sans former de
contraintes, sans former de parti.

Le vote pour le projet de loi.

SESSIONS
N° 32.
826.

ven
dan
prie
le
les
ces
tou
qu
dan
du
Fra
dis
pro
leu

CHAMBRE DES PAIRS.

DESSIN

32.

826.

Séance du 1^{er} avril 1826.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE ROUGÉ,

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

NOBLES PAIRS,

De tous les efforts qu'a faits la révolution pour parvenir à la dissolution de la monarchie, l'un des plus dangereux a sans doute été le morcellement des propriétés foncières.

Les organes légaux et éclairés de nos départements, les conseils-généraux ne cessent de le signaler dans ces cahiers de délibération dont on vous distribue tous les ans des extraits auxquels il seroit à souhaiter qu'on donnât plus de développement. En effet, c'est dans le travail des conseils-généraux que les Ministres du Roi peuvent trouver le détail des besoins de la France, et le remède aux maux que lui ont laissés nos discordes. Tous les ans des hommes choisis parmi les propriétaires qui ont le plus de considération dans leurs départements viennent réunir et leurs lumières

et leur amour du bien public, pour veiller aux intérêts de leurs concitoyens, indiquer avec une noble indépendance les erreurs de notre législation, ou les améliorations que leur zèle et leur expérience leur font envisager comme plus utiles.

C'est dans le résumé de leurs discussions, nobles Pairs, que vous trouverez des matériaux dignes de vos méditations; c'est là qu'est réellement l'expression des vœux de nos provinces, et non dans des pétitions colportées dans nos communes, dont les signataires ignorent, pour la plupart, le contenu, ou n'y ont aucun intérêt; et que l'esprit de parti n'a pas manqué de dicter à ses Seides à toutes les époques un peu marquantes de notre révolution. Pour en apprécier la valeur, rappelez-vous ce temps d'exécration où le crime le plus horrible vint souiller les pages de notre histoire; la Convention reçut de toutes parts aussi des pétitions, dans l'espoir d'associer la France à ses forfaits, en simulant son adhésion. Sans donc vous embarrasser de ces vaines clameurs, allez puiser aux véritables sources, à celles que j'avois l'honneur de vous indiquer tout-à-l'heure, vous y verrez que l'excès de la division de la propriété est un de ces chancres politiques signalés depuis nombre d'années par les conseils-généraux; mal inconnu à nos ancêtres; mal qui dévore les entrailles de notre prospérité, quelque brillante qu'elle paroisse aux esprits superficiels qui ne veulent voir que le moment présent. Déjà dans cette Chambre un noble Duc vous avoit indiqué un moyen de diminuer cette calamité. Différentes circonstances, peut-être aussi le respect pour l'initiative royale, vous

avoient empêché de donner suite à sa proposition; mais elle avoit dû éveiller d'autant plus l'attention du gouvernement du Roi, que chaque jour voit augmenter le morcellement des biens ruraux, ainsi que ses funestes et inévitables conséquences.

C'est dans l'intention d'y apporter un remède efficace qu'un projet de loi est aujourd'hui soumis à votre examen.

Avant de vous entretenir des dispositions qu'il contient, il est essentiel d'examiner la position de la propriété en France, sous le rapport monarchique, c'est-à-dire comme la base de la stabilité du Gouvernement et de la prospérité de l'État. Nous verrons ensuite l'effet qu'ont produit sur l'existence et le bien-être des familles la division et la mobilité des possessions territoriales, et enfin nous chercherons si les dispositions de la loi suffisent aux besoins de la société, ou si du moins elles sont les meilleures possibles dans notre position actuelle.

Montesquieu n'a fait qu'établir en principe ce que démontrent également la raison et l'expérience, lorsqu'il a dit que, dans une monarchie tempérée, il falloit nécessairement des influences intermédiaires entre le Gouvernement et la multitude, sans quoi l'on n'a plus qu'un despote ou une affreuse anarchie. Il qualifie ces influences de *pouvoirs subordonnés*, qu'il comprend sous le nom de noblesse. Ce que l'on désignoit ainsi autrefois jouissoit en effet d'un grand pouvoir. Sans examiner si la destruction de ce pouvoir, tel qu'il existoit, est un bien ou un mal, il suffit de dire qu'aujourd'hui cette même noblesse n'est plus

qu'une chose honorifique, qui peut, qui doit sans doute exercer une influence morale par les souvenirs et la considération, mais qui ne peut en obtenir une matérielle, et sur-tout locale, sur les individus, qu'autant qu'elle joint à ses titres l'autorité que donne la fortune territoriale, par les moyens de crédit, de considération, et de supériorité de lumières que celle-ci permet ordinairement d'acquérir. C'est donc bien plutôt comme propriétaire que comme noble qu'un citoyen devient une de ces influences intermédiaires dont parle Montesquieu. Cela existoit même jusqu'à un certain point avant la révolution. A la vérité le propriétaire d'une terre avoit un pouvoir plus étendu et des droits d'une autre nature à exercer qu'aujourd'hui; mais il n'étoit seigneur que parcequ'il étoit propriétaire. C'étoit donc toujours de la terre que lui venoit cette influence précieuse qu'il avoit sur ses vassaux, dans l'intérêt de l'État et de l'ensemble de la monarchie. Mais pour que cette influence fût grande et profitable, il falloit qu'elle fût durable; aussi plus une terre étoit restée long-temps dans la même famille, plus en général les colons étoient dévoués au propriétaire: peut-être pourroit-on dire qu'une plus longue suite de bienfaits avoit dû inspirer plus d'attachement; mais dans un siècle si inbu des maximes de ce philosophe pour qui la reconnaissance étoit un poids insupportable, il ne faut pas faire tant d'honneur au cœur humain; et l'on pourroit en donner simplement pour cause matérielle, l'habitude, si les fidèles Vendéens, et bien d'autres, à leur exemple, n'avoient prouvé et ne prouvoient encore aujourd'hui

à quel point des sentiments plus nobles peuvent encore entretenir, parmi les habitants de la campagne, le souvenir et l'influence de ceux qui étoient leurs seigneurs.

Les premiers auteurs des systèmes révolutionnaires connoissoient bien ce pouvoir de l'habitude et de cette réciprocité de besoins et de bienfaits qui prolongeoient dans les siècles le patronage d'une même famille sur les habitants d'un même territoire. Aussi, Messieurs, disons-le franchement, la division des propriétés n'a été inventée que pour détruire ces anciennes influences, et leur en substituer de nouvelles. A la vérité, les massacres et la vente des biens nationaux ont fort hâté les résultats que l'on cherchoit. Aussi s'approche-t-on tous les jours du but. Le partage égal détruit toutes les fortunes; les pauvres perdent leurs appuis, les riches redoutent l'avenir, et l'État voit ébranler ses soutiens. Oui, Messieurs, ses soutiens: qui peut en effet prêter à un gouvernement cet appui qu'il doit à la douce influence de l'exemple et de la persuasion? C'est le riche propriétaire, c'est l'homme qui veut conserver, non seulement pour lui, mais pour sa postérité, parcequ'il regarde sa famille comme devant avoir la même durée que l'État dont elle fait partie. Traversez nos départements, Messieurs, et voyez dans quelles communes le Roi est le plus révéré, les lois mieux exécutées, où le nom de nos princes est répété avec le plus de vénération et d'amour; c'est dans celles où le possesseur de la majeure partie des terres donne l'exemple de l'amour de l'ordre et de la soumission au monarque. Or, qui peut désirer l'ordre et la stabilité, si ce n'est l'homme qui peut assurer à ses enfants l'aisance

et sur-tout la considération dont il jouit. Un publiciste de nos jours se réjouissoit, il y a quelques années, de ce qu'il n'y avoit plus en France, disoit-il, qu'un Gouvernement et des individus. Singulier système, qui tendroit à faire croire qu'un gouvernement peut agir directement sur chaque citoyen, et qu'un percepteur ou un gendarme sont les seuls êtres qui doivent représenter à ses yeux la patrie et le souverain. Combien l'idée d'un despotisme absurde perce dans cette assertion ! Qui peut en effet contenir des êtres qui, n'ayant plus d'intérêts communs, en ont nécessairement d'opposés. La crainte en est le seul moyen ; il a réussi à Bonaparte pendant dix ans. La verge s'est brisée, et son empire s'est dissous. C'est en faisant aimer le Gouvernement à des hommes qui attachent leur existence à la sienne par la certitude de la stabilité, c'est en donnant ces hommes pour modèles et pour directeurs à la multitude, qu'on parvient à la fixer et à lui ôter le goût et l'habitude des changements et des bouleversements.

Dans l'admirable travail que vous a présenté votre rapporteur, vous avez vu rappeler cette expression d'un membre de la Chambre des Députés en 1820, que déjà *la démocratie couloit à pleins bords*. Elle est effrayante de vérité ; et si dès-lors elle épouvantoit le gouvernement du Roi, combien ne devons nous pas nous hâter d'y chercher un remède. Le plus efficace, n'en doutez pas, nobles Pairs, c'est de reformer des familles de propriétaires ; que ces familles se perpétuent qu'elles s'identifient pour ainsi dire au sol, et partagent sa stabilité. Ce genre de fortune est sans doute bien

moins rapide à créer que les fortunes industrielles ; mais quel appui ces dernières peuvent-elles offrir à l'État. Résultat brillant du travail hasardeux de quelques années, un instant suffit pour les détruire, quelque considérables qu'elles soient : un père ne peut jamais être certain de laisser à ses enfants le nécessaire ou l'opulence. Élevés dans cette dernière, s'ils la perdent, ils se trouvent lancés dans la société hors de leur sphère habituelle ; plus ils sont tombés de haut, plus leur chute leur paroît pénible. Au malheur succède le mécontentement ; et si la fortune se refuse à de nouveaux efforts, au lieu de la chercher par un long et pénible travail, on croit la trouver dans le trouble et les secousses politiques. Le propriétaire, au contraire, ne redoute rien tant que ces secousses ; elles seules peuvent compromettre à-la-fois son repos et son existence. Le Prince et son gouvernement sont pour lui des divinités protectrices dont il reçoit la garantie de son bien-être et de l'avenir de ses enfants. Il desiré leur salut et leur fixité par instinct autant que par calcul. Les différentes classes de propriétaires sont au monarque ce que sont au cœur les artères et les veines de notre organisation physique. Ils en reçoivent la vie qui s'étend aux plus petits rameaux, et rapportent au centre commun l'existence qu'ils en ont reçue. Tant que le cœur bat régulièrement, l'ordre subsiste, le roi de la création est brillant de force et de santé. Si le cœur cesse ses fonctions, ou si les veines interceptées ne rapportent plus leur tribut accoutumé, l'homme languit, et n'est bientôt plus qu'un cadavre. Tel est aussi le sort des États, Messieurs, lorsque la propriété, abandonnée aux chan-

ces aventureuses de la spéculation, n'offre plus au gouvernement des familles habituées à recevoir et à communiquer son influence.

Je passe à ma seconde proposition, de l'effet que produit, sur le bien-être des familles ou de la population en général, la division et la mobilité de la propriété.

Il est certain qu'avant la révolution le nombre des possesseurs du sol étoit beaucoup moins considérable qu'aujourd'hui. Les communautés religieuses et les grands propriétaires avoient entre leurs mains la majeure partie du territoire. Des familles de cultivateurs exploitoient, moyennant des fermages souvent assez modiques, une portion plus ou moins considérable de ces terres, et y prospéroient presque toujours. Le fils succédoit au père, à la ferme comme au manoir; et je connois des biens qui prouvoient, depuis plusieurs siècles, les mêmes familles de fermiers comme de maîtres. La révolution a trouvé que cet état de chose étoit fâcheux, et qu'en chassant ou faisant périr les propriétaires, les fermiers seroient beaucoup plus heureux. Il est vrai qu'elle a souvent incarcéré ou chassé les fermiers lorsqu'ils n'étoient pas de cet avis; mais enfin elle a prévalu; les terres se sont vendues, et tout le système de l'économie rurale a été changé. Presque par-tout des compagnies ont acquis à vil prix, et achètent encore aujourd'hui une grande partie des propriétés un peu étendues, pour les revendre par petites portions, soit aux colons, soit à d'autres spéculateurs. Cette opération, sans contredit, multiplie le nombre des petits propriétaires, mais, par conséquent aussi, détruit, en proportion, les moyens de grande culture pour

augmenter la petite. L'espèce d'aisance qui en est résultée momentanément pour les habitants des campagnes décroît déjà sensiblement; et la chose est inévitable. En effet, lorsque tout le monde cultive sa petite propriété, personne n'a de superflu. J'admets que la terre suffise à la nourriture de son propriétaire; heureux si, avec de l'ordre et de la prévoyance, il peut, dans les bonnes années, amasser pour les années de disette de quoi soutenir sa famille; mais le pauvre, celui qui n'a point de propriété, ou à qui elle ne peut suffire; celui à qui le travail des mains est nécessaire pour vivre, qui l'emploiera, si chaque propriétaire se suffit à lui-même? Et supposé que tous les habitants d'une commune trouvent ainsi, dans les temps ordinaires, les ressources suffisantes à leurs besoins, que deviendront-ils dans de mauvaises années? Il n'y a pas trente ans que la division des grandes propriétés a été décrétée, et, sans parler de la crise du maximum, où toute la France mouroit de faim, nous avons eu, en dix ans, deux famines horribles.

Quel état alors, Messieurs, que celui de nos campagnes! L'on ne trouvoit plus ces greniers d'abondance qu'offroient avant la révolution les maisons religieuses ou les habitations des grands propriétaires. Dans les provinces peu fertiles par elles-mêmes, on a vu le malheureux paysan disputer aux animaux l'herbe des champs, et mourir sur les ruines de l'abbaye ou du château dans lesquels ses pères étoient assurés de trouver autrefois et des secours et des consolations. Et cependant une génération n'est pas encore écoulée depuis le commencement de ces morcellements qu'on nous représente comme source de la prospérité ac-

tuelle de la France, mais qui bien plutôt n'ont pas encore eu le temps de la détruire, comme ils l'ont fait en Irlande, ainsi que vous l'a si bien prouvé un noble Comte, par les paroles même du premier ministre d'Angleterre. Or, si telle est dès aujourd'hui notre situation, que deviendra-t-elle à mesure que la division des propriétés diminuera le nombre des hommes qui peuvent faire tourner leur superflu à l'avantage de leurs concitoyens, et accroître par-là les richesses de l'État. Ainsi, prenant pour exemple un homme jouissant d'une des plus grandes fortunes de son département, et y ayant par conséquent une grande existence, s'il a plusieurs enfants, et qu'ils partagent également, aucun d'eux ne pourra remplacer son père; à peine mènera-t-il à la campagne un train de vie simple et sans luxe; à peine, dès la seconde génération, l'un des héritiers pourra-t-il végéter dans un coin de l'habitation paternelle, que probablement il sera bientôt obligé d'abattre ou de vendre à la Bande-noire pour éviter les frais d'entretien.

S'il abandonne la campagne, qu'il vende en détail et place ses fonds afin d'augmenter son revenu, la commune perd tous les avantages que son séjour lui procuroit. Si au contraire il s'y fixe, obligé de soutenir avec une fortune médiocre l'existence pour laquelle il étoit né, il cherchera à en tirer le plus grand parti possible; devenu cultivateur, il ôtera les fermes à ceux qui y trouvoient une existence heureuse, et s'appropriera par ses soins et son industrie le bénéfice du colon. Il descendra par-là dans cette classe si laborieuse et si importante, que nous pouvons assimiler à ce que l'on nomme en Angleterre *gentleman farmers*, qui jouit

de l'indépendance que donne une fortune aisée, mais qui mène la vie active qu'exige la surveillance des travaux de la campagne. Je suppose à l'un de ces gros cultivateurs 100,000 écus de propriétés, auxquelles il pourra joindre, sans augmenter ses bâtimens et les autres frais d'exploitation, un fermage représentant la moitié de cette valeur. Cet homme aura une existence honorable, utile à son pays, nécessaire à tout son voisinage. S'il laisse trois enfans, et que leurs droits soient égaux, qui prendra la ferme, les bâtimens, les troupeaux, les instruments aratoires? qui voudra, pour son lot, partie des terres sans moyen de les cultiver? Heureuse cette famille si, suppléant à l'imprévoyance de la loi, elle charge l'un d'eux de faire valoir l'intérêt commun, en lui faisant des avantages qui puissent l'y déterminer. Sinon il faut encore vendre et subdiviser le bien. Et ici, Messieurs, se place tout naturellement cette grande question de la petite et de la grande culture.

Déjà en 1818 la grande culture n'occupoit pas plus du cinquième du territoire, d'après les calculs de M. le duc de Gaëte, et depuis elle a continué, dans beaucoup de provinces, à diminuer d'environ un trentième par an. Aussi voyez quelle épouvantable détérioration dans la race de nos chevaux et de nos bêtes à cornes. Quelques essais heureux ont été faits en agriculture, à qui les doit-on? Ce n'est point à nos sociétés savantes; c'est à ces gros cultivateurs, ou aux propriétaires devenus colons, qui ont sacrifié une partie de leur aisance, ou qui quelquefois aussi l'ont augmentée par des essais dispendieux, tels que la multiplication des prairies artificielles et l'introduction des laines

d'Espagne. Ce dernier article est véritablement, Messieurs, le triomphe de notre industrie agricole; mais ce produit est lui-même un des plus forts arguments contre la division des propriétés. Tout le monde sait que la beauté de la toison des moutons mémos tient à leur vie errante, et la circonscription de nos domaines est peut-être la plus grande difficulté que nos agriculteurs aient eu à vaincre pour faire parvenir nos laines à ce degré de finesse qu'elles obtiennent en Espagne, où les troupeaux parcourent des pays entiers.

Enfin un troupeau de mille à douze cents bêtes fera probablement partie de la ferme dont je parlois plus haut. Si elle cesse d'appartenir au même maître, les moutons ne trouveront plus la pâture et les habitudes qui leur conviennent; la terre qu'ils fertilisoient par leur passage cessera de produire; la plaine, couverte de riches et abondantes moissons, de troupeaux nombreux, de chevaux vigoureux, lorsqu'un seul homme en dirigeoit la culture, ne recevra plus cette source de fertilité que produisoient ses étables, et trompera l'effort des nombreux et infortunés colons qui se la seront partagée.

Il est cependant des points, il faut en convenir, où la petite culture présente de grands avantages; c'est le voisinage ou, pour ainsi dire, la banlieue des villes un peu considérables. Une grande quantité d'engrais, un transport facile, permettent de fatiguer la terre à force de bras, pour lui faire donner des produits plus abondants, et d'une nature toute différente que ceux des plaines consacrées à la culture des céréales; mais ces exceptions ne changent rien à la règle, et d'ailleurs

regardent en général une classe de propriétaires auxquels la loi ne sera point applicable.

Une des suites les plus funestes de la destruction des grandes propriétés est la diminution des plantations, moyen très important de réparer les pertes immenses que la France a faites en bois. Déjà Colbert se plaignoit de cette diminution. Elle augmente aujourd'hui d'une manière effrayante. Le dernier Gouvernement le sentoit si bien, qu'il forçoit les communes à planter, autant que leurs facultés le permettoient; mais le résultat a été presque nul, parceque ce Gouvernement a ensuite trouvé plus commode de vendre les propriétés communales. La multiplication des arbres forestiers est donc une des branches de l'économie rurale que le Gouvernement doit le plus chercher à encourager. Mais des plantations considérables demandent d'assez grands frais, et le bénéfice qu'on a droit d'en attendre ne peut être obtenu qu'au bout de cinquante, cent, quelquefois cent cinquante ans, suivant l'essence des arbres, et la nature du terrain. Or, quel est le père de famille qui se résoudra à faire de grands sacrifices sans avoir la presque certitude que ses enfants en recueilleront les fruits?

Que conclure enfin, nobles Pairs, de tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer, si ce n'est que la division de la propriété par l'égalité des partages, loin d'enrichir la société, appauvrit toutes les classes, prive les villes et la population industrielle du superflu des campagnes, tend à diminuer les ressources de l'État, et ses espérances dans l'avenir, porte le père de famille à négliger ce même

avenir qu'il n'entrevôit point pour sa postérité, et à tout sacrifier aux jouissances du présent; amené enfin partout l'insouciance ou l'inquiétude, qu'à celles-ci ne peut manquer de succéder le malaise moral, le désir du changement, et bientôt le retour du désordre et des révolutions. Prévenir ces maux en consolidant la propriété dans les mêmes mains, lui fournir des éléments de fixité et d'agglomération, sans cependant nuire à la reproduction de la famille et y porter le trouble, tel est le véritable remède, tel est le but de la loi qui vous est soumise.

Obtiendra-t-elle les effets que le Gouvernement en espère? c'est là la question qui nous reste à traiter.

Déjà le précédent Gouvernement avoit senti la nécessité de chercher un moyen d'arrêter le morcellement continu des propriétés, et votre rapporteur, en vous prouvant que les lumières pouvoient se transmettre héréditairement comme la propriété, vous a exposé d'une manière aussi claire que succincte les débats qui avoient eu lieu à ce sujet.

Le Code civil contient donc quelques dispositions qui laissent aux pères de famille la faculté individuelle de retarder le mal. Mais il y avoit encore trop d'idées révolutionnaires dans les conseils du Gouvernement, pour qu'on voulût consentir à aborder franchement les vrais principes. D'ailleurs, une assez grande masse de propriétés avoit été rendue aux émigrés, et ce n'étoit pas dans leurs mains qu'on vouloit la consolider. Cependant les bases adoptées étoient bonnes, et pouvoient avoir d'heureux résultats, si on en eût provoqué l'application d'une manière générale.

C'est en conservant les mêmes bases qu'on vous propose aujourd'hui de produire des effets bien plus importants, et par conséquent bien plus avantageux, en établissant comme un droit ce qui n'étoit qu'une faculté légale.

Ainsi que vous l'a développé M. le Ministre du Roi dans l'exposé des motifs de la loi, il est dans le cœur humain de laisser diriger ses affections par une règle qu'on respecte, mais de ne pas savoir les surmonter, même dans la certitude du bien, lorsque rien ne nous y contraint : *Video meliora, proboque, deteriora sequor*, telle est la devise de l'homme. Le père de famille, qui n'auroit osé prendre sur lui de donner la portion disponible à son fils aîné, trouvera tout simple, et sera presque toujours satisfait de le trouver désigné par la loi pour succéder au poste qu'il occupoit dans la société. Il entreprendra des améliorations, parceque son fils en recueillera le fruit; il entretiendra l'habitation de la famille, parcequ'un étranger ne devra pas venir à la barre du tribunal acheter l'asile de la veuve et des enfants peut-être mineurs, avant que la cendre du père soit, pour ainsi dire, refroidie. Il habituera de bonne heure cet aîné à servir de père à ses frères, il le montrera à ces derniers, non comme un spoliateur ou un maître, mais comme un protecteur, un ami. Hé, quel ami qu'un frère! Ah! Messieurs, ne faisons pas l'homme plus méchant qu'il n'est déjà. Sans doute il est de mauvais frères; sans doute la cupidité peut étouffer tout autre sentiment; mais les monstres sont rares dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique. Sans nous arrêter aux exceptions, établissons des

règles; laissons la nature nouer et entretenir les liens de famille; occupons-nous de les resserrer et de les rendre efficaces.

D'ailleurs, Messieurs, est-ce une chose nouvelle que des préférences accordées à l'ainé? Sans parler de l'histoire des peuples anciens; sans rappeler cette espèce d'institution divine, dont nos livres saints font foi; sans même nous attacher au droit d'ainesse, tel que l'avoit réglé le système féodal, beaucoup de coutumes de nos provinces de France le reconnoissoient dans la cabane comme dans le manoir seigneurial; attribuoient à l'ainé mâle, soit par la loi, soit par les habitudes locales, les choses impartageables, et notamment la principale habitation; ce toit paternel, qui devoit, en cas de malheur, être toujours l'asile hospitalier de la famille. De plus, on se fait toujours aisément à tout ce qui est conforme à la nature. Or, il est naturel, il est dans les règles du bon sens que, lorsque le père a représenté la famille dans l'exercice d'un droit politique, l'a rendue, pour ainsi dire, partie intégrante de l'État, celui que la Providence a appelé le premier à remplacer le père, pour protéger et diriger la famille, soit aussi appelé à lui conserver le rang que son père lui avoit acquis. Mais ce rang est subordonné à certaines conditions de fortune. Qui veut la fin, veut les moyens; il est donc juste que le père, ou plutôt le législateur, qui est le père de famille général, et qui n'en a pas les foiblesses, aide cet aîné à remplir les conditions voulues pour remplacer son père. Mais en marchant vers un but utile, la loi ne doit pas oublier les intérêts des autres membres de la famille, et

c'est ici que s'est élevé une difficulté importante à examiner.

Vous voulez, dira-t-on, perpétuer des familles d'électeurs, et dès la première génération, le fils de celui qui jouit aujourd'hui de ce droit ne le sera plus.

Observons d'abord une chose, Messieurs. La loi n'a pas la prétention de maintenir positivement et invariablement le cens et le droit électoral dans toutes les familles qui en jouissent aujourd'hui; il faudroit une substitution permanente des biens qui paient ce cens, et ce n'est pas là ce dont il s'agit. C'est d'arrêter la division égale, et par conséquent si rapide des propriétés. C'est d'accoutumer les esprits à voir l'inégalité tendre vers un but fixe, et appeler, pour ainsi dire, l'augmentation qui doit l'y conduire. C'est enfin suspendre le mal, et commencer par conséquent à marcher vers le bien. Sans doute, Messieurs, le remède n'agira que lentement; mais tel est le sort de toutes les institutions humaines. Le bien ne se fait qu'avec de longs et pénibles efforts, le mal court à pas de géant. La société étoit en France, avant la révolution, le fruit de l'expérience des siècles. A mesure que les temps et les mœurs avoient changé, que des abus avoient été reconnus, les ordonnances de nos rois, ces monuments éternels de la sagesse de nos magistrats, comme de la sollicitude toute paternelle de nos princes, avoient réformé tout ce qui méritoit de l'être. Si de nouveaux besoins s'étoient fait sentir, il se seroit encore trouvé des l'Hôpital et des d'Agnesseau pour dire à leurs maîtres: « Voici ce qui convient pour assurer le bonheur de la grande famille, et maintenir l'ordre et la justice parmi les

« enfants. » Les passions ont renversé l'œuvre de la prudence, et vingt-cinq ans de révolution ont détruit l'édifice construit par la sagesse des siècles. Il faut aujourd'hui, Messieurs, rassembler les matériaux dispersés, et voilà ce que l'on vous propose. Lorsqu'à la fin d'une inondation le torrent débordé emporte les arbres, les moissons, le toit, et les troupeaux du laboureur effrayé, tout est également entraîné. Si dans la plaine une légère éminence commence à surmonter les eaux, les premiers objets qui la rencontrent s'y arrêtent, s'y agglomèrent; d'autres sont attirés par les premiers. C'est un point de salut vers lequel on cherche à diriger ce que le fleuve enlevait, et bientôt ce faible obstacle détourne et rend vaine la fureur des flots. Voilà ce que la loi prétend faire aujourd'hui; c'est fournir aux familles des points de repaire vers lesquels elles puissent diriger leurs efforts pour se sauver de la destruction, et assurer leur existence.

Quant à l'objection en elle-même, essayons de la résoudre par des chiffres. Je commence par admettre l'amendement de votre commission, qui me semble parfaitement dans l'esprit de la Charte, en adoptant pour base de la loi, 300 fr. en principal de contribution foncière. Ce cens annonce un revenu de 2,400 fr. environ. Supposons trois enfants dans chaque famille. C'est le terme moyen généralement admis dans les statistiques. L'aîné aura 1,200 fr., et ses frères chacun 6. Dans le partage égal, ils en auroient eu chacun 8; tous trois auroient eu les mêmes chances de médiocrité. En cas de malheur, aucun n'auroit eu moyen de secourir les autres. Par le sacrifice du quart, cet aîné sera à même de faire un meilleur mariage, de se

créer plus de chances de fortune, et pour peu que les centimes additionnels augmentent sa part de l'impôt ou que la fortune de sa femme améliore la sienne, il sera électeur et pourra travailler à ce que son fils vienne à son tour succéder aux mêmes avantages. Observez, nobles Pairs, que j'établis mon exemple sur le dernier degré de l'échelle, et que plus la cote de l'électeur sera au-dessus de 300 fr., plus mon calcul aura de force.

L'art. 3 viendra puissamment au secours de l'art. 1^{er}. Vous verrez, toutes les fois qu'il se trouvera dans une famille un électeur, les parents que la nature aura privés d'héritiers substituer plus volontiers leur fortune en faveur de celui de leurs neveux qui sera appelé à maintenir ce droit dans la famille. Cette substitution, qui s'étend à deux degrés, laisse au donateur la consolation de faire jouir du bienfait à-peu-près tous ceux qu'il peut voir. D'ailleurs ce terme étoit fixé par l'ordonnance de 1747. A la vérité quelques coutumes les portoient à quatre degrés, d'après la Novelle de Justinien; mais encore une fois rattachons-nous, autant que possible, à ce qu'avoient fait nos Rois, et en héritant pour eux de l'amour de nos pères, héritons aussi de leur confiance.

Je ne puis donc sur ce point partager l'opinion d'un noble Vicomte qui voudroit réduire à un seul degré le droit de substituer, dans la crainte de voir se renouveler les inconvénients qui avoient provoqué l'ordonnance de 1747. Nous pouvons, Messieurs, admettre hardiment les principes consacrés dans cette ordonnance, quand nous voyons d'Aguesseau déclarer, dans le préambule, « que l'on a eu la plus grande attention

« à la mettre dans l'état de perfection dont elle pou-
 « voit être susceptible; que, loin de vouloir donner la
 « moindre atteinte à la liberté de faire des substitu-
 « tions, on ne s'est proposé que de les rendre plus
 « utiles aux familles. » L'on sait, Messieurs, que le
 chancelier d'Aguesseau n'étoit cependant pas favorable
 aux substitutions. Ne cherchons donc pas à faire mieux
 que ce qu'il a déclaré être la perfection. Et fût-il vrai,
 Messieurs, que d'ici à deux ou trois siècles l'usage des
 substitutions pût devenir abusif, ne sera-t-il pas temps
 alors d'y porter remède? Si maintenant l'usage de ce
 moyen de transmission de la propriété peut contri-
 buer à guérir la plaie qui nous menace, faisons comme
 ces médecins habiles qui, pour arrêter les progrès de
 l'hydrophobie, cautérisent la morsure, sauf ensuite à
 diminuer et à réparer les ravages du feu. L'un des re-
 proches que l'on fait à la loi, et c'est peut-être le plus
 mérité, c'est de rester en-deçà de son but, ou de ne
 pouvoir y arriver que bien lentement; loin donc d'en
 vouloir diminuer l'effet, accordons-lui toute la force
 que la prudence permet de lui donner dans notre po-
 sition politique.

Enfin, Messieurs, si le père de famille refuse les
 avantages que veut lui procurer la loi, ou si des rai-
 sons qu'elle laisse à sa prudence l'empêchent d'en pro-
 fiter, l'art. 2 lui rend sa puissance, assure l'exercice de
 son autorité, et détruit les objections de ceux qui
 croient voir dans la loi une diminution de la puissance
 paternelle.

Pour me résumer, nobles Pairs, la loi qui vous est
 proposée tend à poser la première pierre de tout édi-
 fice monarchique, puisqu'elle tend à recréer des fa-

milles en fixant la propriété dans la génération des mêmes possesseurs. Elle ne crée point à l'instant même de grandes propriétés, parceque s'il est facile et prompt de diviser et d'abattre; il est difficile et lent de construire et d'agglomérer. Au lieu de pousser à l'instabilité, à l'inquiétude, à la cupidité, à des desirs vagues et sans frein comme souvent sans but possible; elle tend à donner des idées d'ordre et de stabilité; elle règle l'ambition en lui montrant un but fixe et facile à atteindre; elle consolide nos institutions en en faisant la base du bonheur et de l'existence des familles. Elle prend son principe dans la Charte, et lui donne un développement qui doit la faire passer de plus en plus dans nos mœurs; elle facilite au Gouvernement des moyens d'action sur la multitude par des influences intermédiaires qu'elle tend à placer entre elle et lui; elle n'est point contraire à nos habitudes, puisqu'elle conserve non seulement les principes généraux de toutes les législations monarchiques, mais encore les bases d'inégalité reconnues nécessaires par nos Codes, et dont elle ne fait que multiplier et consolider les effets. Elle va chercher dans les foiblesses même du cœur humain des moyens de resserrer les liens de famille en inspirant aux jeunes gens par l'espoir des substitutions l'habitude des égards et des ménagements pour des parents éloignés et sans postérité.

Elle donne à ceux-ci, par-là même, les enfants que leur avoit refusé la nature. Elle leur évite la cruelle nécessité d'avoir recours à des soins étrangers, et, en s'éloignant de leurs proches, de concevoir le desir et presque l'obligation de leur enlever des biens qui

eussent formé ou consolidé leur existence. Elle leur laisse, au moyen des deux degrés, la certitude de la durée suffisante du bien qu'ils ont fait, mais en même temps elle met une mesure convenable à la concentration de la propriété; mesure dictée par l'expérience et la sagesse de nos Rois. Enfin elle maintient et fortifie l'autorité paternelle, en conservant au testateur la faculté de rétablir l'égalité des partages, ou de changer l'application de la portion disponible; avec cette immense différence que dans l'état actuel des choses, il semble toujours y avoir, de la part du père, ou une injuste préférence, si ses puînés n'ont pas démerité, ou une punition, s'ils ont eu des torts envers lui; tandis que dans la loi actuelle, tout ce qu'il fera en faveur des cadets sera réputé un bienfait, sans que l'aîné puisse avoir à s'en plaindre, puisque après tout, son droit ne peut s'exercer que du consentement du père.

Si donc la loi n'est pas encore la meilleure possible dans l'intérêt de la société, je crois au moins qu'elle est telle que nos mœurs, nos habitudes, et notre situation politique, nous permettent de la supporter.

CHAMBRE DES PAIRS.

PRESSIONS

33.

1826.

Séance du 1^{er} avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE DE KERGORLAY.

SUR le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions.

MESSIEURS,

Le droit commun doit, ce me semble, être généralement conforme au droit naturel.

Il est vrai que Montesquieu nie, que le droit que les enfants ont de succéder à leurs pères, soit une conséquence de la loi naturelle.

« La loi naturelle, dit-il, (1) ordonne aux pères de « nourrir leurs enfants, mais elle n'oblige pas de les « faire héritiers. Maxime générale, ajoute-t-il plus « loin : (2) nourrir ses enfants est une obligation du « droit naturel; leur donner sa succession est une obligation du droit civil ou politique. »

Voilà, donnée comme générale, une maxime bien dure. Ne seroit-il pas plus exact et plus conforme à l'humanité commune de dire : le droit naturel qui ordonne aux pères de nourrir leurs enfants et de leur

(1) Esprit des lois, liv. XXVI, chap. vi.

(2) *Ibid.*

laisser leur succession, peut sous ce dernier rapport être modifié par le droit civil ou politique.

Mais si le droit civil ou politique peut, ou doit même quelquefois modifier le droit naturel, ce ne doit être du moins que pour des motifs puissants et manifestes.

C'est la conformité ordinaire du droit commun avec le droit naturel, qui fait qu'ordinairement le droit commun établit le partage égal des successions entre les enfants.

Le droit romain et notre droit coutumier reconnurent également comme droit commun cette expression générale de la loi naturelle; tous deux modifièrent par des exceptions le droit commun de l'égalité des partages. Voyons quelles furent les principales de ces exceptions.

Le droit romain primitif, qui d'abord ne permettoit pas de tester, modifia bientôt le droit commun par l'exercice illimité de la puissance paternelle; mais rien ne montre mieux l'abus d'une faculté de tester trop étendue, que l'origine que l'on attribue à cette trop grande extension. « La raison, dit Montesquieu, (1) » pour laquelle les lois romaines étendirent si fort la faculté de tester, fut que le père pouvant vendre ses enfants, il pouvoit à plus forte raison les priver de ses biens. » Cette raison est bien révoltante, et il est impossible de concevoir comment un père peut se croire le droit de vendre ses enfants.

Plus tard, le droit romain apporta quelques modi-

(1) Esprit des lois, liv. XXVII, chap. 1^{er}.

fications à l'abus de la faculté illimitée de tester, et enfin notre droit coutumier, en restreignant davantage encore cette faculté, la réconcilia d'autant mieux avec les sentiments naturels. Les anciens législateurs de Rome, égarés par une idée exagérée de la puissance paternelle, avoient autorisé l'exhérédation arbitraire des enfants; notre droit coutumier, adoptant et perfectionnant les modifications introduites par le droit romain plus récent, fixa une quotité plus étroitement limitée aux libéralités qu'il permit aux pères de faire sur leur succession.

Nos coutumes varièrent entre elles sur la disposition qui admettoit ou n'admettoit pas les enfants même à prendre part aux libéralités permises à leurs pères (1).

Mais ce même droit coutumier, qui restreignit la

(1) On sait que la coutume de Bretagne interdisoit au père toute faculté de donner à ses enfants, si ce n'est aux puînés nobles sur les meubles, comme par une sorte d'atténuation de la disposition rigoureuse, qui, quel que fût le nombre de ces puînés, ne leur accorderoit entre eux tous, sur les immeubles nobles et sur les meubles, que le tiers de la succession.

Il se peut que la loi de nivôse an 2 qui prohiba aussi les libéralités des pères envers leurs enfants aie été dictée par un emportement révolutionnaire; la même disposition dans la coutume de Bretagne y avoit été inspirée par un sentiment profondément moral, le desir ardent de tarir dans sa source la cause la plus commune de discorde dans les familles.

Dans cette coutume au reste, comme dans les autres, l'égalité des partages étoit de droit commun. Leur inégalité étoit le droit exceptionnel, borné en Bretagne, d'une part aux personnes nobles, et d'autre part à leurs biens immeubles, nobles, et à leurs meubles.

faculté de tester dans des limites que peuvent admettre les sentiments et les devoirs paternels, introduisit une exception légale au droit naturel, qui réclame le partage égal des successions entre les enfants. Cette exception légale étoit fondée sur le droit politique du moyen âge.

« Quand les fiefs, dit Montesquieu (1) furent héréditaires, le droit d'aînesse s'établit dans la succession des fiefs; les fiefs étant chargés d'un service, il falloit que le possesseur fût en état de le remplir. »

Ainsi l'inégalité que créoit la loi féodale n'étoit pas une inégalité capricieuse; elle étoit motivée sur la nécessité imposée par la constitution politique. Le motif spécial sur lequel cette inégalité étoit fondée n'étoit pas un désaveu général de tout principe d'égalité. Quelque esprit d'égalité pouvoit encore se reconnoître dans l'institution féodale même, lorsqu'ayant assigné à l'aîné et aux cadets des fonctions sociales différentes, elle leur assignoit proportionnellement aussi une égale faculté de remplir chacun sa fonction constitutionnelle.

Lorsque plus tard les services féodaux tombèrent en désuétude, la cause cessant, les effets se modifièrent, jusqu'à ce que la révolution survenue les détruisit entièrement.

Maintenant si un nouveau droit de primogéniture devoit être rétabli, ce ne seroit plus pour le service des fiefs, ce seroit pour quelque autre cause.

Celle qu'on allègue est l'inconvénient qu'on croit

(1) Esprit des lois, liv. XXXI, chap. xxxii.

voir à la trop grande division des propriétés. Cet inconvénient a peut-être quelque chose de réel; mais on y a trop peu réfléchi encore, les conséquences qu'on lui attribue n'ont pas été encore assez développées, elles n'ont pas pénétré encore assez généralement dans les esprits, pour que l'apparition du remède proposé puisse sembler opportune, pour qu'il excite assez de confiance, et peut-être aussi pour qu'il la mérite comme le résultat de méditations assez approfondies.

Les changements dans les lois sont sujets à de grandes difficultés. Ils ne peuvent guère se justifier que par des besoins nouveaux qui se soient manifestés d'une manière générale et certaine. Sans cela ils troublent un système en harmonie avec lui-même, et n'y substituent rien de concordant.

Les lois qu'avoit nécessitées le système féodal étoient d'accord avec ce système. Elles se modifièrent avec lui lorsqu'il se modifia lui-même avant d'être détruit par la tempête révolutionnaire.

Le code civil fut d'accord à son tour avec la nouvelle organisation sociale qui succéda à cette destruction. Il porte probablement sa part de l'imperfection attachée aux ouvrages des hommes; mais cette part ne sembla pas trop considérable, on trouva que ses auteurs avoient assez heureusement surmonté ou concilié les difficultés de la matière, et il fut généralement accueilli comme un bienfait.

Maintenant on veut modifier ce Code, quant aux successions et aux substitutions. Avec quel nouveau système ce Code modifié sera-t-il en harmonie? C'est ce que nous ne savons pas.

Nous pouvons même d'autant moins le savoir, que

le projet de loi semble moins concorder avec son propre principe.

Quels que soient les avantages ou les inconvénients d'un droit d'aînesse pour les successions auxquelles il est destiné, il me semble que s'il y est obligatoire, il aura non seulement plus d'avantages, mais encore moins d'inconvénients, que l'invitation individuelle d'en créer un. On se résigne, même sans l'approuver, à la loi qui prescrit; on ne cesse pas de lutter contre celle qui, en se bornant à inviter, semble déceler sa propre incertitude. La loi qui prescrit dans les partages une inégalité déterminée n'est pas incompatible avec l'union des familles; celle qui sans rien décider institue entre le droit politique et le droit naturel une hostilité permanente sème au sein de la famille un germe éternel de division.

Si l'intérêt politique est assez certain pour devoir prévaloir sur le droit naturel de l'égalité des partages, il me semble donc qu'il ne doit pas demeurer subordonné à la volonté du père, et il me semble aussi qu'il doit encore moins être soumis à celle de tout autre disposant.

Si en effet l'intérêt politique exige un préciput pour l'aîné des fils dans les successions directes, à plus forte raison peut-il réclamer le même avantage pour l'aîné des héritiers dans les successions collatérales, où ses cohéritiers ne peuvent faire valoir que des droits moins sacrés que ceux des enfants. Si donc dans toutes les successions directes et collatérales, on divisoit en deux parts la quotité disponible actuelle, si de ces deux parts on en laissoit une seule à cette disponibilité, en affectant l'autre à un droit d'aînesse obligatoire, la

loi me sembleroit ainsi concorder mieux avec son principe, elle me sembleroit ainsi plus efficace et plus morale à-la-fois.

Quant aux substitutions à introduire ou à régler dans une loi qui se présente comme destinée à fonder et conserver les familles, et qui en offre le droit d'aînesse comme le moyen, il me semble que ces substitutions concorderoient mieux avec le principe de la loi, si, conformément au Code civil, elles n'étoient permises que dans la famille, et si, contrairement à ce même Code, elles n'étoient permises qu'en faveur de l'aîné de la famille.

Le but annoncé de fonder et conserver les familles semble en effet discordant avec lui-même, lorsqu'il est interprété comme ne tendant pas plus à conserver la famille existante, en la fondant plus solidement, qu'à fonder à ses dépens une famille étrangère. Avant d'instituer de nouveaux fondements à la famille, il faudroit commencer par inspirer l'attachement pour la famille: tel est l'ordre naturel des idées et des sentiments.

Pour inspirer de l'attachement pour la famille, une première condition seroit sans doute que la loi cessât de séparer entièrement de la famille, au gré du testateur, toute succession collatérale. Lorsque le droit d'aînesse étoit l'effet de la nécessité de pourvoir au service féodal, cette nécessité dispensoit de chercher en faveur de ce droit d'autres appuis. Mais à présent qu'on ne peut plus le faire revivre qu'en l'appuyant sur des considérations plus générales et moins déterminées, il importe, dans l'intérêt de la cause du droit d'aînesse, de présenter l'aîné comme celui qui, au dé-

faut du père commun, devient le protecteur naturel de ses frères et sœurs, leur bienfaiteur au besoin ; celui qu'il leur est naturel de respecter et de chérir, comme il lui est naturel de les secourir et de les aimer. Mais quel étrange contraste entre ces sentiments naturels, et une législation qui permet à un frère qui meurt sans enfants de déshériter son frère !

Quand je verrai la législation de mon pays resserrer le lien fraternel, alors je comprendrai qu'elle institue un droit d'aînesse ; et quand, sous cette condition, elle aura institué un droit d'aînesse, je la trouverai concordante avec elle-même, si elle attribue exclusivement à ce droit d'aînesse le bénéfice des substitutions.

Mais jusqu'à présent la concordance du nouveau système ne s'étant pas encore révélée à l'intelligence, les modifications proposées aujourd'hui aux dispositions de nos lois sur les successions et sur les substitutions semblent moins une loi nouvelle qu'un fragment d'une nouvelle législation. Avant de nous engager dans la route nouvelle, il seroit prudent de savoir où elle doit entraîner.

Ce qui porte à croire que le projet de loi n'est qu'un fragment d'une législation nouvelle, c'est son étonnante disproportion avec le but annoncé. Ce but, suivant l'exposé des motifs, est de mettre un terme à la mobilité de la propriété foncière, et de prévenir le morcellement des propriétés.

Comment ce but sera-t-il atteint par le projet de loi ? Les propriétés sont morcelées de deux manières : 1^o par les partages des successions ; 2^o par les ventes des héritages. Le projet de loi tend à troubler beaucoup de situations particulières, sans atteindre de grands résul-

tats
obte
tifs
moe
où p
l'exp
lois

Q
cont
n'au
nou
des

M
roie
mie
don

I
ver
mer
nier
est

I
inv
per
aur
ce
un
ser
les
fru
ma
pro

tats généraux. Il ne détruit pas la faculté de ne pas obtempérer au but qu'il propose, et l'exposé des motifs nous avertit même que ce but est contraire à nos mœurs. Il ne peut donc être atteint que dans le degré où peut se réaliser ce paradoxe d'ailleurs contraire à l'expérience la plus commune, ce paradoxe que les lois soient aptes à changer les mœurs.

Qu'arrivera-t-il si ce paradoxe ne se réalise pas? La contrainte succédera-t-elle à l'invitation à laquelle on n'aura pas cédé? Qui de nous pourroit le dire? Qui de nous pourroit prévoir quelles seront les dispositions des législatures futures?

Mais nous pouvons prévoir seulement qu'elles pourroient se sentir gênées dans leur liberté par les premiers pas que nous ferions aujourd'hui dans une route dont nous discernerions mal l'étendue.

L'exposé des motifs paroît considérer comme universellement reconnus les inconvénients du morcellement des propriétés. Il ne développe pas ces inconvénients; et pour reconnoître ceux qu'il sous-entend, on est réduit à des conjectures.

L'inégalité des partages, à laquelle le projet de loi invite, tend à rendre l'aîné un peu plus riche aux dépens des puînés. Par la suite de cette différence, y aura-t-il plus ou moins d'héritages mis en vente? C'est ce qu'il est difficile de prévoir. Si l'aîné obtient par-là un peu plus de facilité à conserver sa lotie, les puînés seront, en revanche, d'autant plus poussés à aliéner les leurs. Or, les aliénations qui, pour être plus fructueuses aux vendeurs, se font presque toujours maintenant par petits lots, morcellent bien plus les propriétés que les partages.

Et quant à la conservation des familles, sans doute les partages égaux, d'accord avec la Providence, subdivisent les familles en rameaux nombreux; mais les aliénations la font disparaître elle-même, dispersent le tronc ainsi que les branches.

Les substitutions seules et les majorats peuvent prévenir les aliénations, soit pendant un temps limité, soit pour toujours.

Je n'ai pas l'inclination, et je craindrois d'être peu capable, de hasarder ici l'examen de ces institutions que l'Exposé des motifs reconnoît être contraires à nos mœurs. Je me crois forcé de dire seulement que leur établissement, non facultatif, mais obligatoire, seroit seul capable d'atteindre le but que ce même Exposé des motifs annonce. J'ajouterai que je conçois toute l'importance des objections générales contre les majorats; mais que l'objection particulière, tirée de l'existence de majorats titrés, contre la création de majorats sans titres, me semble frivole.

Si nous revenons à chercher avec quel système social le nouveau projet de loi, et les modifications ultérieures de notre législation qu'il semble annoncer, doivent se mettre en harmonie, voici, ce me semble, ce qu'il y a de plus plausible à dire en faveur de la tentative de concentrer les richesses en peu de mains :

« La société a besoin d'être servie avec une indépendance consciencieuse. La richesse favorise cette indépendance. »

Si tel est le but consciencieux du projet de loi, quelle que soit la difficulté de l'atteindre, quelles que puissent être les objections contre les moyens d'y par-

venir,
jours

Avant
un pr
l'y ap
l'y po
voir c
bliqu
voris

Da
ce pr
m'en
nem
de la

Je
loi a
tifs,
utile
liées
tion
en e
les c
tenc
con
l'inc
vell
sion

loi,
ajo

venir, ce but, considéré théoriquement, demeure toujours très digne d'éloges.

Avant toutefois d'avoir à examiner si je dois voter un projet de loi qui ait cette tendance, j'aurois désiré l'y apercevoir plus clairement; j'aurois désiré, pour l'y pouvoir reconnoître avec quelque vraisemblance, voir dans l'ensemble de la direction de nos affaires publiques quelques autres symptômes du dessein de favoriser une consciencieuse indépendance.

Dans l'état actuel des choses, rien n'est mûr pour ce projet de loi. L'ajournement à une autre session m'en sembleroit donc desirable, et je voterois cet ajournement si nos formes se prêtoient à ce salutaire moyen de laisser mûrir les projets de loi.

Je voterois cet ajournement, parceque le projet de loi actuel étant reconnu, par l'exposé même de ses motifs, contraire à nos mœurs actuelles, il ne pourroit être utilement adopté qu'après qu'elles se seroient réconciliées avec lui, ou après qu'il auroit reçu des modifications capables de le réconcilier avec elles. Je conçois, en effet, la nécessité d'un Code pénal pour réprimer les effets criminels des mauvaises mœurs; mais j'attends peu des lois civiles pour changer d'innocentes convictions publiques, et je redoute, au contraire, l'inopportunité déplaisante de l'emploi de lois nouvelles et inattendues, comme moyen de persuasion.

A ce motif de désirer l'ajournement du projet de loi, s'en joignent d'autres encore. Je desirerois qu'il fût ajourné,

Parcequ'il ne me semble pas propre à conduire au

but qu'il annonce, et que néanmoins je ne puis douter qu'il n'agite les esprits d'une manière dangereuse;

Parceque la discussion sur la prépondérance des avantages ou des inconvénients, des moyens qui pourroient conduire au but annoncé seroit prématurée aussi long-temps que ces moyens ne seront pas proposés;

Parcequ'enfin les avantages d'un système aristocratique ne pourroient prévaloir sur ses inconvénients, qu'autant qu'on y verroit en honneur les vertus politiques qui peuvent seules le justifier.

J'ignore les dispositions de la Chambre. J'ignore si elle votera ou rejettera le projet de loi qui lui est présenté. Tel qu'il est, et dans l'état actuel des choses, les inconvénients m'en paroissent surpasser les avantages. Mais avant de rejeter un projet de loi, chacun doit toujours s'efforcer de l'améliorer suivant ses lumières, ou du moins exposer et soumettre à des méditations plus éclairées les points sur lesquels il y croit nécessaires des améliorations.

Par ce motif, j'ai déjà révélé à la Chambre les doutes sérieux qu'élève dans mon esprit la discordance que j'ai cru remarquer entre le projet de loi et son propre principe. Ces doutes, je ne hasarderai pas d'en proposer la solution. Pour être résolu d'une manière satisfaisante, ils réclament en effet une capacité fort supérieure à la mienne; ils réclament sur-tout, s'il m'est permis de le dire, ce sobre concours de l'opinion publique, que la prudence et la conscience commandent également au législateur d'appeler à son aide, et dont la solitude constitutionnelle de nos séances doit nous faire particulièrement sentir le besoin.

Me sentant trop peu capable de proposer à la Chambre les difficiles moyens d'améliorer un projet de loi, dont l'objet et les conséquences sont d'une nature si compliquée, je me bornerai à déclarer mon adhésion aux deux amendements qui me semblent propres à en atténuer les inconvénients les plus graves.

Les deux plus manifestes inconvénients du projet de loi me semblent être, 1^o la foiblesse du cens auquel il s'applique; 2^o sa rétroactivité.

Je voterai pour les deux amendements, dont l'un, annoncé par un membre de la commission, doit porter à un taux plus élevé le cens destiné à servir de limite à l'application de la loi nouvelle, et dont l'autre, proposé par la commission même, exclut de l'application de la loi les successions des ascendants qui, au moment de sa promulgation, auront déjà établi par mariage un ou plusieurs de leurs fils puînés ou de leurs filles.

Je voterois d'autant plus volontiers l'amendement relatif à la rétroactivité, s'il en écartoit encore plus complètement le reproche, en étendant aux successions directes des ascendants mariés avant la promulgation de la loi l'exclusion de son application.

QUESTIONS

n° 34.

1826.

L

Po

ter

ve

po

qu

far

m

té

co

po

ri

ge

la

vu

de

CHAMBRE DES PAIRS.

QUESTIONS

n° 34.

1826.

Séance du 1^{er} avril 1826.

DISCOURS

DE M. LE COMTE CHABROL DE CROUSOL,
MINISTRE DE LA MARINE,

Pour la défense du projet de loi relatif aux successions et
aux substitutions.

NOBLES PAIRS,

Au point où la discussion est parvenue, vous n'attendez pas de moi sans doute que je vienne de nouveau appeler vos réflexions sur des principes que je pourrois presque dire usés, tant ils sont élémentaires; que je vienne vous prouver que la conservation des familles importe à la conservation de l'État; que les familles ne se perpétuent que par l'attrait et la continuité de la propriété; qu'elles ont besoin d'un avenir, comme l'État lui-même en a besoin, et qu'il n'y a point d'avenir pour elles, là où il n'y a point de sécurité d'existence. Il est de ces vérités auxquelles la sagesse des siècles se charge de prêter tout le poids de la raison, et presque de la nécessité. Et si nous avons vu la législation de tous les peuples, sans distinction de forme de gouvernement, porter tous ses soins et

(2)
toutes ses pensées vers la conservation des biens dans les familles, établir les primogénitures, la distinction des propres, le retrait lignager, et tant d'autres institutions analogues, soyons moins prompts à la condamner, et forçons notre orgueil à convenir que ce n'est pas seulement de trente ans que date la sagesse, et que l'épreuve des siècles peut bien être mise dans la balance avec les théories d'un jour.

Et lorsque malgré ces vagues théories, qui même dans leur courte et fragile existence ont déjà subi tant de variations diverses, nous sommes encore forcés d'emprunter à ces peuples anciens leurs lois et leur jurisprudence, lorsqu'elles règlent encore et nos contrats, et nos obligations, et tout ce qu'il y a de plus délicat dans toutes les transactions humaines, ayons un peu plus de respect pour l'œuvre du temps et de l'expérience, et pour les préceptes de cette jurisprudence qu'un accord unanime a appelée la raison écrite.

On parle de souvenirs de féodalité, comme si on ignoroit que ces monuments de la jurisprudence, ou des habitudes fondées sur les mœurs et les usages publics ont préexisté à toute féodalité; qu'elle s'est appropriée quelques unes de ces institutions; qu'elle s'est en quelque sorte entée sur ces usages, mais qu'elle n'a rien créé de ces usages et de ces lois qui existoient long-temps avant elle, et dans un temps où les idées mêmes de féodalité étoient ignorées sur la terre.

La sagesse de ces peuples avoit senti que le fondement de l'État reposoit sur la famille, et que la perpétuité de la famille importoit à la durée de l'État. Aussi les a-t-on vus diriger tous leurs soins et toutes leurs

institutions vers ce but salutaire. La succession étoit déclarée de l'ordre civil. Le pouvoir du père étoit presque absolu, non seulement sur ses biens, mais encore sur ses enfants. La loi ne lui conféroit pas le droit de disposer; ce droit étoit reconnu. Elle n'avoit pris soin que d'en marquer les limites, et ces limites étoient étroites; tout dans les mœurs comme dans les lois, tendoit à conserver l'existence de la famille, et à perpétuer des noms illustres. Y étoient-elles parvenues? consultez les monuments de l'histoire; vous verrez chez les Romains les mêmes familles paroître au berceau de la république, et paroître encore à son tombeau. Vous verrez à Venise, même au moment de sa chute déplorable, figurer dans les premières dignités de l'État, des noms que vous retrouvez parmi ceux qui, dans le cinquième siècle, furent jeter dans des lagunes infectes les fondements du plus majestueux édifice qui soit sorti des mains des hommes. Vous verrez enfin dans toutes ces villes de l'Italie, pleines encore des monuments de leur antique puissance, des noms et des familles historiques rester debout après toutes les révolutions que leurs pays ont éprouvées, et conserver encore au milieu de tant de débris ce noble orgueil qui suit d'imposants souvenirs.

Qui a donné à toutes ces familles ce privilège d'existence et de durée? Qui leur a donné les moyens de traverser les siècles et les révolutions, si ce n'est une législation ou des habitudes souvent plus puissantes que les lois, appropriées à la conservation des familles; qui les ont empêchées de s'ensevelir dans le néant où vient se fondre tout ce qui a à supporter l'épreuve du

temps, si ce n'est des institutions et des mœurs faites pour lutter contre le temps, opposant leur durée à sa durée, se fortifiant avec lui, et opposant à sa force d'inertie une force toujours active, et un principe de vie à un élément de destruction?

Que si de ces états républicains, dans lesquels le principe aristocratique entroit comme élément si puissant, vous portez vos regards sur ceux où régnait le principe monarchique, avec quels soins ne les verrez-vous pas soigner l'état de la famille, régler les successions, créer les substitutions, donner même à la terre le privilège de la famille, comme si on eût voulu associer le sol lui-même à des institutions politiques, et leur donner pour garantie sa perpétuité et sa durée.

Si enfin laissant de côté ces États où le principe monarchique ou aristocratique faisoit la base de l'ordre politique et de la législation, vous vous arrêtez à ce gouvernement qui a jusqu'à ces derniers temps été unique dans son genre, dans lequel les principes monarchique, aristocratique et démocratique se sont établis dans une juste balance et une sage pondération, c'est là sur-tout que vous verrez la conservation des familles, la concentration de la propriété, l'inégalité des partages, les substitutions perpétuées par les mœurs quand elles cessent de l'être par les lois, enfin tout ce que l'antique sagesse avoit trouvé de mieux pour former la base du droit civil et du droit public, occuper la pensée de la législation, et tolérer jusqu'à l'abus, dans la crainte de compromettre le principe. C'est là sur-tout que la terre même a des privilèges et que l'ordre politique se fonde sur la propriété; et, chose

remarquable, ce privilège est tellement sacré, que la plus grande existence mobilière ne peut participer à ses avantages, et que nous avons vu, il y a à peine quelques années, traiter de téméraire la prétention d'un capitaliste riche de plus de vingt millions de fr. de se faire élire comme représentant d'un comté au parlement d'Angleterre.

Ne faisons point à la féodalité l'honneur d'avoir préparé ou fondé ces institutions. La féodalité n'a rien créé, mais elle s'est approprié les mœurs et les usages qu'elle a trouvés établis; elle les a subordonnés à son système. Elle a transféré à la terre ce qui existoit dans la famille. Elle a fait de sa possession la condition d'un service militaire, et si vous voulez bien faire attention que les expressions même que la féodalité s'est appropriées, le *dominium directum*, qu'elle a appelé la directe seigneurie, le droit de prélation, qu'elle a appelé le retrait féodal et le cens emphytéotique, représentation d'une concession primitive, étoient connus dans le droit romain long-temps avant que le gouvernement s'établît sur la terre, vous en conclurez que la féodalité s'est approprié l'état de la société, et qu'elle ne l'a point créé; et que les mesures prises pour conserver aux familles leur lustre et leur éclat étoient nées du besoin et de l'expérience, et avoient existé long-temps avant elle.

Et si vous voulez bien encore considérer que dans tous les pays régis par le droit écrit, les mœurs avoient fait en quelque sorte les lois; que les dispositions testamentaires ou contractuelles étoient devenues sinon le droit au moins le fait commun, même dans les familles qui n'avoient rien de commun avec la féodalité

ni pour leurs personnes ni pour leurs biens ; si vous voulez bien réfléchir sur-tout que dans cette grande division du territoire, la féodalité existoit pure et en principe dans les provinces du Nord et par exception seulement dans celles du midi, communément régies par le droit écrit ; que dans l'une la maxime étoit, nulle terre sans Seigneur, et dans l'autre, nul Seigneur sans titre, vous jugerez lequel du gouvernement féodal ou de l'État de la société se sont fondus l'un dans l'autre, et en laissant à celui-ci ce qu'il y a eu de spécial dans le droit qu'il a fait reposer sur le sol, vous serez forcés de convenir qu'il n'a fait que conserver ce qu'il a trouvé établi, et que la primogéniture existoit, sinon comme un droit, au moins comme un fait existant bien longtemps avant lui.

Et ces anciennes traditions, Messieurs, se sont tellement identifiées avec les mœurs et les habitudes, que même après la suppression du régime féodal, même sous la législation qui nous régit, et qui semble avoir fait de l'égalité le principe, et de l'inégalité l'exception, nous voyons toutes les familles, même celles des simples cultivateurs, disposer de leur vivant et par institution contractuelle, de tout ce dont la loi leur permet de disposer.

Messieurs, nous sommes venus bien vite et bien tard dans l'ordre politique représentatif, pour repousser dédaigneusement les leçons de tous les peuples et celles de notre propre expérience. Dans ce desir effréné d'innovation qui s'empara de tous les esprits, au commencement de notre révolution, rien ne fut épargné, et le génie de la destruction fut évoqué pour renverser tout ce que la sagesse des temps

avoit créé. L'autorité des choses divines fut méconnue, et les traditions les plus saintes et les plus respectables furent foulées aux pieds comme de vains préjugés; l'autorité royale fut anéantie, et ses prérogatives les plus incontestables mises en oubli. Les droits du père de famille ne pouvoient survivre à une destruction aussi générale. Ils étoient l'image de la puissance divine et humaine; comme elles ils devoient tomber sous les coups des novateurs. Une sorte de république fut établie au sein de la famille dont le père n'étoit en quelque sorte que l'administrateur et le gérant; l'égalité absolue de droits fut proclamée entre les enfants; et il leur fut permis de calculer qu'il pouvoit n'y avoir ni esprit ni déférence, là où il n'y avoit faculté ni de récompenser ni de punir. Le père pouvoit donner à une concubine, et ne pouvoit avantager un fils; et cette sorte de copropriété entre le père et les enfants, qui sembloit ouvrir pour lui, par anticipation, la porte du tombeau, lui rappelaient qu'il n'étoit en quelque sorte qu'un usufruitier dans ce monde, n'étoit pas moins une insulte à la morale publique, qu'une violation de l'autorité paternelle.

Pourquoi, Messieurs, faut-il que je vous ramène, comme malgré moi, vers ces tristes monuments de notre folie et de notre délire? Mais n'ai-je pas besoin de vous prouver que dans ce triste naufrage qu'ont éprouvé nos institutions civiles et politiques, ce n'est pas toujours la raison et la sagesse qui se sont chargées de réparer et de fonder, et qu'une sorte de méfiance est permise à l'égard de ce qui nous reste d'une législation si peu réfléchie.

Graces au ciel elle ne fut pas de longue durée et

l'état de la famille ne fut pas mis long-temps à une épreuve qu'elle n'eût pu supporter. Quand une main puissante voulut faire cesser l'anarchie dans l'État, il fallut bien commencer à la faire cesser dans la famille; déjà même, je me fais un devoir de le dire, la révolution avoit reculé devant son propre ouvrage. Diverses modifications avoient été portées dans les lois qui régloient les successions, et cette législation s'étoit sensiblement améliorée au moment où la discussion du Code civil, qui nous régit encore aujourd'hui, fut livrée aux méditations de jurisconsultes sages et éclairés.

Et cependant, Messieurs, et ce fait me semble digne d'être remarqué, lorsque la loi du mois de mars 1800 ou 4 germinal an 8 rendue la première année du gouvernement consulaire, fut proposée au nom d'un gouvernement qui cherchoit dès-lors à rasseoir l'ordre social sur une base plus solide, elle fut vivement repoussée par le tribunat dans lequel la révolution comptoit encore tant d'organes, et qui, par sa résistance à toutes les mesures par lesquelles le gouvernement d'alors cherchoit à se constituer, ne tarda pas à éprouver sa disgrâce et à disparaître du rang des pouvoirs politiques. Ce fait, Messieurs, ne vous paroîtra-t-il pas comme à moi offrir une grande révélation, et cet esprit, qui hors des pouvoirs de la société dans le sein desquels, j'en conviens, la discussion ne sauroit être trop libre, parcequ'elle ne sauroit être trop franche, cherche à préjuger votre décision et à influencer vos suffrages, cet esprit seroit-il étranger à celui qui en 1800, dans le sein du tribunat, s'opposoit à la modification d'une loi aussi justement réprouvée que celle

du 17 nivose an 2^e Prenons-y garde, Messieurs, les mêmes circonstances amènent les mêmes manœuvres. Quand le salut de l'État fit une nécessité de porter quelques modifications à la loi d'élection, des pétitions collectives vous arrivèrent aussi de toutes parts. C'est que l'esprit de révolution est sensible, est irritable, et qu'il juge bien ce qui le blesse.

En vous reportant aux discussions qui ont préparé le Code civil, vous trouverez, Messieurs, dans les hommes distingués qui y coopérèrent, les véritables principes sur la puissance paternelle et les opinions ou les intérêts nés de la révolution constamment aux prises les uns avec les autres; et de cette lutte soutenue nous avons vu sortir une sorte de transaction qui, je ne crains pas de le dire, a satisfait aux diverses exigences autant qu'il étoit possible de le faire dans de pareilles circonstances. De nouvelles dispositions satisfirent plus tard à de nouveaux besoins de la société; c'est à ces nouveaux besoins qu'est due la fondation des majorats pour l'obtention ou la conservation des titres, dans lesquels la législation alla même plus loin que le Code civil, puisque, pour former un majorat de 10,000 francs de rente, il suffisoit de justifier de trente mille francs de rentes, ce qui portoit la disposition au tiers de la fortune, et avec les douaires et les autres charges éventuelles, pouvoit excéder de beaucoup sa quotité disponible.

J'ai dit que les dispositions consacrées par le Code civil avoient formé une sorte de transaction entre les opinions nées de la révolution et les doctrines sur lesquelles repose la paix et la tranquillité des familles. Tout prouve en effet que si on sentit alors la nécessité

de redonner quelque force à l'autorité paternelle, cette pensée occupa seule les méditations du législateur, et que l'organisation de la famille dans ses rapports avec l'organisation sociale fut complètement perdue de vue. Rien ne le prouve mieux que la disposition de ce Code relative aux substitutions. On en consacra, il est vrai, le principe, mais on en restreignit l'effet à un seul degré; elles ne purent avoir lieu en faveur d'un successible déterminé, mais en faveur de tous les successibles appelés à recueillir au décès du grevé. Réduite à ces termes, la loi faisoit quelque chose pour la famille. Elle la sauvait du danger d'un fils prodigue et dissipateur. Elle ne faisoit rien pour l'État. Car ces mêmes biens retenus dans les mains du fils de famille par une disposition qui restreignoit en lui le droit de disposer pendant sa vie, n'en étoient pas moins à sa mort livrés à une subdivision indéfinie; en sorte qu'elle étoit moins une substitution, qu'une sorte d'interdiction légale, et une précaution contre la prodigalité ou l'inconduite, plutôt qu'une institution civile ou politique.

Le même esprit ou la même imprévoyance régla dans le père de famille la faculté de disposer. Ce fut un hommage rendu à la puissance paternelle et la réparation d'un principe long-temps méconnu. Mais qu'ils connoissoient peu et le cœur d'un père et l'esprit du siècle, ceux qui pensèrent qu'il suffisoit de reconnoître un droit pour assurer l'exercice d'une faculté. Lorsque l'esprit de la législation consacroit l'égalité absolue, lorsque les mœurs de la nation s'étoient trempées dans cet esprit de la législation, pouvoit-on croire que le père de famille eût la force de se mettre

en opposition avec les unes ou avec les autres? Que cette faculté fût considérée ou comme une récompense ou comme une punition, ignoroit-on qu'il est également difficile au cœur d'un père et de récompenser et de punir? Quand arrive le moment décisif où il faut qu'il porte un jugement, qu'il établisse entre ses enfants une ligne de démarcation, qu'il sème des germes ou de haine ou de jalousie qui doivent éclore sitôt après lui, combien alors les torts même les plus réels deviennent légers; combien l'oubli est prompt et sincère! Messieurs, retirez au père de famille cette faculté; elle n'est pour lui qu'un fardeau pesant et funeste. Il ne peut en user qu'avec tout le monde; il n'en usera pas seul. Car ce qui placeroit sa famille dans l'exception sembleroit la frapper et l'entacher en quelque sorte. Ce qu'on fait pour la famille ne blesse pas l'individu parcequ'il est lui-même membre de la famille. Ce qu'on fait pour l'individu blesse la famille, car il consacre une préférence, et le cœur d'un père n'en connoit pas.

Et ici, Messieurs, les faits ne viennent-ils pas à l'appui des principes et de la connoissance du cœur humain. Dans le relevé des dispositions testamentaires qui ont eu lieu pendant une année à Paris, et que votre commission a mis sous vos yeux, vous en comptez à peine une sur cent dans laquelle le père de famille ait usé de la faculté de disposer en faveur d'un ou de plusieurs de ses enfants. Que voulez-vous de plus pour établir que la faculté accordée par la loi est entièrement illusoire? Que chaque année elle a perdu de son action; qu'elle ne peut qu'en perdre encore davantage, parceque, à mesure que cette égalité ab-

solue passera dans les mœurs, elle se généralisera davantage, et que lorsqu'elle ne sera plus qu'une exception rare elle cessera d'être l'exercice d'une faculté légitime et prévoyante, elle ne sera plus qu'un tort ou une injustice.

Et cependant, n'entendez-vous pas tous les jours les pères, ne vous surprenez-vous pas vous-mêmes gémissant sur l'état actuel des familles et de la société, ne vous plaignez-vous pas qu'il n'y a pour elle ni sécurité ni avenir? Cette terre que vous avez reçue de vos pères, et qui se rattache souvent à d'illustres souvenirs, ce château que vous avez bâti, cette demeure que vous prenez plaisir à embellir, ne songez-vous pas avec douleur qu'au moment de votre décès, elle échappera à votre famille pour aller porter dans des mains étrangères l'ouvrage de vos mains, le fruit de votre travail et l'objet de vos complaisances? N'est-ce pas un regret pour vous de songer que tout ce qu'il y avoit dans ces embellissements de tendres souvenirs s'ensevelira avec vous dans la tombe; qu'un étranger recueillera, et souvent pour presque rien, ce qui a épuisé les économies de votre vie, et qu'il ne restera à vos enfants en vue desquels vous faisiez tant de sacrifices, qu'une somme de deniers, succession froide et banale, dépouillée d'illusions et de souvenirs, soumise d'ailleurs à toutes les chances de l'irréflexion, de l'inconduite et du malheur? Dans un tel état de choses, ne songez plus à votre famille, car il ne peut y en avoir sans avenir; et si chaque génération peut la conduire au néant, ne vous occupez plus d'elle, ne faites plus de sacrifices pour elle, ne vous imposez plus ni gêne ni privations. Car il n'y a plus alors de raisonnable que l'égoïsme et l'oubli.

Tel n'est-il pas, Messieurs, l'état de la société. A l'exception de quelques provinces où les anciennes idées se sont maintenues; où, grace à des dispositions sagement limitées, le patrimoine héréditaire passe encore de génération en génération; où le père de famille, pour conserver le manoir paternel à son fils aîné, travaille toute sa vie à assurer par ses économies le sort des puînés, que voyez-vous dans les autres? Les relevés qui ont été faits dans les bureaux des hypothèques de Paris et des environs ont prouvé que, proportion moyenne, les propriétés changeoient de mains tous les neuf ans; c'est-à-dire que dans le cours d'une seule génération, ces biens ont payé au fisc quatre fois sept et demi et huit pour cent; que dans le plus grand nombre des partages toute la succession est licitée; que dans l'impossibilité de pouvoir faire entrer dans un lot de famille des objets d'un entretien coûteux, et souvent improductifs, on est réduit à les vendre, et que la propriété foncière, perdant son caractère de perpétuité et de durée, est livrée à la même circulation que les valeurs mobilières.

On a dit que cette mobilité des fortunes pouvoit être préjudiciable à la famille, mais qu'elle étoit indifférente à l'État; que les capitaux finissoient toujours par se fixer sur la terre, que leur jeu constant tendoit à réunir ce que les lois sur la succession tendoient à diviser; qu'enfin, il pouvoit se former de nouveaux propriétaires, mais que l'état de la propriété ne changeoit pas.

Quand il seroit vrai que le mouvement de la propriété ne fût préjudiciable qu'aux familles, ce seroit déjà un grand mal, car c'est la famille qui forme

l'État; c'est la stabilité de la famille qui forme la stabilité de l'État; et rien n'est plus propre à inspirer des idées cosmopolites et à détacher du sol et du pays que ce mouvement général des propriétés qui détruit des existences faites, des considérations établies, des influences acquises par une longue possession, pour les remplacer par des existences nouvelles, auxquelles ne se lie aucune idée de protection, de bienveillance et de patronage.

Mais il y a une considération bien plus grave, et elle ne peut, nobles Pairs, échapper à votre attention et à votre sagesse: c'est que le capitaliste, et le propriétaire proprement dit, ne possèdent, ni dans le même esprit, ni dans les mêmes vues. L'un ne songe qu'à conserver et à améliorer; l'autre porte jusque dans la possession de la terre cet esprit de spéculation qui l'a dirigé dans toutes ses entreprises. S'il achète, c'est dans l'intention de revendre; s'il fait un placement momentané, c'est dans l'intention d'en sortir aussitôt qu'il en trouvera l'occasion favorable. Accoutumé à tirer de ses fonds un gros intérêt, le faible revenu de la terre ne peut lui convenir. Accoutumé à spéculer sur des capitaux dont la valeur est si variable et dépend de tant de circonstances, il est toujours prêt à saisir celles qui lui permettront de réaliser ses fonds avec avantage. Tout est pour le calcul, rien n'est pour la durée. Une spéculation qui s'annonce comme avantageuse, une baisse dans les fonds publics qui en élève l'intérêt, le déterminent à revendre, et la terre devient entre ses mains une caisse de dépôt où il fait reposer avec sécurité des fonds, momentanément oisifs, plutôt qu'un placement définitif et durable.

Et n'avons-nous pas vu, Messieurs, cet esprit de spéculation, qui a tout soumis à ses calculs, se porter sur les grandes propriétés pour les dépecer en parcelles, sur les forêts pour les abattre, sur les châteaux pour les démolir? N'avons-nous pas vu l'opinion publique, toujours juste dans ses jugemens quand ils sont l'expression d'une pensée universellement sentie, flétrir cette spéculation du nom de la bande noire? Jetons les yeux sur ce qui se passe autour de nous, dans les départemens sur-tout qui, plus rapprochés de la capitale, sont plus facilement envahis par cet esprit d'agiotage. Que nous restera-t-il bientôt de ces magnifiques monuments de l'opulence de nos pères? Les grandes propriétés, les châteaux, les fermes même, tout se dépece par fractions; tout se divise, et rien ne s'agglomère, parceque le morcellement est l'œuvre d'un moment, et que l'agglomération ne peut être que celle des siècles. Le véritable propriétaire s'y livre seul au prix de beaucoup de sacrifices, parcequ'il connoît le prix d'une occasion manquée, et qu'il n'hésite pas à la saisir dans la crainte de ne la plus retrouver.

Ainsi, Messieurs, la puissance de détruire est mille fois plus forte que celle de recréer, et si à ce pouvoir destructeur se joignent encore comme auxiliaires, et la législation, et les mœurs, quel moyen reste-il pour l'arrêter?

On a parlé de la division de la propriété comme favorable à la condition générale, et on a cité l'aisance aujourd'hui répandue dans toutes les classes de la population comme la conséquence nécessaire de cette division.

Messieurs, je ne veux point nier cette condition plus heureuse de la population. Elle frappe tous les yeux, et je ne suis point disposé à la méconnoître. Mais quand on veut l'attribuer à la législation, et même aux mœurs publiques, ne se méprend-on pas sur les causes? La révolution, à l'aide, il est vrai, de grandes iniquités et de grandes injustices, a diminué le nombre des prolétaires et répandu la propriété dans les mains où elle n'existoit pas. La confiscation des biens des émigrés, la vente à vil prix de ceux des condamnés, la mise en circulation de propriétés immenses qui étoient frappées de main-morte, le partage des communes, le dégrèvement du sol par la suppression de toutes les redevances, en voilà les véritables causes. Oublions-en, s'il se peut, l'origine, et ne méconnoissons pas ses avantages. Mais c'est précisément parcequ'une si grande révolution s'est opérée si brusquement, que l'attention du législateur doit être éveillée sur les conséquences. Car l'excès de la division ne seroit pas moins grave que celui de la concentration.

Messieurs, cette question est grave; elle mérite toute votre attention; il ne s'agit pas d'une de ces lois vagues et indifférentes, et qui ne portent à l'état social qu'une légère modification. Il s'agit d'une loi qui va, si je puis m'exprimer ainsi, au cœur même de la monarchie, et en forme en quelque sorte la base et le principe. Les principes qui régissent les obligations, les contrats, et toutes les transactions humaines peuvent être en quelque sorte immuables, parcequ'ils sont fondés sur la loi naturelle, sur la distinction du juste et de l'injuste, sur ce sentiment inné que la Providence a mis dans le cœur de l'homme; il n'en est

pas
est d
cip
en
com
l'his
qu'à
avo
nat
dit
dev
mil
n'es
Gou
aris
avo
met
il a
de
rég
I
lutt
ciét
N
épr
leur
dan
tiqu
cha
ner
mo
qui

pas de même de celle qui régit les successions; celle-là est de l'ordre politique. Elle doit être réglée sur le principe même du Gouvernement, et elle ne pourroit être en mésaccord avec lui, sans le compromettre ou se compromettre elle-même. Tous les monuments de l'histoire se réunissent pour l'attester. Vous avez vu qu'à Rome, l'égalité entre les enfants, quand il n'y avoit pas de dispositions faites par le père, étoit le droit naturel et le droit commun, et cependant on vous a dit qu'à l'époque de l'empire, le territoire romain étoit devenu presque en entier la propriété de quelques familles. Comment expliquer cette contradiction, si ce n'est en reconnoissant que le principe le plus actif du Gouvernement, celui qui se fonde sur une haute aristocratie, et sur l'existence de familles puissantes, avoit vicié la base même de la législation, et qu'en mettant les habitudes et les mœurs à la place des lois, il avoit satisfait au premier besoin de la société, celui de se mettre en harmonie avec le principe qui la régit.

Il est arrivé souvent, Messieurs, que dans cette lutte des lois avec les mœurs ou les nécessités de la société, ce sont les dernières qui l'ont emporté.

N'est-il pas plus sage de ne pas les mettre à cette épreuve et de ne pas leur laisser le soin souvent périlleux de se mettre d'accord les unes avec les autres. Pendant les trente années de notre révolution, la loi politique qui règle les successions a été successivement changée suivant le principe qui dominoit le gouvernement, et le but vers lequel il vouloit tendre. La monarchie si heureusement rétablie, la monarchie qui repose sur une base qu'aucun de ces gouverne-

ments éphémères n'a pu réclamer, le principe de la légitimité, resteroit-elle indifférente à un ordre de choses si important, et recevrait-elle avènglement ou de la république ou de l'empire des lois faites pour d'autres temps, combinées sur d'autres principes, et qui ne peuvent plus être en harmonie avec ce qui existe et ce qui doit exister ?

La législation d'alors, favorisoit le morcellement et la mobilité de la propriété ; elle étoit conséquente : tout étoit nouveau chez elle, il falloit bien que tout se renouvelât, même la famille ; les anciennes existences, les anciennes positions sociales étoient incommodes et presque accusatrices, il falloit les changer. Le mouvement étoit rapide, et si à cette époque l'accroissement des valeurs mobilières, produit par le crédit et la confiance qui s'attache à un gouvernement légitime, eût existé au point où il existe aujourd'hui, il n'y a point de doute qu'il n'eût donné au gouvernement d'alors les moyens de poursuivre son but et de l'atteindre promptement ; et c'est une circonstance qu'on peut considérer comme heureuse, que la gêne générale, résultat d'une guerre si follement prolongée, ait prévenu cette mobilité de la propriété qui aujourd'hui peut agir avec tant d'activité et de puissance.

Oui, Messieurs, plus de mal peut être opéré, sous ce rapport, sous la monarchie que sous les gouvernements qui l'ont précédée, parcequ'avec les mêmes lois, avec le même système de succession, il y a plus de moyens de donner du mouvement à la propriété et d'opérer ces déplacements rapides qui, soit qu'ils portent sur les biens, soit qu'ils portent sur les familles, n'en sont pas moins un grand mal, parcequ'ils con-

trariam le principe même du gouvernement et la base sur laquelle il repose.

C'est dans cet état de choses, nobles Pairs, état signalé depuis long-temps par les observations annuelles des conseils-généraux des départemens, par vos propres observations, par celles de plusieurs publicistes qui en ont fait l'objet de leurs méditations, que le gouvernement du Roi a cru devoir appeler votre attention sur un objet aussi grave. Que le danger fût plus ou moins prochain, il devoit le voir et vous le signaler. Ce n'est pas quand on est arrivé au dernier moment, et que le mal est consommé, qu'on peut essayer d'y porter remède. Ce n'est pas une loi civile qu'il vient vous proposer, c'est une loi politique, et il est dans l'essence des lois politiques de n'agir que d'une manière en quelque sorte insensible, et de faire passer par degrés dans les mœurs les principes qu'on croit sage et utile de consigner dans des lois. On ne vient pas vous proposer d'intervertir brusquement l'ordre des successions, de changer violemment l'état de la société, de faire enfin ce qu'on a essayé avec tant d'audace et à tant de différentes reprises dans le petit nombre d'années desquelles date notre révolution. Il s'agit ici bien moins d'une loi qui dispose que d'une loi qui avertit ; elle sonne l'éveil plutôt que l'alarme, et il faut bien en convenir, ce n'est qu'en poussant à l'extrême les conséquences que l'on prévoit qu'on a pu sincèrement l'attaquer. Moins confiant que nos adversaires dans les effets de la mesure qu'on vous propose, nous n'espérons qu'une bien faible partie, et encore dans un avenir éloigné de ces conséquences qu'ils semblent redouter comme si graves et

si imminentes. La part est faite, à la vérité, à un ordre politique qu'on avoit jusqu'à ce moment perdu de vue, mais cette part est faite aussi foible que possible; en respectant les principes dont on ne doit pas s'écarter, des droits acquis qu'on ne doit pas violer, et même, si les amendements proposés par votre commission étoient adoptés par vous, jusqu'à des espérances qu'on a pu concevoir, et qui cependant ne reposent que sur des éventualités, on conserve au pouvoir paternel tout ce qu'il étoit juste, moral, convenable de lui laisser. On ne pouvoit le méconnoître sans froisser les idées et des provinces où la primogéniture existoit de fait quoiqu'elle n'y fût pas de droit, et celles où elle n'existoit ni de droit, ni de fait, autrement toutefois que par le privilège attaché à la terre qui ne peut plus exister dans notre législation. Le père de famille dispose soit d'une manière positive en assurant lui-même la portion dont la loi lui a laissé la disposition, soit d'une manière négative, en déclarant qu'il n'entend point en disposer, et qu'il ne veut pas qu'on en dispose. Il ne défait pas la loi, ainsi qu'on l'a objecté; car la loi respecte son pouvoir, et n'intervient que quand il n'a point voulu en user; elle ne supplée qu'à son silence: et ce n'est que quand le droit dérivant de la loi naturelle ou de la loi civile a été oublié ou négligé, que le droit politique se montre et agit. Est-ce donc pour la première fois que la loi s'est substituée à la négligence ou à l'imprévoyance du père de famille, et notre Code lui-même n'en fournit-il pas une foule d'exemples?

Cessez donc de nous parler du droit d'aînesse et de tous ses abus. Ce droit d'aînesse saisissoit le fils du mo-

ment même de sa naissance; il lui étoit acquis indépendamment de la volonté du père; il le rendoit pour ainsi dire copropriétaire avec lui. Ici la sagesse ou la volonté du père reste avec toute sa faculté d'action jusqu'au dernier acte de sa vie; et si la loi confère elle-même ce dont le père a négligé de disposer, la loi n'est en quelque sorte que l'interprète de la volonté paternelle, elle ne fait que révéler ce que par lui-même il a négligé de révéler.

Qu'on reproche à la loi qui vous est proposée de n'être pas assez efficace, de ne pas atteindre assez tôt son but, et sur-tout de ne l'atteindre qu'imparfaitement; je conviendrai que le reproche est fondé, et cependant je pourrai répondre: Les lois civiles disposent, mais les lois politiques préparent. Les unes peuvent agir d'une manière brusque et instantanée, les autres sèment des germes et attendent qu'ils puissent éclore et se développer; et certes quand on a vu dans l'espace de quelques années les divers systèmes de législation qui ont successivement pesé sur nous, bouleverser l'état des fortunes et des successions, ne respecter ni les droits ouverts ni les droits acquis, on y trouve sans doute un exemple de la manière dont pourroit agir la loi civile; mais on y trouve aussi une utile leçon pour ne procéder, dans de pareilles matières, qu'avec cette sage circonspection, qui distingue un gouvernement légitime qui veut fonder, de l'esprit de révolution, qui ne songe qu'à bouleverser et à anéantir.

Vous voulez créer une aristocratie, nous dit-on; mais l'aristocratie est l'ouvrage du temps et non des lois. On la reçoit, on l'accepte, et les générations passées la léguent aux générations à venir.

Messieurs, les générations passées ne l'ont ni acceptée ni reçue; elles l'ont formée; et aux yeux du législateur, les générations à venir ne se distinguent point des générations passées. Tout pour les États est à-la-fois passé et présent. Car la vie d'un État se compte par siècles; et la pensée du législateur doit savoir percer dans l'avenir. Nous ne prétendons pas créer; car il n'est donné qu'à Dieu et au temps de créer. Nous espérons fonder; car il est donné à la prévoyance humaine de pouvoir fonder. Mais même dans ce moment, notre ambition ne va pas si loin; elle ne tend qu'à sauver les foibles restes qui ont survécu à un grand naufrage, et qui, chaque jour, et par un mouvement si rapide, dispaissent à nos yeux.

Nous voulons un état de société où tout ne soit pas instable et mobile. Nous voulons trouver dans la stabilité de la propriété un contre-poids à l'action de la puissance mobilière, et rétablir un équilibre qu'il est si nécessaire de maintenir. Nous voulons constituer la famille en la sauvant de sa propre imprévoyance. Nous voulons enfin coordonner toutes les parties de ce vaste système dont le premier anneau se perd dans les régions mystérieuses, et dont le dernier vient aboutir à la chaumière du pauvre.

Et lorsque les moyens qu'on vous propose pour arriver à ce but sont si doux et si peu offensifs, lorsqu'ils laissent si loin derrière eux tout ce que la législation de tous les pays, des peuples même où, comme dans les États-Unis d'Amérique, par exemple, les principes démocratiques se sont établis dans toute la force et toute la vigueur qui appartient à une nation neuve; comment expliquer ces craintes, ces inquiétudes, ces

exagérations vraies ou simulées qui semblent tourmenter aujourd'hui les esprits? Que ces inquiétudes trouvent un organe dans les chambres législatives, elles le doivent, et nous sommes loin de le contester. C'est à cette tribune que tout doit être dit, parceque tout peut être apprécié. Les prédictions sinistres, les accusations sévères, les reproches même injustes sont dans le droit, dans le devoir même de chacun de ses membres quand ils les croient fondés. Mais quand elles se produisent au-dehors par les moyens que vous avez vus et dans les expressions que vous avez entendues, alors elles prennent un caractère, qui dans tous les temps, trouvera dans votre prévoyante sagesse une vive et sévère répression.

Nobles Pairs, c'est dans cette Chambre que doit être naturellement portée en premier ordre la loi qui est soumise à vos délibérations. Le danger qu'elle est destinée à prévenir a déjà éveillé votre sagesse et votre sollicitude. L'hérédité qui vous est donnée vous rend, en quelque sorte, contemporains des siècles, et c'est sur-tout à vous qu'il appartient de stipuler pour l'avenir. Je ne vous dirai pas que l'existence de vos familles en dépend, et que les circonstances qui tendent à en altérer l'éclat et la splendeur doivent appeler votre plus sérieuse sollicitude. Dans un intérêt si général, je ne veux rien vous présenter qui ne paraisse s'appliquer qu'à vous. Mais je vous dirai que la conservation des familles n'importe pas moins à la sûreté du Trône qu'aux libertés publiques, parceque tous deux y trouvent une sauve-garde: l'un, contre les tentatives de la démocratie, les autres contre les envahissements du pouvoir.

CHAMBRE DES PAIRS.

IMPRESSIONS

N° 35.

1826.

Séance du 3 avril 1826.

PROJET DE LOI

RELATIF

A divers échanges d'immeubles entre des particuliers, la
ville d'Avignon, et le domaine de l'État;

Avec l'exposé des motifs par le Ministre des finances.

CHARLES, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE.

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre
des Députés des départements, dans sa séance du
31 mars 1826, avec un amendement que nous avons
consenti, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des
Pairs par notre Ministre secrétaire d'État des finances,
et par le sieur de Martignac, Ministre d'État, directeur
général des domaines, que nous chargeons d'en déve-
lopper les motifs et d'en soutenir la discussion.

ART. 1^{er}.

La cession à M. le comte Boutechoux de Chavannes,

CHAMBRE DES PAIRS (2)
du bois royal de la Tournelle, d'une contenance de quarante-huit hectares, situé commune de Matenay, département du Jura, contre le bois de Verneuil, contenant vingt-huit hectares quatre ares, dont il est reconnu propriétaire dans le même département, et qui fait aujourd'hui partie de l'aménagement de la forêt royale de Chaux, est autorisée.

L'échange aura lieu moyennant une plus-value de 4,572 fr. 60 cent. au profit de l'État.

M. le comte Boutechoux de Chavannes sera en outre tenu d'acquitter, 1° les intérêts de ladite somme de 4,572 fr. 60 cent., à raison de cinq pour cent, à partir du 20 décembre 1812, époque à laquelle remonte son droit de propriété sur le bois de la Tournelle, jusqu'au jour de sa libération; 2° les frais de garde et la contribution foncière, à compter de la même époque; 3° enfin, la moitié des frais d'expertise et la totalité des autres dépenses auxquelles l'échange pourra donner lieu.

2.

La cession à M. le prince de Chalais, comte de Périgord, de trois hectares quatre-vingt-seize ares soixante-dix-huit centiares de la forêt de l'île Adam, situés à l'extrémité de son pare, contre le bois Ballot, dont il est propriétaire, commune de Maffliers, et qui contient trois hectares soixante-quinze ares trente-deux centiares, est autorisée.

L'échangiste est tenu de payer à l'État une plus-value de 1,348 fr. 22 cent., et d'acquitter en outre la totalité des frais auxquels l'échange pourra donner lieu.

L'État cède en toute propriété à la ville d'Avignon la chapelle de Saint-Nicolas, située hors du mur d'enceinte, sur la rive gauche du Rhône, et occupée aujourd'hui par le bureau de perception des droits de navigation, pour la rendre à son ancienne destination.

La ville abandonne en échange la propriété de l'une des tours de son rempart, située entre les portes de la ligne et de Saint-Lazare, où elle fera transférer à ses frais le bureau de l'octroi de navigation.

La ville sera tenue de verser en outre, à la caisse des domaines, la somme de 908 francs, montant des réparations qu'il est reconnu indispensable de faire à cette tour, pour y établir le bureau de perception.

DONNÉ à Paris, le 2 avril, de l'an de grace 1826, et de notre règne le 2^e.

Signé CHARLES.

Par le Roi:

Le Ministre secrétaire d'État des finances.

Signé J^h. DE VILLELE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Sa Majesté nous charge de soumettre à vos délibérations un projet de loi relatif à des échanges respectivement proposés et convenus entre deux propriétaires, la ville d'Avignon et le domaine de l'État, et adopté par la Chambre des Députés, dans sa séance du 31 mars dernier.

Nous allons avoir l'honneur de vous en exposer les motifs.

M. le comte Boutechoux de Chavannes a fait, en 1762, abandon à l'État du bois de Verneuil, d'une contenance de 28 hectares, contre des droits seigneuriaux qui depuis ont été supprimés. M. de Chavannes, autorisé par les dispositions de la loi du 12 septembre 1791, à demander la résiliation de l'échange et la restitution de son bois, laissa expirer les délais fixés pour l'obtention de cette résiliation; mais il fut relevé de la déchéance par une décision ministérielle du 3 juin 1809, dont les dispositions ont été confirmées par une ordonnance royale du 4 février 1824, intervenue sur le rapport du comité du contentieux du conseil d'État, et aux dispositions de laquelle le Domaine ne peut aujourd'hui que se conformer.

Cependant comme le bois de Verneuil a été compris depuis long-temps dans l'aménagement de la forêt de Chaux, et qu'on ne pourroit le rendre à M. le comte Boutechoux de Chavannes, sans morceler une propriété domaniale que l'État a intérêt de conserver en une seule masse; le Gouvernement a proposé de lui donner, et il a consenti à recevoir en échange, un autre bois d'une valeur à-peu-près égale, nommé le bois de la *Tournelle*, situé commune de Matenay, département du Jura; il a été régulièrement procédé aux opérations préparatoires prescrites en matières d'échange.

L'estimation des deux immeubles a eu lieu du 5 au 20 décembre 1812. Le procès-verbal d'expertise, rectification faite de quelques erreurs de calcul, porte la valeur du bois de la *Tournelle* à . . . 21,651 60
et celle du bois de Verneuil à . . . 17,079 00
La plus value à payer à l'État seroit donc
de . . . 4,572 60

Les administrations des forêts et des domaines ont pensé que cette ancienne évaluation depuis laquelle aucune exploitation n'a été effectuée dans les deux bois, pouvoit encore aujourd'hui servir de base à l'échange projeté.

En procédant ainsi, la jouissance de M. de Chavannes comme propriétaire du bois de la *Tournelle*, remontera au 20 décembre 1812; il a paru juste dès-lors d'imposer à l'échangiste, qui profitera de l'accroissement des feuilles depuis 1812, l'obligation de payer à l'État, indépendamment de la soulte de 4,572, 60, l'intérêt de cette somme à partir du 20 décembre 1812

jusqu'au jour de sa libération, ainsi que les frais de garde et la contribution foncière; mais les frais d'expertise seront supportés moitié par lui, l'autre moitié par le Domaine.

Cet échange, ainsi que nous l'avons dit plus haut, offre à l'État l'avantage de conserver le bois de Verneuil dans l'aménagement de la forêt royale de Chaux, et, sous ce rapport, il paroît de nature à obtenir l'assentiment de la Chambre.

M. le prince de Chalais, comte de Périgord, demande à échanger le bois Ballot, dont il est propriétaire sur le territoire de la commune de Maffliers, département de Seine-et-Oise, et qui se trouve à l'est de la forêt royale de l'Île Adam, avec laquelle il fait masse, contre une portion de cette même forêt située au sud, à l'extrémité de son parc.

Il offre de supporter tous les frais que nécessitera cet échange.

Les expertises contradictoires qui ont été faites sont reconnues régulières, et peuvent servir de base à l'opération.

La portion de bois à distraire de la forêt de l'Île Adam est de 3 hectares, 96 ares, 78 centiares, estimés en fonds et superficie à 11,845 14

Le bois Ballot ne contient que 3 hectares, 75 ares, 32 centiares, dont la valeur est portée à 10,496 92

De sorte que la soulte à payer par M. de Chalais seroit de 1,348 22

Cet échange offre quelques avantages sous le rap-

port des localités, et ne sera point d'ailleurs onéreux à l'État.

L'État possède à Avignon, sur la rive gauche du Rhône, et hors de l'enceinte de la ville, une chapelle provenant d'une ancienne corporation laïque connue sous la dénomination de Portefaix.

Cette chapelle, sous l'invocation de saint Nicolas, servoit autrefois de morgue; on y administroit des secours aux noyés et asphixiés. Un décret du 21 septembre 1808 l'a affectée au service de l'administration des contributions indirectes, pour y établir le bureau de l'octroi de navigation.

En 1819 les portefaix de la ville d'Avignon sollicitèrent la restitution de cette chapelle; mais leur demande, dans l'état actuel de la législation, ne put être accueillie. Alors le conseil municipal d'Avignon, déterminé par le désir de rendre cette chapelle à son ancienne destination, offrit en échange au Gouvernement l'une des tours du rempart de la ville, s'engageant à faire transférer, à ses frais, dans ce nouveau local, le bureau de perception des droits de navigation.

La chapelle Saint-Nicolas, appartenant à l'État, est bâtie sur une superficie de 6 mètres, 20 centimètres.

Elle ne contient aucune dépendance; et sa valeur approximative est de 1000 fr.

La tour proposée en contr'échange est d'une valeur égale: elle est située entre les portes de la ligne et de Saint-Lazare: sa construction embrasse une superficie de 8 mètres, 40 centimètres, sans aucune dépendance:

les droits de la ville à la propriété de cette tour sont établis par des titres authentiques.

Il a été reconnu qu'au moyen de quelques réparations, pour le paiement desquelles le conseil municipal a voté une somme de 908 fr., le bureau de l'octroi seroit aussi convenablement placé dans le nouveau local que dans celui qu'il occupe aujourd'hui.

Rien ne paroît donc s'opposer à l'échange projeté, qui ne sera ni onéreux à l'État, ni nuisible aux intérêts de la navigation.

Nous devons toutefois déclarer à vos Seigneuries qu'il n'a été procédé à l'expertise contradictoire d'aucun des deux immeubles; mais vous voudrez bien remarquer qu'ils sont d'une très foible importance, et que d'ailleurs les autorités locales se sont trouvées d'accord sur la parité de valeur des objets à échanger.

Tels sont les motifs du projet de loi dont nous allons avoir l'honneur de donner lecture à la Chambre.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 3 avril 1826.

DISCOURS

PRONONCÉ par M. le duc de GRAMONT, à l'occasion de la mort de M. le comte DE GRAMONT-D'ASTÉ.

MESSIEURS,

Je viens remplir près de vous un bien triste devoir ; je viens déplorer avec vous la perte récente que nous venons de faire. Le comte de Gramont, mon neveu, est mort à la Martinique, victime de ce climat brûlant dont il a voulu braver l'influence, par amour pour le service militaire. Permettez vous, Messieurs, à celui qui lui tenoit lieu de père, d'essayer de vous faire partager ses regrets, et d'honorer ainsi la mémoire de notre collègue.

Le comte de Gramont avoit perdu son père dès l'âge le plus tendre. Éloigné de celui qui auroit voulu le remplacer dans ses soins, il fut élevé par sa mère qui offroit la réunion de toutes les vertus, et sut les lui faire aimer. Sa tendresse maternelle s'alarma pour son fils unique des dangers d'une guerre aussi active : elle le destina à une autre carrière que celle des armes ; mais elle ne put obtenir de lui le sacrifice de sa pas-

sion dominante pour l'état militaire, et ce fils, toujours si soumis, résista cette fois à la volonté de sa mère, et s'engagea dans le 36^e régiment de dragons. Il fit avec lui la campagne de 1809 : sa bonne conduite eut l'approbation de ses chefs, il reçut le brevet d'officier sur le champ de bataille. En 1812, il fit la campagne de Russie en qualité d'aide de camp de M. le lieutenant-général comte Grouchy. Il eut encore l'occasion de se distinguer à la bataille de la Moscowa, où il reçut plusieurs blessures graves, et pour prix de sa bravoure, de l'avancement et la croix de la Légion-d'honneur.

En 1814, il fut un des premiers Français qui vinrent en Angleterre pour présenter leur hommage à leur Roi légitime, et le ramener aux vœux et à l'amour de ses sujets. Sa Majesté l'honora du grade de colonel, et lui permit de faire partie de son escorte dans son voyage à Paris. Placé dans les gardes-du-corps au moment de leur formation, il fut appelé plus tard au commandement d'un régiment.

En 1819, il fut élevé à la dignité de Pair de France. Ces nouvelles fonctions étant incompatibles avec ses devoirs de colonel, il dut quitter momentanément le service; mais il ne put supporter long-temps l'inactivité militaire. Sa volonté sur ce point fut si positive, qu'il sollicita avec instance, et qu'il demanda même comme une faveur le commandement du 49^e régiment qui partoît pour la Martinique. Les instances de sa famille, de ses amis, ne purent changer sa résolution, et il obtint cette grâce devenue si fatale pour lui. Arrivé à la Martinique, sa santé ne donnoit aucune inquiétude. Accueilli par les principaux habitants, il passoit à leurs campagnes le temps que ses devoirs lui

permettoient de leur donner. La fièvre jaune se déclare au fort Royal ! il court s'y enfermer avec son régiment ; rien ne peut arrêter cette noble résolution ; il résiste aux conseils de l'amitié et de la prudence. Je veux, disoit-il, donner tous mes soins à mes soldats, leur inspirer par ma présence une confiance que peut-être je ne partage pas ; au reste, s'il y a du danger, mon devoir est de ne point l'éviter. Il partit donc, et ne tarda pas à être atteint de ce terrible fléau. Quarante-huit heures après, il n'existoit plus. Aussitôt qu'il se sentit malade, il fit appeler l'aumônier de son régiment, et reçut de lui les secours de la religion. Il demanda ensuite les portraits de sa femme et de ses enfants, les fit placer sur son lit, et dit : Je suis ici bien isolé, mais au moins je meurs au milieu des miens. Ses derniers regards se sont donc portés sur ce qu'il avoit de plus cher. Il est mort à la fleur de son âge, loin de sa patrie, de sa famille et de ses amis. Il sera regretté par ceux qui ont pu connoître ses vertus et ses qualités. Il étoit bon soldat, il étoit bon et loyal Pair de France ; et pendant les cinq ans qu'il a eu l'honneur de participer à vos travaux, vous avez pu, Messieurs, apprécier la loyauté de son caractère, et vous le trouverez digne de vos regrets. Il laisse un fils que le Roi a daigné appeler à la dignité de Pair. Il est élevé dans l'amour de son pays, de son Roi et de ses devoirs ; vous daignerez, Messieurs, diriger, éclairer sa jeunesse par vos exemples ; et j'ose vous assurer qu'il méritera votre estime et vos bontés.

[Faint, mostly illegible text in a Gothic script, likely a manuscript page. The text is arranged in several columns across the page.]

EXPRESSIONS
n° 37.

1826.

de
pa
m
no
di
pr
et
da
fle
ra
je
in

la
d'
in

CHAMBRE DES PAIRS.

PRESSIONS

n° 37.

1826.

Séance du 3 avril 1826.

OPINION

DE M. LE DUC DE CHOISEUL,

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

MESSIEURS,

Inscrit pour porter devant vos Seigneuries le tribut de ma conscience contre une loi déplorable, je n'ai pas la prétention de leur présenter de nouvelles lumières sur une question si bien examinée par les nobles publicistes dont les discours ont été jugés dignes de vos méditations. Que pourrois-je vous exprimer après avoir entendu tant d'illustres orateurs, et après la conviction qu'ils ont sans doute apportée dans cette Chambre? Je me bornerai donc à des réflexions succinctes, à quelques observations générales; et sans abuser de la patience de vos Seigneuries, je les prie de m'accorder quelques moments avec leur indulgence et leur bienveillance ordinaire.

Lorsque le Roi, dans sa séance royale, annonça à la France la présentation d'une loi monarchique, afin d'empêcher l'affaiblissement des garanties dont la Charte investit le Trône et les intérêts du peuple, nous nous féli-

citâmes de cette espérance, et la Chambre des Pairs, qui ne connoît de véritable base du bonheur public que dans des lois à-la-fois royales et nationales, s'empressa de porter au pied du Trône l'expression respectueuse de son desir de la connoître et de l'apprécier.

Mais, quel fut notre étonnement, Messieurs, à la lecture de cette loi! quelles furent la surprise et les inquiétudes de la France, de voir ce résultat des méditations du Gouvernement, si peu d'accord avec l'annonce solennelle qu'il avoit cru devoir en faire, et quelles doivent être nos alarmes de voir successivement présenter des projets de lois si souvent réprouvés de l'opinion publique, et qui ne sont propres qu'à exciter les clameurs et les réclamations de la France entière?

C'est une condition devenue bien affligeante pour les défenseurs des droits du trône et des droits du peuple, pour les vrais serviteurs du Roi, pour ceux qui, désintéressés et consciencieux, n'ont jamais hésité de sacrifier à sa cause leurs fortunes et leurs vies, de ne plus monter à cette tribune que pour s'épuiser en vains efforts contre les attaques qui sont portées à chaque session contre des droits acquis, et contre le pacte social. Nos institutions, dont la ruine paroît être depuis long-temps méditée, se détruisent progressivement, ses ennemis sont déjà parvenus à anéantir une partie de nos droits politiques. Animés par le succès, ils commencent l'attaque de nos droits civils, et toutes les paroles ministérielles renferment l'annonce, je puis dire même la menace d'un nouvel ordre de choses, qui doit s'établir sur les débris de l'ordre actuel.

Peu de lois ont répandu une alarme semblable à celle qui existe en ce moment dans le royaume; de toutes parts les réclamations les plus énergiques sont déposées sur le bureau de la Chambre des Pairs (1); leur énumération en est aussi remarquable qu'effrayante. Jamais projet de loi n'a été plus impopulaire; jamais il n'a froissé plus d'intérêts et n'a présenté plus de germes de mécontentement et de divisions intestines. Toutes les pétitions retentissent de ces craintes, toutes se déclarent contre un système en opposition aux droits naturels, aux principes consacrés par la Charte; toutes invoquent la sagesse de vos Seigneuries pour rejeter un système odieux, un système qui est repoussé par ceux-mêmes en faveur desquels on veut l'admettre, et tous répètent avec les fils aînés des habitants d'une de nos grandes villes : *Vous craignez trop la division des propriétés, et vous ne craignez pas assez celle des propriétaires.*

Je sais, Messieurs, le système de défaveur employé contre les pétitions qui sont contraires aux lois présentes; nous en avons sans cesse les preuves. Tantôt, c'est la malveillance qui les fait faire; tantôt, c'est l'ignorance qui les signe : l'infailibilité seule est placée sur les hauteurs ministérielles d'où l'on déverse le blâme et le dédain sur tout ce qui n'adopte pas ses propositions. C'est cependant un devoir sacré, et que je remplirai toujours, de combattre les doctrines qui non seulement font moins chérir le règne actuel, mais n'ont d'autre résultat que celui de dépopulariser un Roi dont la seule présence attire les cœurs, et dont les

(1) La liste se trouve à la fin de cette Opinion.

paroles, remplies de bonté et de graces, sont en opposition si marquée avec le langage destructeur et hostile des organes de son Gouvernement.

Et en effet, Messieurs, sous le prétexte de nous donner des lois organiques, on ne nous présente que des lois destructives de nos institutions actuelles. *L'égalité des droits*, principe sacré et fondamental, sur lequel reposoit tout l'édifice constitutionnel, est aujourd'hui attaqué, combattu, signalé comme le fléau de l'ordre monarchique, et l'on vient vous proposer d'établir la base de cet ordre sur le principe contraire, sur le principe réprouvé de l'inégalité des droits. Mais a-t-on déjà oublié que la révolution en est sortie? A-t-on oublié que l'égalité des droits est la conquête la plus précieuse, et à laquelle la nation française tient avec plus de force et de constance?

La seule question du droit d'aînesse, Messieurs, renferme, sous le prétexte spécieux de la conservation des propriétés, la pensée d'un autre ordre social. Cette inégalité dans les successions, présentée comme la conservation des familles, contient le principe de toutes les autres inégalités que l'on se propose d'introduire. Elles dérivent l'une de l'autre, et si on ne les présente pas toutes ensemble à vos Seigneuries, c'est que la prudence ordonne encore ces ménagements: on se croit maître du temps, et on lui remet le développement de toutes les conséquences dont on veut poser maintenant le principe et les bases.

Ces conséquences amèneront nécessairement l'abolition des lois qui renferment, comme dans celle de l'avancement militaire, une égalité qui ne sera plus en harmonie avec l'inégalité admise dans les partages de

famille, et on vous dira que pour dédommager les cadets de la prérogative de leurs aînés, il est juste et nécessaire de leur réserver les privilèges des rangs militaires.

Il sera nécessaire de fonder des établissements religieux pour recevoir les membres des familles que vous aurez appauvris par la loi actuelle.

Toutes ces conséquences qui apparoissent à la sagesse de vos Seigneuries, sont même indiquées dans l'exposé des motifs présentés par M. le Garde des sceaux, et qui, jalonant d'avance nos destinées futures, en exprime ainsi la pensée : *il suffit, dit le Ministre, que les substitutions et la quotité disponible offrent à ces familles d'infailibles moyens de hâter l'époque où la loi devra s'occuper plus directement de leurs droits et de leur existence civile.*

Ainsi, Messieurs, voilà une nouvelle Charte à faire, de nouveaux droits à établir, une nouvelle existence civile à constituer : il faut décomposer la société faite à l'avantage de tous, pour la refaire à l'avantage de plusieurs. C'est un nouveau corps social en perspective dont on vous apporte aujourd'hui le premier élément. On vient proposer à vos Seigneuries d'établir dans nos lois, et contrairement aux institutions jurées par nous, une injustice qui jette le trouble et l'alarme dans la société, une injustice qui n'est pas dans nos cœurs, qui n'est dans celui d'aucun Français; et c'est de l'aveu même des organes du Gouvernement, puisqu'ils avouent *qu'il faut changer les mœurs par les lois.* Craignez alors que les mœurs ne deviennent aussi mauvaises que les lois que l'on nous propose.

Jusqu'ici, Messieurs, les droits des pères, la liberté

paternelle, avoient été respectés; on sait, on avoue même que les sentiments d'équité sont tellement dans les cœurs des pères de famille, qu'il n'est pas possible de les déraciner: on en donne pour exemple, et comme exemple malheureux, le petit nombre de ceux qui profitent de la puissance accordée par le Code civil. Et c'est parceque les pères ne veulent pas être injustes, qu'il faut que la loi le soit pour eux! et c'est sous un Roi, exemple de toutes les vertus, que sont proclamées ces maximes qui blessent les ames généreuses et qui sèment les haines, les défiances et toutes les divisions intestines dans les familles où l'on ne connoissoit que l'ordre et la tranquillité.

Il doit être permis, Messieurs, à ceux qui ont le plus souffert de nos discordes civiles, qui réunissoient à une autre époque une masse de biens maintenant divisés entre un grand nombre de propriétaires, de chercher, dans le bien public, le dédommagement de leurs pertes particulières mais on ne peut se le dissimuler, la division des propriétés a créé plus de familles à l'État que ne le peuvent faire le droit d'aînesse et les substitutions. Combien de milliers de familles sont aujourd'hui attachées au sol et à l'État, qui, autrefois, étoient séparées de l'un et de l'autre! On veut, dit-on, des familles propriétaires, et les familles propriétaires couvrent la surface de la France! Car, Messieurs, je ne prétends pas supposer que l'on veuille seulement honorer du nom de familles, celles qui environnent ou qui sont destinées à environner le Trône: le noble cortège de la royauté se trouve au milieu de sujets contents et heureux. Une loi monarchique est celle qui attache les sujets au souverain, qui

embrasse les intérêts de tous, qui réunit toutes les opinions et tous les cœurs. Une loi n'est point monarchique, quand elle favorise le petit nombre pour exhérer l'universalité des citoyens, quand elle trouble et divise les familles, quand elle affoiblit tous les sentimens de la nature.

Mais, Messieurs, cette loi est déjà jugée : elle est frappée de la réprobation générale ; de toutes parts la voix publique se fait entendre : c'est le cri de la justice universelle... Quelques Français pourroient peut-être se tromper sur les intérêts publics, mais la France entière ne se trompe pas ; si toutes ces réclamations si énergiques, si nombreuses, eussent été lues à vos Seigneuries au lieu d'être renvoyées à l'examen d'une commission dont les conclusions, contraires étoient déjà connues, je ne doute pas, malgré le dédain dont quelques orateurs affectent d'en parler, qu'elles n'eussent produit une impression profonde. Et sans doute que la Chambre craignant d'être entraînée par tant de voix éloquantes, a voulu mettre son indépendance à l'abri de ses affections ; mais elle ne méconnoitra pas le mérite de tant d'observations et de ces prières adressées par tous les cœurs paternels.

Le Code civil, Messieurs, a donné à la puissance paternelle l'extension qu'elle devoit recevoir. Un père peut manifester sa tendresse pour un de ses enfans dont la conduite et les sentimens auront le plus satisfait son cœur, par le don de la part que la loi laisse à sa disposition, et bien peu de pères ont usé de cette faculté, parceque leurs enfans ont mérité une part égale dans sa tendresse et sa reconnoissance, et c'est un bel éloge de la morale des familles et des lumières

qui y règnent. Mais, Messieurs, la loi nouvelle n'est propre qu'à altérer cette morale, qu'à briser cette union. La puissance paternelle, dans la loi existante, ne se manifeste que par des bienfaits ; dans la loi nouvelle, il faut qu'elle se manifeste par des rigueurs : car, un père qui voudra conserver l'égalité de partage entre ses enfants, sera obligé de faire violence à la loi qui donne l'avantage aux aînés, de tester contre cet avantage et de ne leur laisser que le souvenir de l'exhérédation. Non, Messieurs, vous ne consacrerez point ce malheureux système, non, vous n'établirez pas la méfiance entre les pères et les enfants, et l'inimitié entre les frères.

La bonté de la loi existante est attestée par ses résultats ; elle a établi et maintenu dans les familles une union qui quelquefois y étoit méconnue. La loi étant juste envers tous les enfants, les enfants ont été justes entre eux, et l'union entre les pères et les fils en a été plus sincère et plus durable. Une même règle, une même morale ont présidés au gouvernement des familles. Tel est l'effet des bonnes lois, Messieurs ; quand elles sont justes, les hommes le sont ; sont-elles injustes, les hommes le deviennent.

Ainsi, Messieurs, malgré l'assertion de M. le Garde des sceaux (dont je copie les paroles consignées dans le Moniteur) que *les sentiments que j'invoque, quoique naturels, sont seulement dans l'état sauvage et grossier d'une nature ignorante et brutale, et ne sont naturels qu'au milieu des bois*, tandis que ceux qu'il préfère et propose (l'exhérédation des cadets) sont *les sentiments naturels de l'homme moral, cultivé et poli* ; je n'en persiste pas moins à préférer les sentiments qu'il dédaigne, et je vote avec plus de conviction et de force encore contre la loi.

Liste des pétitions déposées à la Chambre des Pairs, contre le droit d'aînesse jusqu'au 2 avril.

M. le comte de Franclicu, à Senlis, adresse des observations contre le projet de loi sur les successions et les substitutions.

Deux cent vingt habitants du neuvième arrondissement de Paris, *idem*.

Cent vingt-huit habitants d'Elbeuf, *idem*.

Cinquante-un habitants de Beaugency, département du Loiret, *idem*.

Cent dix-neuf habitants de Bolbec, *idem*.

Cent quatre-vingt-seize habitants de Cholet, département de Maine-et-Loire, *idem*.

Quatre-vingt-dix-sept habitants de Honfleur, *idem*.

Le lieutenant-général Allix, comte de Frudental, *idem*.

M. de Chastenot, à Saint-Savinien, département de la Charente-inférieure, adresse des observations sur le projet de loi relatif aux successions et substitutions.

M. Oudotte, à Châlons-sur-Marne, *idem*.

M. Najeau, avocat à Neufchâteau, département des Vosges, *idem*.

Quatre-vingt-dix-huit habitants de Roubaix, département du Nord, *idem*.

Quatre-vingt-onze chefs de maisons, ou contribuables du quatrième arrondissement de Paris, *idem*.

Cent vingt-quatre habitants d'Alençon, département de l'Orne, *idem*.

Sept cent quatre-vingt-quatorze habitants du quatrième arrondissement de Paris, *idem*.

Cent quatre-vingt-un habitants de Louviers, *idem*.

Deux cent quarante-cinq habitants du sixième arrondissement de Paris, *idem*.

Cinquante habitants de la commune de Riceys, département de l'Aube, *idem*.

Cent deux habitants de Strasbourg, *idem*.

Trente habitants de la Guerche, département d'Ile-et-Vilaine, *idem*.

Cent habitants de la ville de Chartres, et environs, *idem*.

Cinq cent treize habitants de Rouen, *idem*.

Dix-sept habitants des cantons de Saint-Blin, département de la Haute-Marne, *idem*.

Soixante-dix fils aînés de Nancy, *idem*.

Deux cent quatre-vingt-dix-huit habitants de Rheims, *idem*.

Deux cent soixante-six habitants du sixième arrondissement de Paris, *idem*.

Neuf cent quatre-vingt-dix-sept habitants de l'arrondissement de Caen, *idem*.

Cent-un de Mortain, département de la Manche, *idem*.

Cinquante-deux du canton de Thouars, département des Deux-Sèvres, *idem*.

Quatre-vingt de Magny, arrondissement de Mantes, département de Seine-et-Oise, *idem*.

M. Aubé, à Rouen, adresse des observations sur le même projet de loi.

Une pétition, signée de soixante-dix-huit habitants d'Alençon.

Une de deux cent quatre-vingt de la ville d'Évreux.

Une de soixante-dix de la commune de Saint-Éloi, département de l'Eure.

Une des électeurs de Provins, Seine-et-Marne.

Une de la ville de Corbeil, et de deux communes du même canton.

Une de Grenoble.

Une de Montreuil-sur-mer.

Une des habitants du canton de Brionne.

Une des habitants du Havre.

Cent soixante-dix-huit électeurs éligibles, juges, pères de familles, et fils aînés du département de l'Orne.

Soixante-trois habitants de la ville de Chinon, électeurs, juges, pères de familles, et fils aînés du département d'Indre-et-Loire.

Quatre cents notables de la ville d'Orléans, etc., etc., etc.

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSION

N° 38.

1826.

Séance du 3 avril 1826.

DISCOURS

DE M. LE COMTE DE VILLELE,

MINISTRE DES FINANCES,

POUR la défense du projet de loi relatif aux successions et
aux substitutions (*).

Extrait du procès-verbal.

Le Ministre des finances, Président du conseil,
demande à être entendu.

Il s'abstiendrait de prendre la parole dans une si
brillante et déjà si longue discussion sur une matière
aussi importante, si plusieurs des nobles Pairs en-
tendus dans le cours de cette discussion n'avoient à
plusieurs reprises demandé des documents et des ex-
plications de faits qui se rattachent plus spécialement
à la partie de l'administration publique qui lui est
confiée. On a demandé d'abord où étoit la preuve du
morcellement excessif des terres auquel le projet a
pour but de remédier. Mais est-il donc besoin de

(*) Ce discours ayant été improvisé, n'a pu être imprimé que par extrait.

preuve pour un pareil fait? N'est-ce pas la Chambre elle-même qui en a signalé les dangers à l'attention du Gouvernement? Les délibérations des conseils généraux réclament chaque année un prompt remède pour un mal dont les progrès sont immenses. Quel est le propriétaire qui ne voie par-tout les châteaux s'abattre, et les terres se dépecer autour de lui? Dans quelque sens qu'on traverse la France, on remarque l'influence de cette division indéfinie, et le voyageur peut la reconnoître jusque dans l'abandon de ce moyen de transport qui ne convenoit qu'à la richesse des grands propriétaires. On veut cependant des renseignements précis; mais le ministère n'eût pas attendu qu'ils lui fussent demandés, si en produisant ceux qu'il a pu recueillir il n'eût craint en quelque sorte de faire un acte de charlatanisme indigne de la loyauté du Gouvernement du Roi. En pareille matière, quelque exacts que puissent être les relevés et les tableaux de chiffres, ils ne peuvent fournir qu'une preuve susceptible de contestation. Les documents recueillis aujourd'hui ne pourroient donner de lumière qu'autant qu'il existeroit un terme de comparaison pris à une époque antérieure. On a cité comme tel un écrit publié par un ancien Ministre des finances; mais les renseignements que contient cet écrit ne sont pas le fruit de recherches faites pendant l'administration de son auteur, ce sont des relevés officieusement obtenus; et si les Ministres eux-mêmes ont tant de peine à se procurer des résultats exacts en y employant tous les moyens qui sont à leur disposition, comment compter sur l'exactitude d'un travail dû à la complaisance, et qui n'a aucun caractère officiel? L'époque à

laquelle cet écrit a été publié est d'ailleurs déjà séparée de nous par un assez grand nombre d'années pendant lesquelles l'assiette de l'impôt a éprouvé de telles modifications, qu'il seroit impossible de reconnoître si les changements intervenus dans le nombre et dans l'importance des cotes dérive du morcellement, ou des changements que les rôles ont subis et de diverses autres causes de l'action desquelles il seroit impossible de dégager les résultats de la division des terres par suite du partage des successions. C'est donc sans espoir d'en tirer un grand avantage que le Gouvernement avoit ordonné des recherches, et c'est aussi sans vouloir en tirer aucun argument, mais seulement pour répondre au desir qui a été manifesté par divers orateurs qu'il se décide à produire les notions qu'il a pu se procurer. Les relevés que le Ministre va présenter ont été faits sur les rôles de plusieurs départemens présentant ensemble une population moyenne de trois cent soixante-trois mille cinq cent quatre-vingts individus ; sur ce nombre les rôles de 1815 présentoient cent quarante-neuf mille trois cent onze contribuables ainsi distribués : cent seize mille quatre cent trente-trois payant moins de 20 fr. d'impôt, neuf mille six cent seize payant de 20 à 30 fr., neuf mille deux cent quarante-trois payant de 30 à 50, sept mille cinq cent dix-neuf payant de 50 à 100, cinq mille six cent vingt-trois payant de 100 à 500, cinq cent soixante-dix-huit payant de 500 à 1000, et trois cent deux payant 1000 fr. et au-dessus. En 1826, voici le résultat que donnent les mêmes rôles : cent soixante-un mille sept cent trente-neuf contribuables, dont cent trente-trois mille neuf cent trois payant moins de

20 fr., huit mille neuf cent quatre-vingt-cinq payant de 20 à 30, sept mille neuf cent quinze payant de 30 à 50, six mille quatre-vingt-trois payant de 50 à 100, trois mille six cent quarante-neuf payant de 100 à 300 (cette nouvelle classe a été formée à cause du cens électoral auquel les anciens tableaux n'avoient pas dû faire attention), cinq cent quatre-vingts de 300 à 500 fr., quatre cent onze de 500 à 1,000, et deux cent six payant 1,000 fr. et au-dessus. Il faut d'abord observer qu'évidemment le nombre des cotes portés sur les rôles ne donne pas le nombre exact des propriétaires; mais, quelle que soit l'importance de cette considération, si l'on supposoit que la comparaison de ces deux relevés pût donner une idée exacte de la division progressive des terres, on trouveroit qu'en dix ans le nombre des cotes au-dessous de 20 fr. s'est accru d'un neuvième environ, et que celui des cotes au-dessus de 1,000 fr. a diminué d'un tiers, ce qui seroit loin d'offrir un résultat satisfaisant. On aura sans doute remarqué l'augmentation considérable du nombre général des cotes dans cet intervalle, mais on ne sauroit en induire la preuve d'une division des terres dans cette proportion, cette augmentation pouvant avoir plusieurs causes indépendantes du morcellement, et entre autres le perfectionnement des rôles, la confection du cadastre dans plusieurs communes, la restitution des biens confisqués, la nécessité de justifier de l'impôt pour être admis à l'élection, et la multiplicité des constructions nouvelles établies depuis quelques années. Au milieu de ces causes diverses de variation il est difficile de rien saisir d'assez précis pour servir de base à l'importante mesure sur

laquelle la Chambre est appelée à délibérer : heureusement que le projet s'appuie sur des fondements plus solides, et que des considérations d'un tout autre ordre se présentent pour former la conviction de la Chambre. On voudroit savoir cependant quelle peut être en définitive l'influence de la loi d'égalité dans les partages. Pour apprécier cette influence, peut-être suffiroit-il de se rappeler dans quel esprit et au milieu de quelles circonstances cette loi a été faite; mais si l'on veut des chiffres, qu'on prenne un exemple, et l'on verra qu'à Paris, sur sept mille six cent quarante-neuf successions ouvertes en 1825, six mille cinq cent soixante-huit se sont ouvertes *ab intestat*, et sur les mille quatre-vingt-un testaments qui ont réglé les autres, cinquante-neuf seulement contenoient des dispositions avantageuses en faveur d'enfants, les autres ne portoient que des libéralités envers des étrangers. On peut juger par-là quelle a été l'action du partage égal, et s'il est nécessaire d'en prévenir les effets. Quelques orateurs, sans contester cette nécessité, ont pensé que le projet étendoit trop loin sa prévoyance, et que la limite qu'il fixoit à l'exercice du droit d'aînesse embrassoit trop de familles et s'appliquoit à des fortunes trop modiques. Le Ministre avoue qu'en présentant la loi le Gouvernement avoit redouté bien plutôt l'objection contraire. Quels que fussent les motifs qui l'avoient porté à n'appliquer le droit d'aînesse qu'aux successions payant au moins 300 fr. d'impôt, il s'attendoit à entendre dire dans la discussion que la loi venoit trop tard et étoit trop faible; mais au contraire, on la trouve prématurée, on l'attaque comme trop étendue dans son application.

Quelques explications feront voir dans quelle erreur on est tombé à cet égard ; pour le reconnoître il suffit de rechercher à quelles familles s'appliquera la disposition du projet. Le Ministre établira facilement qu'elle n'aura d'application que pour les familles des éligibles, c'est-à-dire, pour celles qui payent 1000 fr. d'impôt, et que par conséquent élever la limite jusqu'à 1000 fr. ce seroit en effet restreindre l'application de la loi au très petit nombre de familles qui paient 3000 fr. d'impôt. La loi ne compte dans le taux qu'elle a fixé que le principal de l'impôt ; et si le Ministre le proclame ainsi, c'est qu'après avoir pris les ordres du Roi, il est assuré que l'amendement de la commission sera accepté par le Gouvernement. Dans cet état de choses, il faut compter que les 50 centimes additionnels ou environ qui sont ajoutés au principal et qui comptent pour le cens électoral, forment environ un tiers en sus ; 300 fr. en principal représentent donc 450 fr. en réalité ; d'un autre côté la fortune de la famille se compose des deux fortunes du père et de la mère : en les supposant égales, comme le taux fixé par la loi ne se calcule que sur une seule des deux fortunes, celle du conjoint décédé, sans égard à celle du survivant, la famille où le droit d'aînesse pourra s'exercer se trouve déjà payer 900 fr. au moins de contribution, à quoi il faut bien ajouter quelque chose, soit pour les autres impôts directs, soit pour la différence qui probablement existera entre les deux successions des ascendants, n'étant guère possible de supposer qu'elles présentent toutes deux identiquement le même revenu. Ce n'est pas exagérer sans doute que de porter l'excédant de l'une sur l'autre à 100 fr. ce qui donne un total de

1000 fr. d'impôt, et par conséquent une fortune déjà importante, indépendamment des valeurs mobilières qui peuvent en faire partie. On ne peut donc pas reprocher au projet de descendre trop bas, et si on lui reproche de ne pas s'étendre assez loin, les arguments de ses adversaires fourniroient contre cette objection des réponses péremptoires. En songeant à l'avenir, ne falloit-il pas d'ailleurs faire la part du présent et du passé, et devoit-on négliger entièrement ces mœurs du temps, ces habitudes de la nation, dont on se fait une arme si puissante? Que n'auroit-on pas dit contre le projet, si ses dispositions eussent été moins restreintes, lorsque tel qu'il est on l'accuse déjà de faire rétrograder la société, de détruire l'industrie, et d'étouffer l'émulation? Étrange renversement d'idées! N'est-ce donc pas au contraire le morcellement indéfini de la propriété qui feroit retourner la société en arrière, qui tariroit les sources de l'industrie, et ôteroit tout sujet à l'émulation? On parle de l'Angleterre: mais quel autre pays offre donc une pareille industrie, à côté de la plus grande agglomération de la propriété foncière? On cite les ressources qu'elle offre à l'activité industrielle des cadets; mais la France est-elle donc moins féconde en ressources du même genre, et n'a-t-elle pas même cet avantage que les débouchés ouverts à son industrie lui sont propres, que les produits de ses manufactures sont consommés dans son intérieur même, tandis que l'Angleterre est forcée, pour en tirer parti, de chercher des acheteurs au dehors? La France, sous ce rapport, n'a donc rien à envier à l'Angleterre, et rien n'empêche qu'elle cherche à son exemple à introduire, mais dans de sages limites, un peu de fixité dans les propriétés

et dans les familles. Qu'importe, dit-on, cette fixité si les fortunes qui décroissent et périssent sont remplacées par d'autres fortunes qui naissent et s'augmentent, sans que la société doive s'inquiéter de ce changement? Si l'on parle des fortunes, le Ministre convient que les pertes des uns se compensent à un certain point par les bénéfices des autres; mais si les fortunes se recomposent, il n'en est pas de même des propriétés. On peut bien diviser la terre, mais il est impossible de la réunir lorsqu'elle a été divisée. Les plus grands sacrifices seroient quelquefois sans résultat pour le succès d'une pareille entreprise. L'homme s'attache naturellement au sol qu'il a acheté ou qu'il a recueilli dans la succession de ses pères; plus son héritage est petit et plus il tient quelquefois à le conserver. Vous le couvririez d'or que vous n'en obtiendriez pas la cession. Aussi ne voit-on nulle part de grande propriété se former des débris de celles que l'on divise, et il est vrai de dire que dans tous les pays les vastes domaines ont été formés, pour la plupart, à l'époque de la conquête. La petite propriété, sans doute, n'est pas un mal, et le projet lui fait une part suffisante; mais il importe que la propriété moyenne se conserve et que la grande ne se démembre pas entièrement. Tel est le but du projet de loi. Tout l'effet qu'on peut en attendre est d'arrêter un peu les progrès du mal, et de maintenir plus long-temps l'état actuel des choses, ou un état à-peu-près semblable. Il faut pour l'apprécier connoître bien quel est cet état. Pendant le cours de la révolution, les propriétés du clergé et des anciennes corporations ont été vendues, et sont passées entre les mains de six cent soixante-six mille acquéreurs; quatre cent quarante mille particu-

liers ont acheté les biens de vingt-sept mille familles d'émigrés; ceux des communes ont fait l'objet de cent dix mille ventes; enfin cent mille hectares de bois domaniaux ont été vendus depuis la restauration, c'est-à-dire qu'en résultat, par l'effet de toutes ces ventes, douze cent vingt-deux mille propriétaires nouveaux ont succédé à trente mille anciens propriétaires, sans parler des acquéreurs des cent mille hectares de bois et des divisions ultérieures que des successions ou de nouvelles ventes ont pu amener. On jugera, sans doute, que dans cet état ce n'est pas une concentration trop grande que nous avons à redouter; la division a produit tout l'effet qu'on pouvoit en désirer; la France a sans contredit assez de petites propriétés; elle a assez de propriétés moyennes; peut-être quelques grandes propriétés de plus lui seroient nécessaires. Toujours est-il que l'état actuel a produit une telle aisance pour les citoyens, une telle sécurité pour le Gouvernement, un tel développement dans notre industrie, une telle activité dans notre commerce, que nous devons désirer de le maintenir sans altération. A son maintien, d'ailleurs, est lié celui de nos institutions politiques. La monarchie tempérée, sous laquelle nous avons le bonheur de vivre, ne sauroit en effet se passer de l'influence de la grande propriété, de ce lien nécessaire qui rattache les unes aux autres les diverses parties de l'édifice social, de cet appui indispensable du trône et des libertés publiques, que la division indéfinie des fortunes laisse dans l'isolement, la faiblesse et l'abandon. La culture elle-même perdrait plus qu'on ne paroît le croire au morcellement des grands héritages. Le petit propriétaire cultive mieux sans doute, et tire

un plus grand parti de la terre qu'il travaille lui-même; mais aussi il cultive plus chèrement, et s'il compare ce que lui coûte de travail l'arpent qu'il possède, avec ce qu'il coûte au grand propriétaire, on verra que la bêche coûte plus cher que la charrue, qu'il en est de la culture comme de toutes les industries, et que plus elle est restreinte dans son objet moins elle est profitable. D'un autre côté, ce n'est pas la petite propriété mais la grande qui approvisionne les marchés, et ce sont les denrées portées au marché qui alimentent la population des villes et toute la partie industrielle de la nation. La petite propriété multiplie sans doute la population, mais cet excédant de population absorbe tous les produits de la terre qui la fait naître, et il ne reste plus rien pour subvenir aux besoins du reste de la société. Dans les années fécondes, le petit cultivateur, forcé de conduire au marché des denrées que sa position ne lui permet pas de conserver, concourt immédiatement à leur dépréciation. Dans les années stériles, comme il n'a aucun approvisionnement, il souffre, il contribue à l'épuisement des marchés, à la hausse du prix, et la subsistance du peuple est compromise. Cette considération est grave, sur-tout en France où la consommation des céréales est si étendue. Mais on l'a déjà dit, c'est sur-tout sous le rapport de nos institutions politiques que le morcellement est à craindre. Dans une république le morcellement indéfini est indifférent; peut-être même est-il favorable au principe de ce gouvernement. Il est également sans danger pour le despotisme d'un seul ou de plusieurs. Celui qui veut gouverner sans règle et sans résistance peut bien s'entourer de quelques fa-

milles privilégiées où les fortunes se conservent par des
 substitutions perpétuelles, mais il doit vouloir que
 tout le reste soit confondu dans la même nullité. La
 monarchie, au contraire, a besoin, pour se lier à tous
 les intérêts, de s'entourer de familles formées en quel-
 que sorte à son image, associées à son sort, attachées
 au sol, et par conséquent toujours intéressées à la
 tranquillité du pays. On a cherché à inquiéter la
 Chambre sur la formation de cette espèce d'aristocra-
 tie, qu'on a représentée comme pouvant rivaliser avec
 la Pairie et diminuer son influence. La Chambre est
 trop éclairée pour ne pas repousser toute crainte de ce
 genre. Où sont donc en effet en France les éléments
 de ces grandes existences provinciales qui pourroient
 faire ombrage à la Chambre? Ces éléments n'existent
 nulle part avec la force et l'intention qu'on suppose,
 et si de pareilles existences venoient à se former, loin
 d'engager une lutte trop inégale avec la Pairie elles ne
 manqueraient pas de la considérer comme le but vers
 lequel elles devroient tendre. Si, au contraire, en pro-
 tégeant la division on isole toutes les institutions, si
 l'on fait ensorte qu'au milieu des débris de la propriété
 il ne reste debout que le trône et la Chambre, on peut
 craindre que la jalousie, excitée contre ces deux pou-
 voirs par une prééminence sans intermédiaire, ne
 nous remène bientôt dans les sentiers de la révolution.
 Tout marche à ce but avec la division indéfinie des
 propriétés; la richesse mobilière est un faible rempart
 contre les troubles et le bouleversement. Que devien-
 nent, sans la conservation des propriétés, ces institu-
 tions départementales et municipales que l'on réclame
 avec tant de force, et qui ne peuvent être organisées

d'une manière utile qu'autant qu'il existe pour les composer des familles aisées, attachées à la localité, et en position de consacrer leur temps à des fonctions gratuites? Que deviendrait le Gouvernement de la Charte lui-même lorsque par le défaut d'électeurs et d'éligibles la France se trouveroit réduite à user, dans la plupart des départements, de la faculté, laissée par l'article 39, de compléter le nombre de cinquante éligibles en prenant parmi ceux qui ne paient pas 1,000 f. d'impôt? Tel seroit l'effet inévitable du morcellement s'il continuoit. Tel est le danger que le projet a pour but de prévenir. Cependant on le repousse, on voudroit du moins l'ajourner si cela étoit dans les formes parlementaires, et la raison principale de cette résistance est l'impopularité de la mesure, les nombreuses pétitions faites contre le projet. A cet égard, une seule observation suffit. Le devoir des Chambres n'est pas de se laisser conduire aveuglément par de semblables moyens; elles doivent écouter les pétitionnaires et les juger, mais elles ne peuvent négliger pour leur complaire l'intérêt général. Qu'il soit permis à cet égard aux Ministres, à qui l'on donne si souvent des leçons, de hasarder une réflexion qui n'est pas sans importance. Si ces innombrables pétitions, présentées souvent par des citoyens qui ignorent le sujet qu'elles traitent ou qui ont des intérêts particuliers opposés à l'intérêt général, sont un des inconvénients nécessaires de notre gouvernement, il faut les tolérer en considération des avantages que nous procure cette forme de gouvernement. Leur multiplicité, loin d'être un motif d'ajournement, en seroit un au contraire de hâter la décision. Tout ce bruit cessera dès que la loi aura parlé. Ja-

mais
lité, e
mêm
que c
aband
scienc
ces va
les co
ront à

mais la France n'a joui de plus de véritable tranquillité, en dépit de ces vaines et fausses déclamations; de même que jamais nos temples n'ont été plus fréquentés que depuis qu'on a fait tant d'efforts pour les faire abandonner. La Chambre prononcera, selon sa conscience et dans l'intérêt général, sans s'inquiéter de ces vaines démonstrations, et le Ministre espère que les considérations qu'il vient d'exposer la détermineront à voter le projet de loi qui lui est soumis.

PRESSIONS

3^e 39.

1826.

in
qu
lu
qu
pa
qu
cr

bl
d'
en
n'a
pu

et
co

CHAMBRE DES PAIRS.

QUESTIONS

87 39.

1826.

Séance du 3 avril 1826.

OPINION

DE M. LE DUC DECAZES

SUR le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

MESSIEURS,

Dans toutes les sociétés, de grandes influences sont indispensables pour balancer celle du pouvoir, en quelques mains qu'il soit placé, et pour le défendre lui-même autant de ses propres passions que de celles qu'il a le devoir de comprimer, autant de son propre parti, s'il a le malheur d'en avoir un, que du parti qu'il a eu à combattre pour s'élever, et dont il peut craindre encore la malveillance.

Ces influences sont plus nécessaires dans les républiques que dans les monarchies. L'histoire offre peu d'exemples d'états populaires bien gouvernés et ayant eu quelque étendue de territoire et quelque durée, qui n'aient tiré leur principale force d'une aristocratie puissante.

Là, où le pouvoir est remis à une multitude aveugle et facile à séduire, ce pouvoir a bien plus besoin de contre-poids et de résistance, que lorsqu'il est aux

moins d'une autorité unique, qui, avec moins de passions, a plus d'intérêt à être juste, parcequ'elle a plus à perdre à ne l'être pas, et qu'elle peut moins impunément s'égarer.

Et, si cette autorité, déjà tempérée par le caractère et les mœurs politiques de la dynastie régnante et de la nation elle-même, entre lesquels une sorte de sympathie de sentiments et de conscience publique, avoient établi, sans charte écrite, des règles et des droits réciproques, consacrés par le temps, la possession et la bonne foi; si cette autorité, dis-je, s'est imposé à elle-même des limites constitutionnelles; si elle a placé entre elle et le peuple, pour les éclairer l'un l'autre et les défendre, des corps intermédiaires, gardiens indépendants et garants mutuels des droits et des intérêts de la nation et du trône, l'heureux pays qui jouit de telles institutions, sous de tels princes, ne sauroit sans doute souhaiter l'appui d'influences protectrices, plus efficaces que celles de ces institutions mêmes; et nulle part, une autre aristocratie que celle des pouvoirs constitués ne fut moins nécessaire.

Mais ces pouvoirs ne seront véritablement constitués que si, coordonnés entre eux, ils le sont encore avec les principes de la société, s'ils représentent réellement et complètement les intérêts du pays; s'ils sont les organes fidèles mais éclairés de l'opinion, non de celle qui naît des impressions plus ou moins vives, plus ou moins profondes, mais passagères que l'ame peut recevoir, et qui, quelque honorable que soit souvent leur source, ne survivent pas d'ordinaire au moment qui les a produites; mais de l'opinion qui exprime les besoins et les mœurs, expressions, elles-mêmes,

des intérêts et du caractère des nations ; de cette opinion qu'une administration sage modère et modifie quelquefois en l'éclairant, mais qu'elle ne méconnoît jamais ; avec laquelle il faut souvent transiger, alors même qu'elle s'égare ; que l'on comprime un jour, mais qu'on ne contient pas plus que le torrent auquel des mains imprudentes osent opposer des barrières, sans avoir su d'avance lui préparer un autre cours.

Établis sur ces bases, animés de cet esprit, de tels pouvoirs suffiront au pays qui aura le bonheur de leur avoir confiées destinées ; ils constitueront la seule aristocratie compatible avec leur indépendance, avec celle du peuple et du Trône même.

Mais s'ils sont, s'ils doivent être les seuls intermédiaires constitutionnels entre le peuple et le Trône, il peut encore moins en exister entr'eux et la nation qu'ils représentent. Car, si la représentation n'est pas directe, elle est incomplète et fictive ; s'il y a quelque chose entre le représentant et le représenté, la délégation n'a plus de garantie, le mandat n'a plus de réalité.

Toute interposition entre le Trône et les Chambres, entre les Chambres et le peuple, seroit aussi funeste au Trône qu'au peuple, aussi contraire aux libertés de la nation qu'à l'indépendance de la Couronne, qui a besoin d'être défendue des factions, bien plus que des masses, quelquefois égarées, jamais hostiles, et trop intéressées à la justice pour s'en écarter longtemps sciemment.

Rien de stable, rien de solide, ne peut être établi que sur les intérêts, et ceux des masses sont toujours les mêmes que ceux du Trône. Aussi le Trône et les

masses sont-ils réciproquement l'un à l'autre leur seul recours contre l'oppression ; mais ce recours seroit nul pour tous deux , s'ils devoient nécessairement trouver toujours entr'eux les mêmes éléments d'oppression contre lesquels ils chercheroient un appui.

Il seroit vain, sur-tout, pour le prince qui en appelleroit inutilement à son peuple, si d'autres organes que ceux du peuple même avoient usurpé le pouvoir de répondre à cet appel, si l'élection avoit été constituée en une sorte d'aristocratie héréditaire, et si transmise, comme un fief d'un nouvel ordre, elle devenoit le droit presque exclusif de quelques familles, qui, privilégiées dans l'État, seroient amenées par la nature même et l'effet du privilège, à y former un corps séparé, étranger aux opinions, aux besoins et aux intérêts du moment, représentant une partie de la nation, et non la nation elle-même ; le passé, et non le présent ; conservant l'esprit de son origine, des préjugés héréditaires et des prétentions, source féconde de divisions et de discordes. Autant l'hérédité est nécessaire à votre indépendance, Messieurs, à votre constitution, fondée sur la durée, autant elle est contraire au principe de la Chambre élective, qui doit être mobile comme son existence, comme la volonté du Prince qui l'appelle, comme la confiance du peuple sur laquelle elle repose. Si directement ou indirectement, de près ou de loin, dans son tout ou dans ses parties, par l'hérédité des éligibles ou l'hérédité des électeurs, résultat des substitutions, des majorats ou des préciputs, l'hérédité pouvoit s'établir dans l'autre Chambre, vous auriez cessé d'être, Messieurs, votre importance et votre existence même seroient détrui-

tes, le pays et le Trône seroient également asservis.

On cite l'exemple d'un peuple voisin, notre ancien et notre maître dans l'ordre constitutionnel; mais sa législation ne peut être divisée, Messieurs. Prises isolément, les institutions anglaises sont loin de la perfection; séparées des mœurs qu'elles ont formées ou par qui elles l'ont été, du caractère politique si admirable de la nation, des précédents sur lesquels elles s'appuient, qui les expliquent, les commentent, les modifient, et souvent font sortir d'un principe vicieux des conséquences utiles et conservatrices, beaucoup d'entre elles seroient funestes à l'Angleterre même, et sur-tout inapplicables à quelque autre gouvernement que ce fût.

En Angleterre, sans doute, le nombre des propriétaires est restreint; il tend même, assure-t-on, à l'être davantage d'un jour à l'autre; mais les droits politiques sont-ils menacés d'une progression descendante semblable? Non, sans doute, puisque ces droits ne dépendent pas exclusivement de la propriété. Si la fortune immobilière est en Angleterre comme un à quatre à la fortune mobilière, elle conserve la même proportion dans l'exercice des droits politiques. S'il n'y a que cent mille, possesseurs de terres, sur douze millions d'individus, il n'y a qu'un nombre égal d'électeurs-propriétaires, parmi les quatre cent mille électeurs du royaume.

Demandez aux partisans les plus déclarés du système de succession dans ce pays, ce qu'ils en penseroient, s'il étoit lié comme le nôtre au gouvernement et aux libertés politiques; si cette tendance, qu'on lui envie, à la concentration des propriétés et à la mul-

tiplication des pauvres, qui en est la suite, entraînoit en même temps la concentration des droits politiques; si les cadets exclus du partage des terres, l'étoient également de toute participation au droit d'élire et d'être élus; si, quelle que fut l'influence de l'illustration, de la fortune, du patronage de leur famille; si quelque capacité, quelques lumières qu'ils pussent avoir, eussent-ils le génie des Pitt et des Fox uni à l'éloquence des Canning, portassent-ils le nom de Russel de Somerset ou de Simours, la porte de la Chambre élective (interdite à la richesse même, jusqu'à quarante ans) leur étoit à jamais fermée, par cela seul qu'ils ne posséderoient pas une portion notable de ces mêmes terres que la loi leur ôteroit cependant les moyens de posséder; et si, pour toute compensation, au lieu de ces nombreuses carrières que l'état ecclésiastique richement doté, la marine, l'armée, le gouvernement de tant de royaumes dans les Indes, de tant de possessions disséminées sur le globe, un commerce et une industrie dont les débouchés ne connoissent de bornes que celles de l'univers; si, dis-je, au lieu de ces carrières ouvertes à tous les sujets britanniques, sans distinction de classes, d'opinions ou de parti, s'ils n'avoient à offrir à leurs enfants puînés, déshérités de la propriété et de la politique, qu'une sous-lieutenance, une place de commis, ou une succursale de 800 francs?...

La réponse de l'Angleterre entière seroit, n'en doutez pas, qu'elle croiroit avoir perdu ses libertés, le jour où elle auroit été contrainte, par impossible, à recevoir le joug d'une telle loi, qu'heureusement pour elle, il ne seroit pas plus dans l'intérêt de la couronne, qu'en son pouvoir de lui imposer.

Le
des t
moin
parce
tôt in
cette
qui r
sultan
en F
dixiè
suite
prop
elle t
mens
core
fluen
pinic
Un
vant
à un
celle
peup
garan
respo
Un
distin
d'aill
que
nom
tère
redo
sieur

Le peuple anglais voit sans effroi la concentration des terres, parceque la propriété territoriale est la moindre des sources de sa prospérité et de sa richesse; parcequ'elle n'est pas un besoin pour la population plutôt industrielle et commerçante qu'agricole; parceque cette concentration est sans conséquences politiques, qui ne soient toutes favorables aux libertés. Son résultat, en effet, Messieurs, n'est pas, comme le feroit en France la loi proposée, de réduire de quelques dixièmes le nombre des propriétaires moyens et par suite celui des électeurs et des éligibles; de faire des propriétaires plus ou moins aisés, et fort peu de riches; elle tend, au contraire, à agrandir des terres déjà immenses, à en former de nouvelles, plus étendues encore, à créer de grandes notabilités, de puissantes influences indépendantes de l'autorité, mais jamais de l'opinion et de l'intérêt des masses qui font toute leur force.

Une telle aristocratie, grande, forte et élevée, pouvant sans doute, devant même ne pas être étrangère à une noble ambition, à la plus généreuse de toutes, celle de gouverner, loin de donner de l'ombrage au peuple, lui présente, comme au Trône, les plus solides garanties, et obtient de lui hommages, confiance et respect.

Une telle aristocratie, toute de patronage, caractère distinctif de l'aristocratie anglaise; tout individuelle d'ailleurs, et si peu constituée en corps et en parti, que les grands seigneurs sont presque en aussi grand nombre dans l'opposition que dans les rangs du ministère, n'est pas, non plus, celle que la France pourroit redouter, et qu'elle repousse. Ce qu'elle craint, Messieurs, ce qu'elle auroit raison de repousser, ce seroit

une aristocratie, telle que celle de cent écus ou de mille fr., à peine indépendante du besoin, bien loin de l'être du pouvoir, et pour ambition singulière, prétendant à une recette, ou à une sous-préfecture, au monopole des bureaux de tabac, ou à celui des perceptions; une aristocratie étroite, instrument dangereux pour le pouvoir, mesurant ses prétentions à sa médiocrité même, mettant par-tout ses intérêts à la place de ceux de l'autorité, lui prêtant ses préjugés, ses passions auxquelles elle l'entraîneroit trop souvent peut-être, et malgré elle, à sacrifier.

Mais autant la France redoute une telle suggestion, autant elle honore l'illustration que les services rendus, la confiance du Prince, une grande fortune employée à faire le bien, recommandent à son estime.

Quel est celui des nobles serviteurs de nos Princes, encore exilés et proscrits, qui en rentrant isolé, dépouillé de ses biens, de ses titres, de son influence, dans cette patrie qu'il lui eût été pardonnable, peut-être, d'accuser de son malheur, et qu'il n'avoit pour pas tant cessé d'aimer, n'y a pas trouvé égards, intérêt, respect même? Dans quel lieu, les grands noms d'un Montmorency, d'un la Rochefoucault, d'un Richelieu, ont-ils été prononcés, lorsqu'ils ont pu l'être, à la première lueur d'un rayon de liberté, sans être entourés de déférences et d'hommages? C'est qu'il n'est pas un Français, Messieurs, qui ne regarde et ces noms et les nobles familles qui les portent et les glorieux souvenirs qu'ils rappellent comme une propriété de la patrie, comme une gloire qu'il revendique avec orgueil pour elle. C'est que ce peuple tant calomnié peut être égare, trompé un moment, mais qu'il revient toujours à la jus-

tice et à la vérité; qu'il se souvient, ce que chaque jour encore lui rappelle, que, dans nos mœurs, la bienveillance et l'aménité ont toujours été les attributs des grandes supériorités sociales, qui, au-dessus des petites passions et des petits intérêts de la vanité parvenue, apprennent auprès d'un trône entouré de tant d'amour, à apprécier le bonheur de faire le bien et d'être aimé.

Et n'êtes-vous pas vous-mêmes, Messieurs, une preuve et un exemple de ce besoin du peuple d'être reconnoissant et d'être juste, et de l'admirable discernement avec lequel il apprécie les difficultés, juge les positions et fait la part des devoirs? Loind'imiter l'exigeance des partis que rien qu'un aveugle entraînement à les servir ne peut satisfaire, voyez comme il vous sait gré de la mesure même que vous apportez jusque dans le bien, lorsqu'il reconnoît les nécessités auxquelles vous avez dû sacrifier l'espoir d'un mieux incertain! Voyez comme il honore cette noble indépendance de votre caractère, qui, tout en apportant dans l'examen des actes du pouvoir la bienveillance que vous lui devez, ne vous laisse jamais sacrifier à ce sentiment et à la crainte même de déplaire, les grands intérêts qui vous sont commis! Voyez avec quelle confiance et par quelles mains il vous adresse les nombreuses réclamations que le projet de loi a soulevées de tous les points de la France! A peine ce grand citoyen, dont le nom recevra un jour de lui une illustration non moins grande peut-être que celle qu'il en a reçue lui-même, vient-il de quitter la retraite à laquelle l'industrie, les hospices, les prisons, l'humanité tout entière, le redemandoient comme nous, que c'est à lui que les interprètes de

l'opinion des notables d'une des villes les plus importantes de notre commerce remettent le soin de vous présenter leurs alarmes, confiées par d'autres aux Choiseul, aux de Broglie, aux Dambray et à ce que vous avez tout de plus illustre dans tous les rangs et dans toutes les opinions.

Et quelle réponse, Messieurs, que cette confiance et ces hommages rendus à l'aristocratie de la Charte, à l'aristocratie royale, si je peux parler ainsi, à la seule aristocratie monarchique et constitutionnelle, quelle réponse, dis-je, à ces craintes de je ne sais quelle démocratie *coulant à plein bord*, dont notre noble rapporteur nous a entretenus, *de cet esprit de républicanisme prêt à tout envahir*, dont un savant magistrat vient de nous menacer dans un écrit d'ailleurs remarquable par la bonne foi et les lumières qui distinguent tout ce qui sort de la plume de son auteur, alors même qu'il s'égare, et auquel nous devons un ouvrage distingué sur l'Angleterre, M. le conseiller Cottu.

Certes, confiance n'eût jamais été plus mal placée, si celle mise en vous, l'étoit par un peuple *ennemi des institutions sur lesquelles repose le Trône*, en souhaitant au fond du cœur la destruction, appelant de ses vœux secrets une autre forme de gouvernement, et prêt à voir tomber avec indifférence le Trône de ce Roi législateur qui lui fut si cher et qu'il pleure encore quoiqu'il le voie revivre dans son successeur.

Mais c'est qu'aussi, Messieurs, jamais peuple ne fut plus méconnu. S'il étoit ami des révolutions, que pourroit-il désirer de mieux que le retour à l'ordre de choses qui les a déjà amenées? Pourquoi combattroit-il un projet de loi dont le résultat le plus

certain est la division des familles, le mécontentement du plus grand nombre, qui attaque dans ses intérêts, blesse dans son amour-propre les quatre cinquièmes de la population; un projet de loi qui a pour but avoué de déshériter d'une partie de la propriété et du sol, des droits politiques et de la participation aux affaires de leur pays, plus de la moitié des citoyens; un projet de loi, enfin, qui, à lui tout seul, seroit une véritable révolution, et dont la présentation même en a déjà fait une si fâcheuse dans la société et dans les familles?

S'il étoit ennemi de nos institutions, pourquoi cet empressement à les invoquer et à les défendre? Pourquoi ces alarmes, ces expressions unanimes des craintes publiques, lorsque quelques unes de ces institutions ont paru attaquées? Pourquoi, Messieurs, à l'époque d'un avènement auguste, cet enivrement d'amour et joie, au milieu de la douleur publique, lorsque de mémorables paroles, gravées désormais dans tous les cœurs, apprirent à la population, en deuil d'un père, qu'elle l'avoit retrouvé tout entier; qu'héritier de son amour pour son peuple, l'héritier de son Trône étoit aussi de ses serments et des sentimens qui avoient dicté cette Charte dont il a su et voulu, lui aussi, faire un de ses plus beaux titres de gloire? Qui fut témoin de ce grand jour, Messieurs, sans être attendri et sans s'enorgueillir d'appartenir à un tel peuple et à de tels rois; sans sentir que les liens qui les unissent sont à jamais indissolubles, que rien ne sauroit les altérer, qu'il ne seroit en aucun pouvoir humain de les rompre?

Mais si je crains, Messieurs, une aristocratie orga-

nisée, si je m'oppose à la formation légale, que je crois anti-constitutionnelle, d'un corps nouveau dans l'État, ce n'est pas que je repousse les influences locales justement acquises, la noblesse de la Charte, l'aristocratie du mérite, fondée sur l'estime publique. S'il est des noms illustres qui appartiennent à toute la France, il en est qui, pour être moins historiques, n'en sont pas moins chers aux provinces qu'ils ont honorées et qui s'en honorent. Leur influence ne peut être que salutaire au trône, si elle est naturelle; si elle ressort, non de privilèges que la loi leur auroit concédés malgré la Charte, mais de la confiance qu'ils savent inspirer, et qu'un si grand nombre possède à tant de titres; du bien qu'ils font, des services qu'ils rendent, de la clientèle qu'ils se seront formée; si étrangers aux partis, abjurant toutes les haines, s'efforçant d'effacer les traces de nos anciennes divisions, de ramener au Roi les esprits égarés, s'il en est encore, et, comme lui, ne voyant dans tous les Français que les enfants d'un même père, les frères d'une même famille, ils bornent leur ambition à n'être que les aînés de cette famille, sans autre préciput que celui que l'opinion et la bienveillance publique ne manqueront jamais de leur accorder, s'ils savent le mériter.

Le peuple, loin d'être tourmenté du besoin d'un nivellement et d'une égalité sociale qui ne peut exister, il le sait, est entraîné, par un sentiment presque universel, vers les supériorités de tout genre qui s'offrent à son estime, qui parlent à son cœur ou à son esprit. De là, peut-être, sa trop grande facilité à recevoir des impressions qui ne sont pas les siennes, et à se laisser entraîner, hors de ses sentiments propres, à des idées et des opinions

oppos
et la v
rabie
rame
jours
chan
cilité
en us
rité
tente
l'emp
chess

Da
degr
au d
obte
de so
miss
chéc
ce p
mes

N
gou
har
par
resp
con
cap
à n
ma
rien
obj

opposées à ses vrais intérêts et à ses besoins, auxquels et la vérité, et la force des choses, et un instinct admirable qui lui est propre, finissent tôt ou tard par le ramener. De là, aussi la facilité qu'a eue et qu'aura toujours une autorité éclairée, voulant le bien et le sachant faire, à nous conduire et à nous gouverner; facilité qui dégénérerait trop aisément, il faut le dire, en usurpation de nos libertés politiques, si cette autorité étoit assez peu instruite de ses intérêts pour la tenter, et assez habile pour se la faire pardonner, en l'employant au plus grand développement de la richesse publique et de la prospérité matérielle.

Dans quel pays, en effet, l'autorité dans tous ses degrés, depuis le trône, dont tout s'émane, jusques au dernier échelon des délégations royales, a-t-elle obtenu, obtient-elle plus de respect, de déférence et de soumission? Mais, Messieurs, si cette prompte soumission a pu aller quelquefois, à une époque rapprochée de nous, jusqu'à fatiguer le pouvoir; malheur à ce pouvoir, si elle ne l'avertit de n'en pas abuser sans mesure, et si elle ne lui apprend à s'arrêter.

Notre nation a besoin d'être gouvernée; mais d'être gouvernée par les lois et avec elles; par des lois en harmonie avec ses mœurs, ses besoins et ses intérêts; par des lois qu'elle respecte et qu'elle aime. Et quel respect aura-t-elle pour ses lois, Messieurs, quelle confiance pourroient-elles lui inspirer, si, fruit du caprice, ouvrage du moment, nées d'hier et destinées à ne pas survivre à l'impression, loyale sans doute, mais erronée qui les a conseillées, elles ne peuvent rien pour l'avenir et ne sont pour le présent qu'un objet d'inquiétude et de trouble?

Sans doute, lorsque quelques unes de ces lois blessent les intérêts du pays, compromettent son existence, mettent le trône en danger, elles doivent être changées; mais il faut du moins que ce danger soit imminent, ou qu'il soit certain s'il est éloigné, et que la nécessité du changement soit évidente, si elle n'est urgente.

L'urgence et l'évidence sont-elles démontrées, ici, Messieurs? je ne le pense pas.

En présentant une loi destinée à porter remède à un mal grave qu'il nous signale, le ministère avoit devoir de nous prouver l'existence de ce mal, de nous en faire connoître toute l'étendue. Il ne s'agit de rien moins que de changer une des lois les plus importantes de la société, une loi qui touche aux plus grands intérêts des familles; de substituer à ses dispositions une disposition contraire à nos mœurs, M. le Garde des sceaux le reconnoît et l'avoue avec une franchise qui l'honore, une disposition que les habitudes repoussent, qui blesse tous les sentiments naturels, qui est destinée à porter la désunion, si ce n'est dans toutes, du moins, et il faut bien le reconnoître, dans un nombre plus ou moins grand et toujours trop grand de familles. La conviction la plus profonde, la connoissance la plus positive des faits et des causes dû, a pu seule motiver une si grande détermination. Ces faits et ces causes, nous avons le droit, parceque nous avons le besoin de les connoître; cette conviction, nous ne la pouvons partager qu'en appréciant les éléments sur lesquels elle s'est appuyée.

Et cependant on ne nous en présente aucun de ces éléments, Messieurs. Le temps a manqué, nous dit-on,

pour
de ch
de la
ces e
S'il n
perso
pas d

On
intér
porte
laque
noitr
tion
quin

Il
cela
l'écla
pour
est te
qu'il

Le
tère
les r
préo

Q
indép
sition
subst
des p
silen
un n
prosp

pour se les procurer. Mais, qui empêchoit le ministère de choisir, de retarder le moment de la présentation de la loi? Son premier intérêt n'étoit-il pas de réunir ces éléments? Ne devoit-ce pas être son premier soin? S'il ne croyoit pas en avoir besoin pour sa conviction personnelle, peut-être trop facilement formée, n'a-t-il pas dû penser que nous les demanderions pour la nôtre?

Où étoit l'urgence? pourquoi dans une matière qui intéresse l'universalité des citoyens, n'a-t-il pas apporté cette prudente lenteur, cette sage réflexion avec laquelle M. le Ministre de l'intérieur nous a fait connoître qu'on s'occupoit de la réforme de la législation des majorats, qui, cependant, date à peine de quinze ans, et ne régit pas quatre cents familles.

Il a été averti par la voix publique, nous a-t-il dit, et cela a dû lui suffire! Si la voix publique suffit pour l'éclairer, ne se prononce-t-elle pas assez en ce moment pour lui faire connoître l'erreur grave dans laquelle il est tombé? Il la croit égarée aujourd'hui; mais celle qu'il a écoutée, ne pouvoit-elle pas l'être aussi?

Les faits seuls n'égarent pas, Messieurs. Le ministère n'a pu se les procurer... Mais je crois que dans les recherches qu'il a faites, il s'est laissé arrêter et préoccuper par des obstacles faciles à surmonter.

Qu'avoit-il à demander et à trouver? Deux choses, indépendamment des notions nécessaires sur les dispositions de préciputs faites depuis dix ans, et sur les substitutions: la première, quel avoit été le mouvement des propriétés depuis l'établissement du Code civil, et s'il en étoit résulté une division considérable de terres, un morcellement funeste à la richesse du pays et à la prospérité des familles: la seconde si l'égalité des

partages , en diminuant d'une manière notable le nombre des électeurs , compromettoit le plus important de nos droits politiques.

Sur le premier point, les rôles lui offroient un moyen facile de s'éclairer, autant qu'on pouvoit l'être. L'excellent travail du noble Duc, aujourd'hui gouverneur de la Banque de France, qui, avec le noble Comte que la Chambre regrette si vivement de ne plus voir à la tête de la commission d'amortissement, a le premier rétabli l'ordre dans les finances de ce pays, nous a fait connoître qu'elle étoit, en 1815, la situation des choses. Si le morcellement a été, depuis cette époque, dans une progression effrayante, le nombre des cotes foncières a dû s'accroître dans sa même progression, et il n'est pas un directeur des contributions qui ne puisse, en bien peu de jours, en fournir à M. le Ministre des finances l'état comparatif, année par année. Avant notre vote même, il pourroit l'obtenir pour les dix départements qui environnent Paris, et ce travail suffiroit pour faire juger comparativement la situation du reste du royaume, tandis que les matériaux isolés et choisies que vient de nous présenter M. le Ministre des finances ne prouvent rien pour l'ensemble du pays.

Je sais que les conséquences qu'on pourroit déduire du travail même que je demande ne seroient pas absolues. De nombreuses causes passagères, ou qui ne sont pas toutes destinées à se reproduire, telles que la vente des biens communaux, celle d'une quantité plus ou moins considérable des bois de l'état, les opérations du cadastre, qui ont fait connotre un grand nombre de mutations de propriétés

échappé
un se
ont d
que e
si sag
nant
au m
de ch
quen
et to
vagu
bliqu
Ce
beau
de no
rer, n
le ch
pour
viroi
sieur
parti
conn
comm
Ce
comm
livre
plus
cérés
deux
a for
le pl
class
N

échappées aux agents du fisc, sur-tout la réunion en un seul des rôles des quatre contributions directes, ont dû augmenter le nombre des articles du rôle unique existant aujourd'hui, pendant que le soin prescrit si sagement de réunir en une seule les cotes appartenant au même propriétaire, a dû les diminuer; mais, au milieu de ces causes contraires, et en faisant la part de chacune d'elles, il sera facile de tirer des conséquences probables, d'avoir un résultat approximatif, et toujours plus certain, du moins, que des notions vagues, fondées sur ce qu'on a cru être la voix publique.

Ce travail, facile pour le Gouvernement, l'étoit beaucoup moins pour les individus; cependant chacun de nous pouvoit, plus ou moins aisément, se le procurer, non pour les détails, cependant si utiles, mais pour le chiffre total; non pour la totalité de la France, mais pour un point particulier qui, une fois connu, serviroit d'appréciation pour les autres. Je l'ai fait, Messieurs, en partie pour l'arrondissement qui m'est plus particulièrement connu, à la prospérité duquel la reconnaissance et tous les sentiments de la nature me commandent de porter un intérêt plus spécial.

Cet arrondissement, qui est composé de cent trente communes, qui verse au trésor près de 2 millions, est livré à la petite culture; celle de la vigne entre pour plus des quatre cinquièmes dans son revenu; celle des céréales ne suffit pas à sa consommation. Il n'y a pas deux terres de plus de 30,000 francs de rente; il y en a fort peu de 15; un très petit nombre s'élevant à 10; le plus grand allant de deux à 5 dans la classe aisée. La classe si utile des fermiers y est presque entièrement

inconnue, l'industrie manufacturière presque nulle; à un petit nombre près, tous les habitants y sont propriétaires. L'amour de la propriété y est poussé au plus haut degré: chez les pères comme chez les enfants, chez les riches comme chez les pauvres, elle est le sentiment et le besoin dominant; la population s'augmente sensiblement, la main-d'œuvre s'y maintient par-tout à un prix moyen; les ouvriers manquent aux besoins de l'agriculture plutôt que le travail aux ouvriers. Le partage égal des successions y est la règle la plus commune et la plus générale; là, comme dans la grande majorité des autres arrondissements de France, les personnes aisées y disposent rarement de la portion disponible. Les exemples en sont si peu fréquents, que je n'en sais pas un seul autour de moi, dans aucune classe de la société, les paysans exceptés; et pour ceux-ci ce n'est pas du préciput entier qu'ils disposent, lorsqu'ils le font, mais de telle ou telle pièce de terre, de telle ou telle quotité de leur succession; non par préférence habituelle, au profit de leur aîné, mais le plus souvent par reconnaissance pour celui de leurs enfants qui est resté auprès d'eux, qui a partagé leurs travaux, qui a soigné leur vieillesse; disposition alors qui est le véritable acquittement d'une dette.

Eh bien! dans cet arrondissement, loin qu'il y ait eu morcellement dans les dix années qui viennent de s'écouler, il y a eu agglomération. En 1815, le nombre des articles des rôles s'élevait à quarante-deux mille et quelques cents, et en 1825, par une diminution annuelle et successive, ce chiffre se trouve réduit à près de quarante mille; de sorte que l'agglomération en dix ans a été de deux mille cotes, environ, ou de deux quarantièmes.

Je ne prétends pas qu'il en ait été ainsi dans tous les autres arrondissements du royaume; cependant les autres renseignements isolés que quelques uns de nos collègues ont eu la bonté de me fournir, sont loin d'être contraires à l'exemple que je viens de citer.

Quelques arrondissements offrent absolument le même résultat; je ne les cite pas, parceque, étranger aux localités, je ne peux pas apprécier les causes qui y opèrent, et que ces causes peuvent seules nous éclairer. D'autres présentent, j'en conviens, une augmentation des cotes, mais une augmentation de quelques milliers d'articles seulement pendant onze ans, et partout on m'a fait remarquer qu'elle étoit principalement due au cadastre, à la vente des biens communaux, à celle des bois de l'État, et au morcellement dans les partages; non pas du morcellement qui naît de l'égalité entre les enfants, mais de celui qui résulte de l'usage des héritiers dans beaucoup de provinces, de ne pas partager par lots uniques, mais de diviser chaque pièce séparée en autant de petits lots qu'il y a de parties prenantes; usage funeste à l'agriculture, par la perte de temps; à l'ordre, par les nombreuses contestations que tant de limites communes font naître; usage sur lequel j'appellerai plus tard toute la sollicitude du Gouvernement et de la Chambre.

Mais je sais, et les aperçus que vient de vous communiquer le ministre auquel je succède, le démontrent, que des faits isolés ne prouvent rien; que cinq, dix, trente départements choisis dans toute la France pourroient donner l'idée la plus fausse de l'état des autres, que ce n'est que par un ensemble de faits que nous pourrions être éclairés.

Cet ensemble et ces faits, je les demande, je les

desire, je les appelle, prêt à modifier mon opinion s'ils sont contraires à ceux sur lesquels j'ai dû la former, ou s'il m'est démontré que j'ai tiré de ceux-ci des conséquences erronées. Je les souhaite d'autant plus, que les états que le Gouvernement aura à nous fournir contiendront nécessairement des détails et des divisions que l'autorité seule peut se procurer.

Il peut arriver en effet, j'en conviens, que dans quelques localités il n'y ait pas eu d'augmentation de propriétaires, et cependant division de grandes propriétés; que celles-ci aient diminué au profit des autres, et alors il seroit utile, ou du moins curieux de connoître, car alors la question seroit changée, si ce sont les cotes moyennes qui ont le plus profité de la diminution des grandes, ou si ce sont les cotes inférieures qui se sont accrues; comme il paroît que cela s'est passé dans le département que M. le Ministre des finances vient de nous citer. Il seroit aussi indispensable de savoir, pour approfondir complètement la question, si les cotes supérieures ayant diminué, celles d'entre elles qui ont échappé à la division n'ont pas gagné en quotité ce qu'elles avoient perdu en nombre; car alors il y auroit eu agglomération dans le sens du projet de loi; il y auroit eu, aux dépens de grandes propriétés, formation de plus grandes propriétés encore; si, par exemple, un terre de dix mille francs d'impôts s'est formée, comme cela arrive souvent, de cinq à six cotes de mille francs et au-dessus, en diminuant ainsi le nombre des éligibles. Il sera, aussi, bon de connoître dans quelle proportion les dégrèvements ont contribué à cette réduction des grandes cotes; car si ce dégrèvement a été du sixième, et il a été au-delà dans plusieurs départements, distinction importante à faire,

et que les électeurs à mille francs aient été au nombre de trois cents, ils auront dû être naturellement réduits à deux cent cinquante, au moins.

Mais ce qu'il est par-dessus tout important d'approfondir, ce sont les causes des mutations, et si celles-ci proviennent de l'égalité des partages, ou seulement des ventes; car si elles proviennent des ventes, le droit d'ainesse ne remédiera pas au mal, puisqu'on n'interdit pas à l'ainé le droit de vendre; de même que si la plus grande division est dans les cotes au-dessous de 300 fr.; comme vient de nous le dire M. le Ministre des finances, la loi qui ne règle que ce qui est relatif aux cotes supérieures à cette somme n'y obviendra pas, et manquera entièrement le but qu'elle se sera proposé.

Les états que le ministère pourra nous fournir devront, en même temps, nous faire savoir, quel est au juste le nombre des propriétaires en France; qui n'est rien moins qu'égal au nombre des cotes. Quel est le nombre d'hectares, en commune, et celui des parcelles par propriétaire; la quantité des dispositions de portion disponible faites depuis dix ans (le travail de la chambre des notaires de Paris prouve combien il sera facile à obtenir pour tout le royaume); celle des substitutions faites depuis le Code. Ils devront, enfin, contenir le nombre des électeurs et des éligibles et les variations qu'il a éprouvées depuis 1817, en distinguant celles qui proviennent des dégrèvements, de celles qui ont pu résulter de la division des propriétés; distinction sans laquelle il nous est impossible d'apprécier un des motifs les plus importants sur lesquels on appuie le projet de loi.

Si l'étoit vrai, en effet, Messieurs, que le partage égal des successions amenât insensiblement la diminution du nombre des électeurs et des éligibles déjà beaucoup trop restreint, il importeroit à l'État d'y chercher un remède, et nous devrions au Gouvernement de la reconnoissance pour une sollicitude si nationale.

Mais quelle preuve nous en apporte-t-on? Comme pour le morcellement des propriétés, cette preuve l'a-t-on trouvée impossible à faire? Je les avois crues toutes deux faciles; mais je le pense, sur-tout pour celle-ci. Il n'y a que deux ans que des élections générales ont eu lieu; les listes en ont été fournies par tous les départements; c'est quatre-vingt-cinq chiffres à additionner pour avoir le nombre des électeurs de 1823.

Les collèges électoraux de département ont été réunis en 1820; composés du quart des électeurs d'arrondissements, ils présenteront en les quadruplant le nombre de ceux-ci.

Trois des cinq séries des collèges ont été réunies depuis la loi de 1817 jusqu'à celle de 1820. Les listes existent.

Ces trois opérations rapprochées donneront des points de comparaison positifs.

En connoissant le nombre des électeurs en 1817, 1820, 1823, on jugera si ce nombre a diminué ou augmenté à chacune de ces trois époques.

Je sais que les réductions d'impôt, opérées pendant ces périodes de temps, ont produit des diminutions sensibles d'électeurs; mais il est facile de calculer à part ces diminutions.

Or, en les déduisant du compte à faire, je suis assuré que l'on trouvera que les électeurs, loin d'être

dimin
cru r
par l
tout l
et les
tions
n'eût
muta
ner
listes
rieur
élect
prés
peut
ment
dans
Chan
Ma
résul
gress
bles,
nesse
pens
roit l
dém
Ai
parta
trois
l'ain
surp
de tr
Ai
paya

diminués, se sont accrus. C'est du moins ce que j'ai cru remarquer au commencement de 1820, lorsque, par les ordres du Roi, j'ai fait former ces listes dans tout le royaume pour qu'elles pussent être affichées, et les réclamations admises long-temps avant les élections, et qu'au moment de celles-ci, l'administration n'eût plus à faire que les rectifications auxquelles les mutations de propriété, ou les décès, auroient pu donner lieu. A quatre ou cinq départemens près, ces listes étoient toutes parvenues au ministère de l'intérieur, et elles ont servi de base à la circonscription électorale, jointe au projet de loi que je fus chargé de présenter le mois suivant. M. le Ministre de l'intérieur peut aisément les consulter pour faire ces rapprochements, dont il trouveroit du reste aussi les éléments dans les procès-verbaux déposés aux archives de la Chambre des Députés.

Mais en supposant, contre ma conviction, que le résultat de ces recherches fût une diminution progressive dans le nombre des électeurs et des éligibles, indépendante des rédactions d'impôt, la loi d'aînesse y porteroit-elle un remède? Messieurs, loin de le penser, je crois au contraire que cette loi augmenteroit le mal, et la simple réflexion comme les calculs le démontrent. Quelques exemples pourront le prouver.

Ainsi, le bien d'un éligible payant 3,000 fr. d'impôt, partagé également entre les trois enfants, auroit fait trois éligibles comme leur père. Avec le préciput, l'aîné prélevant d'abord un quart, puis le tiers de surplus, héritera seul du droit d'être élu, et au lieu de trois éligibles, il n'y en aura qu'un.

Ainsi, dans l'état actuel de la législation, un électeur payant 1,500 fr., et ayant cinq enfants, auroit laissé cinq

électeurs à 300 fr. chaque. Avec le préciput, l'ainé réunissant le quart d'abord, puis le cinquième des trois quarts restant, sera électeur; mais les quatre frères l'eussent été également avec l'égalité des partages, et aucun d'eux ne le sera, au moyen du préciput légal, qui fera ainsi quatre électeurs de moins, sans faire un éligible de plus.

Je ne pousserai pas plus loin les applications; elles pourroient cependant être multipliées à l'infini; je ferai seulement observer que le droit que le projet de loi accorde à l'ainé, de prendre le préciput en corps de bien, rend encore les inconvénients que je viens de signaler plus graves.

S'il résulte de toutes ces observations, Messieurs, que la seule cause de la diminution des électeurs est le dégrèvement de la contribution directe, et que le droit d'ainesse, loin de diminuer le mal, l'augmentera; il en résulte aussi que le seul moyen d'y porter remède est de modifier cette base des droits électoraux, et d'établir, selon l'esprit de la Charte, que ces droits ne pourront pas dépendre des changements de rôle, mais seulement des mutations de propriétés; ne pourront pas dépendre du budget de l'État, mais de celui du contribuable; d'établir ces droits enfin, sur les revenus, et non sur les impôts que la Charte n'a pris et n'a pu prendre que comme expression et non comme principe, comme déclaration, et non comme restriction.

Si on ne recourt pas à ce moyen, ou à tout autre ayant le même résultat, chaque dégrèvement semblable à celui de cette année, décimera les électeurs et rendra l'exercice de ce premier de nos droits politi-

ques illusoire pour le plus grand nombre. Les dégrèvements successifs opérés depuis huit ans, y compris les 19 millions proposés pour cette année, s'élèvent, si je ne me trompe à environ 90 millions, c'est-à-dire à près du quart des contributions directes. L'électeur qui payoit 300 fr. en 1814, à l'époque où la Charte a pris cette base comme signe du revenu, en 1817, lorsque la loi des élections l'a établie pour minimum de la cote électorale, n'en paiera plus désormais que 225 ou 230. Le nombre des électeurs se trouvera donc réduit d'un quart, si l'on s'en rapporte à l'opération arithmétique, c'est-à-dire de 25,000, électeurs, en supposant l'existence de 100,000, en 1817. Mais comme les petites cotes sont infiniment plus nombreuses que les autres, ce n'est pas du quart, mais du tiers, et j'oserois presque dire de moitié, que sera la réduction. Le calcul en fut fait aussi, en 1820; il donnoit, si ma mémoire est fidèle, à-peu-près ce résultat; M. le Ministre de l'intérieur trouvera ce travail dans ses bureaux; mais les faits ont parlé depuis, ils seront bien plus positifs que les calculs; et j'ai démontré combien il étoit facile de les réunir et de les produire.

Quels qu'ils soient, ils doivent fixer la sollicitude que le ministère nous a montrée sur ce point important. J'espère qu'il sentira la nécessité d'apporter un remède à la cause réelle du mal, s'il lui est démontré, comme à moi, que celle qu'il lui attribuoit, et à laquelle il vouloit pourvoir, étoit imaginaire. Il est d'autant plus de son devoir et de son intérêt de s'en occuper, qu'il ne doit pas se dissimuler que tant qu'il ne le fera pas, il donnera à la malveillance le prétexte d'empoisonner

dans l'opinion le bienfait des dégrèvements, si l'on peut donner ce nom à une mesure que je crois dans ce moment, comme j'aurai occasion de l'expliquer ailleurs, si fausse et si funeste au pays, et de ne représenter cette mesure au peuple que comme un moyen de le dépouiller chaque jour davantage de ses droits politiques.

En résultat, Messieurs, quel est le mal qu'on a à redouter? Celui qui existe depuis trente ans. Qu'a-t-il produit? Au milieu d'une révolution sanglante, de guerres étrangères et intestines, des disettes et des invasions, une prospérité, et un accroissement de fortune et de richesse qui ne sont contestés par personne.

Quelle est la cause du mal? L'égalité des partages qui régissoit avant la révolution même plus des trois quarts de la France. Le résultat sera donc ce qu'il étoit dans ces provinces. Or, des siècles se sont écoulés sans qu'on se soit plaint de ce résultat, sans qu'on ait imaginé des remèdes à un mal qu'on ne voyoit pas, et qui cependant, s'il eût existé, auroit, dans un laps de temps aussi long, divisé le pays, non pas en arpents, mais en perches.

Si les provinces d'égalité n'offrent pas de morcellement, celles où les pères usoient et usent encore le plus généralement du droit de disposer présentent-elles plus de fortunes considérables? La petite culture y est-elle moins répandue? Les faits répondent négativement. Nulle part on ne voit de plus grandes propriétés; le système de la grande agriculture n'est nulle part plus général que dans le centre de la France, où soit avant, soit du moins depuis la révolution, l'égalité des partages régit les familles; et les pays de pe-

littérature, ceux où les pères disposent le plus communément du préciput, sont ceux où la division des propriétés est plus générale, où la grande culture et les grandes terres sont plus rares.

Du reste, on confond ordinairement, Messieurs, mal-à-propos, la petite propriété et la petite culture. On oublie que les mêmes règles ne peuvent être appliquées aux parties de la France soumises aux grandes fermes et à celles du colonage et de l'araire, à la culture de la vigne et des céréales. Ces dernières demandent un nombre de bras bien moins grand; mais les autres rapportent aussi proportionnellement davantage. Celles-ci sont des espèces de fabriques industrielles, plutôt que des exploitations rurales, et c'est ce qu'on n'a pas encore assez considéré, peut-être, dans la répartition des charges qui leur sont imposées. Là, la grande culture est impossible, comme les fermages, qui y sont à peine connus, et qui ne sauroient en général s'adapter à des cultures difficiles, où la plantation première a créé un capital que la négligence ou la précipitation de jouir pourroient faire disparaître en peu d'années.

Là, le paysan devient plus facilement propriétaire, parceque la terre répondant davantage aux efforts du travail et de l'habileté, rend un revenu brut plus considérable, et que le revenu brut est un revenu net pour lui. Aussi le vigneron qui a pu acquérir une pièce de terre, quelque foible qu'elle soit, ne manquera pas d'en acheter bientôt après d'autres avec son revenu même, produit réuni du fruit de son travail et de celui de la terre. Mais il ne s'arrondira pas en s'aggrandissant, si je peux me servir de cette expression triviale. Rarement il le pourra faire; souvent aussi il ne le vou-

dra pas; il acquerra d'autres petites portions de terre plus ou moins éloignées et, en général, de natures différentes; il voudra avoir un peu de terre labourable, un peu de prairie, selon les besoins de sa consommation, ou les calculs de son esprit. De là naît la grande division des propriétés et les morcellements que l'on remarque dans cette division même.

Tant que ce morcellement n'est égal qu'aux variétés des cultures; il est naturel, il est utile, et la société n'a aucune raison de s'en affliger et de ne le pas respecter. Il est bon que chaque agriculteur possède, s'il le peut, et la terre et la vigne, et le pré et la portion de bois dont il a besoin. Aussi n'y auroit-il aucune plainte à former si ce morcellement étoit de quatre parties, par exemple, par propriétaire. Mais il est beaucoup plus considérable, et c'est un mal.

M. Hennet porte approximativement les parcelles à cent quinze millions pour un peu plus de quarante-sept millions d'hectares et douze millions de propriétaires, ce qui feroit environ quatre hectares et dix morcellements par propriétaire. Mais il fait remarquer avec raison que, dans ce calcul, le nombre des propriétaires est exagéré. Il ne peut guère, en effet, être porté au-delà de cinq millions, qui, à trois personnes par famille, forment plus de quinze millions de sujets intéressés attachés au sol. Il faut déduire aussi du calcul des hectares ceux qui ne sont pas propres à la culture, c'est-à-dire un dixième à-peu-près.

Le résultat d'autres recherches faites depuis donneroit de trois à quatre hectares et de douze à quinze morcellements ou parcelles par propriétaire.

On calcule que l'hectare de terre labourable rapporte, communément, quinze hectolitres brut de céréales; et

comme il faut quatre hectolitres, en moyenne aussi, par individu, chaque propriétaire auroit donc, en supposant qu'il ne cultivât que le quart de sa terre en blé, de quoi nourrir une famille deux fois plus nombreuse que la sienne. Divisé encore en deux, ce lot que je suppose, en commune, être celui de chaque propriétaire, suffiroit donc encore à la population du royaume; lors même que cette population seroit doublée avant la fin du siècle, comme M. le Ministre de l'intérieur nous en menaçoit à notre avant-dernière séance.

Ce danger, Messieurs, et pour mieux parler, ce résultat, restreint à ses véritables limites, est en effet le seul qui mérite de fixer l'attention de l'homme d'État et votre sollicitude.

Pour ma part, je l'avouerai, loin d'en être effrayé, si le cours et l'ordre des choses sont respectés, j'y verrois les bases et les causes d'une immense prospérité; mais je le serois beaucoup, si le système du projet qui vous est présenté pouvoit s'établir.

Rien ne seroit plus funeste, en effet, que cet accroissement de population, si elle devoit augmenter seulement les charges de l'État et nécessiter une taxe de pauvres bientôt plus élevée que celle de l'Angleterre où, pour une population de douze millions seulement, elle se monte à deux cents millions, c'est-à-dire, considérée relativement à la France, au double au moins du principal de notre contribution foncière.

Si, dans les trente-cinq dernières années durant lesquelles cependant le bienfait de la vaccine n'a pas été aussi général qu'il l'est aujourd'hui, la population a augmenté d'un cinquième; il en résulte que, portée

aujourd'hui à trente millions, elle seroit augmentée de dix millions dans soixante-dix ans, de quinze dans cent cinq ans, et enfin doublée dans deux siècles. Et quel remède apporteroit le projet de loi à cet état de choses, Messieurs?

En rendant la propriété actuelle stationnaire, ou plutôt en s'efforçant de la concentrer encore, il en deshériteroit non seulement toute cette population à venir, mais encore une portion plus ou moins considérable de la population actuelle. Celle-ci offre dans ce moment dix millions environ de prolétaires ou d'individus non propriétaires; nous aurions donc dans trente-cinq ans, pour prendre un terme plus approché de nous, les dix millions de prolétaires actuels, plus ceux que la loi projetée auroit faits, et en outre, les cinq millions de population nouvelle. Qui ne seroit épouvanté d'une telle combinaison! et quelle base, Messieurs, que la création de prolétaires pour faire et pour assurer l'avenir d'un pays!

Mais ces prolétaires seront des ouvriers pour l'industrie.

Sans doute, l'industrie a besoin de bras; mais en manque-t-elle? est-il arrivé nulle part en France qu'elle ait essayé de s'élever et qu'elle ait été arrêtée par ce motif? On n'en citera pas un exemple. Ce qui manque, ce sont les capitaux! Ce qui nous manquait, c'est cet esprit, ce mouvement commercial qui commence heureusement à se développer. Ce qui manque, ce sont les facilités, l'encouragement dont l'industrie a besoin; c'est la destruction de ces entraves que les lois, les réglemens, les lenteurs de l'administration, apportent à toutes les entreprises. Que ces entraves

disparoissent, que les capitaux trouvent la même facilité qu'en Angleterre à se placer par-tout et au moment qu'ils le jugeront à propos, et ils se présenteront alors en abondance; car ils n'ont jamais manqué là où il y avoit avantage pour eux à paroître; mais cet avantage, ils ne s'y confient et n'y croient jamais, lorsqu'ils ne le trouvent pas appuyé sur la sécurité et la liberté.

En réalité, les bras, loin de manquer, sont et seront long-temps plus abondants et à meilleur marché qu'en Angleterre, quelque développement même que puisse prendre notre industrie, qui d'ailleurs profitera aussi de l'excédent annuel de la population. Sur beaucoup de points du royaume, comme à St-Étienne et à Tarare, par une heureuse alliance qui lui donne, dans quelques parties, de l'avantage sur sa rivale, loin de nuire à l'agriculture, elle lui prête le secours de ses capitaux en employant les bras et les moments les moins précieux pour le travail de la terre. Là, c'est le temps que l'agriculture ne réclame pas que l'industrie utilise; ce sont les mauvais jours qui sont les plus fructueux pour la famille; souvent les longues soirées d'hiver produisent plus que les jours même les plus productifs de l'année.

Mais d'autres ressources restent à la France pour le danger de l'accroissement de population, si ce danger existe. Sa marine manque de matelots. Le dixième de son territoire est inculte. Une province entière, plus grande que d'importants royaumes, attend la vie. Soixante lieues de long sur vingt de large, presque entièrement abandonnées, offrent plus de quatre cent mille hectares de terrain d'une valeur vénale

de quelques francs, tous propres cependant à la production, un grand nombre aux céréales ou aux prairies, le reste aux bois, et pouvant nourrir deux cent mille habitants de plus. Un canal principal de quatre-vingts lieues, qui feroit communiquer Bayonne à Bordeaux, l'Espagne à la France, et formeroit une vallée de soixante lieues de long, sans une seule écluse, ne coûtant pas plus de vingt millions, suffiroit, avec quelques canaux accessoires qui n'en coûteroient pas dix, pour opérer ce miracle.

Le Gouvernement possède en outre cent trente mille hectares d'anciens bois, dégradés, d'un revenu de 27,000 francs seulement, qu'il avoit demandé, en 1819, aux Chambres l'autorisation de livrer à l'agriculture, et qui, indépendamment du capital que le trésor en retireroit par la vente, lui rapporteroient en impôt le double du produit actuel. Les landes de Bretagne, les pacages, les terres incultes d'une foule d'autres parties de la France, n'attendent que des bras et des capitaux. La Corse même, qui comptoit sous les Romains une population considérable, et dont le territoire est propre à toutes les cultures, peut devenir la colonie la plus précieuse.

Et, sans entreprendre de nouvelles exploitations, celle des terres mêmes actuellement en culture peut doubler de produit, par un plus grand emploi de capitaux. En Angleterre, le produit brut de l'agriculture est de 5 milliards, et le produit net de plus de 2 milliards. Le produit net de la nôtre n'est également que de 2 milliards environ, quoique l'étendue de notre territoire cultivé soit de près du double, et que le nombre des propriétaires ou des bras occupés à la cul-

ture soit de près de 22,000,000 , tandis qu'il ne s'élève qu'à 6,000,000 chez nos voisins. Différence énorme de produits, qui n'est due qu'à l'emploi mieux entendu des capitaux, dont notre agriculture est presque entièrement privée, et à une meilleure distribution des cultures.

J'ai bien entendu élever des craintes sur la trop grande abondance des productions en France. Sans doute ce reproche ne s'adressoit qu'aux céréales , encore auroit-on dû remarquer qu'il y a à peine dix ans qu'elles suffisoient à notre consommation , et qu'il a pu en être importé quelques milliers de tonneaux ; que leur vil prix est le résultat de l'abondance qui règne dans toute l'Europe , et que ce prix est d'ailleurs plus élevé que dans beaucoup d'autres marchés. Mais il ne faut pas perdre de vue que nous recevons du sol étranger une immense quantité de produits que nous pourrions si facilement obtenir du nôtre. On a peine à concevoir que nous demandions à nos voisins près de 70,000 chevaux ou bêtes à cornes , 200,000 bêtes à laine , plusieurs millions de kilogrammes de laine , de chanvre , de lin , de soie , d'huiles , tandis qu'il nous seroit facile , non seulement de nous suffire , mais de leur en fournir nous-mêmes.

Plus nous produirons plus nous consommerons , Messieurs. La consommation n'est pas seulement preuve de richesse , mais moyen de richesse. On travaille , parceque l'on consomme. En Angleterre douze millions d'individus consomment les produits de l'agriculture , qui sont cependant les mêmes que les nôtres , parceque le peuple est mieux nourri , mieux habillé , les enfants sur-tout , qui n'offrent pas à l'œil

étranger le spectacle pénible que leur présente trop souvent les nôtres dans la campagne.

Déjà, du reste, on remarque en France les symptômes d'un heureux changement. A mesure que l'aisance s'étend, la consommation s'augmente. Je vois dans nos provinces les paysans qui s'imposoient, il y a vingt ans, toutes les privations, envoyer au moins le dimanche à la boucherie, et se rapprocher tous les jours dans leurs vêtements de l'aisance anglaise. J'ai bien entendu, à l'occasion de ce développement de prospérité, se plaindre du luxe des campagnes; mais je ne saurois, pour ma part, que m'en réjouir; et c'est bien ce prétendu superflu que l'on peut appeler chose si nécessaire.

C'est ainsi, Messieurs, que les produits de la France pouvant être doublés, sa population peut l'être aussi sans danger, si l'État donne du travail à cette population, des débouchés à ces produits par l'entretien des routes anciennes trop abandonnées, et qui réclament seules 30 ou 40 millions; par l'ouverture de routes nouvelles, sur-tout dans le centre du royaume; par la création des canaux réclamés de toutes parts, et par un ensemble de bienfaits qui changeroient en dix ans la face de la France, et lui feroient reprendre, par l'industrie et la richesse, le rang que la gloire lui a donné un moment parmi les nations. Ces miracles, le peuple peut les attendre d'un Roi, nécessairement occupé du bonheur de ses sujets, si, après avoir pourvu aux besoins si urgents des places fortes et de la marine, les Ministres y emploient le capital du dégrèvement de dix-neuf millions, qu'ils ont cru devoir proposer; mais dont le bienfait presque inaperçu à sa naissance, il le faut dire, et trop tôt oublié, ne peut être comparé à ceux

que quatre cent millions de travaux répandroient sur le pays; et au lustre qui en rejailliroit à jamais sur le règne auguste auquel leur nom aura l'honneur d'être attaché.

Voilà, Messieurs, les remèdes à la division des propriétés, et à l'accroissement inévitable de la population; voilà les seuls moyens de diminuer les inconvénients d'un mal qui, s'il existe, seroit augmenté au contraire par l'agglomération de la propriété dans un petit nombre de mains, et par l'augmentation sans mesure des prolétaires.

La France est une nation essentiellement agricole; l'amour de la propriété n'est pas seulement chez le plus grand nombre un besoin, mais une véritable passion. C'est le caractère distinctif du peuple et la plus grande force du pays, qui y trouve aussi les plus sûres garanties d'indépendance, d'ordre et de tranquillité.

Si la France eût été une nation de prolétaires, auroit-elle produit les miracles d'héroïsme dont elle a étonné pendant vingt ans l'Europe, armée inutilement contre son indépendance? Au milieu des invasions étrangères, des guerres civiles, des disettes, auroit-elle pu demander à un sol dépeuplé de cultivateurs, les deux millions de soldats qu'elle a moissonnés? Et cette noble province, théâtre de la gloire de tant d'entre vous, Messieurs, dont le reste de la nation admire la fidélité, quoique condamnée à la combattre, eût-elle donné l'exemple d'une si noble constance, d'un courage si digne de l'auguste cause pour laquelle elle a tout sacrifié, si elle eût été livrée à la grande culture et aux prolétaires?

Intéressé à la prospérité comme à l'indépendance de son pays, le propriétaire ne sauroit former un vœu qui ne soit conservateur. Citoyen, il a besoin de l'ordre et de la justice, il craint par-dessus tout l'anarchie et les révolutions; soldat, il combat pour ses foyers, il a derrière lui la chaumière et les champs de sa famille, cette chaumière qu'il doit posséder un jour, où il sera si fier de raconter son courage, de suspendre ses armes noblement portées, ce signe d'honneur, peut-être, qu'il aura su mériter; cette chaumière et ces champs qu'il voudra défendre, au prix de tout son sang, de l'invasion étrangère, s'ils en étoient jamais menacés.

La concentration des propriétés dans les deux mille possesseurs dont parle Cicéron, en désintéressant le peuple romain d'autre chose que de sa gloire, a livré la république à la corruption et à la tyrannie qui en ont été la suite. Peut-être, plus juste envers de grands citoyens qui manquèrent sans doute de mesure dans le bien qu'ils voulurent et qui leur échappa par cela même, l'histoire auroit-elle pu dire que les Gracques, plus modérés dans leurs entreprises, auroient retardé, s'ils n'avoient empêché, l'asservissement du peuple romain et sa ruine, en l'arrachant au cirque et au forum pour l'attacher au sol de la patrie. Nous voyons dans les dissensions civiles, toutes les fois que la lutte s'est engagée entre ceux qui vouloient conserver et ceux qui vouloient détruire, le sénat allant chercher des auxiliaires et des secours, non dans la classe des prolétaires, qu'il avoit cependant la prétention de ranger sous le patronage de ses créances, de son crédit et de sa puissance, mais dans celle des agriculteurs et des

alliés devenus citoyens, que la culture et la propriété intéressoient à l'ordre et à la prospérité de l'état.

Quel fut aussi le premier soin des Sylla et des César, lorsqu'ils voulurent rendre indestructible le joug qu'ils imposoient à leur pays? ils dépouillèrent les propriétaires, ennemis naturels de l'usurpation; et voulant attacher invariablement à leur tyrannie ceux qui en avoient été les aveugles instruments, ils les firent possesseurs, les attachèrent au sol conquis, et se crurent mieux défendus par des agriculteurs que par des soldats; exemple suivi depuis par tous les usurpateurs habiles et toutes les révolutions.

On a beaucoup cité la loi romaine, et dans des sens différents et souvent opposés. Qu'en résulte-t-il? Ce que chacun sait déjà; c'est que, monument admirable de sagesse et de raison, dans quelques parties, les lois romaines, nées de temps, de mœurs et de gouvernements différents, offrent à toutes les mœurs, à tous les gouvernements, à toutes les opinions, ce qu'on veut y trouver; et que les opinions de bonne foi ne doivent y prendre que ce qui est conforme à la justice et à l'équité, ce qui est propre à la situation dans laquelle se trouve placé chaque législateur.

M. le Ministre de l'intérieur, en invoquant la loi des douze tables, s'est écrié: *Dira-t-on que la loi romaine étoit contraire au droit naturel?* Assurément, Messieurs, elle étoit contraire à la nature la loi romaine qui permettoit au père de disposer de la vie de ses enfants, de les exposer et de les vendre jusqu'à trois fois. Mais la loi des douze tables, en n'admettant à la succession que les enfants non pourvus et non émancipés, étoit dans le droit naturel. Les enfants surpris par la mort du

père avant d'être pourvus, avoient des droits naturels, nés de l'obligation des parents d'élever leurs enfants. L'inégalité que la loi établissoit en leur faveur étoit une véritable égalité; ils recevoient la succession de leur père en compensation de l'éducation et de la dot qu'avoient reçues leurs aînés. C'étoit du droit naturel, car c'étoit de l'équité; et c'est cette même équité, qui, dans un canton de l'Angleterre, établit la coutume qui fait héritier le dernier des enfants de la famille, celui sans doute qui a paru à la loi avoir le plus besoin de secours et d'appui.

On a longuement discuté aussi sur le droit naturel. Il me semble que la question, en ce qu'elle a d'applicable à la loi qui nous occupe, peut se réduire à quelques principes incontestables.

La famille a commencé la société; elle a été d'abord la société à elle seule, et elle est devenue ensuite une société particulière dans la société générale. Et comme le principe de la société est l'égalité des droits, sauf les droits particuliers que son intérêt et la nature établissent et reconnoissent pour l'avantage commun, cette égalité est aussi le principe naturel de la famille. La société n'est pas une invention de l'homme, mais un besoin, un instinct qui tient à sa nature. Cette nature se rattache à la nécessité de sa conservation, à la faiblesse de ses enfants, à la prolongation de cette faiblesse au-delà du terme ordinaire, pour les autres créatures, à l'essence de son être, dont l'origine et le but ont quelque chose d'élevé au-dessus de la matière. Ce n'est pas à l'homme isolé que Dieu a donné une âme à son image, qu'il a donné une compagne tirée de sa

chair, qu'il a dit : Aimez votre prochain comme vous même.

Aussi nulle part dans l'univers, et en quelques lieux les plus éloignés que se portent nos découvertes, n'avons-nous trouvé l'homme isolé. Nulle part aussi ne le trouve-t-on sans compagne ; nulle part sans propriétés, ne fût-ce que celle de sa hutte et de ses armes. Preuve sans réplique que la société, le mariage, la propriété, sont d'ordre naturel et primitif.

En ce qui touche les détails et l'application de la loi, il vous a été déjà présenté de si nombreuses objections, Messieurs, que je crois devoir me borner à vous en soumettre quelques unes qui me paroissent avoir échappé aux orateurs qui m'ont précédé.

Ainsi le but de l'article 1^{er} est de conserver le patrimoine des familles et d'empêcher la division des propriétés, et en y réfléchissant on trouve qu'il peut y avoir des causes particulières pour que le partage égal des patrimoines entre les enfants, conserve plus spécialement les propriétés dans la famille.

En dépouillant les filles de leur part de propriétés patrimoniales, on augmente, en effet, la chance de la division de ces propriétés, dont l'aliénation seroit beaucoup plus difficile si elle étoit restée dans leurs mains. Les dissipations des fils avant le mariage, le désordre que les passions et les entreprises avantureuses apportent dans les fortunes des pères de famille eux-mêmes, sont les principales causes de la destruction des patrimoines, et ces causes n'existent pas pour les femmes. Combien d'enfants dont le patrimoine est réduit aux droits et aux biens de leur mère ? Si l'on avoit sous les yeux les tableaux des répudiations

des successions, on trouveroit, je n'en doute pas, que le nombre en est pour les successions paternelles plus que décuple de celles des successions maternelles. Preuve sans réplique que les femmes sont meilleures conservatrices des propriétés et des patrimoines.

C'est ainsi qu'en prenant pour base la cote contributive, la loi manque complètement le but qu'elle s'est proposé. On a voulu que le préciput légal ne fût applicable qu'aux fortunes de 2,000 fr. de revenu environ, et l'on a cru injuste et impolitique de le faire descendre plus bas. Cependant, comme les dettes ne sont point déduites, et qu'on ne peut pas, terme moyen, les évaluer au-dessous du tiers de la succession, en y comprenant les reprises des femmes et les douaires, la loi ne s'appliqueroit, en effet, en général, qu'aux successions de 12 à 1500 fr. de revenu. Mais combien n'arrive-t-il pas souvent que les dettes absorbent une part bien plus considérable de l'hérédité? On pourra voir, on verra souvent le préciput entièrement nul, et le précipuaire obligé de renoncer et au préciput et à la succession, ou bien les accepter sous bénéfice d'inventaire. Et, si le résultat de la liquidation, au lieu d'une fortune de 2,000 fr. de rente, n'en présente plus que la dixième ou la vingtième partie, quelque minimes qu'en soient les débris, l'aîné en disputera à ses frères la portion disponible, quelquefois réduite à quelques perches de terre ou à quelques francs.

De sorte qu'on verra une succession de 1,000 fr. de capital, peut-être, reconnoître un aîné, par cela seul qu'elle étoit faussement représentée par un impôt de 300 fr. Et une succession de plusieurs millions sera partagée également entre tous les enfants, si,

parmi les valeurs dont elle se compose, le hasard n'y a placé qu'une propriété foncière imposée à 299 fr.

D'un autre côté, la disposition qui permet à l'ainé de prendre en corps de bien le préciput légal, amènera de nombreuses difficultés, et causera, quoi qu'on fasse, un préjudice réel à ses frères ou à lui. On vous a dit avec raison, en effet, que, selon que les propriétés se vendoient en masse ou à parcelles, elles avoient une valeur moindre ou supérieure de 25 et quelquefois de 50 pour cent, suivant les localités. Comment estimera-t-on les biens que le précipuaire aura le droit de réclamer? Si on ne leur donne que la valeur qu'ils ont dans l'état où ils sont, et sans en supposer la division, on porte préjudice aux autres enfants; car, en vendant ces biens en détail au profit de la succession, celle-ci en auroit tiré une somme plus considérable, de la différence de laquelle le frère aîné profitera, puisque rien ne l'empêchera de les vendre lui-même ainsi. Que si, au contraire, on les estime en détail, on condamne le précipuaire à les revendre lui-même; et que devient alors le but de la loi? S'il ne les revend pas, quelle lésion n'a-t-il pas éprouvée?

Que devient aussi la prévoyance et la sollicitude qu'on nous a montrée pour les châteaux, pour les parcs, pour les forêts, que l'on ne peut cependant condamner le précipuaire à payer d'après leurs valeurs vénales, à moins que l'on ne trouve naturel qu'il retrouve à sa volonté cette valeur, en les livrant à la destruction et au morcellement; et cependant cette valeur vénale, c'est-à-dire celle qu'on en pouvoit tirer réellement, la justice ne permet pas d'en admettre d'autre au détriment des enfants.

D'un autre côté encore, pour échapper à-la-fois à cette nécessité où le place la loi, ou de déshériter son aîné, ou de dépouiller ses cadets, le père sera amené, ou à s'abstenir d'une acquisition qu'il lui importoit de faire, ou de vendre une partie de son patrimoine, ou de dissimuler, par des actes privés, quelques parcelles de sa fortune, et par cela souvent de les compromettre.

Vous verrez, en même temps, une lutte établie entre les enfants du vivant de leur père, et peut-être à son lit de mort; entre la femme et le mari pour entraîner celui-ci à acheter ou vendre, à tester ou à ne pas tester; et, circonstance réservée à cette loi, l'aîné étant intéressé *même* à donner à son père la somme nécessaire pour porter ses impôts à 300 fr., et à plus forte raison à la lui prêter; on pourra voir le fils, créancier de la succession paternelle pour cette somme, prélevant à-la-fois un préciput mensonger, et la créance même qui aura servi à établir le mensonge.

C'est ainsi encore, Messieurs, que si, par quelque motif que ce soit, l'aîné juge utile à ses intérêts de dénaturer ou de déplacer sa fortune, les enfants puînés verront leur patrimoine ne faire, pour ainsi dire, que passer dans les mains de leur frère, et se diviser entre plusieurs acquéreurs; heureux si les enchères, en n'élevant pas trop haut ces biens, leur permettent de les disputer à leurs voisins. Ils le pourront sans doute, me dira-t-on, en y employant leur portion héréditaire restreinte d'un tiers; mais pourvu que cette portion ne soit pas seulement des créances actives de cette succession ou des rentes perpétuelles. Et fût-elle en argent, il faudra qu'après avoir payé au fisc, pour

ces mêmes biens, les droits successifs, ils acquittent encore ceux de la vente. De sorte qu'il faudroit au moins, Messieurs, demander, comme amendement à la loi, une exemption de ces droits en faveur du puiné, qui achèteroit autrement de son aîné la portion du patrimoine dont cette loi le dépouilleroit, et dans laquelle elle ne lui permettroit de rentrer, même en la payant à son frère privilégié, qu'en en payant aussi au Trésor la permission.

Je vous prie enfin, Messieurs, de considérer la position particulière des familles dans les pays de petite culture. Il y a habituellement une sorte de société dans ces familles; les enfants restent avec le père, travaillent en commun, parcequ'ils jouissent en commun, et qu'ils doivent partager également. Si vous détruisez cette égalité, vous divisez forcément les familles. Pourquoi les cadets et les filles apporteroient-ils le tribut égal de leurs peines dans une société où les bénéfices ne se partageroient pas également? Chacun d'entre eux quittera alors le toit paternel, ira chercher dans une ferme étrangère des gages qu'il fera siens, et deviendra prolétaire.

Indépendamment du grave inconvénient qui résulteroit pour la société de cet état de choses, il en résultera un spécial pour la famille et pour la localité. Il arrivera, en effet, souvent que le patrimoine ne pourra plus être cultivé par le père et par l'aîné seuls, et il faudra que les enfants soient remplacés par des prolétaires. D'un autre côté, quand le patrimoine ne suffit pas pour occuper la famille, elle prend une propriété voisine en colonage; mais si la famille est réduite au père et au fils aîné, il lui faut aussi abandonner la métairie; et le pro-

priétaire de celle-ci, dans la difficulté de trouver des familles assez nombreuses pour cultiver une métairie un peu étendue, difficulté déjà si grande, chacun de ceux d'entre nous qui possèdent des terres dans le Midi le sait trop, est obligé de la diviser, de multiplier les bâtimens, les frais, et de retomber dans tous ces inconvénients de la petite culture, auxquels cependant le projet de loi a la prétention de remédier.

Le noble Ministre auquel je succède (1), vient de vous présenter des considérations et des arguments qui, par leur importance et l'autorité de son talent, demandent une réfutation que j'essaierai de vous soumettre, sans me dissimuler le désavantage d'un orateur appelé à répondre, sans préparation, à un discours médité et appuyé sur des documents qu'une attention soutenue n'a pu cependant me faire saisir peut-être suffisamment dans leur ensemble, et qu'il nous est permis de regretter de n'avoir pas obtenus plus tôt.

En réclamant l'indulgence que vous ne refusez jamais à la recherche franche de la vérité, je prie aussi M. le Président du conseil de m'avertir si j'avois mal saisi les raisonnemens auxquels je crois devoir répondre aussi brièvement que me commande de le faire mon respect pour le temps de la Chambre.

Le mouvement des capitaux et les progrès de l'industrie créeront, sans doute, de grandes fortunes nouvelles, nous a-t-il dit, mais non de grandes propriétés. Eh ! Messieurs, ne pouvons-nous pas nous en rapporter à ces grandes fortunes elles-mêmes ? Est-il jamais arrivé en France

(1) M. le comte de Villèle.

que les grandes terres aient manqué aux grands capitaux? et n'est-ce pas, au contraire, parceque ceux-ci manquoient aux premiers, que les possesseurs de ces terres ont plus d'avantage à les diviser, et qu'elles ont proportionnellement moins de valeur, sur le marché, que les propriétés moyennes qui trouvent plus d'acheteurs?

Le petit propriétaire cultive mieux, nous a dit encore M. le Président du conseil, *mais il cultive plus chèrement*. Non, Messieurs, parceque le temps qu'il emploie ne le seroit pas utilement ailleurs; parceque sa femme, ses enfants en bas âge, font la plus grande partie de ses travaux, auxquels il ne consacre lui-même souvent que ses moments de loisir et de repos. *La bêche est moins économique que la charrue*; sans doute, appliquée aux céréales; et encore seroit-il vrai de dire que cinquante ares, ainsi cultivés, rapporteroient plus qu'un hectare labouré; mais la charrue n'exploite, ni les jardins, ni la vigne, ni les chénevières, ni les primeurs qui font la richesse du petit cultivateur. Mais, non seulement la bêche et l'industrie de la famille agricole accroissent le revenu de la petite propriété, ils en augmentent en outre notablement le capital. Les dix perches de terre, plus ou moins arides, acquises par le paysan, à 10 fr. la perche peut-être, décupleront de valeur entre ses mains, avant dix ans; et, cadastrées à cette époque, passeront de la dernière classe des terres à la première.

On a vu par-tout les révolutions détruire les grandes fortunes, nous a dit encore le noble Comte auquel je succède; mais nulle part celle-ci n'ont pu se recréer après les révolutions.

La nôtre, Messieurs, nous offre à cet égard, un phénomène qui mérite d'être remarqué. Malgré cette révolution qui a ébranlé, jusque dans ses fondemens, l'ordre social, et donné les plus odieux exemples qu'offre l'histoire peut-être des spoliations, du mépris de la propriété, que voyons-nous aujourd'hui? Les grandes fortunes encore dans les mêmes mains qu'avant les confiscations; les grandes terres et les forêts possédées, en général, par les familles des victimes frappées par l'exil et les échafauds. Les listes des collèges électoraux de départemens en rendent témoignage, et prouvent à quel point il est difficile, aux révolutions mêmes, de déplacer la propriété, et de changer les bases d'un grand édifice social, cimenté par le temps.

Dans les renseignements, malheureusement tardifs et si incomplets, que M. le Ministre des finances vient de nous présenter, j'ai entendu que ces confiscations et ces ventes avoient créé *un million deux cent mille propriétaires nouveaux, qui depuis avoient dû s'augmenter encore*, et qui, en effet, Messieurs, auroient doublé en nombre par les reventes, si l'on s'en rapporte aux anciennes statistiques, appuyées de l'autorité de feu notre savant collègue, M. le marquis Garnier, qui ne porte les anciens possesseurs de terre en France, en 1789, qu'à un peu plus de deux millions, tandis qu'ils s'élèvent aujourd'hui au-delà de cinq millions. Mais qu'en résulte-t-il, et comment le noble Comte n'a-t-il pas senti que ce grand fait étoit l'argument le plus fort contre la loi, la démonstration la plus complète de tout ce qu'avoient de chimérique les craintes et les besoins qui ont motivé sa présentation? Si une irrup-

tion, désormais impossible, comme les causes si extraordinaires qui l'ont amenée; si une irruption de près de trois millions de propriétaires nouveaux, qui, jointe à l'égalité forcée des partages, pendant les onze années qui ont précédé le Code civil, a plus que doublé le nombre des propriétaires anciens, n'a produit cependant, au milieu de tous les germes de destruction et de décomposition sociale qu'entraînent avec elles les guerres et les révolutions, n'a produit, dis-je, qu'un développement de richesse et de prospérité, proclamé par la restauration même, en 1814, et reconnu encore aujourd'hui par le ministère; comment croire que le seul effet, inaperçu jusqu'ici du mode de partage adopté par le Code civil, puisse amener les résultats funestes dont on nous a menacés, et qui ont assez préoccupé la pensée des conseillers de la Couronne, pour les déterminer à nous proposer un changement aussi grave dans la législation sous l'empire de laquelle est née la moitié de notre génération?

Mais je m'arrête, Messieurs, dans le dédale de tant de contradictions, dans la perplexité que tant d'objections et tant d'intérêts froissés accumulent dans mon esprit.

Comme un noble Comte qui s'est fait écouter à votre dernière séance, avec l'autorité qu'aura toujours sur vous tant de talent uni à tant de bonne foi, tant d'élévation jointe à une noble simplicité; cherchant comme lui, la vérité avec une conscience indépendante, mais toujours heureuse quand ses devoirs peuvent s'accorder avec le sentiment qui lui fait souhaiter de pouvoir toujours applaudir et coopérer à l'exécution des nobles pensées émanées du trône, et de projets conseillés

par la loyauté et par un amour égal au nôtre, je le sais, pour la famille auguste à laquelle les plus grands bienfaits dont jamais sujet ait été comblé, m'imposent le devoir d'appartenir, s'il est possible, encore plus complètement que tout autre; dans l'impossibilité de voter pour une loi dont je crois et contraire au but que ses l'application funeste, nobles auteurs se sont proposé; regrettant vivement d'être obligé de rejeter une proposition signée d'un nom qui m'est sacré; j'aurois voulu pouvoir ajourner, non pas seulement un vote pénible, mais une discussion pénible elle-même et difficile, alors même que la loyauté y préside, et attendre du temps et d'une plus longue expérience les lumières qui me paroissent nous manquer.

Dans l'impossibilité d'adopter ce salubre ajournement auquel nos formes constitutionnelles ne nous permettent malheureusement pas de recourir, j'ai cherché, aussi, si je ne pourrois du moins modifier par des amendements le principe qu'il m'étoit impossible d'admettre. Et trouvant dans la Charte une noblesse ancienne et nouvelle, je me suis demandé s'il ne seroit pas possible de rétablir, dirois-je en sa faveur, le droit d'ainesse qu'elle avoit autrefois, et que mal-à-propos, dans ma pensée, la loi étend à toutes les classes de citoyens jouissant des droits politiques d'élection. Mais j'ai vu cette pensée repoussée par un grand nombre de nobles mêmes, et il m'a paru d'ailleurs, indépendamment des inconvénients constitutionnels que j'ai signalés en commençant, que son adoption apporteroit dans la société des scandales qu'il étoit de notre devoir d'éviter; que les titres des familles ayant été

détru
voir
fam
de n
voit
bles
la pe

J'a
être
m'on
qu'il
con
faire

T
aris
nob
suit
ser
pri
un
dit
le
no
de
les
tel
de

se
du
cr
ro
N

détruits par la révolution, on seroit souvent exposé à voir les enfants puînés, contester la noblesse de leur famille ou venir établir, avec une jurisprudence si loin de nos mœurs, que leur père auroit dérogé, s'il se trouvoit avoir embrassé une de ces professions si honorables, si utiles, et dès-lors si nobles, placées si haut dans la pensée et dans la protection de notre Roi.

J'ai cherché alors, si cette disposition ne pourroit pas être utilement restreinte aux titres. Mais quelques uns m'ont paru si peu assis ; la notoriété publique m'a averti qu'il y en avoit un si grand nombre d'usurpés ou de contestés, que les mêmes inconvénients ont dû me faire renoncer à cette pensée.

Trouvant enfin, dans cette noble Chambre, une aristocratie légale et constitutionnelle, dont l'autre noblesse du royaume est destinée à devenir, par la suite des temps, la famille politique, j'ai voulu conserver du moins, en vous l'appliquant, Messieurs, le principe de la loi qui vous est proposée, et j'avois conçu, un amendement dans lequel même, en vue de l'hérédité de la Pairie, je rendois le préciput obligatoire. Mais le dirai-je ? j'ai remarqué, parmi ceux même de mes nobles amis qui partagent le plus vivement mon desir de s'entendre avec le Gouvernement du Roi, toutes les fois que nos devoirs n'y mettent pas obstacle, un tel éloignement pour cette disposition, que j'ai été forcé de renoncer à vous la soumettre.

Et, convaincu que le plus grand service que les conseillers héréditaires de la Couronne puissent lui rendre, puissent rendre même à ses Ministres (qu'ils en croient une expérience et une loyauté qui ne sauroient leur être suspectes), est de refuser leur sanction

à une loi funeste ; me dépouillant, dans ma pensée, comme je crois qu'il est de notre devoir de le faire dans cette circonstance, des sentiments et des opinions de chef d'une Pairie, et n'étant plus que citoyen et père ; réglant la succession des citoyens, comme je trouverois juste et naturel qu'ils réglassent la mienne ; jugeant des besoins des familles par les besoins de ma famille, des droits des enfants des autres par ceux que mon cœur et ma raison reconnoissent aux miens, par ceux que je réclamai de mon père ; votant enfin comme je testerois ; je me verrois, avec douleur, obligé de voter le rejet de la loi, si le Gouvernement ne croyoit pas pouvoir la restreindre à la Pairie ou à l'article des substitutions, restreint lui-même à un degré, selon le vœu exprimé par M. le vicomte Lainé.

CHAMBRE DES PAIRS.

IMPRESSIONS

N° 40.

1826.

Séance du 4 avril 1826.

OPINION

DE M. LE DUC DE BROGLIE,

SUR le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

MESSIEURS,

En persistant à réclamer la parole presque à l'issue d'une discussion si solide et si lumineuse, j'éprouve, il faut que j'en convienne, outre un sentiment de défiance qui se conçoit aisément, une grande anxiété. Je me demande ce qu'il est à propos de dire désormais, sur quel ordre d'idées il importe d'insister, à quel titre, venant ainsi le vingtième peut-être, je puis encore me flatter d'obtenir de vous quelques instants d'attention. Toutefois, ne croyez pas qu'en ceci, je m'arrête à de misérables inquiétudes d'amour-propre; ne croyez pas que je rougis de rentrer dans des sentiers battus, et de reproduire sous une forme moins heureuse, sans doute, des arguments qui vous sont déjà familiers. Non, Messieurs; je sais où je suis, et à qui je parle: nous ne faisons pas ici assaut de bel esprit; vous n'êtes pas distributeurs de palmes académiques. Vos devoirs sont d'une nature plus sérieuse,

plus austère; ce que vous exigez de l'orateur, ce n'est pas qu'il s'élève sans cesse à des points de vue nouveaux; ce n'est pas qu'il change, par quelque illumination soudaine, la face des questions. Exerçant un droit que vous respectez, celui d'énoncer à haute voix son opinion dans cette enceinte, il lui suffit pour trouver grace devant vous, de montrer du bon sens, de la bonne foi; il lui suffit d'une conviction sincère, et du desir non moins sincère de faire passer cette conviction dans vos esprits.

Sûr de remplir ces dernières conditions, je me sens donc tout-à-fait à l'aise, en ce qui me touche personnellement. L'embarras me vient de plus haut: c'est la loi elle-même qui me confond. Plus je l'étudie cette loi, moins je sais quel nom lui donner; plus nos débats se prolongent, plus je me sens de doute sur la nature d'objections qu'il convient de presser pour en démontrer, je ne dirai jamais la folie, à Dieu ne plaise, mais enfin le peu de raison, et pour en déterminer le rejet.

En effet, Messieurs, lorsque j'examine cette loi, en elle-même, dans son vœu, dans son principe, abstraction faite de toutes les considérations accessoires qui décident le Gouvernement à nous la présenter, abstraction faite des chances de succès qui lui sont ménagées par ses propres dispositions; je ne vais pas trop loin, si je dis que j'en suis épouvanté. La langue ne fournit guère, selon moi, de termes qui suffisent pour exprimer l'énormité d'une telle entreprise. Il ne s'agit de rien moins que d'opérer une révolution dans l'État, au moyen d'une autre révolution dans les idées dominantes, et d'une réforme complète dans

les mœurs. Oui, Messieurs, j'y insiste; celui qui se promettant quelque chose de cette loi, s'en promet moins que cela, ou autre chose que cela; celui-la, dis-je, fût-ce l'auteur de la loi lui-même, ou ne la comprend pas tout entière, ou s'en désiste, et la désavoue. D'un autre côté, quand descendant de ces hautes spéculations, je repasse dans mon esprit les motifs qui déterminent le Gouvernement à se lancer ainsi, tête baissée, sur un océan sans rivage, ces motifs me paroissent si vains, si futiles, si dépourvus de l'ombre même d'un fondement quelconque, qu'il faut toute ma confiance dans la sincérité des défenseurs de la loi, pour que je les en croie sérieusement touchés. Que si, enfin, descendant encore plus bas, j'envisage dans cette loi le côté pratique, le dispositif, en un mot, ce par quoi elle sera ou ne sera pas autre chose qu'un simple morceau de papier blanc barbouillé de noir, oh! alors, ma surprise est sans mesure; j'éprouve quelque peine à prendre la chose au sérieux; je me demande, malgré moi, si c'est pour tout de bon; tant les moyens d'exécution me paroissent misérables; tant il me semble évident que leur seul effet, s'ils en avoient un, ce seroit d'accroître, d'accélérer, d'aggraver le mal réel ou supposé, auquel on se vante de porter remède.

Ce qu'il y a de remarquable, Messieurs; ce qui vaut la peine qu'on y fasse une sérieuse attention, c'est que c'est précisément cette étrange disparate que je signale ici, entre le principe même de la loi et son mode d'exécution, entre l'immensité de l'entreprise et le peu que l'on fait pour la mettre à fin, qui court risque de lui concilier la majorité dans cette Chambre.

Prenez-y garde, en effet. Il se rencontre sur nos bancs beaucoup et de très graves et de très doctes personnages, qui ont à cœur le principe même de la loi, qui l'admirent, soit de réminiscence, soit par théorie. Il n'échappe point à ceux-là que la loi est mesquine, chétive, dérisoire; vous en pouvez juger par le discours du noble Comte qui a porté la parole le second dans cette discussion⁽¹⁾, par celui d'un noble Marquis qui a ouvert la séance de samedi ⁽²⁾; enfin même par un autre discours si remarquable d'un autre noble Comte, dont la pure et sévère impartialité semble, en quelque sorte, planer au-dessus de ses propres opinions⁽³⁾. Lorsque de telles plaintes se font entendre, que répond-on? Peu de chose. On se borne à indiquer, comme le faisoit hier M. le Ministre des finances, qu'on n'a rien osé de plus, qu'il ne faut pas trop heurter de front les préjugés populaires, ou mieux encore, à insinuer doucement, comme le faisoit la veille M. le Ministre de la marine, que c'est toujours un pas de fait, et que les lois politiques ne peuvent que préparer le terrain pour l'avenir. Puis, tout de suite, on détourne l'attention, et l'on s'efforce de donner le change, en nous parlant de constituer les familles, de consolider les familles, en célébrant dans des termes pleins de pompe et de magnificence, toutes les merveilles que le principe, par sa seule apparition, va répandre à pleines mains sur la société.

D'autre part, il se rencontre aussi dans cette Cham-

(1) M. le comte de Saint-Roman.

(2) M. le marquis de Coislin.

(3) M. le comte de Kergorlay.

bre d'autres personnages qui détestent ce même principe, qui le traitent d'inique, d'odieux, de pervers. A ceux-là, lorsqu'ils s'indignent de le voir reparoitre, on réplique sur un ton bien différent; on leur dit: Mon Dieu, que de bruit pour peu de chose! qu'est-ce donc que nous faisons après tout? Est-ce que tout ne sera pas volontaire? Comptez-vous pour rien la résistance des mœurs?

Ainsi on demande aux uns de fermer les yeux sur les vices du mode d'exécution, en vue de la grandeur du principe; aux autres, de passer condamnation sur le principe, attendu le peu d'énergie du mode d'exécution.

On vante à ceux-ci la toute-puissance du principe qui va régénérer les mœurs, et à ceux-là la toute-puissance des mœurs qui désarmera le principe.

Vous voilà, Messieurs, dans le secret de toutes mes perplexités. Je voudrois attaquer cette loi, mais je ne sais trop comment m'y prendre; je ne sais comment faire pour ne pas entrer, en dépit que j'en aie, dans l'une ou l'autre des deux branches de ce système de défense concerté pour lui assurer une heureuse traversée dans cette Chambre.

Si j'attaque corps à corps le principe, si je le dépens tel qu'il est à mes yeux, injuste, funeste, pernicieux, je crains de persuader à ceux qui ne partagent pas mon sentiment, qu'après tout la loi n'est pas sans quelque efficacité, puisqu'on en appréhende tant et de tels résultats.

Et si je me borne à démontrer que les moyens d'exécution sont nuls et de nul effet, je crains de tranquilliser mal-à-propos les adversaires du principe; je crains

de les encourager à le laisser mourir de sa belle mort plutôt que de l'étouffer au passage.

Qu'y faire cependant? je n'y sais, quant à moi, d'autre remède que de s'en expliquer nettement, de marquer au front le sophisme, et d'avertir chacun de se bien tenir sur ses gardes.

Où le principe de la loi est bon, ou il est mauvais.

S'il est bon, et qu'on soit de bonne foi, il faut rejeter cette loi, car cette loi ne fait rien, absolument rien pour lui assurer deux minutes d'existence.

S'il est mauvais, il faut rejeter la loi en raison du principe même, ne pas être assez dupe pour avaler d'abord du poison, dans l'espérance de quelque contre-poison qui viendra ensuite en neutraliser les effets.

Cela dit, j'entre dans la discussion.

Mon dessein n'est rien de plus, sinon d'établir en premier lieu, que les motifs sur lesquels le Gouvernement se fonde sont puérils; que les dangers dont il nous menace sont imaginaires: et d'autre part, qu'en supposant ces motifs raisonnables, et ces dangers réels, les remèdes qu'il invoque auroient pour résultat infail-
lible d'en enlever le mal, et de rendre les catastrophes inévitables.

Si je réussis dans cette double démonstration, la loi tombe de plein droit; du moins la loi actuelle, cette loi-ci; il en faut une autre, s'il en faut une. Nous restons donc face à face avec le principe tout seul; et alors ce sera le moment de lui demander quel il est, d'où il vient, où il prétend nous conduire, et à quel titre, mort et enseveli qu'il a été pendant vingt ans, aux acclamations de toute la France, il sort aujourd'hui de

son tombeau pour porter le désordre et la consternation chez les vivants.

Dans le nombre des raisons que l'on allègue pour intervertir parmi nous l'ordre des successions, nous devons placer au premier rang la crainte de voir notre gouvernement représentatif crouler sur sa base et s'abymer sans retour.

L'égalité des partages existe, nous redisoit encore, il y a deux jours, M. le Garde des sceaux. Si vous lui laissez un libre cours, la classe des éligibles s'en va disparaître; celle des électeurs la suivra de près. Plus d'éligibles, plus de députés; plus d'électeurs, plus de droits politiques; partant plus de Charte constitutionnelle, et le pouvoir absolu.

Il faut d'abord que je l'avoue, Messieurs, je ne me serois jamais figuré que nos Ministres fussent si inquiets du grand nombre des électeurs. J'aurois parié, voyez la prévention, que ce n'étoit pas là le plus vif de leurs soucis. Ma raison pour en douter, c'est qu'il n'y a, depuis quatre ans, sorte d'inventions dont ils ne se soient avisés, pour réduire le nombre de ces mêmes électeurs. Témoin, par exemple, cette loi qui nous est soumise sur l'établissement des écoles secondaires de médecine, loi dont l'article le plus important, le seul important peut-être, est celui qui enlève à la taxe prélevée sur la profession médicale le nom de patente, dans l'unique but d'enlever aux médecins la qualité d'électeurs. Témoin encore tous ces dégrèvements qui viennent fondre coup sur coup sur la contribution foncière, exclusivement à toute autre. Témoin sur-tout celui de cette année qui va faire une St-Barthélemy d'électeurs, et qui certainement en dé-

truira plus en moins de deux minutes que vingt lois pareilles à celle-ci n'en pourroient conserver pendant vingt générations.

Entrons cependant dans la généreuse sollicitude du Gouvernement, et voyons si ses angoisses reposent sur quelque chose de réel.

Dire que d'ici à quelque temps il n'y aura plus en France ni éligibles ni électeurs, c'est se dire ni plus ni moins que ceci: D'ici à quelque temps, il n'y aura plus en France ni familles opulentes, ni familles riches, ni familles aisées; il n'y aura plus que des pauvres, vivant du travail de leurs mains et à la sueur de leur front. Or, je le demande, où, dans quel temps, dans quel pays, un pareil spectacle a-t-il jamais été offert au monde? L'égalité des partages, nous ne l'avons pas inventée, que je sache; des républiques, des démocraties, il s'en est vu dans le monde. Dans quelle république, dans quelle démocratie, sous quelle forme de gouvernement a-t-il jamais existé un ordre de choses où l'on ne comptât que des pauvres et point de riches?

Il s'est rencontré, je le sais, de loin en loin, dans l'histoire, des démagogues insensés qui ont demandé qu'on mit en commun tous les biens, qu'on les divisât par portions égales, et que chacun fût tenu de se contenter du plus étroit nécessaire. Mais je sais aussi que tous les hommes de quelque sens, dans tous les pays, et dans tous les temps, ont toujours souri de pitié à de pareilles chimères; qu'ils ont dit et redit sans cesse, et sans jamais être contredits, qu'aussi long-temps qu'il y aura dans le monde de la prodigalité d'une part, et de l'économie de l'autre; qu'aussi long-temps qu'il y aura diversité dans les forces physiques, diversité dans

les facultés intellectuelles, diversité dans les sols, diversité dans les climats; qu'aussi long-temps que se manifestera, par des événements inopinés, cette loi inconnue que nous nommons le hasard, il y aura partout des hommes extrêmement riches, d'autres extrêmement pauvres, et, entre ces deux extrêmes, une foule de degrés plus ou moins prononcés. Quoi, Messieurs, c'est cet état de choses qui ne s'est jamais vu nulle part; c'est cet état de choses qui n'a jamais existé que dans le cerveau de quelques frénétiques, qui n'a jamais été que le rêve de quelque imagination en démence, dont on nous menace sérieusement comme devant être, avant peu, en France, le résultat du cours naturel des événements. En vérité, nous prend-on pour des enfants, ou pour des idiots? Eh bon Dieu! si notre Gouvernement représentatif ne doit finir que lorsqu'il n'y aura plus, en France, des riches, aussi-bien que des pauvres; s'il doit durer autant que durera l'inégalité des fortunes, ayons bon courage; il durera autant que le monde: ce n'est pas la peine de se tourmenter de si peu de chose.

Oh mais, reprend-on, et c'est ici une seconde observation qui, pour le dire en passant, contredit directement la première; nous savons bien qu'il y a telle chose dans le monde que le travail, telle chose que l'industrie, et le commerce; nous savons bien qu'au fur et à mesure que l'égalité des partages détruit les fortunes, l'industrie et le commerce en récompensent. Mais c'est là le danger. Rien de si périlleux dans une monarchie que ces flux et reflux de la richesse; que ces alternatives soudaines qui font tomber tout-à-coup les classes supérieures au dernier rang; qui poussent,

par un mouvement contraire, les classes inférieures au premier. Le principe de perpétuité, essence de la monarchie, se brise et s'éparpille dans ce tourbillon. Et là-dessus on nous représente la richesse, en France, comme un torrent qui roule et s'échappe incessamment, sans s'arrêter nulle part; on nous dépeint toutes les familles de France s'expulsant à chaque instant l'une l'autre, se transmettant sans relâche de mains en mains les fruits du travail, les trésors de l'industrie, à-peu-près comme le grand poète de l'antiquité nous représente toutes les générations poussées, précipitées par le temps, et se passant de l'une à l'autre, pour ainsi dire à la course, le flambeau de la vie.

Et quasi cursores vitæ lampada tradunt.

Encore un coup, Messieurs, quand on siège sur le banc des législateurs, quand on pèse dans la balance les destinées des nations, il faudroit faire trêve à tous ces écarts d'imagination. Encore un coup, où, dans quel temps, dans quel pays, sous quelle forme de gouvernement, vit-on jamais chose semblable?

Sans doute il arrive chez tous les peuples, à Paris comme à Londres, à Saint-Petersbourg comme à Philadelphie, que quelques hommes s'élèvent rapidement, par un heureux concours de circonstances, de la misère à l'opulence; sans doute, il arrive aussi que d'autres sont précipités, par un revers de la fortune, de l'opulence à la misère; mais toujours et par-tout, c'est là le très petit nombre.

En thèse générale, l'opulence appelle l'opulence; la richesse attire la richesse; l'aisance alimente l'aisance; la pauvreté ne s'élève qu'à la longue, la pauvreté ne se

surmonte qu'à grand peine. C'est une loi du monde moral, presque aussi certaine et aussi régulière que la loi de l'attraction entre les sphères célestes.

Jetez les yeux autour de vous. Où sont, dites-moi, ces familles respectables que vous avez vu déchoir graduellement; que vous avez vu tomber, non point par un coup du sort, mais par leur propre poids, s'il est permis de s'exprimer ainsi; par le seul effet de la distribution naturelle de la richesse.

Qui est-ce qui a chance de faire un grand mariage, hormis celui qui est déjà riche? Qui est-ce qui a chance de former un établissement avantageux, hormis celui qui en possède déjà un semblable? Qui est-ce qui a chance d'entrer avec succès dans une entreprise lucrative, hormis celui qui dispose de grands capitaux?

Faire des lois pour aider les riches à demeurer riches, pour empêcher les pauvres de cesser de l'être! en vérité, c'est prendre trop de soin; c'est voler au secours du plus fort. Je concevrais bien plutôt un législateur qui fit le contraire. Le grand Frédéric avoit coutume de dire : *Soignez les petits écus, les louis se gardent tout seuls*. C'est un axiôme fort sage et dont la discussion actuelle peut faire son profit.

Que le noble Baron (1) qui a défendu, il y a peu de jours, la loi dans l'intérêt de nos libertés, veuille donc bien se rassurer. Non, nous ne manquons point en France d'hommes indépendants par leur fortune et par leur position; il en existe dans nos départements, il en existe dans nos arrondissements; et le jour où il plaira au petit-fils de Louis le Gros d'affranchir de

(1) M. le baron de Montalembert.

nouveau les communes, les familles respectables se trouveront pour fournir des surveillants gratuits, des contrôleurs désintéressés aux abus de l'administration. Et ces familles respectables ne sont pas nées d'hier, et ne mourront pas demain. Si vous en doutez, pesez ces paroles mémorables que prononçoit à cette tribune un noble Duc (1) dans la séance de samedi. Ouvrez la liste des éligibles.

Malgré quarante années qui n'ont point eu d'égales dans l'histoire, malgré les proscriptions, malgré l'émigration, malgré un bouleversement qui s'est étendu à tous et à toutes choses, quels sont les noms qui figurent en tête de cette liste?

Pour plus des deux tiers, l'ancienne noblesse dans la campagne, l'ancienne bourgeoisie dans les villes!

Tant il est vrai que les hautes situations sociales sont solides par elles-mêmes; tant il est vrai que les classes élevées par position, par éducation, n'ont nul besoin, pour se maintenir, de se parquer, de se retrancher, de se pétrifier!

Les familles aristocratiques de Florence, de Venise, de Gênes, celles des principaux cantons suisses, celles des villes libres de l'Allemagne, éléments toujours renaissants de ces grandes aristocraties qui ont fait de si grandes choses, mais dont Dieu et, après lui, le progrès de la civilisation puissent nous préserver désormais, se sont maintenues pendant dix siècles riches et glorieuses sous la loi de l'égalité des partages, tandis que dans la plupart des monarchies, et avec l'aide des primogénitures et des substitutions, on

(1) M. le duc De Cazes.

n'a cessé de voir les plus illustres maisons dépérir, s'éteindre, et disparaître sans retour.

Vient ensuite un troisième argument tout aussi puissant ou à-peu-près que les deux premiers. Celui-ci appartient en propre à M. le Rapporteur; il est juste d'en prévenir; car, même dans une discussion sur le droit d'ainesse, Dieu nous garde de ne pas laisser à chacun ce qui lui revient. Cet argument consiste à dire: Si vous partagez la fortune d'un homme riche entre ses enfants, chacun d'eux se trouvant dans une position convenable, tous demeureront oisifs, indolents, casaniers. Donnez au contraire beaucoup à l'un et peu de chose aux autres, ces derniers, réduits à s'évertuer, vont devenir actifs, intelligents, industrieux, et ce sera tant mieux pour eux et pour le pays.

Merveilleuse réflexion! A ce compte, comme on ne sauroit avoir trop de gens actifs et intelligents, pour-quoi ne pas dépouiller aussi les aînés?

Au demeurant, l'argument n'est pas absolument nouveau. Le célèbre Johnson l'employoit d'ordinaire dans le siècle dernier, et il le rédigeoit comme il suit: La loi de primogéniture, disoit-il, a cela de bon, que du moins elle ne fait qu'un sot par famille. C'est là sans doute une assez mauvaise plaisanterie, mais non plus mauvaise cependant que l'argument dont nous nous occupons; car c'en est la traduction exacte. Parlant sérieusement, s'il est injuste de prétendre que les richesses rendent nécessairement un homme inutile et paresseux, il est absurde de soutenir qu'il soit nécessaire d'en priver d'autres de leur part dans l'héritage paternel, pour les rendre diligents et avisés. Ce qu'on peut dire au contraire, c'est que l'égalité des partages plaçant

en général les enfants d'un même père dans une position inférieure à la sienne, tout en leur laissant les ressources nécessaires pour y remonter, en général elle opère comme un stimulant d'activité et d'industrie, tandis que la primogéniture, enrichissant l'un et appauvrissant les autres, peut avoir quelquefois pour résultat de jeter celui-ci dans l'indolence et ceux-là dans le découragement.

J'arrive enfin au seul argument qui soit plausible et qui mérite examen ; je veux parler du morcellement de la propriété foncière, et des inconvénients que le morcellement peut entraîner eu égard à l'état et au progrès de l'agriculture.

Je dis, Messieurs, que cet argument est plausible en soi ; non sans doute que suivant la louable habitude de toute cette discussion, on ne semble avoir pris à tâche de le dépouiller de toute apparence de raison, en l'exagérant jusqu'à l'extravagance, en nous représentant la nation française pullulant comme une fourmillière, la terre qui s'envole en parcelles, qui se dissipe en poussière ; en un mot, l'égalité des partages toute prête à résoudre par le fait le fameux problème de la divisibilité infinie de la matière.

Mais laissant-là toutes ces folies ; prenons la chose du bon côté.

Je remarque d'abord un fait. Personne ne conteste que, depuis quarante ans, l'agriculture en France n'ait fait des progrès très réels, et que ces progrès ne soient dus en grande partie à la division des propriétés. Personne ne conteste que notre sol ne soit devenu infiniment plus productif, et que la condition des classes laborieuses ne se soit sensiblement améliorée. Ce n'est

donc pas le passé que l'on accuse; ce n'est pas même le présent dont on se plaint; c'est l'avenir que l'on appréhende. On craint que la division des propriétés, poussée outre mesure, ne détruise elle-même ses propres bienfaits, et ne fasse payer cher aux cultivateurs les avantages temporaires qu'ils en ont retirés.

Tel est du moins le sentiment de M. le Ministre des finances; il nous l'a dit et redit en propres termes; et cela posé, on conçoit assez malaisément cet autre sentiment qui lui faisait déclarer en commençant son discours, que s'il possédoit des documents propres à faire connoître avec exactitude l'état de la propriété, en France, il se garderoit de les produire pour l'honneur de notre pays; et qu'il les enfouiroit plutôt jusque dans les entrailles de la terre.

Quel si grand déshonneur y auroit-il à mettre sous les yeux des Français, ou même des étrangers, des tableaux constatant un état de choses dont jusqu'à présent, quel que puisse être notre avenir, nous n'avons qu'à nous féliciter?

Mais passons.

Si nous étions appelés, Messieurs, à discuter théoriquement, et *à priori*, la question de la grande et de la petite culture, selon toute apparence, je serois de l'avis des défenseurs de la loi.

J'estime, en effet, que la grande culture lorsque elle est possible, et là où elle est possible, car elle ne l'est ni toujours ni par-tout, que la grande culture, dis-je, l'emporte infiniment sur la petite. Je pense que la petite culture entraîne à-peu-près nécessairement une assez grande déperdition de temps, de main d'œuvre, et de capital; qu'elle multiplie outre mesure les bâti-

ments d'exploitation, les clôtures, les servitudes; qu'elle s'oppose plus ou moins à l'introduction d'un bon système d'assolement, à l'emploi des machines, et à la meilleure distribution du travail. Tout ceci me semble vrai, certain, et je n'entends rien en contester.

Mais, au nom du ciel, qu'est-ce que tout ceci peut avoir à faire avec la question qui nous occupe?

Est-ce que nous nous figurons, par hasard, que nous allons changer, à l'aide de trois articles de loi, le mode de culture d'un royaume comme la France, et les habitudes de quinze millions d'individus?

En vérité, Messieurs, un de mes honorables amis (1) vous le disoit l'autre jour, nous nous faisons une étrange idée de la puissance des lois. Il y a deux ans que M. le Ministre des finances s'est mis en fantaisie de faire baisser, par une loi, l'intérêt de l'argent, les profits des capitaux; l'année dernière M. le Garde des sceaux a conçu la pensée d'inculquer des sentiments religieux à toute la population, la loi à la main, et moyennant l'assistance d'un officier public, dont je ne veux indiquer ici ni le nom ni le ministère. Voici maintenant qu'il s'agit d'influer au nom de la loi, sur le système de culture d'un royaume qui comprend peut-être le cinquième de l'Europe en population, et le sixième en superficie.

On vous l'a dit, Messieurs, mais c'est une vérité bonne à répéter; ne confondons pas la question de la grande et de la petite propriété avec celle de la grande et de la petite culture; ce sont là deux questions parfaitement distinctes.

(1) M. le baron de Barante.

Les grandes propriétés peuvent être, non pas créées, non pas formées, mais conservées plus ou moins, là où il en existe déjà, par la primogéniture et les substitutions; mais la grande culture procède exclusivement de l'abondance des capitaux et de la diffusion des lumières. La grande culture n'est autre que la culture scientifique. Pour l'exercer, il faut en connoître les méthodes et les procédés; pour l'exercer, il faut être en position de faire de grandes avances et d'attendre de longs retours.

Un pays peut être divisé en très grandes propriétés, subdivisées elles-mêmes en très petits corps de fermes ou en très petites métairies, et soumises au régime de la plus petite culture. Tel étoit, avant la révolution, l'état de plusieurs provinces de France; tel est encore aujourd'hui l'état de l'Espagne et d'une partie de l'Italie; et si vous préférez un exemple plus frappant encore, regardez l'Angleterre, et regardez l'Irlande.

L'Angleterre et l'Irlande sont deux pays soumis au même gouvernement; la même loi civile les régit depuis plusieurs siècles; le système des substitutions, celui de la primogéniture, sont les mêmes dans les deux pays. Les propriétés sont tout aussi grandes en Irlande qu'en Angleterre.

C'est un point que je pose en fait.

On a fait grand bruit, dans le cours de nos dernières séances, d'un statut rendu la seconde année du règne de la reine Anne, et qui soumettoit les successions des catholiques à la coutume dite *Gavelkind*, c'est-à-dire à l'égalité des partages. Ce statut avoit pour but l'oppression des catholiques; qui en doute? mais, conçu dans une intention odieuse, étoit-il propre

à la servir. Il est permis d'en douter. Au surplus, qu'a-t-il produit? D'abord il n'a été en vigueur que pendant deux générations tout au plus; secondement il ne s'appliquoit qu'aux catholiques; et il est bon que la Chambre sache que si la population catholique en Irlande est à la population protestante comme six est à un, ou environ, la propriété catholique est à la propriété protestante dans une proportion précisément inverse. Tel a été l'effet des dépossessions violentes opérées sous Cromwell, et maintenues par la restauration. Enfin, il faut le dire à l'éternel honneur de l'Irlande; il ne s'est rencontré qu'un bien petit nombre d'enfants puînés qui aient consenti à réclamer le bénéfice de ce statut; l'amour de la patrie l'a emporté en général sur l'intérêt personnel. Si je suis bien informé, on n'en citeroit pas vingt exemples. Tous, ou du moins presque tous se sont accordés à repousser des avantages qui, justes ou non, leur étoient offerts sous de funestes auspices; tous, ou du moins presque tous ont refusé de s'associer à une mesure qui, bonne ou mauvaise en soi, étoit lancée sur leur pays comme un instrument de persécution et de ruine.

Je le répète donc, en point de fait les propriétés en Irlande sont tout aussi grandes qu'en Angleterre.

Mais les grandes propriétés en Angleterre sont soumises au régime de la grande culture, tandis que les grandes propriétés en Irlande sont soumises au régime de la petite culture.

Savez-vous pourquoi cette différence?

C'est que l'Angleterre, bien gouvernée depuis cent cinquante ans, est libre, riche et florissante. C'est que

Irlande, opprimée depuis des siècles, est misérable, pauvre et dévastée.

Ce n'est pas la loi de primogéniture qui a introduit en Angleterre le système de la culture par grandes masses et selon les grandes méthodes. La loi de primogéniture n'a produit cet effet nulle autre part. C'est l'instruction universellement répandue; c'est le progrès des sciences et de l'industrie; c'est le commerce du monde.

En Irlande, au contraire, qu'arrive-t-il?

Les grandes propriétés sont louées à longs termes; soit pour un certain nombre d'années (de 21 à 99 ans), soit, ce qui est le cas le plus ordinaire, par baux établis sur une, deux ou trois têtes. Cette dernière sorte de baux est *légalement* réputée *freehold*, c'est-à-dire propriété libre, quoique limitée; quand le fermier vient à mourir avant l'expiration du bail, la ferme, s'il n'en a point disposé par testament, passe à l'aîné de ses fils à l'exclusion de tous les autres. Vous voyez, Messieurs, que la loi de primogéniture s'étend assez loin, puisqu'elle atteint non seulement le propriétaire absolu et perpétuel, mais le possesseur *conditionnel* et à temps, mais le simple fermier. Que fait maintenant ce fermier? Comme il n'a ni l'intelligence nécessaire, ni les capitaux suffisants pour une grande exploitation, il divise sa ferme en petits lots, et les sous-loue séparément à de petits fermiers, qui souvent subdivisent eux-mêmes leurs petites fermes en lots encore plus petits; de telle sorte qu'entre le propriétaire du fonds et le cultivateur réel, il y a quelquefois quatre ou même cinq échelons de fermiers. Le cultivateur réel, c'est le pauvre paysan irlandais qui vit dans la même hutte

avec sa vache, qui se nourrit de pommes de terre et d'un peu de lait, et qui travaille jour et nuit de ses deux bras un très petit champ.

C'est là cette division, non des propriétés, mais des fermes dont se plaignoit sans doute lord Liverpool, dans le discours qui vous a été cité par un noble Baron (1). Je n'ai pu vérifier le passage, qui manque malheureusement dans le Recueil des débats parlementaires (2); mais je suis convaincu que s'il étoit possible de le restituer dans son entier, on s'assureroit que lord Liverpool faisoit allusion à l'état de choses que je viens de décrire; et que loin d'imputer à cet état de choses les maux de l'Irlande, ce qui seroit prendre l'effet pour la cause, il l'imputoit au contraire à la misère, à six siècles d'oppression, à l'absence de capitaux et de lumières.

La France, Messieurs, tient le milieu entre l'état de l'Angleterre et celui de l'Irlande.

Comme l'Irlande, la France est un pays de petite culture; parcequ'en France la population agricole est en général peu éclairée; parceque les capitaux consacrés à l'agriculture sont rares. Comme l'Angleterre, la France est un pays assez bien cultivé, et dont la population vit dans l'aisance.

Il y a cette différence en effet entre la France et l'Irlande, qu'en France la classe agricole est propriétaire, et que le principe de la propriété agissant comme un stimulant, si la classe agricole manque en

(1) M. le baron de Montalembert.

(2) Voyez *Parliamentary Debates*, séance du 17 mai 1825; discours de lord Liverpool, page 739 — 766.

général de lumières purement théoriques, elle est en revanche très avisée et très ingénieuse ; si elle est pauvre en capitaux, elle est très active, très économe, très laborieuse ; tandis qu'en Irlande, au contraire, où la classe agricole ne possède que ses bras, et ne tient ses petits lots de terrain qu'à la discrétion du *middle-man*, interposé entre lui et le propriétaire, non seulement elle manque de lumières, mais elle manque d'industrie ; non seulement elle est pauvre, mais elle est et indolente et imprévoyante.

D'où il suit que la petite culture, qui n'est pas sans doute la meilleure possible en théorie, est en France jusqu'ici la seule compatible avec l'état donné des lumières et des capitaux ; d'où il suit encore qu'en fait, elle y est excellente.

La loi qu'on nous propose, Messieurs, aura-t-elle pour résultat de créer des capitaux appropriés à l'agriculture ?

Non. Je ne sache pas qu'on lui attribue cette vertu.

Aura-t-elle pour résultat d'étendre et de propager la connoissance des bonnes méthodes agricoles ?

Tout aussi peu. Elle n'y prétend aucunement.

Si donc il étoit en son pouvoir, ce qu'à Dieu ne plaise, de créer *par force et artificiellement* de grandes propriétés, que feroit-elle ?

Elle déposséderoit simplement la classe agricole.

Elle substituerait à un grand nombre de petits propriétaires actifs, intelligents, laborieux, un petit nombre de grands propriétaires qui dissiperoient à Paris le revenu de grandes terres mal cultivées, et une classe de cultivateurs mercenaires qui, privés à-la-fois et de lumière et de cette ardeur clairvoyante que l'es-

prit de propriété excite et entretient, deviendroient indolents, grossiers et misérables.

Nous ferions la France d'aujourd'hui semblable à la France d'autrefois; nous ne la rendrions pas semblable à l'Angleterre, nous la rendrions semblable à l'Irlande.

Nous vivons, Messieurs, en fait d'agriculture, comme sous mille autres rapports, à une époque de transition.

La France, avant la révolution, étoit en général un pays de grandes propriétés très mal cultivées. Les événements de cette révolution mémorable, la vente des biens du clergé, celle des biens des émigrés, celle des biens des communes, ont disséminé les terres entre des milliers, disons mieux entre des millions de mains. Avec la propriété, le goût d'être propriétaire s'est répandu dans les classes inférieures, et a décuplé la puissance naturelle des événements et des lois; aujourd'hui chaque paysan veut posséder; s'il possède, il veut s'arrondir. Ce goût de la propriété a jusqu'ici fait merveille; il est possible néanmoins d'abuser des meilleures choses: pour ma part, je suis assez porté à croire qu'il y a en ce moment un peu de manie, un peu d'engouement dans cette tendance universelle; je suis porté à croire que les cultivateurs français achètent à trop haut prix les pièces de terre qui se trouvent à leur convenance, et qu'ils pourroient faire de leurs petits capitaux un emploi plus profitable; c'est là la cause pour laquelle les terres se vendent mieux en détail qu'en masse. Mais c'est là un mal qui porte avec soi son remède. Aucune erreur ne sauroit être de longue durée, lorsque cette erreur est palpable, et qu'elle tourne

en sens inverse de l'intérêt personnel. Le législateur d'ailleurs auroit trop à faire, s'il étoit tenu de s'interposer dans les mauvais marchés, et de rectifier tous les faux calculs.

Qu'avons-nous à désirer maintenant?

Que ce mouvement de division, qui a produit jusqu'ici tant de bien, s'arrête là où le mal commencera; qu'à l'action qui dépasse toujours plus ou moins le but, (c'est l'infirmité humaine qui le veut ainsi), succède une réaction non moins salutaire; qu'il se reforme naturellement et de soi-même à l'avenir, dans une certaine mesure et là où le terrain le comporte, de grandes propriétés soumises au régime de la grande culture, sans laquelle les grandes propriétés ne sont que des fleaux.

Mais d'où ce nouveau mouvement peut-il naître, et comment peut-il s'opérer?

Il n'est que trois moyens de créer les grandes propriétés foncières; la conquête, les confiscations, l'accumulation des capitaux. Il faut, de toute nécessité, ou enlever de vive force les terres à ceux qui les possèdent, ou les obtenir d'eux de gré à gré.

La conquête, nous ne la subirons pas, je l'espère. Les confiscations sont abolies par la Charte, et personne ne songe à les rétablir. Reste donc uniquement l'accumulation des capitaux.

Or, l'accumulation des capitaux, c'est le fait de l'industrie manufacturière et du commerce. C'est donc de ce côté qu'il faut tourner ses regards.

Il y a tendance naturelle de la part des grandes fortunes faites par l'industrie manufacturière et par le commerce, à se consolider en propriétés foncières;

il y a la tendance naturelle, dis-je, car la propriété foncière a des avantages sociaux et politiques, dont la propriété mobilière est dépourvue.

Lorsqu'un homme qui s'est enrichi par son génie et son labeur devient propriétaire foncier de lui-même et par choix, il y a pour lui tendance naturelle à introduire dans la propriété qu'il vient d'acquérir ou de créer, les procédés de la culture scientifique. Il le peut, car industriel, et appliqué qu'il est, ou bien il les connoît déjà ces méthodes, ou bien il est apte à les connoître et à les mettre en pratique; il le peut, car disposant de grands capitaux, il est en position de faire toutes les avances nécessaires pour réussir, et d'attendre pendant des années le résultat de ses premiers travaux.

Une grande propriété formée dans ce but, choisie dans le pays qui s'y prête le mieux; de grands corps de ferme disposés, assortis, répartis en vue du meilleur mode d'exploitation, présentent alors des chances de succès que le hasard des successions ne sauroit presque jamais préparer.

A la vérité, M. le Ministre des finances nie qu'il puisse en aucun cas se reformer de grandes terres; selon lui, cette idée seroit chimérique; il n'y auroit nulle espérance d'y réussir; il faudroit acheter arpent par arpent, perche par perche; et le terrain vendu en détail est d'un prix trop exorbitant.

Mais d'abord c'est supposer que les cultivateurs persisteront, en dépit de leurs intérêts, à se disputer à tout prix les terrains vendus arpent par arpent, et nous avons vu que ce ne peut être là qu'une erreur nécessairement passagère. D'un autre côté, il ne faut

jamais se placer, si l'on veut raisonner de bonne foi, dans des suppositions extrêmes; le riche capitaliste, qui veut devenir propriétaire foncier, n'en est pas réduit à se planter au milieu d'un champ, et à acheter d'abord une perche à droite, puis une autre à gauche, puis une troisième, et ainsi de suite; il acquiert d'abord une terre de quinze ou vingt mille livres de rentes, et de celles-là, il en existe en très grand nombre; ensuite cette première acquisition devient le noyau d'une grande propriété qu'il augmente et qu'il arrondit par d'autres acquisitions successives.

C'est un mouvement de concentration que nous voyons déjà commencer, depuis quelques années, dans le rayon de vingt ou trente lieues autour des grandes villes, autour des principaux foyers d'industrie et de lumières, et qui, si l'on n'y met pas obstacle, si la France continue à s'enrichir, se prononcera plus sensiblement de jour en jour.

Si donc nous désirons sincèrement qu'il se reforme en France de grandes propriétés foncières, si nous désirons voir s'introduire dans notre pays le bienfait de la grande culture, au lieu de décrier l'industrie manufacturière et le commerce, honorons-les, car il n'y a que l'industrie manufacturière et le commerce qui puissent nous rendre ce bon office. Au lieu de les nommer démocrates, républicains, ce qui, dans le langage du jour, veut dire révolutionnaires ou carbonaro; protégeons-les, comme ils demandent à être protégés, s'entend, par la considération, par la liberté, par la sécurité.

Si nous désirons sincèrement qu'il se recompose en France de grandes terres, favorisons les achats au lieu

de les entraver. Cessons de déclamer contre ces prétendues bandes-noires, qui ne peuvent pas être, après tout, bien coupables d'acheter, ce qu'on ne se fait aucun scrupule de leur vendre, et auxquelles on ne sauroit demander, en conscience, plus de vénération pour les vieux manoirs, pour les demeures historiques, que n'en conservent les possesseurs mêmes de ces demeures, à qui l'on ne fait point un crime de s'en défaire. De telles déclamations, en effet, sont tout aussi déraisonnables que peuvent l'être, en temps de disette, les clameurs de la populace contre les négociants qui font le commerce des grains; ces terribles bandes-noires, n'étant, à le bien prendre, que des associations d'individus qui mettent ce qui est à vendre, à la disposition de celui qui veut acheter; or, à coup sûr, ce qui peut arriver de mieux à une propriété qui est en vente, c'est de trouver un acheteur; puisque apparemment celui qui cherche à s'en défaire, n'est en position ni de la garder, ni de la faire valoir avec profit. Au lieu de surcharger les terres de nouvelles entraves, débarrassons-les de celles qui les accablent déjà; simplifions notre système hypothécaire; diminuons les droits d'enregistrement; mettons quelque borne aux difficultés qui s'opposent à l'expropriation forcée, difficultés qui n'ont d'autre résultat que de livrer pieds et poings liés, le propriétaire foncier qui veut emprunter à des prêteurs qui le rançonnent, obligés qu'ils sont eux-mêmes, de compenser par le taux élevé de l'intérêt, les risques et les embarras d'une saisie. Rendons la terre très mobile, très vénale, si nous voulons que les capitalistes l'achètent. Puisqu'il y a de l'avantage à réaliser les capitaux mobiliers en fonds de

terre, soyons sûrs que les capitaux prendront cette route; puisque la grande culture est la plus profitable, ne doutons pas que la grande culture ne soit préférée dès qu'elle sera possible; l'industrie agricole ne nous demande rien de plus que toutes les autres industries; liberté, sécurité; du reste laissons faire, laissons passer, laissons vendre, laissons acheter; les intérêts privés nous répondent du reste.

Mais j'entends l'objection qui s'élève en ce moment au banc des Ministres, et je me hâte d'y répondre.

En attendant ce mouvement de concentration, me dit-on, les propriétés vont, en vertu de l'égalité des partages, continuer à se diviser à l'infini; supposez même qu'il se reforme de grandes terres, l'égalité des partages est là pour les dissoudre et les décomposer en peu de temps.

Messieurs, ne nous forçons point à plaisir des chimères, ne nous créons pas des monstres ni des fantômes imaginaires pour nous donner ensuite la satisfaction de les conjurer et de les faire disparaître.

Toutes ces appréhensions si vives, et celle de voir diminuer le nombre des électeurs, et celle de voir les familles opulentes tomber dans la misère, et celle de voir la propriété foncière se morceler sans mesure, relèvent en définitive d'un fait principal, lequel, pour peu qu'on eût pris la peine de l'examiner, nous auroit épargné bien des déclamations.

M. le Ministre de l'intérieur en a touché quelque chose dans l'une de nos dernières séances; mais à peine y a-t-il mis le doigt, qu'il a semblé tressaillir, et s'est arrêté tout court, comme craignant d'en tirer les conséquences.

Ce fait c'est le taux d'accroissement de la population.

Il est bien évident, en effet, qu'en supposant la population en France complètement stationnaire, en supposant que chaque famille n'élèvat, terme moyen, que deux enfants destinés à remplacer le père et la mère, dût la richesse publique demeurer stationnaire aussi, les fortunes ne diminueroient pas. Chaque patrimoine se diviseroit sans doute en deux parts, mais chacun des deux enfants retrouveroit, en se mariant, l'équivalent, ou à-peu-près, de l'abandon qu'il auroit fait à l'autre.

Lors donc que l'on raisonne dans l'hypothèse d'une prompte division des fortunes, cette hypothèse implique nécessairement l'idée d'une augmentation rapide de population; cette hypothèse implique nécessairement l'idée de familles qui élèvent, terme moyen, quatre, six, huit enfants, plus ou moins.

Or remarquez une chose.

Si chaque famille élevoit, terme moyen, huit enfants, la population quadrupleroit par chaque génération. Si chaque famille élevoit, terme moyen, six enfants, la population triplerait. Si chaque famille élevoit, terme moyen, quatre enfants, la population doubleroit. Si chaque famille élevoit, terme moyen, trois enfants, la population augmenteroit d'un tiers.

Maintenant quel est le fait?

Depuis que l'Assemblée constituante a introduit parmi nous l'égalité des partages, trente-six ans ou environ se sont écoulés. Trente-trois ans forment la durée moyenne d'une génération, selon les calculs ordinaires, l'intervalle de temps pendant lequel une géné-

ration en remplace une autre. Pendant cet intervalle de temps, de combien la population a-t-elle augmenté?

De moins d'un sixième.

On calculoit, au temps de l'Assemblée constituante la population de la France à plus de vingt-cinq millions d'âmes; on la calcule aujourd'hui à environ trente millions.

Encore cet accroissement de population ne peut-il être attribué exclusivement à la multiplication des naissances, il en faut rapporter une partie au moindre nombre de décès, à l'accroissement de longévité, résultant, à l'égard des enfants, de la propagation de la vaccine; à l'égard des adultes, de l'amélioration du sort des habitants des campagnes, de l'introduction de meilleures mesures d'assainissement et de salubrité dans les villes.

Sur les trente-trois dernières années, au surplus, on compte environ dix-neuf années de guerre, et quatorze années de paix, ce qui forme une proportion qui n'a rien d'extraordinaire.

Que si donc, durant cet intervalle de trente-trois ans la population n'a pas tout-à-fait augmenté d'un sixième, il s'en suit:

Premièrement, qu'il n'y a pas tout-à-fait une famille sur deux qui élève, terme moyen, trois enfants.

D'autre part, qu'il faudroit près de deux cents ans pour que la population doublât.

Or, s'il n'y a qu'une famille sur deux tout au plus qui élève, terme moyen, trois enfants, il n'y a donc qu'une famille sur deux, tout au plus, dont la fortune

diminue d'un sixième à chaque génération, par l'effet de l'égalité des partages.

Et s'il faut deux cents ans environ pour que la population double en France, il faudroit donc aussi deux cents ans pour que le taux moyen des fortunes diminuât de moitié par le seul fait de la division des héritages, toujours en supposant que la richesse en France demeurât parfaitement stationnaire; car supposez que la richesse s'accroisse avec le progrès des lumières et de l'industrie, dans la même proportion que la population, les fortunes particulières ne diminueroient point; et supposez que la richesse s'accroisse plus rapidement que la population, les fortunes particulières s'accroîtront au lieu de diminuer.

Barème est là pour démontrer la justesse de ces raisonnemens.

Maintenant, Messieurs, dites-moi, croyez-vous que la richesse augmente en France? croyez-vous qu'elle n'ait pas augmenté de plus d'un sixième depuis 1789?

Si vous avez du doute à cet égard, réfléchissez un instant; songez que la France supporte aujourd'hui, sans effort, une masse d'impôts triple de celle qui a décidé la révolution; songez que la France actuelle, réduite dans les limites des derniers traités, supporte en ce moment une masse d'impôts égale à celle que supportoit péniblement l'empire français lorsqu'il s'étendoit de Rome à Hambourg. Voyez le chiffre des contributions indirectes dépasser d'année en année les prévisions ministérielles; voyez de tous côtés s'élever des bâtimens, s'ouvrir des défrichemens, commencer des établissemens de tout genre; voyez des villes

entières qui semblent sortir de terre à la voix de l'industrie.

Eh bien ! puisqu'il est vrai que la richesse en France s'est accrue depuis quarante ans bien plus rapidement que la population, il n'est donc pas vrai que les familles soient, terme moyen, devenues plus pauvres ; il n'est donc pas vrai que la division des propriétés foncières soit le résultat et la preuve de la diminution des fortunes ; il n'est donc pas vrai que cette division soit l'œuvre nécessaire, inévitable, graduelle de l'égalité des partages ; c'est l'œuvre libre, spontanée, volontaire des achats et des ventes ; c'est une autre distribution de ce genre de propriétés qui s'est opérée. Voilà tout.

Cela posé, que vient-on nous dire ?

Cette division menace-t-elle de se continuer sans terme, sans mesure, en dépit de la volonté même des intéressés ? Non ; puisque la population n'augmente que lentement, puisque la division est un affaire de choix et de libre arbitre. Donc, point de péril dans la demeure.

Donc aussi, qu'il s'opère sous la loi de la liberté, par le seul fait de l'accumulation des capitaux, par la nouvelle direction que l'industrie leur imprimera, qu'il s'opère, dis-je, une distribution nouvelle ; qu'un mouvement de concentration succède au mouvement de morcellement, en un mot, qu'il se reforme de grandes terres par le réunion de petites propriétés acquises de gré à gré ; l'égalité des partages ne menace point de venir à l'instant rompre cette unité naissante ; fiez-vous à celui qui a formé lui-même, qui a créé, orné, embelli sa demeure, du soin de la préserver ; il

saura bien disposer sa fortune de manière à se survivre dans ses œuvres aussi bien que dans ses enfants.

C'est là une considération que je recommande à l'attention de la Chambre, parcequ'elle est décisive sur le point qui nous occupe.

Telle est l'heureuse position de la France, que grâce à la prudence des classes laborieuses, d'une part; de l'autre, grâce à l'activité, à l'industrie, à l'économie universelle, la richesse s'accroît de nos jours dans une proportion plus rapide que la population; l'accumulation des capitaux, et la demande de bras qui en est la suite, dépasse la reproduction des travailleurs.

Dans un tel état de choses, nul danger n'est à craindre.

Dans un tel état de choses, la société prospère nécessairement en tout et de toutes parts.

Pour concevoir des alarmes fondées, il faudroit pouvoir établir que cet état de choses menace de changer tout-à-coup; que d'ici à peu de temps les sources de la richesse vont se fermer; que la population va s'accroître rapidement et sans mesure. Mais ce sont là deux suppositions parfaitement gratuites, deux suppositions que rien n'indique ni ne justifie, que chacun est bien libre d'avancer sans doute, mais que chacun, en revanche, est libre de contredire (1).

(1) J'ai à peine besoin de faire observer que mon intention n'est point de contester la vérité du principe de population, tel que M. Malthus l'a établi. Il demeure constant pour moi comme pour tous ceux qui ont suivi les progrès de la science économique, que les facultés productives du sol ne sauroient s'accroître indéfiniment, et qu'elles ont un terme fixe que la nation ne leur permet point de dépasser, tandis que l'accroissement de la po-

Au demeurant, Messieurs, lorsqu'on se trouve placé sur un bon terrain, on peut sans risque faire à ses adversaires toutes les concessions qu'exige une cause désespérée.

population, s'il n'est pas contenu par la prudence humaine dans un juste rapport avec les progrès de la richesse, ne trouvera de limite que dans le défaut même de subsistances, et dans la souffrance et la mortalité qui en sont la suite. Mais si les principes de l'économie politique sont des vérités susceptibles de démonstration et d'évidence, ce sont néanmoins des vérités abstraites, dont l'application n'est pas toujours rigoureuse dans tous les pays et à tous les instants. La science trace la ligne normale, mais les faits oscillent autour de cette ligne, en s'en rapprochant de plus en plus. Or, je n'ai affirmé qu'un fait, c'est que dans l'état actuel de la France, la progression de la richesse est plus rapide que celle de la population, et que selon toutes les probabilités humaines, il en sera de même pendant une longue suite d'années. Il ne s'agit point ici de raisonner en théorie sur la loi générale de l'accroissement de la population, et de celle des subsistances; je l'ai déjà dit, j'adopte entièrement à cet égard les principes de M. Malthus. Ce dont il s'agit, c'est d'examiner quelle est la distribution des propriétés la plus propre à maintenir le plus long-temps possible un juste équilibre entre la population et la richesse; c'est de savoir quel est l'ordre de choses qui développera le plus sûrement chez les hommes l'intelligence, la sagesse et la moralité, seules barrières efficaces contre l'augmentation excessive de la population. Ce système, selon moi, c'est l'égalité des partages, et si j'avois à traiter la question d'une manière scientifique, je n'hésiterois pas à soutenir cette opinion contre celle des économistes anglais. A l'appui des arguments qui déterminent ma conviction, il me seroit aisé de donner plus d'un exemple. Je citerois en particulier diverses portions de la Suisse soumises depuis des siècles au régime des partages égaux, et où la population est restée sensiblement stationnaire depuis plus de soixante ans, tandis que pendant la même période la richesse agricole a plus que triplé.

Ainsi, je vais supposer le contraire de ce qui est. Je vais admettre que, par une révolution soudaine dans le cours des événements, à partir d'aujourd'hui 3 avril 1826, la population, en France, va s'accroître avec une rapidité prodigieuse, tandis que les sources de la richesse publique tariront tout-à-coup; je vais admettre que, la richesse demeurant stationnaire, chaque famille élèvera, terme moyen, six enfants.

Certes, c'est faire beau jeu à nos adversaires.

Dès lors, en effet, tous les dangers dont on nous menace sont à la porte, et vont faire irruption sur nous.

Mais que fait la loi pour y porter remède? que peut-elle? quelle est sa vertu?

Toutes les familles de France sont sur le bord de la ruine, et les plus pauvres sont à coup sûr les plus en péril. La loi s'étend-elle à toutes également? Va-t-elle au moins au plus pressé?

Non; elle n'atteint que quatre-vingt-mille familles environ, sur près de six millions; et encore ce sont les plus riches.

Toute la superficie du royaume va s'éparpiller en lambeaux, et les petites propriétés sont apparemment plus proches de la pulvérisation que les grandes. La loi les prend-elle sous sa protection spéciale?

Non; elle n'opère peut-être pas sur la centième partie du territoire, et encore ce sont les plus grandes propriétés qu'elle couvre de son égide.

Ainsi, admirable invention, on tend la main à celui qui est assis tranquillement au bord de la rivière, en laissant périr celui qui se noie. On verse l'eau à grands flots sur l'aile de l'édifice qui est à l'abri de l'incendie,

en laissant en proie aux flammes le corps principal qui va tout-à-l'heure s'écrouler avec fracas.

Mais au moins, à l'égard de ce petit nombre de familles qu'elle atteint, à l'égard de cette minime portion de territoire qu'elle affecte, la loi opère-t-elle avec quelque énergie? Transfère-t-elle, par exemple, tous les biens du père à l'aîné de ses enfants, en ne laissant aux puînés que leur industrie et leur savoir-faire?

Non. Elle ne leur assure qu'un préciput modique, plus que suffisant sans doute, si l'on se place au sein de l'état de choses réel; insignifiant, si l'on raisonne dans l'hypothèse de familles nombreuses qui s'appauvrissent toujours et ne s'enrichissent jamais.

C'est un grain de sable que l'on pose à grands frais pour servir de digue à un torrent.

Enfin, ce préciput est-il du moins obligatoire?

Non. Il dépend du père de famille de l'annuler, de l'anéantir; et l'on convient qu'il répugne à nos mœurs; on convient qu'une foule de pères de familles disposeront en sens inverse de la loi.

Vous pouvez juger par-là, Messieurs, du degré d'inquiétude dont le ministère est tourmenté; vous pouvez mesurer à ses précautions, la profondeur et la vivacité de ses alarmes. A coup sûr, s'il trembloit pour nous, il s'y prendroit de plus haut; il trancheroit ici plus au vif. Pour sauver la monarchie, supposé qu'elle fût en péril; pour sauver la société, supposé qu'elle fût prête à se dissoudre, il faudroit d'autres efforts; il faudroit s'y compromettre un peu davantage.

Mais ne nous laissons point de tout accorder.

Dans les familles que la loi atteint, je le veux, l'effet de la loi sera complet. Les pères en respecteront pieu-

sement les dispositions; les fils aînés recueilleront sans déduction le préciput. Allons jusqu'au bout, ce préciput sera substitué pour quatre générations.

C'est assurément attribuer à cette mesure de haute politique une efficacité sans égale et sans exemple. Eh bien, qu'en adviendra-t-il? quel sera le merveilleux résultat digne de ce miracle?

Essayons par plaisir de nous en rendre compte.

Nous avons supposé toutes les familles comptant et conservant, terme moyen, six enfants. Le chiffre n'y fait rien, pourvu qu'il soit élevé (car sans cela la population ne s'accroît pas sensiblement et la loi n'a plus d'objet); je prends donc ce chiffre-là comme un autre.

L'aîné recueillera d'abord dans la succession de son père un sixième à titre de part d'enfant, et de plus un quart à titre de préciput; en tout à-peu-près le tiers.

Voilà donc le tiers des fortunes électorales soustrait à la division; voilà le tiers de cette portion du sol que la loi affecte de soustraire au morcellement.

Mais qu'arrivera-t-il aux deux autres tiers?

Qu'ils seront divisés en cinq portions, infiniment plus petites qu'elles ne l'auroient été, supposé que la loi ne fût pas intervenue, puisque chacune d'elles sera diminuée du montant de sa part dans le préciput.

Ainsi, la loi rendra l'une des six portions plus grande, et les cinq autres plus petites. Elle aura, eu égard au morcellement des propriétés, deux actions contraires l'une à l'autre, une action de ralentissement et une action d'accélération. L'action de ralentissement agira sur le tiers des fortunes électorales, et l'action d'accélération sur les deux tiers; l'ac-

tion de ralentissement agira comme un , et celle d'accélération comme deux.

Prétendre arrêter, par un tel expédient, la division des propriétés, n'est-ce pas imiter cet évêque qui se flattoit d'arriver à Rome en faisant régulièrement un pas en avant et deux pas en arrière?

Mais poursuivons.

Le préciput de l'ainé sera prélevé sur les biens-fonds de la succession. Ainsi le veut la loi. Partant la légitime des cadets sera prélevée sur les capitaux. L'ainé sera le propriétaire foncier; les cadets seront les industriels, les commerçants.

Cela étant, si l'on vouloit soumettre de plus en plus la France au régime de la petite culture, on ne sauroit mieux faire.

En effet, je l'ai dit plus haut. La grande culture, la moyenne culture, disons tout, la petite culture elle-même, pour être bonne, dépendent exclusivement de l'application d'une certaine quantité de capital au sol. Repousser donc de vive force tous les capitaux d'une succession dans les voies de l'industrie et du commerce; livrer à l'ainé la propriété foncière toute nue, et encore une propriété substituée, dont il ne peut vendre la moindre partie, qu'il ne peut hypothéquer pour emprunter, c'est lui interdire non seulement toute amélioration, mais toute réparation; c'est lui interdire les bestiaux, les engrais, les machines; c'est le réduire à ses deux bras; c'est substituer la bêche à la charrue; c'est déclarer guerre à mort à l'agriculture.

Disons enfin un mot des substitutions.

On les a beaucoup louées, beaucoup censurées de-

puis quelques jours à cette tribune. Je laisse ici de côté, pour un instant, l'éloge ou le blâme. Je me borne à constater ceci, qui du moins ne me sera pas contesté, savoir : Que les substitutions ont pour résultat de soustraire les terres qui en sont grevées à la circulation, d'empêcher qu'on ne puisse ni les acheter ni les vendre.

S'il en est ainsi (et qui oseroit le nier), il est clair que les substitutions tendent à perpétuer toutes choses en l'état où elles les trouvent ; si vous introduisez le régime des substitutions dans un pays divisé en grandes propriétés, il les maintiendra grandes, et empêchera qu'il ne s'en forme de petites ; si vous l'introduisez dans un pays divisé en petites propriétés, il les maintiendra petites, et empêchera qu'il ne s'en forme de grandes.

La chose est claire.

Or, Messieurs, dites-moi ; la France est-elle un pays de grandes ou de petites propriétés ? C'est vous que j'en fais juges.

Ainsi, en résumé, la population en France, de nos jours, augmente plus lentement que la richesse : donc point de dangers de voir les fortunes diminuer par la division. — La richesse attire naturellement la richesse ; donc point de danger de voir tout d'un coup les dernières classes monter au premier rang, les premières classes descendre au dernier. — Le morcellement des propriétés foncières a été principalement une affaire de choix et de calcul, non de nécessité ; donc il s'arrêtera là où l'intérêt bien entendu veut qu'il s'arrête. — En supposant l'inverse de la réalité ; en supposant que la population augmente rapidement et que les sources de la richesse publique tarissent, la loi actuelle ne

peut rien contre le mal qui en résulteroit ; au contraire, elle l'augmenteroit. — Elle ne s'adresse qu'à quatre-vingt mille familles sur six millions ; — elle n'opère pas sur la centième partie du territoire ; — elle porte le remède du côté où n'est point le mal. — A l'égard des familles et de cette portion du sol qui se trouvent en dedans de sa sphère d'action, elle accélère le morcellement des fortunes et des propriétés, dans une proportion plus forte qu'elle ne le retarde. — En séparant, dans chaque succession, les capitaux mobiliers de la terre, elle pousse à la petite culture, et la rend même la plus mauvaise possible. — En introduisant le régime des substitutions dans un pays où les propriétés sont très divisées, elle consolide cette division, et met un obstacle invincible au mouvement de concentration qui commence, et qu'il importe si fort au législateur de seconder.

Je m'arrête, Messieurs. Là finissent les observations que j'avois à vous présenter sur la loi, prise en tant que loi, c'est-à-dire, en tant que simple mesure de convenance, d'utilité publique, d'intérêt général.

Vous pouvez juger si j'ai tenu parole.

Est-il vrai, oui ou non, que les motifs produits et reproduits avec tant de fracas, soient de vains prétextes ? Est-il vrai, oui ou non, que les périls dont on nous menace soient de pures visions ? Est-il vrai, oui ou non, que les ressources dont on se prévaut, vont en sens inverse du but ?

Où je m'abuse, ou la démonstration est bien avancée.

S'il en est ainsi, que reste-t-il à faire ? La réponse n'est pas difficile. S'il en est ainsi, que reste-t-il de la loi ? Rien, sans doute. Rien, Messieurs, je me trompe. Tout sub-

siste; tout; car l'idée mère, car la pensée fondamentale de la loi demeure; et cette idée, pour peu que vous consentiez à l'admettre, pour peu que vous consentiez à l'inaugurer par vos suffrages; pour peu que vous consentiez à la déposer dans notre législation, comme feu l'empereur Napoléon, de prudente mémoire, avoit, selon la remarque de M. le Garde des sceaux, déposé le germe des majorats dans les lois de la république: c'est tout ce qu'on veut de vous; le gouvernement ne vous en demande pas davantage.

En effet, Messieurs, il est temps, il est plus que temps d'aller droit au vrai.

Est-ce bien là tout? Suffit-il de s'arrêter ainsi à la superficie des choses? Est-ce pour obtenir des résultats si mesquins, que l'on a soulevé cette monstrueuse controverse? Est-ce pour si peu qu'on voit, d'une part, invoquer cette loi avec tant d'insistance, et de l'autre, la repousser avec tant d'indignation?

Non, certes, mille fois non. Parlons à cœur ouvert. Il y va de bien autre chose. Au fond, et à vrai dire, cette loi n'est pas une loi, mais une déclaration de principes. Cette loi n'est pas une loi, mais un manifeste contre l'état actuel de la société; cette loi n'est pas une loi, mais une pierre d'attente; mais l'introduction, mais le préliminaire de vingt autres lois, qui, si votre sagesse n'y met ordre, vont fondre sur nous tout-à-coup, et ne laisseront ni paix, ni trêve à la nation française, telle que les quarante dernières années nous l'ont faite.

Bonnes gens que nous sommes! Il s'agit bien vraiment de maintenir le nombre des électeurs, ou de veiller aux progrès de l'agriculture. Il s'agit, coûte qui

coûte, à tout risque, sous un prétexte ou sous un autre, de réinstaller, en France, le droit de primogéniture.

Cette fois, comme l'année dernière, lors de la loi du sacrilège, ce n'est pas encore la chose qui importe, c'est le mot. Ce n'est pas encore la conséquence; c'est le principe.

Il s'agit du droit de primogéniture, Messieurs. Et, je vous prie, qu'est-ce que le droit de primogéniture?

On en a tour-à-tour cherché l'origine sous la tente des patriarches, autour des huttes des francs Saliens, dans les châteaux forts du régime féodal. Disquisitions curieuses, sans doute, mais questions de pure érudition qui ne sont ici d'aucun poids.

Pour apprécier le droit de primogéniture, pour en comprendre la nature, et pour le juger selon ses œuvres, il n'est pas nécessaire de remonter si haut, ni d'aller si loin. Sortez de France; passez en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Angleterre même, et puis regardez autour de vous.

Le droit de primogéniture, c'est le fondement de l'inégalité des conditions; c'est le privilège pur, absolu, sans déguisement ni compensation; c'est un droit positif qui ne se réclame d'aucun droit naturel, pas même du droit naturel que nous a si savamment défini M. le Garde des sceaux, et qui dans sa bouche s'est trouvé, en dernière analyse, le droit du plus fort; c'est dans certaines familles de choix, l'attribution faite à l'aîné, parcequ'il est l'aîné, non pour autre cause, du rang, de la fortune, de la position sociale du père de famille; à l'exclusion de ses frères et sœurs qui, réduits à une légitime plus ou moins modique, végètent

sous sa tutéle, s'avancent par son crédit, ou tombent dans la foule qui n'a point de nom.

Tel est ce droit, tel il est par-tout.

Et à quel propos exhumer de nos jours cette institution bizarre, vieux débris d'un ordre de choses qui s'est évanoui dès long-temps en France, sans laisser, que je sache, du moins dans les masses, ni vestige, ni regret?

On ne le dissimule pas. C'est afin de modeler les principales familles du royaume à l'image de la maison régnante. C'est afin d'ériger chacune de ces familles en petite souveraineté domestique. C'est afin de concentrer et de perpétuer, autant que faire se peut, dans ces familles l'exercice des droits politiques; c'est afin d'y inféoder en quelque sorte, de mâle en mâle, les titres d'éligible et d'électeur; c'est afin de créer une corporation d'hommes qui débarrassés par la loi du soin des affaires privées, débarrassent à leur tour le gros de la nation du soin des affaires publiques, et ne lui laissent d'autre soin que d'assister à leurs débats et de les voir se disputer le gouvernement.

Ce n'est pas tout. Sur quelle nature de propriétés asseoiera-t-on le préciput affecté à l'aîné?

Sur la propriété foncière de préférence à tout autre.

Et pourquoi cette préférence?

Parceque la propriété foncière est aux yeux de ceux qui nous gouvernent, plus noble, plus relevée, plus monarchique, en un mot, que la propriété mobilière.

Je n'invente rien, Messieurs. Je répète. Je me serois servi, s'il eût été possible, des propres paroles des défenseurs de la loi: ce sont là, du moins, leurs idées. Or, en les leur empruntant, qu'ai-je voulu, sinon

prendre leur témoignage, qui apparemment ne sera pas récusé, pour établir que ce qu'il est question de ressusciter en ce moment, c'est l'inégalité des conditions par amour pour elle-même; c'est l'inégalité légale entre les enfants d'un même père; c'est l'inégalité légale entre les diverses branches d'une même famille; c'est l'inégalité légale entre les diverses familles dont la nation se compose; c'est l'inégalité légale entre les biens-fonds; les uns, fiefs électoraux substitués; les autres, roturiers et vénaux; c'est l'inégalité légale entre les diverses natures de propriété; c'est l'inégalité en tout; c'est l'inégalité par-tout; c'est l'inégalité, à titre non plus d'exception, mais de droit commun de la société.

Toutes les ruses du langage, tous les artifices d'une dialectique souple et insinuante ne parviendront ni à obscurcir, ni à éluder cette vérité, car elle est trop vraie. La chose parle de soi. Les faits crient.

Tel est, depuis quarante ans, l'ordre qui prévaut en France, que tous les biens qui sont sur cette terre le digne objet de notre ambition, la considération, la puissance, la richesse, y sont véritablement au concours. C'est à celui qui jouit de ces avantages de s'enquérir des moyens de les conserver; c'est à celui qui en est privé de s'évertuer pour les acquérir.

Or, sans doute, c'est cette concurrence qui déplaît. Ce qu'on se propose, c'est d'anéantir autant qu'il se peut un tel ordre de choses. Ce qu'on veut, c'est créer une aristocratie intermédiaire, une sorte de noblesse au petit pied, qui tienne le milieu entre la Chambre des Pairs et le peuple; un ordre de gentilshommes

propriétaires, qui puisse recueillir par droit de naissance, et posséder paisiblement de la considération, indépendamment des qualités personnelles; de la puissance, indépendamment du mérite; de la fortune, indépendamment du travail et de l'économie.

Je sais fort bien que l'œuvre ici n'est encore qu'ébauchée. Je sais fort bien que ce n'est là qu'un embryon informe. Il ne m'échappe point que cette aristocratie nouvelle sera d'abord bien gauche, bien étrange; qu'on y entrera pendant quelque temps à fort bon marché. Il ne m'échappe point qu'à leur début ces fiers patriciens échapperont à l'envie sous l'excès du ridicule. Mais patience; chaque chose en son temps.

Réduire ces quatre-vingt mille familles à sept ou huit mille, comme peut-être cela vous sera proposé dans le cours de cette discussion; évincer du sein de cette corporation restreinte toutes les familles trop obscures pour y figurer dignement; rayer le droit de patente du cens électoral, comme on le tente en ce moment à l'égard de la profession de médecin; annexer définitivement la qualité d'électeur aux terres substituées; clore enfin la liste des électeurs, et fermer le livre d'or, comme à Venise, sont des tentatives qui n'offrent rien ni de plus hardi, ni de plus difficile que celles qu'on hasarde aujourd'hui.

Je ne dis donc rien de trop, je me sers d'une expression qui ne sauroit être taxée ni d'exagération ni de malveillance, lorsque je dis que ce qui se prépare ici, c'est une révolution sociale et politique, une révolution contre la révolution qui s'est faite en France il y a bientôt quarante ans.

Que si maintenant on se demande sous l'influence

de quel mauvais génie une telle conception a pris naissance; si l'on se demande d'où provient, lorsque tout est tranquille autour de nous, cette *démangeaison d'innover sans fin*: la réponse ne laisse pas d'être étrange.

Nous sommes fort malheureux, Messieurs; l'administration actuelle n'a point pour agréable les mœurs du peuple confié à ses soins. La France telle qu'elle se poursuit et comporte n'est pas selon le cœur de ceux qui disposent de ses destinées. L'état de nos idées et de nos habitudes, l'état intérieur et domestique du pays, cités au tribunal des croyances qui se disent exclusivement monarchiques, y a été trouvé démocrate et partant ignoble, bourgeois, de mauvais exemple. Le temps est venu de refondre la société *à priori*; nous sommes à notre insu des républicains; il faut nous faire royalistes!

Nous sommes des républicains, Messieurs; étranges paroles! Refaire la société *à priori*, étrange entreprise!

Je ne sais, mais j'éprouve une invincible répugnance à me servir de ces mots républicain, royaliste, monarchique, démocrate; non sans doute, que dans l'idiome des publicistes, ces mots n'aient un sens assez exact, mais parcequ'ils sont devenus de nos jours, ce que sont devenus, à d'autres époques, les noms d'aristocrates, de fédéralistes et tant d'autres; un jargon de parti, des expressions passionnées, à l'aide desquelles on déverse tour-à-tour au gré de ses préventions, l'éloge ou le blâme sur tout ce qui plaît ou qui déplaît.

Vous aimez la monarchie, Messieurs, vous préférez pour votre pays cette forme de gouvernement où l'hé-

ritier d'une race illustre et antique occupe seul le rang suprême, et le transmet à ses descendants dans un ordre fixe et selon des lois prédéterminées. C'est un sentiment que je partage; mais cette préférence envers la monarchie n'est pas sans doute une pure superstition, ce n'est pas un culte aveugle et stupide; nous préférons la monarchie, apparemment parcequ'elle est réellement préférable; il y a des raisons pour cela. Ces raisons quelles sont-elles?

Je n'entends ici me porter l'organe de qui que ce soit; mais quant à moi, voici les miennes :

Je préfère pour la France, pour mon pays, le gouvernement monarchique à tout autre, parceque j'estime que, dans un grand État, cette forme de gouvernement est celle qui comporte le plus de justice, soit dans les rapports entre l'État et les citoyens, soit dans les rapports des citoyens entre eux.

Je préfère le gouvernement monarchique, parceque je pense que, dans un grand État, cette forme de gouvernement, n'inspirant aux hommes qu'une ambition modérée, elle est la plus favorable à la régularité des mœurs, à l'amour du travail, à l'émulation sans envie.

Je préfère le gouvernement monarchique, parceque je crois que, dans un grand État, cette forme de gouvernement est celle qui se montre la plus conforme au bon ordre, que je définis le respect de tous les droits, la liberté légitime de tous et de chacun.

Pour savoir donc si l'état actuel de la société en France est ou n'est pas monarchique; pour savoir s'il est plus ou moins monarchique que tel ou tel autre qu'on lui voudroit imposer, ce qu'il faut se demander;

c'est si l'état actuel de la société en France est juste, s'il est moral, s'il est paisible, s'il l'est plus que nul autre, plus qu'en aucun autre temps.

Jugé d'après ces principes, mesuré sur cette mesure, j'ose affirmer que l'état actuel de la société parmi nous, ne redoute la comparaison ni avec aucune autre époque de notre histoire, ni avec aucun autre état de société en Europe. J'ose affirmer que sur ce point nous sommes en avant, très en avant de tous les autres peuples.

Descendez dans l'intérieur des familles; jamais les mœurs conjugales furent-elles plus pures? Jamais les rapports entre les pères et les enfants furent-ils plus tendres, plus délicats, plus dévoués? Y eut-il jamais plus d'union entre les frères et sœurs?

Sortons de la famille; plaçons-nous au sein de la société.

Qu'on me montre une population plus régulière dans ses habitudes, plus amie des lois, plus respectueuse envers les magistrats, plus exacte à s'acquitter de ses devoirs envers l'État, plus convaincue que l'indépendance personnelle est le premier des biens, plus résolue à la conquérir par le travail.

Que si, au début du gouvernement constitutionnel, nos mœurs publiques ne sont encore qu'à demi formées, si nous avons à gagner sous ce rapport, peut-être MM. les Ministres pourroient-ils nous apprendre toutefois ce qu'il en coûte de soins et d'efforts, de stratagèmes et de violences, pour extorquer à cette population isolée, dispersée, sans point d'appui, sans garanties, des suffrages en sens inverse de ses opinions.

Du reste, que de bien à dire! Si nous comparions le

nombre des crimes qui se commettent en France, au nombre de ceux qui se commettent dans d'autres pays plus avancés sous certains rapports, en Angleterre, par exemple, l'avantage seroit grandement en notre faveur. Si nous comparions le nombre d'individus assistés par les établissemens de charité, la disproportion seroit immense. Point de prolétaires dans les campagnes, point de populace dans les villes. Il m'est arrivé mille fois de me promener, les jours de fête, dans les lieux publics, avec des étrangers, avec des Anglais sur-tout, et de les voir confondus de la joie innocente, de la gaieté douce, de l'aspect riant et domestiqué des dernières classes de la société.

Messieurs, si ce qu'on affecte de nommer le génie de la monarchie, n'est pas content de ces résultats, c'est un peu sa faute, il faut en convenir : il est permis de le trouver trop difficile.

Et c'est une telle population dont nous entreprenons la réforme ; c'est une telle population qu'il s'agit de régénérer ! Et, pour la régénérer, qu'allons-nous lui dire ?

☐ Nous allons dire aux pères de famille :

Jusqu'ici vous avez regardé comme un devoir de conscience, comme une obligation morale d'aimer tous vos enfans d'une égale affection, de les traiter l'un comme l'autre ; de n'user de la faculté de tester qui vous est laissée par la loi, que pour récompenser des vertus éminentes, pour réparer les revers de la fortune, ou les disgraces de la nature. Abjurez ces sentimens que vous croyez naturels, ces sentimens d'hommes sauvages et grossiers ; qu'ils fassent place

dans votre cœur à l'orgueil du nom, à la vanité de famille.

Nous allons dire aux fils aînés :

Jusqu'ici vous vous êtes considérés comme les égaux, comme les frères de vos frères; vous ne leur avez demandé, vous ne leur avez offert que tendresse, amitié, affection. Changez maintenant de personnage. Arrogez-vous dans le sein de la famille le rôle et le maintien d'un protecteur; exigez la condescendance pour prix de votre crédit et de vos faveurs.

Nous allons dire aux fils puînés :

Jusqu'ici vous n'avez considéré l'aîné de la famille que comme l'un d'entre vous; vous vous êtes crus tous appelés à courir, chacun à vos risques et périls, toutes les chances que la destinée vous réserve, à vous secourir, mais mutuellement, mais l'un l'autre, mais sans autre distinction que celle que la nature elle-même auroit mise entre vous. Détrompez-vous; cessez de vous livrer à ces sentiments d'indépendance. Rangez-vous derrière votre aîné; flattez ses passions, caressez ses caprices, et méritez que par son crédit il vous avance et vous pousse à des emplois lucratifs.

Nous allons dire enfin au reste de la nation :

Jusqu'ici vous vous êtes crus des citoyens, des hommes égaux devant la loi; vous avez cru qu'entre le trône et vous il n'existoit qu'une seule aristocratie; une aristocratie limitée, régulière, constitutionnelle, une aristocratie revêtue de privilèges en raison de ses fonctions; ne vous estimez pas si haut. Entre la Chambre des Pairs et vous, il va se former une seconde aristocratie, et non pas cette aristocratie naturelle et mobile qui se compose de toutes les supériorités exis-

tantes, qui est l'ame, l'ornement de la société, mais une aristocratie fixe, étroite, positive, investie de privilèges purement personnels, qui participera seule au maniement des affaires, à laquelle tous les emplois seront nécessairement dévolus. Vous, marchez sous la bannière de ces nobles de fraîche date; pliez devant eux, ils seront les patrons, et vous, vous serez les clients.

Dire, Messieurs, que la monarchie ne peut subsister qu'à de telles conditions; dire qu'il est de son essence de tenir aux hommes un tel langage, c'est dire qu'il est de l'essence de la monarchie d'étouffer la voix de la nature, de faire taire le cri de la conscience, de caresser les mauvais penchants, de dégrader la dignité du caractère; c'est calomnier la monarchie.

Je repousse en son nom cette imputation odieuse; je repousse en son nom cette loi, cette loi anti-monarchique sans doute, puisque le principe en est pervers et la tendance corruptrice.

Je m'exprime, Messieurs, avec une entière franchise. Ai-je besoin d'ajouter toutefois qu'il est loin de ma pensée d'étendre de semblables qualifications, soit aux auteurs de la loi, soit à ceux qui l'approuvent et qui la défendent, soit à ceux-là même qui dans d'autres pays, tirent la splendeur de leur existence d'institutions toutes pareilles à celle que je signale en ce moment à votre animadversion.

Où en serions-nous, bon Dieu, s'il falloit absolument identifier les personnes aux principes et imputer au caractère moral des individus toutes les conséquences qu'une logique rigoureuse peut légitimement déduire des faits et des opinions?

Heureusement il n'en est rien. L'expérience univer-

selle atteste qu'on peut admettre, dans l'innocence de son cœur, des pensées pernicieuses, et accomplir, même par vertu, des actions que la morale réprouve. L'histoire en dépose à chaque page. Les plus généreux des mortels ont possédé des esclaves. Le dernier, et peut-être le premier des Romains, se recommande à notre admiration par un acte, que nous, éclairés par une religion meilleure, et une morale plus épurée, nous avons le droit, le droit glorieux de nommer criminel.

Mais de même qu'il n'appartient ni aux idées répréhensibles ni même aux actions condamnables de dépouiller nécessairement l'homme d'innocence et de vertu, il n'appartient pas non plus aux intentions les plus pures de réhabiliter les idées répréhensibles; il n'appartient pas aux caractères les plus justement vénérés d'absoudre les actions condamnables.

Chaque homme, chaque chose demeure, au tribunal de la vérité, ce qu'elle est réellement.

Las Casas a institué la traite des noirs pour soustraire à la destruction les débris des malheureuses peuplades caraïbes; Las Casas est resté l'un des bienfaiteurs de l'humanité, et la traite des noirs un des crimes les plus abominables qui l'aient jamais déshonorée.

C'est là ma réponse, Messieurs, à ceux qui se méprendroient au point de vouloir absolument ou détourner mon langage des choses aux personnes, ou soumettre mal à propos la liberté de la discussion au joug des bienséances individuelles.

C'est aussi là ma réponse à d'autres orateurs dont j'honore les vues, mais dont je ne partage point les chimères; à d'autres orateurs qui, éblouis et comme

enchantés par l'exemple d'un pays voisin, rêvent en ce moment la possibilité d'instituer en France, non pas une noblesse de cour ou de province, mais une aristocratie véritable, une aristocratie libre et fière, puissante et majestueuse, protectrice éclairée des libertés populaires.

Les temps en sont passés; désormais toutes les classes de la nation française sont également émancipées; que l'on tourmente la population en tout sens, on n'en fera plus sortir ni clients ni patrons; on n'en fera plus sortir que des magistrats et des citoyens. Si c'est là un mal ou un bien, je laisse chacun le décider selon qu'il l'entend : quant à moi, j'en suis fier, et j'en rends grâces au ciel. Il y a des choses d'ailleurs qui ne se font ni à la main ni après coup.

Oui, je le sais, le droit de primogéniture existe en Angleterre; il y existe plus dur, plus injuste cent fois que la loi actuelle ne nous le propose; tous les biens-fonds vont à l'aîné; tous sans exception; les puînés n'ont de ressources qu'une église riche jusqu'à la profusion, jusqu'au scandale, que l'armée où les grades s'achètent et se vendent; que des sinécures sans nombre et sans mesure; qu'une foule de postes lucratifs dans les colonies; que l'Inde où, si long-temps cinquante millions d'hommes ont été livrés en pâture à la rapacité des exacteurs. Oui, je le sais, la distinction des rangs est conservée en Angleterre avec une exactitude pointilleuse et pédantesque; le gouvernement depuis plusieurs siècles y appartient, à-peu-près exclusivement, à un petit nombre de grandes familles qui, rangées sous des étendards différents, se disputent et se transmettent le pouvoir, selon le vent de l'opinion

qui domine; tous les détails de l'administration sont dévolus à une vaste corporation de gentilshommes qui, sous les noms de juges de paix, de grands jurys, font tout, décident de tout, disposent de tout gratuitement, j'en tombe d'accord, mais aussi affranchis de tout contrôle, exempts de toute responsabilité positive. Et pourtant j'ai hâte de le déclarer hautement; quelque préjugé qui s'élève au premier abord contre un tel ordre de choses, l'aristocratie anglaise honore l'humanité; c'est un imposant phénomène dans le monde et dans l'histoire. Associée de tout temps aux intérêts du peuple, elle n'a jamais cessé de revendiquer les droits du moindre citoyen, aussi courageusement que les siens propres; elle a ouvert la route où la nation marche aujourd'hui; elle a couru les mêmes chances, défendu la même cause, combattu le même combat. Depuis cent cinquante ans que la victoire est gagnée, elle n'a ni dévié ni dégénéré; elle a sans cesse accueilli dans son sein toutes les supériorités qui se sont élevées; une heureuse émulation, digne fruit des institutions libres qu'elle a fondées, s'est maintenue dans les hauts rangs; l'aristocratie anglaise est encore aujourd'hui l'élite de l'Angleterre, de cette Angleterre elle-même qui tient le premier rang parmi les peuples libres.

Mais qu'induire de tout ceci? où seroit l'homme assez présomptueux pour oser faire la part du droit de primogéniture dans un semblable résultat? Qui prendra sur lui de dire combien il en faut attribuer au temps, aux événements, aux circonstances? combien à la conquête au onzième siècle? combien à la réformation au seizième? combien à la révolution de 1640? combien à celle de 1688?

Et dût-on attribuer au droit de primogéniture mille fois plus qu'il ne lui est dû en tout ceci, depuis quand un heureux hasard auroit-il le privilège d'altérer les notions du juste et de l'injuste? de changer le mal en bien, et d'intervertir les fondemens de la morale? Parceque l'aristocratie anglaise est noble et généreuse, en est-elle moins inique la loi qui dépouille tout une famille pour créer telle ou telle de ces fortunes colossales qui surpassent les revenus de plusieurs états souverains du continent? En est-il plus pieux cet état de choses où les dignités ecclésiastiques sont distribuées à titre de dédommagemens temporels? en est-il plus sage cet état de choses où les sinécures encombrant toutes les branches de l'administration et de la justice, et opposent une barrière inexpugnable aux réformes les plus salutaires? Si le gouvernement de l'Inde est devenu depuis quelques années plus pur, moins rude, moins oppressif, combien l'administration de lord Clive et celle de M. Hastings n'ont-elles pas coûté de larmes à l'humanité?

Messieurs, l'arbre du bien et du mal ne porte pas toujours ses véritables fruits ici-bas. Par fois les événemens semblent se jouer de notre prévoyance, ou plutôt semblent disposés d'en haut, pour mettre à l'épreuve notre foi dans les éternels principes de la justice et de la raison. (1) Un jour, un roi de France, réduit aux derniers expédients, soit par ses propres profusions, soit par les dilapidations de ses favoris, s'est avisé de mettre en vente, quoi? l'administration de la justice! le droit de prononcer sur la fortune, sur la vie, sur l'honneur des citoyens! Certes, s'il fut jamais

(1) M. Royer-Collard, Discours sur la septennalité.

une action abominable devant Dieu et devant les hommes, ce fut celle-là? Eh bien! de cette fange de la vénalité des charges, il a surgi tout-à-coup une magistrature admirable; l'honneur de la France, l'ornement de notre histoire, une vraie tribu de Lévi vouée de cœur au culte de la justice, un corps politique indépendant et fier, qui, malgré ses écarts, malgré ses emportements, et quelquefois ses foiblesses, est encore le plus beau titre dont l'ancienne France puisse se glorifier aux yeux de la postérité. Je le vois, Messieurs, vous le pensez comme moi; vous m'approuvez de le dire; et pourtant que penseriez-vous d'un ministère qui, s'autorisant d'un pareil exemple, viendrait vous proposer de remettre encore une fois la justice à l'enca? Messieurs, on ne fera pas plus en France l'aristocratie anglaise, au moyen du droit de primogéniture, qu'on n'y referoit les parlements par la vénalité des charges de judicature. Les voies de Dieu sont impénétrables. Quelquefois, du sein des folies, des misères, des crimes même de l'humanité, il lui plaît de susciter des choses merveilleuses qui n'ont qu'un temps, et qu'on ne voit qu'une fois. Mais retomber dans les mêmes fautes, mais commettre les mêmes erreurs, mais se livrer aux mêmes désordres, afin de fournir à Dieu l'occasion d'un nouveau miracle, ce seroit une entreprise impie autant qu'insensée! Foibles et ignorants que nous sommes, nous n'avons qu'un guide en ce monde, la conscience: malheur à nous si nous faisons le mal, sous ce prétexte que la Providence a toujours le pouvoir et quelquefois la volonté d'en tirer le bien!

J'ai long-temps, trop long-temps, sans doute, abusé de votre indulgence. D'autres idées encore roulent

confusément dans mon esprit; mais par malheur, ou plutôt par bonheur, elles m'échappent en ce moment. Je terminerai donc par une dernière réflexion.

Cette loi, dont le sort est dans vos mains, elle est étrangement impopulaire. Jamais autre loi n'a soulevé un semblable déchaînement d'opinion.

C'est la voix des intéressés, nous dit-on.

Mais qui sont ici les intéressés, ou disons mieux, qui ne l'est pas? Est-ce le peuple? on le déshérite des droits politiques? Est-ce la noblesse électorative? on lui inflige le droit d'aînesse. Aussi la clameur s'élève de par-tout. Si les dernières classes de la société s'indignent, les classes supérieures, celles pour qui le privilège est fait, le maudissent et le repoussent. Si les plus jeunes d'entre les enfants y voient une spoliation manifeste, les plus âgés l'accueillent avec dégoût; dans les villes, dans les campagnes, dans tous les rangs, dans tous les partis, dans toutes les opinions, la réprobation est la même, unique, unanime, universelle.

D'où peut provenir un semblable accord?

Est-ce pure inquiétude? Non. En France, les frères ne se craignent point l'un l'autre, et chaque père de famille sait fort bien que, pour se soustraire à la loi, il ne lui en coûtera qu'une demi-feuille de papier non timbré, et deux minutes de bonne volonté.

Est-ce esprit de parti? opposition au gouvernement? Mais alors l'administration actuelle seroit donc elle-même bien haïe, bien détestée, bien décriée?

Non encore. Quelque peu de disposition que je me sente en sa faveur, je ne pense pas qu'elle inspire un tel degré d'animadversion.

C'est pour elle-même, c'est à son propre titre, que

cette loi irrite et révolte. Le dirai-je? Elle apparoît au public, bien moins comme une mauvaise loi, que comme une mauvaise pensée, comme un mauvais conseil qui s'échappe d'une bouche qu'on a coutume et volonté de vénérer. De la part du Gouvernement, de la part du tuteur naturel des individus et des familles, elle apparoît comme une provocation à abdiquer les sentimens de la nature, comme un encouragement à l'ambition et à la vanité, comme un appel fait à des passions basses et cupides qui sont désormais assoupies dans les cœurs; elle répugne comme répugneroit un magistrat qui du haut de son tribunal exhorteroit les citoyens au vice, comme répugneroit un père qui spéculeroit sur les désordres de ses propres enfans.

Une loi ainsi jugée est morte avant que de naître.

L'unanimité même dans les deux Chambres pourroit bien discréditer les deux Chambres, mais ne lui assureroit pas deux jours d'existence.

Tous les sophismes imaginables y perdront leur pouvoir. La conscience du public, la raison du public ne prendront point le change. En vain lui répétera-t-on cet étrange adage : que les successions sont de droit civil; que l'État est l'héritier légitime de quiconque décède; que le législateur a le droit d'étendre la main sur les biens des mourans, de dépouiller telle ou telle portion de leur famille; de distribuer leur fortune selon son bon plaisir; que l'héritage des enfans est un présent de la libéralité ou de la charité du législateur. Vaines sentences, tristes paradoxes, dont peuvent bien se payer dans leurs élucubrations quelques publicistes spéculatifs, ou quelques jurisconsultes subtils par profession, mais qui ne feront jamais

au bon sens des masses la moindre illusion; le plus sûr est de ne pas s'y jouer.

Messieurs, M. le Ministre des finances, en terminant son discours, a cru convenable de nous adresser quelques avis dont je ne conteste point la sagesse. Si j'avois le droit, que je n'ai pas, de donner à mon tour un conseil aux conseillers de la Couronne, je leur dirois: cédez, il en est temps encore; n'insistez pas davantage; ne prodiguez pas la persévérance, car la persévérance placée hors de propos dégénère en entêtement dangereux. Il est sans doute des circonstances où l'homme d'état se doit à lui-même de faire tête à tout un public en rumeur, d'élever sa voix solitaire contre l'opinion qui s'égare, de demeurer seul sur la brèche pour défendre les intérêts de la vérité. Mais c'est alors seulement que la vérité est d'un tel ordre, que les esprits supérieurs sont les seuls qui y aient accès. Là au contraire où il s'agit de la paix des familles, des rapports entre les pères et les enfants, des liens entre les frères et les sœurs, le plus simple manœuvre, le moindre artisan en sait tout autant que le plus grand des philosophes. Ce sont là de ces vérités que Dieu se plaît quelquefois à dérober aux sages, pour les révéler aux simples et aux ignorants. Ce sont là de ces occasions où le législateur peut s'abandonner les yeux fermés au flot de la multitude, et s'écrier avec confiance: *vox populi, vox Dei.*

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 4 avril 1826.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE LALLY-TOLENDAL,

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions.

MESSIEURS,

Au terme où est arrivée une discussion qui réfléchira un long honneur sur tous les côtés de la Chambre, je desirerois bien ne pas vous paraître usurper quelques moments de plus que je réclame de votre attention. Mon apparition tardive à cette tribune est un acquit de conscience envers le projet de loi qui vous est soumis. J'ai recueilli scrupuleusement tous les débats. Quelquefois ébranlé, plus souvent raffermi dans le vote que j'avois émis comme membre de votre commission, je m'y suis senti définitivement arrêté dans une des dernières séances. Il faut que ma conviction soit bien forte, puisqu'elle résiste dans ce moment à la discussion brillante du jeune et noble ami que je viens d'entendre, à ce talent perfectionné d'année en année, dont on ne peut plus mesurer le terme, à cette séduisante argumentation, dont une partie cependant m'a paru présenter plus de problèmes que

(2)
de solutions, plus d'hypothèses que de faits. Enfin, de quelque côté que soit l'erreur, dès que ma conviction n'a point été altérée par le charme de l'éloquence qui l'a combattue, il est non seulement dans ma position, mais dans mon devoir de le déclarer. Je ne peux pas rester soutien muet d'une loi que je crois de la dernière importance, sur-tout par son principe, car le principe établi, les moyens de le mettre en action peuvent être modifiés ou perfectionnés. Beaucoup de préventions se sont liguées, beaucoup de sentiments ont été soulevés contre le principe et la loi. Précisément parceque je ne puis les combattre sans risquer quelque chose de cette faveur publique, qui dans ma longue et orageuse carrière a été la consolatrice de toutes mes infortunes, et l'auxiliaire de toutes mes réclamations; précisément parceque je me trouve dans un pénible dissentiment avec plusieurs nobles amis que j'honore autant que je les chéris, c'est pour moi un avertissement de plus, de faire à ma conscience un sacrifice qu'on jugera d'autant plus obligé, qu'il m'aura coûté davantage.

J'élargirai tant que je pourrai. Je serai publiciste et historien beaucoup plus que légiste et jurisconsulte. Sous ce dernier rapport la question a été épuisée. Elle a été développée avec un pouvoir d'éloquence et des trésors d'érudition, auxquels je ne puis rien apporter que le tribut de mon admiration.

NOBLES PAIRS, personne ne sent plus que moi le respect dû aux objections élevées dans cette Chambre contre le nouveau projet de loi, soit que l'on s'arrête aux motifs de ces objections, soit que l'on apprécie

tout ce qui distingue le caractère, les intentions, et presque toujours le langage des nobles orateurs qui les ont présentées.

Personne n'a rendu des hommages plus sincères et plus vifs que les miens à ce Code civil, résultat de tant de lumières et empreint de tant de conscience! On m'a fait récemment, dans des écrits publics, le reproche de l'avoir loué avec hyperbole. Je ne conviens pas de la vérité du reproche, et je ne rétracte pas un seul mot de ce que j'ai dit.

Je ne sais même pas si, à la première lecture du nouveau projet de loi, ses difficultés ne se sont pas emparées de ma pensée, avant que ses avantages y pénétrassent. Le premier mouvement appartient à tout ce qui est instinct de la nature et empire de l'habitude. Les combinaisons de l'ordre social, la nécessité d'un grand changement, le compte qu'il faut tenir de la différence des temps, des gouvernements, des situations, des caractères, des mœurs, la mesure de la portion de sacrifices qu'exige la conservation du grand tout, sont autant d'objets qui ne peuvent se juger, souvent même se comprendre, qu'après de longues et profondes méditations.

Une mère qui, entourée de ses enfants, entend parler d'une loi de primogéniture et d'un droit de masculinité, doit s'écrier à l'instant : *Je ne veux pas qu'un de mes enfants ait moins de fortune qu'un autre; je ne veux pas que mes fils soient plus riches que mes filles!*

Un père, que la nature a organisé pour des conceptions plus fortes, et pour des emplois publics; un législateur, un magistrat, un publiciste, un guerrier accoutumé à se dévouer, un citoyen habitué à réflé-

chir, s'arrêtent même au milieu des premiers élans de la nature, quand on leur dit : « L'intérêt et le salut du corps social sont l'intérêt et le salut de tous ses membres. La famille est une aggrégation d'individus : l'État est une aggrégation de familles. L'unité politique est celle des familles. Les unités numériques et individuelles n'ont d'influence politique que dans deux sortes d'états : une influence de droit dans ceux où le suffrage universel peut s'établir, une influence de fait dans ceux où il n'y a pas du tout de suffrage. Dans les uns elle est un germe légal d'anarchie ; dans les autres elle est un résultat violent de la tyrannie et de l'esclavage, des complots et des révoltes, des incendies et des étranglements. »

Dans toute monarchie tempérée, soit par les mœurs, soit par les lois ; dans une monarchie constitutionnelle sur-tout, c'est-à-dire dans le plus noble et le plus doux des gouvernements dont un peuple puisse jouir, il faut qu'il y ait une masse proportionnée de propriétés territoriales presque aussi inviolable que le trône, presque aussi inaliénable que le domaine de la couronne. Ce sont des ouvrages avancés qui couvrent et défendent le corps de la place. Il faut qu'il y ait, je ne dirai pas un patriciat, mais un patriarcat de famille, qui attache tel nom à telle terre, et telle terre à tel nom ; qui fasse du chef un objet de respect, un guide de mœurs, un principe de force et de considération pour toutes les branches du tronc principal ; qui soit tout à-la-fois la racine, le type et le conservateur de la stabilité ; qui empêche enfin la famille de se dissiper avec le sol, et les institutions de se dissiper avec l'un et l'autre : ce ne seront plus des terres

saliques, ce seront des terres monarchiques, des terres aristocratiques; il faut trancher le mot, car aucune monarchie, autre que celle de Constantinople et d'Alger, ne peut se passer d'aristocratie. Or la Chambre des Pairs ne suffit pas à elle seule pour remplir cet objet. La Chambre des Pairs est la sommité légale de cette aristocratie, elle n'en est ni le complément entier, ni la plénitude exclusive; et de même que le trône s'appuie sur la dignité légale de la pairie, la dignité légale de la pairie s'appuie sur la dignité morale de la propriété territoriale, dont les divers degrés s'appuieront eux-mêmes successivement l'un sur l'autre sans interruption et sans lacune; car où il n'y auroit pas de liaison, il n'y auroit pas d'appui, et dans cette longue chaîne de la propriété foncière, c'est-à-dire de la vraie et seule garantie sociale, chaque anneau doit, par un accroissement et un décroissement graduel, tenir à-la-fois et de celui qui le précède et de celui qui le suit.

Voilà le but que se propose la nouvelle loi, et voilà le but qu'elle atteindra, je ne dis pas promptement, mais nécessairement; or, il s'agit ici d'une durée d'empire et non d'un âge d'homme. On s'habitue à l'erreur, pourquoi ne s'habituerait-on pas à la vérité? On s'en est écarté: pourquoi n'y reviendrait-on pas? Un seul bon exemple peut en produire beaucoup d'autres, c'est là le cas du *vires acquirit eundo*.

Et dans cette enceinte, et hors de nos murs, on n'a cessé de nous opposer soit les décrets portés par les diverses législatures qui ont régi la France pendant l'interrègne, soit ce Code civil que je me garde bien de confondre avec eux, et dont l'autorité étoit sans

doute la plus imposante qu'on pût choisir pour s'en faire une arme contre nous.

Messieurs, j'invoquois à cette tribune, il y a quelques années, cet axiome d'un des plus grands hommes d'État et des plus purs moralistes de l'antiquité : *Lorsque les temps changent, les devoirs changent aussi ; dum tempora mutantur, mutatur et officium.*

Je demanderai donc d'abord dans quels temps sont nées ces lois qu'on nous oppose, même sans en excepter ce Code civil, qui n'en restera pas moins l'objet de ma vénération. Dans quels temps?... Je crois, nobles Pairs, que nous ne reculerons pas avec une terreur d'enfants devant des souvenirs durs mais nécessaires à rappeler, et qu'avec un courage d'homme, et une conscience de législateurs, nous saurons supporter et fixer la vérité, quelque sévère qu'elle se présente à nous.

Dans quels temps sont nées ces lois successives qui, enchérissant les unes sur les autres, appliquant fausement des qualifications de féodalité à des objets qui leur étoient entièrement étrangers, ont proscrit le droit de primogéniture, établi l'insubordination dans les familles et brisé la puissance paternelle, élément nécessaire de la puissance publique?

Dans des temps où la fièvre d'une indépendance, aussi ennemie de la vraie liberté que du pouvoir légitime, étendoit de jour en jour sa funeste contagion ; dans des temps où une démagogie effrénée, faisant autant de victimes que de dupes, prêchoit par-tout un nivellement insensé, d'où alloit sortir de toutes les inégalités la plus monstrueuse, celle qui constituoit les bons et les sages dans l'impuissance de lutter contre

les méchants et les insensés; celle qui mettoit le propriétaire hors d'état de défendre sa propriété, le bon citoyen hors d'état de servir sa patrie, le sujet fidèle hors d'état de défendre son souverain, l'homme religieux hors d'état de pratiquer sa foi, l'homme de bien hors d'état de défendre son toit, ses vieux parents, sa femme, ses enfants, sa propre existence et celle de toute sa famille. Dans des temps (une seule circonstance suffit quelquefois pour faire apprécier un grand ensemble), dans des temps où un fameux repas civique et cosmopolite, célébré par la gazette nationale d'alors, donnoit à toute la France le signal de ces trois toasts: *A la juste confiance due aux assignats! — A la destruction de toutes les aristocraties dans tous les pays du monde! — Malheur à qui proposeroit l'établissement d'une Chambre des Pairs en France!*

Si les nobles Pairs devant qui j'ai l'honneur de parler veulent, en rentrant dans leurs cabinets, ouvrir le *Moniteur* de l'année 1790, n° 126, ils y liront ce que je viens de rapporter, et à quelques feuilles de distance, ils trouveront, sous le n° 57, la première attaque livrée tout-à-la-fois au droit d'aînesse et à la puissance paternelle, dans la séance de l'assemblée dite constituante, du 25 février. Ils y verront avec douleur un homme qui, dans son caractère privé, rappeloit toutes les vertus héréditaires de sa noble race, mais qui, dans ses fonctions publiques, étoit égaré par des rêves de novateurs détrompés eux-mêmes, mais trop tard, ils verront cet homme de bien annoncer que trop d'étendue étoit encore accordée à la puissance paternelle; regretter que le temps ne fût pas encore arrivé d'établir le partage égal de tous les biens entre les en-

fants; se flatter au moins que ce temps n'étoit pas éloigné. Vous verrez ensuite, Messieurs, et cette fois sans étonnement, celui qui, deux ans plus tard, fut le maire du 10 août; celui qui, l'année suivante, osa dire en face au roi déjà martyr: *Moi, je suis pour la république*; vous le verrez s'indigner contre le rapporteur du comité féodal de ce qu'en proposant le partage égal des *biens féodaux* dans les successions ab intestat, il en soumettoit cependant la distribution aux dispositions que pourroient en faire les parents en faveur d'un ou plusieurs des héritiers. Vous le verrez reprocher à ce rapporteur de n'avoir pas saisi cette occasion du partage des biens féodaux pour proscrire le droit d'ainesse dans toutes sortes de biens sans exception. Vous verrez ce rapporteur, cet homme aussi consciencieux qu'éclairé, ce vénérable Tronchet, destiné à la gloire douloureuse d'être le compagnon des Malesherbes et des Desèze, vous le verrez s'indigner à son tour de ce que ces prétendus législateurs, qui n'étoient pas dignes de le compter parmi eux, ne se doutoient pas combien étoit *difficile, importante, délicate*, la question qu'ils traitoient si légèrement. Vous l'entendrez leur dire avec sa courageuse justice: « Uniquement chargés de l'examen des droits féodaux « détruits par les arrêtés du 4 août, nous n'avions « pas de mission pour nous occuper du *droit d'ai-* « *nesse*. Vous ne pouvez pas vous-même vous en oc- « euper, à cause des funestes conséquences qu'auroit « en ce moment cette abolition. Frappé de tous les « inconvénients de la loi inévitable que le comité vous « propose, il croit que le père doit être le juge na- « turel de ces inconvénients, soit qu'ils portent sur

« l'aîné de ses enfants , soit qu'ils portent sur les
 « puînés. Le comité a donné au père la faculté de ré-
 « parer, suivant sa justice et sa tendresse, les torts
 « nécessaires de la loi inévitable. »

Il ne craignoit pas, ce vénérable Tronchet, que trop d'étendue fût accordée à la puissance paternelle. Il n'avoit pas figuré parmi les moteurs des folies nocturnes du 4 août. Chargé, bien malgré lui, d'en régulariser les décrets, il cherchoit à en adoucir les désastres. Si nous avions encore le bonheur de le posséder parmi nous, libre qu'il seroit aujourd'hui de s'abandonner aux mouvements de sa justice, et aux inspirations de sa sagesse, avec quel zèle il travailleroit à *réparer les torts* encore existants de tant de lois coupables, à renforcer la foiblesse de tant de lois impuissantes, sur-tout à rendre au pouvoir paternel toute l'étendue de sa juridiction, à la propriété aristocratique toute la stabilité de son domaine !

Je reprends la suite de mon argument.

Voilà donc les temps, voilà la première époque de la guerre déclarée au droit de primogéniture, et à l'exercice de la puissance paternelle.

Certes, les temps sont changés aujourd'hui, grâces en soient rendues à la Providence ! *Tempora mutata sunt*. La confiance toute spontanée que nous inspirent aujourd'hui les torrents de numéraire qui coulent dans toute la France, est apparemment une confiance plus justement due que celle qu'on ordonnoit alors, sous peine de la vie, pour les assignats. On veut aujourd'hui recréer l'aristocratie, qu'alors on juroit de détruire. On trouve trop foible celle qui nous a été rendue, et je n'ai pas entendu, sans quelque étonnement, ceux-là

peut-être qui se plaignent le plus vivement de sa foiblesse, repousser avec une espèce de fanatisme la force que doit lui apporter le nouveau projet de loi. Enfin, en dépit des imprécations et des malédictions, cette Chambre des Pairs, dont le nom seul étoit voué aux dieux infernaux, en 1790, elle existe aujourd'hui, elle existe depuis onze ans; elle s'est fait connoître par ses œuvres; *ab operibus eorum cognoscetis illos*. Et le Roi qui l'a créée, et la nation qui l'a jugée, ont vu que la création étoit bonne; *et vidit quod erat bonum*.

Maintenant, je le demande, les moyens qui ont été calculés pour donner la mort, doivent-ils être choisis pour rendre la vie? Les lois de l'époque ancienne, que je viens de rappeler, peuvent-elles être les lois de l'époque actuelle? Le principe, l'esprit des uns et des autres peuvent-ils être les mêmes? Si c'a été un devoir de prudence et de nécessité de subir les premières, ne sera-ce pas un devoir de raison et de loyauté d'adopter, de fortifier, et d'étendre les secondes?

Mais est-il loyal, va-t-on me dire, est-il raisonnable de ne rapprocher que les deux époques extrêmes d'une période de trente-cinq années? Ne s'est-il donc pas passé beaucoup de choses dans l'intervalle?

Beaucoup de choses, sans doute, et il importe à ma thèse de ne pas les dissimuler. Je perdrois trop à franchir l'intervalle. Parcourons-le, quoique rapidement.

Les regrets exprimés, le 25 février 1790, par les meneurs de l'assemblée constituante, sur *l'éloignement du jour* où l'on pourroit établir l'entière égalité de partage durèrent 18 mois, mais se dissipèrent enfin le 15 avril 1791. Ce jour-là, trois jours avant celui où le vertueux Louis XVI alloit être impunément em-

prisonné dans son palais, par une populace armée, sous les yeux de l'assemblée nationale, spectatrice indifférente, ce qui étoit très près d'être complice, celle-ci décréta l'abolition de toutes les coutumes qui régloient les successions en France, l'abolition de tout droit d'ainessé ou de masculinité, et l'entière égalité de partage dans toute succession ab intestat. Cette assemblée cependant respecta encore la puissance paternelle, qui put continuer de s'exercer comme à l'ordinaire dans les pays de droit écrit. La sainteté des testaments fut encore maintenue malgré le bizarre scandale de ce génie monstrueux, qui venoit de mourir comme il avoit vécu, en insultant à la puissance paternelle, et qui, pour se jouer de tout jusqu'à son dernier soupir, avoit dans la même heure (heure suprême!), exercé tout à-la-fois et maudit le droit de tester.

Que cette réserve de l'assemblée constituante eût été maintenue, que la puissance paternelle fût restée inviolable, l'abolition des coutumes n'auroit pas seulement pu être excusée, elle eût pu même trouver des apologistes. Selon la belle expression de Tronchet: *la justice et la tendresse des pères eût réparé le tort des lois inevitables.*

Mais les temps de la Convention arrivèrent et les derniers désastres du nivellement furent consommés. Plus de droit écrit, plus de testaments, plus de puissance paternelle qui rappeloit trop une puissance monarchique, plus de subordination filiale, qui rappeloit trop l'allégeance et la fidélité des sujets. L'égalité de partage marcha de front avec l'universalité de pillage; et la moitié de la France livrée une fois au premier occupant, on ne songea plus qu'à diminuer par

tous les moyens l'importance, la considération, et la puissance des possessions héréditaires.

Une seule exception fut autorisée par cette loi du 17 nivose an II, car cela s'appeloit une loi. Elle permit au possesseur d'un bien de disposer d'une petite quantité de ce bien. On prétendoit par-là payer un tribut de respect à cette propriété, mais c'étoit une insulte de plus qu'on vouloit faire, c'étoit un coup de plus qu'on vouloit porter à la paternité. Un père pouvoit donner à son gré cette petite portion disponible, mais pourvu que ce fût à un étranger, pourvu qu'il en dépouillât ses enfants, pourvu qu'il ne la transmitt pas à sa famille. C'étoit *la famille*, c'étoit *l'esprit de famille*, c'étoit *l'existence de famille* que craignoient ces niveleurs furieux; que craindront et poursuivront toujours ces démocrates également ennemis de la monarchie et de l'aristocratie, soit qu'ils se montrent audacieusement à découvert, soit qu'ils se cachent, parlent, et manœuvrent sous un masque hypocrite.

L'excès du mal en devint le premier remède. Les tyrans populaciers s'entre-déchirèrent. Un crépuscule de justice et de raison se leva sur la France avec la constitution de l'an III. A mesure que de nouvelles élections venoient purifier la Convention, et le siège même du Gouvernement, la lumière s'accrut. Replongée, pendant deux ans, dans les ténèbres, elle en sortit plus vive à la naissance du gouvernement consulaire, et le 25 avril 1800 (2 germinal an VIII), une loi rétablit le droit de tester, permit au père de disposer par préciput, en faveur d'un seul enfant, d'une part de son bien proportionnée au nombre de tous ses en-

fants. Le premier pas étoit fait dans le retour à l'ordre social, et à la puissance paternelle.

La monarchie consulaire enfanta la monarchie impériale. Ce fameux Code civil, dont je ne prononcerai jamais le titre sans y joindre un hommage, fut délibéré dans un conseil-d'État. Les hommes qui composoient ce conseil étoient tous distingués par leurs lumières. Tous vouloient une monarchie : les uns n'en concevoient pas d'autre que celle du conquérant et de l'étranger ; les autres, dans le fond de leurs cœurs, et même dans le secret de leur conduite, regrettoient, espéroient, préparoient celle du roi légitime et de nos Bourbons ; mais tous vouloient la monarchie, tous voulurent donc la *famille*, la *puissance paternelle*, le *droit d'aînesse*, soit que ce fût l'aîné du sort ou l'aîné du choix, et les articles 913 et 1048 furent consignés dans le Code. Sans doute les législateurs laissoient beaucoup à désirer. On les accuse aujourd'hui de n'en avoir pas fait assez : moi je loue leur sagesse de n'avoir pas voulu en faire davantage, dans la disposition où étoient alors les esprits, comme je loue leur courage d'avoir bravé, pour faire ce qui étoit possible, les objections qui leur furent alors opposées (n'oubliez pas, nobles Pairs, que ces objections sont les mêmes, absolument les mêmes qu'on oppose aujourd'hui au nouveau projet de loi dirigé vers le même but).

Mais pendant que les jurisconsultes, les magistrats du conseil, les membres du Corps-Législatif impérial procédoient avec mesure et précaution à la renaissance des familles et des substitutions, l'homme de la victoire et du pouvoir marchoit à plus grands pas avec

l'aide de son Sénat. Il créoit des duchés héréditaires, et les illustroit en plaçant ses couronnes ducalcs sur des têtes toutes rayonnantes de gloire, sur celles des grands capitaines qui avoient été les compagnons et les coopérateurs de ses triomphes. Il créoit des majorats de droit pour les grands fonctionnaires publics, des majorats sur requête pour tous les sujets. Il établissoit l'hérédité de tous, *de mâle en mâle, par ordre de primogéniture*. Il parloit dans ses décrets de la nécessité de *biens transmissibles et de familles perpétuées*. Enfin il vouloit être monarque, et fondeoit par conséquent tout ce qui est nécessaire à la conservation d'une monarchie, et il croyoit donner une satisfaction raisonnable à cet esprit d'égalité qui l'emporte, nous a-t-on dit, sur le desir de la liberté (étrange préférence!), en déclarant, dans son acte organique du 14 août 1806, que *les propriétés ainsi possédées ne conféreroient aucun droit ou privilège relativement aux autres sujets français et à leurs propriétés*.

Tel étoit l'état des choses à l'instant où la France a été rendue à son roi, et où son roi lui a été rendu.

La Charte royale et constitutionnelle est sortie du génie et de l'ame de Louis XVIII, éternel bienfait qui assure à sa mémoire des bénédictions éternelles.

Un article de cette Charte a dit: *L'ancienne noblesse reprend ses titres, et la nouvelle conserve les siens*. Beaucoup de membres qui appartenoient à la seconde avoient appartenu à la première; l'une et l'autre devoient se prêter un mutuel éclat et une force réciproque: l'union des deux a été applaudie, on peut dire qu'elle avoit été prononcée d'avance par la France, même par l'Europe entière. Mais la nouvelle s'est trou-

vée en possession des majorats qu'elle avoit glorieusement conquis, et l'ancienne, qui avoit non moins glorieusement perdu les siens, ne trouvera certainement pas dans l'indemnité qu'elle va recevoir, de quoi les recouvrer. J'en sais quelque chose. La loi d'indemnité n'en est pas moins un bienfait immense du Roi ; mais le miracle de la bonté n'a pu atteindre les prodiges de la spoliation. Au moins, selon le langage de ce bon et vertueux Tronchet que je me complais à répéter, *la justice et la tendresse du père* auront encore dans cette occasion réparé, autant que possible, *les torts de l'inévitable loi.*

Mais, pour ceux qui ont sans cesse à la bouche le mot d'*égalité*, il me semble que je viens d'observer une *inégalité* passablement remarquable au préjudice de ceux qui ont tout ou presque tout perdu ; et quand ils s'y résignent de si bonne grace, il me semble qu'on pourroit se résigner plus facilement encore à une si faible *inégalité* de partage, qui, en donnant à leurs aînés une part d'enfant de plus dans les débris de leurs pauvres héritages, leur vaudront au moins de pouvoir un jour concourir à l'élection de ces assemblées nationales, où ils siégeoient autrefois par le seul droit de leur naissance.

Et puisque j'en suis à cette *égalité*, quoique peut-être l'ordre de mon discours dût me faire renvoyer plus loin mes observations à cet égard, cependant, comme ce sera une chose faite, je dirai ici dès ce moment ma pensée.

On nous répète tant à tout propos, et dans tous les pamphlets, que *les Français sont égaux devant la loi*, on s'écrit tellement de cet axiome, incontestable et sa-

cré quand il est bien appliqué, faux et risible quand on en fait un tel abus, que je me demande quelquefois si l'on n'en viendra pas à nous dire: *Les aînés et les cadets sont égaux en âge devant la loi.*

Messieurs, Montesquieu a dit un grand mot sur ce sujet: je réclame votre attention, Montesquieu a dit: *De l'égalité à l'esprit d'égalité il y a autant de distance que d'un pôle à l'autre.*

Vos seigneuries comprennent parfaitement ce grand adage.

L'égalité, c'est ce juste niveau que la loi promène sur toutes les têtes, ce juste accès qu'elle ouvre à toutes les facultés, cette juste récompense qu'elle assigne à tous les services, ce juste appui qu'elle donne à tous les droits, enfin cette juste sécurité qu'elle assure à toutes les jouissances légitimes. Voilà l'égalité vraie, sage, équitable, que la loi établit, règle, proportionne, applique à tout, et garantit à tous, garantirait même à un seul contre tous.

L'esprit d'égalité, c'est cette petite et haineuse passion qui substitue une vanité puérile à un noble orgueil; qui met l'envie à la place de l'émulation, et les prétentions à la place des droits; qui s'arroge tout en ne respectant rien, trouble la société au lieu de la coordonner, et est bien plus propre à fournir des instruments aux factions qu'à rendre des services à la patrie. En vérité Montesquieu a eu raison: *il y a la distance d'un pôle à l'autre entre l'égalité et l'esprit d'égalité.* L'une est sous la garde de la Chambre des Pairs, l'autre est indigne d'y trouver des apologistes.

On parle de dignité nationale, du nom et de l'honneur de citoyens français! Ceux-là croient-ils donc ho-

norer la nation , qui disent que tous les Français préfèrent l'égalité à la liberté? Quoi tous les Français aimeroient mieux être également esclaves sur un même alignement, qu'également libres dans tous les rangs des gradations sociales! Je m'accuserois d'offense envers le caractère français, si je disois un mot de plus sur ce sujet: la perfection d'une telle égalité se trouve à Constantinople et dans Alexandrie.

Concluons que le sens de l'article 1^{er} de la Charte constitutionnelle : *Les Français sont égaux devant la loi*, est incontestablement et uniquement le sens qu'a exposé M. le Garde des sceaux dans une de nos dernières séances; que la seconde ligne de cet article, *quels que soient d'ailleurs leurs rangs et leurs titres*, ne laisseroit plus lieu à aucun équivoque, quand même, ce qui n'est pas, la première eût été susceptible d'en produire; que cet article ne peut avoir rien de commun avec le projet de loi qui nous occupe, et que voilà une objection mise hors du débat.

Une autre objection, celle-là étoit sérieuse, portoit sur la rétroactivité qui, sans une clause préservatrice, alloit frapper tous les mariages aujourd'hui existants, toutes les conventions ou écrites, ou verbales, ou même présumées, qui avoient précédé, accompagné ou suivi ces mariages. La clause préservatrice a été proposée par votre commission, les serviteurs de la couronne l'ont adoptée; et comment pouvoit-on croire qu'ils hésitassent un instant, lorsque même dans cette séance de l'assemblée constituante que je vous ai rappelée, où fut livrée la première attaque au droit d'aînesse et à la puissance paternelle, même en prononçant

l'extinction des droits purement féodaux, on vit jusqu'aux Target, aux Chapelier, aux Péthion, s'accorder avec les La Rochefoucauld, les Tronchet, les Martineau, pour faire insérer dans la loi une clause particulière qui *exceptoit de ses dispositions les personnes actuellement mariées, un grand nombre de ces mariages ayant été sûrement contractés sur des espérances que l'égalité de partage des biens féodaux détruiroit.* Ce texte de la délibération et de la loi de l'assemblée constituante a été mis, Messieurs, sous les yeux de votre commission, qui n'en avoit pas besoin pour se déterminer aujourd'hui à une clause de pareille nature; mais qui a été bien aise d'y trouver un argument de plus. Le Gouvernement en a senti la force. Voilà donc encore une objection, et sans contredit la plus sérieuse, mise entièrement hors du débat.

Le projet de loi désormais ne doit plus être jugé que par son mérite intrinsèque. Amènera-t-il un bien, et ce bien vaut-il la peine d'être poursuivi? Remédiera-t-il à un mal, et quel est ce mal? Ses inconvénients seront-ils moindres ou plus grands que ses avantages, car toutes les institutions humaines ont besoin d'être pesées dans cette balance? Voilà les questions sur lesquelles vous avez à prononcer.

Toutes ont été si amplement et si habilement controversées, qu'il me reste bien peu de chose à dire, et que j'ai plutôt une nomenclature, une conclusion à vous présenter, qu'une discussion à entreprendre.

Est-ce un bien que de coordonner l'état de la société avec la nature du gouvernement qui la régit? Est-ce un bien d'assurer au nôtre l'appui d'une aristocratie graduelle, avantageuse même aux grandes répu-

bliques, ainsi que nous l'a dit un noble (1) baron dans un de ses plus mémorables discours, mais dont ne peut se passer aucune monarchie, et la monarchie constitutionnelle moins que toute autre? La stabilité monarchique, la stabilité dynastique (prenez garde à ce mot), ont-elles besoin, en sortant d'un bouleversement de vingt-trois ans, de s'affermir, de se reposer sur la stabilité des familles, et cette stabilité des familles a-t-elle besoin, elle-même, pour se maintenir, de se lier avec une stabilité territoriale? Il me paroît impossible de ne pas répondre affirmativement à toutes ces questions.

Maintenant tous ces biens, tous ces grands biens, le projet de loi actuel va-t-il les atteindre? Je dis qu'il en atteindra plusieurs le jour même de sa promulgation. Il atteindra les autres plus lentement sans doute, trop lentement peut-être. Je crois, avec M. le Ministre de la marine, qu'on pourroit plutôt accuser la loi d'en faire trop peu que d'en trop faire. Je n'oserois pas trancher une autre question élevée par un noble comte, avec sa précision énergique et son scrupule consciencieux (2): *N'eût-il pas mieux valu que le précept fut impératif, au lieu d'être facultatif?* Mais quand je vois cet amas d'oppositions qui, les unes naturellement, les autres laborieusement, s'amoncellent de toutes parts; quand je vois les ténèbres que l'on cherche à répandre sur les avantages de la loi, et les prismes exagérateurs à travers lesquels on en multiplie et grossit les difficultés, les défauts si l'on veut, (quel ouvrage

(1) M. le baron Pasquier.

(2) M. le comte de Kergorlay.

des hommes en est exempt?) alors je me sens ramené à cette parole si sage du Ministre que je citois tout-à-l'heure, qu'il est des temps où il faut se contenter des lois qui préparent, et ne pas brusquer celles qui disposent. Ne venez-vous pas d'entendre accuser le Gouvernement de se lancer avec une témérité aveugle sur un immense océan? Reconnaissons du moins qu'il a eu la sagesse de ne pas trop se hâter de quitter les bords.

Le projet de loi amènera donc un bien, et certes ce bien vaut la peine d'être poursuivi.

Remédiera-t-il à un mal, et quel est ce mal?

Ce mal est nécessairement le contraire de tous les biens que je viens de résumer. Ce mal, ou plutôt ces maux, se divisent en deux classes. Ceux qui existent dès aujourd'hui comme causes, et ceux qui menacent l'avenir comme effets: ceux qui sont déjà un malheur partiel pour l'économie agricole, et qui, de jour en jour, deviendront un fléau universel et terrible pour l'économie politique.

La division et subdivision indéfinie des terres, l'extinction progressive des grandes propriétés et de la grande culture, une mobilité qui, en dispersant toutes les terres sans exception, disperse aussi toutes les familles, et qui, en renouvelant sans cesse les propriétaires passagers, ôte aux propriétés territoriales toute leur dignité et toute leur importance; enfin la métamorphose des champs en coupons de bourse: voilà les maux présents qui ont été développés devant vous. On regrette qu'il n'y ait pas eu d'enquêtes! Je le regrette aussi, mais parcequ'elles n'eussent pas laissé un prétexte pour contester, car elles n'eussent pas prouvé ce dont nous avons à gémir et ce que nous avons

à craindre, plus que ne le prouvent la notoriété publique, les délibérations des conseils-généraux, les témoignages des étrangers comme ceux des regnicoles, enfin des raisonnements et des calculs mathématiques auxquels il est impossible de se refuser (1). Il suffit de voyager pour s'en convaincre par ses yeux. Combien de fois, sur les routes de la Touraine, du Poitou, de la Gascogne, rencontrant les exploits de cette *Bande-noire*, la honte des mœurs, me suis-je représenté les anciens fondateurs, les bienfaisants possesseurs de ces superbes cultures, pénétrant dans l'avenir au moment où ils les établissoient ou les fécondoient, et s'écriant comme le vieillard de Mantoue :

Barbarus has segetes, hæc culta novalia habebit !

Les conséquences inévitables, le dernier terme de ces destructions, de ces morcellements indéfinis, vous ont été bien plus qu'annoncés par des raisonnements irréfutables, vous ont été montrés par des exemples voisins qu'on peut dire être sous vos yeux. On vous a parlé de l'Irlande et de la loi de la reine Anne; on ne vous a pas tout dit, et le noble ami auquel je réponds, n'a pas été complètement instruit sur ce triste sujet. La reine Anne subit cette loi bien plus qu'elle ne la porta. Les ministres protestants de cette reine soupçonnoient son desir secret de rappeler, au moins après elle, son frère sur le trône de leurs communs ancêtres. Les catholiques d'Irlande, qui formoient au moins les quatre cinquièmes de la population; qui, malgré

(1) Discours de MM. le Ministre de la marine, vicomte Lainé, comte de Coislin, duc de Brancas, etc.

les confiscations de Guillaume ajoutées à tant d'autres, possédoient encore une grande quantité de territoire, mêlée de grandes, de moyennes et de petites propriétés, avoient été fidèles à leur dernier roi jusqu'à son dernier jour, et appeloient son fils de tous leurs vœux pour lui succéder. Le ministère anglais chercha un moyen pour affaiblir cette force redoutable, et il n'en trouva pas de plus efficace que d'établir le partage égal des biens pour tous les Irlandais catholiques, en interdisant aux pères la faculté de tester, tandis que les Irlandais protestants restoient en possession du droit d'ainesse, des substitutions, des testaments. En moins de trois générations, toute l'Irlande catholique fut apauvrie, dispersée, sans union, sans moyens, succombant sous le fardeau d'une population d'autant plus misérable qu'elle croissoit davantage. Elle saisit l'occasion de la guerre d'Amérique pour demander justice les armes à la main. La loi des ministres de la reine Anne fut révoquée (1). Depuis ce temps, l'Irlande catholique a commencé à renaître. Ses sujets sont parvenus insensiblement à concentrer plusieurs propriétés

(1) Une superbe milice de quatre-vingt mille volontaires irlandais, formée dans toutes les communions chrétiennes du pays, ayant à sa tête un nom héréditairement chéri en Irlande depuis six cents ans (Fitz-Gerald, duc de Linster,) renouvelant chaque jour ses serments de loyauté envers le souverain, et de dévouement pour la patrie, pétitionna respectueusement, les uns pour leur religion, les autres pour leurs propriétés, tous pour les franchises et libertés religieuses, politiques, et civiles, de tous leurs co-sujets, sous la dépendance du Roi et des lois. Le consciencieux, le juste et élément George III, heureux de se sentir fortifié par le vœu général de tous ses sujets irlandais contre l'oligarchie oppressive qui les écrasait depuis si long-temps, révoqua non seu-

territoriales d'une importance respectable; mais il s'en faut bien que la lente réparation de ce mal touche à son complément. Un noble Baron, dans un discours digne de toute votre attention (1), vous a répété les paroles du sage et intègre lord Liverpool, attribuant il y a un an, dans une discussion parlementaire, l'état encore déplorable de l'Irlande à la *division illimitée des propriétés*. Il est présumable que lord Liverpool, premier ministre de la Grande-Bretagne, en sait autant qu'aucun de nous sur l'état de l'Irlande. Je reconnaitrai avec le noble Duc, et à l'honneur de cette généreuse nation qui doit m'être si respectable et si chère, que plusieurs Irlandais, catholiques ou protestants, ont refusé de se prévaloir de cette loi des ministres de la reine Anne, pour dépouiller leur aîné de ce que la loi de famille leur assignoit; mais je puis l'assurer qu'il s'en faut bien que ce bel exemple ait été universelle-

lement cette loi de la reine Anne, mais plusieurs autres qui étoient venues successivement l'aggraver pendant plus d'un demi-siècle, et commença ainsi cette glorieuse émancipation, qui, de progrès en progrès, n'a plus aujourd'hui que quelques pas à faire pour obtenir le dernier acte de justice qui doit la consommer. J'ai cru nécessaire d'entrer dans cette explication, pour qu'on ne se méprit pas sur cette phrase de mon discours. *Elle saisit l'occasion de la guerre d'Amérique pour demander justice les armes à la main.*

(1) M. le baron de Montalémbert, qui a examiné le projet de loi sous un nouveau point de vue, dans l'intérêt de la liberté comme dans celui de la monarchie. Mais que fait la monarchie, que fait la liberté aux prédicants fanatiques de l'égalité absolue. Ces nobles génies n'adressent sûrement pas à Dieu la prière quotidienne que lui adressoit celui que l'Écosse a surnommé *le grand André Fletcher*:

« Da mihi, da panem, libertatem que: quod ultra

« Accipiam letus; si non, contentus alibo. »

ment suivi, et que non seulement des puînés se sont armés des lois oppressives contre leur aîné, mais que des fils se sont faits protestants pour dépouiller leurs pères et pour refuser de payer le douaire de leurs mères. Au surplus l'argument est tout entier dans le fait de la *division illimitée des propriétés* assignée par lord Liverpool pour cause des calamités dont gémit encore l'Irlande. Quel qu'ait été le principe de cette division, le fait reste avec les conséquences qu'il a eues, et avec l'avertissement qu'il nous donne.

Pour repousser les exemples tirés, non plus de l'Irlande, mais de l'Angleterre, on vous a dit que le comté de Kent étoit florissant par le partage égal des terres. Encore une erreur complète. C'est, au contraire, parceque le partage égal a été aboli dans la plus grande partie de cette province depuis le règne de Henri VIII, qu'elle est devenue florissante. Si vous avez jeté les yeux sur un petit écrit très instructif que vient de publier, à Paris, un jurisconsulte anglais, aussi distingué par son érudition que par son nom, le baron Dillon, vous y avez lu ce passage cité du célèbre lord Coke, oracle de la jurisprudence anglaise dans le dix-septième siècle : « Et maintenant, d'après le statut de la « trente-unième année de Henri VIII, dans une grande « partie du comté de Kent, les terres descendent au « fils aîné, suivant le cours de la loi commune, parce « qu'on a reconnu que par le partage égal du gavelkind, « diverses anciennes et grandes familles, après un petit « nombre de générations, se trouvoient réduites à « peu, ou à rien du tout. »

« In plures quoties rivos deducitur amnis

« Fit minor, ac undâ deficiente perit. »

Il me paroît difficile d'être plus explicite que n'est lord Koke dans ce passage. Je m'attends bien qu'en le lisant plusieurs de nos adversaires, hors de cette Chambre, vont se dire tout bas, et quelques uns peut-être s'écrier hautement : « Eh ! mais c'est là précisément ce que nous voulons. Cet oracle de la jurisprudence britannique nous allèche au lieu de nous rebuter. Ce qui lui fait craindre le partage égal, c'est ce qui nous le fait désirer ; c'est que par lui diverses anciennes et grandes familles vont, après un petit nombre de générations, se trouver réduites à rien du tout. » Mais certes, aucune parole de cette espèce ne se prononcera ; aucune idée de cette nature ne naîtra dans cette Chambre, siège de toute sagesse comme de toute générosité. Il lui paroîtra impossible de ne pas appeler *mal*, de ne pas regarder comme un grand et terrible *mal*, les conséquences que je viens d'exposer de la division indéfinie des biens : et combien je suis loin de les avoir indiquées toutes ! J'ai dû m'imposer silence sur les plus graves de celles qui pourroient menacer l'avenir. — Messieurs, il seroit à désirer que d'autres s'imposâssent le même silence. Il seroit prudent, autant que juste, de ne pas supposer des arrières pensées aux défenseurs de la loi. Ses adversaires jugeroient-ils donc impossible qu'on leur en attribuât aussi des arrières-pensées (1) ? Non ; il n'a rien

(1) Et bien plus immédiatement dangereuses que celles qu'on nous prête : car quant au projet auquel je concours, sans m'en douter, de transporter en France des *electorats féodaux à la manière allemande*, il se passera tant de temps avant que nos élec-

dit de trop, ce noble Vicomte⁽¹⁾, dont j'ai le bonheur d'être l'ami depuis vingt-trois ans, dont tous les sentiments excitent ma sympathie, et dont je regarde toutes les décisions comme celles de la sagesse. Non, il n'a rien dit de trop, en proférant tout-à-l'heure, à cette tribune, ces paroles que j'ai aussitôt recueillies : « Le morcellement, même des petites propriétés, est extrême ; la subdivision de chaque part héréditaire est à l'infini..... Le morcellement des lots en parcelles est aussi funeste aux possesseurs eux-mêmes qu'à l'intérêt public..... Il est impossible de ne pas se dire que la subdivision se propage..... Jusqu'aux écrivains étrangers nous prédisent que si cette division s'accroît par nos lois sur les successions, la France est menacée des plus grandes adversités..... »

Et le noble et studieux observateur qu'ont éclairé des fonctions ministérielles, si dignement remplies, nous a dit que *de toutes les classes de propriétaires la plus menacée est la classe moyenne*, si intéressante par ses mœurs, son genre d'industrie, sa loyauté pure et désintéressée.

Et le courageux champion de la royauté, qui, dans deux jours trop mémorables, s'est jeté seul en avant pour défendre la légitimité contre l'usurpation, nous a prononcé ces paroles, dont j'ai été saisi en les entendant sortir de sa bouche : « LE DROIT SOCIAL DE LA PRI-

teurs de l'Oise, ou de l'Yonne, deviennent des électeurs d'Hanovre ou de Brandebourg, qu'en vérité

Je ne sais pas prévoir des malheurs de si loin.

(1) M. le vicomte Lainé.

« MOGÉNITURE AU TRÔNE SEROIT PÉRILLEUSEMENT ISOLÉ,
« MESSIEURS, S'IL ÉTOIT SEUL ! »

Il y a donc un mal, un mal existant, un mal menaçant, un mal déjà extrême.

Le projet de loi remédie-t-il à ce mal ? Il tend, il commence à y remédier, et c'est beaucoup. Il prépare le remède du mal comme il prépare le retour du bien. Plus ce mal est invétéré, plus ce bien est encore combattu ; et plus la précipitation du législateur auroit eu de dangers, plus les mesures lui ont paru exiger de prudence. Sans cette justification, le projet de loi eût été incontestablement trop foible.

Il ne reste plus à répondre qu'à une seule question. Les inconvénients du projet sont-ils plus grands ou moindres que ses avantages ? Nous venons de voir les avantages qu'il se propose ; plus ou moins prochains ils sont immenses. Quels sont les inconvénients qu'on lui oppose ? (Nous avons établi qu'il n'étoit plus question ni de violation de l'égalité, ni de rétroactivité).

Il y aura, dit-on, des dérangements dans les intérêts privés ! Mais quand l'ordonnance de 1560 réduisit les substitutions, quand l'édit de 1747 les réduisit encore, il y eut des dérangements dans des intérêts privés. L'intérêt public les exigea, et par conséquent les justifia. Mais ici ne sera pas même dérangé qui ne voudra pas l'être. Avec un testament de deux lignes il ordonnera un partage égal entre ses enfants, et il sera obéi : *Dicat testator, erit lex.*

Les filles, dont la dot se trouvera réduite par le préciput, ne trouveront plus à s'établir ! Mais à Rome, sous la loi voconienne qui excluait les filles de l'hérédité, en Provence, lorsque la coutume disoit : *Extan-*

tibus masculis filiae non sunt hæredes, les filles se marioient; en Angleterre où généralement on leur donne bien peu, en Allemagne où souvent on ne leur donne rien du tout, les filles se marient, par la grande raison qu'il faut dans tout pays qu'on se marie, et qu'un homme ne peut se marier qu'avec une femme. Mais par le nouveau projet de loi, les filles ne sont point exhéredées; elles supportent avec tous les autres puînés leur réduction proportionnelle pour le préciput qui se trouvera assigné soit par la loi à l'ainé, soit par le choix du père à l'avantagé. Elle aura la même part que les puînés ou les non avantagés.

Ainsi, nous avons pris le nombre *trois* pour terme moyen dans la quantité des enfants issus de chaque mariage. A partir de cette base, la fille ou le puîné, en cas de préciput, auront dans une succession de 1,500 fr. de rentes 333 fr. 33 cent. au lieu de 500 fr. que leur eût donné le partage égal; dans une succession de 3,000 fr. de rente 666 fr. 66 cent. au lieu de 1,000 fr.; enfin, dans une succession de 30,000 fr. de rentes 6,666 fr. 66 cent. au lieu de 10,000. fr. Les *préciputaires* auront, dans le premier cas, 833 fr. de rentes au lieu de 500; dans le second cas 1,666 francs au lieu de 1,000; dans le troisième 16,666 francs au lieu de 10,000. Y a-t-il donc là pour les uns avantage exorbitant, pour les autres exhéredation barbare? Y a-t-il là en conscience matière à tout le tapage qu'on fait? N'est-ce pas un peu la comédie de Shackspeare: *Beaucoup de bruit pour rien* (*much do about nothing?*)

Et puisqu'on cite des anecdotes, des bons mots du roi de Prusse et des épigrammes du docteur Johnston, ce que je trouve très simple et même très utile pour

délasser d'une discussion quelquefois fatigante, je demande qu'on me permette aussi ma citation. Dans une de ces collections d'*Ana*, qui instruisent quelquefois en amusant, j'ai rencontré un dialogue entre deux gentilshommes, l'un d'une province à partage égal, l'autre de la province qui a produit au moins une douzaine de maréchaux de France (1). *Mon ami*, disoit le premier interlocuteur à l'autre, *pourquoi donc n'avons-nous pas eu un seul maréchal de France dans notre province, et pourquoi en as-tu tant dans la tienne?* — *Mon ami*, répondit le gascon avec son accent spirituel et gai, *c'est que chez nous les cadets ont besoin de valoir.*

Or je dis qu'un puiné tel que celui dont je viens de présenter l'hypothèse, entrant dans une carrière quelconque avec 6,666 fr. de rentes, et cherchant à *valoir*, pour égaler, souvent surpasser ce qui lui manque de la fortune de son frère, n'est pas à plaindre, et que l'État aura gagné doublement au droit d'aînesse d'un des frères, et au *besoin de valoir* de l'autre (2).

(1) Trois Armagnac, trois Montesquiou, un Montluc, deux Roquelaures, deux Albret, deux Duras, un Puységur, etc.

(2) Et je serai bien tenté d'ajouter que la sœur de ce frère qui n'aura en dot, comme ce puiné, que 6,666 fr. de rentes au lieu de 10,000 fr. qu'aura le frère préciputaire, se dira peut-être qu'elle aussi est *obligée de valoir* encore davantage par un plus grand perfectionnement des mérites qui sont en elle, par cette délicate modestie, cette douceur touchante, cette pieuse charité, cette sage économie, cette instruction solide, cette réunion enfin de vertus, de qualités et d'agréments qui appartiennent à son sexe, qui forment les hymens sortables, qui maintiennent les unions heureuses, qui en font l'ornement et l'exemple de la société. Quel sera le malheureux homme qui, désirant obtenir la main d'une femme pourvue de tant de richesses morales, ira

Mais le mari, objecte-t-on, sera sans cesse tourmenté par sa femme, le père par ses enfants, pour qu'il ne laisse pas de préciput à l'aîné ! Messieurs, ce préciput ne peut être que la quotité disponible abandonnée par le Code civil à la volonté du père. Est-ce que depuis vingt ans qu'a été promulgué le Code civil, tous les maris et tous les pères ont passé leur vie à être tourmentés, pour qu'ils ne disposassent pas de la quotité rendue disponible pour eux ?

Mais tous les frères haïront à mort leur aîné le jour où après le décès du père, il recueillera le préciput légal !

Est-ce que jusqu'ici un frère puîné, avantagé de la quotité disponible par son père, est devenu un objet de haine pour tous ses frères et sœurs ? Et cependant il y a bien plus matière à jalousie contre le frère appelé par le choix du père à recueillir le préciput, que contre celui marqué par la nature pour le recevoir. Comment le plus gros bon sens n'a-t-il pas averti de la foiblesse de cette objection (1) ?

observer qu'elle a en rentes 3,333 fr. 34 cent. de moins que son frère aîné, devenu son second père, et le chef de toute sa famille ? Et faut-il compter pour rien ce que le père commun aura pu faire de son vivant pour compenser à ses puînés les avantages que son choix ou la loi devoient assurer à leur frère aîné ? etc.

(1) Parmi tant d'autres objections que ce *gros bon sens* n'auroit pas dû laisser approcher des écrits qui en ont été remplis, il en est une que je n'ai jamais conçue. « Vous prétendez, a-t-on dit, qu'un des bons effets de votre loi sera de prévenir le décroissement du nombre des électeurs, et au contraire elle n'est propre qu'à hâter et augmenter de jour en jour ce décroissement. » Qu'est-ce à dire ? Un père jouissant de la qualité d'électeur, meurt laissant trois fils. S'ils partagent également la succession, aucun

Mais ne voyez-vous donc pas ces adresses qui pleuvent de par-tout, ces signatures qui s'y précipitent par vingtaines, par centaines? Je les vois, et je vais m'en expliquer franchement.

Plusieurs, beaucoup même ont été spontanées, inspirées par l'exaltation de sentiments pieux, généreux, qui s'enflamment de proche en proche, qui se communiquent de rue en rue, et qui même dans leurs expressions exagérées, même dans leurs représentations amères, méritent les unes du respect et de l'intérêt, les autres encore des égards, et au moins de l'indulgence. Mais toutes ne sont pas de même nature, toutes n'ont pas été spontanées, sur-tout celles qui, *les premières*, ont donné le signal, sur-tout celles qui, parties de lieux différents, paroissent évidemment avoir été écrites par la même plume.

Je me rappelle avoir entendu cet illustre M. Pitt ayant à lutter dans la chambre des communes, pour une mesure salulaire à son pays, contre un déluge d'adresses qui fondoient sur lui de toutes les provinces de l'Angleterre, et dont beaucoup lui paroissoient être parties de Londres pour y revenir. Il les comparoit à certaines sœurs dont Ovide raconte l'histoire, « qui « n'avoient ni un visage tout-à-fait pareil, ni cependant

des trois ne possèdera plus la propriété nécessaire pour avoir droit à l'électorat. Mais que la loi ou la volonté paternelle aient avantagé un de ces trois fils de la quotité disponible, je vois bien que les puînés seront un peu plus éloignés qu'ils ne l'étoient du droit électoral; mais au moins sur trois fils il va, dans ce dernier cas, rester un électeur, et aucun des trois ne l'eût été dans le cas du partage égal. Cela est-il clair?

« un visage différent, mais cet air de famille qui con-
« vient à des sœurs,

*Facies non omnibus una,
Nec diversa tamen, qualis decet esse sororum.*

Je crois qu'il est entré beaucoup de ces sœurs dans les deux Chambres législatives. Au reste, je puis certifier qu'elles ont été reçues dans la chambre de votre commission avec tous les égards possibles, et qu'il n'en a pas été une seule qui n'ait été pour nous l'objet d'une attention particulière. Ainsi un de mes nobles amis (1) n'auroit pas été juste hier, s'il nous avoit compris parmi ceux qui les ont reçues avec une incivilité dédaigneuse.

Je crois encore que beaucoup de signataires de ces pétitions n'avoient pas une idée juste, quelques uns pas même une idée du projet de loi. Éclairés par la lecture qu'ils en feront, et par celle de nos discussions, ils reconnoîtront par quelles exagérations ils ont été entraînés.

Je terminerai, en relevant la plus forte de ces exagérations, et le plus terrible des inconvénients qu'on veut faire craindre de la loi. Il sembleroit qu'il ne s'agisse de rien moins que d'envahir toute la moyenne et toute la petite propriété, et de détruire toute cette petite culture, la plus féconde pour l'État et pour les individus. Il faut une fois fixer les idées par une explication et un calcul également simples.

Le mal actuel n'est pas qu'il y ait un grand nombre de propriétés divisées, il faut qu'il y en ait, et beau-

(1) M. le duc de Choiseul.

coup; qu'une infinité de sujets soient attachés au sol, et par le sol à la patrie, au Gouvernement, au Roi, à la morale et à la religion.

Le mal est qu'il n'y ait pas assez de propriétés compactes, dont l'influence et la stabilité puissent former le lien nécessaire, et la garantie réciproque entre toutes les autres, à partir du Trône, la première et la plus sacrée de toutes jusqu'à celle de l'individu placé à l'autre extrémité de la chaîne sociale.

Sera-ce maintenant la contribution foncière de l'électeur, c'est-à-dire 300 fr., sera-ce celle de l'éligibilité, c'est-à-dire 1000 fr., qui deviendra le point de départ pour l'application de la nouvelle loi?

Dans le premier cas il y a en France de seize à dix-huit mille éligibles.

Dans le second, de soixante à quatre-vingt mille électeurs.

Le nombre total des propriétaires de fonds a paru être fixé dans les débats à cinq millions.

Ainsi, la propriété divisible s'étendrait dans le premier cas sur quatre millions neuf cent quatre-vingt-deux mille propriétaires, et dans le second sur quatre millions neuf cent vingt mille, tandis que la propriété substituable seroit restreinte dans la première hypothèse à dix-huit mille, et dans la seconde à quatre-vingt mille propriétaires.

C'est d'après ce calcul qu'entre le cens de 1000 fr. et celui de 300, je suis resté attaché à ce dernier, au moins jusqu'ici. Il m'a paru que sur cinq millions de propriétaires, ce n'étoit pas trop que quatre-vingt mille eussent une existence et une influence politique. J'ai craint, qu'en les réduisant à dix-huit mille, on ne

donnât lieu au reproche d'oligarchie, et que ce reproche ne parût fondé (1).

Le noble ami, que j'aime tant à citer (2), a exprimé quelques craintes sur la triple cumulation, de la quotité disponible des majorats, et du nouveau projet de loi. Dans des temps ordinaires j'eusse partagé ses appréhensions. Aujourd'hui qu'on cherche à entraver de tant de manières la marche qui doit conduire à un but si desirable, j'aime mieux voir trois chemins ouverts pour y arriver. Que chacun choisisse aujourd'hui le sien. Le temps viendra de tracer une route uniforme qui dirige, abrège, et assure la marche. Il m'a semblé que cette idée avoit déjà été admise dans un des discours des Ministres du Roi, qui sous tous les rapports m'a singulièrement frappé (3), et que

(1) Dans mon humble opinion, le triple intérêt de la monarchie, de l'aristocratie, et de la démocratie, réclament l'adoption du cens de 300 fr.

Il donne un plus grand nombre d'appuis immédiats à la monarchie ;

Il étend l'aristocratie ;

Il élève la démocratie ;

Il lie et coordonne tout.

J'ai parlé de la sommité de l'aristocratie. J'aime qu'il y ait aussi une sommité de la démocratie, qui, toutes les fois qu'elle n'est pas usurpatrice, et se contente de couler dans son lit sans vouloir le déborder, est une portion aussi intégrante, et non moins digne de respect que les deux autres avec lesquelles elle compose l'ensemble de la puissance publique ; *ex tribus illis generibus, Reguli, optimo et popularis confusa modicè*. C'est la maxime du grand maître en moral, en politique et en conséquence. Je la professe depuis trente-sept ans.

(2) M. le vicomte Lainé.

(3) Discours de M. le Ministre de l'intérieur.

je recommanderois aux méditations de la Chambre , si sa sagesse et son discernement n'avoient pas prévenu mon observation.

J'ai été fidèle à ce que j'avois annoncé en commençant cette discussion. Je n'ai pas eu la témérité de poser le pied sur un terrain qui avoit été si richement et si brillamment exploité, avec la prétention d'en tirer de nouveaux produits. Je n'ai point interrogé tous les siècles, tous les lieux, toutes les jurisprudences : cela appartenoit à d'autres, et ne m'appartenoit point. Je savois qu'en cherchant la définition précise du droit naturel on s'engage souvent dans un labyrinthe où il est aisé de s'égarer ; que ce qu'il offre de plus évident, c'est que tous les *êtres* ont reçu du Créateur le droit et les moyens de se conserver ; que l'homme est un *être individuel*, que la société est un *être collectif*, et que l'*être collectif* comme l'*être individuel* a le droit de pourvoir à sa conservation. Je savois que sous la première race de nos Rois les partages étoient égaux, et que même le trône étoit également partagé en quatre. Si j'avois voulu remonter dans l'histoire des Francs, avant leur entrée dans les Gaules, et aller les chercher en Germanie à une certaine époque, j'y aurois vu qu'à la mort du chef souverain d'une tribu tout le territoire étoit partagé de nouveau également entre toutes les familles. J'ai laissé la nature dans la profondeur de ses mystères, chaque siècle et chaque lieu en possession de son histoire, et j'ai borné modestement toutes mes pensées aux faits domestiques de la France, dans la période où nous sommes, à ses besoins dans le moment présent, et aux exemples contemporains, ou au

moins bien voisins de nous, qui pouvoient lui être appliqués.

Je vote avant tout pour l'esprit de la loi, et je voterai pour toute loi qui pourra tendre à l'affermissement du trône et de la liberté, à la restauration de la grande comme à la conservation de la moyenne et de la petite propriété, à la stabilité des familles qui est nécessaire à celle de l'État et de son chef, à la renaissance de la puissance paternelle, du droit d'aînesse modifié par elle, et de l'esprit de famille.

Je vote ensuite pour les deux premiers articles du projet de loi amendé par la commission, me réservant de ne voter définitivement sur le choix à faire entre le cens de 1000 fr. et celui de 300 fr., qu'après avoir été éclairé par la discussion.

Je vote sans aucune réserve pour le troisième article, qui établit les substitutions, qui me paroît avoir l'assentiment presque général de la Chambre, et qui doit être le plus promptement efficace de tous ceux que renferme le projet de loi (1).

(1) J'ai omis, par discrétion, d'exprimer aussi un vote particulier pour l'article additionnel que la Commission a proposé à l'unanimité. Je crois que pour cet article aussi elle peut espérer un assentiment presque général. Ceux qui ont été tout entrailés pour les puînés, quand on s'armoit de leur intérêt pour l'opposer au projet de loi, ne resteront sûrement pas de glace quand il s'agira de leur ménager des aliments dans le cas où ils en manqueraient par l'effet imprévu d'une substitution : et à l'exemple des anciens parlements, qui, en pareil cas, adjugeoient des *légittimes de grace*, nous préviendrons l'aspect scandaleux d'un aîné nageant dans l'opulence à côté de ses frères manquant du pain.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 4 avril 1826.

OPINION

DE M. LE DUC DE BRANCAS,

SUR le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

NOBLES PAIRS,

En soumettant à vos Seigneuries quelques observations sur le projet de loi qu'elles discutent, je réclame toute leur indulgence.

Personne ne conteste que l'agglomération des biens-fonds, dans un petit nombre de mains, ne fut dangereux; mais il est impossible de disconvenir que le résultat nécessaire du partage égal ne soit d'amener rapidement la division des mêmes biens-fonds à ce terme, au-delà duquel toute subdivision ultérieure nuit à la propriété, à la famille, à l'État.

Les Ministres de la reine Anne, en infligeant à l'Irlande la coutume du gavelkind, prononcèrent une sentence de mort; ils osèrent l'avouer. Quoiqu'il soit parfaitement vrai, ainsi qu'un noble Pair l'a remarqué, qu'il a fallu combiner les effets de beaucoup d'autres mesures désastreuses pour opérer la ruine totale de ce pays en un très petit nombre d'année; l'on ne peut nier qu'avec un peu de patience on pouvoit

s'en rapporter au gavelkind seul de ce soin; ses dispositions eussent bientôt fait atteindre le but désiré.

A une époque beaucoup plus reculée, nous voyons que les seigneurs en France savoient très bien quels étoient les effets du partage égal : l'on a porté contre eux l'accusation d'avoir maintenu cette législation avec une rigueur extrême, dans la vue de retenir leurs vassaux dans une plus étroite dépendance; ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils se crurent obligés de remédier au mal qu'elle produisoit.

Les monastères donnèrent et le conseil et l'exemple; la mesure qu'ils adoptèrent fut suivie avec un empressement tout-à-fait extraordinaire. Les lumières s'étoient alors réfugiées au fond des cloîtres, et les ordres religieux méritoient à juste titre, à cette époque, les respects du peuple, à l'émancipation duquel ils travailloient avec zèle, avec persévérance, avec sagesse. L'on concéda de vastes terrains, l'on accorda des usages sur d'immenses domaines, les habitants de la seigneurie en jouissoient en commun, ce n'étoit pas quant aux usages, en raison de la quotité de biens qu'ils possédoient sur le lieu, qu'étoient réglés leurs droits, c'étoit en raison du nombre d'individus dont se composoit le ménage, le feu. Hors de tout partage, ces terres et ces usages venoient offrir aux familles des ressources qui se trouvoient toujours en rapport avec leurs besoins. C'est ainsi, qu'après avoir reconnu les effets du partage égal, nos ancêtres essayoient d'y porter remède.

Les chartes, qui contiennent ces donations, s'expriment d'une manière si précise sur les motifs qui faisoient agir les donateurs, qu'il est impossible de refuser au treizième siècle l'avantage d'avoir jugé une

question qui fait aujourd'hui le sujet de nos débats.

La civilisation fit des progrès rapides, bientôt il ne resta plus que des vestiges de la culture par corvées; les villageois acquirent, et plus souvent, et à des titres moins onéreux; les champarts eurent lieu d'abord; enfin des fermes s'élevèrent, la propriété fit la part du travail, de l'industrie agricole, elle la fit largement, et c'est à dater de ce jour que le hameau eut aussi ses richesses qu'une constante économie vint accroître.

C'est aux défrichements, aux concessions de biens communaux, à l'érection des fermes, c'est à l'habitude constante des habitants des provinces du midi de faire un aîné; c'est aux dispositions des coutumes qui interdisaient aux pères d'aliéner la totalité des immeubles qu'ils possédoient à l'époque de leur mariage, c'est aux dispositions de celles qui leur permettoient de faire des avantages à leurs enfants, c'est enfin au retrait lignager que l'on devoit, avant la révolution, de ne pas se ressentir d'une manière plus fâcheuse des effets désastreux du partage égal.

Ainsi que l'a remarqué un noble Pair, qui a pris la parole dans cette discussion, l'accroissement de la population, celui des capitaux que le cultivateur ne savoit pas alors aussi bien qu'aujourd'hui employer à des améliorations, rendoient nécessaire de mettre en circulation une plus grande quantité de terres; nos Rois l'avoient senti: le relâchement s'étoit introduit dans les ordres religieux, leurs institutions avoient vieilles, il ne restoit du cénobite qui avoit défriché et les bruyères et les landes qu'un foible souvenir, qu'effaçoit chaque jour davantage le luxe de ses successeurs. Le Gouvernement prit la résolution d'utiliser une partie de leurs maisons en leur confiant l'éducation publique,

et de supprimer les autres. Le travail relatif à cette opération existe dans nos archives; un commencement d'exécution avoit eu lieu, des ventes avoient été effectuées, d'autres alloient se faire, elles devoient commencer dans les provinces, où d'après le rapport des intendants, le prix élevé des immeubles indiquoit qu'il y auroit plus d'avantages et pour l'État et pour l'agriculture.

On jeta parmi nous la révolution, elle donna ce qu'on auroit vendu; ses garanties, elle les trouvoit dans le désordre; mais ici elle se trompa, elle fit un grand nombre de propriétaires et de grands propriétaires même au village, car tout est relatif, et par-là elle prépara sa ruine; lorsque des circonstances menaçantes lui firent convoquer son arrière-ban, ses corps francs; cet arrière-ban ne répondit pas à l'appel, mais cette distribution de terres qui eut un effet si différent de celui qu'on en avoit attendu eut une grande influence sur la répartition des propriétés, elle mit dans le cas de supporter, pendant quelques années, le partage égal en l'absence de toutes les dispositions légales qui venoient auparavant en balancer les effets. Mais depuis quelque temps l'attention s'est éveillée; les conseils généraux de préfecture ont unanimement fait des observations à ce sujet, le Gouvernement ne pouvoit retarder la proposition de mesures qui viennent calmer les inquiétudes de ces administrations éclairées qui avoient été frappées dans toute la France du morcellement des terres.

Le partage égal, dont on a reconnu, dans différents pays et à différentes époques l'influence désastreuse, et sur la propriété, et sur l'existence des familles, menace-t-il les institutions de l'État?

C'est principalement sur la fortune territoriale que la Charte a établi les conditions imposées à ceux qui doivent siéger à la Chambre des Députés: enlever à la propriété foncière l'influence et la considération qu'elle doit avoir, ce seroit évidemment compromettre la chose publique, car c'est à la propriété foncière seule qu'il est donné de juger avec calme des intérêts de la patrie. Qui de nous ne s'enorgueillit pas des succès de notre industrie? ne la voit-on pas répandre la vie jusques au fond de nos provinces? ne l'a-t-on pas vue utiliser des passions ardentes, nées à une époque où oser c'étoit obtenir, et qui ne pouvoient être calmées qu'en ouvrant une immense carrière à leurs espérances? ne vient-elle pas chaque jour récompenser avec largesse les œuvres du génie, tandis qu'elle procure une honorable aisance au modeste artisan? Mais cette influence si utile, si elle donne à ceux qui l'exercent des droits qu'il faut respecter, ne leur donne-t-elle pas aussi un pouvoir qu'il faut balancer, une force qu'il faut être à même de contenir?

L'industrie a ses richesses, sa monnoie, sa magie, elle parle, une population entière s'élève à sa voix, cette population a des habitudes, des besoins, des craintes, des espérances, qui lui sont propres. Une année malheureuse fait éprouver de la gêne au cultivateur, un ouragan a détruit la récolte dans des climats lointains, les ateliers se ferment, l'ouvrier passe de l'abondance à la plus profonde misère. Les plaintes du laboureur ne sont entendues que de sa famille, les inquiétudes de l'artisan se propagent avec une effrayante rapidité.

Jetons les yeux sur des contrées voisines, n'avons-

nous pas vu l'industrie exiger la paix, exiger la guerre; ne l'avons-nous pas vue discuter les traités, comme si elle avoit seule droit d'y intervenir; n'expédioit-elle pas naguère encore des cargaisons d'armes et de soldats? En présence de qui s'argeoit-elle ce pouvoir immense, en présence des intérêts fonciers les plus forts, les plus respectés, en présence d'une noblesse qui siège dans une Chambre qui dispose de la plus grande partie des votes qui appellent à l'autre, que l'on a vu jadis doter d'une partie des biens du clergé, qui confère encore aujourd'hui la plupart des bénéfices qui restent, d'une noblesse dont les domaines couvrent des provinces entières que l'on ne peut parcourir sans trouver à chaque pas des édifices de tous les âges qui vous disent : Nos possesseurs ont survécu à toutes les révolutions.

Protéger notre industrie c'est un honorable devoir; conserver à la propriété foncière toute son influence sur cette industrie même, c'est une obligation sacrée que nous impose la politique et la morale.

J'ai été étonné d'entendre dire, et même à M. le Garde des sceaux, que la mesure étoit contre nos mœurs. C'est avec une conviction bien intime que je viens combattre cette opinion.

La société ne se compose pas d'individus, c'est une manière toute moderne de la considérer; elle se compose de familles, dernier terme de la division sociale, c'est la définition d'Aristote; cette idée est pleine d'immenses résultats. Ce sont les habitudes de la famille qu'il faut interroger pour savoir ce qui lui convient, ce qu'elle repousse.

Sous l'empire de la coutume de Paris, les pères

profitoient presque toujours de la faculté d'avantager leurs enfants, ils n'usoient presque jamais de la disposition de la loi dans toute son étendue : ce qu'ils faisoient on le fera, l'on testera, l'on évitera de voir se morceler les héritages, l'aîné sera reconnoissant sans que les cadets aient lieu d'être jaloux.

C'est dans l'opinion des fabricants, des négociants, de cette classe d'hommes estimables et éclairés, que la loi proposée éprouve, dit-on, le plus de résistance. Nous avons tous conservé des liaisons de notre première jeunesse, de ces liaisons formées à un âge où les rivalités rapprochent. Interrogez aujourd'hui un de ces hommes que ses vertus font adorer dans son intérieur domestique, que ses talents recommandent à l'estime publique; ses opinions, vous les saurez toutes ennemies des privilèges, il reconnoît ceux d'une vieille amitié. La loi proposée vous dira-t-il est immorale, elle blesse tous les sentiments de la nature : jamais, jamais, nous ne profitons de la faculté que donne le Code d'avantager un de nos enfants, cela peut convenir à la noblesse, c'est étranger à nos mœurs; en signant un testament qui porteroit une clause pareille, nous croirions signer une sentence qui condamneroit ceux que nous excluierions, à une peine infamante; je vous connois, ajoutera-t-il, vous repousserez une mesure semblable. — La discussion continue, il avoue bientôt que le projet de loi auroit des avantages sous le rapport des intérêts commerciaux; l'honneur national est souvent compromis, vous dira-t-il, sur les places étrangères par des spéculateurs éphémères, les anciennes maisons seules ont des relations sûres, elles opèrent avec beaucoup plus de chances de suc-

cès; des connoissances plus étendues ont banni de nos fabriques le charlatanisme des secrets, mais il y a des traditions utiles à transmettre. — Les intérêts de la famille ne seroient pas lésés par cette mesure, elle produiroit quelques bons effets, je l'accorde, l'ainé joignant à sa part dans la succession le préciput de votre loi, versant dans ses affaires la dot de sa femme, se verroit à la tête d'une maison florissante; ses frères, ses sœurs trouveroient en lui un appui, une protection que des négociants ne sauroient trop apprécier; cette législation conserveroit notre nom dans le commerce; c'est une partie de notre *avoir* que notre nom, c'est la succession morale du père... Mais, s'empressera-t-il de vous dire, pourquoi faire une loi? nos fils aînés n'ont-ils pas signé des pétitions contre la vôtre, ils ne voudroient pas *courir les risques de recueillir la part précipuaire, tandis qu'ils ont profités de tous les bénéfices de l'association*; oui, nous associons tous nos fils, nos fils aînés et par là nous leur assurons des avantages bien autres que ceux que leur apporteroit le droit d'aînesse.

Elle seroit contre nos mœurs, cette mesure à laquelle la tendresse éclairée des pères venoit suppléer. Non, sans doute? — Où seroit-elle repoussée, seroit-ce sous le toit du laboureur, y resteroit-on insensible à l'exemple journalier de piété filiale, de tendresse fraternelle, que donne l'ainé des enfants du pauvre? insouciant sur son avenir, on le voit chaque jour rapporter pieusement à sa mère le salaire de sa journée. Donnez-lui quelques leçons d'égalité, il saura que du prix de son travail il pourroit acquérir l'enclos qui joint la chaumière de son père. Chez le cultivateur

aisé, ne voit-on pas le fils aîné partager les respects que l'on témoigne au chef de la famille? c'est qu'il partage les soins, la surveillance de celui-ci, à qui doit-on de voir s'améliorer, s'accroître le champ paternel? ces arbres, qui les a plantés?

Non, Messieurs, si au milieu de nos villes le fils du négociant voit sans jalousie l'association donner des avantages à l'un, pour assurer protection à tous, dans nos campagnes l'on ne verra qu'une juste indemnité, là, ou le rentier, seul, riche, isolé de toute affection, ne verra qu'un avantage stipulé en faveur de l'aînesse.

Ce ne sont point les mœurs que la loi blesse, ce sont les préjugés. On évoque la défunte féodalité pour venir jeter l'effroi; l'un nous rappelle que l'égalité des partages existoit avant la révolution, et l'on garde le silence sur cette multitude de dispositions de lois qui venoient en balancer l'effet; l'on nous parle des avantages de la petite culture, et l'on ne nous montre pas le ménager prolongeant son travail jusqu'au milieu de la nuit (car la navette, au déclin du jour, vient dans ses mains remplacer la bêche) payant de sa vie les efforts qu'il fait pour donner du pain à sa famille; l'on ne s'aperçoit pas, dit-on, des effets du morcellement des terres. Ah! si la voix de la France pouvoit se faire entendre à tous ses fils tombés glorieusement sur les champs de bataille, si elle pouvoit dire au soldat qui repose sur les rives du Nil, à celui qui repose au milieu des steppes de la Russie: Lèves-toi et viens recevoir ta part de l'héritage paternel; viendrait-on nous dire que les propriétés ne sont pas trop subdivisées!

On écrit que l'égalité a été la cause, que l'égalité a

été le but, que l'égalité a été la conquête de la révolution; la révolution a été faite au jour le jour, elle n'a point eu de but, elle n'a rien acquis; elle auroit désiré sans doute avoir quelques libertés à mettre aux pieds du despotisme; mais pour la première fois le despotisme étonné venoit de briser des fers.

Nos libertés, nous les devons au Trône qui répond aux vagues accusations de préférences et de souverains, en venant consolider la propriété là où il la trouve. En me réservant de proposer un amendement sur l'article 1^{er} du projet, je vote pour une loi que je vois avec étonnement trouver des adversaires, puisqu'elle est dans les principes de ceux qui ont perdu, et dans les intérêts de ceux qui ont acquis.

CHAMBRE DES PAIRS.

Seance du 5 avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE DARU,

Sur le projet de loi relatif au droit d'aînesse et aux

Messieurs,

Il en est de la question qui nous occupe comme de ces édifices dont la grandeur ne nous frappe pas au premier aspect, mais dont l'immensité nous écrase à mesure qu'on y pénètre. En effet, quoi de plus fécond en conséquences qu'une loi qui tend à introduire un nouveau système de rapports entre les membres des familles; qu'une loi qui recompose tous les éléments de la société? Après tant d'orateurs qui l'ont considérée sous ses aspects divers, je me hasarde à chercher quelle est la nature de cette loi, si on a le droit de la faire; quel est l'objet qu'on se propose, quels seront ses effets moraux et ses résultats politiques? M. le rapporteur de votre commission a cherché à recommander d'avance l'excellence du projet, en interprétant les sentiments secrets qui, selon lui, ont déterminés ses approbateurs et ses adversaires. Pour désigner les partisans de la loi, il dit que la raison d'es-

(2)
tat, les sentiments généreux et patriotiques ont trouvé des organes. Nous regrettons qu'il ne nous ait pas laissé le mérite de rendre hommage aux intentions de ceux dont nous combattons le système : nous savons qu'ils ne peuvent en avoir que de nobles. Peut-être auroit-on pu supposer aux adversaires de la loi d'autres motifs que les intérêts privés et les passions; car enfin il resteroit à démontrer que c'est l'intérêt qui inspire le desir de l'égalité dans les partages, et que c'est par générosité, par patriotisme, qu'on demande des privilèges et des préciputs.

Égalité absolue dans les successions *ab intestat*, identité parfaite de tous les biens, tel est l'esprit de votre législation actuelle : faveur accordée à un sexe, privilège de la primogéniture, réserve des immeubles pour le premier-né, faculté de substituer; voilà les effets de la loi proposée : ainsi c'est un renversement complet de l'ordre de choses sous lequel nous avons vécu depuis trente-cinq ans. Vous allez changer les principes, l'essence de l'une de vos plus importantes lois civiles.

Si les effets de cette révolution, car c'en est une, sont effrayants, il ne faut pas s'écrier que nous les exagérons. On ne seroit point recevable à venir nous dire que la loi n'aura pas telles conséquences, parcequ'elle ne sera pas exécutée à la rigueur; que la sollicitude paternelle sera là pour la modifier. Ce système de défense prouveroit qu'on se méfie des effets de la loi, qu'on redoute d'être poussé de conséquences en conséquences, qu'on ne la croit pas bonne enfin, quoi qu'on la propose. Non, Messieurs, dirons-nous à ses auteurs, nous vous respectons trop pour penser

que, lorsque vous présentez une loi, vous ne vous proposiez qu'un essai hasardeux. Puisque vous présentez celle-ci, vous voulez, sans doute, qu'elle soit exécutée pleinement, franchement; que le plus grand nombre des pères de famille abdiquent le droit de tester, pour s'en rapporter à votre sagesse; et vous avez sûrement prévu toutes les autres dispositions qu'exigera nécessairement de vous ce premier pas dans une route nouvelle. Il doit donc être permis de vous indiquer avec la même franchise les conséquences funestes qui peuvent venir prendre la place des heureux résultats que vous vous en promettez.

Pour se rendre raison de la nature d'une loi, il faut voir quel est l'intérêt qu'elle se charge de protéger. La loi qui règle le partage des biens héréditaires est une loi civile. Pour avoir un prétexte d'en altérer le système, vous en changez la nature, vous en faites une loi politique. Vous ne considérez plus l'intérêt des individus, mais celui de l'état. Cependant est-ce comme citoyens que vous testez, ou comme pères? est-ce comme citoyens que vous héritez, ou comme fils? Comme pères, vos affections sont-elles inégales? Comme fils, vos droits sont-ils différents?

Plusieurs d'entre nous se rappelleront certainement avoir entendu, sur ce sujet, un homme aussi connu par sa sagesse que par son courage: «La nature, disoit M. Tronchet (1), doit être la première base du droit positif sur l'ordre des successions; il n'est pas nécessaire d'être républicain; il suffit d'être homme pour désirer l'égalité entre les enfants d'un même père.»

(1) Conseil des Anciens, séance du 14 thermidor an 4.

On a demandé si le droit de tester prenoit sa source dans la nature, dans les lois positives ou dans la propriété, et si ces dispositions législatives appartenoient à la législation civile ou à l'ordre politique : j'avoue que toutes ces discussions m'ont toujours paru dégénérer en disputes de mots. L'homme ne peut tester que parcequ'il possède. Dans l'état de nature, comme dans l'état de société, l'homme se crée une propriété par le travail. La propriété est un fait, que la loi reconnoît, et duquel il résulte un droit; que ce droit de propriété soit plus ou moins protégé par les conventions humaines, il n'en existe pas moins; il peut appartenir à l'ordre civil par ses effets, mais il appartient à l'ordre naturel par son origine.

Si l'homme est propriétaire, il a droit de donner, de vendre, de transmettre, car sans cela il ne seroit qu'un-susfructier; s'il a droit de transmettre, il peut tester, et s'il ne teste pas, ses enfants lui succèdent de plein droit; de là vient qu'on a dit qu'à l'ouverture d'une succession directe les biens ne changent pas de main, en quelque sorte, c'est une possession qui se continue dans la même famille.

Qui pourroit prétendre à recueillir, préférablement aux enfants, les fruits du travail de leur père? L'état ne sauroit se déclarer héritier; ce seroit rappeler la tyrannie de ces odieux Césars, à qui tous les testateurs se croyoient obligés de faire un legs, pour qu'ils laissassent au moins aux héritiers naturels le reste de l'héritage.

Si l'état ne peut s'approprier la succession, il ne peut pas en disposer; car, pour disposer, il faut être propriétaire.

Il est sage, sans doute, de fixer, par des lois, le sort des successions, lorsque le véritable propriétaire n'en a pas disposé par un acte de sa volonté; mais ces règles doivent être dictées par l'équité naturelle, et non par la raison d'état, puisque l'état n'a par lui-même aucun droit sur les successions.

La loi qui assure à chacun des enfants une partie de l'héritage de leurs pères ne fait donc que rendre hommage à l'ordre naturel. Elle reconnoît dans le père de l'affection pour tous ses enfants.

Mais si la loi suppose l'inégalité dans les affections, pour établir l'inégalité dans les partages; si elle désigne l'objet de la préférence du père, elle ne se conforme plus à la nature; elle dicte des dispositions, qui sont dans un autre intérêt que celui de la famille, et le législateur commet un abus d'autorité.

Dans cette matière, la loi ne peut être que le supplément de la volonté paternelle, l'interprète du père, lorsque celui-ci a gardé le silence. Elle ne peut donc que ce que le père doit être présumé avoir voulu, et la présomption ne peut être que pour l'égalité du partage, comme pour l'égalité des affections. Cela est si vrai, que la voix publique désapprouveroit le père qui, pendant sa vie, laisseroit apercevoir une préférence pour quelqu'un de ses enfants, et cette injustice vous la lui prescrivez où la lui supposez au moment de sa mort. La loi enfin ne peut que ce que le père auroit pu, et voyons si, à cet égard, le pouvoir paternel lui-même n'a pas des bornes naturelles.

On laisse aux pères la disposition d'une partie de leurs biens, pour maintenir leur autorité, pour acquitter des obligations qu'ils peuvent avoir hors de

leur famille, et enfin, pour les mettre en état de compenser, par l'inégalité même d'un partage, les inégalités que la nature ou les circonstances, les infirmités ou le malheur, peuvent avoir mises entre leurs enfants. Seroit-il raisonnable, utile, juste, que l'autorité paternelle allât plus loin? On a dès long-temps jugé l'extrême sévérité des lois de ce peuple célèbre chez lequel les pères pouvoient, non seulement dépouiller leurs enfants, mais les faire mourir, et ce qui étoit pis encore, les vendre comme esclaves. Dans l'état de nos mœurs, les enfants n'appartiennent pas seulement à la famille, ils appartiennent à la société. Le père leur a donné la vie, il doit leur laisser, autant qu'il dépend de lui, les moyens de la soutenir; il leur a donné l'existence physique, il ne doit pas avoir la liberté de leur faire arbitrairement perdre l'existence civile. Quoi! vous multipliez les précautions pour qu'un père ne puisse pas dépouiller son fils aîné d'un majorat, et vous-mêmes, en son nom, vous priveriez ses cadets du cens sur lequel repose l'exercice de leurs droits politiques et leur qualité de citoyens!

Voulez-vous entendre l'opinion d'un homme dont tout le monde respecte les lumières?

Voici ce que disoit le vénérable Tronchet, dont un de nos adversaires a invoqué l'autorité.

On vous a dit hier que ce grand jurisconsulte ne craignoit pas qu'on laissât aux pères trop de latitude pour la faculté de disposer; vous allez en juger par ses paroles :

« Le droit civil, disoit-il, doit prendre ses bases dans le droit naturel. Ici les Romains ne peuvent être pris pour modèles; ils s'étoient érigés en législateurs su-

prêmes dans leurs familles : leur testament étoit une loi ; ils exerçoient sur leurs enfants une puissance illimitée. C'étoit s'écarter de la loi naturelle. Elle veut que celui qui a donné la vie à un enfant lui laisse aussi ses biens. Il semble donc que la totalité du patrimoine devroit passer aux descendants en ligne directe, et que le pouvoir du père devroit être réduit à faire quelque legs rémunératoires d'une valeur modique. Cependant l'intérêt public exige qu'on lui donne un peu plus de latitude, afin qu'il puisse distribuer des récompenses parmi ses enfants mêmes. Mais, comme cette disposition du droit positif est une dérogation au droit naturel, qui défère aux enfants le bien du père, sans aucune diminution, il importe de la resserrer du moins dans les bornes les plus étroites. »

Vous l'entendez ; bien loin de reconnoître, dans le législateur, le droit de disposer d'une partie de l'héritage, M. Tronchet demandoit que, pour les pères mêmes, on resserrât cette faculté.

On discutoit alors la question de savoir comment on fixeroit la légitime réservée aux enfants. On procédoit à cette discussion avec une grande solennité. Tous les corps de magistrature avoient été consultés. Eh bien ! sur trente cours d'appel, trois seulement exprimèrent le vœu qu'on laissât aux pères la disposition de la moitié de leurs biens ; les autres fixèrent aux trois quarts de la succession la masse à partager également entre les enfants.

Mais, direz-vous, il ne s'agit pas de changer la quantité de la part disponible. Il est vrai : mais il s'agit bien évidemment d'établir une inégalité constante dans les

partages. Le législateur la désire, la conseille, l'ordonne. Ce qui étoit l'exception devient la règle : ce qui s'opéroit par la volonté du père se fait par les dispositions de la loi. Toutes les fois que l'ascendant aura négligé de tester, ou s'en sera trouvé incapable, le législateur sera là pour ordonner l'inégalité du partage. On veut que les aînés soient favorisés, que les héritages soient substitués. L'esprit de la législation change. Nous sommes donc fondés à examiner si c'est en bien.

On a dit que la différence entre un État bien administré et celui qui l'est mal consiste en ce que, dans le premier, la loi laisse au citoyen la liberté d'agir selon son intérêt, se réservant seulement de l'arrêter, du moment où cette liberté peut nuire à autrui ; tandis que, dans un gouvernement maladminstré, la loi dispose, veut, agit pour le particulier, et celui-ci est obligé de l'é luder ou de l'enfreindre, lorsqu'elle fait violence à ses intérêts. Ici c'est l'homme qui marche à son gré et la loi qui l'arrête au besoin ; là c'est la loi qui le pousse et l'homme qui lui échappe. Dites-nous auquel de ces deux systèmes de gouvernement appartient la loi qui vous est présentée.

Elle fera hésiter l'homme entre sa qualité de père et son titre de citoyen. M. le rapporteur de votre commission vous a cité une loi qui existoit chez les Romains, sous le nom de loi *voconienne*, et qui interdisoit de tester en faveur des filles ; mais il ne vous a pas dit ce qui en arriva. On renonça à la qualité de citoyen, parcequ'on ne voulut pas abdiquer celle de père. Il y eut des pères qui eurent soin de ne point se faire inscrire dans le cens, afin de pouvoir disposer de leur

bien en faveur de leurs filles. De même vous verrez des citoyens éviter de payer le cens, abjurer leurs droits politiques, pour échapper à votre loi.

Ceux qui avoient interdit aux pères le droit de tester étoient plus conséquents que nous. Ils disoient que l'homme ne peut plus avoir d'autorité quand il n'est plus; que sa volonté ne sauroit lui survivre; mais au moins, pour la disposition des biens, ils s'en rapportoient à la nature. Nous, nous usurpons le droit du père, nous testons pour lui, et nous prescrivons des dispositions fondées, non sur l'ordre naturel, mais sur je ne sais quelles convenances politiques.

Voulons-nous savoir si les dispositions qu'il s'agit d'introduire sont dans l'ordre des sentiments naturels, ou si l'état de la société les réclame? interrogeons les faits.

A Paris, sur mille quatre-vingt-un testaments ouverts dans le cours de l'année 1825, il n'y en a que quarante-sept qui prescrivent des dispositions inégales entre les enfants. Il y a donc eu mille trente-quatre testaments qui ont maintenu l'égalité, et à ce nombre il faut ajouter tous les pères qui sont morts sans faire un testament, et cette année le nombre des successions déclarées a été de sept mille six cent quarante-neuf.

Depuis onze ans, il n'a été institué, hors de la pairie, que cent quarante-deux majorats.

Ces faits, que le ministère lui-même nous fournit, peuvent nous mettre à portée d'apprécier jusqu'à quel point les citoyens desirent l'inégalité dans les partages.

Il faut que les lois, quand elles n'ont pas une bonté

absolue, aient au moins une bonté relative. Celle que nous discutons ne sauroit prétendre au mérite d'être fondée sur ces principes éternels de la nature et de la justice, qui sont communs à tous les hommes, à tous les gouvernements. Elle n'est pas assurément l'expression de la raison universelle. Ce n'est pas une de ces lois dont on puisse dire que, à *naturâ ipsâ hausimus, expressimus, ad quam non docti sed facti*. Nous sommes donc réduits à chercher si au moins celle-ci a une bonté relative; si elle est appropriée aux circonstances où nous nous trouvons.

« L'exécution des lois, dit un publiciste⁽¹⁾, est subordonnée à la persuasion des citoyens. » Il ne suffit donc pas qu'elles soient provoquées par le besoin; il faut que ce besoin soit senti, exprimé. Et oseroit-on dire que les citoyens réclament une loi qui institue le droit d'aînesse, quand on avoue qu'ils n'usent pas de la faculté d'instituer un héritier privilégié?

En second lieu, les lois nouvelles peuvent bien, sans doute, modifier les lois antérieures; mais, lorsque, parmi ces lois antérieures, il y en a de fondamentales, qui déterminent tout le système politique, elles ne doivent point en altérer l'essence, ou bien elles sont subversives de l'ordre social établi. Or, vous avez une Charte, dont les premiers mots expriment que tous les Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leur titre et leur rang, et la loi proposée vient établir l'inégalité entre les enfants d'un même père! Vous n'oseriez dire que la loi ne doit pas être égale pour tous; que l'uniformité de la législation n'est pas un bien; et

(1) Filangieri, l. 1, ch. 7.

vous faites, pour celui qui paie telle contribution, une législation qui ne s'appliquera point aux familles plus pauvres. Il est vrai qu'on nous a donné à cette occasion une explication de la Charte. On nous a appris « que l'égalité ne consiste pas à avoir des droits égaux, mais à jouir d'une protection égale pour les droits qu'on a (1). » De sorte qu'il pourroit y avoir des privilégiés et des non privilégiés, des seigneurs et des vassaux, des maîtres et des esclaves, et qu'on pourroit leur dire : L'égalité subsiste, la Charte vous tient parole; vos droits sont fort inégaux, mais elle les protège également. Que resteroit-il de la Charte avec un pareil commentaire?

La loi proposée est donc contraire au droit naturel, exorbitante de la puissance législative, et subversive de vos lois fondamentales.

Bornons-nous pour un moment à ne la juger que par ses effets sur les mœurs, abstraction faite de tous ses autres rapports.

Considérée dans l'intérêt des enfants, elle en blesse plusieurs pour en favoriser un, et par conséquent elle les divise. La paix étoit dans les familles, vous y amenez la discorde. La loi condamne les cadets à recevoir d'un frère, d'un cousin, d'un arrière-cousin, un appui, qui souvent humiliera leur amour-propre, et qu'une distribution plus égale de l'héritage paternel les auroit dispensés de réclamer.

« Il ne sauroit y avoir, disoit l'orateur chargé de présenter ce titre du Code (2). Il ne sauroit y avoir

(1) Discours de M. le Garde des sceaux, séance du 29 mars.

(2) M. Bigot de Préameneu, Exposé des motifs.

un plus grand vice dans l'organisation d'une famille, que celui de tenir dans le néant tous ses membres, pour donner à un seul une grande existence; de réduire ceux que la nature a fait égaux à implorer les secours et la bienfaisance du possesseur d'un patrimoine qui devoit être commun: et rarement l'opulence, sur-tout lorsque son origine n'est pas pure, inspire des sentiments de bienfaisance et d'équité. »

Non seulement cette loi déshérite les cadets, mais elle ne prend pas même soin d'assurer la conservation du peu qu'elle leur attribue. Pour ménager au fils privilégié un établissement plus solide, elle règle que la part des autres sera payée en capitaux: c'est-à-dire que plus ils seront voisins de l'âge des foiblesses et de la dissipation, plus on aura soin de leur donner des biens faciles à dissiper.

Considérée dans l'intérêt des aînés eux-mêmes, la loi les rend nécessairement l'objet de l'envie de leurs frères, ce qui est déjà un triste avantage. Elle inspire au premier-né une idée de sa supériorité, qui doit être peu favorable au succès de l'éducation. J'ose à peine ajouter qu'elle peut lui inspirer aussi la crainte que son père ne fasse un testament, et par conséquent le desir de le voir surpris par la mort.

Considérée dans l'intérêt des pères, la loi, quoiqu'elle affecte de ne leur rien ôter, diminue cependant en effet leur pouvoir. D'abord elle donne au préciput un caractère légal, et le fils qui le reçoit est dispensé d'y voir un acte de la bonté paternelle. C'est la loi qui avantage le premier-né, ce n'est plus le père qui le récompense. Elle place le père entre l'ingratitude de son héritier, et l'obsession ou les mur-

mures de ses autres enfants. Il pouvoit avoir le plaisir et le mérite de donner, vous ne lui laissez que la faculté d'ôter. Vous condamnez le père à tester, pour exprimer formellement qu'il refuse à son fils ce que la loi lui attribuoit. On a beau dire, cette distinction n'est point une subtilité.

Le législateur ayant pris l'initiative, l'homme qui dispose réforme la loi. Et pourquoi exposer la loi à se trouver en contradiction avec la sagesse des chefs de famille? S'ils sont enclins au système que vous prescrivez, votre loi est inutile; s'ils y répugnent, elle demeurera sans exécution. Mais, impuissante pour le bien que vous croyez entrevoir, elle sera funeste à l'autorité des pères, parcequ'elle leur impose une gêne; à la réputation des aînés, parceque la privation du préciput légal aura l'apparence d'une défaveur; à la concorde des enfants, parceque nécessairement les uns ou les autres auront à se plaindre.

Pour nous mettre en état de juger avec impartialité de ces innovations, demandons-nous s'il y a beaucoup de pères qui, à l'apparition de ce projet de loi, n'aient pas éprouvé un sentiment pénible. Quelle est la première pensée qui a dû se présenter à leur esprit? celle d'une famille divisée, d'un premier-né devenu l'objet de la jalousie de ses frères.

Que l'on se représente un père à ses derniers moments, entouré d'enfants, dont les uns ont intérêt à ce qu'il fasse un testament, et l'autre à ce qu'il n'en fasse pas. Voyez toutes les ruses, toutes les obsessions de la cupidité prenant la place des soins de la piété filiale; le notaire écarté quand on le demande, introduit quand on ne le demandoit pas; les parents, les amis,

les domestiques prenant parti dans ces intrigues , et le mourant , fatigué de ces persécutions , abandonné à ses douleurs , levant tristement les yeux sur l'avenir , et voyant que , quoi qu'il fasse , il légue la discorde à ses enfants.

M. le Garde des sceaux nous dit que dans la législation actuelle tous ces inconvénients existent. Il me permettra de lui représenter que c'est une grande erreur. La législation actuelle est faite dans un esprit d'égalité : on le voit bien , puisque les pères ne prennent pas la peine de tester. Aujourd'hui un fils qui réclamerait un avantage s'en déclarerait lui-même indigne par sa bassesse. Dans le système de la loi nouvelle , au contraire , l'aîné aura à défendre ses droits ; les autres auront à se défendre contre le premier-né.

Tels seront inévitablement les effets moraux de cette loi. Mais on croit y entrevoir des avantages politiques , et on nous dit que les pères eux-mêmes les ont aperçus ; qu'à dire vrai , ils ne font point , pour y parvenir , les dispositions , qui ne dépendent cependant que de leur volonté ; mais qu'ils ne demandent pas mieux que d'y être forcés.

Voyons donc quels peuvent être ces avantages politiques auxquels on nous conseille de sacrifier l'harmonie des familles , l'équité des pères et l'intérêt du plus grand nombre des enfants.

Dans cette discussion , comme dans toutes les autres , il faut commencer par convenir de la valeur des termes , et ici cette précaution est d'autant plus indispensable que , pour nous expliquer ce projet de loi , on se fait une langue toute nouvelle. « Le projet de loi ,

« nous dit le ministère, à pour objet de mettre un
 « terme à la mobilité de la propriété foncière, de fon-
 « der et de conserver les familles. » Qu'est-ce que l'on
 entend par la mobilité des immeubles ? est-ce leur
 division ? est-ce leur passage fréquent d'une main dans
 une autre ? Il faut bien s'entendre, car ces deux effets
 ne sont pas les mêmes.

Je ne suis pas moins embarrassé pour trouver le
 véritable sens que je dois attacher à ces mots, *fonder
 et conserver les familles*. Conserver les familles, c'est
 sans doute l'objet de la législation tout entière : « Vous
 « fondez les familles, nous dit le ministère, en pré-
 « venant le morcellement des propriétés, en favori-
 « sant la conservation des patrimoines, en prolongeant
 « la possession de la terre, seule chose qui, parmi nous,
 « puisse avoir de la fixité et de la durée. » Ainsi, fon-
 der les familles est le but, empêcher le morcellement
 et la vente des propriétés est le moyen ; c'est dans cette
 ordre d'idées que nous avons à raisonner, pour appré-
 cier les améliorations qu'on nous prépare.

On veut fonder des familles. Est-ce qu'on veut fa-
 voriser l'accroissement de la population ? Nullement ;
 car il seroit difficile de comprendre qu'une loi qui ré-
 serve toute sa sollicitude pour un des membres de la
 famille, et qui augmente son bien-être aux dépens
 du nécessaire de tous les autres, ne diminuât pas le
 nombre des mariages.

L'objet qu'on se propose est-il seulement de perpé-
 tuer les familles, c'est-à-dire de conserver celles qui
 existent, sans s'occuper d'en augmenter le nombre ?
 Pas davantage ; car il est évident que le meilleur
 moyen de perpétuer les familles seroit d'en marier

tous les enfants, ou au moins tous les mâles, et les dispositions du projet de loi y mettent évidemment obstacle. Assurément les filles, les cadets, ne sont tenus envers le législateur à aucune reconnaissance pour le soin qu'il prend de leur conservation.

Quel est donc l'objet qu'il s'est proposé? On le devine plutôt qu'on ne le comprend, par le moyen qu'il a choisi. Il a considéré la famille, non pas dans les membres qui la composent, mais dans les moyens matériels du bien-être; et ce bien-être il l'a vu uniquement dans la possession de la terre. De là la nécessité de mettre obstacle à la division des propriétés. Ainsi il ne s'agit pas de fonder des familles, il s'agit de fonder des héritages; et, pour simplifier cet être qui doit les recueillir, on entendra par famille, non une réunion d'individus ayant une origine commune, le même sang, le même nom, les mêmes intérêts, et des affections réciproques; mais un être de prédilection sur lequel la société devra concentrer tout son intérêt et toutes ses espérances. Je ne fais ici que me conformer à la définition qu'a donnée de la famille le rapport de votre commission. « Qu'entend-on par la continuation des familles dans l'état social, nous a-t-il dit, sinon le maintien de ceux qu'elles représentent dans la position politique où leurs ancêtres ont été élevés. » Il n'y a donc de famille digne de l'attention de la loi que celles qui tiennent des ancêtres une existence sociale qui attire les regards : dans ces familles, qu'il s'agit de fonder, on ne compte donc plus ni les cadets, ni encore moins les filles; la famille se réduit au premier-né. Mais ce premier-né que notre sollicitude appelle à recueillir la moitié, les deux tiers de l'héritage, à posséder seul la propriété foncière, ne

pourra pas en jouir seul, sous peine de voir s'éteindre la famille qu'il s'agit de fonder : il se mariera, il pourra avoir plusieurs enfants, et la loi sera encore là, pour veiller à ce que cette famille et toutes les générations qui suivront soient réduites à l'unité.

Il est évident que dans ce système les fils puînés et les filles ne sont que des obstacles au bien qu'on se propose : la perfection seroit que chaque mariage ne produisît qu'un enfant. Alors les fortunes se transmettroient intégralement sans partage. Le fils recueillerait tous les biens de son père et de sa mère : il épouserait une femme, qui seroit, comme lui, l'unique héritière de ses parents. Leur fils unique réuniroit sur sa tête un quadruple héritage, et ainsi de suite toujours en croissant. Ce seroit le beau idéal de l'application de ce système prétendu monarchique. Il est vrai qu'à chaque génération la population décroîtroit de moitié, et qu'au bout de cent cinquante ans il n'y auroit pas un million d'habitants en France. On pourroit s'en croire dédommagé par l'avantage de voir cette nation d'héritiers posséder de vastes domaines. Seulement il reste à savoir ce que les richesses industrielles seroient devenues, comment la terre seroit cultivée, et comment ces riches propriétaires la défendroient.

C'est une manière très légitime d'argumenter en logique que de soumettre un système à l'épreuve de toutes les conséquences qu'on peut rigoureusement en tirer. On voit ce que c'est en dernière analyse que ce moyen de perpétuer les familles, ou plutôt de conserver les héritages, lequel ne peut atteindre son but qu'autant que les familles s'éteignent.

On voit ce que c'est que cette conservation du pa-

trimoine, qui ne s'augmente que par des agglomérations d'héritages, et ce que les héritages deviennent dans la main d'un possesseur privilégié. Heureusement il est un autre moyen, un moyen plus sûr d'accroître la fortune publique et les fortunes privées, c'est le travail. Votre système tend à faire des oisifs opulents, qui finiroient par laisser la terre inculte et dépeuplée. Le travail au contraire la couvrira de richesses et d'habitants. Mais n'allez pas nous dire que tous les bras, toutes les industries viendront s'offrir, pour augmenter les jouissances des oisifs que nous aurons faits. Il n'en sera pas ainsi : la richesse inactive ne produit autour d'elle que la misère ; le travail, l'industrie, ne se développent point là où il y a de la gêne et des privilèges.

On cherche au système qu'on veut introduire dans la législation un autre fondement, et on croit l'avoir trouvé dans le désir naturel à tous les hommes de perpétuer leur nom.

Sans doute il est dans tous les hommes un sentiment qui les porte à désirer de vivre dans le souvenir de leurs semblables. Se perpétuer par sa race est un avantage commun à l'homme et à la brute ; se perpétuer par sa mémoire est une prérogative qui n'appartient qu'à l'être pensant. Ce désir de se survivre est un instinct de ce principe d'immortalité qui est en nous. Heureux ceux qui laissent après eux un si noble héritage : plus heureux ceux qui peuvent confier à leurs descendants le soin de leur mémoire. En cela, la vanité de l'homme se trouve d'accord avec la tendresse paternelle. Le père doit désirer que ses enfants perpé-

tuent le nom auquel il a attaché quelque honneur, qu'ils s'en rendent dignes, qu'ils en augmentent l'éclat; mais il doit savoir aussi que les préférences capricieuses, les injustices, sont un mauvais moyen d'exciter parmi eux la reconnoissance et l'émulation.

Qu'un chef de famille s'érige en législateur, qu'il prescrive pour les siens un ordre particulier de succession, et cela pendant plusieurs générations; qu'il deshérite d'avance toutes les branches cadettes; et, dans la branche aînée, tous ceux qui ne seront pas le premier-né. Qu'il ordonne que ses biens, ou du moins la part dont il peut disposer, passeront intacts de génération en génération, à cet élu qu'on ne connoît pas encore, dont on ne peut comparer le mérite, les besoins, à ceux de ses frères. Ce n'est point l'acte de la tendresse, de la prévoyance paternelle; c'est l'acte de la vanité; c'est l'acte de l'égoïsme; car enfin, puisqu'il attache un si grand intérêt à la conservation de son nom, pourquoi ne partage-t-il pas entre tous ses enfants les moyens d'en augmenter l'éclat? Non, il sacrifie la plus grande partie de ses descendants; il les condamne au célibat, afin de donner à un premier-né, quoi? un peu plus d'argent, digne soutien d'une vanité puérile. Vous, Messieurs, à qui tant d'exemples domestiques ont appris ce que c'est que la véritable gloire, dites-nous si vous la reconnoissez à de pareilles vanités, et à de tels moyens.

Avant tout, pour vouloir transmettre son nom à une longue postérité, il faut commencer par y attacher quelques souvenirs. Le nombre de ceux qui ont cet avantage n'est pas si grand qu'on le croit. Il y a toujours, si l'on veut, quelque chose de noble dans ces

ambitieux; il en est que je conçois, il en est que je respecte, mais il y en a aussi que je redoute: et autant il est juste d'encourager le véritable amour de la gloire, autant il est insensé d'exciter la vanité stérile. Et cette passion, que vous-mêmes vous avez si souvent trouvée ridicule dans la classe qui n'est qu'opulente, voilà que vous faites une loi pour l'allumer jusque dans la classe qui passe à peine de la pauvreté à l'aisance. Que faut-il demander à celui qui a élevé sa fortune jusqu'à cent écus, jusqu'à mille francs de contributions? du travail, pour accroître le bien-être de sa famille; des soins, pour que sa famille vive dans l'union, et soit élevée dans l'amour du travail; du travail de génération en génération. Au lieu de cela, quels effets votre loi nous promet-elle? La discorde entre les frères, des cadets réduits à la condition de prolétaires, n'ayant pas de quoi faire les plus petites avances que le commerce nécessite, et à côté d'eux un petit bourgeois plein de respect pour lui-même, qui ne croira pas qu'il soit de sa dignité de vivre autrement que de ses revenus. Vous aurez créé des oisifs, et vous aurez fait descendre la vanité dans les classes inférieures. C'est précisément l'inverse de l'objet qu'un gouvernement éclairé doit se proposer.

— Ne voilà-t-il pas pour les familles anciennes, considérables, illustres, historiques, un beau privilège à partager avec tout ce qui sort à peine de la dernière classe de l'industrie et de la propriété?

L'origine du droit d'aînesse étoit dans la création des fiefs, et ne commença que lorsque les fiefs eux-mêmes devinrent héréditaires; la cause a cessé, l'effet

a du disparoître : aujourd'hui il s'agiroit de reproduire l'effet sans la cause.

Cette loi nous fait rétrograder vers un ordre de choses qui n'existe plus. Je sais bien qu'il ne s'agit pas de le reproduire , mais alors pourquoi vouloir nous le rappeler ? Cet ordre étoit fondé sur des éléments qui ne sont plus à votre disposition ; les hommes , les choses , tout est changé comme les temps. Autrefois la même succession se partageoit par des règles différentes , suivant la situation des biens et les coutumes par lesquelles chaque province étoit régie. Le même défunt pouvoit avoir plusieurs héritiers à divers titres , selon la nature des biens qu'il laissoit. Les biens étoient distingués , d'après leur origine , en propres et acquêts , paternels et maternels ; d'après leur nature , en biens nobles et roturiers , meubles et immeubles. Aujourd'hui on ne distingue pas même les meubles des immeubles , ils se confondent dans une même masse , et se partagent d'après les mêmes règles.

Les châteaux ne sont plus des forteresses ; il n'y a plus ni titres , ni droits inhérents à la terre ; la plus belle possession ne donne pas même un patronage à exercer , elle n'est qu'un placement de capitaux , elle ne donne de l'importance qu'en raison du revenu qu'elle rend et des bras qu'elle occupe. La terre ne peut plus être considérée dans l'ordre politique que par ses produits ; l'état n'a plus qu'un intérêt , c'est de les multiplier. Grandes , ou petites , toutes les terres sont sujettes aux mêmes impôts , régies par les mêmes lois , possédées au même titre et également indépendantes les unes des autres : qu'elles soient plus ou moins divisées , l'ordre politique n'y a aucun intérêt : il s'agit uniquement de

savoir si la division favorise ou gêne la culture, c'est purement une question économique.

Il peut y avoir encore de vastes domaines, mais il ne peut plus y avoir de grandes terres, dans l'acception que l'on attachoit autrefois à ce mot; les droits, la justice, la suprématie ont disparu; la matière manque pour former l'aristocratie territoriale.

Les hommes ne manquent pas moins: il n'y a plus de vassaux, et par conséquent il ne peut plus y avoir de seigneurs. On ne conçoit plus de distinction entre des aînés que rien ne désigne pour mériter une préférence, et des cadets qui ne sont pas moins propres que l'aîné à transmettre et à honorer le nom de leur père.

Ce droit d'aînesse, que la loi rétablit si positivement, si généralement, pour toute la France, pour toutes les familles, à commencer par le contribuable qui paie cent écus; ce droit d'aînesse, dis-je, est-il donc un retour à un ordre de choses dont nous eussions contracté l'habitude et éprouvé les heureux effets? Nullement. Ce droit n'étoit consigné que dans certaines coutumes; et dans les provinces même où il étoit en vigueur, les nobles seuls y étoient assujettis. « Il n'y a que les fiefs et les francs-alleux nobles, sur lesquels le droit d'aînesse ait lieu. Si c'étoient des héritages roturiers, il faudroit les partager par égales portions (1). » Je rapporte ici les expressions des jurisconsultes et l'on est forcé d'en conclure, que la disposition que l'on veut introduire dans nos lois est une expérience, par laquelle la moitié de la France va être soumise à

(1) Denisart.

un régime nouveau, et l'autre moitié ramenée à un système dont le besoin et le cours naturel des choses l'avoient fait sortir.

Messieurs, craignons qu'on ne dise un jour de nous ce qu'on a dit d'autres pays dont la misère devoit servir d'exemple et de leçon. « L'Espagne et le Portugal sont peut-être, après la Pologne, les deux pays les plus pauvres de l'Europe; c'est que si le système féodal y a été aboli, il a été remplacé par un système qui ne vaut guère mieux (1). »

Nous venons de voir à quoi se réduisent les vues de l'homme d'état pour fonder et conserver les familles. Examinons maintenant les moyens qu'il adopte pour y parvenir. Il demande que la propriété foncière ne soit plus assujettie à tant de divisions et de subdivisions, ni exposée à changer souvent de maître. C'est d'abord demander deux choses inconciliables; vouloir y parvenir à-la-fois et par le même moyen, c'est se proposer un problème insoluble: il faut opter entre les inconvénients de la mutabilité et ceux du morcellement.

Si vous voulez que les propriétés foncières restent dans les mêmes mains, il faut en tolérer la division; il faut souffrir qu'elles passent dans des mains accoutumées à remuer la terre; car ce sont les petites propriétés qui se conservent sans gêne; ce sont les petits propriétaires qui s'attachent au sol. Les petites propriétés sont toujours utiles à ceux qui cultivent par eux-mêmes; moins elles sont à charge à leurs posses-

(1) Adam Smith, Richesses des Nations, l. 1, ch. 11.

seurs, plus ils sont disposés à les retenir. Ce sont les grands propriétaires qui s'endettent, se dégoûtent, laissent dépérir, troquent, vendent et dissipent; ce sont les petits qui conservent.

Si vous voulez mettre des obstacles aux ventes trop fréquentes des grandes propriétés rurales, il n'y a qu'un moyen, c'est d'inspirer l'économie à leurs possesseurs, et comme ce secret n'a pas encore été trouvé, on y a suppléé long-temps par un autre expédient; on les a dispensés de payer leurs dettes. Sans ce privilège, point de garantie de la durée de la possession. Malheureusement ce remède est pire que le mal.

Si vous desirez que les domaines s'agrandissent au lieu de se diviser, qu'ils s'améliorent, qu'ils restent libres de toutes dettes, consultez la nature des choses, et reconnoissez que ces avantages ne peuvent être obtenus que par les ventes, qui font passer les domaines de la main qui les néglige dans une main plus riche et plus soigneuse. En effet, dans une suite de possesseurs, il y en a nécessairement de paresseux, d'incapables de bien administrer, de prodigues. Les terres qui se trouvent dans leurs mains sont bientôt négligées, frappées de stérilité, grevées de dettes. Le propriétaire qui se propose de vendre sa terre ne songe pas à l'améliorer: tout nouveau possesseur, au contraire, se passionne plus ou moins pour sa nouvelle acquisition. Toute propriété qui change de maître, change d'aspect. Vient un acquéreur plus diligent que l'ancien propriétaire; il satisfait les créanciers, relève les bâtimens, ranime la culture, et augmente les produits. C'est par ces mutations, par ces mutations seules, que

les propriétés foncières conservent leur valeur et l'augmentent.

M. le rapporteur de votre Commission a exprimé cette vérité, lorsqu'il nous a dit que l'industrie (et ici l'industrie veut dire nécessairement les propriétaires de capitaux) creusait les canaux, desséchoit les marais, défrichait les déserts. Il est vrai que si elle féconde, si elle embellit, elle fait subir à la propriété foncière des décompositions, des métamorphoses. On lui reproche de faire participer les immeubles à la rotation des capitaux; mais qu'est-ce que cela veut dire, sinon qu'elle les acquiert parcequ'elle y a mis l'enchère, et qu'elle les revend, parcequ'elle a su en augmenter la valeur? On lui reproche sur-tout de ne pas respecter assez les anciens édifices; mais pourquoi ne se plaindre que de ceux qui achètent? que ne vous en prenez-vous à ceux qui vendent le droit de démolir? Il y a sans doute des démolitions qu'il faut déplorer; mais pourquoi le nouveau propriétaire seroit-il obligé de respecter les souvenirs dont l'ancien possesseur abandonne le soin? Soyons plus justes; c'est l'abondance des capitaux qui donne de la valeur aux propriétés foncières. Puisqu'il y a des propriétaires qui veulent vendre, ils ne peuvent que se féliciter de trouver des capitalistes qui achètent. La mutation des immeubles n'est en elle-même ni un bien ni un mal. Elle est un symptôme de détresse, si les biens-fonds passent rapidement de main en main, comme un effet qui se déprécie. Elle est une preuve de prospérité, si tout le monde s'empresse pour les acquérir, si tout le monde met l'enchère sur le prix offert. Le Gouvernement doit se féliciter que les capitaux prennent cette direc-

tion, et quel est l'homme d'état qui pourroit vouloir en arrêter le cours? Ainsi donc, les grandes terres ne sont pas toujours un signe de prospérité publique. Ce sont les petits domaines qui restent immuables dans les mains des cultivateurs. C'est par les récoltes que les terres se recomposent, s'aggrandissent, et s'améliorent.

Mais jusqu'ici nous n'avons considéré la division et la mutabilité que dans leurs causes : il nous reste à les considérer dans leurs effets.

La perpétuité et la conservation des familles, la fondation de leur fortune, sont des avantages, sans doute, puisqu'ils constatent un état de prospérité; mais il n'y a qu'un moyen de les obtenir, et ce moyen n'est pas dans la loi, il est dans les mœurs : c'est l'économie et le travail. Hors de là, il faut en venir aux moyens abusifs, pour soutenir la splendeur des familles, aux prodigalités du trésor public, qui ne créent que des vanités, et ne fondent rien.

Les enfants étoient égaux, vous aurez fait des riches oisifs et des cadets importuns. Pour éviter de partager les terres, vous aurez divisé les familles. Les cadets déshérités se verront dans l'obligation de solliciter d'un aîné, dont ils seront jaloux, des secours précaires et humiliants. Si cet aîné partage avec eux, il violera, par générosité, l'esprit de votre institution; mais comme il ne sera pas toujours généreux, ou ne pourra pas l'être, il sera forcé d'appeler à son aide l'autorité publique qui aura établi cet ordre de choses. Pauvre, il suppliera qu'on le délivre de la misère et de l'envie qui l'environnent. Riche, puissant, il dira que c'est à l'état de soutenir les cadets, puisque c'est l'état qui les a

deshérités. Dites-nous si vous n'avez pas prévu que ces puînés demanderont à la société le dédommagement de ce qu'elle leur aura ôté. Il faudra bien qu'elle se charge de leur subsistance, après s'être chargée de faire leur part d'une manière si désavantageuse dans la succession de leur père. De là la nécessité de leur réserver une masse d'emplois; et il y aura pour les cadets une véritable substitution de places, comme une substitution de biens pour les aînés. Voilà le privilège introduit dans la distribution des fonctions publiques; les emplois inutiles conservés, les emplois utiles souvent mal remplis. En vérité il y auroit de l'économie pour l'état à se charger de doter lui-même ces aînés qui lui sont si chers.

Mais quoi qu'on puisse faire, on ne satisfera jamais aux besoins et à l'ambition des puînés : l'église pourra y gagner quelques sujets, et c'est une chose desirable, sans doute, que de voir le clergé se recruter dans les familles où l'aisance permet de donner aux enfants une éducation plus étendue; mais, pour appeler ces jeunes gens dans le ministère, il faudra tôt ou tard, sous un nom ou sous un autre, recréer des bénéfices. Enfin, l'état ne pourra pas doter les filles, et il faudra multiplier les couvents. Vous avez entendu des pétitionnaires qui, de la meilleure foi du monde, vous ont demandé ce complément nécessaire de la loi.

M. le rapporteur de votre commission est bien rassurant. Il nous dit, d'après un auteur anglais, « qu'en Angleterre, lorsque les héritiers partageoient également, ils menaient presque tous une vie agreste, oisive, casanière; mais que, depuis l'établissement du droit de primogéniture, une utile émulation s'est em-

parée des esprits : les cadets ont tourné leur génie vers les entreprises commerciales, les fonctions publiques, les sciences, et que c'est à ce mémorable changement que l'Angleterre attribue l'élévation de tant de grands hommes. » Ainsi nous demandions ce que tant de cadets alloient devenir, nous voilà tranquilisés : la réponse est toute simple ; ils n'ont qu'à devenir de grands hommes. A ce compte, ce seroient les aînés qui se trouveroient déshérités, et la Chambre des Pairs, qui se compose d'aînés, ne seroit pas intéressée à favoriser cet ordre de choses.

Mais, pour parler plus sérieusement, est-ce donc parcequ'en Angleterre les cadets sont exclus du partage des immeubles, qu'on compte, dans ce pays, tant d'hommes distingués ? Les institutions politiques, l'activité et l'étendue du commerce, n'y auroient-elles aucune part ? Et enfin, quand le fait seroit vrai, quand il faudroit en faire honneur au principe de la primogéniture, est-ce dans la vue de forcer, par la privation de la fortune, quelques talents à se développer, qu'il convient de changer les lois et les mœurs d'un empire ?

Le fils aîné est un objet de prédilection, parcequ'on le constitue, plus spécialement que les autres, dépositaire du nom, des biens, de l'illustration de sa famille ; mais cet héritier peut être prodigue, et, dans ce cas, ces biens n'arriveront pas jusqu'à son fils. Il peut n'avoir point d'enfants, et, dans ce cas, il pourra transporter hors de sa famille l'héritage qu'il avoit reçu de son père. Il peut n'avoir que des filles, et, dans cette hypothèse, ses biens iront doter un autre nom. Pour éviter ces inconvénients, directement contraires à

l'intention du législateur, pour que la famille n'ait pas à vous reprocher de lui avoir imposé inutilement un sacrifice en faveur de la branche aînée, il n'y a qu'un remède; il faut substituer les biens, les substituer à perpétuité, ou, ce qui est la même chose, permettre de renouveler les substitutions limitées.

Le système du droit d'aînesse amène nécessairement les substitutions. Ceux qui les demandent sont conséquents, car il faut bien vouloir les moyens qui peuvent seuls conduire à la fin qu'on se propose. Mais les substitutions elles-mêmes ont aussi leurs conséquences inévitables. Il en résulte, pour l'usufruitier, la gêne de ne pouvoir disposer des biens dont il jouit; l'insubordination de sa famille, qui n'a rien à attendre de lui; le peu d'aisance, faute de facilité pour trouver des capitaux à emprunter; l'insolvabilité s'il en trouve, et s'il n'est pas économe. Je sais que les biens substitués ne pouvant être grevés d'hypothèques, le fils qui les recueillera ne sera pas contraint de payer les dettes de son père; mais il faut convenir que c'est là un triste moyen de perpétuer la considération attachée à un nom.

On a de tout temps reproché à la substitution d'être une accusation contre l'héritier réduit à l'usufruit: elle le reconnoît propriétaire, et elle le prive du droit de disposer de sa chose; elle le traite comme un prodigue, un dissipateur: et pourquoi toutes ces restrictions? Pour l'intérêt d'enfants, qui peut-être ne sont pas encore conçus, qui ne naîtront peut-être jamais.

« On a bien fait, pour la liberté de la circulation et pour le bien de l'agriculture, de proscrire ces substitutions absurdes, qui subordonnent les intérêts du

peuple vivant, aux caprices du peuple mort, et dans lesquelles, par la volonté de la génération qui n'est plus, la génération qui est se trouve constamment sacrifiée à celle qui n'est point encore. » Ce n'est pas moi qui me permets de hasarder des paroles si décisives, je ne fais que les copier, et elles sont signées du nom de quatre hommes vénérables, dont la voix ne peut plus se faire entendre, mais dont l'autorité peut être invoquée, MM. Portalis, Tronchet, Bigot de Préameneu, Maleville (1).

Nous oublions ces graves conseils: et voilà de génération en génération les héritages grevés de substitutions: rien ne ressemble davantage à la main-morte. Vous aurez donné à un propriétaire le droit de disposer pour toujours; «ce qui est la même chose que priver de ce droit tous les propriétaires qui viendront après lui (2).» Plus de mutabilité dans les immeubles; ces immeubles ne feront que passer de la main d'un usufruitier dans celle d'un autre, lesquels n'auront d'autre intérêt que d'en consommer, d'en anticiper les fruits. Personne ne plantera, personne ne bâtira, personne ne s'imposera le moindre sacrifice pour entretenir et encore moins pour améliorer un bien substitué. Au bout de cent ans les châteaux, les fermes tomberont en ruines; la moitié du sol, frappée de substitution, sera frappée de stérilité.

Telles sont les conséquences d'un principe vicieux. Le système de la loi est fondé sur une erreur, c'est que

(1) Discours préliminaire du projet de Code civil.

(2) *Mémoire sur la perfection de l'agriculture en Espagne*; par D. Gaspard Melchior de Jovellanos.

les familles se perpétueront et prospéreront d'autant mieux que les biens ruraux seront concentrés dans une seule main. Cette espérance sera déçue; les héritages ne seront pas même conservés dans les familles, car, pour les y retenir, il faut avoir recours à un remède qui tue la propriété.

Quand on nous entretient à-la-fois des heureux effets du droit d'aînesse, des substitutions, de la grande propriété foncière, de la grande culture, on complique un grand problème de plusieurs questions, qui, pour être éclaircies, devraient être traitées séparément.

Si on considère le problème sous le rapport politique, multiplier le nombre des grands propriétaires est le but; parcequ'on croit que les grands propriétaires sont les meilleurs citoyens d'une monarchie. Dans ce système, le droit de primogéniture et les substitutions ne sont que les moyens.

Si on s'attache principalement aux vues économiques, c'est la grande culture qui est l'objet; les préciputs, les substitutions, tout ce qui favorise l'agglomération des propriétés, tout ce qui met obstacle à leur division, voilà les moyens.

Il faudroit donc commencer par exprimer nettement ce qu'on veut, car la grande propriété et la grande culture ne sont pas la même chose: les combinaisons politiques et les résultats économiques appartiennent à deux ordres d'idées très différentes.

Considérons d'abord la question sous le rapport de la division des propriétés foncières; mais commençons par écarter toutes les exagérations avec lesquelles on ne prouve rien. Il peut sans doute y avoir un excès

dans le morcellement des domaines, comme il y en auroit dans leur agglomération. L'un et l'autre de ces excès seroit funeste. Dans le premier cas, la terre manqueroit aux bras de l'homme; dans l'autre, les hommes manqueroient à la terre. Où placer la limite, au-delà de laquelle l'excès commence? rapportez-vous-en au plus infallible de tous les juges, à l'intérêt privé. Mais pour raisonner juste, raisonnons d'après l'état actuel des choses et d'après ses conséquences naturelles.

Vous voulez conserver des propriétés foncières dans les familles qui les possèdent actuellement: soit; mais voyons si vous atteignez ce but par les dispositions que vous faites.

Le premier-né que vous favorisez aura deux opérations à faire, pour se mettre en possession de son héritage: établir la masse de la succession, puis-que son préciput et sa part héréditaire doivent être proportionnés à cette masse, et ensuite, lorsque sa part sera fixée, il devra prendre un immeuble en paiement. Mais les copartageants doivent concourir à cette double opération et vous avez d'avance semé la jalousie entre eux. Lorsque le privilégié demandera tant pour son préciput, les autres lui diront qu'il exagère la somme de la succession, et de là naîtront tous les procès sur le rapport des biens reçus et sur les dispositions faites en avancement d'honneur. Lorsqu'il voudra retenir pour sa part tel immeuble, on lui criera que cet immeuble vaut beaucoup plus qu'il ne dit, et, comme il n'y a que l'estimation judiciaire ou la vente aux enchères qui constate effectivement la valeur vénale d'un bien, tous les cohéritiers exigeront que les immeubles soient estimés ou

vendus: de sorte qu'il faudra passer par l'expertise, c'est-à-dire par la plus dispendieuse et la plus fautive des procédures (ce sont les expressions de M. le Rapporteur).

Si, pour s'entendre, on est forcé de vendre l'immeuble, ces aînés, sur lesquels vous fondez les espérances de votre aristocratie, ne seront que de ces capitalistes qui vous font tant d'ombrage, et dont la fortune disparoit si rapidement. Mais quand le fils privilégié demeurerait en possession des biens-fonds qui composent l'héritage, ce n'est pas tout que d'être possesseur titulaire d'une grande propriété, il faut qu'elle vous appartienne. Or si, comme cela arrive dans presque toutes les fortunes, l'immeuble se trouve grevé de dettes, que deviendra l'aîné? Il aura à acquitter les dettes dont cet immeuble répond, et la part héréditaire de chacun de ses frères et sœurs. Où prendra-t-il des capitaux pour cela? S'il garde l'immeuble, il retirera des intérêts à trois ou quatre pour cent, et il faudra en payer cinq. Comment fera-t-il des économies pour se libérer? comment entretiendra-t-il son bien? comment fera-t-il ces grandes améliorations que l'on se promet de la grande propriété? Il faudra donc vendre, et voilà encore l'immeuble qui échappe des mains de l'héritier privilégié.

Tout cela dérive de ce principe dont l'expérience a démontré la vérité, que, pour être dans l'aisance, avec une propriété foncière, il faut être libre de toutes dettes; qu'avec des dettes un domaine est ruineux, parcequ'on place nécessairement à un intérêt moins avantageux que celui qu'on est obligé de payer. Or, la loi que nous examinons constitue les aînés proprié-

taires d'immeubles et débiteurs de capitaux; et quoiqu'elle veuille les favoriser, sa sollicitude sera trompée la plupart du temps, et ses favoris ne jouiront pas des avantages que l'on croit attachés à la grande propriété. Dans cette position incertaine et gênée, les possesseurs des terres seront hors d'état d'exercer l'influence politique dont on voudroit les investir.

En dernière analyse, depuis que la propriété, grande ou petite, est dépouillée pour jamais des moyens d'influence qui dérhoient de l'ordre féodal; depuis qu'on possède dix mille arpents comme on en possède un, sous la seule protection de la loi, il n'y a plus, pour les propriétaires, qu'un moyen de considération et d'influence, c'est de répandre beaucoup d'argent dans la population indépendante qui les environne. Or, pour cela, il faut des capitaux, et le manufacturier, qui occupe cinq cents bras dans une usine sans territoire, sera, pour le pays, un homme plus important que le plus grand propriétaire foncier.

Le législateur se sera donc trompé en croyant fonder, par ce moyen, l'aristocratie territoriale, il n'aura créé que des propriétaires mal aisés.

Je ne prétends pas dire que la propriété territoriale n'ait ses avantages; je suis loin de penser que, sous beaucoup de rapports, elle ne mérite la préférence sur la propriété industrielle; mais je crois que ces avantages ne se réalisent qu'autant qu'elle est libre de toutes dettes, et qu'elle tombe entre des mains économes et laborieuses.

L'industrie est subordonnée à des chances de hasard moins favorables à la morale que les habitudes uniformes et parcimonieuses de la vie rustique. Aussi

sommes-nous loin de prétendre qu'il faille rien retrancher des faveurs qui peuvent avoir été accordées à la propriété foncière. La question n'est pas là; il s'agit seulement de savoir si la propriété foncière méritera plus d'intérêt quand elle sera répartie entre plusieurs mains ou réunie dans une seule; si mille arpents et un homme sont plus utiles à la société que mille arpents et cent propriétaires.

Réduite à ces termes simples, la question mérite sans doute un sérieux examen. Il faut apprécier l'influence de l'agglomération ou de la division, sur la population, et sur l'abondance des produits.

Certains publicistes de nos jours méprisent beaucoup la petite propriété. Bien différent de ces hommes d'État, un général triomphateur, disoit: Celui-là est un mauvais citoyen, qui regarde comme petite la portion de terre qui peut nourrir un homme. Il ne partageoit pas non plus le dédain de nos publicistes pour la petite propriété le philosophe qui a professé de nos jours les grands principes de la législation, et qui, voyant dans les trop grandes propriétés un obstacle à la population, s'écrioit: « Abolissez d'abord les droits d'aînesse, abolissez les substitutions. Les primogénitures sacrifient plusieurs cadets à l'aîné d'une maison; les substitutions immolent plusieurs familles à une seule. Un père qui ne peut avoir qu'un fils qui soit riche, voudroit n'en avoir qu'un. Le malheur d'une maison se mesure par le nombre des enfants. »

Filangiéri, qui écrivoit ces paroles il y a quarante ans, ajoutoit: « Nos descendants seront surpris en ob-

servant une si grande contradiction entre nos principes politiques et nos lois.

Il étoit loin de prévoir que les fléaux qu'il avoit signalés seroient abolis pendant la durée de cette génération à laquelle il s'adressoit, et qu'on s'efforceroit de les faire revivre pour la génération suivante, comme si on avoit peur que les principes de justice et les causes de la prospérité publique subsistassent trop long-temps.

Je sais qu'il y a des esprits, amis du paradoxe, qui n'hésitent pas à exprimer cette pensée que l'accroissement de la population n'est point désirable; qu'il n'est un bien ni en morale ni en politique; que nous devons tout notre intérêt aux hommes qui existent; que ceux qui n'existent pas n'y ont aucun droit, et que le législateur est moins humain qu'imprudent, qui prépare de loin la foule des générations futures.

On peut se dispenser d'examiner s'il est bon que la population s'accroisse; mais on conviendra au moins qu'il est prudent de s'informer si le système de législation qu'on veut introduire est favorable ou contraire à cet accroissement; car, autant que cela est possible, il est bon de savoir ce que l'on fait et où l'on va. D'abord on ne peut nier qu'une population nombreuse prouve l'abondance, et constate des progrès vers la prospérité; de là vient que l'accroissement de la population et celui des richesses, sont ou le but, ou le résultat de toute bonne législation politique et économique.

Il ne faut pas s'attendre que la loi qui vous est présentée reçoive cette espèce de sanction du temps et de l'expérience. En faisant des aînés et des cadets, des pauvres et des riches, elle diminue évidemment le

nombre des mariages pour les uns, sans rendre les mariages des autres plus féconds.

« La propriété, vous disent les publicistes (1), est la source productive du citoyen. » Faire de grandes propriétés c'est diminuer le nombre des propriétaires, et la disproportion entre la classe qui possède et celle qui ne possède pas amène, pour celle-ci, la difficulté de subsister, et par conséquent, pour l'état, la dépopulation.

Il en est de la terre comme des femmes, de la grande propriété comme de la polygamie; s'il y en a trop dans la possession d'un seul, ce luxe est stérile.

La longévité est encore un symptôme du bien-être.

Il y a quelques années que le Gouvernement, en adressant aux administrateurs des départements des questions sur la statistique de la France, leur recommanda spécialement de recueillir les faits qui pouvoient faire juger de l'influence de la division des propriétés sur la population. On ne nous a pas fait connoître le résultat de ces recherches; mais si on compare quelques tableaux authentiques qui ont été publiés, d'après les opérations du cadastre, on trouve les résultats suivants: qu'il y a treize départements (2), dans lesquels l'étendue moyenne du sol possédé par chaque propriétaire est de sept hectares; et que dans ces départements la mortalité annuelle est d'un individu sur trente-trois.

(1) Filangieri, l. 2 chap. 3.

(2) Les Hautes-Alpes, la Corrèze, les Côtes-du-Nord, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre, les Landes, la Loire, la Haute-Loire, la Lozère, le Morbihan, la Nièvre, la Haute-Vienne.

D'un autre côté il y a seize départements (1) dans lesquels l'étendue moyenne de la propriété est de trois hectares quatre-vingt-dix-huit centièmes par propriétaires, et dans ces seize départements la mortalité est de un sur quarante-six. D'autres causes peuvent influencer sans doute sur ce résultat, mais enfin il mérite d'être observé, et il conduit à penser que la division de la terre favorise la population, et que nous ne sommes pas encore arrivés à cet excès de morcellement qui produiroit un effet contraire.

Mais, dit-on, l'agriculture s'est perfectionnée; les richesses se sont accrues en Angleterre, où l'on a beaucoup de respect pour le droit de primogéniture et les substitutions. Ce seroit mal raisonner que d'attribuer aux institutions qu'on veut imiter les heureux progrès que l'on envie. Il seroit tout aussi juste de dire. Le droit d'ainesse, les substitutions, les majorats, sont en vigueur en Espagne, l'Espagne est en partie inculte et dépeuplée, donc ces lois sont pernicieuses à l'accroissement de la population et au développement de la culture (2).

Admettons tout ce qu'on nous dit de la prospérité de l'Angleterre; mais pour juger si cette prospérité

(1) L'Aube, le Calvados, la Côte-d'Or, l'Eure, l'Eure-et-Loir, la Gironde, l'Indre-et-Loire, la Loire-Inférieure, le Lot-et-Garonne, le Maine-et-Loire, la Manche, la Haute-Marne, l'Orne, le Pas-de-Calais, la Sarthe, les Deux-Sèvres.

(2) Ce n'est pas qu'il n'y ait en Espagne des esprits supérieurs qui connoissent et proclament les grands principes. On n'a qu'à voir avec quelle vigueur de raison M. de Jovellanos, membre de la société économique de Madrid, parloit du droit d'ainesse, des

est due à l'inégalité du partage des biens-fonds qui y est établie depuis huit ou neuf cents ans, demandons si elle date de la même époque? Je voudrois bien qu'on nous dit quel étoit l'état de la culture lorsque les propriétaires de ces immenses domaines n'avoient pas de grands capitaux à y consacrer. Je voudrois bien qu'on nous dit quelle étoit la condition des enfants dés-

majorats, des substitutions, dans un mémoire sur l'agriculture, adressé, en 1795, au conseil de Castille.

« Accorder à un citoyen le droit de transmettre sa fortune à une série infinie de possesseurs successifs; laisser les modifications de cette transmission à sa seule volonté sans aucune dépendance, nous ne disons pas de ses successeurs, mais des lois même, priver la propriété de sa plus précieuse qualité, celle de pouvoir être communiquée et transmise; fonder la conservation des familles sur la richesse d'un seul individu dans chaque génération et sur la pauvreté de tous les autres; faire dépendre la richesse du personnage privilégié du hasard de la naissance, sans aucun égard au mérite et à la vertu, ce sont des dispositions non moins contraires aux idées raisonnables et aux sentiments naturels, qu'aux principes du pacte social et aux maximes générales de la législation et de la politique.

« Vainement on allègue, pour justifier ces institutions, qu'elles sont de l'essence de la constitution monarchique.

« Supposé qu'il faille des majorats, pour maintenir la noblesse, comment les justifier dans la classe plébéienne? Quel prétexte pour colorer cette liberté illimitée d'en établir, accordée à tous ceux qui n'ont pas des héritiers forcés, au noble ainsi qu'au plébéien, au pauvre ainsi qu'au riche, aux grands et aux petits propriétaires? Qu'est-ce qui peut justifier le droit de substituer à perpétuité le tiers et le cinquième, c'est-à-dire la moitié de toutes les fortunes?

« La loi, en accordant le droit d'avantager, eut pour but qu'un bon père put récompenser un bon fils; celle qui permet de substituer à perpétuité les biens laissés aux avantagés ôte aux pères les moyens de récompenser, frustre les enfants des

hérités, lorsque l'Angleterre n'avoit pas à donner la terre aux aînés, la mer aux cadets.

Dans les grands phénomènes de l'économie politique ne cherchons jamais à expliquer, par une seule cause, des faits qui peuvent dépendre d'un concours de circonstances toujours fort difficiles à apprécier.

Enfin, pour nous faire une idée de l'état de l'agriculture en Angleterre, écoutons les Anglais eux-mêmes. Il n'y a qu'à voir comment s'expriment sur ce sujet les plus judicieux de leurs observateurs, ceux qui sont les plus exercés à étudier les progrès et à expliquer les causes de la richesse nationale. « Le sol est fertile, disent-ils (1), la navigation intérieure et extérieure facilite les transports, la législation favorise le commerce, cependant l'agriculture, quoiqu'elle fasse des progrès, ne suit que de loin la marche de l'industrie. Vraisemblablement la majeure partie des terres étoient cultivées il y a deux cents ans; cependant il en reste encore une très grande quantité qui est inculte, et la culture est fort au-dessous de ce qu'elle pourroit être. Comment expliquer cela, dans un pays où la loi encourage la culture des blés, et l'éducation des bestiaux,

récompenses méritées, et fraude la vertu de tout ce qu'on accorde à la vanité des familles dans les générations à venir. Quel avantage procura à la noblesse cette loi bâtarde? N'est-ce pas elle qui ouvrit cette large porte par où, depuis le XVI^e siècle, se sont précipitées dans la noblesse toutes les familles qui ont pu amasser une fortune médiocre? Et l'on qualifiera de favorable à la noblesse l'institution qui a le plus contribué à la rendre vulgaire!»

(1) Adam Smith, l. 3, c. 4.

honore le cultivateur et protège la propriété, si ce n'est par le droit de primogéniture, la dime, et les substitutions? »

On aime à citer les Anglais au sujet de la division des propriétés. Il en est un non moins célèbre, comme homme d'état que comme philosophe, qui en a observé les effets sous un autre rapport et dont je vais me permettre de vous rappeler l'opinion : « Plus les nobles, ou les hommes vivant noblement, deviennent nombreux, dit le chancelier Bacon (1), plus la somme totale du produit des subsides décroît.... Lorsque dans un état les personnes vivant noblement se multiplient à l'excès, les cultivateurs ne sont que des journaliers, de misérables métayers. Dans un tel pays il peut y avoir beaucoup d'hommes, mais peu de soldats, et sur-tout il ne peut y avoir qu'une mauvaise infanterie. Il en est à cet égard des états comme des taillis, si on y laisse trop de baliveaux, il ne croît plus autour de ces arbres que des bruyères et des broussailles. »

Ainsi l'observateur que je viens de citer voyoit la force de l'état dans le grand nombre des petits propriétaires; et par conséquent dans la répartition des propriétés.

Ainsi la division des propriétés favorise l'accroissement de la population et le développement de la force publique. Il nous reste à voir si elle accélère ou ralentit l'accroissement de la richesse territoriale.

Trois choses influent sur l'abondance des produits

(1) Histoire de Henri VII.

territoriaux : le grand nombre des bras, le perfectionnement des méthodes de culture, et l'emploi des capitaux.

Le grand nombre des bras tient à la population ; et nous avons vu que l'agglomération des propriétés lui étoit peu favorable.

Le perfectionnement des méthodes tient à la multitude des expériences, et à l'intelligence qui les dirige, plutôt qu'à l'étendue du territoire sur lequel elles se font ; et, à cet égard, on a plus à espérer de cent cultivateurs que d'un seul (1). Si les petits propriétaires peuvent être accusés d'être routiniers, les grands peuvent encore, à plus juste titre, être soupçonnés de négligence. D'ailleurs, pour faire des expériences en grand, il faut des capitaux ; or, des héritiers chargés de dettes, des usufruitiers grevés de substitutions, ne sont ni riches en capitaux, ni tentés de les employer, s'ils en ont, en expériences peut-être infructueuses.

Le droit de primogéniture et les autres moyens employés pour concentrer les terres dans une même

(1) « En Europe, nous dit Adam Smith, (*) la loi de primogéniture et toutes celles qui tendent à perpétuer les biens dans les familles empêchent la division des grands domaines, et par-là s'opposent à ce que les petits propriétaires se multiplient. Cependant un petit propriétaire, qui connoît tous les recoins de son petit territoire, qui les surveille tous avec cette attention soigneuse qu'inspire la propriété, et qui, pour cette raison, se plaît, non seulement à le cultiver, mais même à l'embellir, est en général, de tous ceux qui font valoir, celui qui y apporte le plus d'industrie, le plus d'intelligence, et aussi celui qui réussit le mieux. »

(*) Richesse des nations, l. 1, ch. 4.

main, et pour les y retenir, diminuent le nombre des terres en vente, par conséquent elles augmentent de prix ; et ces sortes d'acquisitions devenant moins avantageuses, les capitaux se trouvent détournés de cette direction ; d'où il suit qu'il faut perdre l'espoir de voir les méthodes et les produits s'améliorer par la grande culture.

D'ailleurs, tous les pays ne sont pas également propres à la grande culture ; il s'ensuit que la loi doit laisser faire les hommes.

Enfin, une grande expérience a été faite pendant la durée d'une génération, et cette expérience mérite d'être consultée.

Le morcellement des propriétés, dites-vous, est un grand mal ; en effet, depuis que les propriétés se divisent parmi nous, les campagnes ont changé de face, et la population de physionomie. Mais que remarquez-vous dans ce changement ? des champs mieux cultivés, des villages mieux bâtis, des habitants mieux nourris, mieux vêtus, et, ce qui est plus remarquable encore, des hommes qui ont le port et le regard assuré, des hommes qui savent qu'ils sont propriétaires au même titre et avec les mêmes droits que leurs plus opulents voisins. Voilà l'effet qu'à produit la division des propriétés.

Cette division est-elle le résultat de la loi des successions ? c'est une influence qu'il faut essayer d'apprécier.

M. le Ministre des finances nous a présenté hier quelques notions qui me fournissent les éléments d'un calcul que je vais tâcher d'exposer clairement.

Le nombre des propriétaires étoit de deux millions avant la révolution.

Il s'élève, nous dit-on, aujourd'hui à quatre millions huit cent mille.

Quelle part la loi des successions a-t-elle eue à cet accroissement?

Il est de deux millions huit cent mille propriétaires.

Mais il ne faut pas attribuer au partage des successions l'augmentation du nombre des propriétaires qui a eu lieu par les ventes que l'état a faites : or les biens nationaux ont été partagés entre douze cent mille acquéreurs.

Ces douze cent mille acquisitions ont été subdivisées chacune au moins une fois par les acquéreurs primitifs.

Ainsi il est évident que les ventes faites par l'État ont produit deux millions quatre cent mille nouveaux propriétaires.

Il y en avoit anciennement deux millions, et ce nombre avoit été porté, dès les premières années de la révolution, à trois millions deux cent mille. Si donc le partage des successions a fait tout le reste, il a augmenté le nombre des propriétaires de quatre cent mille, c'est, en trente ans, une augmentation d'un huitième.

Prétendrait-on que la division des terres est parvenue au point que, si elle alloit en croissant, elle deviendrait fatale? Mais, tant qu'il y aura des terres incultes, des champs en jachères, il y aura place pour des propriétaires nouveaux, et preuve que les propriétaires actuels ne savent pas tout exploiter.

Enfin, si le morcellement des propriétés est un si

grand mal, pourquoi nous proposer une loi qui, sur cinq millions de propriétés, abandonne les plus petites à des subdivisions indéfinies; qui ne s'occupe que des plus considérables, au nombre d'environ soixante mille, et qui, dans celles-ci même, tend à diminuer la part du plus grand nombre des enfants, de manière à réduire leurs héritages à des parcelles, à une poussière impalpable?

Daignez remarquer, Messieurs, qu'en essayant de disculper la petite propriété des reproches qu'on lui adresse, je n'ai garde de tirer aucune conséquence contre la grande propriété: il faut de l'une et de l'autre. Tandis que les successions décomposent, le travail produit la richesse, et la richesse recompose les grands domaines. Je demande seulement qu'on laisse les choses suivre leur cours naturel: les résultats ne seront peut-être pas conformes à nos théories souvent hasardées, mais ils seront le produit de cet instinct si sûr, qui avertit les hommes de leurs véritables intérêts. Cette idée a été développée avec autant de justesse que de clarté dans un écrit que M. le vicomte de Morel-Vindé a fait distribuer à la Chambre.

Je remarque que cette législation, qui s'annonce pour être si favorable à l'agriculture, réserve toute sa sollicitude pour les propriétaires du sol, mais non pas pour la terre elle-même. Elle veut voir dans ces propriétaires les favoris du système politique; elle les invite à toutes les jouissances de l'opulence, du pouvoir et de la vanité; elle les rassure contre les expropriations; elle leur fait espérer héritages sur héritages; et si toutes ces espérances se réalisoient, on se trouveroit avoir créé des propriétaires possédant bientôt plus de

terres qu'ils n'en sauroient cultiver, qui n'auroient point de capitaux pour les améliorer, et à qui leur position ne conseilleroit pas une sage économie.

Dans les premiers temps on se féliciteroit d'avoir conservé des parcs, des chasses; au bout de quelques générations, on verroit des landes, des bois mal entretenus, des châteaux délabrés, et des fermes en ruines.

Ce peut-être là la grande propriété, mais à coup sûr ce n'est pas encore la bonne culture.

Votre commission demande qui creusera des canaux lorsque les propriétés seront divisées. Qui, Messieurs? la puissance qui a toujours accompli ces grandes entreprises; les capitaux.

Elle demande encore qui a élevé dans les campagnes ces édifices imposants, « qui perpétuoient le souvenir des ancêtres, en même temps qu'ils faisoient la gloire des beaux-arts et la splendeur du pays. » Qui, Messieurs? les corvées. Par qui peut-on espérer aujourd'hui de voir élever des châteaux? par les capitalistes (1).

(1) Écoutons un Anglais dont j'ai déjà eu occasion d'invoquer le témoignage, et dont on ne récusera pas l'autorité en matière d'économie politique. Après avoir observé l'origine de la grande propriété territoriale se transmettant dans une même famille par ordre de primogéniture, dans cet ordre de choses où les terres étoient considérées principalement comme moyen de puissance; après avoir vu dans cette indivisibilité de la propriété une grande calamité, Smith (*) déplore que cet usage ait survécu aux circonstances sociales qui seules pouvoient en rendre raison. « Dans l'état actuel de l'Europe, dit-il, le propriétaire d'un seul acre de terre est aussi parfaitement assuré de sa possession que le

(*) Richesse des Nations, l. 3, c. 2.

Frappé de toutes ces considérations, que l'instinct seul lui fait suffisamment apercevoir, le père de famille se demande quel peut être cet intérêt, au nom duquel le législateur vient lui apprendre que c'est une foiblesse d'aimer également tous ses enfants.

propriétaire de cent mille: cependant on a encore égard au droit de primogéniture; et comme c'est de toutes les institutions la plus propre à soutenir l'orgueil des familles, il est vraisemblable qu'elle durera encore plusieurs siècles. Sous tout autre point de vue rien ne peut être plus contraire aux vrais intérêts d'une nombreuse famille qu'un droit qui enrichit un des enfants, en réduisant tous les autres à la misère.... » Aujourd'hui que les petites propriétés, ainsi que les grandes, tiennent toute leur sûreté de la loi, il ne peut rien y avoir de plus absurde que les substitutions. Ces institutions sont fondées sur la plus fausse des suppositions, sur la supposition que chaque génération successive n'a pas un droit égal sur la terre qu'elle possède, et que la propriété de la génération actuelle peut être restreinte d'après le caprice de la génération éteinte il y a cinq cents ans.... On regarde ces substitutions comme nécessaires, pour maintenir la noblesse dans la possession des dignités. De sorte que cette classe ayant déjà usurpé un privilège inique, on a trouvé raisonnable de soutenir ce privilège par un autre, de peur que la pauvreté ne le rendit ridicule. »

« En Angleterre on a, dit-on, en haine la perpétuité des propriétés, et les substitutions y sont plus restreintes que dans toutes autres monarchies de l'Europe; mais en Écosse plus du cinquième des propriétaires, plus du tiers peut-être, sont encore actuellement dans les liens d'une substitution rigoureuse. Or il arrive rarement qu'un grand propriétaire soit un grand faiseur d'améliorations... Il y a encore aujourd'hui dans chacun des royaumes unis, de ces grandes terres qui sont restées sans interruption dans la même famille depuis le temps de l'anarchie féodale. Il ne faut que comparer l'état actuel de ces domaines avec celui des petites propriétés voisines, pour juger si ces grandes propriétés sont favorables à la culture. »

Tous les pères ne portent pas leurs vues assez haut pour comprendre que l'intérêt de leur famille leur conseille de faire un partage inégal. Dans la famille ils ne voient pas seulement le fils aîné, et ils ne conçoivent pas ce que les cadets peuvent gagner à sacrifier leurs espérances pour l'honneur d'avoir un frère plus riche (1).

N'importe, il faut leur imposer ce sacrifice. Et à qui doivent-ils le faire? au principe monarchique. Ici l'étonnement redouble, et il faut examiner comment, dans une monarchie, les trois quarts des enfants, c'est-à-dire de la population, se trouveroient nécessairement en opposition avec les constitutions de l'État: comment l'intérêt de l'État exige qu'ils soient déshérités. La monarchie, cette image de famille, seroit donc un gouvernement contre nature si elle ne pouvoit pas s'accommoder de la famille telle que la nature l'a faite (2).

(1) « Si ces prélèvements successifs doivent bientôt placer la famille dans une position plus avantageuse; si la position particulière de l'aîné doit procurer aux puînés eux-mêmes plus de considération dans le monde, plus de crédit dans le commerce, plus d'appui auprès de l'administration publique, ces puînés auront-ils tant à se plaindre, et ne peut-on pas dire que le préciput légal ne leur cause qu'un préjudice momentané? » (*Rapport de la Commission.*)

(2) « Mais on dira peut-être: Ce système des substitutions et des majorats est propre à la nature de la constitution monarchique. Le Gouvernement, tourmenté par ses besoins, trouve dans les grands propriétaires des secours toujours prêts, et par conséquent beaucoup de sûreté pour lui-même; parceque, ces grands propriétaires ayant tout à craindre d'un changement dans le

Le but auquel tendent franchement les partisans de la grande propriété est de concentrer dans la main des grands propriétaires toute l'influence politique. Je reconnois assurément qu'ils ont droit à en exercer une grande partie ; mais il faut reconnoître aussi qu'il y a dans l'état d'autres intérêts que ceux de la propriété foncière, et si les propriétaires inspirent de la confiance, parcequ'ils sont intéressés au bon ordre, ce n'est pas une raison pour que ceux dont la fortune existe en capitaux, en magasins, soient des perturbateurs.

La division des propriétés a diminué le nombre des prolétaires : elle a créé des citoyens. Est-ce là le tort que vous lui reprochez ? et entreprenez-vous de soutenir que le grand nombre des propriétaires est dangereux pour le repos public ; ce qui veut dire que les prolétaires sont un élément utile de la constitution monarchique (1) ?

système de l'administration, ont le plus grand intérêt à le maintenir.»

« La multiplicité des propriétaires est la source de la félicité publique dans la monarchie, comme dans toutes les autres constitutions. Or, si la distribution des richesses, produite par le démembrement des grandes propriétés, alloit ranimer toutes les classes de la société, ce ne seroit plus alors un seul ordre de citoyens, ce ne seroient plus quelques riches aînés d'illustres familles, qui auroient le droit exclusif de veiller à la conservation de l'état. La nation entière défendrait elle-même son propre bonheur, et par conséquent l'autorité tutélaire du citoyen couronné à qui elle le devrait. Connoît-on quelque sûreté plus grande que celle-là (*) ? »

(1) Voici les paroles très justes, très belles de M. le rapporteur

(*) Filangieri, l. 2, c. 36.
N° 43.

Seroit-il possible que quelques esprits eussent imaginé qu'il est bon qu'il y ait des pauvres afin qu'ils dépendent du riche ? Mais qui ne sait que les pauvres sont des voisins fort incommodes ? En est-on plus puissant parcequ'on est entouré de mendiants et d'envieux ? L'aristocratie qui adopteroit de pareilles maximes, voudroit se faire une législation, un monde à son usage. Imprudente ! elle ne verroit pas que ce seroit créer à plaisir un des éléments qui ont amené la révolution.

En dernière analyse, de quoi s'agit-il ? De se partager les moyens de subsistance que le sol peut offrir. Pour augmenter la part de chacun, il faut en augmenter les produits ou diminuer le nombre des copartageants. Augmenter les produits ; j'ai démontré que votre système n'amèneroit point ce résultat : diminuer le nombre des copartageants, j'en conviens, vous diminuerez la population. Mais vous repoussez cette conséquence. Eh bien ! si la population reste la même, ceux que vous aurez chassés de la classe des propriétaires, vous les trouverez dans la foule des prolétaires ; en seront-ils de meilleurs sujets de la monarchie ?

Mais, dit-on, ce qui importe à la monarchie, c'est que les intérêts publics demeurent constamment en dépôt dans les mêmes mains, ou, en d'autres termes, que les mêmes familles conservent une sage influence sur toutes les opérations électorales. Comme je res-

de la commission : « L'acquisition des propriétés par le peuple des campagnes a été un lien très fort pour l'attacher à son état et à ses foyers ; elle a contribué à le rendre paisible, à le garantir de certaines séductions, et supplée en quelque sorte à ce qui lui manque du côté des sentiments religieux et des mœurs. »

pecte toutes les opinions je veux bien croire que cette influence ne seroit employée que dans les vues les plus louables ; mais je ne suis pas également convaincu que cette espèce de privilège ne fût pas une injustice.

Il me paroît bien certain du moins qu'il y a une injustice évidente dans un reproche qu'on a adressé à l'ordre de choses actuel.

On a imaginé contre la mutabilité des propriétés foncières un argument auquel j'avoue que je ne me serois pas attendu. Comme cette propriété est la base du droit de représentation dans l'assemblée élective, on s'est avisé d'attribuer à ces mutations l'inconstance de notre système politique. « Les plus habiles hommes d'état, nous dit le rapporteur de votre commission (et il explique à l'instant sa pensée en nous avertissant que par les plus habiles hommes d'état, il entend ceux qui successivement ont dirigé nos affaires) ; ces hommes d'état se sont plaints presque tous de la mobilité des opinions résultant de celle des éléments de la société. » Ainsi, c'est aux ventes fréquentes des immeubles qu'il faut s'en prendre si l'on a tant varié sur la liberté de la presse, sur les élections, le commerce des grains, l'indemnité, les rentes ; mais en conscience, qui a provoqué toutes ces discussions, si ce n'est le ministère ? Qu'a-t-on fait dans toutes ces délibérations, que se conformer au vœu exprimé par le ministère ? Qu'auroit-il pu demander de mieux, quand tous les éligibles et tous les électeurs auroient été de grands propriétaires fonciers ? Quel droit ces hommes d'état si habiles ont-ils de nous reprocher la mobilité de nos opinions ? et dans cette

circonstance-ci, par exemple, est-ce le public, qui par inconstance sollicite des innovations?

On veut créer une aristocratie parceque l'aristocratie se vante d'être l'appui naturel de la constitution monarchique. En la voyant ambitionner cet éloge, je ne doute pas que ceux qui peuvent faire cause commune avec l'ancienne aristocratie, n'expriment leurs sentiments; et ces sentiments sont nobles et élevés. Mais n'y auroit-il pas un peu de jactance dans cette assertion qu'on nous donne comme une chose convenue? L'aristocratie, du temps de la féodalité, étoit-elle une auxiliaire de la monarchie, lorsque le monarque étoit contraint de former une alliance avec les communes pour résister à l'aristocratie? L'histoire ne démontre-t-elle pas que le pouvoir monarchique s'est élevé sur les ruines de l'ancienne aristocratie? A Dieu ne plaise que je manque de respect à la nouvelle; mais, en général, qu'est-ce que l'aristocratie de tous les temps peut aimer de la monarchie? les abus. Elle doit vouloir que le gouvernement dispose arbitrairement de la richesse publique, parceque c'est sur les grands que tombent les libéralités. Or assurément une institution qui produiroit ce résultat ne seroit pas dans le système de la monarchie constitutionnelle.

Si c'est comme propriétaires que vous croyez que les héritiers favorisés seront intéressés à défendre le trône, multipliez les propriétaires, au lieu d'en réduire le nombre et de faire des mécontents; protégez non seulement la propriété foncière, mais encore la propriété mobilière; car celle-ci n'est pas moins intéressée que l'autre au maintien de l'ordre public.

La pensée qui préoccupe les auteurs du projet de loi est que la propriété foncière attache son possesseur au gouvernement monarchique, tandis que la richesse mobilière dispose naturellement celui qui en jouit à préférer le gouvernement de plusieurs.

Voyons jusqu'à quel point cette distinction peut être fondée. Seroit-ce parceque les possesseurs de la richesse mobilière préfèrent un ordre de choses dans lequel ils peuvent s'élever avec facilité?

Les riches sans doute peuvent être ambitieux, mais ce n'est pas parcequ'ils possèdent des richesses mobilières. Supposez-les possesseurs de beaux hôtels, de grandes terres, seront-ils pour cela guéris de leur ambition? Vous n'avez donc exprimé que les conséquences naturelles de l'opulence; et les passions que vous craignez ne tiennent point à telle ou telle nature de propriété. La monarchie n'offre-t-elle pas d'ailleurs une perspective aussi favorable à l'ambition que le gouvernement de plusieurs?

Seroit-ce parcequ'ils aiment l'indépendance? Mais ce désir nous est commun à tous, et la monarchie tempérée n'est-elle pas le gouvernement le plus propre à garantir cette espèce de liberté sage et exempte de troubles, qui est précisément la seule que les riches doivent désirer.

Et où a-t-on vu que la propriété foncière soit de l'essence de la monarchie, et la propriété mobilière naturellement républicaine? Le genre de propriété qui impose le travail, la retraite, l'économie, seroit-il donc dans les analogies du gouvernement monarchique plus que la fortune mobilière, si favorable aux jouissances et aux spéculations? L'expérience de tous les

temps est là pour démentir des assertions si nouvelles; et il n'y a pas un homme d'état qui puisse les concevoir.

Nos souvenirs nous donnent d'étranges préjugés sur la propriété foncière. Nous ne séparons pas l'idée d'un immeuble de celle de la puissance territoriale. Avec une terre, notre imagination nous représente toujours un grand château, des droits de justice, des privilèges, et autour du manoir une population de vassaux. Tout cela, il faut en convenir, étoit fort éloigné de l'esprit des institutions républicaines; mais ce n'est pas cela qu'il s'agit de rétablir; et si nous réduisons la propriété immobilière à ce qu'elle est réellement, c'est-à-dire à l'exploitation d'un capital, nous reconnaitrons que cette exploitation ne favorise pas spécialement tel ou tel système politique.

L'agriculture est très respectable, très digne d'encouragement, mais elle n'est plus qu'une manufacture comme une autre, et il n'y a point de raison pour que l'industrie, qui ne demande que la paix et la sécurité, devienne suspecte au législateur. Les capitaux, par la variété de leurs applications, ont acquis une importance qui ne laisse pas à la propriété territoriale tous les avantages qu'on croyoit y être attachés.

On peut dire seulement que le capitaliste offre moins de prise à l'autorité, parceque sa fortune est mobile; qu'il est moins attaché à la patrie, parcequ'il n'est pas propriétaire du sol. Cela peut être vrai jusqu'à un certain point; mais rassurez-vous, votre loi ne fera pas des capitalistes, seulement elle diminuera le nombre des gens attachés au sol.

Ce sujet est inépuisable : je ne l'ai considéré presque que sous le rapport de l'économie politique ; mais comment se dispenser de vous dire que vous allez constituer le privilège dans la société ? Une fois établi, il lui faudra des appuis, tous les jours de nouvelles exceptions, et nous le verrons croître de lui-même. La Charte a reconnu la noblesse d'extraction : la Chambre des Pairs compose la noblesse des fonctions héréditaires : voilà que nous allons créer une noblesse territoriale. Je ne sais pas encore comment ces trois noblesses s'accorderont entre elles. J'en vois une qui est fondée sur des souvenirs, mais qui se trouvera placée entre deux autres qui s'appuieront sur des réalités. Il se pourroit que les partisans de la noblesse d'extraction fussent bientôt étonnés de la voir supplantée par la noblesse territoriale. Quant à celle-ci, elle sera demain la noblesse électorale, c'est l'objet avoué du projet de loi, et incessamment l'élément de la Chambre élective. Ainsi les deux branches de la législation se composeront d'exceptions : je demande par qui les intérêts généraux se trouveront représentés.

Voilà ce que le bon sens du public lui fait entrevoir : voilà l'intrigue qui suscite tant de pétitions qu'on traite de séditieuses et qu'il seroit prudent d'écouter.

Les dispositions du projet de loi passent les bornes de l'autorité du législateur. Elle se trouvent en opposition directe avec l'esprit de la Charte. La loi est injuste, elle diminue l'autorité paternelle, elle prépare la discorde des familles, elle doit diminuer la population, et ralentir les développements de l'industrie. Elle ne favo-

rise ni la propriété, ni l'agriculture. Elle amène les substitutions, et toutes les prétentions de l'aristocratie territoriale, et cela sans procurer un appui réel à la monarchie constitutionnelle.

L'intérêt de la famille, l'intérêt de la paix et de la prospérité publique, l'intérêt de la monarchie, tout me porte à voter contre le projet de loi.

PROPOSITIONS
N° 44.
1826.

DE

me

pu

lui

pr

vo

le

ad

été

no

dis

la

va

be

ge

m

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSIONS

N° 44

1826.

Séance du 5 avril 1826.

DISCOURS

DE M. LE MARQUIS DE CLERMONT TONNERRE,

MINISTRE DE LA GUERRE,

Pour la défense du projet de loi relatif aux successions et substitutions.

MESSEURS,

En écoutant le noble Pair auquel je succède, et en me pénétrant de la nécessité de lui répondre, je n'ai pu me dissimuler le désavantage qui est réservé à celui qui prend la parole dans une discussion aussi approfondie, je dirois même aussi épuisée, que celle qui vous occupe aujourd'hui. Il me sembloit en effet que le moment étoit arrivé où le meilleur discours à vous adresser, devoit être celui-ci. Messieurs, tout ayant été dit sur cette question, il ne s'agit plus que de prononcer. Si donc, forcé de prendre la parole par le discours que vous venez d'entendre, je me présente à la tribune, avec l'unique ressource de reproduire devant vous des arguments plus ou moins rebattus, j'ai besoin de pouvoir compter sur la bienveillante indulgence à laquelle vous m'avez accoutumé; mais pour m'en rendre digne, je tâcherai de n'en pas abuser.

« Le noble Pair a représenté le projet de loi comme n'étant rien en apparence, mais comme étant, dans la réalité, une révolution dans l'ordre social. Messieurs, le noble orateur ne s'est pas bien rendu compte de la nature du projet, du but vers lequel il tend, des motifs du Gouvernement. Je vais vous les exposer avec franchise.

Non, Messieurs, ni le but du Gouvernement, ni la tendance du projet, ne sont un bouleversement: il s'agit tout au contraire d'arrêter, dans le morcellement indéfini de la propriété, un mal qui conduiroit à un bouleversement, si l'on n'y mettoit un terme; mais il faut, pour arrêter ce mal, prendre une détermination qui consacre un principe opposé à toutes les doctrines que la révolution a versées sur la France, pour le malheur de nos pères, et de beaucoup d'entre nous; et comme ces doctrines, malgré les maux qu'elles ont faits, ont un côté attrayant pour des esprits naturellement portés à l'indépendance; comme on ne peut se dissimuler qu'elles ont pénétré insensiblement dans la partie de la nation la plus attachée aux principes monarchiques, et que, sans néanmoins corrompre son cœur, elles ont souvent faussé son jugement, il en résulte qu'il y a là un très grand mal contre lequel le Gouvernement doit lutter, et contre lequel, j'ose le dire, vous lui devez un puissant appui. Veuillez, Messieurs, veuillez, je vous en conjure, apprécier toute l'importance du secours que le Gouvernement vous demande aujourd'hui.

Il ne s'agit pas en effet de rien détruire de ce qui s'est réalisé avec la révolution ou même par elle; encore moins s'agit-il, Messieurs, de déranger ce qui

s'est fait depuis qu'elle n'est plus. Il s'agit, au contraire, de maintenir, de sauver, de rendre stable le bienfait que nous tenons de la généreuse sagesse de Louis XVIII; or, je soutiens que le seul moyen de préserver ce qui existe, est de combattre et de repousser à jamais les principes délétères qui ont fait la révolution, et qui anéantiroient la monarchie représentative, comme ils ont détruit la monarchie pure, ou du moins la monarchie telle qu'elle existoit avant la révolution; comme ils ont détruit enfin jusqu'à cette république infame et informe que l'on avoit cru fonder avec leur funeste secours. Voilà, Messieurs, le but du Gouvernement; c'est de maintenir ce qui existe: et nous ne croyons pas pouvoir rien faire de plus utile pour l'honneur du présent et pour la sécurité de l'avenir; et voilà aussi ce que les Ministres du Roi répondent à un noble Duc, qui, dans la séance d'hier, n'a pas craint d'avancer à cette tribune que la France, telle qu'elle est, ne seroit pas selon le cœur de ceux qui dirigent ses destinées. Messieurs, c'est positivement parce que la France est selon le cœur des Ministres du Roi, que le Gouvernement s'efforce de la maintenir telle que la Charte l'a faite. Ah! qu'il seroit bien plus juste peut-être et bien plus naturel de dire que la France, telle qu'elle est, n'est pas selon le cœur de nos nobles adversaires; puisque, malgré le bonheur dont elle jouit sous l'autorité de son Roi légitime, malgré sa prospérité toujours croissante et sa constante tranquillité, depuis que les dernières conspirations ont été arrêtées et punies; puisque, malgré la considération et la gloire qu'elle s'est acquise, en montrant à l'Europe qu'elle étoit assez forte pour dompter une révolution; même chez un

peuple voisin; enfin, malgré les libertés publiques dont elle jouit, et dont tant on abuse, ils ne cessent de se plaindre et de la plaindre, et annoncent chaque jour des malheurs qui, grace au ciel, ne se réalisent jamais.

Le noble Pair vous a présenté les graves inconvénients qui résultent de la trop grande concentration des propriétés. Nous sommes loin de les nier; mais nous disons aussi, Messieurs, que nous sommes loin d'y être exposés, puisque nous nous précipitons vers le danger contraire. Nous ne voulons, comme nos adversaires, ni trop de concentration, ni trop de subdivision; mais nous voulons être à l'abri de l'un et de l'autre excès; et c'est afin d'échapper au dernier, c'est pour remédier à un mal qui blesse la société, qui la mine peu à peu, que nous voulons mettre un point d'arrêt (car nous ne demandons pas davantage) au morcellement continu et progressif de la propriété foncière, et assurer ainsi le maintien des familles, en leur créant un chef qui puisse remplacer celui de la nature. Le projet est prématuré, nous dit-on; mais j'en appelle à vos consciences; n'avez-vous pas entendu dire de tous côtés, avant que la loi fût proposée, n'avez-vous pas dit vous-mêmes, que la subdivision constante et à l'infini de la propriété foncière démolissoit en quelque sorte la société, qu'il étoit urgent d'y pourvoir, et que le Gouvernement étoit blâmable de ne pas se hâter de proposer des mesures pour arrêter les progrès de cette plaie de l'état social? Mais je dirai plus, Messieurs, ne sommes-nous pas aujourd'hui même tous d'accord sur la cause qui devoit, dans notre opinion du moins, amener la proposition d'une

loi, et si nous différons encore, n'est-ce pas bien plutôt, sur le moyen de remédier au mal, ou du moins au danger, que sur le mal ou le danger lui-même? En résumé, Messieurs, que voulons-nous? que veut la France? que veulent nos nobles adversaires eux-mêmes? Nous voulons tous que le Gouvernement monarchique, et que les libertés que lui seul peut nous assurer, se maintiennent et prospèrent. Or qu'arrivera-t-il, Messieurs, si la propriété foncière va constamment en se subdivisant? il arrivera que la population croissant d'une part, et les fortunes s'égalisant de l'autre, la France se trouvera couverte d'un nombre infini de prolétaires et de faibles propriétaires, au-dessus desquels s'élèveront quelques fortunes industrielles, les plus éphémères de toutes, et les majorats de la Pairie. Je vous prie même d'observer que ce résultat est avoué, qu'il est présenté comme un but vers lequel il faut tendre, par plusieurs des orateurs qui ont parlé pour le maintien du partage égal des fortunes. Mais, Messieurs, veuillez bien porter un moment avec moi vos vues plus loin dans l'avenir. Qu'arrivera-t-il quand un niveau si bas aura passé sur la société? Ou la partie de la société qui sera placée au-dessous de ce niveau, c'est-à-dire la masse, se soulèvera pour sortir de l'état d'humiliation et de malaise dans lequel la force des choses l'aura conduite, et nous aurons, nous ou nos enfants, une révolution nouvelle, ou bien la partie de l'aristocratie qui se trouvera placée seule au-dessus du niveau commun contiendra, par une forte oppression, la masse souffrante et pauvre; et comme ce dernier état ne peut jamais avoir qu'une durée passagère, il en résulte que nous pouvons dire en dernière

analyse, que si le premier résultat d'un tel état de choses est d'abord une olygarchie très resserrée et très restreinte, c'est-à-dire, en d'autres termes, le despotisme de l'aristocratie, le second sera bientôt la démocratie, ou si l'on veut la république violemment introduite de nouveau parmi nous. Mais comme la république est impossible; comme elle n'est et ne peut être que la plus épouvantable anarchie, chez un peuple arrivé au degré de civilisation auquel nous sommes parvenus, il s'ensuit évidemment que la tendance naturelle, ou plutôt l'effet direct de ce morcellement indéfini de la propriété, que l'on veut de force maintenir en France, est de détruire tous les liens de cette espèce d'organisation sociale que l'on appelle la monarchie représentative, pour nous conduire au despotisme militaire, héritier nécessaire de l'anarchie populaire, et seul gouvernement qui puisse s'établir sur les ruines de la civilisation et de tout ordre social.

Ainsi, Messieurs, les motifs du projet de loi sont puissants, et le principe en est bon; mais nous dit le noble orateur, la loi aura peu d'effet, et elle agira lentement. Eh bien! Messieurs, qu'il me soit permis de le dire, ce caractère qui paroît à nos adversaires contraire à tout bon principe de législation, me paroît être de la plus grande et de la plus indispensable nécessité après une révolution. Une maison est détruite en une nuit par un incendie; il faut des mois pour la reconstruire; la guerre ravage une province en quelques mois, il faut des années pour en faire disparaître la trace; mais les révolutions sont des maux plus profonds que les incendies, plus terribles que les guerres; les désastres qu'elles

trainent à leur suite sont semblables à ceux des volcans, il faut des siècles pour les réparer; et vouloir leur appliquer des remèdes qui leur ressemblent, c'est s'exposer à les renouveler.

Le noble Pair a demandé quelle pouvoit être la bonté relative de la loi. Messieurs, je vais vous le dire: c'est de fonder, au lieu de la subdivision continuelle et progressive de la propriété foncière, et des intérêts individuels qu'elle enfante sans cesse, de fonder, dis-je, des intérêts de stabilité et de famille qui puissent, dans leur agglomération, présenter assez de force pour contenir les intérêts de mobilité qui se créent chaque jour autour de nous; c'est de constater, en quelque sorte, c'est d'affermir les deux degrés d'aristocratie intermédiaire, qui se trouvent placés, par la Charte même, entre la Pairie et la partie de la nation que la Charte n'a point admise à l'exercice des droits politiques. On a cherché, il est vrai par des hypothèses, à établir que le projet de loi tendoit au contraire à affaiblir ces deux degrés d'aristocratie qui forment une des bases de notre organisation politique; mais, Messieurs, vous savez comme moi, qu'avec des hypothèses posées avec art, on peut établir tout ce que l'on veut, surtout quand on les arrête dans leurs conséquences, et que, comme dans le cas actuel, ainsi que vous l'avez vu hier, on borne tous ses calculs à la première génération. Ce qu'il faut voir en effet, Messieurs, dans des questions de cette nature, ce sont les causes générales et les effets généraux. Or, comment pourroit-on dire que quand la population augmente et que les partages sont égaux, la part correspondante à chacun ne diminue pas graduellement? Mais, au reste,

Messieurs, et vous le savez comme moi, cette question n'est pas nouvelle en France; elle a été deux fois l'objet de discussions solennelles: en 1791, pour l'abolition du droit d'aînesse, et, depuis, pour la rédaction du Code civil; or, si vous voulez vous reporter par la pensée à ces deux époques, où, par l'effet des circonstances et du mouvement qui agitoit les esprits, on s'exprimoit avec plus d'abandon sur les principes et les choses, vous verrez que les deux partis convenoient également du résultat nécessaire de l'égalité des partages; vous verrez que les uns et les autres, d'accord avec Montesquieu et avec tous les publicistes, se réunissoient pour établir que le partage égal étoit dans l'intérêt républicain, et que la conservation des fortunes par le droit d'aînesse, c'est-à-dire la stabilité des familles, étoit au contraire dans l'essence de la monarchie; mais que les uns demandoient le partage égal, comme indispensable pour la démocratie, tandis que les autres le repoussent, comme incompatible avec tout système monarchique. Enfin, Messieurs, permettez-moi de citer à cette occasion une opinion remarquable, c'est celle de M. Boulay de la Meurthe, dans la discussion du Code civil. M. Boulay convenoit, il établissoit même avec force que l'égalité des partages, et par suite la stabilité des familles, étoit un principe nécessaire dans le Gouvernement monarchique; mais il observoit en même temps que les anciennes familles, restées riches malgré la révolution, étoient, au fond de leur cœur, dévouées à la maison de Bourbon, et que par conséquent l'intérêt particulier de la monarchie d'alors étoit en opposition avec l'intérêt de principe. On sent assez lequel des deux intérêts devoit dominer dans la lutte; et c'est cette combinaison qui a

fait borner alors à l'institution des majorats, tout ce qui fut fait en faveur du maintien de la propriété foncière. Mais aujourd'hui que les temps sont changés, aujourd'hui que la monarchie légitime a rallié tous les cœurs autour du trône de nos rois, nous devons, sans hésiter, entrer dans la voie véritable qui convient à notre gouvernement.

Le noble Pair a cherché à démontrer que la paix des familles seroit troublée par le fait de la loi même, si le projet étoit adopté, et pour en établir la preuve, il a été jusqu'à supposer des sentiments dénaturés. Il me permettra sans doute de ne pas le suivre dans les nombreux détails. J'observerai seulement que les reproches auxquels il s'est livré et que l'on s'efforce d'adresser au projet de loi peuvent également s'appliquer à l'état actuel. En effet, la loi va faire, dans l'intérêt de l'État, ce que le père de famille est obligé de faire aujourd'hui dans l'intérêt de sa maison, de sorte que le père de famille, au lieu d'être forcé, comme il l'est aujourd'hui, de diminuer la part des cadets pour enrichir son aîné, lorsqu'il veut donner un point d'appui à sa famille, sera contraint de détruire le point d'appui que la loi donne à sa famille, et de dépouiller son aîné pour enrichir ses cadets et véritablement il me semble que la paix des familles soit plus compromise dans un cas que dans l'autre. Le noble Pair reproche, il est vrai, au projet, de faire réformer la loi par la volonté de l'homme : ce sont, je crois, ses expressions. Mais, Messieurs, je vous prie encore d'observer qu'il y a dans les deux cas prescription de la loi, d'une part, faculté du père de famille, de l'autre ; et que, dans les deux hypothèses, l'autorité du père de famille s'exerce en toute liberté. La seule différence est donc que, dans le

système du projet de loi, la règle est l'intérêt public, et les convenances particulières forment l'exception; tandis que dans l'état actuel, ce sont les convenances particulières qui font la règle et l'intérêt de l'État qui forme l'exception; c'est à vous de juger, Messieurs, quel est, entre ces deux systèmes, celui qu'il faut préférer.

On s'arme, à la vérité, Messieurs, d'un mot qui est une puissance pour repousser le projet de loi; on dit et l'on répète que l'opinion publique le rejette ainsi que son principe, parceque l'égalité, dit-on, ce cri de la nature, est aussi le cri de la société en France; vous avez même entendu le noble Pair dire qu'il ne suffisoit pas que la loi fût utile, mais qu'il auroit fallu qu'elle fût demandée par l'opinion publique, pour qu'on dût la proposer.

Il est très vrai, Messieurs, que le projet de loi et son principe sont repoussés par l'opinion de nos adversaires; il est très vrai également que l'on a fait de grands efforts, par les journaux et les pamphlets, pour répandre des alarmes qui ont bien pu égarer quelques esprits; mais, Messieurs, les journaux et les pamphlets ne sont pas et ne peuvent pas être les organes de l'opinion publique, et sur-tout de la raison publique; ils sont seulement les organes des passions de ceux qui les écrivent, ou plutôt, des passions des partis pour lesquels ils sont écrits; et après tout, s'il étoit vrai que leur action, secondée par l'effet général des doctrines de la révolution, eût exercé assez d'influence pour éloigner momentanément l'opinion d'une partie de la nation, d'un principe utile qui est en harmonie avec la nature même de notre gouvernement; s'il étoit vrai que l'opi-

nion, naguère si irritée de ce que le gouvernement ne s'occupoit pas assez promptement de porter remède à un mal qui menace et blesse la société, le fût aujourd'hui, en voyant que ce remède est présenté, je vous le demande, Messieurs, seroit-ce pour le Gouvernement un motif suffisant pour s'arrêter dans ses dessein, et pour vous, de rejeter une proposition évidemment fondée sur l'utilité publique? La véritable opinion publique n'est-elle donc pas, Messieurs, celle qui se fonde entièrement sur l'intérêt du pays? Malheur au gouvernement qui suivroit une autre règle et qui calculeroit ses actes sur cette opinion variable d'un jour à l'autre, d'un individu à l'autre, qui condamne le lendemain ce qu'elle appeloit la veille; qui appelle ce qu'elle repoussoit; qui n'a de fondement que l'erreur, de règles que les passions, de constance que dans sa mobilité. Messieurs, ce que les gouvernements doivent voir pour être sages, ce sont les besoins de la société, bien plus que ses opinions fugitives; c'est l'intérêt du pays, bien plus que les illusions des hommes; c'est l'avenir; qui est tout pour une nation. Oui, Messieurs, oui, l'avenir; l'avenir, que nous ne craignons pas; l'avenir, que, malgré nos adversaires, la France envisage aujourd'hui avec espoir et confiance, quand elle a, pour le garantir, Charles X et les Bourbons.

Le noble Pair s'est demandé si nous avions le droit de faire une pareille loi; et pour établir la preuve du contraire, il a cherché des raisons dans le droit naturel, auquel, selon lui, la loi est contraire. Vous ne craignez pas, j'espère, Messieurs, que je fatigue votre attention par une discussion métaphysique sur cette interminable question. J'observerai seulement

que le droit naturel de l'homme, tel qu'on doit l'entendre, n'est et ne peut être autre chose que le droit de l'homme dans l'état de nature. Mais, Messieurs, dans l'état de nature, l'homme n'a pas de droits; il n'a que des besoins et des facultés, ce qui veut dire, en d'autres termes, que le droit naturel de l'homme n'est autre chose que le droit du plus fort: or, ce droit cesse évidemment là où l'état de société commence; et comme il est naturel à l'homme de vivre en société, il en résulte que l'état de société est l'état naturel de l'homme, et que, par conséquent, les droits qui résultent de l'état et de la nature de la société sont les véritables droits naturels. Ces droits peuvent être, j'en conviens, plus ou moins conformes aux sentiments naturels de tel ou tel individu (car le noble Pair a encore attaqué la loi sous le rapport des sentiments naturels), et plus ses droits y sont conformes, plus ils rendent douce et facile l'existence des individus. Mais il n'en est pas moins vrai que telle ne peut pas être la base d'une bonne législation, et qu'elle ne peut évidemment se trouver que dans les intérêts généraux de la société et dans les droits qui résultent de sa nature. Or, quel est le premier droit, ou plutôt le premier devoir de toute société? C'est évidemment de pourvoir à ce que la société se maintienne; et voilà ce qui fait que toutes les sociétés règlent les droits de succession conformément à ce qui résulte de leur nature. Cette vérité est de tous les pays, comme elle est de tous les temps, et mon honorable collègue, M. le comte de Corbière, vous a montré, par l'histoire même de notre révolution, que toutes les fois que la société changeoit de nature, la législation étoit amenée de force à changer

la règle des successions. Il me semble que, sous ce rapport, votre conviction doit être aussi entière que la mienne; mais si pourtant il manquoit encore quelque chose pour vous convaincre de la nécessité qui vous presse de mettre un terme à cette égalité universelle de partage, qui n'est autre chose que l'exécution progressive, mais rapide, de la loi agraire, veuillez vous rappeler, Messieurs, avec quel empressement elle fut adoptée, comme un noble Marquis vous l'a dit hier avec tant d'éloquence, par cette assemblée qui, dans ses illusions, croyoit ne pouvoir se reposer qu'après avoir tout détruit, afin de tout reconstruire. M. le Garde des sceaux vous a montré en quelque sorte l'ombre de Mirabeau ardente à poursuivre, dans le droit d'aînesse, une des dernières institutions et, pour ainsi dire, l'ancre de miséricorde de la monarchie. Vous savez quel fut Mirabeau. Mais si vous voulez vous convaincre qu'il ne se trompoit pas dans ses calculs, et que la mort de la monarchie étoit là, rappelez-vous par quels hommes il fut soutenu dans cette lutte, où Cazalès combattit à la tête des vrais amis de la monarchie unie aux libertés publiques. Je n'oserois pas, Messieurs, prononcer devant vous des noms odieux; mais j'épuis vous garantir qu'il n'en est pas de plus funestes dans l'histoire de nos malheurs.

On vous disoit hier, Messieurs, que la loi étoit anti-monarchique; aujourd'hui le noble Pair a dit que la monarchie seroit un gouvernement contre nature, si elle proscrivoit l'égalité des partages. J'avoue, que j'ai peine à comprendre que l'on puisse traiter ainsi les doctrines de Montesquieu, et de tous les grands publicistes. Que les législateurs de 1792, qui vouloient

fonder le partage égal, aient cru qu'ils pouvoient démentir, et les législateurs de l'antiquité, et les grands génies qui ont développé, dans des théories savantes, les principes que ces législateurs avoient appliqués, cela se conçoit; ces principes de vérité ne pouvoient pas convenir à des hommes qui mettoient toute leur force et toute leur habileté à précipiter leur patrie dans l'abyme des révolutions; mais quant à nous, qui, grace au ciel, n'avons pas plus ce dessein que nos nobles adversaires; nous, qui avons par dessus tout la cruelle expérience des effets qu'ont produit de funestes doctrines, nous serions trop inexcusables si, oubliant les sanglantes leçons que la révolution nous a données, nous nous laissons entraîner à en recommencer l'essai.

Enfin, Messieurs, on a représenté le projet comme immense et comme très petit, comme bouleversant tout et ne dérangeant rien, comme devant arrêter entièrement la subdivision et comme devant l'accroître extrêmement. La vérité est, que le projet ne tombe dans aucun de ces excès; qu'on ne peut pas plus l'accuser de l'un que de l'autre; et qu'il est, comme le demandoit tout-à-l'heure l'orateur auquel je réponds, dans une juste limite. Une seule chose est vraie, Messieurs, c'est que, faisant une part séparée pour l'ainé, la portion que les cadets auront à partager sera moins forte et que, par conséquent, nous aurons des propriétés plus petites; mais il est vrai également que le nombre en sera moindre, et qu'entre ces petites propriétés et les grandes, nous aurons des intermédiaires que le partage égal tend à détruire entièrement. Or, le but du Gouvernement n'est pas de ne plus avoir de

petites propriétés, ni de propriétés divisibles et mobiles, mais bien de conserver entre ces propriétés et les grandes propriétés, rendues immuables par les majorats, des intermédiaires qui lient, par une chaîne continue et des degrés insensibles, le prolétaire et le riche propriétaire, afin d'éviter quelque jour les dangers d'un état de société qui mettroit sans cesse en regard quelque familles opulentes et un nombre indéfini d'individus plus ou moins privés de ressources.

Messieurs, on a parlé hier de mauvais conseils; qu'il me soit permis de dire, comme Pair de France, que l'on donne un bien mauvais conseil à la Chambre, quand on lui indique qu'il pourroit lui convenir de s'isoler comme noblesse politique; il est au contraire dans l'intérêt de la Chambre de se lier par des institutions avec le reste de la nation. On a quelquefois représenté l'image de la monarchie par une pyramide dont l'autorité royale occupe le sommet: chez nous, la Pairie vient ensuite; elle est le soutien immédiat du Trône. Mais de la Pairie à la masse du peuple la distance est grande et doit être remplie; elle l'est aujourd'hui par des intermédiaires utiles; prétendre détruire ces appuis ou les laisser s'écrouler, ce seroit, n'en doutez pas, préparer la prompte ruine de l'édifice entier.

Messieurs, je crois avoir prouvé que le projet de loi arrête un mal qui tend à détruire ou du moins à altérer l'état de la société; je crois avoir démontré qu'il consolide au lieu de détruire; je crois avoir également démontré par des autorités, plutôt encore que par des raisonnements, qu'il est complètement d'accord avec le principe monarchique, qui est la base de notre système

politique. Je descends de la tribune avec l'espoir que la Chambre se réunira au Gouvernement du Roi pour anéantir sans retour un des principes les plus chers à la révolution.

QUESTIONS

N° 45.

1826.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 5 avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE DE LABOURDONNAYE,

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

MESSIEURS,

Plusieurs fois, dans le cours de cette longue discussion, vous avez entendu élever des doutes sur l'existence du mal qui vous est signalé; on a même demandé aux Ministres du Roi des documents pour la constater; mais pour moi, ne pouvant comprendre davantage les causes sans effets, que les effets sans les causes, je reste convaincu que le tout est plus grand que la partie, et que les propriétés qui se subdivisent sans cesse éprouvent une diminution sensible.

C'est en conséquence de cette persuasion que je vais essayer de vous présenter quelques réflexions.

Au surplus, au point où je trouve la discussion, c'est un devoir d'être sobre de paroles; je le serai, Messieurs, mon modeste cahier est mon garant; cependant, je demande qu'il me soit permis de vous présenter quelques observations, ayant pour objet de vous faire envisager les changements que la loi qui nous ré-

git a déjà apportés dans le caractère français, et de porter vos calculs sur l'altération qu'elle doit produire dans sa moralité.

Cette manière de l'envisager me paroît avoir seule échappé à la longue et savante discussion que nous avons entendue; il me semble incontestable qu'une loi qui s'opposeroit à l'affligeant morcellement des propriétés, auroit non seulement d'importants résultats dans l'ordre politique, mais seroit encore un grand bienfait pour les intérêts particuliers, lesquels, bien entendus, ne doivent pas se calculer sur les jouissances mobiles et passagères de l'individu, mais tendre au bonheur de nombreuses générations, et à leur assurer une longue et prospère existence.

Une bien triste expérience vient à l'appui de mes assertions, et la théorie de l'ancienne loi doit combattre victorieusement en faveur de la nouvelle; rappelez-vous, Messieurs, que la loi qu'enfanta cette théorie fut le chef-d'œuvre des habiles destructeurs de l'ordre social; ce fut par elle qu'ils se proposèrent, et qu'ils parvinrent à disperser les familles. En renversant le trône paternel, ils calculèrent avec raison, qu'après sa destruction, les leçons de la tendresse cesseroient de se faire entendre; que les intérêts n'étant plus discutés en commun, les fils du même père deviendroient étrangers les uns aux autres, et qu'enfin la France, peuplée dans les premiers moments par des fractions de familles, finiroit par ne voir dans son sein que des hommes isolés, également indifférents sur le passé, sur l'avenir, et qui ne s'agiteroient plus que pour des jouissances aussi peu morales que les moyens qui les auroient fait obtenir.

L'arbre, Messieurs, a déjà produit ses fruits, et je crois que s'il n'est pas possible de le détruire, au moins est-il nécessaire d'en modifier la nature, et d'en adoucir l'âpreté. Car peut-on se refuser à croire que si l'on a vu dans l'intérêt républicain le partage égal comme un puissant dissolvant des familles, on doit, par la raison du contraire, voir leur rétablissement dans la conservation des propriétés. Il seroit aussi ridicule de nier cette proposition, que de prétendre que le moyen le plus sûr, et le plus expédient de construire un édifice est d'en disperser les matériaux.

Or, Messieurs, les matériaux de la société sont les familles; ce qui les divise et les anéantit est donc le plus grand mal politique que puisse opérer une législation, et c'est le résultat inmanquable de la loi qui nous régit.

Comment concevrez-vous, en effet, qu'un père, se roidissant vainement contre une institution despotique, se résignera à des travaux pénibles, et se dévouera à de continuëles privations, pour accumuler une fortune qui se dissipera au premier partage qu'elle doit subir? Qu'il se proposera de fonder une famille dont la loi doit nécessairement, et dans un espace de temps très court, opérer la dispersion? Non, Messieurs, vous ne le pensiez pas; il est plus naturel, je crois même plus raisonnable, de prévoir qu'il dira à ses enfants: « Ce que j'ai fait, vous le pouvez faire; vous pouvez puiser, comme moi, à la source de l'industrie. » J'irai plus loin; et je ne craindrai pas de dire que l'honneur doit perdre de sa chaleur, et la gloire de ses attraits dans le cœur de celui qui, dans un avenir prochain, verra sa postérité entraînée, et perdue

dans la foule. Mais si la division des propriétés anéantit les familles, elle n'est pas moins funeste pour la société tout entière. Comment, en effet, pourroit-elle ne pas nuire à la masse, quand elle détruit les éléments dont elle se compose, après les avoir vitiés dans leur essence. Elle les démoralise, n'en doutez pas, Messieurs; pour nous en convaincre, suivons les malheureux séparés de leur famille, dans la route qu'ils vont prendre au moment de leur triste émancipation. Ils se hâtent de se défaire de leur portion dans la propriété commune, parcequ'elle ne peut suffire à leurs besoins. De ce moment, il faut que les hommes du sol deviennent les hommes de l'industrie; ne possédant plus qu'un peu d'or, ils rêvent les spéculations; et, pour leur donner suite, ils désertent le cercle où leur famille et leurs amis exerçoient une utile censure. Courant en aveugles dans la carrière des entreprises aventureuses, les mauvais succès qu'ils éprouvent ébranlent leur moralité, en leur enlevant leurs ressources; ils ne tardent pas à rendre nuisibles à la chose publique ceux qui l'eussent honorablement servi dans leur situation première. Cette dispersion et ces suites cruelles n'eussent pas eu lieu, si la maison paternelle eût été conservée comme lieu de rendez-vous à la famille. Ce que je dis d'une famille, on le pourra dire d'un grand nombre, si, par le maintien du partage égal, la loi persiste à sacrifier les intérêts de la propriété à ceux de l'industrie; car il est incontestable que l'homme qui s'y livre doit, pour être fidèle à sa vocation, adopter pour patrie le lieu où ses talents peuvent fournir à son existence. Il ne doit même pas, dans son intérêt, fixer son domicile; car si la mine qu'il exploite n'est pas suffisamment abon-

dante, il faut bien qu'il s'éloigne pour en chercher une qui le soit davantage, l'activité étant le précepte fondamental de sa profession.

Ces observations, puisées dans la nature même des choses, vous porteront-elles à penser, Messieurs, que ce soit dans la classe industrielle que la société puisse, avec une entière sécurité, recruter, de préférence, les dépositaires de sa confiance, ou les arbitres de ses intérêts? Ne penseriez-vous pas qu'elle doit plutôt les choisir parmi ceux dont la vie, tout entière s'est écoulée dans le même lieu, sous l'inspection de leur famille, au milieu de leurs concitoyens? Et s'il est vrai de dire, comme on n'en peut douter, qu'on en vaut mieux quand on est regardé, on n'hésitera pas à jeter les yeux sur celui dont l'histoire entière est écrite dans la mémoire des hommes avec lesquels il a vécu, qui n'a pu leur cacher ni sa fortune, ni les moyens par lesquels elle fut acquise, qui peut enfin invoquer les souvenirs qu'ont laissés ses pères, comme garants des principes qu'ils lui ont légués.

Ne balançons donc pas, Messieurs, à assurer à la propriété rurale la prééminence qui lui est due; efforçons-nous de la faire sortir des décombres qui commencent à s'accumuler autour d'elle, et qui sans l'intervention d'une législation plus monarchique et plus sociale, ne tarderoient pas à l'ensevelir tout entière. Maintenons au poste d'honneur cette race d'hommes qui, dans un siècle où la cupidité si avide de ces fortunes dont la rapidité déconcerte tous les calculs, borne son ambition à conserver la demeure de ses pères, à transmettre à ses enfants l'exemple de leurs vertus, et le sol qu'ils ont cultivé.

Je me suis borné, Messieurs, à vous présenter quelques unes des considérations morales qui régissent la question qui vous occupe; celles qui dérivent des calculs économiques vous ont été développées avec un talent qui vous ont fait une impression que je craindrois d'affaiblir. Je me réduirai donc à adhérer avec toute la force de la conviction, au principe de la loi que vous discutez.

J'ajouterai que je desirerois que ses dispositions fussent plus énergiques, pour porter remède au mal dont les ravages sont déjà trop sensibles; et, sous ce rapport, les deux premiers articles me semblent donner lieu à plusieurs objections.

Je vous en proposerai deux sur l'article 1^{er}:

La première porte sur la modicité du cens qui fixe la limite où la loi doit commencer à exercer son empire. Elle veut que la succession de celui qui paie 300 fr. de contribution foncière, attribue un préciput équivalent à une part d'enfant, au fils aîné de l'homme décédé.

Sur cette disposition, je vous prie d'observer, Messieurs, qu'une imposition de *trois cents francs* ne représente qu'une fortune d'environ 1,800 fr. de revenu, et qu'un tel produit, divisé entre trois ou quatre enfants, ne peut suffire qu'à la très stricte subsistance de ceux qui sont appelés à partager une pareille succession.

Il y auroit donc excès de rigueur à gréver des légitimes aussi foibles, d'un préciput qui, au surplus, dans l'espèce que je vous présente, n'atteindroit même pas le but auquel on veut arriver. En effet, Messieurs, on ajouteroit vainement à la part de l'aîné la portion avantageuse du revenu de 1,800 fr., puisqu'on n'élèveroit pas

sa fortune à la somme suffisante pour supporter une imposition de 300 fr. et conséquemment on ne le conserveroit pas, comme on se le propose, au nombre des électeurs; cette simple réflexion suffit pour me porter à croire que le *cens* fixé par la loi est trop foible pour produire l'effet desirable. M. le Ministre des finances a été au-devant de cette objection, mais il me semble n'y avoir répondu, que pour le cas seulement où la fortune de la mère seroit égale à celle du père décédé, ce qui n'arrive pas souvent.

La seconde objection que j'oppose à l'article 1^{er} porte sur la modicité de la part avantageuse que la loi destine à la conservation des familles.

Je conviendrai cependant qu'elle est suffisante, si les enfants sont en petit nombre; mais vous n'aurez pas manqué de calculer, Messieurs, que plus ils seront nombreux, plus le préciput décroîtra, et qu'ainsi réduit, il augmentera la fortune du fils aîné d'une manière tellement insensible, qu'il se trouvera dans l'impossibilité de remplir la mission que toutes les lois qui veillent à l'organisation des sociétés lui délèguent.

En effet, Messieurs, pourra-t-il remplacer son père dans les soins qu'exige l'enfance de ses frères, les secourir de ses conseils et de sa bourse dans la carrière qu'ils parcoureront, et leur offrir, dans tous les temps, la retraite et le banquet dans la maison paternelle?

On a dit, et l'on ne manquera pas de répéter, que dans l'ordre de choses que j'indique, les cadets se trouvent réduits à un assujettissement contre nature.

Cette objection qu'on vient d'exhumer pour l'instruction de la multitude qui, certes, ne prend aucun

intérêt à la question qui vous occupe, me conduit à vous faire l'énumération des bienfaits de la loi dont on réclame le maintien, et nous pourrons juger alors si ce n'est pas elle qu'on doit accuser de la destruction des institutions touchantes de la nature, et de nous avoir déshérités des honorables coutumes de nos pères.

Je dirai donc que les partages égaux, si chers aux novateurs, ont notoirement réduit les frères à ces calculs économiques, par lesquels ils sont contraints à vivre éloignés les uns des autres, parceque aucun d'eux n'est assez riche pour faire les frais de la réunion.

C'est par les partages égaux que nos mœurs sociales sont tombées en désuétude, et que les portes ouvertes autrefois sont maintenant généralement fermées à la douce et noble hospitalité.

Ne sont-ce pas encore les partages égaux qui commandent la dévastation des antiques demeures, et qui en livrent les débris à de vils spéculateurs? Répandues autrefois sur la surface de la France, elles en faisoient l'ornement, elles attiroient dans son sein les étrangers, et témoignaient de notre amour pour les arts; elles présentoient enfin à ceux qui les cultivoient des modèles et des ressources; mais il ne leur reste maintenant d'autre appui que la munificence royale, qui peut bien encourager leurs efforts, mais non suffire à leurs besoins.

Ce sont enfin, Messieurs, les partages égaux qui nous conduisent trop sensiblement à ne rechercher les places, qu'en raison de leur produit, et qui ne tarderont pas à déshériter la France du privilège dont elle jouissoit exclusivement, celui d'être servie par

des hommes qui ne calculoient pour le moment de leur activité que l'honneur de leurs fonctions, et pour celui de leur repos, que des distinctions placées à une grande distance, et même au bout de la carrière. Il me seroit facile, Messieurs, d'ajouter au dénombrement que je viens de faire : il me suffit pour établir un parallèle entre les anciens et les nouveaux résultats.

Quant à moi, Messieurs, qui ai vécu sous l'empire des deux lois, que le hasard, dont je ne me suis jamais plaint, avoit placé dans cette position qu'on nous peint comme si affligeante, j'affirme que je n'ai point vu les familles déchirées par ces sentiments haineux dont on cherche à vous épouvanter : elles m'ont, au contraire, présenté de nombreux tableaux d'une union touchante. Vous ne vous étonneriez donc pas si ma double expérience me dicte le vœu du retour le plus prochain vers le meilleur ordre de choses. Je finirai, Messieurs, en vous présentant quelques observations sur le second article de la loi.

Une loi, Messieurs, me semble devoir se proposer deux objets. Le premier, de prescrire ce qu'elle croit utile ; le second, d'assurer l'exécution de la chose prescrite.

Je vois bien dans l'article premier un précepte ; mais je m'étonne de trouver dans l'article second la liberté, et même le moyen de se soustraire à l'obéissance.

Si, comme il est de principe la loi est l'impression de la volonté générale, comment se peut-il faire qu'il soit bon de lui préférer la volonté de l'individu ?

La loi nous dénonce un mal qui mine l'ordre social ; elle en indique le remède ; pourquoi seroit-il permis d'échapper à ses salutaires effets ?

Ces questions, Messieurs, suffisent pour vous indiquer ma pensée. Je n'aurai pas la présomption de vous la présenter sous la forme d'un amendement; mais je ne puis me défendre du desir que la discussion en fasse éclore qui rende la loi plus active, et redonne à la société un ensemble qui est déjà fort ébranlé, et qui ne peut manquer d'être entièrement détruit. Cependant, Messieurs, si dans votre sagesse vous jugez la loi suffisante, je ne balancerai pas à voter avec vous, par la raison que je préfère l'affirmation d'un principe conservateur à la confirmation d'une loi qui ne fut conçue que dans un esprit de désordre et de destruction.



CHAMBRE DES PAIRS.

EXPRESSIONS

N° 46.

1826.

Séance du 5 avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE DE GERMINY,

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

MESSIEURS

Si le philosophe qui mit tout en problème, pour avoir le singulier plaisir de n'en pas résoudre, et de douter, renaîsoit au monde;

Qu'il se trouvât au milieu d'un pays que l'on appelle France;

Qu'il y vît par-tout un peuple heureux et actif, spirituel et industrieux; qu'il le trouvât glorieux de ses faits d'armes, et en paix avec tous ses voisins;

Qu'il entendit dire que presque toutes les voies publiques sont sûres, que les greniers d'abondance sont pleins, que beaucoup de relations privées sont amicales; que la justice est bien rendue, que l'union est dans les familles, l'amour paternel et la piété filiale dans les mœurs, le respect pour la royauté dans tous les cœurs;...

Qu'on lui apprît que tout cela et tant d'autres choses heureuses sont nées pour le pays, après une tourmente de trente ans, que le sage ouvrier de tant de

bienfaits vient de mourir Roi, et que son successeur vient de fermer sa tombe en jurant de marcher sur ses traces ;

Que peu après il fut transporté au milieu de cette enceinte, et que là, jetant les yeux sur les organes du souverain, il vit le plus grave d'entre eux monter à cette tribune pour nous proposer ce qui vient de l'être il y a quelques jours ;

Ce philosophe auroit le droit de dire :

« Si tant de siècles successifs ont taxé mon système d'aberration de l'esprit humain, il m'étoit dû d'en venir chercher la sanction au lieu où je me trouve, car c'est là où l'on enseigne à fuir le bonheur pour courir après l'incertitude. »

Toute notre pensée est renfermée dans les derniers mots que vous venez d'entendre. Ils ont jugé le projet de loi que nous discutons.

C'étoit, comme vous le voyez dans cette fiction, sous le point de vue des circonstances heureuses et de l'état prospère du pays que nous croyions qu'une loi toute politique devoit être d'abord envisagée.

Ce plan, embrassé depuis un assez long temps, avoit été suivi avec franchise, et les matériaux réunis étoient devenus nombreux.

Classés dans l'ordre naturel, ils nous avoient représenté la loi contraire à nos institutions, désavantageuse pour le trône, fâcheuse pour l'ordre de la société.

Le fruit de quelques veilles a été facilement sacrifié au devoir de faire entendre à la Chambre un des savants rédacteurs de notre législation (1).

(1) M. le comte Siméon.

Et dans ce moment il y a plutôt de l'amour-propre que de la modestie à ne pas faire l'épreuve du courage soutenu de nos nobles collègues.

Le sacrifice du travail de discussion générale est donc complètement fait. Le projet de loi vivoit à peine, mais encore assez, lorsqu'un noble duc lui a porté le dernier coup, pour que nous ne lui en disputions pas la gloire.

Quelques instants nous suffiront donc pour prouver que ses défenseurs ont hâté sa mort.

Rappelons succinctement les arguments employés par eux dans la discussion.

Seroit-ce la doctrine de M. le Garde des sceaux, sur les lois naturelles, qui pourroit l'éclairer? Cette doctrine n'iroit pas moins qu'à prouver que le soin des enfants, leur nourriture exceptée, leur éducation, leur établissement, sont de droit civil en Europe; que probablement le partage de la tente paternelle, de son arc et de ses flèches, du coin de terre où il a planté quelques patates, sont aussi de droit civil dans les déserts des Indes.

Seroit-ce une autre partie de cette doctrine, qui ne reconnoît à l'homme d'autre propriété que celle de la force, et d'autre possession de famille que celle que les lois écrites ont sanctionnée.

Messieurs, il y a autre chose dans l'ame de M. le Garde des sceaux que ce système; la nature et la Divinité y ont gravé d'autres définitions.

Seroit-ce les moyens employés par M. le Ministre de l'intérieur pour répondre à un des respectables vétérans de notre législation moderne.

Ce noble Comte avoit très bien prouvé que le droit

naturel étoit quelque chose; il avoit trouvé ses arguments dans la législation romaine; il n'avoit pas eu besoin de dire que les lois civiles de ce pays avoient quelquefois dérogé à ce droit.

Il y avoit rencontré le partage des biens du père entre les enfants, dans le droit commun; il avoit aussi trouvé pour appui de son système ce Code, monument respecté par toutes les civilisations, Code où la loi naturelle a été si bien traitée, et toujours respectée.

M. le Ministre de l'intérieur, pour avoir avancé avec raison que l'inégalité du partage est dans quelques lois romaines, avoir suivi les temps divers où ces lois furent faites, ne nous a fait voir nulle part que les lois eussent condamné le droit naturel au silence, que M. le comte Siméon avoit si bien défendu.

Sa judicieuse mémoire, il est vrai, nous a rappelé que la république romaine avoit eu l'inégalité du partage, sanctionnée souvent par les lois, dans toutes les classes de la société. Ce souvenir n'est pas sans importance, il prouve que la perpétuelle application, à une forme de gouvernement, des principes exclusifs, est démontrée impossible par l'expérience et par l'histoire.

Ce même Ministre a-t-il été plus heureux, lorsque abordant le fond de la question, il a appuyé ses arguments pour la défense de la loi sur la nécessité du changement de législation à chaque changement de formes de gouvernement.

Qui doutoit, avant lui, que des principes de démocratie se fussent introduits dans nos lois.

Il faut de la bonne foi en tout; nous sommes donc conduits à dire :

L'ancienne monarchie les réprouvoit à cause du pouvoir absolu qui étoit de son essence ;

La révolution les a introduits dans notre législation avec excès ;

Le pouvoir despotique les y a laissés avec dérision ;

Louis XVIII et la Charte les y ont maintenus avec ménagement, mais par sagesse, nécessité, et conviction de leur avantage.

Est-ce à dire que dix ans après il soit de notre devoir de nous persuader que la restauration n'est plus l'alliance de divers principes? Monsieur le Ministre de l'intérieur est spirituel, ingénieux dans la discussion; mais j'aime encore mieux les raisonnements du royal avocat de la Charte que les siens. Que l'on se souvienne qu'elle est née après une révolution qui fut faite pour satisfaire des besoins.

Il est vrai que cette révolution eut aussi ses monstrueux excès.

L'effervescence des passions populaires y fut portée à son comble; car les Bourbons y trouvèrent une ingratitude bien coupable, et la plus affreuse des injustices.

Effaçons de nos tables beaucoup de lois de ce temps.

Que la pieuse mémoire de notre Roi nous soit présente.

Mais que celle de son successeur nous rappelle que, dans sa sagesse, il a voulu peu détruire et beaucoup conserver.

C'est une des belles pages de l'histoire des bienfaiteurs des hommes, que celle de ce monarque vénéré.

Comme il traverse l'adversité !

Comme il tend une main secourable à ses enfants, sitôt qu'un rayon de commune espérance les rapproche.

Ce rayon est pour la France ce que fut pour l'arche l'arc de lumière et de réconciliation.

Le père de famille est vu de loin, comme la branche d'olivier. On l'appelle, il entre, il est reçu. Je me trompe.... C'est son frère qui ouvre le chemin; il vouloit lui donner un François de plus à bénir. —

Ah ! qu'ils durent être heureux ! ils avoient tout oublié, et n'auroient rien à vaincre.

Nous n'avons trouvé rien de rassurant pour le projet de loi dans le traité savant de législation et d'économie politique d'un noble Vicomte.

Il nous a appris beaucoup de choses sur la division des propriétés.

Il nous a démontré que la portion du peuple la plus morale, la plus brave, la plus simple, il eût pu dire peut-être la plus complètement religieuse, (pour le laboureur français comme pour le *Chaldéen* les cieux démontrent le Seigneur, *cæli enarrant Dominum*) étoit celle composée des petits propriétaires; en nous prévenant d'un côté contre la division des propriétés, il nous a montré le danger des nombreux prolétaires, et l'utilité de cette division pour la monarchie.

Pour toujours, dans sa bouche éloquente, la taxe des pauvres est devenue la sentence de l'exclusive concentration des propriétés; pour toujours l'impuissance de donner la mer à nos cadets nous a interdit

la pensée de donner toute la terre, ou trop de terre à nos aînés.

En restreignant les conditions d'une sage adoption du projet de loi à une cote beaucoup plus élevée que celle qui est dans le premier article, il a détruit toute l'économie de ce même article, et les combinaisons avec notre système électif, adoptées par le même projet. Il sera facile de démontrer qu'il seroit, s'il étoit ainsi amendé, inapplicable à plusieurs lieux.

Son esprit, exercé dans la question des substitutions, a repoussé pour moitié l'étendue des degrés que la loi adopte.

Pas plus que nous il n'a fait le procès du principe, mais il l'a restreint à un degré; et la faculté la plus entière laissée au donataire lui a paru le besoin de nos mœurs et le contre-poids des abus des substitutions dont il a été chercher, chez un peuple ami, les tristes et douloureuses preuves.

Il semble que de tout son beau travail soit résulté pour nous le devoir de pratiquer ce précepte du sage : *Dans le doute, abstiens-toi*, ou tout au plus d'adopter seulement des amendements favorables à la durée de la Chambre haute.

Le noble Baron, dont les principes constitutionnels sont connus, qui cherche des appuis à la monarchie, et ne veut pas en priver la liberté, a paru faire quelque impression en faveur du projet de loi.

Il nous a présenté le fruit de méditations utiles; il nous a parlé de l'indépendance des choses et des personnes.

Il a prouvé que lorsqu'il n'y avoit pas d'aliments pour soutenir les institutions qui avoient à défendre

ou à représenter des intérêts, cette défense devenoit nulle, et que les parties du gouvernement représentatif étoient menacées de l'invasion du pouvoir, ou des ambitions des parties; mais il nous a prouvé seulement que toutes ces pensées auroient dû être présentes à l'esprit des auteurs du projet de loi, comme elles l'ont été au sien.

Sans nous arrêter à faire ressortir ici l'insuffisance pour le système du noble Pair, du droit d'ainesse et du préciput légal proposé, nous en appelons à lui-même, et nous demandons à sa bonne foi si son esprit ne regarde pas le premier article inutile et les autres insuffisants.

M. le Ministre de la marine a-t-il été plus heureux?

Oui, sans doute, si la modération de ses pensées est la preuve de la bonté de la loi.

Mais de ce que le noble Comte nous a judicieusement observé que l'application d'un régime de partage a été sujet à des changements perpétuels; de ce qu'il nous a proposé des doutes sur l'introduction de l'inégalité par la féodalité, s'ensuit-il que son égalité est aujourd'hui un mal, et la loi actuelle un remède à ce mal.

Il falloit trouver, non ces changements (qui voudroit ne pas les avouer?), mais une position et surtout une forme de gouvernement analogues au nôtre, où, après avoir établi un système, on fût obligé de le changer.

Ce noble Comte a avancé, à ce qu'il nous semble, que sous les Romains l'importance des familles qui ont vécu autant que la république, avoit été soutenue

par une perpétuité de principes politiques introduits dans la législation.

N'y a-t-il pas lieu de penser que les mœurs encore plus que les lois dans lesquelles tout étoit facultatif, comme vous le savez, ont aidé à ce qui étoit avantageux à l'ordre.

Et d'ailleurs quel ordre que celui où il falloit trouver sa paix dans les désastres de l'univers.

Grandeur des Romains, perpétuité des familles patriciennes ou plebeïennes, que vous avez contée cher à l'humanité !

En quelque lieu que ce soit, les mœurs sont toujours la volonté du bien-être. Faites du bien à une société, ses mœurs vous rendent toujours ce que vous leur donnerez.

C'est ce sentiment qui a porté le Ministre à laisser échapper un aveu important.

« Du temps où on a rédigé le Code civil, a-t-il dit, « on connoissoit bien peu le cœur des pères et l'esprit « du siècle, lorsqu'on pensoit qu'il suffisoit de recon- « noître un droit pour assurer l'exercice d'une faculté. »

Rien ne prouve davantage que les lois doivent se faire pour les mœurs, et s'exécutent par elles; et n'est-ce pas répondre victorieusement à celui qui propose la loi, que de lui dire :

« Législateur, vous connoissez bien peu le cœur des « pères et l'esprit du siècle, lorsque vous laissez subsis- « ter une faculté toute protectrice de l'un et de l'autre, « pour assurer l'effet d'un droit légal que vous voulez « établir, et qui les contrarie si durement. »

Plus d'une pensée vulgaire et plus d'un proverbe populaire font justice de vos espérances.

Ce n'est pas sans doute pour en tirer un argument en faveur du projet de loi, que le Ministre a été porté à nous fournir des renseignements sur les mutations des environs de Paris.

Tout est là luxe, jeu, prodigalités, loterie perpétuelle, et il nous a seulement démontré que le fisc y gagnoit plus que les joueurs.

Il étoit digne de sa bonne foi :

— De convenir que la division de la propriété avoit été favorable à la condition générale, et que la population étoit plus heureuse que dans aucun autre temps;

— De cette bonne foi et de ses formes toujours polies et mesurées, d'avouer que la noble Chambre pouvoit être pour quelque chose dans la pensée d'un Ministre;

— De nous dire, enfin, que la loi étoit toute politique.

Souffrez, noble Comte, qu'en l'envisageant comme vous pour l'attaquer, nous essayons, sinon de conquérir votre suffrage, au moins d'établir quelques doutes dans votre esprit.

Nous avons vos doctrines, et nous en adoptons l'expression.

Comme vous, nous professons celle que la sûreté du pouvoir est le salut des libertés publiques.

Mais si, comme vous, nous ne voulons pas des tentatives de la démocratie, nous croyons qu'une loi qui favorise celle d'une aristocratie nouvelle et ses empiètements seroit aussi dangereuse qu'impolitique.

Mais M. le Président du Conseil sera peut-être plus heureux.

Oui, Messieurs, un peu davantage, car ce ne sera plus la loi présentée qu'il va défendre.

Ce ne sera plus la loi fondée sur le degré d'éligibilité ou d'élection des 300 fr. d'impôt qui va lui paroître utile et avantageuse à la monarchie.

Il aura décidé en Conseil des Ministres que cette loi est salubre, mais au conseil de la commission de la Chambre des Pairs il aura appris que la modification est indispensable, que la fixité de la famille, fondée sur la perpétuelle variation des centimes additionnelles, seroit trop difficile à faire envisager de sang froid à cette noble Chambre.

Il aura consenti aussi un autre amendement que la commission introduiroit sagement dans la loi, s'il étoit possible qu'elle fit quelque chose de bien en semblable matière.

M. le Ministre aura trouvé dans son cœur et dans sa famille ce sentiment de bienveillance pour les jeunes ménages, si maltraités par le projet de loi.

Il fera encore plus, il nous prouvera d'une manière positive (et je lui rends grâce de la vérité de ses calculs) que la loi ne regarde pas les imposés à 300 fr., mais véritablement ceux de 900 fr.; de sorte qu'il aura ruiné à l'avance l'amendement de 1,000 fr., que l'on a supposé dans la pensée d'un noble Vicomte.

A 900 fr. il y auroit des départements en France où l'on verroit très peu d'ainés; à 2,700 fr. et 3,000 fr. d'impôts environ, il y auroit une grande partie de la France où il n'y en auroit pas du tout, et qui se trouveroit déshéritée par la loi, ainsi amendée, du droit d'être monarchique.

Voilà donc la loi du ministère, amendée par lui-

même; la voilà réduite à l'impossibilité d'une application conforme au principe du droit d'élire choisi par lui-même comme le meilleur.

La voilà dépouillée de l'application possible d'un amendement que quelques personnes auroient pu saisir comme une planche dans le naufrage, ou comme une pierre d'essai, si toutefois on n'en envisageoit pas le danger pour ceux à qui on conférerait ce droit dans l'état actuel de nos préjugés ou de nos prétentions diverses. Danger d'une inégalité, signalée hier si heureusement, si courageusement, et de si haut. Inégalité qui, loin d'être utile à la Chambre des Pairs, lui porteroit un coup mortel.

Défenseurs de la loi, vous tous qui, sans jeter les yeux sur l'Assemblée constituante, ne vous souvenez peut-être pas assez :

Que les doléances des peuples, les cahiers des provinces, les remontrances des magistrats, étoient sous les yeux de Louis XVI, de pieuse mémoire, lorsqu'il apposoit son sceau à des lois que vous voulez toutes proscrire;

Que la grande faute de cette assemblée n'est pas d'avoir refait la législation, mais de ne pas avoir appuyé la royauté et le pouvoir d'une grande force d'exécution;

Qui savez que cette force est toute dans la Charte, et que notre législation est monarchique, parceque nos principes constitutifs le sont.

Laissez-nous notre monarchie constitutionnelle, notre égalité de partage, notre respect pour la légitimité; nos préjugés en faveur de l'indépendance de la magistrature; enfin, laissez-nous nos mœurs;

laissez les grands et les petits, les aînés et les cadets pleurer ensemble sur la tombe des Montmorency.

Honneur à ces mœurs dans lesquelles on trouve les principes d'union et de paix si généralement adoptés ! Honneur à ces mœurs qui ne demandent pas mieux , si vous protégez cette paix , qu'à vous aider à rendre l'autorité du père plus respectable , pour rendre celle du Roi plus sacrée.

Oui ces mœurs consentiront que les enfants aient leur père pour juge ; mais elles ne veulent pas que vous leur donniez le hasard pour tribunal.

Heureuse calomnie pour les mœurs , que celle que l'on accuse de repousser une loi aussi anti-sociale !

Heureuse calomnie que celle qui nous donne le droit de vous interpellier au nom de la monarchie , et de vous dire :

Que vous a donc fait cette nation française ?

N'avez-vous pas assez de pouvoir sur elle ? n'avez-vous pas fait une suffisante épreuve de l'influence que vous pouvez exercer ?

Les élections ne vous ont-elles pas donné une mesure bien rassurante sur le parti que l'on peut tirer avec ce peuple , du respect public pour la monarchie ?

Vous lui reprocherez de vous adresser quelques plaintes , en général fort modestes , sur une loi attaquée jusqu'à nous dans cette enceinte , par des talents et des caractères que vous honorez vous-mêmes.

Quelques uns de nos collègues , réunis à vous , iroient jusqu'à nous dire que nous avons été dupes de ces suppliques ; presque toutes décentes et mesurées , lorsque nous savons :

Que presque toute la noblesse de nos départements repousse cette loi comme la bourgeoisie, par inquiétude pour la monarchie, et par respect pour des libertés où elle trouve repos et union.

Que vous demande-t-elle cette nation française?

— De la laisser jouir, en repos, des bienfaits de ses Princes;

— De la laisser prouver aux Bourbons qu'elle s'est identifiée avec eux;

— De protéger le commerce, parcequ'il enrichira le pays, l'aidera à payer les impôts, nourrira la population, remplira vos coffres, et vous préparera un crédit qui rendra toute vicissitude dans la politique étrangère sans danger pour vous;

— D'honorer l'agriculture, de favoriser la vente de ses produits, et de bien calculer l'avantage ou le danger de l'introduction de tous ceux qui nous arrivent en foule de l'étranger;

— De ne pas craindre de voir s'accroître la population, et de l'attacher au sol en y entretenant pour elle les ressources qui y sont si naturelles, et la religion et la paix, qui y croissent avec les fruits;

— De laisser partager les terres également, et de laisser aussi augmenter leur valeur et leurs produits en les couvrant de capitaux et d'un riche mobilier;

— De favoriser l'industrie pour alimenter, enrichir le peuple, le tenir dans l'obéissance, dans l'aisance qui la facilite, et lui fournir *la poule au pot du bon Roi*;

— D'honorer le clergé, de faire respecter la religion et ses ministres, de doter les séminaires, de réparer les églises et les presbytères, d'augmenter le

traitement des prêtres qui portent le poids du jour et de la chaleur;

— D'assigner un rang élevé et honorable aux prélats dans les diocèses;

— De ne pas mettre la main à l'encensoir, mais de veiller sur l'ambition des hommes, qui devient dangereuse du moment où il y a intelligence entre eux pour une domination civile;

— De favoriser de tout votre pouvoir la prédication de l'Évangile et de sa morale pure et vraie; mais de vous interposer pour quelle ne soit pas le prétexte de discussions politiques;

— De laisser enfin, dans tous les rangs de la société, les femmes compter pour quelque chose dans le budget des recettes de la famille;

C'est pour cette société en même temps que pour cette monarchie que vous deviez agir; car vous n'êtes pas sans doute assez ignorants de la communauté de tous leurs intérêts pour songer à agir pour les uns sans travailler pour les autres.

Et dites-nous donc si elle est sociale cette loi? Qui deshérite une intéressante moitié du genre humain des droits quelle avoit recouvrés, que la nature lui donne, et que nos anciennes lois lui avoient ravis?

Elle se présente à nous, riche des souvenirs glorieux que l'ancienne monarchie lui a légués, brillante de courage dans nos temps modernes: les échafauds avoient dit sa gloire, nos places publiques redisoient ses triomphes, nos temples et les asyles du pauvre, ses vertus et sa charité. L'intérieur de nos familles, enfin l'importance que nous devions y donner à celle qui en faisoit la fortune, l'ornement ou l'aisance. Les ger-

mes d'une double soumission dans les enfants croisoient à l'ombre des droits que la tendresse maternelle avoit acquis par nos lois de récompenser ou de punir.

Et vous voulez effacer d'un mot notre reconnaissance et ses droits !.....

Cette nation française vous dit enfin de laisser subsister l'égalité due au mérite, et le droit de se repaître des nobles chimères de l'ambition.

Que de choses nous aurions encore à dire sur ce fâcheux projet !

Et cependant croyez-vous que nous soyons vos adversaires pour le plaisir de l'être ?

N'avons-nous pas depuis long-temps gardé le silence ?

Qui nous l'a fait rompre ?

Nous vous le répétons , la conviction intime et profonde de notre devoir ;

Le cri d'alarme et de chagrin général qui nous avertit ;

L'intérêt de ce noble corps qui se trouve compromis ;

La Charte que nous avons jurée ;

La vue du précipice où l'on vous pousse ;

La confiance que nous avons que vous pourriez vous affranchir.

Vous vous plaignez de nos conseils ; mais pourquoi nous donner des lois d'inégalité et de division qui les provoquent ?

Est-ce le Roi qui croit à la bonté de ces lois dans l'intérêt d'une couronne qu'il sait chère et utile à la patrie ? Qui vous arrêtera dans votre marche ?

Sont-ce des amis ou des flatteurs qui cherchent à

vous compromettre de plus en plus avec eux, pour que vous ne puissiez reculer, et pour que ce que vous ferez tourne peut-être malgré vous et contre vous à leur profit?

Sera-ce la vue de ce peuple, dont quelques brouillons politiques, s'ils existent, seroient faits pour attester la sagesse, puisque, malgré eux, son repos et le calme de ses plaintes ressemblent presque à celui de la mort?

Lorsqu'un de vous, M. le Président du conseil, démanteloit avant-hier presque tous les remparts de votre loi primitive, il sembloit dire: Je ne sais que penser de l'avoir laissé faire si mince, et cependant je serois bien malheureux si je l'avois conçue plus vaste.

Oui, bien malheureux, car c'en seroit fait selon moi de la Charte et de la monarchie constitutionnelle.

Grand Dieu! n'auriez-vous donné à la terre un si grand bienfait que pour nous en priver si vite.... Mais quoi!

J'ai cru voir le génie de la France s'approcher de la tombe de Louis XVIII, en soulever la pierre, et le supplier de la secourir....

Non, non;.... cendres de mon bienfaiteur, reposez en paix.

Et vous, génie tutélaire, suivez votre heureuse destinée, tous les Bourbons y veillent; et déposez aux pieds de mon Roi les vœux de ma patrie, ceux d'un loyal serviteur, son amour, et son vote:

Il est contre le projet de loi.

(17)

vous compensez de plus en plus avec eux, pour
que vous ne puissiez reculer, et pour que ce que vous
ferez comme peut-être malgré vous et contre vous
leur profite.

Soit-ce la vue de ce peuple, dont quelques promi-
sions politiques, s'ils existent, seroient faites pour attes-
ter la sagesse, puisque, malgré eux, son repos et le
calme de ses plaintes ressemblent presque à celui de
la mort.

Lorsqu'un de vous, M. le Président du conseil,
démanteloit avant-hier presque tous les tempéraments de
votre loi primitive, il sembloit dire: Je ne sais que
penser de l'avoir laissée faire si mince, et cependant je
serois bien malheureux si je l'avais conçue plus vaste.

Oui, bien malheureux, car c'en seroit fait selon
moi de la Charte et de la monarchie constitutionnelle.
Grand Dieu! n'auriez-vous donné à la terre un si
grand bienfait que pour nous en priver si vite... Mais
quoi!

J'ai cru voir le génie de la France s'approcher de la
tombe de Louis XVIII, en soulever la pierre, et le
supplir de la reconstruire.

Non, non... cendres de mon bienfaiteur, reposez-
vous en paix.

Et vous, génie tutélaire, saluez votre heureux des-
tin, tous les bons y veillent; et disposez aux
biens de mon Roi les vœux de ma patrie, ceux d'un
loyal serviteur, son amour, et son vote.

Il est contre le projet de loi.

CHAMBRE DES PAIRS.

EXPRESSIONS

N° 47

1826.

Séance du 5 avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE MOLLIER,

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

MESSIEURS,

Cette grave discussion, au point où elle parvenue, semble ne plus laisser que des lieux communs à reproduire; il est toutefois une vérité qui, même étant considérée comme un *lieu commun*, ne peut être trop souvent répétée dans cette Chambre; c'est que toute proposition qui auroit, *en effet*, pour but d'entourer le principe monarchique qui nous régit, de nouvelles et utiles garanties, y trouveroit constamment les suffrages unanimes.

Tel peut-il être l'effet d'un nouveau mode de partage pour les biens, qu'un père de famille laisse à ses enfants?

Tel sera-t-il sur-tout le privilège de cette *portion* des ressources et de la *richesse sociale*, qu'on nomme la *propriété immobilière*?

Et ce privilège résultera-t-il de la part plus ou moins

grande qui sera assignée dans les immeubles à chaque héritier, par l'époque de sa naissance?

Ces questions qui se réduisent à une seule, ont déjà été lumineusement discutées par les nobles Pairs auxquels je succède. Sous le rapport de la législation ancienne, et de la législation plus récente, elles ne paroissent pas exiger de développements nouveaux. Mais je pense que c'est sur les termes même de la question qu'on ne sauroit appeler une définition trop précise et trop claire. Vos Seigneuries veulent qu'il ne sorte de cette enceinte que des décisions consciencieuses; elles me permettront donc, puisqu'il en est encore temps, de leur soumettre une espèce de question préalable sur la question principale elle-même; et c'est celle de savoir si les termes dans lesquels est exprimée cette dernière question, présentent le même sens à tous les esprits.

La PROPRIÉTÉ, ce mot, qui dans son acception générale embrasse toutes les sûretés d'un pays, toutes les garanties de son gouvernement, la propriété, dis-je, peut être le texte de tant de pensées diverses; il y a une telle complexité dans les intérêts, les droits, les influences qui en émanent, une telle rivalité dans les espérances dont elle est le but, qu'il ne seroit pas étonnant, que même dans une réunion d'hommes d'ailleurs très éclairés, on pût ne pas être en accord parfait sur la manière de concevoir et de définir cette puissance, dans son essence propre, dans tous ses effets et tous ses rapports.

La proposition de loi qui vous occupe semble n'avoir pour principal objet qu'une nature spéciale de PROPRIÉTÉ. Sans doute toutes les parties qui consti-

tuent la PROPRIÉTÉ, considérée dans le vaste ensemble qu'une civilisation avancée a pu développer en elle, ne sont pas essentiellement identiques dans leur forme et dans leur emploi; plusieurs d'entre elles peuvent être régies par une législation particulière: toutefois, et malgré les nuances qui les distinguent, ces éléments sont tellement *indivisibles*, ils ont entre eux une connexité si intime, une correspondance si nécessaire, que toute condition nouvelle imposée à l'un, peut gravement affecter tous les autres: ce n'est donc qu'après les avoir consultés tous, après les avoir soigneusement observés dans leur action réciproque, après s'être assuré que l'harmonie de leurs rapports ne seroit pas troublée, que le législateur peut, avec sécurité, imposer de nouvelles prescriptions à celui à l'égard duquel son intervention est réclamée.

Par-tout, c'est la possession du sol qui a commencé, qui a fondé la base sociale, qu'on nomme la PROPRIÉTÉ; soit que cette possession ait été l'effet de la conquête, soit qu'elle soit résultée d'une occupation non contestée. Le sol a été la première richesse des sociétés naissantes. Le travail avoit des essais à tenter, et de longs efforts à faire avant que la prévoyance en accumulât les produits, et que la pensée des *réserves* pût naître de celle de l'*avenir*. Ce n'est qu'*alors* que la distinction du mobilier et de l'immobilier s'est introduite dans la *propriété*: on pourroit dire que c'est de la création de la propriété mobilière que la propriété immobilière a reçu sa valeur; car ce n'est que par elle qu'elle a pu être fécondée.

Mais si l'histoire nous fait connoître les effets des grandes invasions sur la *propriété immobilière*, et ceux

du régime féodal sur sa concentration, la formation des *capitaux*, et l'influence de cette seconde *propriété* (qui reconnoît si bien ce qu'elle doit à la première, par les services qu'elle lui rend), n'ont pas encore d'historiens dans notre langue; nous assistons à leur action réciproque, plus pour en profiter que pour la définir; il seroit peut-être vrai de dire que du moins, sous ce rapport, notre langue est restée en arrière des progrès de notre civilisation.

Si je m'écarte, Messieurs, de la loi qui vous occupe, c'est pour rapprocher votre pensée de cette seconde division de la propriété, qui, *dans ce siècle*, mérite aussi toute l'attention du législateur.

La *propriété mobilière* ne peut pas prétendre, même dans ses plus grands développements, à disputer à la *propriété immobilière* le privilège qui appartient aux *causes premières*. La possession du sol reste la plus honorée.

Quand nous voyons des hommes, qui ne possèdent aucun fond de terre et qui peuvent avancer à des souverains, dans l'espace de peu de jours, des sommes égales aux impôts que le cours régulier des recouvrements produiroit à peine dans toute une année, nous ne pouvons pas nier que de tels hommes ne disposent d'une très grande part dans la *propriété totale* du pays. Et telle est cependant la force de nos habitudes, que notre langue ne les admet pas au rang des *propriétaires*; elle réserve exclusivement ce titre au *possesseur titulaire* de quelque fraction du sol.

Par une conséquence naturelle, on devroit croire que c'est cette manière d'être propriétaire qui constitue le *premier état* en France; il arrive au contraire

qu'on ne se prévaut guères de ce *premier état*, que comme d'un titre et d'un moyen pour en obtenir un autre; il arrive aussi que de deux hommes, dont l'un est propriétaire d'une grande terre, et l'autre ne possède pas un arpent, le seul véritablement riche est le second.

Je vais citer un autre exemple des contrastes et de la divergence des définitions.

Vers le milieu du dernier siècle, on vit des publicistes soutenir aussi que les possesseurs du sol français formoient *exclusivement* le corps des *propriétaires*, quoique déjà la *propriété* mobilière eût fort étendu ses rameaux, qu'elle contribuât pour la plus forte part aux impôts, et que les premiers essais du crédit public ne fussent soutenus que par son assistance: ils avoient rêvé l'impôt unique pour la simplification la plus économique du système des finances, et ils concluoient de ce que la terre est la source de tous les biens, que ses *propriétaires* devoient *seuls* supporter toutes les charges de l'État.

De telles variantes dans les interprétations, de telles ambiguïtés dans les termes, et sur-tout cette influence des *anciennes* acceptions qui dominent dans une loi *nouvelle*, ne donneroient-elles pas lieu de penser, qu'en pareille matière, de plus longues et de plus profondes méditations pourroient encore nous être nécessaires pour apprécier et pour définir, *dans le style exact de la loi*, les divers développements sociaux qui depuis le beau siècle de Louis XIV ne s'arrêtent plus dans leurs progrès; développements qui n'étoient pas prévus par les lois ou coutumes abrogées, dont on veut faire revivre quelques dispositions.

Le plus remarquable de tous sans doute, et celui qui distingue principalement les temps nouveaux des temps anciens, c'est le développement des *CAPITAUX*, devenus d'un si grand poids dans la balance des pouvoirs, par l'importance de leur volume, la variété de leurs formes, la diversité de leurs services.

Pour se rendre compte de la manière dont les *capitaux* se forment, il suffit de considérer leur nature; ils sont *l'œuvre commun de tous les arts*, de tous les actes de l'intelligence humaine; tous en effet ont successivement concouru à les produire; tous ensuite ont trouvé en eux leurs meilleurs auxiliaires.

Comme les trésors, les *capitaux* sont le résultat de l'accumulation; mais l'accumulation judicieuse ne laisse jamais les trésors inactifs; et celle qui préside aux *capitaux* veille aussi à ce qu'ils se puissent reproduire incessamment par eux-mêmes.

Si leur fonction dans l'économie sociale pouvoit s'expliquer par une image, on pourroit comparer les *capitaux* à ce fluide vital qui maintient en action les forces des divers corps organisés, en les réparant sans cesse, et en appliquant à chacune de leurs parties la substance qui lui est propre.

Mais pour que les *capitaux* puissent agir ainsi sur tout le corps social, sans qu'il y ait privation ni souffrance, on voit que tout ce qui entre dans les besoins si variés d'une grande population doit aussi entrer dans leur composition; et l'on doit, par exemple en conclure que, dans l'ensemble des *capitaux*, ce que l'on nomme le *numéraire* n'occupe qu'une place bien secondaire. Souvent en effet l'instrument commun des paiements transfert dans le même jour des valeurs

vingtuples de celles dont il est le dénominateur. Souvent aussi il n'intervient que pour solder une modique différence entre plusieurs millions de dettes et de créances respectives.

Lorsque les *capitaux* ont fécondé le sol qui fut leur berceau, ils s'élancent au-delà de cette limite pour porter ailleurs ce qui, dans leurs produits, seroit superflu pour le sol natal; mais c'est pour le lui restituer, sous une autre forme, en productions et en inventions d'un autre climat.

C'est ainsi qu'après avoir rapproché les concitoyens, ils rapprochent les peuples.

Chaque pays trouve la mesure de sa prospérité dans les *capitaux* dont il dispose; lorsqu'ils se maintiennent en état de progression, les plus habiles sans doute y prennent la plus grande part; mais la population entière en profite; et tout gouvernement croit avec eux en puissance; par-tout où ils abondent, ils pourvoient aux principales charges de l'État en même temps qu'ils enrichissent les propriétaires du sol par l'utile emploi qu'ils assurent à ses produits.

Je me borne, Messieurs, à une esquisse rapide; celle que je vous présente n'emprunte rien à la théorie, elle est celle des faits; et c'est là que le législateur doit chercher ses conseils.

Je pense que ces aperçus suffisent pour indiquer quelle est l'influence naturelle qu'exercent sur la propriété immobilière, les *capitaux*, qui sont le principal élément de la propriété mobilière.

Personne ne contestera que là où ils sont plus abondants, les terres ne deviennent plus fécondes; que là

où ils se multiplient, le prix vénal des terres ne s'accroisse.

Personne aussi ne doute de la progression de leurs développements depuis dix ans. C'est un des bienfaits de la restauration; et ils l'ont reconnu par l'empressement avec lequel ils se sont confiés à la monarchie légitime aussitôt qu'elle nous a été rendue.

On les a accusés de tendance vers la démocratie; ce qu'ils ont fait répond d'eux et répond pour eux.

Et fut-il vrai que l'effet *spontané* du partage égal des biens héréditaires eût pu être (comme je crois l'avoir entendu dire) de réduire un jour tous les immeubles en *poussière*, ma conviction intime est que ce désordre, ce mouvement absurdement rétrograde, auroit infailliblement été arrêté, *depuis dix ans, par le seul fait de l'accroissement des capitaux.*

Or, c'est un fait, dont les preuves se multiplient chaque jour, que cette direction plus active des *capitaux* vers la propriété immobilière. Certes l'on ne peut pas supposer qu'ils perdent, dans cet emploi, le principe d'agglomération qui leur est propre, et que quand ils s'appliquent à l'*industrie agricole*, ils agissent sur elle en sens inverse de leur tendance virtuelle.

Je me permets de le redire, Messieurs, la PROPRIÉTÉ, considérée dans son ensemble, se forme, se maintient, se développe par le concours de toutes les *industries*. Elles sont trop nécessaires les unes aux autres pour être jamais hostiles, ou même rivales. Sous quelque forme que la PROPRIÉTÉ soit modifiée, elle conserve son identité de nature, et son unité de but. Elle trouve des limites dans son horizon politique par les frontières qui bornent le territoire; elle n'en connoît pas,

pour s'agrandir et s'élever, dans une autre espace, libre pour elle; mais, je l'ai dit aussi, la valeur des termes n'est pas encore assez bien fixée dans notre langue sur ce qui concerne la PROPRIÉTÉ dans sa consistance actuelle, parcequ'il y a conflit entre les définitions des anciennes lois et les demandes des mœurs nouvelles. Je n'ai pas la prétention de suppléer à cette insuffisance; mais j'éprouve le besoin d'exprimer combien le vague des motifs et des définitions a d'inconvénients dans toute loi, et sur-tout dans une loi qui, comme celle que vous examinez, doit trouver des commentateurs dans chaque foyer.

Pour qu'une définition soit exacte, il faut que les faits, dans lesquelles elle puise ses motifs, aient été judicieusement et complètement observés.

C'est sur-tout pour ce genre d'autorité que peut être éclaircie la question de savoir, si, dans le mouvement transmissif des propriétés foncières, le morcellement marche plus vite que les agglomérations. Les faits en ce cas reposent sur des actes notoires: ils sont consignés dans chacune des directions des contributions directes; car c'est pour constater de tels résultats que ces directions sont instituées. Ces documents ont déjà été réclamés par plusieurs des nobles Pairs qui m'ont précédé, et sur-tout par l'un d'eux, qui connoit bien les sources des utiles renseignements que peut fournir le ministère des finances.

J'appuie cette demande avec la confiance que les moyens de communication, nouvellement encore perfectionnés, entre M. le Ministre des finances et ses agents, lui permettront d'y satisfaire dans un bref délai.

Vos Seigneuries apprécieraient alors, en suffisante connoissance de cause, le rapport qui se trouve entre le montant des parcelles de propriétés foncières réunies depuis dix ans, et celui des morcellements nouveaux, opérés dans le même espace de temps par l'effet de l'égalité des partages héréditaires.

Mais ce document ne feroit pas disparaître les autres inconvénients qui vous ont été exposés avec éloquence et savoir, et qui résultent de l'état d'opposition (ayoué par le ministère lui-même), dans lequel se trouveroit la loi avec les mœurs actuelles.

D'un autre côté j'ai tâché, par une ébauche à la vérité incomplète, de faire du moins entrevoir que ce seroit sans effet, et sur-tout sans profit pour la propriété immobilière, qu'on tenteroit de rétablir entre elle et la propriété mobilière des barrières que le temps a détruites.

J'attends les renseignements demandés, et les amendements qui seront présentés.

Pour répondre à toutes les objections, il faudroit qu'il en sortît une loi toute nouvelle.

Et peut-être dans cet état seroit-elle encore au moins inutile.

CHAMBRE DES PAIRS.

IMPRESSIONS

n° 48.

1826.

Séance du 6 avril 1826.

RÉSUMÉ

DE M. LE MARQUIS DE MALEVILLE,

RAPPORTEUR de la Commission spéciale chargée de l'examen
du projet de loi relatif aux successions et aux substitu-
tions.

NOBLES PAIRS,

Depuis long-temps nul projet de loi n'a été l'objet
d'une plus vaste discussion.

La Couronne propose de modifier deux disposi-
tions du Code civil, et voilà que d'innombrables ques-
tions sont soulevées.

Tour-à-tour on invoque les maximes du droit civil,
celles du droit naturel, celles du droit divin, les prin-
cipes de l'économie publique et ceux de la plus haute
politique, enfin les exemples que présente l'histoire
de la législation des anciens et des modernes.

Les opinions opposées des deux peuples les plus
éclairés de notre âge, sont mises en présence; l'une
prend pour sa devise, *liberté, égalité*; l'autre, *liberté et*
propriété.

Ces débats se sont encore agrandis par les talents,

par la renommée, par les éminentes qualités de ceux qui y ont pris part.

Une formidable phalange, toute composée d'hommes d'état et d'orateurs habiles, s'est présentée pour combattre la loi proposée, et plus d'un trait hostile est parti de rangs non moins illustres, quoiqu'ils s'annonçassent sous les couleurs d'une sorte de neutralité.

Cependant, Messieurs, il s'agit d'une loi vitale pour la monarchie; et qu'y a-t-il en effet de plus vital pour cette espèce de Gouvernement, que la stabilité des familles et des fortunes qu'elle a pour objet d'assurer aux Français? Qu'y a-t-il de plus vital même que cette ambition héréditaire, contre laquelle quelques esprits philosophiques ont lancé tant d'injustes anathèmes, que cette généreuse ambition, que ce noble orgueil, que cet honneur, que ce vif intérêt, que les plus belles âmes mettent à perpétuer leur nom, en le transmettant à leur postérité, avec les biens qu'il leur a été donné d'acquérir? Eh! n'est-ce pas pour satisfaire à ce généreux besoin, comme le disoit ailleurs un noble Baron, qu'on a vu de tout temps les plus foibles mortels supporter les plus rudes travaux, affronter les périls les plus certains, et sacrifier mille fois une vie qui n'étoit pour eux que le moindre des biens (1)?

La Commission que vos Seigneuries ont chargée de l'examen de la loi proposée, doit-elle renoncer à l'opinion favorable qu'elle en avoit conçue?

Pour justifier sa résolution, et la confiance dont

(1) M. le baron Pasquier, dans la défense des majorats présentée à la Chambre des Députés, le 26 mai 1821.

vous l'avez honorée, elle vient vous présenter le résumé de la discussion générale.

Ce résumé sera long, sans doute, et cependant beaucoup d'objections et de considérations importantes peut-être y seront omises. Le temps et la nécessité nous forcent, en ce moment, de restreindre notre examen à ce qui tient aux principes et à l'ensemble de la loi. Si le rapporteur n'étoit pas toujours heureux dans le choix des raisons, vos Seigneuries y suppléeroient, et par leurs propres lumières, et par l'impression qu'ont dû produire sur leurs esprits, tant de nobles et éloquents voix qui ont retenti dans cette enceinte. Quelque imparfait que soit son travail, nous avons la confiance que les vrais principes triompheront.

Voici les principales censures que le projet de loi a essuyées dans la discussion.

On lui reproche, comme dans les pétitions, de violer l'article premier de la Charte constitutionnelle, en ce qu'il introduit l'inégalité dans le partage des successions entre les enfants des mêmes père et mère.

On lui reproche d'être contraire au droit naturel; d'être une résurrection féodale; de tendre à créer une aristocratie essentiellement contraire à notre constitution politique, une aristocratie destructive de l'égalité et de toute émulation.

On prétend que si cette aristocratie venoit à dominer les collèges électoraux et la chambre élective, elle sacrifieroit les droits nationaux, et paralyseroit le pouvoir royal, en rendant illusoire toute dissolution de cette Chambre.

On a soutenu qu'elle tendoit à diminuer le nombre

des propriétaires, et par conséquent celui des familles les plus attachées à l'État; que la concentration des propriétés ruinerait l'agriculture, le commerce, l'industrie, et par conséquent attaqueroit la richesse publique;

Que la loi iroit contre le but même qu'elle annonce, parceque, si elle tendoit à concentrer les propriétés d'une part, elle auroit pour effet de les morceler de l'autre, et qu'ainsi elle ne feroit que détruire la classe moyenne, si intéressante aux yeux de la saine politique.

On a cherché à exciter votre commisération sur le sort des puînés, même sur celui des pères; et, à ce sujet encore, on a reproché au projet de loi de sacrifier les intérêts les plus généraux à ceux du plus petit nombre.

On lui a reproché aussi de ne faire reposer la prétendue stabilité des familles que sur les bases les plus incertaines, les plus mobiles, et les plus incohérentes qu'on pût imaginer, c'est-à-dire de déterminer par un cens essentiellement variable, la classe des successions soumises au préciput légal.

On lui a reproché enfin de n'être appuyé d'aucun fait, d'aucun document officiel qui constatât le mal et le danger publics qu'il est destiné à faire cesser.

Le premier de ces reproches, nobles Pairs, a déjà été discuté dans notre Rapport sur les pétitions. Nous y avons établi que l'égalité garantie par la Charte n'avoit pour objet que les droits politiques; que la Charte ne s'y étoit point occupée de l'égalité domestique ni de l'égalité des partages.

M. le Garde des sceaux et un noble Marquis ont,

dans leurs discours, parfaitement développé et fortifié nos raisonnemens; et nous ne pouvons plus que nous y référer.

Le second reproche, celui de contrevenir au droit naturel, avoit aussi été prévu par la Commission, et nous avons cru y avoir suffisamment répondu dans notre Rapport sur le projet de loi.

Nous savons bien que, d'après le vœu de la nature, les pères et mères chérissent également tous leurs enfans, et qu'en quittant cette vie, ils doivent, autant que cela dépend d'eux, leur laisser à tous les moyens de soutenir leur existence d'une manière conforme à leur état, et de fournir utilement la carrière à laquelle ils sont destinés.

De là on conclut avec quelques jurisconsultes en bien petit nombre, que les lois ne peuvent sans injustice, sans violer le droit naturel, établir dans le partage des successions aucune préférence, aucune inégalité entre les enfans.

Mais, Messieurs, on prend souvent pour naturel ce qu'on trouve établi tout simplement par les coutumes.

Nous ne dirons pas si la propriété est antérieure ou postérieure à l'état social; elle en est du moins inséparable; et, comme le Créateur a essentiellement destiné le genre humain à la société, nous avouons avec un noble Duc que nous ne concevons guère ce que c'est que le droit naturel, abstraction faite de l'état social,

Mais pour comprendre que les règles de la transmission des biens appartiennent au droit civil, ou en sont inséparables, et que le pouvoir politique même peut et doit y intervenir quelquefois, il nous suffit de

voir que cette transmission ne peut s'opérer qu'avec l'assistance de la société.

D'ailleurs, pour trancher ces questions subtiles auxquelles nous nous étions attendus, pour éviter de nous égarer dans des raisonnements abstraits auxquels les esprits même les plus exercés ne peuvent s'élever sans péril, nous avons cru devoir invoquer de suite les maîtres de la science; et, les prenant dans diverses positions et dans divers pays, nous avons cité le baron de Puffendorf et le citoyen de Genève, le président de Montesquieu et le docteur Blackstone, puis enfin le plus éloquent et l'un des plus sages jurisconsultes qui aient concouru à la rédaction du Code civil.

Un noble Baron nous a fait remarquer, et nous l'en remercions, que la même doctrine avoit été soutenue par le premier de nos orateurs populaires, par celui dont le génie exerça le plus de puissance, par celui dont la harangue posthume a été si souvent invoquée toutes les fois qu'il s'est agi de lois sur les successions. Cela prouve qu'il est des principes tellement certains, qu'en tendant même à un but différent, tous les législateurs les prennent pour point de départ.

Nous avons encore l'avantage de pouvoir opposer à un savant et noble Comte ce qui fut dit au Corps législatif, il y a vingt-trois ans, par un orateur du Tribunat: « Aussitôt que nous mourons, tous les liens
« qui tenoient nos biens dans notre dépendance se
« rompent; la loi seule peut les renouer; sans elle, les
« biens destitués de leurs maîtres seroient au premier
« occupant; chaque décès ramèneroit l'incertitude et
« les désordres que l'état social a fait cesser. *La suc-*

« cession est donc une institution civile, par laquelle la
« loi transmet à un propriétaire nouveau et désigné
« d'avance la chose qui vient de perdre son proprié-
« taire précédent (1). »

Nous pourrions invoquer bien d'autres autorités.
Mais pourquoi prolonger cette controverse? En éta-
blissant un droit, nous ne voulons point en justifier
l'abus.

Nous conviendrons, si l'on veut, que les termes
dont se sert Montesquieu pour exprimer les obliga-
tions des pères envers les enfants, sont un peu durs
pour ces derniers (2); nous conviendrons que les légis-
lateurs d'Athènes, de Sparte, de Rome, et ceux de
presque toutes les nations de l'Europe, ont exagéré
l'usage de leur pouvoir, soit en excluant tout un sexe
des avantages de succéder, soit en refusant à la mère
la succession de ses enfants, et aux enfants celle de
leur mère; soit en n'appelant à la succession du père
que les enfants non-émancipés; soit en attribuant à
l'aîné des enfants un droit exclusif et absolu sur les
immeubles; nous conviendrons même, si l'on veut,
que ce fut par suite des progrès des lumières et de la
civilisation, et non point parceque la constitution
politique avoit changé, ainsi que l'enseigne Montes-
quieu (3), que les empereurs romains modifièrent
successivement, et enfin abrogèrent ces sortes de lois :
du moins, on ne sauroit raisonnablement contester
au pouvoir conservateur de la société, le droit de régler

(1) Discours sur le Code civil, titre des successions.

(2) Esprit des lois, liv. XXVI, ch. 6.

(3) Ibid., liv. XXVII.

et de modifier l'ordre des successions, tant en ligne directe qu'en ligne collatérale, de la manière la plus conforme aux intérêts généraux et aux principes du gouvernement.

Le respect de l'égalité absolue des partages ne peut pas plus être imposé au législateur qu'au père de famille lui-même; et tous les publicistes ont été d'accord, jusqu'à ce jour, que les lois sur les successions, comme celles qui se rapportent aux mariages et à l'autorité paternelle, doivent être co-ordonnées avec les lois politiques; que par conséquent une certaine inégalité peut au moins être introduite par la loi dans les lots héréditaires.

Tous les législateurs ont largement usé de leur droit politique à cet égard; et Domat lui-même, qui prétend que la succession des enfants aux biens de leur père est de *droit divin*, Domat ne va pas jusqu'à contester, en ce sens, l'exercice du pouvoir conservateur de la société (1).

Donc, encore une fois, nous sommes fondés à le dire : la loi proposée, en accordant un préciput légal au fils aîné, lorsque les ascendants n'en ont pas autrement disposé, ne viole ni le droit de propriété, ni le droit naturel; et cette loi est digne des suffrages de vos Seigneuries, si d'ailleurs elle est conforme à l'intérêt social.

(1) « Les esprits philosophiques, dit M. de Staël-Holstein dans ses Lettres sur l'Angleterre, au sujet du droit de primogéniture, reconnoissent que la propriété, sur-tout la propriété foncière, est une création de l'ordre social, et conçoivent que la distribution puisse en être modifiée au gré de la communauté, pour le plus grand avantage de tous. »

Le reproche fait à cette loi d'être une résurrection féodale, n'est pas mieux fondé.

Ce n'est cependant pas la première fois qu'on forme de pareilles plaintes. Elles ont retenti dans le sein du Tribunat, dans le sein du Conseil-d'État, et sur-tout dans les Chambres législatives depuis la restauration, toutes les fois qu'il s'est agi de quotité disponible, de préciput, de substitution, et sur-tout de quelque mesure favorable à la prospérité foncière.

Veut-on faire de ceci une question de personnes?

On le concevrait, si le préciput légal n'étoit établi, ou si les substitutions n'étoient permises, comme le proposent quelques personnes, que dans les familles nobles.

Mais l'aristocratie que le projet de loi tend à créer, si l'on peut donner ce nom à un simple préciput, n'appartient à aucune classe distincte de la société. Elle est déterminée par le rôle de la contribution foncière, par ce rôle dont la formation atteste la conquête la plus utile et la plus juste de nos révolutions politiques.

Et la noblesse, sur-tout l'ancienne noblesse, ne figure pas seule dans les cotes supérieures de ce rôle. Il a même été prouvé par l'administration qui a précédé celle d'aujourd'hui, que les anciens nobles n'étoient compris que pour une foible partie dans les collèges électoraux de département (1).

Est-ce dans la nature même de la chose, dans l'objet de la disposition proposée, indépendamment des per-

(1) Séance de la Chambre des Députés, du 23 mai 1820, discours du Ministre des affaires étrangères.

sonnes qui en recevront l'application, qu'on prétend trouver de la féodalité?

Nous avons déjà fait observer dans notre Rapport, que le préciput légal dont il s'agit n'a guère rien de commun avec l'ancien droit d'ainesse féodal ou coutumier; qu'il n'est ni forcé ni absolu; qu'il est subordonné à la sagesse et à la volonté paternelle; qu'il ne s'applique en général qu'à une petite portion de l'hérédité; que c'est la plus bénigne de toutes les préférences qu'aucun législateur ait jamais établies en matière de succession.

Maintenant nous irons plus loin, et nous dirons. Quand il seroit vrai que le droit de primogéniture fût une réminiscence féodale, qu'en faudroit-il conclure? Est-ce qu'il suffit qu'une institution se soit trouvée dans la féodalité pour qu'elle soit nécessairement condamnable?

Le gouvernement féodal, sans doute, entraîna de grands désordres lorsqu'une multitude de seigneurs se furent emparés d'un pouvoir et de privilèges non moins incompatibles avec la dignité de la Couronne, qu'oppressifs pour les sujets.

Mais tout ne fut pas pour cela abus et tyrannie dans la féodalité. L'échange graduel des devoirs et des services offroit aussi des avantages. La Grande-Bretagne ne sépare point dans ses idées et dans sa vénération, l'origine de ses libertés d'avec celle du gouvernement féodal. Et nous-mêmes, où trouverons-nous le berceau de ce système représentatif dont nous sommes si fiers et si glorieux? Où trouverons-nous celui de la Pairie, si ce n'est dans la féodalité.

C'est le gouvernement féodal, comme on l'a remar-

qué avant nous, qui nous a laissé la division des pouvoirs, le jugement par jurés, le droit dérivé de l'obligation réciproque et la fidélité, sentiment admirable que les anciens n'avoient pas connu, la fidélité à la place de l'obéissance passive.

Peu importe donc, comme l'a dit lui-même un noble Duc opposé au projet de loi, peu importe que le droit d'ainesse, que le préciput légal, que les majorats viennent ou non du gouvernement féodal : voyons s'ils sont utiles.

Et d'abord, que le droit de primogéniture soit descendu de la Couronne à la féodalité, ou qu'au contraire il soit monté de la féodalité à la Couronne, un noble Vicomte l'a bien démontré : cette filiation n'en prouve pas moins les rapports naturels qui doivent exister entre la condition du monarque et celle des sujets, entre la famille appelée à régner et celles qui sont destinées à la soutenir. Si l'esprit qui anime le trône est aussi l'esprit qui anime les peuples, si les chefs de famille se succèdent comme les rois, si les fortunes privées sont comme le domaine royal, stables et permanentes, n'est-il pas évident que l'état et le trône se communiqueront mutuellement une force, une solidité qu'on pourroit leur contester tant que le droit qui régit l'un demeure périlleusement isolé, et sans application aux familles dont l'autre se compose?

Quoi qu'on en dise, ce n'est ni avilir ni profaner ce droit que de l'étendre; c'est lui donner au contraire de nouvelles racines.

Ensuite, il importe incontestablement au bonheur de toutes les sociétés, sous toutes les formes de gouvernement, de conserver les familles dont elles se

composent; de procurer toute la stabilité possible à celles qui exercent le plus d'influence morale, et pour cela, d'assurer leur avenir par des lois qui préviennent la destruction trop fréquente des fortunes.

Dans les monarchies, il faut en outre des notabilités, des existences plus considérables; il y faut une certaine gradation de familles et de fortunes dans lesquelles les pouvoirs intermédiaires trouvent leurs éléments. Ces existences graduelles forment la chaîne qui unit le trône et la nation.

De là plus indispensablement encore la nécessité des institutions civiles qui peuvent conserver ces existences pendant quelques générations.

Or, ces institutions ne sauroient se trouver que dans le mode de transmission des biens. Elles consistent naturellement dans de certaines préférences, soit légales, soit facultatives, dans un préciput, dans des substitutions ou majorats.

Jusqu'à ces derniers temps, ces principes avoient semblé élémentaires; ils avoient été adoptés par tous les publicistes, par tous les hommes d'État, par tous les hommes de sens; mais les adversaires du projet de loi qui, sur cette question, comme sur tant d'autres, rencontrent Montesquieu et tous ces publicistes, les adversaires du projet de loi préférèrent les combattre ou dédaigner leurs préceptes, plutôt que de les prendre pour guides.

Aujourd'hui donc, on soutient que ces principes ne sont bons que pour une monarchie pure, où la nation est placée au-dehors des pouvoirs politiques; que d'autres règles sont applicables à la monarchie constitutionnelle qui admet la nation à la connais-

sance et à la gestion des affaires publiques. « Ici, dit-
 « on, ni le trône, ni le peuple, n'ont besoin de fa-
 « milles aristocratiques, parceque les abus y trouvent
 « des barrières légales, parceque le pouvoir exécutif
 « y est limité par la responsabilité des ministres, et
 « que la puissance législative y est partagée entre le
 « roi et des corps indépendants. Si l'un de ces der-
 « niers corps est héréditaire, ajoute-t-on, c'est déjà
 « beaucoup, et il suffit d'assurer la fortune et l'exis-
 « tence sociale de ses membres. Dans tout le reste, il
 « ne doit exister d'autre aristocratie que les supérieori-
 « tés mobiles que peuvent procurer, soit les talents,
 « soit la fortune elle-même dans ses caprices. Hors de
 « là, toute la nation forme une vaste démocratie que
 « l'émulation doit animer. Vouloir fixer en France,
 « dans un certain nombre de familles, les supériorités
 « que procure la fortune, ce seroit créer à côté de la
 « haute aristocratie, une nouvelle aristocratie territo-
 « riale, établir privilège sur privilège; ce seroit étein-
 « dre l'émulation parmi tous les autres Français, et
 « réduire la plus grande partie de la nation à une sorte
 « d'ilotisme. »

Voilà, nobles Pairs, la principale objection dans
 toute sa force. Hé bien! elle n'a pas ébranlé la com-
 mission.

La commission a pensé, au contraire, que c'est
 précisément dans la monarchie constitutionnelle qu'il
 importe le plus de procurer aux familles dans les-
 quelles sont choisis les organes de l'opinion et des
 vœux publics, les moyens de conserver leur fortune
 territoriale et leur indépendance.

D'un côté, n'est-ce pas sur-tout dans cette forme de

gouvernement où les vœux populaires sont soulevés et mis en jeu de tant de manières plus ou moins légales, que le trône a besoin de multiplier ses auxiliaires, pour se préserver des violences ou des écarts de l'opinion?

D'un autre côté, qu'y a-t-il de plus nécessaire au peuple pour l'éclairer, pour le conduire dans des temps d'orage, pour défendre ses intérêts dans la Chambre des Députés, dans les collèges électoraux, dans les conseils de département, dans les administrations municipales et de charité, que ces familles honorables qui vivent au milieu de lui dans les provinces; que ces familles dont l'existence repose sur la propriété territoriale; qui, par leur aisance et leur éducation, sont mises à l'abri des pièges et des vices les plus grossiers, et qui, satisfaites de leur position, ont elles-mêmes beaucoup plus à conserver qu'à conquérir?

Aussi la Charte constitutionnelle, en créant des électeurs et des éligibles, leur a-t-elle imposé des conditions nécessaires pour la sécurité générale; et c'est dans la fortune qu'elle a placé ces garanties.

Rien n'est donc plus conforme à l'esprit de cette loi fondamentale, que de chercher à conserver les familles, à mettre leur fortune à l'abri d'une perpétuelle mobilité.

La justice commanderoit sans doute, sous quelques rapports, que la même protection fût étendue à toutes les familles, à toutes les fortunes grandes et petites.

Mais, si la nature des choses, si des considérations puisées dans la bienveillance même dont celles-ci sont l'objet, semblent ne pas permettre de leur appliquer

les institutions dont il s'agit, est-ce une raison pour en priver celles qui sont immédiatement destinées à exercer le plus d'influence sur l'action du Gouvernement et sur la conduite du peuple?

Vainement on opposeroit que l'égalité constitutionnelle est blessée par cette distinction.

La Charte, qui crée des incapacités fondées sur le défaut de fortune; la Charte, en consacrant d'ailleurs l'égalité, ne va pas jusqu'à exiger que la transmission des biens, grands et petits, mobiliers ou immobiliers, soit assujettie aux mêmes règles. Ce sont les personnes, et non les choses, qui sont égales devant la loi.

L'égalité absolue hors de la Pairie n'est point le principe fondamental de notre constitution. C'est une vérité depuis long-temps reconnue dans l'une et l'autre Chambre, et nous pourrions rappeler, à ce sujet, des paroles mémorables, dont il résulteroit que l'aristocratie ne devoit pas être emprisonnée dans la Chambre des Pairs; qu'elle devoit étendre ses rameaux et ses racines dans toute la nation; que certaines influences devoient être établies dans le sein même de la société, comme d'utiles jalons placés de distance en distance pour montrer la véritable route (1).

Mais il ne s'agit plus aujourd'hui de distribuer les pouvoirs politiques; il ne s'agit point de créer une aristocratie proprement dite, encore moins ce qu'on a appelé un nouveau corps intermédiaire, une autre noblesse territoriale. Il ne s'agit que de conserver ce qui est, de laisser aux pouvoirs existants l'action qu'ils doi-

(1) Voyez les discours ministériels prononcés à la Chambre des Députés, dans les séances des 26 et 31 mai 1820.

vent avoir dans leurs sphères respectives, d'augmenter et non de troubler la sécurité générale, et, pour cela, d'arrêter la destruction des fortunes.

Chez nous, les amants de la liberté semblent peu rassurés par la responsabilité ministérielle. Ils se plaignent sans cesse de l'influence que le pouvoir exerce par les places et les faveurs.

Nous n'examinerons pas si ces plaintes sont fondées. Mais s'il existoit effectivement des abus, des envahissements, des influences illégales ou exagérées, que pourroit-on faire de mieux que de leur opposer une masse de propriétaires riches, indépendants, fixés en certain nombre dans toutes les provinces, dans tous les arrondissements, intéressés à une bonne administration locale, occupant les places gratuites dans lesquelles sont contrôlés les actes du pouvoir, et qui, s'éclairant peu à peu sur tous les intérêts du pays, missent leur seule ambition à éclairer aussi l'administration, et à surveiller ses agents?

Dira-t-on que l'espérance de trouver de pareils propriétaires est chimérique? que la plupart ne sentent pas même le prix des institutions nouvelles? Non, Messieurs; ce seroit méconnoître la nature des choses. Nous n'avons pas même besoin d'invoquer les secours du temps, encore moins les exemples de l'aristocratie territoriale d'une autre contrée. Déjà les plus beaux noms de la France n'ont-ils pas montré aux autres la véritable route, et prouvé que le dévouement aux intérêts généraux étoit aussi le premier intérêt, le premier besoin, le premier honneur de tout ce qui a reçu, soit des hommes, soit du temps,

le beau droit et le beau devoir de défendre les droits des peuples?

Mais ici nous ne pourrions, en insistant, que recourir encore aux doctrines souvent professées par les plus illustres adversaires du projet de loi eux-mêmes; nous ne pourrions que rappeler leurs paroles (1), nous ne pourrions que répéter enfin, mais avec beaucoup moins de force et d'énergie qu'il ne l'a fait, les maximes qu'un noble Baron a si bien établies dans ce discours du 30 mars dernier, où, s'élevant sans crainte au-dessus des préjugés de notre âge, il s'est montré, sous tous les rapports, un digne ami, un courageux défenseur de la liberté.

« Mais, a-t-on dit encore, il seroit cependant possible
« que les propriétaires fonciers, par égoïsme ou par
« préjugé, adoptassent des sentiments et des doctrines
« contraires aux intérêts généraux du peuple, aux in-
« térêts de l'industrie et du commerce; contraires
« même aux droits et aux devoirs du trône. Si vous ob-
« tenez, par de nouvelles institutions, que les biens se
« transmettent héréditairement dans leurs familles,
« qu'ils s'y concentrent toujours de plus en plus, vous
« formerez, par le fait, une véritable aristocratie, un
« nouveau corps politique, lequel s'emparera de la ma-
« jorité de la chambre élective, et des collèges électo-
« raux. Quels moyens aurez-vous alors pour faire res-
« pecter les droits et les intérêts de la nation? De quel
« secours sera la prérogative même de la Couronne,

(1) Voyez les discours prononcés à la Chambre des Députés, dans les séances des 26 et 31 mai 1820.

« relativement à la dissolution de la Chambre des Députés? »

Il nous semble impossible, nobles Pairs, que le danger qu'on signale se réalise ou soit de quelque durée.

Quel que soit l'usage qu'on fasse des substitutions et de la loi du préciput, il ne sauroit arrêter que très imparfaitement le mouvement des fortunes. Il y aura toujours des dissipations, des revers, ou des charges imprévues qui appauvriront des familles; il y aura des bénéfices du commerce et de l'industrie, et des caprices de fortune qui en enrichiront d'autres; et par conséquent l'accès des collèges électoraux et de la Chambre des Députés sera toujours ouvert, tantôt aux uns, tantôt aux autres.

Vos Seigneuries ont assez remarqué que, dans la loi proposée et amendée par la commission, il s'agit, pour déterminer l'application du préciput légal, de trois cents francs de contribution foncière *en principal*, à payer chaque succession d'ascendant, et que les centimes additionnels ni aucune autre sorte de contribution n'y sont compris.

Or, d'après les vérifications officielles qui, sous le ministère éclairé d'un des nobles Comtes, ont servi de base, il y a quelques années, au dégrèvement particulier de quelques départements du royaume, la cote de trois cents francs de contribution foncière en principal suppose dans le département de la Seine, qui est le plus chargé, un revenu net de deux mille quatre cents francs, et dans les autres départements, elle correspond, pour terme moyen, à un revenu de trois mille neuf cents francs.

M. le Ministre des finances vous a fait remarquer

aussi que cette cote équivaloit à peu-près à celle des mille francs de contribution directe que la Charte exige des éligibles, parceque, pour former ce dernier cens, on réunit les contributions payées par le mari et par la femme, et qu'on y joint en outre leurs contributions personnelles ou mobilières, celles des portes et fenêtres, celle des patentes et tous les centimes additionnels.

Que vos Seigneuries jugent d'après cela combien il sera plus facile d'être simple électeur que d'avoir une succession soumise au préciput légal; combien, par conséquent, le nombre des électeurs surpassera celui des préciputaires!

Que seroit-ce si on élevoit à mille francs, comme on a semblé le désirer quelques orateurs, le principal de la contribution foncière à payer par chaque succession d'ascendant, pour qu'elle fût soumise à la loi?

Cette énorme différence entre le nombre de ces successions et celui des électeurs soit de département, soit sur-tout d'arrondissement, démontre que les craintes qu'inspire l'*aristocratie préciputaire* sont encore chimériques; que cette prétendue aristocratie se bornera à quelques influences utiles et un peu plus durables; qu'elle ne sauroit établir une domination tyrannique dans les collèges électoraux, sans que la majorité des électeurs ne pût s'y soustraire lors de la plus prochaine convocation.

« Mais, a dit encore l'opposition, le système du droit d'aînesse joint à celui des substitutions, aura un très grave inconvénient, ce sera celui de détruire la classe des fortunes moyennes qui fait la principale force d'une société bien constituée. Il ira même con-

« tre le but qu'on lui attribue; car il augmentera le
 « morcellement de la propriété foncière au lieu de le
 « diminuer; et en effet, si la loi proposée s'exécute, elle
 « tendra à accroître successivement le patrimoine des
 « branches aînées, mais elle diminuera dans la même
 « proportion celui des branches cadettes; elle concen-
 « trera les propriétés dans la classe des successions sou-
 « mises au préciput légal, mais contribuera à les diviser
 « dans la classe qui restera en dehors. »

Il est vrai, nobles Pairs, que, par l'effet naturel des dispositions de la loi, le lot des aînés et des branches aînées devra s'accroître, et que celui des puînés devra être immédiatement amoindri; mais nous ne prévoyons pas pour cela que le morcellement de la propriété foncière doive s'augmenter; car, d'après les dispositions du projet, d'après un amendement sur-tout proposé par la Commission, le préciput devra être prélevé sur les immeubles; il devra être prélevé de manière à *morceler ces immeubles le moins possible*.

Quant aux puînés, ils pourront bien prendre leur part dans les autres domaines, s'il en existe; mais s'il n'en existe pas, ils devront les prendre dans les effets mobiliers, et alors point de morcellement. Nous répondrons plus tard aux reproches d'une autre nature, qu'on a cru devoir adresser à la loi, à cause de ce dernier effet.

La classe moyenne n'est pas non plus menacée d'être détruite. Cette démarcation tranchante qu'on prétend établir entre les destinées de la classe soumise au préciput légal, et celles de la classe qui n'y est point soumise, est évidemment une chimère.

Car si la classe supérieure se soumet à la loi, adopte

le droit de primogéniture, fait des substitutions, qu'est-ce qui empêchera l'autre classe d'adopter le même système, de disposer de la quotité disponible en faveur de l'un des enfants, et de substituer les biens dont cette quotité se composera? Eh, n'est-il pas évident que, si elle y découvre quelque avantage, elle ne manquera pas de s'en saisir, de marcher sur les traces de la classe supérieure? c'est ce qu'ont fait dans la Grande-Bretagne tous les propriétaires d'immeubles, quand ils se sont aperçus que le droit de primogéniture favorisoit la conservation et l'élévation des familles appartenant à la noblesse militaire, chez lesquelles ce droit avoit d'abord été introduit; et c'est ainsi que le système de la primogéniture y est successivement devenu général, avant même d'être consacré par les lois.

Les habitudes des deux classes, soit pour, soit contre l'égalité des partages, se mettront donc toujours à l'unisson; et la classe moyenne continuera certainement à être la plus forte en France.

« Hé bien! disent toujours les nobles opposants, si
 « la loi n'augmente pas le morcellement du sol, si
 « même elle ne détruit pas la classe moyenne, du
 « moins en concentrant les propriétés, elle aura pour
 « effet de diminuer le nombre des propriétaires, et
 « ce sera un grand mal; car, s'il est vrai que le senti-
 « ment de la propriété mène à l'amour de la patrie,
 « il importe beaucoup plus à l'État d'avoir un grand
 « nombre de petits propriétaires, qu'un petit nombre
 « de grands propriétaires. Car plus il y aura de pro-
 « priétaires, plus il y aura de citoyens attachés à la
 « bonne administration et à la défense du territoire.

« Des historiens ont remarqué que l'immense étendue des propriétés foncières perdit autrefois l'Italie, en rendant la plus grande partie de la population indifférente au sort du pays.

« D'ailleurs, ajoute-t-on, le morcellement des propriétés en facilite la culture, et leur mobilité donne une plus grande activité au commerce et à toutes les branches de l'industrie. C'est depuis la grande division des propriétés en France, que l'agriculture et les arts ont fait les progrès les plus rapides, que les productions de la terre et toutes les richesses se sont accrues, que la population et la puissance de l'État se sont développées.

« Que sont devenues, au contraire, l'Espagne, la Sicile, la campagne de Rome, et quelques autres pays avec leurs grandes propriétés, avec leurs majorats, et tous les moyens employés pour fixer ces propriétés dans les familles? »

Nous répondons à ces objections : La propriété foncière attache à la patrie ; mais ce n'est que tout autant que la possession en est stable et sur-tout héréditaire.

Or, il s'agit bien moins, par la loi proposée, d'enlever leurs propriétés aux hommes qui possèdent, que de les fixer un peu dans leurs familles, que d'en assurer la transmission à ceux qui sont plus particulièrement destinés à les représenter et à porter leur nom.

Si cependant la loi pouvoit, par des moyens doux et insensibles, concentrer un peu plus les propriétés, la constitution de l'État en deviendrait plus forte ; car, bien que les vertus civiques puissent être le partage de toutes les classes, et des petits comme des grands pro-

priétaires, un homme peut servir son pays avec d'autant plus de zèle, d'indépendance, et de désintéressement, qu'il possède des propriétés plus étendues.

La circulation des propriétés mobilières et des capitaux est incontestablement favorable au commerce et à l'industrie. Mais on voit à peine ce qu'ils peuvent gagner à la mobilité des propriétés foncières. « Quel avantage y a-t-il de faire circuler les immeubles comme les monnoies ? disoit autrefois au conseil d'État l'illustre père d'un de nos nobles collègues. Leur stabilité stabilise les familles, et dès-lors elle est dans l'intérêt de la société. Le commerce des richesses mobilières est donc le seul qu'il importe d'encourager (1). »

Le morcellement de ces propriétés, par la dislocation des domaines, peut augmenter certaines productions. Mais il ne suffit pas maintenant à la France de quelques productions bien communes : il lui en faut de très variées. Or, celles-ci ne peuvent s'obtenir que par la culture scientifique, ou du moins par la culture en grand. Des hommes riches, éclairés, qui connoissent les rapports si compliqués et si mobiles des productions avec les besoins du commerce et de l'industrie, peuvent seuls en faire l'essai et les avances. Eux seuls peuvent arriver aux grands résultats qui conviennent aux intérêts d'une grande monarchie, toute entourée de puissants états, et dont les dépenses publiques excèdent, chaque année, un milliard. Eux seuls ont les ressources nécessaires pour former des ateliers

(1) M. le comte Portalis, discussion du Code civil au conseil d'État.

et des magasins de réserve dans les temps convenables, pour établir des haras, pour élever des bêtes à laine, et sur-tout pour aménager utilement les bois, pour conserver et restaurer les futaies.

Mais que pourrions-nous dire encore sur ce sujet, après ce qu'ont dit et écrit tant d'hommes célèbres, et sur-tout les illustres Pairs auxquels ces connoissances sont le plus familières?

L'agriculture a sans doute fait des progrès en France depuis la révolution, comme elle en a fait depuis longtemps dans les républiques suisses. Mais, chez nous comme dans l'Helvétie, ce n'est point à cause de la division et de la mobilité des héritages : c'est plutôt malgré cette division et cette mobilité (1).

Le perfectionnement à cet égard vient de l'impulsion qui, d'ailleurs, a été donnée aux esprits. Il vient particulièrement de l'application que les grands propriétaires, en se retirant à la campagne pour éviter les orages politiques ou pour rétablir leurs fortunes, y ont faite de leurs connoissances et de leurs capitaux; et, si le sort des petits cultivateurs a été amélioré, ils le doivent d'abord à la suppression des dîmes, puis à l'emploi des méthodes perfectionnées dont les grands propriétaires leur ont donné l'exemple, puis enfin à un meilleur système de contribution.

Quelques personnes ont cru que c'étoit dans les plus riches provinces de France que les propriétés étoient le plus morcelées, et que ce morcellement étoit un effet de l'abondance et de la circulation des capitaux.

(1) Sir Francis d'Ivernois, page 70.

Mais d'après beaucoup de témoignages c'est une erreur. Si l'excellence du sol et quelques autres circonstances ont permis de réduire et même de disloquer, sans inconvénients, les fermes de la Belgique et de la Flandre (1), le morcellement est bien autre dans des contrées moins fortunées. Il est sur-tout remarquable dans les pays les plus pauvres, tels que la Bretagne et les provinces du centre et du midi. Pourquoi? Précisément parcequ'il y a peu de capitaux, et que, lorsqu'un propriétaire a besoin de vendre un domaine considérable, il ne peut guère en venir à bout qu'en le divisant par petits lots.

Bien loin que la possession des terres soit utile à l'exercice des arts et du commerce, elle ne peut que l'entraver. Qu'est-ce qu'un artisan qui est en même temps cultivateur? Cela n'est convenable que dans l'enfance des arts, et pour des ouvriers qui ne sont pas suffisamment occupés de leur métier. Pour que les arts et l'industrie fassent de véritables progrès, il faut en diviser les branches, et que chacun s'évertue exclusivement à faire prospérer celle à laquelle il s'est attaché.

Voilà pourquoi le droit de primogéniture, de l'autre côté de la Manche, est regardé comme si favorable aux progrès de l'industrie, à l'accroissement des capitaux et de la fortune publique.

En attribuant à l'aîné les immeubles qui, dans le système de l'égalité, auroient dû être partagés avec les cadets, la loi anglaise ne semble d'abord que déplacer la richesse, mais elle fait bien autre chose; car elle

(1) Sir Francis d'Ivernois, page 9.

oblige les aînés à se livrer presque exclusivement aux soins de l'agriculture et aux fonctions publiques, sédentaires et gratuites, tandis qu'elle place les puînés dans la nécessité d'appliquer tout leur génie, tous leurs efforts, tous leurs capitaux aux fonctions salariales, aux professions lucratives, à la culture d'une branche quelconque de l'industrie et du commerce. Sortis de maisons opulentes, ces derniers cherchent à leur tour à fonder de pareilles maisons, à devenir les chefs de familles considérables et considérées; *faire un aîné*, est leur première pensée, et beaucoup d'entre eux y réussissent.

Vos Seigneuries nous excuseront, nobles Pairs, de chercher des exemples chez une nation voisine. Pour qu'on ne nous accuse pas de présenter de pures théories, il faut bien invoquer l'expérience des autres.

Eh bien ! y a-t-il chez les Anglois quelque dissidence dans les opinions sur les effets avantageux qu'ont produits le droit de primogéniture et la stabilité des propriétés foncières, tant à l'égard des institutions politiques, que sous le rapport de l'accroissement de l'industrie et des capitaux ? Vos Seigneuries savent que non. Les grands et le peuple, les wighs et les torrys sont unanimes sur ce point. Entre tous les publicistes, nous ne connoissons que Smith qui semble adopter une doctrine contraire.

Et chose admirable ! ce droit de primogéniture y est si peu nuisible à l'harmonie des familles ; il favorise si bien, au contraire, l'esprit de famille, que les cadets y applaudissent ; ils y applaudissent au détriment de leur intérêt momentané ; et, si on leur proposoit de partager avec le chef de famille, ils refuseroient pour

la plupart sans hésiter : ce sont les adversaires mêmes de ce droit prétendu immoral , qui nous l'apprennent dans leurs relations , après s'en être assurés dans le pays (1).

Est-ce préjugé de la part de ces insulaires ? Un préjugé si général seroit bien étrange au milieu d'une nation si habile.

Mais ils en ont une expérience particulière ; c'est ce qui s'est passé en Irlande sous le règne de la reine Anne jusqu'à celui de Georges III (2).

Il ne faut pas opposer l'état florissant du comté de Kent , comme une preuve des heureux résultats de l'égalité des partages ; car , bien que cette province ait , pendant long-temps , prétendu conserver comme un précieux privilège la coutume qui consacre cette égalité entre les enfants , cependant là , comme ailleurs , on s'est aperçu que cette coutume causoit un grand préjudice aux intérêts des familles. La plupart des propriétaires , comme nous l'a dit un noble Marquis , en ont successivement fait affranchir leurs terres par des actes du parlement ; et dès le règne de Henri VIII , la plus grande partie de la province se trouva régie par la loi de primogéniture (3).

Et qu'on ne croie pas triompher de l'opinion de nos voisins , en leur objectant la charge accablante que leur impose la taxe des pauvres , et puis la turbulence de

(1) M. de Stael Holstein , page 62.

(2) Voyez les observations de M. le baron Dillon sur la loi des successions en Angleterre et en Irlande.

(3) Voyez les observations du baron Dillon , et le supplément de sir Francis d'Ivernois , page 10.

leurs prolétaires qui menace la tranquillité publique, toutes les fois que les travaux des manufactures sont arrêtés ou suspendus ! car ils croient fermement que la multiplication des pauvres, c'est-à-dire des fainéants, ne vient ni de la concentration des propriétés, ni de l'établissement des manufactures. Selon eux, elle a son origine, comme en Espagne, dans les aumônes faites autrefois sans mesure par les monastères et les gens de main-morte, puis dans la taxe même des pauvres qui fut créée après la suppression de ces établissements religieux, et enfin dans les vices que présentent l'administration et l'application de cette taxe. Effectivement, c'est dans les provinces manufacturières, où les salaires des ouvriers sont le plus élevés, que la population s'est le plus accrue et qu'il y a le moins de pauvres : c'est dans les provinces purement agricoles que la population a fait le moins de progrès, et que la taxe des pauvres est la plus pesante.

Quant à la turbulence des ouvriers prolétaires, c'est un inconvénient attaché à l'existence des manufactures et des fabriques. La France elle-même, disent les Anglois, l'a déjà éprouvé, malgré la division des propriétés. Veut-on l'éviter ? il faudroit renoncer aux établissements industriels. Mais alors que deviendroient la richesse publique et la puissance de l'État ?

Toutefois, nobles Pairs, nous ne disconvenons pas, quant à nous, qu'une trop grande concentration des propriétés ne puisse entraîner dans de certaines circonstances, de graves inconvénients.

Mais ce n'est pas à dire que nous devons redouter le sort de l'Italie, de la Sicile ou de l'Espagne. L'Italie, sous le bas-empire, avoit-elle un gouvernement repré-

sentatif, comme nous et l'Angleterre? l'Espagne, la Sicile, la campagne de Rome, ont-elles nos institutions politiques, si favorables à l'industrie, à l'émulation, à l'exercice de toutes les facultés intellectuelles, à l'emploi de toutes les forces du corps social, et qui ne permettront pas plus aux aînés qu'aux cadets de s'endormir dans la mollesse, s'ils attachent quelque prix à l'honneur et à l'estime de leurs concitoyens? D'ailleurs, les immeubles affectés aux majorats ou au droit de primogéniture, sont-ils les seuls, dans ces pays-là, qui soient hors du commerce? n'y a-t-il pas aussi d'énormes masses de biens soumis à la mainmorte?

La France, dit-on, possède cinq millions de propriétaires. Quel chemin n'avons-nous donc pas à faire pour arriver à une concentration pareille à celle qu'on attribue à l'Angleterre? Quelque efficace que puisse être le changement qu'il s'agit d'introduire dans la législation sur les partages, il faudroit presque une éternité pour qu'il produisit les effets qu'on redoute.

Nous ne savons, nobles Pairs, si, d'après ce que nous avons exposé, il est maintenant bien nécessaire de répondre aux objections qui ont été faites dans l'intérêt particulier des puînés.

Les adversaires les plus éclairés du droit de primogéniture admettent eux-mêmes que, lorsqu'une nation a fait de certains progrès; lorsque, par son industrie, par ses ressources naturelles, par son économie, de nouvelles richesses ont été créées, elle peut en donner la jouissance privilégiée à un certain nombre

de citoyens, sans que, pour cela, le reste de la communauté se trouve trop appauvri (1).

He bien! nobles Pairs, peut-être jugerez-vous que la France est déjà assez avancée pour pouvoir faire cette concession en faveur de la royauté et de nos institutions politiques.

Il est vrai que ceux qui ordinairement célèbrent avec le plus de satisfaction les prodiges de notre industrie, soutiennent maintenant que la France ne fournit pas assez de ressources pour que les cadets puissent, comme ceux de l'Angleterre, supporter l'application du droit de primogéniture.

Aussi ce droit, d'après la loi proposée, ne doit-il emporter qu'une fraction de l'héritage? La majeure partie restera aux puînés, et cependant une multitude de professions nouvelles et lucratives s'offriront à l'ambition et à l'émulation de ces derniers.

Si, par une nouvelle distribution des biens, meubles et immeubles, les aînés doivent être plus particulièrement retenus dans leurs terres, et destinés à exercer les fonctions électorales et autres gratuites, toutes les places salariées seront naturellement le partage des puînés.

Si nous avons perdu nos plus importantes colonies, tout un nouvel hémisphère est ouvert à notre commerce. Les produits de nos arts y sont particulièrement recherchés. N'offrira-t-il pas à nos puînés de nombreuses chances de fortune?

Si néanmoins le monde entier n'est pas destiné à devenir tributaire de notre industrie, la population

(1) M. de Staël-Holstein, page 69.

et la consommation intérieure de la France, assurent à cette industrie des ressources que le territoire étroit de quelques autres nations industrieuses ne leur permet pas d'espérer.

On craint que , si les propriétés foncières sont principalement réservées aux aînés, ils n'en négligent la culture faute de capitaux ; que par-là le système de la petite culture ne s'étende de plus en plus ; et l'on craint en même temps que les propriétés mobilières et périssables dont se formeront les portions héréditaires des cadets, ne soient pour ces derniers une ressource immédiatement insuffisante, et bientôt entièrement nulle par la subdivision, dès la génération suivante.

Mais la Commission qui a discuté ces questions, a cru trouver, au contraire, dans cette manière de partage, non seulement le principe salubre d'une certaine concentration territoriale, mais encore celui d'un mouvement plus général qui seroit imprimé à l'industrie.

D'abord, quand il seroit vrai que, par suite du partage, les aînés ne prissent pas de capitaux, cela ne feroit rien à la grande culture. Pour la soutenir, il leur suffiroit de trouver des fermiers ; car ce sont ceux-ci qui ont besoin de capitaux.

D'ailleurs, l'avantage que les aînés trouveront dans le préciput, les mettra à portée de contracter de plus riches mariages, et par conséquent de se procurer des capitaux. On sait que ce n'est pas communément avec des domaines ou portions de domaines, qu'on établit les filles.

De leur côté, les cadets mâles, ayant à leur disposition des effets mobiliers, de préférence à des im-

meubles, s'appliqueront naturellement à faire prospérer ces capitaux, et les emploieront dans des établissements industriels, ou dans des entreprises commerciales; ou bien ils se livreront à l'exercice de ces professions qui exigent une application constante, incompatible avec les soins de la propriété foncière.

Ceux qui auront des succès, deviendront à leur tour chefs de famille; et alors ils auront, comme leurs pères, la noble ambition de transmettre leur fortune à leurs enfants, de perpétuer leur nom, de faire un aîné, de conserver le fruit de leurs travaux, sans avoir la triste perspective d'une destruction patrimoniale arrivant après la seconde ou troisième génération.

Le sort des cadets, c'est-à-dire du plus grand nombre, ne sera donc pas généralement et définitivement sacrifié à celui des aînés ou du plus petit nombre. Car la cause de l'aîné qu'enrichit le préciput, devient ainsi la cause générale de la société, et par suite celle du plus grand nombre.

Répondrons-nous, nobles Pairs, à l'odieux reproche qu'on a si souvent adressé à cette loi annoncée comme devant corriger les mœurs, d'être elle-même immorale, en ce qu'elle affoiblirait l'autorité paternelle, et porteroit la discorde, la jalousie et l'esprit de cupidité dans les familles?

Mais déjà, dans notre rapport, nous avons essayé d'établir l'injustice de ces imputations contradictoires, démenties par l'expérience d'une partie de la France, comme par celle de beaucoup d'autres pays; et un grand nombre de voix-éloquentes, même impartiales, sont venues compléter, à cet égard, la justification du projet.

On lui reproche encore de ne faire reposer la prétendue stabilité des familles que sur les bases les plus incertaines, les plus mobiles, les plus incohérentes qu'on pût imaginer, c'est-à-dire de déterminer la classe des successions soumises au préciput légal, par un cens essentiellement variable, et dont les valeurs mobilières sont indépendantes.

Mais dans tous les pays l'exercice des droits les plus importants a été souvent subordonné à des conditions de cette nature, ou à des évaluations encore plus incertaines et plus variables.

A Rome, par exemple, la fameuse loi voconienne qui ne vouloit pas que les femmes fussent héritières, n'atteignoit que les successions dont la valeur excédoit cent mille sesterces; en sorte que son application dépendoit de la hausse ou de la baisse des valeurs foncières et mobilières, ainsi que de l'intelligence et de la probité des experts.

Assurément le principal de la contribution foncière présente une base bien plus certaine, bien moins variable.

A mesure que l'opération du cadastre avancera, cette base deviendra encore plus fixe et sur-tout plus juste.

Nous avons déjà fait observer une fois que, d'après notre système financier, le passage même de l'état de paix à l'état de guerre, l'augmentation ou la diminution de l'impôt foncier, n'en feroient que rarement changer le principal, parceque cette augmentation ou cette diminution porteroient presque toujours sur les centimes additionnels.

De quelles considérations peuvent être, au surplus,

et les incohérences qu'on reproche à cette base, et les surprises auxquelles pourront être exposés quelques ascendants, par l'augmentation ou la diminution imprévue du principal de leur contribution?

Soit que les ascendants veuillent l'égalité ou l'inégalité dans le partage de leurs biens, il dépendra toujours d'eux de faire cesser les inconvénients qui peuvent résulter des prétendues incohérences dont il s'agit.

Si leur succession se trouve approcher de la ligne de démarcation qui détermine l'application de la loi du préciput, soit au-dessus, soit au-dessous, la plus commune prévoyance de leur part suffira pour prévenir les surprises. Ils ne manqueront pas de faire les dispositions nécessaires pour empêcher que de légères variations dans le principal de leur cote ne changent le sort de leur succession. Faire un testament, est-ce donc un assujettissement bien insupportable pour des pères et mères soucieux du bonheur de leur famille?

Quelques uns négligeront-ils de disposer? En ce cas, ce sera la loi qui disposera pour eux, savoir celle de l'égalité, si le principal de leur contribution tombe au-dessous de trois cents francs; celle du préciput, si ce principal est porté au-dessus. Sera-ce là encore de grands malheurs, du moins en général? Tout sera-t-il perdu parceque quelques successions plus ou moins médiocres échapperont à l'action de l'une ou de l'autre de ces deux lois?

Les inconvénients publics ou privés qui en pourront résulter seront bien foibles et bien rares. Pour la loi, il lui suffit de pourvoir aux intérêts généraux.

Quelques Pairs ont paru persuadés qu'au lieu de composer le préciput légal de la quotité disponible,

c'est-à-dire d'une partie proportionnelle de la succession, il vaudroit mieux le fixer, comme autrefois, en corps certains, en immeubles d'une certaine nature.

Mais alors la valeur proportionnelle de ce préciput, comme celle de la réserve, seroit tout-à-fait incertaine. Tantôt le préciput seroit à-peu-près nul, eu égard à la valeur totale de la succession; tantôt il l'absorberoit presque entièrement. Ce seroit, à notre avis, un inconvénient grave.

D'ailleurs, les discussions et les procès pour le prélèvement des biens affectés au préciput et de leurs dépendances ou accessoires, ne seroient probablement pas rares. Ce qui se passoit autrefois dans la plupart des coutumes, notamment dans celle de Paris, nous en avertit assez.

La division proportionnelle, d'après le système nouveau, nous semble donner lieu à moins de difficultés. Si les parties ne sont pas d'accord, il n'y aura qu'une expertise détaillée à faire, conformément à l'art. 824 du Code civil, pour évaluer les biens; et la nécessité des licitations se présentera d'autant moins, que la loi proposée veut que le préciput se prélève sur les immeubles, de manière à les morceler le moins possible. Pour qu'il y ait licitation, il faudra que la succession ne présente d'autres ressources que des immeubles impartageables, pour fournir aux puînés les parts qui leur sont réservées.

Nous arrivons à des difficultés souvent reproduites, qui, sans attaquer les bases et les principes du projet de loi, n'en pourroient pas moins compromettre l'adoption, si elles n'étoient pas résolues.

Beaucoup de nobles Pairs ont observé qu'avant de changer la législation actuelle, il faudroit en démontrer la nécessité par des faits.

Il ont demandé où étoient les états et les documents officiels qui prouvent cet excessif morcellement, cette excessive mobilité des propriétés foncières, dont on se plaint, ainsi que les inconvénients réels qui en sont résultés pour le pays.

Les Ministres de Sa Majesté, en mettant sous vos yeux quelques documents partiels et locaux, ont répondu qu'il étoit impossible de constater d'une manière précise et par des chiffres, les progrès du mouvement dont il s'agit, et dans quelle proportion l'égalité des partages contribuoit, *avec les autres causes*, au morcellement des propriétés.

Vos Seigneuries apprécieront les explications du ministère. Mais, quoi qu'on en puisse dire, l'activité des causes du morcellement et de la mobilité, et particulièrement les effets de l'égalité des partages, n'en paroissent pas moins évidents.

Chacun de ceux qui habitent les provinces ne voit-il pas, en effet, comment les terres et les fermes sont successivement démembrées, comment les grandes habitations sont démolies, comment les plus belles propriétés sont divisées et menacées d'une complète dissolution, tandis qu'il ne s'en recompose qu'un petit nombre?

Eh, quels sont ces moyens d'agglomération? Quels sont même ceux à l'aide desquels on peut recomposer quelques fortunes immobilières, ce qui est moins difficile? des mariages? Mais, grace aux progrès de la population, trois ou quatre successibles remplacent ordinairement les deux époux.

Des donations? Mais on a dit, avec raison, qu'elles étoient plutôt faites aux pauvres qu'aux riches.

Des acquisitions? mais les vendeurs vendent presque toujours en détail, parcequ'ils y trouvent plus d'avantages.

Des successions collatérales? Mais le nombre des successibles surpasse ordinairement celui des défunts, D'ailleurs, l'esprit d'égalité exerce aussi son influence sur les collatéraux. D'impartiaux orateurs, en émettant le vœu qu'un droit d'ainesse, ou une réserve, fussent établis sur des successions collatérales, ont remarqué que les parents collatéraux ne prenoient guère la peine de disposer qu'au profit d'étrangers; chose très contraire à la conservation des familles.

Si, dans certains départements, quelques habitants de grandes villes, quelques capitalistes, enrichis par d'immenses spéculations, parviennent à réunir à grands frais des propriétés, à recomposer des terres, ou plutôt des fortunes territoriales; si de loin à loin des mariages, des donations, des successions mêmes opèrent quelques agglomérations considérables: ces moyens de réunion peuvent-ils se comparer à l'action constante, perpétuelle et générale que l'égalité des partages, jointe aux autres causes de la division des fortunes, exerce sur les successions de cinq millions de Français dont la population va toujours croissant, et dont les propriétés foncières, en 1815, étoient déjà divisées en plus de dix millions de pièces?

Nous en appelons aussi à la conscience publique; nous en appelons sur-tout au témoignage que, dans diverses circonstances, plusieurs de nos hommes d'État ont publiquement rendu, sur cette matière; au témoi-

gnage des nobles adversaires du projet de loi eux-mêmes, ainsi que d'illustres personnages dont le silence semble laisser un vide dans cette discussion, d'ailleurs, si belle et si bien remplie.

Lorsqu'en 1820, le gouvernement du Roi résolut de réparer, par des changements à la loi des élections, une injustice sociale envers les grands propriétaires, des explications furent données par les membres de l'administration, sur l'état de la propriété.

Qu'en résulta-t-il? c'est que *l'influence de la propriété territoriale ne pouvoit s'établir d'une manière stable, sans de grands changements dans la législation; que la fortune acquise par une succession se perdoit par un partage; que les partages venoient sans cesse appauvrir les familles étrangères à l'exercice des professions lucratives; que les négociants et les manufacturiers pouvoient seuls combler, par les bénéfices de chaque année, le vide que l'égalité des partages causeroit un jour dans les fortunes; que pour les autres classes il n'y avoit point d'aristocratie ou d'influences à espérer, alors que la subdivision des fortunes, établie chez nous presque à l'infini, opposeroit un obstacle insurmontable à ce premier élément de la puissance aristocratique, la richesse (1).*

Ainsi, Messieurs, le besoin de la société étoit bien connu, dès 1820, par les respectables membres de l'administration de cette époque; c'étoit la stabilité: l'obstacle, c'étoit la législation, c'étoit l'égalité de partage, dont les effets paroissent être et sont réellement infinis.

(1) Extrait des discours prononcés par les Ministres de l'intérieur et des affaires étrangères, dans les séances de la Chambre des Députés, des 18 et 26 mai 1820.

Aussi l'opposition de la plupart des adversaires du projet de loi n'est-elle pas absolue.

Ils jugent à la vérité que l'usage des majorats devoit être réservé à la Pairie; que les substitutions à deux degrés devroient suffire pour assurer la stabilité convenable aux autres familles, pourvu que leur admission fût accompagnée des dispositions législatives nécessaires pour assurer les droits des tiers, et mettre ce mode de transmission des biens en harmonie avec le système général de nos lois; qu'à l'égard du droit d'aînesse, outre les inconvénients déjà mentionnés, il sera inefficace; qu'il répugne trop aux mœurs générales de la France; que d'ailleurs, on ne crée pas une aristocratie par des lois.

Mais n'est-il pas permis de répondre, à l'égard des substitutions, que le principe en a été déjà consacré par le Code; que dès-lors, ce mode de transmission des biens est en parfaite harmonie avec la législation générale; que le Code a pourvu aux droits des créanciers, des femmes et des enfants, tant des grévés que de l'instituant; que, malgré l'extension que le projet de loi propose de donner aux substitutions, on ne voit pas de raison suffisante d'ajouter de nouvelles dispositions aux dispositions actuelles? Au surplus, s'il existe des lacunes à remplir, on ne pourra bien les apprécier que dans la délibération spéciale qui s'ouvrira sur les articles du projet et les amendements.

A l'égard du droit d'aînesse ou du préciput légal, s'il étoit réellement inefficace, comme on l'assure, par suite de l'opposition qu'il trouveroit dans les mœurs nationales, du moins nous le croyons absous de tous les autres reproches qu'on lui adresse.

Mais, si les mœurs, comme on le suppose, ou plutôt les préjugés, ne répugnent pas trop à l'extension donnée aux substitutions, même à l'extension dont la faculté de tester pourroit être l'objet, pourquoi ces mêmes mœurs ou préjugés repousseroient-ils obstinément l'usage du préciput légal qui ne se compose que de la quotité actuellement disponible?

Voudroit-on que ce préciput légal fût imposé d'une manière absolue, qu'il fût indépendant de la volonté des ascendants? Mais alors que deviendroient la providence visible de la famille, l'autorité paternelle? Que deviendroient cette modération si recommandée par l'Esprit des lois, qui enseigne que le bien politique, comme le bien moral, se trouve toujours entre deux limites?

Au surplus, malgré toutes les pétitions, malgré toutes les réclamations qui vous ont été adressées, peut-être l'opposition qu'on prétend trouver dans les idées ou les mœurs est-elle moins générale et moins ferme qu'on ne nous la représente.

Vos Seigneuries n'ignorent pas les efforts qui, dans plusieurs circonstances et sous d'autres administrations, ont été faits hors de cette enceinte pour soulever l'opinion contre des projets de loi émanés de la Couronne. Elles savent combien nos concitoyens, d'ailleurs si estimables, sont devenus ombrageux; avec quelle malheureuse légèreté quelques uns d'entre eux perdent de vue les plus grands intérêts pour se livrer à cette passion d'égalité qui tendroit à détruire toutes les supériorités sociales. Ils oublient toujours que le nivellement des rangs et des fortunes avoit été préparé pour l'édification d'une république, et qu'il

ne servit qu'aux fureurs de l'anarchie, aux usurpations et aux triomphes de toutes les tyrannies et de tous les despotismes.

Toutefois, rendons grâces à la libre action de notre gouvernement représentatif qui permet à tous les vœux et à toutes les opinions de se manifester par toutes sortes de voies.

Mais ces vœux et ces opinions, c'est à vous à les juger. La raison, la confiance qu'inspire la Chambre des Pairs en ont plus d'une fois écarté d'imprudents et d'irréfléchis.

Eh ! qui plus que cette Chambre, en effet, a pu mériter la confiance publique, par son indépendance constitutionnelle, comme par sa loyauté envers le monarque ? Pourquoi, dans cette circonstance, seroit-elle arrêtée, et craindrait-elle de donner à la monarchie tempérée et aux familles qui en sont les soutiens, le secours qui semble leur être nécessaire ?

S'il est vrai que l'on ne crée pas une aristocratie par des lois, on peut du moins par des lois arrêter la mobilité des fortunes la plus effrayante.

On peut, par des lois, réformer d'autres lois, dont la tendance vicieuse est généralement reconnue. Le projet qui vous est soumis n'a pas d'autre objet ; il laisse à l'avenir le soin de disposer des opinions.

La Commission persiste à proposer à vos Seigneuries l'adoption de ce projet, avec les amendements qu'elle a précédemment indiqués.

NOTE.

Après avoir fait ses efforts pour justifier les principes généraux
N° 48.

du projet de loi, il est peut-être permis au Rapporteur de répondre à une sorte de reproche qui lui est personnel.

Certaines personnes se sont étonnées que le fils de l'un des rédacteurs du Code civil ait reproché à ce Code d'avoir été fait pour une république.

Mais les rédacteurs eux-mêmes, ou du moins quelques uns d'entre eux, s'efforcèrent souvent d'introduire dans les lois dont il se compose des principes plus conformes à l'esprit de la monarchie. Celui qui eut l'honneur d'être associé à leurs travaux, exprima plus d'une fois le regret que ce Code n'eût pas été fait plus tard. « Il est probable, écrivait-il, que les lois auroient pris, « sur ces grandes questions, une marche plus assurée (1).

« Il me semble, écrivait-il encore, qu'un État qui croiroit avoir « besoin de donner de la stabilité aux familles en général, et du « lustre à un certain ordre de familles, devroit y pourvoir par « une préférence accordée aux mâles sur les filles, et par une « certaine latitude donnée à la faculté de tester (2).

« Il importe, dans toute forme de Gouvernement, de conser- « ver les familles; et l'on ne peut le faire efficacement sans veill- « er aussi à la conservation de leurs immeubles. Ce sont les ri- « chesses mobilières dont il est intéressant de favoriser la circu- « lation, etc. (3). »

Il prit aussi la défense des substitutions au conseil d'État, comme on le voit dans les procès-verbaux, et il soutint que l'égalité des partages entraîneroit la destruction des familles et la ruine de l'agriculture.

A Dieu ne plaise que nous prétendions citer comme une autorité l'opinion et les paroles d'un homme qui ne cherchoit lui-même que des préceptes dans une assemblée aussi éclairée que la Chambre des Pairs! Mais elles prouvent du moins, cette opinion et ces paroles, que le Rapporteur n'a embrassé ni défendu que des doctrines héréditaires.

(1) Analyse de la discussion du Code civil, tome II, pages 169 et 170 de la première édition.

(2) Ibid., page 183.

(3) Ibid., page 502.

NOTE

À Paris, chez les Citoyens, le 10 Ventôse, l'an 5.

CHAMBRE DES PAIRS.

PROPOSITIONS

n° 49.

1826.

Séance du 6 avril 1826.

OPINION

DE M. LE MARQUIS D'ARAGON,

Sur l'article I^{er} du projet de loi relatif aux successions
et aux substitutions.

MESSIEURS,

Je ne sais si je me fais une idée bien exacte des devoirs de la Pairie, mais ma conscience me dit, qu'essentiellement conservatrice de la monarchie, telle que le temps et le feu Roi, de glorieuse mémoire, l'ont faite, telle que son auguste successeur a juré de la maintenir, elle doit aider le Gouvernement dans toutes les mesures nécessaires à la marche de l'administration, et s'empresser d'accueillir les projets de loi qu'il lui propose pour l'amélioration de notre état social, par le développement de nos institutions; pour faire respecter de plus en plus la religion, en prouvant aux peuples combien son véritable esprit s'accorde avec le rigoureux maintien de l'égalité protection que la Charte constitutionnelle garantit aux différents cultes; enfin, et sur-tout, quand ces projets ont pour but de consolider le trône de nos rois, auquel tous les intérêts, toutes les destinées de la France sont in-

dissolublement liées. Je crois, nobles Pairs, que si une opposition vigilante, contrôlant avec plus ou moins de sévérité les principes et les actes de l'administration, est utile et même nécessaire dans la Chambre élective, pourvu toutefois qu'elle rivalise avec la majorité de zèle et de dévouement pour le Roi et la Maison royale; je crois, dis-je, que cette opposition, pour peu qu'elle penchât à devenir systématique ou personnelle, seroit une sorte de contre-sens dans cette noble Chambre, où la disposition à l'approbation me paroît devoir prédominer de beaucoup sur un sentiment contraire. Mais aussi je me persuade que dans des occasions, heureusement fort rares, où vos Seigneuries seroient forcées de reconnoître que les conseillers temporaires de la Couronne seroient tombés dans une grave erreur, et qu'au lieu de servir, selon leurs intentions, les intérêts du Prince et du pays, les projets qu'ils présenteroient ne pourroient avoir qu'un résultat contraire, votre devoir seroit de les avertir; et, si vous ne pouviez les convaincre, de refuser votre assentiment à des mesures qui pourroient avoir des conséquences désastreuses, dans un temps plus ou moins éloigné.

C'est, nobles Pairs, parceque j'ai la conviction la plus intime, la plus profonde, que jamais vos Seigneuries ne furent placées dans une nécessité plus impérieuse de remplir ce pénible devoir, que j'ai osé monter à cette tribune, persuadé que dans ces grandes circonstances, qu'on pourroit appeler vitales, nul ne peut arguer de la foiblesse de ses moyens pour se dispenser de payer son tribut.

J'ai laissé à ceux à qui tant de savoir et d'expérience donnent autorité, à discuter l'ensemble et les détails du projet qui vous est soumis; et certes jamais discussion ne dut porter plus de conviction dans les esprits et dans les cœurs que celle que vos Seigneuries ont entendue avec une si religieuse attention; car jamais on ne s'éleva à une plus grande hauteur de talent que ne l'ont fait nos orateurs, par la science des lois, la profondeur des vues, la force de la logique, le respect pour tout ce qui y a droit. Aussi croirai-je difficilement qu'il pût rester quelques doutes, sur les dangers du projet, aux personnes qui auroient entendu cette discussion, si honorable pour la Chambre, sans avoir une opinion arrêtée à l'avance, ou qui ne croient pas que parcequ'on donne habituellement confiance à une administration, c'est un devoir de la lui donner toujours sans examen et sans limites.

Je n'examinerai donc pas à mon tour si le morcellement des propriétés, dont on veut vous effrayer, est aussi réel qu'on le prétend; s'il y a avantage ou non à l'arrêter; s'il faut faire des riches en se soumettant aux inconvénients incontestables de faire des pauvres; si, avec la concentration des propriétés à laquelle on veut arriver, la France continueroit à donner les mêmes produits, et si, par conséquent, elle resteroit en état de payer les mêmes impôts; si, quand votre revenu seroit diminué, vous ne finiriez pas par vous trouver dans la nécessité d'accroître vos dépenses pour subvenir à celle d'une taxe des pauvres, comme a dû le faire cette puissance qu'on propose à votre imitation, et qui a pourtant pour ses cadets d'immenses

ressources que vous n'avez plus, ne fussent que ces moyens de fortune que leur présentent tant de colonies et de possessions lointaines.

Je n'examinerai donc pas non plus si ce projet, tendant à accroître beaucoup le nombre des prolétaires, n'introduiroit pas dans votre état social un principe de troubles, de désordres, et il faut bien le dire, nobles Pairs, quoi qu'il en puisse coûter, un germe de révolution, quand heureusement il n'en existoit plus chez nous. Peut-être que ces grandes et très graves questions demanderoient d'être mûrement et longuement réfléchies ! Peut-être qu'avant de se décider à bouleverser une législation établie après le long travail des plus habiles jurisconsultes de leur temps, aidés de toutes les lumières que renfermoit la France; qu'avant de risquer de remuer la société jusque dans ses fondements, peut-être falloit-il ne négliger aucune des précautions que pouvoit suggérer la prudence, et ne pas aller jusqu'à dédaigner celles qu'on a coutume de prendre dans des occasions de bien moindre importance.

On vous a cité le projet du Code forestier qu'on avoit eu la sagesse de soumettre à l'examen des magistrats, des administrateurs. Je ne sais si on vous a dit que leurs nombreuses observations avoient nécessité en quelque sorte la refonte de ce projet. Cette expérience ne devoit-elle pas être un avertissement qu'il y avoit danger à se trop confier en ses seules forces, à se trop livrer à de soudaines inspirations ? Se peut-il que des conseils du cabinet n'aient pas été réunis pour discuter cette immense question, et seroit-il vrai que même le conseil d'État n'eût pas été consulté ? Qu'est-il résulté, nobles Pairs, de cette confiance exagérée,

peut-être téméraire? que ce projet, à peine ébauché, a été l'objet d'un repoussement à-peu-près général; que jamais l'opinion ne s'est prononcée avec tant de force et d'universalité. Il est pourtant vrai de dire que le principe de la loi a quelques partisans; que quelques uns même se plaignent que ses dispositions ne sont pas suffisamment monarchiques, comme si, nobles Pairs, la première condition d'une loi pour être monarchique, ne devoit pas être de faire aimer la monarchie; d'autres ne craignent pas de dire que le projet n'est qu'une pierre d'attente; mais tous s'accordent à déplore sa rédaction précipitée. Dans les anciennes provinces où il est dans les traditions, dans les habitudes, où il est resté dans les mœurs que les pères veulent laisser après eux un chef à la famille, en usant de la faculté que leur donnent nos lois d'avantager un de leurs enfants, qui est le plus souvent l'ainé des mâles, quand il n'a pas démérité, ces pères de famille ne peuvent qu'être blessés qu'on veuille faire faire par la loi ce qu'ils croient qu'il importe à la morale et au bon ordre de la société de laisser dans le domaine de leur autorité. Dans le reste du Royaume où l'inégalité dans les partages blesse tous les sentiments, celui que le projet inspire me coûteroit trop à prononcer pour que mon respect ne l'épargne pas à vos Seigneuries. Par-tout on voit avec effroi ce qu'on regarde comme une atteinte à celui des principes de la Charte qui a le plus profondément germé dans les esprits et dans les cœurs: l'égalité devant la loi.

Si le projet s'étoit borné à établir, avec de certaines limites, la faculté de faire des substitutions, j'aurois été disposé à lui donner mon assentiment, parceque

rien n'étant obligatoire, et l'ordre naturel ne pouvant être interverti que par la volonté expresse, positive, du propriétaire disposant, le pays n'en auroit pu concevoir aucune crainte raisonnable. Mais quand je crois la population presque entière effrayée de cette manie de refaire la société, à laquelle on se livre avec tant d'imprudence, tourmentée par ces velléités trop souvent manifestées, de rétrograder vers un passé qu'il n'est pas donné à la puissance des hommes de recommencer, je crois du devoir de vos Seigneuries de la rassurer, en lui montrant les conseillers héréditaires de la Couronne, toujours prêts à porter la vérité au pied du trône, où elle n'arrive jamais en vain. C'est, nobles Pairs, dans l'intérêt de ce trône, dont il nous appartient d'être les plus fermes soutiens, que je vous conjure d'avertir les Ministres que ce seroit peut-être ne pas suffisamment apprécier l'affection des peuples, que de ne pas tenir un peu compte de l'opinion, et de leur rappeler que leur premier devoir est de travailler à enraciner de plus en plus dans les cœurs l'amour du Roi et de sa famille, comme le premier besoin de la France est de toujours aimer, toujours bénir cette race auguste et sacrée, qui a fait pendant tant de siècles son bonheur et sa gloire.

Je vote contre le premier article, et contre tous les amendements qui en conserveroient le principe.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 6 avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE DE CHASTELLUX,

Sur le projet de loi relatif aux successions et aux
substitutions.

MESSIEURS

Après une longue discussion sur l'ensemble d'une loi qui a été attaquée avec tant de talent et défendue avec tant de succès à mes yeux, il paroît d'autant plus inutile de se livrer à des considérations de quelque étendue sur l'art. 1^{er}, que l'esprit qui l'a dicté est celui qui a été l'objet principal des débats; j'espère cependant que la Chambre me permettra de lui exposer, en très peu de mots, celles de ces considérations qui ont le plus influé sur ma conviction, en faveur de l'article soumis dans ce moment à vos délibérations.

La Chambre, par sa séance du 8 février, m'avoit paru avoir simplifié la discussion qui s'est ouverte depuis, en décidant d'avance une partie des questions dont elle se compose. Elle avoit reconnu en effet dans son adresse que le morcellement progressif de la propriété foncière, les conséquences qu'il peut avoir même pour les premiers éléments de la représentation élective, avoient déjà éveillé deux

fois l'attention de la Chambre des Pairs, dans l'intérêt du Trône, des familles et de nos institutions politiques. Nous croyons, avez-vous exprimé, que la conservation des familles amène et garantit cette stabilité, premier besoin des États. Nous sentons aussi combien il importe de coordonner la loi politique avec la loi civile.

Ainsi, tous ceux d'entre nous qui ont voté l'adresse ont reconnu l'insuffisance de notre législation actuelle sur la conservation des patrimoines, et ont paru désirer une réforme quelconque à cet égard.

Loin de moi, et je me hâte de le dire, la pensée de présenter cette considération comme une fin de non-recevoir, qui eût dû être opposée à une discussion que j'ai suivie avec le plus vif intérêt, et que j'espère voir se continuer encore; mais je desire uniquement, en faisant cette observation, que les motifs qui ont pu décider chacun de nous à voter l'adresse, se représentent à notre mémoire, pour y balancer les objections par lesquelles les adversaires du projet l'ont combattu ou le combattront encore.

Loin de regretter, je me plais à le répéter, la discussion qui vient d'avoir lieu, je l'aurois appelée de tous mes vœux, sur un des sujets les plus importants qui aient jamais occupé nos débats. Le premier de nos devoirs, à mes yeux, est de juger, en les épuisant, toutes les objections qui peuvent se présenter à l'esprit des hommes, sur une disposition qui affecte les intérêts les plus précieux de la société; et ici je demande à la Chambre la permission, avant de me renfermer dans l'examen du premier article du projet sur lequel nous délibérons en ce moment, de lui présenter une réflexion qui sans doute aura frappé bien des esprits.

Il est évident à tous les yeux que cette reconstitution des familles , tendant à conserver , à accroître même dans nos départements des existences indépendantes , qui , attachées au sol qui les procure , n'auroient à demander à l'autorité qu'une bonne administration , est bien dans l'intérêt public , mais n'a été , et ne sera jamais dans cet intérêt qu'on s'est accoutumé à appeler ministériel. L'histoire nous présente sans cesse en effet des Ministres s'appliquant à sapper l'aristocratie , à détruire toutes les existences pour régner sur leurs débris ; mais que voyons-nous aujourd'hui , des Ministres venir eux-mêmes nous demander la reconstruction de ces mêmes existences , de ces éléments d'entraves au pouvoir ; et nous , nous les défenseurs des libertés publiques , nous qui pourrions demander avec instance ce que l'on vient nous offrir , peser avec un religieux scrupule toutes les objections possibles aux mesures que nous devrions provoquer avec le plus d'ardeur.

Cette mémorable lutte , où les combattants ont paru avoir échangé leur champ de bataille , ne sera pas oubliée dans l'histoire , qui la mettra au rang de nos titres de gloire , car elle ne nous soupçonnera pas d'avoir voulu nous abaisser dans ce moment jusqu'à mendier une vaine popularité ; nous sommes placés trop haut dans l'ordre social pour chercher à flatter une opinion passagère : notre indépendance se révolteroit à cette pensée ; assurer le bien de notre pays , tel est notre devoir , tel est le vœu de chacun de nous , et les vaines clameurs plus ou moins habilement excitées par les partis , ne peuvent nous préoccuper.

Je me hâte d'entrer dans la discussion de l'art. 1^{er} ;

je ne le considérerai que dans ses rapports avec l'ordre social ; il a appartenu aux jurisconsultes de remonter aux hautes considérations des différents droits naturels et civils, et leurs savantes dissertations ont répandu une lumière suffisante sur cette matière.

J'ai écouté avec la plus scrupuleuse attention les différentes objections par lesquelles l'article a été attaqué ; j'avoue que j'en ai été peu frappé ; les arguments les plus forts m'ont paru s'adresser évidemment à un droit d'aînesse différent de celui qu'on nous propose d'établir, ou combattre le Code civil lui-même en vous demandant d'en maintenir les dispositions.

Lorsqu'on s'efforce en effet de rattacher l'article premier du projet au droit d'aînesse de la législation féodale ; qu'on nous peint la détresse des cadets et des filles ; qu'on nous effraie de la multitude de prolétaires qui vont couvrir, nous dit-on, le sol de la France ; qu'on nous menace de la taxe des pauvres ; il est évident qu'on fait allusion à un préciput tout-à-fait différent de celui dont il est question ici, qui n'est autre que celui dont le Code civil lui-même donnoit la faculté.

Si l'exercice de cette faculté avoit été de nature à produire tous les maux qu'on nous représente comme les résultats nécessaires du projet, la sagesse des rédacteurs du Code civil ne s'en seroit-elle pas effrayée ? Non, Messieurs, ils n'ont pas commis une imprudence. Réduisons les choses à leur juste valeur, et reconnoissons que l'art. 1^{er} en se renfermant dans les limites de l'art. 913 du Code, ne donne lieu à aucune de ces vaines terreurs dont nous devons abandonner l'ex-

exploitation aux journaux ou aux rédacteurs de ces pétitions collectives sur les intérêts généraux, dont l'esprit de parti a introduit l'usage, je devrois dire l'abus.

Il en est de même à mes yeux de l'inégalité qu'on s'efforce de nous présenter comme un principe contraire à celui de la Charte. S'il en étoit ainsi, je demanderois, en effet, la réforme de l'art. 913 du Code. Je ne consentirois pas à laisser au père de famille la faculté de sapper par leur base nos principes constitutifs, la faculté de violer la Charte.

Mais seroit-il bien vrai que l'égalité fut le principe de nos institutions; ne nous présente-t-on pas ici le niveau révolutionnaire, à la place d'un principe de la Charte? C'est une erreur qu'il est important de relever, et sur laquelle il est du devoir de cette Chambre de se prononcer hautement, parcequ'elle domineroit toutes les questions d'ordre social qui se présenteront sans cesse à nos délibérations!

Sans doute la Charte, on nous l'a répété, donne à tous les Français, à l'exception des Pairs, les mêmes juges, leur décerne les mêmes peines, les appelle sans distinction au paiement des charges de l'État, les admet tous aux emplois civils ou militaires. Mais repousse-t-elle pour cela une aristocratie? donne-t-elle à tous les Français les mêmes droits? ne consacre-t-elle pas, au contraire, entre les habitants de la France une inégalité politique bien autrement importante que celle qui flattoit autrefois par quelques prérogatives honorifiques certaines classes de la société?

Oui, Messieurs, c'est ici la plus importante question, ou plutôt toute la question dans la discussion

qui nous occupe; et un orateur, dont je ne partage pas toutes les opinions, mais dont j'écoute les discours avec tout l'intérêt qu'inspire le prestige de l'éloquence, un noble Duc nous l'a avoué, avant-hier, avec une franchise dont la Chambre doit lui savoir gré; il est convenu que l'art. 1^{er} de la loi en lui-même ne méritoit pas toute la rumeur qu'il a excitée, puisqu'il n'est qu'une modification d'un article du Code civil, dont il n'altère aucune des bases; mais qu'il admettoit le principe de l'inégalité légale, et que c'étoit là le vrai champ de bataille sur lequel les opinions diverses devoient se choquer: je suis entièrement de son avis. Mais il a ajouté que c'étoit par une innovation dangereuse, à ses yeux, que le germe de ce principe seroit déposé dans nos lois; et, moi, je soutiens que ce principe lui-même est proclamé hautement par la Charte et sert de base à tout l'édifice de notre constitution.

Loi de moi la pensée de vouloir rappeler un état social qui n'est plus, ni de croire à la possibilité de remonter le torrent du temps. Un nouvel ordre de choses s'établit; il s'établit par le développement des principes de la Charte: adoptons-en avec franchise les conséquences. Le Roi, en la donnant à ses peuples, s'est départi d'une portion de son pouvoir législatif; et au profit de qui, Messieurs? au profit d'une aristocratie nouvelle. Et je suis fondé à me servir de cette expression, puisque nos lois constitutives n'accordent pas de droits politiques à l'universalité des Français, mais font choix, parmi eux, d'une classe spéciale de propriétaires qu'elle définit.

Nous serons donc conséquents avec la Charte, en fortifiant, par des institutions, cette aristocratie;

nous coordonnerons la loi civile à la loi politique, comme la Chambre en a exprimé le vœu par son adresse.

La Charte a accordé des droits à la propriété territoriale, et non pas au mérite personnel, comme à essayé de le soutenir l'un de nos adversaires; ce sera à la même propriété que la législation civile attachera son exception, et sa quotité sera reconnue par celle de l'impôt, comme la Charte le consacre elle-même. La législation ne créera pas une aristocratie, mais elle écartera les obstacles qui s'opposent à la réunion des éléments qui doivent la composer.

Mais, nous a-t-on dit, qui nous prouve le morcellement progressif de la propriété? qui nous indique la nécessité de lui porter le secours de la loi?

Les raisonnements de M. le Ministre de l'intérieur, et les états que nous a soumis M. le Ministre des finances, ont répondu à cette question que l'on nous adressoit au commencement de la discussion; les renseignements précieux fournis par M. le comte de Chabrol, et qui sont dus à la direction des domaines, nous ont prouvé également la rapidité du mouvement qui assimiloit la propriété foncière à la propriété la plus mobile du capitaliste.

D'ailleurs, Messieurs, n'en sommes-nous pas tous les jours les témoins nous-mêmes? Qui de nous n'a déploré, dans son département, non seulement la destruction de ces anciens châteaux, l'ornement de nos provinces, mais celle même de toute habitation rurale de quelque étendue, qu'un partage égal ne peut conserver? Les démolitions n'attestent-elles pas tous les

jours ces démembrements dont on nioit naguère l'existence?

L'article 1^{er}, en accordant quelque avantage à l'ainé, tend uniquement à lui donner la faculté de conserver, sans un trop grand dommage, ce château, ce manoir, cette habitation, berceau plus ou moins ancien de sa famille, mais auquel il est desirable qu'elle s'affectionne. Voulez-vous, Messieurs, que nos départements soient déserts, et que nos grandes villes s'enrichissent de plus en plus de leurs dépouilles? laissez l'égalité des partages détruire les habitations, et donner aux fortunes foncières cette mobilité qui détruit tout attachement pour le sol, et ne le fait considérer que comme un moyen de fournir, par ses produits, au luxe toujours croissant des villes.

Quant à moi, je desire ramener parmi nous et l'esprit de famille, et l'esprit de département. Je veux qu'un propriétaire embellisse le lieu qui l'a vu naître, dans l'espoir de le transmettre à ses descendants, avec ses souvenirs; attaché à ce lieu, je veux que sa présence y vivifie ce qui l'entoure; que l'aisance y soit l'effet de sa richesse, et que tous y ressentent l'appui de son crédit protecteur. Je veux, qu'élevant ses pensées au-dessus d'un froid égoïsme, il cherche à accroître la considération et l'éclat d'un nom qui doit ne pas se perdre après lui dans la foule, pour faire place à d'autres noms.

C'est ainsi, Messieurs, que peut-être les avenues du pouvoir seront moins assiégées à Paris, mais que nos départements seront plus utilement habités; c'est ainsi qu'on y rencontrera d'autres existences que celle des agents de l'administration; et que nos libertés pu-

bliques trouveront de généreux défenseurs dans une indépendance aussi ennemie des commotions qui menaceroient de la détruire, qu'éloignée de cette servilité dont le secours lui devient inutile.

On nous a souvent menacé de la division que cette loi alloit semer dans les familles : Vous voulez, a-t-on dit, prévenir celle des propriétés ; prévenez plutôt celle des propriétaires. Sur un pareil sujet, Messieurs, les prévisions peuvent se présenter à chacun de nous sous un différent aspect, et les preuves sont difficiles à fournir à l'appui des différentes opinions. Mais il me paroît aussi inutile que difficile d'établir ici cette polémique ; sans parler des anciens usages, une partie de la France se régit encore, quant aux successions, sous l'empire du préciput et du droit d'aînesse. Y voyons-nous les familles divisées ; les pères obsédés de fastidieuses sollicitations ; les frères séparés par des inimitiés ? Pourquoi craindrions-nous que le nord de la France fût sur ce point différent du midi où la législation avoit depuis long-temps formé les mœurs, quoi qu'on en puisse dire.

On pourroit objecter que l'aristocratie réside dans la Chambre des Pairs, et ne doit pas en sortir. Cette question est bien grave, Messieurs, pour l'avenir de la Pairie. Il faut à tous les corps dans les lois physiques, comme dans le sens figuré, une large base pour trouver sur le sol un ferme appui. Cherchons cette base hors de notre sein ; reposons-nous sur elle. Si le principe que je viens d'indiquer étoit admis, peut-être un jour se demanderoit-on si le nombre actuel des Pairs peut représenter l'aristocratie d'une nation de plus de trente et un millions d'hommes ; plaçons-nous,

Messieurs, à la tête de cette aristocratie; prévenons de nouvelles combinaisons, non dans nos intérêts personnels qui ne doivent jamais nous préoccuper, mais dans celui de nos institutions qu'elles pourroient altérer avec dommage pour l'État. La Charte, Messieurs, et je l'invoquerai sans cesse, définit trois degrés de pouvoirs en France; celui de concourir à la législation, à titre héréditaire; et c'est celui qui nous constitue; à titre électif, il constitue à l'autre Chambre, celui de conférer ce pouvoir dont jouit la masse des électeurs. Consacrons, par une législation spéciale, ces trois classes : prenons pour notre loi civile les bases que nous offre la Charte, elle nous répondra de la solidité de notre édifice. Et qu'on ne dise pas ici que la loi va invariablement fixer le pouvoir électoral dans les mêmes familles, et que ce droit deviendra inaccessible à tous les Français placés hors de cette sphère. Les conséquences les plus exagérées ne pourront parvenir à un résultat qui, à mes yeux, seroit en effet de nature à faire rejeter la loi dont il seroit la conséquence. La loi ne s'oppose nullement à l'agglomération des propriétés inférieures qui tendront sans cesse, je l'espère, à s'élever et réparer les pertes de la classe électorale; et, malgré la loi, assez d'autres causes agissent dans le sens du morcellement des propriétés foncières, pour détruire toute crainte de cette fixité exagérée dont on nous menace.

Je me résume: Messieurs, j'ai examiné avec toute l'attention dont je suis susceptible l'article 1^{er} et les objections de ses adversaires.

Je le trouve en harmonie avec le Code civil, puisqu'il ne sort d'aucune des limites tracées par la sagesse de ses rédacteurs;

Je le trouve en harmonie avec la Charte, dont il tend à développer l'esprit et à fortifier les dispositions.

Ayant voté l'adresse par laquelle la Chambre déclare qu'il importe de coordonner la loi politique avec la loi civile,

Je crois être conséquent avec moi-même en votant également pour l'adoption de l'article 1^{er}, en me réservant d'adopter les amendements dont la discussion me fera reconnoître l'utilité.

IMPRESSIONS

N° 51.

—
1826.

CHAMBRE DES PAIRS.

IMPRESSIONS

N° 51.

1826.

Séance du 7 avril 1826.

OPINION

DE M. LE BARON PASQUIER,

Sur l'article 1^{er} du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions.

NOBLES PAIRS,

Vous vous rappellerez peut-être qu'en combattant le projet qui vous occupe, j'ai manifesté mon opposition contre le premier article de ce projet; vous ne serez donc point étonnés si je demande encore la parole sur ce premier article. Tel que je l'envisage, il renferme à lui seul presque tous les vices de la proposition. Il est destiné à faire triompher le principe de l'inégalité légale sur celui de l'égalité légale, et à mettre la volonté de la loi à la place de celle du père de famille. C'est la doctrine du droit coutumier remplaçant avec timidité, mais remplaçant enfin celle du droit écrit, autrement dit du droit romain; car si on ne trouve pas dans notre Code civil une application constante de ce dernier droit, on ne peut nier cependant qu'il n'en ait, en cette matière, dicté les principales dispositions.

J'ai déjà dit, et j'aime à le répéter, que tout ce qui

pourroit être tenté pour donner plus d'influence encore à cet esprit, rencontreroit en moi peu de difficultés; mais ce n'est pas là la question qui doit nous occuper. J'ai d'abord à montrer que l'article 1^{er}, tel qu'il est conçu, repose sur la base la plus fausse, la plus dangereuse, la plus inacceptable; qu'il n'a que des inconvénients et point d'avantages. Je ferai voir ensuite que le plus grand de ces inconvénients est d'être encore plus menaçant qu'il n'est agissant; qu'il pourroit enfin ne paroître qu'une pierre d'attente malhabilement posée. Mais, avant d'entamer cette démonstration, il m'est impossible de ne pas retracer quelques principes, sans lesquels la discussion n'auroit plus de base; de réfuter quelques raisonnements qui, ayant été plusieurs fois reproduits dans le cours du débat, pourroient encore embarrasser la marche des idées. Soyez surs cependant, nobles Pairs, que je rentrerai le moins possible dans la discussion générale. Je sens le besoin d'abrégé, et je n'ignore pas que j'ai déjà beaucoup abusé de votre patience.

Le système des défenseurs du projet a été, dès l'origine, d'établir que le droit de régler les successions n'avoit point son origine dans le droit naturel, qu'il appartenoit au droit civil. J'ai traité cette théorie dans la discussion: mais je n'y ai peut-être pas attaché toute l'importance qu'elle méritoit, et qui est devenue encore plus grande par les développements qui lui ont été donnés. Non contents, en effet, de récuser le droit naturel, mes adversaires ont fini par dénier presque absolument le droit civil, et n'ont pas craint de placer entièrement le droit de tester dans le droit politique. Ils ont encore continué à établir en principe que

la monarchie héréditaire, par droit de primogéniture, nécessitoit l'établissement de droits semblables dans les autres parties de l'organisation sociale; qu'elle avoit besoin de cet établissement pour trouver des appuis capables d'assurer et de garantir son existence. La loi proposée doit avoir ce résultat : elle est donc bonne, ont-ils dit. C'est une bien redoutable prétention que celle d'écarter ainsi, dans une législation, l'influence et l'autorité de la loi naturelle, et j'en connois peu qui puisse être plus dangereuse. Je conçois cependant qu'elle pourroit offrir beaucoup de commodité, et j'accorde qu'elle seroit éminemment propre à fonder le libre arbitre du législateur, à ouvrir la porte la plus large à tout arbitraire qu'il lui plairoit d'établir; mais n'est-ce pas, d'autre part, une grande témérité que ce dédain si superbe pour la loi naturelle? Cette loi qui n'est autre chose, comme je l'ai déjà dit, que l'expressien la plus simple du sentiment de justice inné dans le cœur de l'homme, n'est-elle pas, dans la réalité, le droit divin? Et seroit-il possible de secouer le joug de ce droit sans risquer de tomber dans les excès les plus déplorables? Loin de là, nobles Pairs, établissons et soutenons que le droit civil et le droit politique ont le devoir de se fonder et de se régler sur le droit naturel, et reconnoissons qu'ils n'ont jamais pu s'en écarter d'une manière trop sensible, sans risquer de compromettre l'autorité de leurs décisions et de leurs prescriptions.

Mais ce n'étoit pas assez de répudier le droit naturel, on a été, je le disois tout-à-l'heure, jusqu'à dénier même le droit civil. Pour appuyer cette dénégation, il ne fandroit pas seulement renverser toutes les no-

tions reques, il faudroit oublier jusqu'aux intitulés des lois; il faudroit méconnoître les définitions les plus usuelles du droit civil dans toutes les langues. Un des Ministres que vous avez entendus n'a pas craint de vous dire cependant qu'il falloit établir une distinction entre les transactions, les obligations, et le droit de succéder, il a consenti à ranger les premières dans le droit civil, mais il a renvoyé le droit de succéder dans le droit politique. Les conséquences de cette distinction seroient beaucoup plus grandes que lui-même ne l'a pensé sans doute; elles iroient jusqu'à tout rejeter de proche en proche dans le droit politique; qui ne voit, en effet, jusqu'à quel point le droit de succéder dépend habituellement des transactions et des obligations qui l'ont précédé? Les conséquences de cette exclusion du droit civil sont les mêmes, au reste, que celles de l'exclusion du droit naturel; elles seroient seulement ici plus étendues, elles rendroient l'arbitraire aussi plus décisif. Pour vous faire comprendre, nobles Pairs, toute la portée de cet arbitraire, je me servirai d'une comparaison qui se présente naturellement. Vous avez tous entendu parler de la doctrine récemment établie en matière religieuse par un homme d'un grand talent et dont les écrits sont lus avec avidité; cette doctrine, que je ne prétends ni juger ni discuter ici, refuse à l'homme tout exercice de la raison, lui défend de rien juger par les lumières de cette raison qu'elle prétend courber entièrement sous le joug de l'autorité. Eh bien! cette autorité absolue, entièrement prépondérante, c'est elle encore qu'on vous propose de prendre pour seule et unique règle dans l'exercice de vos droits civils les plus chers et les plus précieux. Une

telle prétention est cependant, je ne crains pas de le dire, tout-à-fait insoutenable. Il n'en va point ainsi dans les choses de ce monde ; et dans cet usage inconsideré du droit politique mis au-dessus de tous les autres, il m'est impossible de ne pas entrevoir le danger que ce droit ne vienne à se briser dans les mains qui osent le manier avec une si grande témérité. Pour être juste et sage tout à-la-fois, il faut donc renoncer à une doctrine si tranchante, et dont le commode emploi pourroit finir par être si dangereux. Il faut recourir à des idées moins absolues ; il faut reconnoître enfin que le droit de régler les successions tire son origine du droit naturel, s'établit, se règle par le droit civil, et se lie avec le droit politique. Voilà la vérité, la voilà sans exagération, et telle qu'on peut, sans craindre, la mettre en pratique.

Passons maintenant aux conséquences qu'on prétend tirer de la succession au trône par ordre de primogéniture. Il se présente là, on ne sauroit le nier, une idée simple, et par cela seul assez séduisante. Quand cette idée répond ensuite à des sentimens naturels de devoir et de loyauté, elle pourroit être aisément entraînant ; mais il faut être en garde contre cette apparente simplicité, et en y regardant de plus près, il sera facile de voir qu'elle couvre et cache les complications les plus graves. On pourroit d'abord demander ce qu'a de commun la succession entière, complète, intégrale, du trône et de la puissance royale, avec la succession d'une propriété dans laquelle on peut bien établir un partage inégal, mais qui ne peut manquer cependant d'être divisée d'une manière ou d'une autre. Ce premier aperçu pourroit être à lui

seul assez décisif; mais il est une autre vérité bien autrement importante, et qu'il est nécessaire de développer. Il y a des monarchies de différente nature, et pour peu qu'on étudie notre histoire, il est impossible de méconnoître que nous avons vécu, à cet égard, sous des lois monarchiques très différentes, et qui ont du entraîner des conséquences fort peu semblables. Nous avons eu, en effet, une monarchie féodale; dans celle-là, le Roi n'étoit guère que le général d'une population armée; il commandoit à cette population par des chefs armés, ne connoissoit que ces chefs, n'avoit affaire qu'à eux; seuls, ils lui répondoient de tout. Leur obéissance étoit-elle bien exacte, bien fidèle? C'est une question que je n'ai point à examiner; toujours est-il que dans cet état de choses, les chefs secondaires, ceux même qui venoient après le premier, qui venoient en second, en troisième, en quatrième rang, devoient avoir une condition analogue à celle du chef suprême; c'étoit un faisceau dont il étoit le lien, et dont toutes les parties devoient être homogènes. Cette monarchie féodale a disparu depuis long-temps; elle a fait place à une autre monarchie, dans laquelle le souverain ne commande pas à quelques chefs seulement, dans laquelle il ordonne à tous, et est obéi par tous; où chacun est également astreint au service militaire et le lui rend également; où les subventions pécuniaires sont également réparties et acquittées par tous. Dans cet ordre de choses on ne peut pas dire, je le crois du moins, que la condition du monarque soit empirée; mais on peut dire que les droits, les devoirs, les nécessités ont pris un caractère tout différent, que les forces sont autrement distribuées, et qu'on ne sauroit

plus faire entrer en première ligne des points d'appui qui ont été si importants dans le temps de la féodalité, dont la faiblesse aujourd'hui est devenue par trop évidente, et qui ne peuvent être remplacés par quelques droits de primogéniture, répandus de loin en loin sur la surface de la France.

A-t-elle d'ailleurs complètement existé jamais la nécessité de cette liaison rigoureuse entre la primogéniture sur le trône, et celle qui a pu se rencontrer dans un certain nombre de familles? C'est une question qui vaut la peine d'être examinée.

La France monarchique a été dans tous les temps régie, dans ses différentes parties, par des lois fort différentes. Si le droit de primogéniture a régné dans les provinces du Nord, il a toujours été complètement ignoré dans les provinces du Midi, et ces provinces, pour cela, n'ont-elles pas été monarchiques comme les autres, n'ont-elles pas été gouvernées tout aussi monarchiquement? C'est ici le lieu de signaler une erreur capitale dans laquelle sont tombés généralement les orateurs que je combats. M. le Ministre de la marine, sur-tout, a sans cesse confondu le droit coutumier avec le droit écrit, le droit d'ainesse établi par la loi avec le pouvoir accordé au père de famille, d'avantager un de ses enfants. C'est ce pouvoir qu'on a appelé dans le Midi, le droit de *faire un aîné*; mais cet aîné que le père de famille faisoit, il ne lui accordoit cependant que la part qu'il vouloit, il n'étoit pas obligé de le faire toujours, il lui arrivoit souvent de ne le pas faire, et toujours il se régloit sur la situation de sa famille, toujours il consultoit les véritables intérêts de sa famille. L'aveugle droit de primogéniture, au con-

traire, établi par quelques coutumes, s'exerçoit constamment et inévitablement, sur les personnes qu'il atteignoit, sans égard aux positions, aux circonstances, au bien ou au mal qui en pouvoient résulter; et voilà cependant ce qu'on voudroit confondre! voilà ce qui a fait dire à M. le Ministre de la marine, que le droit féodal n'avoit pas créé le droit d'ainesse, qu'il n'avoit fait que s'en emparer. Il se trouve à cet égard en contradiction formelle avec les autorités les plus graves, et particulièrement avec Montesquieu.

Ce droit romain, au reste, objet de tant d'études, d'admiration, et de controverse, a été encore l'occasion d'un autre raisonnement qu'il me paroît indispensable de réfuter. Celui-là a été fait par M. le Ministre de l'intérieur.

Pour mieux établir que le droit de régler la succession n'avoit pas sa base dans le droit naturel, il a observé qu'il falloit bien que cela fût ainsi, ou que nous serions forcés de reconnoître que le droit romain lui-même avoit violé le droit naturel, puisqu'il avoit accordé au père la faculté de tester, faculté évidemment contraire à l'égalité des partages, qu'il étoit impossible de ne pas regarder comme le vœu de la loi naturelle. Malgré toute l'habileté de sa déduction, j'ose penser qu'il n'a pas assez considéré que le droit de tester est une conséquence du droit de posséder, qu'il est dès lors par cela seul très naturel; que cette prolongation dans le droit de disposer de ce qui nous appartient, que cette faculté de faire vivre cette disposition au-delà des bornes de nos jours, a quelque chose de sacré qui tient à l'essence de notre origine divine, et qui par cela seul se lie éminemment avec le droit naturel. A Dieu ne plaise, au reste, que je prétende que la loi

romaine n'a pas violé ce droit plus d'une fois; elle l'a fait bien durement par ses prescriptions impératives contre les droits des filles; aussi n'est-ce pas en cela qu'elle doit être imitée; et cette violation manifeste, il ne faut pas l'oublier, a été suivie, comme cela devoit être, de plus grands désordres. La tendresse des parents s'est soulevée contre une si criante injustice; de là sont nés les fidéi-commis, source de tant d'abus, auxquels il a été impossible de remédier jamais d'une manière satisfaisante.

Mais qu'arrive-t-il, au reste, quand on veut, comme nos adversaires, établir des doctrines absolues? Il arrive qu'on se trouve obligé, sans s'en apercevoir, de torturer les faits pour les rendre applicables à ces doctrines; c'est un inconvénient auquel on n'échappe presque jamais, même avec la meilleure foi du monde. L'esprit est ainsi fait: il veut voir absolument ce qu'il a besoin de voir. M. le Ministre de l'intérieur, malgré la supériorité du sien, n'a pas su échapper à cet inconvénient. Suivant lui, la loi politique d'un État doit tellement régler la loi civile, que par-tout où la loi politique a été changée, la loi civile a dû changer aussi, et a été changée en effet. Pour combattre une telle assertion, je ne suis embarrassé que du choix entre les exemples qui lui sont contraires: je ne m'attacherai donc qu'aux plus importants. Je choisirai d'abord celui de la loi romaine qui a pu être modifiée dans quelques unes de ses parties, mais qui a été immuable dans ses principes les plus importants, et notamment dans celui de la puissance paternelle revêtue du droit de tester. Eh bien! cette loi romaine qui a vu les plus beaux jours de la république,

a aussi traversé l'empire, en a vu la décadence, a survécu à sa chute; et si, depuis son origine jusqu'à Justinien elle a subi des changements assez graves, on ne peut nier du moins que depuis cette dernière époque, après avoir encore traversé le moyen âge, elle s'est maintenue sans altération au milieu des républiques aristocratiques, des gouvernements municipaux; a résisté aux irruptions des barbares, et, à travers tous les âges de notre monarchie, elle florissoit encore dans une grande partie de la France aux derniers jours qui ont précédé notre révolution. Elle a donc vu s'élever et s'écrouler autour d'elle assez d'institutions politiques de nature fort différente. J'ai déjà dit comment la France monarchique avoit été régie par une foule de lois toutes différentes. L'Angleterre, depuis Guillaume-le-Conquérant, obéit à la même loi civile, et certes, il y a loin du gouvernement absolu de ce conquérant à celui qui a vu de nos jours triompher si souvent l'éloquence de M. Pitt et de M. Fox. L'Amérique, république du Nord, obéit enfin à la même loi civile que l'Angleterre monarchique; et dans toutes ces situations, les familles se conservent. Cette conservation admirée par M. le Ministre de la marine ne s'est nulle part, d'après ses propres paroles, mieux opérée que sous l'empire de la loi romaine, puisque les noms qui ont commencé avec la république se retrouvent encore à la fin de l'empire; et il n'a pas remarqué, en faisant cet aven, que c'étoit précisément cette loi, que c'étoit le principe facultatif de cette loi que nous invoquions contre le principe absolu du droit féodal et du droit coutumier. Une erreur de même nature a encore conduit le même Ministre à citer, à donner en preuve de la bonté de son système, la longue durée des familles

dans la république de Venise, et il ne s'est pas aperçu que dans cette république, où la propriété territoriale n'étoit rien en comparaison de la propriété mobilière, où le droit de primogéniture n'existoit pas, les familles se sont conservées par les richesses nées du commerce, par la puissance de ses capitaux, qu'il regarde cependant comme si mobiles, et sur lesquels il croit qu'il est impossible de rien fonder. On peut en dire autant de la république de Gènes où le territoire est encore plus petit, où la propriété foncière n'est rien, et où la puissance du commerce a tout créé, a tout fondé.

Convenons-en cependant : on a cité un exemple certain et bien frappant d'un grand changement apporté dans la loi civile, et fait uniquement dans le but de secourir la loi politique; mais cet exemple, je ne pense pas que nous devions l'imiter : il a été donné par la révolution française. L'Assemblée constituante a commencé cet ouvrage; détruisant tous les restes de la féodalité, elle a cru devoir abolir le droit de primogéniture qui étoit inhérent au régime féodal. Elle n'étoit pas inconséquente; mais elle étoit téméraire, en touchant ainsi à de vieux droits, à de vieilles habitudes. Celles-là cependant commençoient apparemment à n'être pas très inhérentes au pays; car il n'a jamais fait de grands efforts pour les recouvrer. La Convention, qui ne se refusa jamais aucune espèce de bouleversement, qui sembloit avoir été envoyée, comme le fléau de Dieu, pour tout détruire, bouleversa aussi la loi des successions. Elle prétendit que le droit de tester étoit contre le droit naturel, et elle l'abolit. Elle étoit absurde quand elle n'étoit pas atroce;

elle l'a été en cela comme en tant d'autres choses; mais cette absurdité n'a pu régner long-temps. Le mouvement universel de la société n'a pas tardé à manifester ses véritables besoins; et, après quelques essais de retour à des idées plus saines, à la suite d'un des plus beaux et de plus mémorables travaux qui aient jamais été faits en matière de législation, on est arrivé au Code civil, dans lequel il faut bien reconnoître que la nation tout entière s'est reposée, s'est confiée avec joie, et qui la régit sans qu'elle s'en plaigne depuis 25 années. Faut-il toucher à ce paisible état de choses? est-il donc si pressant de remuer encore une fois une société qui a tant besoin de repos? seroit-il sage d'invoquer, dans ce but, un exemple donné par la révolution?

Cette société qu'on craint si peu d'agiter, à laquelle on impute si légèrement d'être constituée d'une manière anti-monarchique, remarquons cependant que c'est elle qui a appelé à si grands cris la restauration, qui a été si unanime quand il s'est agi de l'opérer, et qu'il n'y a eu dans ses nobles efforts pour l'obtenir, aucune distinction à faire entre les cadets et les aînés. Mais voyons donc ce qu'on prétend faire pour restaurer cette société; car, à entendre les auteurs du projet, c'est une véritable restauration qui doit marcher avec celle de la royauté.

Ceci nous place entièrement dans la discussion du premier article. On veut par cet article établir un droit d'aînesse; il sera facultatif, à la vérité, en ce sens, que le père de famille pourra l'empêcher d'exister en usant de la faculté de tester. Un noble Pair a démontré, mieux que je ne le pourrois faire, jusqu'à quel point cette faculté étoit une inconséquence dans

le système de ceux qui présentent la loi. Que veulent-ils en effet? Ils veulent réformer les mœurs; ils veulent changer les habitudes, les inclinations du père de famille et de la famille tout entière; ils veulent arrêter les progrès d'un mal qui croit à leurs yeux de la manière la plus inquiétante, et ils laissent à ces mœurs un moyen de résistance facile et assuré! Ils opposent à un danger si redoutable le remède le plus foible et le plus incertain! Eh bien! nobles Pairs, cette inconséquence, si énorme qu'elle puisse être, elle étoit commandée aux auteurs du projet par sa nature même. N'ayant pu trouver aucune base claire et solide, d'où sortit une désignation positive et toujours certaine des nouveaux aînés et des familles qui devoient les fournir, sentant bien qu'il y auroit une foule de cas qu'ils ne pourroient prévenir et qui rendroient l'application de leur loi trop odieuse, ils ont imaginé ce faux système dont il est impossible de prévoir et de calculer les conséquences. Je ne répéterai pas ce qui a été dit dans l'intérêt de la dignité du père de famille, sur cette trompeuse et désastreuse faculté dont on le décore; mais il m'est impossible de ne pas revenir sur les inconcevables inconvénients de la base qui a été adoptée pour asseoir le droit d'aînesse.

Chose étrange! cette base qui a déjà été si fortement attaquée n'a encore été défendue par personne; on peut dire qu'elle ne l'a pas été même par les Ministres. Ni M. le Ministre de l'intérieur, ni M. le Ministre de la marine n'ont cru devoir en parler, et dans le fond cependant, c'est là que se trouve toute la question.

Admettons, en effet, que le principe de la loi soit

admirable, qu'importe si le moyen de le mettre en action est détestable, impraticable. On peut même ajouter que si quelque chose est fait pour achever de compromettre ce principe, ce seroit de le mettre à l'épreuve d'une si gauche et si maladroite exécution.

On ne sauroit trop le redire, il n'y a pas un inconvénient qui ne se rencontre dans cette idée fatale d'avoir pris le cens pour base de la nouvelle législation à établir. Il y a incertitude, instabilité, versatilité continuelles; il y a disproportion entre l'importance des efforts et des effets qui peuvent être obtenus; personne ne sait ni en naissant, ni pendant la plus grande partie de sa vie, quelle sera sa condition future; souvent même en mourant, on pourra ignorer quelle est celle où on laisse ses enfants. Et combien en effet ne pourra-t-on pas se tromper sur cette condition? Une succession inattendue, un procès gagné ou perdu, une liquidation de dettes incertaine et prolongée (car M. le Ministre de la justice a reconnu qu'il faudroit faire cette liquidation), peuvent changer absolument l'état des choses. Elle est grande cette concession de M. le Ministre de la justice, mais aussi comment auroit-il pu y échapper? Personne n'ignore quelles entraves peut éprouver une liquidation de dettes, et les délais qu'elle peut entraîner. Ainsi, voilà des familles dans lesquelles on pourra rester durant plusieurs années, sans savoir s'il existe ou s'il n'existe pas un aîné. Ajoutons que, dans toute succession où il y aura un droit d'aînesse, aucun partage ne pourra plus s'accomplir à l'amiable et sans estimation de biens faite en justice. Que de frais, que de sources de divi-

sion dans les familles ! et pour quel résultat, bon Dieu !

Le droit d'ainesse encore pourra se restreindre ou s'accroître, sans qu'on ait l'air d'y toucher, par une simple disposition en matière d'impôt. Le vote de l'impôt lui-même devra toujours être fait en présence de cette considération, et ce sera une complication très fâcheuse dans toutes les situations embarrassantes où pourra se trouver l'État. On ne sait véritablement plus où l'on marche quand on entre dans une telle route. Ajoutons que ce mode de régler les successions d'après l'imposition foncière, peut détourner un assez grand nombre d'individus de faire des acquisitions immobilières. Dans toute la classe des commerçants, par exemple, qui est celle où l'on tient le plus à l'égalité du partage entre ses enfants, on redoutera le plus souvent de changer une partie de ses capitaux contre une propriété territoriale ; et en effet, quoi de plus étrange que de voir que la possession d'une maison d'un capital de vingt à trente mille francs suffise pour faire partager inégalement plusieurs millions de fortune mobilière. Mais, dira-t-on, la faculté de tester est là pour remédier à cet inconvénient. Je réponds que cette faculté n'est pas aussi tranquillissante qu'on le pense. Combien de gens sont surpris par la mort sans avoir écrit le testament qu'ils avoient l'intention de faire ? Combien de testaments mal faits, irréguliers ? Combien peuvent se trouver perdus, sans parler de ceux qui peuvent être détruits ? Quand un testament manque pour accomplir seulement une œuvre de gratitude et de bienveillance, c'est un inconvénient sans doute ; mais quand il manque pour réparer une

injustice, pour empêcher un grand désordre dans la famille, c'est un malheur, c'est une véritable calamité.

Je reviens aux entraves que la loi peut mettre aux acquisitions foncières, sur-tout de la part des négociants et des capitalistes. M. le Ministre de la marine nous a dit à la vérité que les acquisitions faites par les capitalistes n'étoient pas desirables, parcequ'ils achetoient trop souvent pour revendre. Les propriétaires pourroient bien n'être pas de son avis, et ils pourroient trouver qu'une circonstance qui tend à diminuer la valeur vénale de leur propriété, ne leur est pas très favorable. Oui sans doute il y a des capitalistes qui achètent et qui revendent; mais où est le mal à cela, et quelle est donc cette tendance qui voudroit, en quelque sorte, tout immobiliser? M. le Ministre de la marine a encore parlé de la succession rapide, dans ces derniers temps, des ventes aux environs de Paris. S'il avoit pu remonter plus haut, il auroit su qu'il en étoit ainsi avant la révolution, et qu'on calculoit alors que, l'une dans l'autre, une maison de campagne ne restoit pas plus de trois ans dans les mêmes mains. Il y a cependant une observation importante à tirer de ce qu'a dit M. de Chabrol sur la quantité des ventes et des reventes, et sur le morcellement qui en résulte; mais cette observation va directement contre le système de la loi. Le morcellement des terres, en effet, tient beaucoup plus aux ventes qu'aux partages; mais le moyen d'obvier à cet inconvénient ne se trouve certainement pas dans le projet que nous discutons.

Je me suis efforcé dans la discussion générale de vous montrer combien il étoit difficile d'asseoir une opinion positive et parfaitement raisonnée sur ce mor-

cellement; mais sous combien de faces ne me seroit-il pas possible de le présenter encore, et combien de résultats différents n'en pourroient pas être tirés? Voilà, par exemple, une province, l'Alsace, et ce n'est pas une des moins riches de la France, dans laquelle l'inégalité des partages n'a jamais été connue, où les propriétés ont été et sont encore très divisées; dans cette province l'agriculture fleurit, l'industrie prospère, l'aisance y est générale; et il n'en est aucune qui se soit jamais montrée plus facile à gouverner; il n'en est aucune qui se soit montrée plus constamment soumise aux lois; où l'ordre et la paix publiques aient été plus facilement maintenus. (Voyez la note à la fin de ce discours.)

Je retourne à l'article. L'incertitude résultant de la base adoptée est telle, qu'elle permet les calculs les plus différents sur le nombre des familles que la loi doit atteindre. Je l'ai porté à soixante mille; je l'ai entendu étendre au-delà; je l'ai entendu beaucoup restreindre. Seroit-il donc possible d'adopter une loi si importante avec des résultats si peu assurés et si différents?

Ici se replace naturellement ce que tout le monde a dit sur le défaut de renseignement. M. le Ministre de l'intérieur, avec les tournures ingénieuses qu'il sait donner à tout ce qu'il dit, a essayé de discréditer les faits, et de mettre les raisonnements à la place. Je prendrai la liberté de lui faire observer que c'est ainsi que pendant des siècles on a bâti, sur toutes les parties des sciences humaines, des systèmes très brillants qui ont fini par être le plus souvent reconnus absurdes lorsqu'on a acquis une connoissance plus approfondie des faits. Ils ne sont en aucune matière plus nécessai-

res à approfondir que dans ce qui a trait aux questions d'économie; et dans aucune matière aussi on ne sauroit être plus assuré de les obtenir, quand on daigne en prendre le soin, et quand on veut y mettre le temps. Je reconnois, à la vérité, que ces renseignements ne sauroient se trouver dans les seuls bureaux des ministères. Ils sont répandus sur la surface de la France, et il faut, pour les connoître, interroger les hommes et les localités. Mais cela est-il donc si difficile, et peut-on dire que le Gouvernement manque d'aucun des secours qui lui sont nécessaires pour arriver à cette connoissance d'une manière certaine? Le temps à la vérité est, je le répète, un élément indispensable, et je crois bien qu'on en a manqué entre l'instant où a été conçu le projet qui nous occupe, et celui où il nous a été présenté. Mais alors je répondrai qu'il falloit plus tôt penser à ce projet, ou qu'il falloit le présenter plus tard. Quant à moi, il me sera toujours impossible de me décider à adopter la disposition contenue dans le premier article, lorsqu'elle m'apparoîtra environnée de tant de nuages, lorsque rien n'y sera éclairci. Nous ne sommes, en effet, fixés sur rien : ne pas l'être sur le nombre des familles atteintes, c'est manquer de l'élément le plus indispensable pour une bonne et consciencieuse décision. Ce nombre, personne ne peut le dire avec certitude dans le système de la proposition. Je vais montrer qu'on ne peut pas le dire davantage dans le système d'aucun des amendements proposés, pas même dans celui des mille francs.

Ici, nobles Pairs, j'anticipe un peu sur la discussion, mais c'est pour vous éviter l'inconvénient de me revoir

encore une fois à la tribune. Cet amendement de mille francs, ainsi que tous ceux qui respectent la base adoptée dans le premier article, me semblent aussi peu acceptables que la proposition elle-même. Ils n'empêchent pas, en effet, l'introduction dans notre législation d'un système insoutenable, de celui d'un cens servant de base à l'établissement d'un droit d'ainesse. Si ce cens est très bas, s'il reste à 300 fr. comme dans le projet, il atteint, ainsi que je l'ai démontré dans la discussion générale, une quantité de familles qui surpasse tout ce qui a été fait dans ce genre par le droit féodal le plus rigoureux. S'il s'élève davantage, s'il va, par exemple jusqu'à 1,000 fr., non compris les centimes additionnels, alors le nombre des individus atteints se réduiroit à 4 ou 5 mille. J'ai entendu faire à cet égard les calculs les plus positifs, et qui m'ont paru dignes de toute confiance. Mais ce nombre si réduit, de quelle utilité sera-t-il alors, même dans le système des défenseurs du projet, et quel secours sera-t-il en état de porter au principe monarchique? On ne peut même pas dire dans quelle classe de citoyens se trouveront placés ces 4 ou 5 mille personnes. Si elles étoient au choix du Gouvernement, s'il pouvoit en effet choisir 4 ou 5 mille familles susceptibles de former une association tant soit peu compacte, on comprendroit qu'il fût possible d'en tirer quelque parti, de faire reposer sur cette association quelque confiance, de la regarder, dans certains cas, comme un appui commode et secourable; mais cette hypothèse qui seroit repoussée par tant d'autres motifs, il est impossible, dans la réalité des faits, de s'y arrêter une seule minute. Le cens, est le plus aveugle de tous les pouvoirs. Placera-t-il la

majorité de ceux qu'il atteindra dans les propriétaires fonciers, dans les propriétaires industriels, dans les habitants des villes, dans ceux des campagnes? Qui sait si les nouvelles fortunes de la bourse n'entreront pas pour beaucoup dans cette majorité? Et c'est avec ces éléments si divers, si étrangers les uns aux autres, si hétérogènes, qu'on a la prétention d'élever autour du trône un rempart inexpugnable, et qui le mette à l'abri de tous les orages! C'est au milieu d'une population de trente millions d'ânés; c'est au sein d'une masse de propriétaires aussi considérable, qu'on se flatteroit d'agir efficacement à l'aide de quatre ou cinq mille individus disséminés sur un territoire immense, et destinés à former des souches de famille, sous l'influence d'une loi dont les effets ne doivent conserver aucune importance après la seconde génération. Il y auroit quelque chose d'incompréhensible dans une innovation qui devroit produire tant d'agitation pour un résultat aussi modique; mais c'est précisément cet incompréhensible qui produiroit un résultat bien autrement fâcheux: personne, en effet, ne pouvant se persuader que le but fût réellement atteint, il demeureroit dans la conviction de tout le monde, que ce foible essai doit être bientôt suivi d'une tentative plus décisive: on n'y verroit qu'un premier pas, et le mal qu'on imagineroit deviendroît par cela seul un mal réel; il troubleroit toutes les familles, et jetteroit dans leur sein une inquiétude dévorante. « Le premier projet, diroit-on, alloit à 300 fr. d'impôts, on ne tardera pas à y revenir. Une sorte de facultatif est accordée, mais qui veut la fin, veut les moyens: le facultatif est contraire à cette fin, on ne tardera donc

« pas à le retirer. » Une fois entrées dans cette route d'inquiétudes, où s'arrêteront les imaginations? Ce n'est pas moi qui entreprendrai de le dire; mais je le déclare avec confiance, je ne saurois rien imaginer de plus inhabile qu'une semblable marche. En législation, comme en toute matière de Gouvernement, il faut savoir ce qu'on peut, ce qu'on veut oser, et alors le vouloir et l'exécuter franchement. Je ne voudrois, pour condamner le projet, que les aveux mêmes échappés à MM. les Ministres, et en cela je loue, j'honore leur franchise; l'un d'eux nous disoit dernièrement: La loi est faite pour avertir plus que pour disposer. (Je montrois, il n'y a qu'un moment, ce que pouvoient produire les avertissements en de telles matières.) Le bien que doit faire la loi, a-t-il ajouté, est dans un avenir très éloigné. Mais vivons-nous donc dans un temps où il soit bien sage d'agiter le présent pour un bien à venir et éloigné; et avois-je tort quand je disois en commençant, que ce projet si malencontreux ne s'offriroit peut-être à beaucoup d'imaginations que comme une pierre d'attente malliablement posée?

Ici, nobles Pairs, je me vois forcé d'aborder une question fort délicate, et pour laquelle j'ose réclamer votre indulgente attention. L'opinion publique est une puissance que chacun, je le sais, invoque le plus souvent en sens tout-à-fait contraire. Il est assez rare qu'on veuille la reconnoître dans les opinions qui ne sont pas d'accord avec celle qu'on professe; mais enfin cette opinion existe, et il faut bien lui accorder dans les affaires de ce monde la part qui ne sauroit lui être refusée. Il faut reconnoître sur-tout que dans notre

forme de Gouvernement, cette part est nécessairement plus grande qu'elle ne le seroit dans toute autre forme moins librement constituée. Je sais les égarements où cette opinion elle-même peut être quelquefois entraînée; je n'ignore pas qu'on en peut abuser; mais, fut-elle même erronée, alors qu'elle est générale, elle doit être encore respectée et ménagée. A cet égard, je m'explique, et je dis que toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'une mesure urgente, d'une mesure qu'il soit indispensable de prendre instantanément, sous peine de s'exposer à de grands périls, un gouvernement sage, du moment où il rencontre une opinion publique, générale, et fort contraire, se doit à lui-même, doit au bien du pays, de se donner le temps d'éclairer et de ramener cette opinion, afin de la tirer de la fausse route où elle est engagée; si cette route est fausse en effet, il est impossible qu'il n'y parvienne pas avec un peu de temps et d'habileté. Ce n'est pas dans un pays où tant de lumières abondent, ou tant de talents peuvent être utilement employés quand il s'agit de défendre la cause de la royauté et des intérêts du pays, ce n'est pas, dis-je, dans un tel pays, qu'un gouvernement habile et éclairé peut trouver, à cet égard, des obstacles insurmontables; et quand il sera parvenu à les vaincre, combien sa force ne s'en accroîtra-t-elle pas? Combien d'avantages ne devront pas ressortir de cette preuve éclatante qu'il aura donnée de sa haute prudence, de sa modération, de sa sagesse, et de ses lumières?

Sommes-nous maintenant dans une situation qui puisse faire sentir au Gouvernement la nécessité de suivre la marche que je viens d'indiquer? A cet égard,

nobles Pairs, il m'est impossible d'avoir le moindre doute. L'opinion publique est-elle, en effet, manifestée? Je ne demande pas si elle est juste et raisonnable; je demande seulement si elle existe dans un sens contraire à la loi proposée.

Comment maintenant se peut-elle exprimer cette opinion? Quel moyen a-t-on de la connoître?

Il faut mettre sans doute en première ligne les communications habituelles qui ne permettent guère aux habitants d'une même ville et d'un même pays de méconnoître leurs opinions réciproques; il faut placer ensuite les écrits de tout genre qui, dans un pays où règne la liberté de la presse, ne peuvent manquer de se produire sur toutes les questions qui sont d'un intérêt majeur et général. Si je m'arrêtois aux communications, je crois qu'il est permis d'établir que leurs résultats sont bien peu favorables au projet; elles ne le sont pas sur-tout dans la classe des personnes qui semblent les plus aptes à en connoître? Je suis sûr de ne rien hasarder, en disant que l'immense majorité des jurisconsultes, des magistrats, le voient au moins avec une vive anxiété. Ils en redoutent, ils en signalent les conséquences; leur expérience leur fait découvrir dans l'exécution une foule de difficultés qu'il seroit trop long d'énumérer. Si je parle des écrits, on conviendra qu'ils sont nombreux, et qu'il en est bien peu de favorables; mais parmi ces écrits, il en est d'une nature spéciale, et sur lesquels je dois m'expliquer aussi avec une circonspection toute particulière. Vous avez compris déjà, nobles Pairs, que je veux parler des pétitions: je sais tout ce que ce mode de faire arriver jusqu'aux Chambres des opinions individuelles et sur-tout

collectives peut avoir de hasardeux; je sais jusqu'à quel point l'esprit de parti peut s'en emparer et en abuser, sur-tout dans des matières politiques, auxquelles le plus grand nombre des pétitionnaires est le plus souvent très manifestement étranger. J'ai, dans plus d'une occasion, signalé l'abus qui pourroit être fait de ce droit, et relevé de grandes inconvénances dans le langage des pétitionnaires; mais ici la bonne foi commande de reconnoître que si, pour quelques esprits d'un ordre plus élevé, la question qui nous occupe est d'un intérêt politique, elle est pour l'immense majorité des Français toute domestique, et que dès-lors il n'en est aucune sur laquelle la généralité des citoyens soit plus naturellement appelée à avoir et à émettre une opinion.

Que cette opinion soit émise quelquefois en des termes qui méritent toute espèce de désapprobation, je suis loin de le nier; que ce soit une occasion pour quelques uns d'exprimer des sentiments ou assez peu louables ou même répréhensibles, rien ne me semble encore plus facile à concevoir; mais seroit-ce donc une raison pour faire reporter sur une foule d'organes sages et consciencieux une réprobation qui ne doit atteindre qu'un certain nombre de voix ou téméraires ou emportées? Et faudroit-il donc venir dire que, parcequ'un projet de loi est attaqué par de nombreuses pétitions, il est pour cela seul à-peu-pres nécessaire de l'adopter, sous peine d'avoir l'air d'encourager une sédition?

Non, ce n'est pas ainsi, nobles Pairs, que parle et que raisonne la sagesse; elle fait la part à chacun, et elle fait tourner au profit de la chose publique, même

les avertissements qui peuvent sortir d'un ensemble de paroles au milieu desquelles il a pu s'en rencontrer de très mal sonnantes. A cet égard, je ne dissimulerai pas qu'il m'a été très pénible d'entendre un homme dont j'honore le caractère, et dont j'estime les lumières, tomber dans l'erreur que je signale; dans son ardeur à repousser, je pourrais presque dire à flétrir les pétitions, il s'est laissé aller, et je suis sûr qu'il n'en a pas senti les conséquences, jusqu'à rappeler que la Convention aussi s'étoit fait adresser de nombreuses pétitions à l'époque la plus épouvantable de sa déplorable histoire. Un pareil rapprochement, je le dis avec assurance, n'est pas seulement offensant pour les pétitionnaires actuels, il est injurieux pour la France entière, pour cette France si remplie d'amour et de vénération pour la famille auguste qui fait son bonheur aujourd'hui, comme elle a fait celui de nos pères, comme elle fera celui de nos descendants les plus reculés. Il y a bien plus que la distance d'un siècle, il y a l'immensité, il y a des abîmes sans fond entre cette époque à jamais déplorable, et celle où nous avons le bonheur de vivre. Que s'il falloit aller chercher de tels exemples, s'il falloit s'appuyer sur eux, juger par eux, il ne suffiroit pas de blâmer les pétitionnaires, il faudroit supprimer le droit de pétition, et je demande qu'on veuille bien se souvenir qu'il est reconnu et consacré par la Charte.

Nobles Pairs, j'ose vous supplier, en finissant, de permettre encore que je rappelle en peu de mots l'importance de la résolution que vous êtes appelés à prendre et la situation dans laquelle vous êtes placés.

Une loi vous est présentée dont vous sentez toute la

gravité. Le bien qui peut sortir de cette loi est au moins fort incertain. Beaucoup de personnes le contestent, et on est convenu devant vous que, dans tous les cas, il ne falloit l'espérer que pour un avenir assez éloigné. Il est donc évident qu'en refusant votre assentiment à la proposition, vous ne ferez aucun mal, que vous reculerez tout au plus d'une ou deux sessions l'adoption d'une mesure qui ne peut manquer, si l'utilité finit par en être démontrée, de triompher des oppositions qu'elle rencontre aujourd'hui; mais en attendant, vous aurez donné aux auteurs du projet le temps de la mûrir, de lui chercher une base plus solide et plus satisfaisante, de l'entourer de documents capables de porter la conviction dans les esprits, et de surmonter des préventions qu'il est impossible de ne pas prendre en quelque considération, quand elles sont si généralement répandues.

Seriez-vous retenus par la crainte de paroître refuser au Gouvernement monarchique, juste objet de votre plus cher attachement, un secours qu'on vous demande avec instance pour lui; mais le secours que veut lui offrir le premier et le deuxième article est nul, absolument nul; cette vérité me semble même démontrée jusqu'à l'évidence. Il n'y a d'efficacité à attendre que de la disposition contenue dans le troisième article qui est tout-à-fait indépendant des deux premiers, et si vous les rejetez, vous n'en serez pas moins en mesure d'adopter le dernier.

Songez enfin, nobles Pairs, que, dans cette occasion, votre responsabilité est d'autant plus grande que, sans la nécessité du concours et de la délibération des Chambres, sans la confiance dans la gravité de

leur examen, jamais aucun Ministre ne se seroit hasardé, en pareille matière, à produire avec tant de facilité, à donner la vie sans plus de préparation à un système de législation tout nouveau et aussi important dans ses conséquences. Veuillez pour un moment rappeler à votre souvenir ce qui se passoit dans l'ancien régime; comment se préparoient les lois et les changements dans la législation. A cet égard, on est environné des documents les plus nombreux et les moins contestables. Combien de travaux préparatoires ne précédoient pas les changements! Que de conférences, de longues et consciencieuses élaborations, entre les magistrats les plus illustres, entre les jurisconsultes les plus éclairés!

L'hôtel du Ministère de la justice, si je ne me trompe, est encore celui qu'habitoit le chancelier d'Aguesseau; ses murs ont été témoins de ces belles et nombreuses conférences dont j'invoque le souvenir. Si elles n'ont point été renouvelées en cette occasion, ce ne peut être, je le répète, que parceque votre sagesse, votre consciencieux examen, ont semblé une garantie suffisante, et qui pouvoit dispenser de recourir à toutes les autres.

Ne trompez donc pas cette attente; sur-tout ne précipitez rien dans l'importante initiative qui vous est confiée; et qu'on ne puisse pas dire un jour, que le Gouvernement représentatif, dont vous faites une si haute et si noble partie, a offert moins de ressources pour la défense et la conservation des intérêts les plus chers et les plus sacrés, que n'en présentoient les anciennes formes de gouvernement qu'il a été appelé à remplacer.

NOTE de la page 17.

Si le bien-être de la classe des petits cultivateurs en Alsace a souvent été altéré par le fléau de l'usure, il ne faut point l'attribuer à sa situation particulière, mais bien à l'ancienne existence dans cette province d'une population juive, à laquelle toute industrie légitime étoit interdite; riche cependant en capitaux, et toujours prête à séduire par des offres avantageuses en apparence les individus auxquels un secours d'argent pouvoit être de quelque utilité. Or l'aisance même des individus ne sauroit les défendre contre la tentation de pareilles offres.

Dans la *Flandre Brabançonne* la division des propriétés est la même qu'en Alsace, la culture est de même nature, et comme il n'y a point de juifs il n'y a point d'usure.

CHAMBRE DES PAIRS.

IMPRESSIONS

N° 52.

1826.

Séance du 7 avril 1826.

DISCOURS

DE M. LE COMTE DE CORBIÈRE,

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

POUR la défense de l'article 1^{er} du projet de loi relatif aux
successions et aux substitutions.

NOBLES PAIRS,

Le desir de faire marcher la discussion avec toute la rapidité compatible avec la maturité qu'exige une aussi grande question, me force de répondre sans préparation au discours approfondi que vous venez d'entendre: ce motif me servira d'excuse devant vous. Le noble Pair que je remplace à la tribune, a insisté sur la question déjà élevée de l'influence du droit naturel sur la matière qui nous occupe; il vous a dit que c'étoit une mauvaise manière de motiver une loi positive que de nier le droit naturel; il faut que nous ayons eu le malheur d'être mal entendu de lui. Loin de nier le droit naturel, ce qui eût tranché la question, nous avons dit qu'on ne devoit l'invoquer que dans l'ordre des lois administratives auxquelles il s'applique;

que c'étoit en abuser que de vouloir le faire régir des choses qui sont dans le domaine de la loi positive; et nous avons ajouté que les lois sur la transmission de biens par successions n'étoient pas régies par le droit naturel; qu'elles étoient des lois civiles quant aux droits privés dont elles s'occupent, et qu'elles participoient de la nature des lois politiques, quant aux considérations d'ordre public sur lesquelles elles ont toujours été fondées chez les différents peuples. Pour nous répondre, il eût donc fallu, non pas supposer que nous avions nié le droit naturel, mais contredire le principe que nous avions tâché d'établir: on eût pu dire, et ce n'eût pas été une idée nouvelle, que les successions doivent être réglées d'après la volonté exprimée du défunt, ou d'après sa volonté présumée par la loi, lorsqu'il ne l'a pas fait connoître par un testament; qu'ainsi les successions dériveroient du droit de tester qui seroit lui-même un exercice du droit naturel de propriété. Mais l'orateur a sans doute senti que cette théorie seroit trop difficile à soutenir; en effet, il faudroit supposer que le droit de propriété subsisteroit encore quand le propriétaire n'existeroit plus, il faudroit maintenir que la législation de tous les peuples, et notre Code civil lui-même, sont contraires au droit de propriété tel qu'il dérive du droit naturel. En effet, si le droit de tester est une conséquence de la propriété, il doit s'étendre à la propriété tout entière, et cependant toutes ou presque toutes les législations l'ont restreint dans des limites plus ou moins étendues. Chez les Romains même, où le droit de tester a été le plus illimité, ce n'étoit pas comme propriétaire, mais comme législateur, que le citoyen

testait. *Dicat testator, et erit lex*: Les citoyens Romains exerçoient en commun le pouvoir législatif dans les assemblées du peuple; chacun d'eux étoit le législateur de sa famille: aussi avant la loi des douze tables, l'acte législatif appelé testament devoit-il se faire dans l'assemblée du peuple *Calatis comitiis* et les témoins, qui furent depuis nécessaires, n'ont été introduits que comme une image de l'assemblée du peuple.

Le noble Pair dont nous continuons de discuter l'opinion a rappelé l'observation que nous vous avons soumise dans une précédente séance, et il a bien voulu ajouter qu'il en avoit été quelque temps ébranlé; ce succès, quoique incomplet, étoit presque au-dessus de notre attente; il nous permettra d'examiner les motifs qui, suivant lui, l'ont fait revenir à sa première opinion.

Nous avons dit que les lois successorales avoient été chez tous les peuples mises en harmonie avec la loi politique, et que toujours les unes avoient changé avec l'autre. L'orateur auquel nous répondons a cru que c'étoit le fait lui-même qui étoit inexact, et il nous a cité les lois romaines et les lois anglaises. La loi romaine a-t-il dit, a toujours resté la même, et elle nous est parvenue telle qu'elle étoit, à travers les siècles barbares. Ce n'est pas sans étonnement que nous avons entendu une pareille allégation, qui ne peut tenir de la part du noble Pair, qu'à une inattention involontaire. Tous ceux qui ont fait des lois romaines l'objet des études de leur jeunesse et des méditations de leur vie, savent que les lois sur les successions avoient éprouvé à Rome toutes les variations qu'exigeoient les changements introduits dans les mœurs et dans le régime politique.

Bien loin que la loi successorale ait toujours été la même à Rome, la législation d'une époque n'a presque aucun rapport avec celle d'une autre époque. La loi des douze tables n'appeloit à la succession *ab intestat* que les héritiers *siens*, c'est-à-dire les mâles restés dans la puissance du père, et les filles qui n'étoient pas passées dans la puissance du mari, de l'une des trois manières dont cette puissance pouvoit être acquise; à défaut d'héritiers *siens*, c'étoient les *agnats* seuls qui étoient appelés, c'est-à-dire les parents qui appartenoient à la famille du père: à ce moyen, on avoit pourvu à ce que les biens qui avoient une fois appartenu à une famille dussent y rentrer tôt ou tard, et cette législation sur le maintien des biens dans les familles, étoit en quelque sorte un équivalent du jubilé des Hébreux.

Les édits des préteurs changèrent presque entièrement tout ce régime: en respectant le texte de la loi des douze tables, ils bouleversèrent tout son système, les *Cognats* furent appelés, les édits des préteurs, *undè cognati*, *undè liberi*, *undè vir et uxor*, et autres. L'introduction des *fidéi-commis* firent une législation successorale entièrement nouvelle. Auguste changea la forme du gouvernement politique, il étoit trop habile pour ne pas sentir la nécessité de changer en même temps la loi civile. Ce fut par des détours qu'il opéra l'un et l'autre de ces changements; mais les uns ne furent pas moins réels que les autres, et il donna aux Romains, *jura quibus pace et principe uterentur*. C'est de cette époque que date l'introduction d'un singulier principe dans la législation civile des Romains. Auguste obligea les magistrats à se conformer dans leurs jugemens aux

avis des jurisconsultes; et ces jurisconsultes étoient alors, ce qui étoit au reste tout naturel, divisés en deux partis. Les uns tenoient pour l'ancienne législation civile, qui étoit d'accord avec l'aristocratie politique qu'ils regrettoient; les autres s'étoient attachés au gouvernement nouveau et sentoient le besoin d'y conformer le droit civil. *Capiton* étoit à la tête de ces derniers, ce fut d'eux qu'Auguste se servit pour l'exécution de ses desseins, et il imposa leurs consultations comme des lois aux magistrats romains.

Je n'ai pas besoin de rappeler le grand changement dans les successions, introduit par la loi *voconienne*, dont on a beaucoup parlé dans cette discussion; cette loi portée vers le temps de la troisième guerre punique, n'a pas duré comme l'a dit un orateur jusqu'au temps de Justinien; c'étoit une loi d'aristocratie, elle ne s'accordoit pas avec le gouvernement des empereurs, et ils la firent peu à peu tomber en désuétude.

Enfin, la novelle 118 de Justinien fit un droit de succession tout nouveau. L'orateur auquel je réponds pourroit-il nous dire laquelle de ces législations, si diverses dans leur principe, il prétend être arrivée sans changement jusqu'à nous?

« Quant aux lois anglaises, il est vrai qu'elles sont restées les mêmes depuis l'époque la plus reculée: mais pourquoi? c'est que dans ce pays l'aristocratie est restée la même, et qu'elle a toujours besoin des mêmes lois civiles. L'aristocratie romaine se cachoit le plus qu'elle pouvoit sous des formes démocratiques, en conservant par mille moyens la réalité du pouvoir dans les mains des patriciens et de la noblesse. L'aristocratie anglaise cache son pouvoir sous le manteau de la royauté. Ces

deux aristocraties, les plus fortes que nous fasse connaître l'histoire, ont eu besoin, l'une comme l'autre, de lois civiles très puissantes pour conserver de grandes fortunes territoriales dans les familles. Supposez que les hommes qui provoquent des innovations, en Angleterre, vinssent à réussir, que l'influence de l'aristocratie fût affoiblie ou détruite, croyez-vous qu'ils fissent la faute de conserver les lois de successions actuelles? cela suffiroit pour ramener le régime ancien, malgré le succès momentané des novateurs: la loi civile conserveroit de grandes richesses dans les anciennes familles, la richesse est toujours une puissance qui agiroit constamment jusqu'à ce qu'elle reconquit le pouvoir politique. Mais il n'en seroit pas ainsi. Des hommes capables de préparer de grands changements politiques sont aussi prévoyants que ceux qui veulent conserver. Si l'aristocratie anglaise pouvoit être déposée du pouvoir, ceux qui l'auroient renversée ne tarderoient pas de lui imposer des lois civiles telles que celles que nous imposa l'assemblée constituante, et que nous venons vous demander de modifier.

« Le noble Pair auquel nous essayons de répondre est descendu des hauteurs de la doctrine à des détails moins attrayants, et dans lesquels nous devons le suivre.

« Le vice fondamental de la loi actuelle, nous a-t-il dit, est dans son inconséquence: il n'y a pas, en effet, de plus grand vice pour une loi. Voyons si ce reproche si dur seroit mérité. Si la primogéniture étoit nécessaire, a continué l'orateur, elle devoit en faire une nécessité, et ne permettre aucune dérogation. Cependant le projet de loi autorise le père de famille à s'opposer

à la législation, à rétablir malgré elle l'égalité entre ses enfants. — Il est facile d'expliquer notre pensée, et nous avons déjà essayé de le faire. La loi de primogéniture nous a paru convenir à l'état de la société, telle qu'elle est constituée chez nous; mais la puissance paternelle nous a aussi paru nécessaire à conserver. Avant la révolution, la puissance paternelle avoit une très grande étendue dans les pays de droit écrit. Elle étoit fort restreinte dans les pays coutumiers, et c'étoit même une règle du droit coutumier, recueillie par Loysel, que *la puissance paternelle n'y avoit pas lieu*. Le Code civil a fait une transaction qui a paru sage. Entre ces usages divers il a conservé au père de famille le droit de tester, qui est la principale prérogative du pouvoir paternel, et la faculté d'avantager un ou plusieurs de ses enfants; mais cette faculté a été restreinte au tiers ou au quart de sa fortune, suivant le nombre de ses enfants. Personne ne nous eût conseillé, sans doute, d'enlever au père le droit de donner à un étranger la quotité disponible. Ne seroit-ce pas une véritable inconséquence que de permettre de disposer en faveur de personnes quelquefois peu dignes, quoique les tribunaux doivent refuser d'examiner les questions d'indignité, et de refuser le même droit à l'égard des enfants, c'est-à-dire de ceux qui sont naturellement dignes de la tendresse paternelle. Il n'y avoit donc, du moins nous en sommes convaincus, qu'un parti raisonnable à prendre en cette matière, c'étoit de régler par la loi la succession *ab intestat*, en respectant le pouvoir du père pour disposer autrement par testament, ainsi que ce pouvoir a été limité par notre Code civil, et c'est ce que fait le projet de loi qui vous est soumis.

Ce projet, a ajouté le même orateur, a une base essentiellement vicieuse, et les Ministres du Roi n'ont pas même essayé de la justifier. Cette base vicieuse, c'est la versatilité. Il sera toujours incertain de savoir si les biens du père doivent être partagés inégalement. La valeur des biens de la famille dépend des successions qui peuvent être échues au père sans qu'il l'ait su, des dettes qui peuvent gréver ses biens, des procès dont l'événement est incertain. Je réponds que rien de tout cela n'empêche que chaque père de famille, attentif aux intérêts de ses enfants, ne sache se rendre un compte exact de la valeur de ses biens et de la situation de sa famille; il est absolument possible qu'un homme meure dans l'ignorance d'une succession éloignée qui lui est échue, mais ce cas est si rare que je ne l'ai guère vu que dans les hypothèses que les jurisconsultes établissent pour éclaircir des questions controversées entre eux. Quant aux dettes et aux procès, il n'est personne qui ne soit en état d'apprécier l'effet qu'ils doivent avoir sur les forces de sa succession. Nous n'avons pu prendre d'autre base que la quotité de l'impôt; mais cette règle ne peut avoir les inconvénients qu'on s'est plu à y remarquer. Tout partage, qu'il soit égal ou inégal, suppose l'estimation exacte de la succession tout entière; on ne peut déterminer les portions que lorsque l'on connoît la valeur du tout. Dans l'ancien régime les partages avantageux dépendoient presque toujours de deux choses, *la nobilité* des personnes et celle des biens. Ces deux bases pouvoient souvent donner lieu à des discussions beaucoup plus difficiles que le relevé de la contribution foncière des biens d'une succession. Il n'étoit pas

rare que la noblesse des familles fût contestée, et ne fût jugée diversement par les tribunaux : il en étoit de même de la *nobilité*, c'est-à-dire de la *tenure à foi et hommage* des biens fonds. Il est de la nature de la propriété et de tous les droits qu'elle engendre, de pouvoir donner lieu à des contestations, et cet inconvénient n'empêche pas que ces droits ne soient réglés par la loi dans l'intérêt général.

Le noble Pair est tellement prévenu contre le projet de loi qu'il y a vu des inconvénients dont assurément personne ne se seroit douté, ce qui l'a conduit à des objections auxquelles, nous l'avouons, nous ne nous serions pas attendus dans une aussi grande discussion : le préciput accordé à l'ainé empêcheroit, suivant lui, qu'on ne pût faire des partages amiables dans les familles, et détourneroit les pères de faire des acquisitions territoriales. Est-il nécessaire de répondre que les partages, étant tout aussi faciles à faire avec un préciput qu'en loties égales, rien n'empêche assurément que les uns comme les autres ne soient réglés entre les frères sans l'intervention de la justice lorsque la minorité de l'un d'eux n'exigera pas cette intervention ; que les pères pourront en toute sécurité augmenter leurs fortunes par des acquisitions, lorsque leur goût pour l'économie et leur tendresse pour leurs enfants les y portera, soit qu'ils désirent que l'ainé jouisse d'un préciput ou que la fortune de tous leurs enfants soit égale ; car dans ce dernier cas, ils sont libres d'empêcher l'effet que peuvent avoir leurs acquisitions sur le partage de leurs successions.

Enfin, le noble Pair a voulu revenir sur la question si grave du morcellement des propriétés par la loi ac-

tuelle. Pour aborder cette question de front, il eût fallu du courage, car il eût été nécessaire ou de nier que le morcellement indéfini soit un mal, ou de nier que le partage égal soit de nature à produire et à augmenter perpétuellement ce morcellement. Au lieu d'aborder la discussion, l'orateur n'a fait que jeter sur la question un coup-d'œil en quelque sorte furtif; il a tâché d'insinuer que le morcellement n'étoit pas si dangereux qu'on le disoit; qu'il avoit ses avantages, qu'il étoit compatible avec une excellente culture, et la prospérité du pays; et il nous a cité en exemple une des importantes provinces de France, l'Alsace. Il est vrai que l'Alsace est remarquable par sa belle culture; il est vrai encore que la propriété y est plus divisée que dans les provinces où de grandes familles avoient conservé de grandes terres; mais ce qu'on ne vous a pas dit, c'est que l'Alsace est soumise à un fléau terrible, celui de l'usure; une partie trop considérable du sol est en quelque sorte possédée par deux maîtres, le propriétaire nominal du sol, et celui qui l'a frappé d'hypothèque. Le premier véritable vassal d'une nouvelle espèce de seigneur ne travaille et ne produit que pour satisfaire aux exigences de l'autre. Dans les pays où le sol n'est divisé qu'en masses importantes, le propriétaire qui cultive son domaine ne consomme qu'une petite partie de ses produits, le surplus lui fait des capitaux à l'aide desquels il perfectionne sa culture et féconde progressivement son sol. Si la division est trop grande, le cultivateur qui a le courage de vouloir entretenir une culture florissante, ne peut le faire qu'avec des fonds empruntés, de là l'usure et toutes ses suites ! Tous ceux qui ont quelque connoissance de la province que l'on nous a citée,

savent à quel point ce fléau y a étendu ses ravages.

En s'occupant du morcellement des terres, l'orateur a répété les plaintes déjà faites sur le défaut de renseignements positifs, cependant on avoit répondu que ces renseignements ne pouvoient être concluants. M. le Ministre des finances vous avoit apporté des détails sur quelques départements. Ils sont favorables à notre thèse en indiquant que sur les rôles des contributions foncières le nombre des petites quotes va toujours en augmentant; mais comme tout doit être de bonne foi dans une telle discussion, le Ministre vous avoit averti que ces documents étoient nécessairement peu concluants; il vous a fait remarquer qu'ils donneroient pour résultat un nombre de propriétaires plus grand que celui des familles, et cela est facile à expliquer. Le même propriétaire, au lieu de n'avoir qu'une seule cote des contributions, en conserve souvent un grand nombre, et par conséquent ce que le dépouillement des rôles présente comme des parcelles, se trouve cependant réuni dans la même main. Les mutations que peuvent faire connoître les registres de l'enregistrement ne donneroient pas de résultats plus certains. Ils indiquent bien qu'une transmission de biens a eu lieu, mais ils ne peuvent apprendre, si cette mutation a produit un morcellement ou une réunion, et c'est cependant ce qu'il s'agiroit de savoir; ainsi, les renseignements sur lesquels on insiste ne conduiroient à rien; cela est tout aussi vrai pour ceux qu'on feroit venir des départements que pour ceux qu'on tireroit de Paris, et si nous avions essayé de nous appuyer sur tous ces documents que l'on semble regretter, on n'eût pas manqué de nous en démontrer tous les vices.

Aujourd'hui on affecte de se défier des raisonnements: nous avons cependant tâché d'établir les nôtres sur des bases incontestables, et nous les avons prises dans le premier discours du noble Pair lui-même auquel nous répondons en ce moment. Nous avons admis d'après lui que l'état commun des familles donnoit trois enfants venant à partage; nous en avons conclu, qu'à chaque partage, la fortune des enfants devenoit moindre d'un tiers que celle de leur père avant son mariage. Nous avons cherché, s'il y avoit des moyens de réparer cette perte, et nous avons fait voir qu'on ne pourroit trouver ces moyens dans les successions collatérales, et que quant aux donations et aux ventes, elles tendent plutôt dans l'état actuel de la société à augmenter la division des propriétés qu'à réparer les effets de cette division.

Le noble Pair ne s'est pas borné à combattre l'article premier, il a repoussé également l'amendement principal qui est proposé. Le temps ne nous permet pas d'entrer dans cette discussion anticipée. Lorsqu'il en sera temps, nous vous présenterons le dépouillement des dernières listes électorales. Il pourra vous conduire à des résultats différents de ceux qu'a indiqués le noble Pair. Il vous a occupé en terminant de l'influence de l'opinion publique, des pétitions qui vous ont été remises, et de la manière trop sévère, suivant lui, dont elles avoient été jugées par quelques orateurs. Je n'entends point faire ici le procès aux pétitions: le droit de pétition existe et cela suffit, il peut s'exercer sur tous les objets, il appartient à tous les citoyens indifféremment. Je n'entends rien contester à cet égard, pourvu que l'on m'accorde aussi que le pouvoir au-

quel les pétitions s'adressent, a aussi un droit, c'est celui de les juger. Lorsque les pétitions s'occupent d'une question législative, apprécier la loi, c'est en même temps juger les pétitions, et c'est ce que vous faites en ce moment, Messieurs. Le discours auquel nous répondons, a fini par des plaintes sur la précipitation avec laquelle les Ministres ont traité une matière si délicate, ils auroient dû s'en occuper plus long-temps; et comment sait-on que les Ministres n'ont pas depuis long-temps porté leur attention sur la matière dont ils vous occupent aujourd'hui? Leur devoir étoit certainement d'examiner une question qui avoit occupé les conseils généraux, et qui avoit été discutée dans cette Chambre même. On regrette les conférences du chancelier d'Aguesseau : personne ne sait mieux que moi combien de lumières sont sorties des savantes réunions que d'Aguesseau consultoit souvent, et qui avant lui, n'avoient pas été moins utiles à notre législation. Mais les formes actuelles de notre Gouvernement, ne nous offrent pas des ressources moins précieuses; les conférences d'aujourd'hui, c'est la discussion dans les deux Chambres; vous pouvez juger combien celle qui vient de s'ouvrir devant vous, a été grave et instructive, et vous devez croire que les délibérations des deux Chambres ne seront pas moins utiles à notre législation que l'avoient été les conférences ouvertes dans le cabinet de d'Aguesseau, ou dans celui de Lamignon.

1826

OPINION

OF THE

COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE

IN

RESPONSE TO A RESOLUTION OF THE HOUSE OF COMMONS

PASSED IN APRIL 1826

RELATIVE TO THE

LANDS BELONGING TO THE CROWN

AND TO THE SEVERAL

BOARDS AND COMMISSIONS

OF THE LAND OFFICE

IN THE YEAR 1826

AND IN THE YEAR 1827

AND IN THE YEAR 1828

AND IN THE YEAR 1829

CHAMBRE DES PAIRS.

IMPRESSIONS

N° 53.

1826.

Séance du 7 avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE SIMÉON

Sur l'article 1^{er} du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions.

MESSIEURS,

L'article que nous discutons établirait un droit d'aînesse. Je dis: 1^o Que nous ne pouvons ni ne devons le consentir;

2^o Qu'il n'est pas vrai que la monarchie en ait besoin.

Le législateur peut tout ce qu'il veut. Mais le législateur qui n'est pas un despote, qui est éclairé, qui ne desire que ce qui est juste, ne peut que ce qu'il doit faire. C'est dans ce sens que je dis que nous ne pouvons pas recréer le droit d'aînesse dont notre législation a été délivrée.

Pourquoi ne pouvons-nous pas le recréer? Parce-qu'il est contraire aux principes du droit naturel que le droit civil doit respecter et maintenir.

M. le Ministre de l'intérieur s'est étonné de voir renouveler la question, si l'inégalité des partages est con-

traire au droit naturel; il la croyoit abandonnée. Je ne sache pas qu'elle l'ait été, ni par aucun de mes nobles collègues qui combattent le projet, ni par aucun des jurisconsultes et des publicistes qui ont examiné la nature des successions, et ont recherché ce qui y appartient à la loi positive et arbitraire, et ce qui dérive des droits immuables de la propriété et de la famille.

M. le Ministre de l'intérieur, en me répondant dans la séance du 31 mars, n'est pas disconvenu du respect que le droit civil doit avoir pour le droit naturel. « Mais » a-t-il dit, les Romains qui ont professé ce respect » avoient rompu l'égalité entre les enfants par la plus » ancienne de leurs lois, celle des douze tables, qui » n'appelant à la succession *ab intestat* que les héritiers » *siens*, c'est-à-dire ceux qui étoient encore sous la » puissance paternelle, excluait ceux qui en étoient » affranchis par l'émancipation. Ils avoient encore » rompu cette égalité par la loi Voconienne, en repous- » sant de la succession paternelle les filles mariées. » Mais les Romains revinrent de ces erreurs par le nouveau droit de Justinien. On sait que les fidéi-commis avoient été inventés avant lui pour éluder cette loi si justement qualifiée barbare et impie. On sait que chaque législation a eu ses vices, ses erreurs et ses anomalies; que souvent on y trouve des principes qu'on a ensuite méconnus. Ce n'est donc pas raisonner bien solidement, à ce qu'il me semble, que de dire: Les inégalités de partages, des exclusions même, se rencontrent quelquefois dans la législation romaine, qui vouloit respecter la nature; donc ces inégalités et ces exclusions n'étoient pas contraires

au droit naturel. Une conséquence plus juste, c'est qu'elles s'en étoient écartées et qu'avec raison elles furent abrogées à mesure qu'on s'éclaira et qu'on revit la législation ancienne.

Quoique le droit d'ainesse n'ait été introduit en France que comme une conséquence de la possession et de l'hérédité des fiefs, je ne disconviens pas qu'il n'ait existé chez divers peuples avant qu'il y eut des fiefs. Mais combien de lois je pourrois citer, qui naquirent de la barbarie et de l'ignorance des temps, et furent les conséquences d'institutions qui ne subsistent plus. Par exemple, de l'autorité paternelle, qui est dans la nature, les Romains avoient fait la puissance paternelle civile, qu'ils avoient portée à cet excès que les pères pouvoient vendre leurs enfants. Lorsqu'on examine la justice ou la sagesse d'une loi, et surtout lorsqu'on veut la faire, il ne faut pas s'enquérir seulement si elle a existé quelque part, mais si elle est bonne en soi, si elle est conforme aux principes du droit naturel.

Qu'est-ce que le droit naturel? C'est celui qui découle de la constitution primitive de l'homme, telle que Dieu lui-même l'a établie. Dieu en mettant l'homme sur la terre lui a donné une femme : ils ont des enfants ; il leur faut des biens pour leur subsistance et celle de leur famille ; ainsi le mariage, les enfants, la propriété qui les nourrit, sont de droit naturel.

La loi civile est intervenue pour la protection des droits naturels et non pour les violer. « Elle sert, dit un publiciste (1), à faire connoître plus particulièrement

(1) Burlamaqui. Édition de M. Dupin, tome IV, page 333.

« les lois naturelles elles-mêmes. Elle leur donne un
 « nouveau degré de force, en rendant par sa sanction
 « leur observation plus assurée. Il y a des choses que
 « le droit naturel prescrit seulement d'une manière
 « générale et indéterminée. Il est nécessaire au bon
 « ordre et à la tranquillité publique que ces choses
 « soient réglées. C'est ce que font les lois civiles. Elles
 « servent aussi à expliquer ce qu'il peut y avoir de dif-
 « ficulté dans l'application des maximes du droit na-
 « turel; elles modifient en diverses manières l'usage
 « des droits que chacun a naturellement. Enfin elles
 « déterminent les formalités qu'on doit suivre, les pré-
 « cautions qu'on doit prendre pour rendre efficaces et
 « valables les différents engagements que les hommes
 « contractent entre eux. »

Pour se faire une juste idée des loix civiles il faut remarquer que comme la société civile n'est autre chose que la société naturelle, modifiée par l'établissement d'un gouvernement qui y maintient l'ordre et la paix, de même aussi les lois civiles sont les lois naturelles perfectionnées et modifiées d'une manière convenable à l'état de la société et à ses avantages.

Il suit de là que les lois civiles qui régulent les formalités des mariages, l'état civil des enfants, les formalités des testaments, la capacité des héritiers, la portion disponible, ne sont que des suppléments aux lois naturelles elles-mêmes. Et comme le pouvoir législatif n'est établi que dans la vue de maintenir les droits sur lesquels repose la société, il est nécessairement limité par tout ce qui les blesse.

Ainsi, pour approcher davantage de la matière qui nous occupe, celle des successions, elles sont une des

nécessités fondamentales de la société, dans laquelle il n'y auroit que trouble s'il n'y avoit des règles pour la transmission des biens. Ces règles peuvent-elles être arbitraires? Non sans doute. Elles ont leur source dans ce qui préexistoit avant toute loi civile. Elle n'a institué ni la succession testamentaire ni moins encore la succession *ab intestat*; elle a dû les régler, et dans ces réglemens elle a dû, elle doit respecter ce que la raison et les rapports naturels entre les pères et les enfans ont établi.

La succession testamentaire est une suite naturelle du droit de propriété et de l'ordre de la société (1), car tout le monde tombe d'accord que chacun peut entre-vifs transférer à autrui, ou absolument ou conditionnellement, le droit de propriété qu'il a sur ses biens; et si cela est, pourquoi ne seroit-il pas permis de le transférer en cas de mort? Seulement la donation testamentaire est soumise à l'événement qui lui donnera effet et jusqu'à cet événement elle est révocable.

C'est sur ce fondement que la plupart des nations ont regardé la faculté de tester comme un droit naturel, comme une conséquence de la propriété. Aussi lorsque l'assemblée de 1793 interdit les testaments, l'opinion publique se révolta; elle ne se révolta pas moins aujourd'hui contre un projet qui attente à une succession bien plus naturelle encore que la testamentaire, la succession *ab intestat*.

Aux nombreuses pétitions qui vous supplient de ne pas rétablir et étendre le droit d'ainesse, on a opposé le vœu de quelques conseils-généraux. Les mem-

(1) Burlamaqui, tome III, page 192.

bres des conseils-généraux institués principalement pour la repartition de l'impôt, et pour délibérer sur les intérêts locaux relatifs à l'administration de leurs départemens, ne me paroissent pas être d'une plus grande autorité dans les questions et les intérêts généraux, que les autres citoyens. Je n'ai garde de leur disputer ce qui appartient à chacun, le droit de s'expliquer sur les besoins de la société; mais je dirai que certains conseils-généraux ont exprimé des vœux qui, je l'espère, ne seront jamais accueillis par le Gouvernement ni par les Chambres. Je dirai que dans les matières qui touchent individuellement tous les citoyens il ne seroit pas déraisonnable de compter les voix. Je ne croirai point que les pétitions soient suspectes parceque, ayant à repousser la même innovation, elles se servent des mêmes motifs et quelquefois des mêmes expressions. Elles sont sœurs, dit-on. Eh bien, pourquoi ne se ressembleroient-elles pas, puisqu'elles sont nées de la même crainte d'une grande injustice? Il n'est pas contraire au système des auteurs du projet de loi que les cadets se mettent sous la protection des aînés. Si les sœurs aînées ont bien rendu les sentimens de leurs cadettes, pourquoi celles-ci chercheroient-elles à dire en d'autres termes les mêmes choses? Ici l'uniformité est une preuve d'assentiment et non de séduction.

Mais, je le sais, ce n'est ni à des vœux ni à des pétitions que le législateur doit se rendre, il les écoute, il examine et juge.

Lors donc que nous avons à délibérer si nous introduirons dans les successions *ab intestat* l'inégalité entre les enfans, nous devons considérer quelle est la

nature et le but de cette succession? Il est de faire passer les biens du défunt à ceux qui y ont le plus de droit, à ceux qui en ont déjà la possession, aux enfants.

Que diriez-vous d'une loi qui les mettroit hors de la maison paternelle? Et s'il ne seroit pas au pouvoir d'une loi raisonnable de la donner à des étrangers, il ne l'est pas non plus de la partager inégalement à ceux qui ont des droits égaux. Ces droits, ils ne les tiennent point de la loi civile, mais de leur naissance et de la nature. Lorsque M. le Ministre de la guerre a dit que le droit naturel n'est autre que le droit de l'homme sauvage, il a oublié que l'homme sauvage est entré dans la société avec sa femme et ses enfants, qu'il est venu y chercher protection pour eux et pour lui, et qu'on n'abdique pas ses droits naturels dans la société. Au contraire on y est venu les mettre sous sa garantie.

Est-ce en force de la loi civile que l'on réclame contre les atteintes portées à la liberté individuelle? Est-ce en force de la loi civile que l'on est maintenu dans sa propriété, et qu'on ne peut en être dépossédé, même pour cause d'utilité publique, sans une préalable indemnité!

Si l'on succède en force de la loi civile, elle peut donc disposer arbitrairement. « La doctrine de Montesquieu, dit M. Toullier, qui ne veut faire dériver le « droit de succéder que des lois civiles, et qui se fonde « uniquement sur la raison d'état, nous paroît désavantageuse et subversive du droit de propriété. Elle n'est « propre qu'à justifier les écarts du despote le plus « bizarre, puisque l'ordre des successions, n'ayant plus « de type ou de modèle dans le droit naturel, il n'y a « plus de juste dans ce genre que la volonté arbitraire

« de celui qui a fait la loi. Cette fausse doctrine a conduit cet auteur célèbre à trouver justes jusqu'aux réglemens barbares des Visigoths, qui admettoient le fisc à la succession des pères et mères, en concurrence avec les filles, et ceux qui excluent les filles pour donner tout aux mâles, et les puînés pour donner tout aux aînés. »

Ce que dit le professeur Toullier résulte de ce qu'avoient dit avant lui Domat, Grotius, Burlamaqui et un nombre d'autres auteurs qui ne se sont pas contentés de savoir ce que la loi civile a réglé sur les successions, mais qui sont remontés aux principes qui ont dû et qui doivent la diriger. Tous ceux là ont reconnu que le droit d'aînesse est contraire aux principes de l'équité naturelle.

La loi de Dieu auroit donc violé ces principes, a dit M. le Garde des sceaux, puisque chez les Hébreux il existoit un droit d'aînesse. Non, nous ne sommes pas sacrilèges, nous ne blasphémons pas la loi de Dieu, lorsque nous disons que le droit d'aînesse est contre nature. M. le Garde des sceaux sait bien que ce droit ne se trouve pas dans les tables où Moïse grava les commandemens de Dieu sur le mont Sinaï. Il sait bien qu'autre chose sont les commandemens qui sont immuables, et autre chose la législation des Hébreux. Il sait bien que cette législation contient une foule de lois que certainement il ne voudroit pas nous donner.

Sans revenir sur ce qui a été déjà développé dans la discussion générale, sans répéter ce qui est, je crois, le résumé de toutes les doctrines saines sur la nature des successions, que la loi les règle et n'en dispose pas; que dans la succession testamentaire, c'est le

testateur qui appelle les héritiers; que dans la succession *ab intestat*, c'est la parenté qui les amène et les investit; que la loi civile n'est intervenue que pour l'exécution de la volonté du testateur, ou pour le maintien des droits des parents, je me bornerai à cette question : L'égalité entre les enfants est-elle plus naturelle que l'inégalité? Il n'est pas besoin d'être jurisconsulte ou publiciste pour répondre. Tout le monde dira : L'égalité est plus naturelle. Dans le langage ordinaire tout le monde dit : Mes enfants sont mes héritiers naturels. Ceux qui veulent faire un aîné disent : Mon aîné est mon héritier de choix. Aussi la loi civile s'est-elle jusqu'à présent conformée à cette égalité. Pour que nous changions la législation, il faut que nous soyons convaincus que l'inégalité entre les enfants est plus juste que l'égalité. Où chercherons-nous cette conviction? Est-ce dans notre raison? Il me semble qu'elle y répugne. Sera-ce dans notre cœur? Tout bon père y trouvera gravé en caractères ineffaçables, le véritable mode de succéder.

Ce n'est ni votre raison ni votre cœur qu'il faut consulter, disent les auteurs du projet, c'est la politique; ce ne sont pas les droits de la nature, mais les besoins de la monarchie.

C'est ici, Messieurs, le retranchement principal des auteurs du projet.

Les lois des successions, disent-ils, ont toujours été accommodées à la nature des gouvernements. L'égalité convient dans les gouvernements despotiques et républicains; l'inégalité est nécessaire aux monarchies. C'est lorsqu'on a voulu renverser la monarchie qu'on a détruit en France le droit d'aînesse.

Je nie ces deux assertions.

L'égalité dans les successions n'est pas plus républicaine que monarchique. L'inégalité fut établie dans les premières lois de la république romaine entre les enfants émancipés et ceux qui ne l'étoient pas. L'exclusion des filles mariées fut établie par la loi Voconienne sous la république. C'est sous l'empire, c'est sous Justinien que l'on reconnut la justice de l'égalité.

Mais laissons l'histoire étrangère, et venons de suite à la nôtre.

C'est une tactique commune à tous ceux qui veulent s'élever contre quelque une des lois ou des institutions qui ont été faites depuis 1790 jusqu'à la restauration, de s'appesantir sur les torts et les excès de la révolution pour en conclure que ce qu'ils attaquent est entaché du vice révolutionnaire. Mais tout ce qui a été fait dans la révolution n'est pas mauvais. Sans doute l'interdiction des testaments aux parents, sans doute la loi du 2 nivose, furent dictées par l'esprit républicain ; aussi ne tardèrent-elles pas à être abrogées, long-temps même avant la restauration. Mais ce n'est pas de ce dont il s'agit, c'est uniquement du droit d'ainesse, de l'égalité ou de l'inégalité de partage.

Or, sur quoi se fonde-t-on pour attribuer la suppression du droit d'ainesse au républicanisme ? Elle fut prononcée en 1790 par une assemblée qui ne se doutoit pas, à cette époque, que de réformes en réformes on tomberoit dans la république. Pourquoi lui prêter un motif caché, lorsqu'il y en avoit un évident et légitime dans les réclamations bien antérieures qui s'é-

levoient depuis long-temps contre l'injustice de ce droit?

S'il faut rétablir le droit d'aînesse parcequ'il fut détruit par une assemblée à laquelle on prête plus ou moins de tendance au gouvernement républicain, il faudra donc aussi rétablir le régime féodal. Tout ce qu'on dit de l'utilité du droit d'aînesse s'appliquerait avec autant de raison au régime féodal, dont ce droit n'est même qu'une conséquence. Il étoit un privilège des biens nobles. Les biens nobles ne subsistent plus; comment en recréer le privilège et le porter sur les biens qui n'en furent jamais ou honorés ou chargés, comme on voudra.

Quand il y auroit deux natures différentes de biens, il pouvoit, il devoit y avoir deux modes différents de succéder; mais la succession a dû être uniforme quand les biens le sont devenus. Voilà des raisons qui sont indépendantes du gouvernement monarchique ou républicain.

Avions-nous une monarchie sous la première race de nos Rois? On n'y connoissoit pas le droit d'aînesse.

Avions-nous une monarchie sous François I^{er}, sous Henri IV, sous Louis XIV? On n'y connoissoit le droit d'aînesse que dans la plus petite partie du Royaume. La monarchie subsistoit cependant forte et brillante; l'inégalité de partage ne lui étoit donc pas nécessaire, et ce ne fut pas pour l'affoiblir que le droit d'aînesse fut aboli.

S'il eût été essentiel à la monarchie, non seulement il auroit été en vigueur dans toutes les provinces, mais il auroit été uniforme, et cependant il n'existoit que dans quelques unes avec des variétés infinies.

Si l'égalité de partage étoit une invention républicaine, elle ne dateroit que de 1789, et elle remonte aux temps les plus reculés de la monarchie. On se fait donc, ou on veut faire illusion, lorsque, pour décréditer l'égalité de partage on la couvre de l'odieuse livrée de la révolution. On espère ainsi inquiéter l'attachement que nous portons tous à la monarchie et à la restauration. Mais les faits sont là pour écarter cette fausse couleur. L'égalité de partage n'est pas un changement que la révolution ait apporté dans la législation; elle existoit bien antérieurement, à quelques exceptions près. La loi de 1790 a fait cesser ces exceptions, mais elle n'a pas créé le principe de l'égalité. Il remonte à des siècles, il a sa source dans les droits des enfants, dans le cœur des pères, qu'ils soient royalistes ou républicains.

La France fut-elle jamais réellement républicaine? Une de ses assemblées ne le fut que trop, et jusqu'au délire, mais la France détestoit son joug ensanglanté. Elle ne demandoit qu'à se reposer dans la monarchie.

Croit-on que c'est par un esprit républicain que l'année dernière, sur cent quatre-vingt-un testateurs demeurant à Paris, cinquante-neuf seulement ont traité inégalement leurs enfants? Pourquoi les calomnier et imputer l'effet de leur tendresse à une tendance anti-monarchique?

Mais, pour ruiner le principal boulevard des auteurs du projet de loi, il suffit d'un fait; ce fait, sur lequel je voulois appeler l'attention de la Chambre, est que l'égalité de partages dans les successions *ab*

intestat étoit en vigueur dans plus des trois quarts de la France plusieurs siècles avant la révolution. Cette égalité n'avoit pas affoibli la monarchie, elle ne peut donc pas l'affoiblir aujourd'hui qu'elle est plus que jamais raffermie par les sages et solides fondemens que lui a donnés l'auguste auteur de la Charte.

CHAMBRÉ DES PAIRS

Session du 1826

DECEMBRE

AN DE LA CONSTITUTION DE 1825

PARTE DES DÉBATS. — DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT

DE LA CHAMBRE DES PAIRS, LE 10 DÉCEMBRE 1826.

PAR M. LE PRÉSIDENT

Le Président de la Chambre des Pairs, Messieurs, a l'honneur de vous adresser, en ce jour, le discours d'ouverture de la session. Ce discours, Messieurs, est le premier que vous entendrez de la part de votre Président. Il vous expose, Messieurs, les motifs qui ont déterminé la Chambre des Pairs à se réunir, et vous expose, Messieurs, les motifs qui ont déterminé la Chambre des Pairs à se réunir.

Quel est l'objet de la session? C'est de discuter les propositions de loi qui vous sont présentées, et de voter sur ces propositions.

Le Président de la Chambre des Pairs, Messieurs, a l'honneur de vous adresser, en ce jour, le discours d'ouverture de la session. Ce discours, Messieurs, est le premier que vous entendrez de la part de votre Président. Il vous expose, Messieurs, les motifs qui ont déterminé la Chambre des Pairs à se réunir, et vous expose, Messieurs, les motifs qui ont déterminé la Chambre des Pairs à se réunir.

Le Président de la Chambre des Pairs, Messieurs, a l'honneur de vous adresser, en ce jour, le discours d'ouverture de la session. Ce discours, Messieurs, est le premier que vous entendrez de la part de votre Président. Il vous expose, Messieurs, les motifs qui ont déterminé la Chambre des Pairs à se réunir, et vous expose, Messieurs, les motifs qui ont déterminé la Chambre des Pairs à se réunir.

CHAMBRE DES PAIRS.

EXPRESSIONS
N° 54.

1826.

Séance du 7 avril 1826.

DISCOURS

DE M. LE COMTE DE PEYRONNET,

GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

POUR la défense de l'article 1^{er} du projet de loi relatif aux
successions et aux substitutions.

NOBLES PAIRS,

Le noble Comte⁽¹⁾ qui descend de la tribune a ouvert la carrière, et elle est immense. Ne craignez pas néanmoins que j'oublie, en lui répondant, que votre attention est fatiguée et que le temps des longs discours est passé.

Quel est l'objet de la discussion actuelle? l'article premier du projet.

En décomposant cet article, qu'y remarque-t-on? qu'il établit un préciput légal; qu'il n'en dispose que lorsque le père de famille n'en a pas lui-même disposé; qu'il l'attribue à l'aîné des enfants mâles; qu'il le borne à la quotité disponible; qu'il en prescrit le paiement en biens immobiliers.

(1) M. le comte Siméon.

Quel est le motif avoué de cette disposition? le desir d'éviter la dispersion de la famille, et de mettre des bornes au morcellement des propriétés foncières.

Or qu'oppose à cela le noble orateur? deux propositions seulement : la première, qu'on n'a pas le droit d'accorder ce que demande le Gouvernement (1); la seconde que ce qu'il demande n'est pas nécessaire.

Je conviens que l'examen de ces deux questions peut être utile pour déterminer l'adoption de l'article; aussi ne refusé-je point de les discuter. Mais j'ajouterai quelques mots sur l'efficacité de la disposition; car

(1) Le plaisant dialogue du *Législateur* de Platon avecques ses citoyens, fera honneur à ce passage. « Comment doncques, disent-ils, sentants leur fin prochaine, ne pourrons nous point disposer de ce qui est à nous, à qui il nous plaira? O dieux! quelle cruauté, qu'il ne nous soit loisible, selon que les nostres nous auront servi en nos maladies, en nostre vieillesse, en nos affaires, de leur donner plus et moins, selon nos fantaisies! » A quoi le législateur répond en cette manière: « Mes amis, qui avez sans doute bientost à mourir, il est malaysé et que vous vous cognoissiez, et que vous cognoissiez ce qui est à vous, suyvnt l'inscription delphique. Moy, qui foyes les loys, tiens que ny vous n'estes à vous, ny n'est à vous ce que vous iouissez. *Et vos biens et vous estes à vostre famille, tant passée que future; mais encores plus sont au publique et à vostre famille et vos biens.* Parquoi, de peur que quelque flatteur en vostre vieillesse ou en vostre maladie, ou quelque passion, vous sollicite mal à propos de faire testament iniuste, ie vous en garderay; *mais ayant respect et à l'intérêt universel de la cité et à celui de vostre maison, j'establi ray des loix, et feray sentir, comme de raison, que la commodité particuliere doit céder à la commune.* Allez vous en ioyeusement où la nécessité humaine vous appelle. C'est à moy, qui ne regarde pas une chose plus que l'autre, qui, autant que je le puis, prends soing du général, d'avoir soucy de ce que vous laissez. » (Montaigne, liv. II, chap. VIII.)

cette efficacité a été contestée, et c'est l'un des points qu'il importe le plus d'éclaircir. Quant aux inconvénients du projet, la brillante réfutation de M. le Ministre de l'intérieur me permet heureusement de les négliger.

On nie donc, en premier lieu, que vous ayez le droit de faire ce qu'on vous propose, c'est-à-dire d'établir un droit de primogéniture. Où prend-on ses preuves? dans les règles du droit naturel, qui s'appliquent, dit-on, aux successions, et qui consacrent l'égalité des partages.

Et moi, Messieurs, je ne prétends opposer à cette assertion que les doctrines du noble orateur, et je ne veux invoquer d'autre autorité que celle qu'il a invoquée.

N'est-ce pas lui qui rappeloit naguère, à cette tribune, la distinction des lois immuables et des lois arbitraires: les premières, qui prennent leur source dans le droit naturel ou divin; les secondes, qui sont l'ouvrage des hommes et qui varient selon leurs caprices ou leurs intérêts?

N'est-ce pas lui qui citoit le *Traité des lois*, dans lequel cette distinction est établie et développée?

Eh bien, Messieurs, j'adopte cette théorie, et je prends volontiers pour juge le docte écrivain qui en est l'auteur.

Oui sans doute, il y a deux sortes de lois; il y en a d'arbitraires et d'immuables: mais la nature même des choses démontre qu'il y en a aussi une troisième sorte: il y a des lois mixtes, c'est-à-dire des lois qui participent de la nature des deux premières, et qui sont à la

fois immuables dans leurs principes et variables dans leurs dispositions,

A laquelle de ces classes appartient la loi des successions? C'est en cela seulement que consiste la question que j'ai à résoudre.

Car pour que la proposition du noble orateur fût exacte, il faudroit que cette loi appartint exclusivement aux lois immuables; il en concludroit, alors avec beaucoup de justesse, qu'on n'a pas le droit de la modifier.

Mais si, au contraire, elle appartient aux lois arbitraires ou aux lois mixtes, il est évident que cette proposition n'est plus admissible, car le législateur a certainement le droit de faire des changements aux lois qui peuvent changer.

Voyons donc si la loi des successions appartient aux lois immuables, aux lois arbitraires, ou aux lois mixtes.

Elle appartient, Messieurs, aux lois mixtes.

Il est naturel en effet que le fils reçoive une part de l'héritage de son père. Celui qui a donné la vie, doit, de droit naturel et autant qu'il dépend de lui, fournir les moyens de la soutenir.

Ainsi, par l'aptitude à succéder dans la ligne directe, la loi des successions participe de la nature des lois immuables.

Mais de même qu'il n'est point naturel que les conditions soient égales dans les diverses sociétés et dans les nombreuses familles qui les composent, de même il n'est pas naturel que les portions de biens réservées aux enfants pour vivre selon leur condition,

soient pareilles et invariables dans toutes les sociétés.

Ainsi, par les règles qu'elle établit pour la fixation de la légitime, la loi des successions participe de la nature des lois arbitraires.

Il est de droit immuable que le fils succède; il est de droit variable, qu'il recueille une part plus ou moins forte dans la succession (1).

(1) *Magnam omni tempore filiorum primogenitorum, apud gentes, tum veteres, tum recentiores, fuisse dignitatem, annales et historiarum nos edocent monumenta. Si ascendere ad primas ferè rerum origines, et antiquissima mortalium instituta moresque scrutari velimus, natu maximos honore ceteris fratribus præstitisse, et quendam in omnibus velut obtinuisse principatum,prehendimus..... Tantùm abest, ut inæqualitas cum naturæ lege semper pugnet, ut potiùs ab ea præsidium et robur inconcussum accipat. Sanè, si nulla unquam inæqualitas esset admit-tenda, societates omnes, præsertim civiles, sine quibus tamen homines nequitiam salvi et incolumes esse queunt, tollendæ es-sent, atque evertendæ. Non ergò est, ut natu minores se neglec-tos aut injuriâ affectos conquerantur, si illis natu major præfe-ratur, cum totius civitatis, ut hoc fiat, intersit..... Conticescant igitur illepidæ quorundam voces, minores natu æquè filios esse ac majores. Sunt utique. Sed ergone inde major natu illis non potest præferri, si civitatis hoc requirat salus?..... Sufficit si ha-beant unde honestè vivere possint. Hinc et apud plerasque gen-tes, saltem cultiores, minoribus natu dari solet quod ad vitam ex generis dignitate atque splendore degendam requiritur. (Bud-deus, *Selecta Juris naturæ et gentium*. — Exercitatio juris natu-ralis, *de successionibus primogenitorum*.)*

Ex quo patet, hanc quæ inter liberos intercedit æqualitatem non obstare quominùs in successionibus primogeniti præferan-tur reliquis, modò et his ea tribuantur quæ naturæ jure exigere à parentibus possunt, alimenta scilicet et sustentatio generis con-ditioni attemperata. (Buddeus, *ibid.* — Exercitatio *de compara-tione obligationum*.)

Je viens d'en indiquer les motifs; j'en vais donner des preuves encore plus directes.

« Il faut remarquer dans tous ces exemples, et dans
« les autres semblables, des lois arbitraires, qui sont
« des suites des lois immuables, que chacune de ces
« lois arbitraires a deux caractères qu'il est important
« d'y reconnoître et de distinguer, et qui font comme
« deux lois en une. Car il y a dans ces lois une partie
« de ce qu'elles ordonnent, qui est un droit naturel, et
« il y en a une autre qui est arbitraire. Ainsi la loi qui
« règle la légitime des enfants, renferme deux dispo-
« sitions : l'une qui ordonne que les enfants aient part
« dans la succession de leurs pères, et c'est une loi im-
« muable; et l'autre, qui règle cette portion à un tiers

On a cité le livre V du *Traité de la nature et des gens*. Il est vrai que Puffendorf parle, dans le chapitre III de ce livre, de l'égalité qui doit régner dans les contrats; mais il ne faut pas confondre les contrats et les successions. C'étoit le chapitre XI du livre IV qu'on auroit dû consulter, et voici ce qu'on y auroit lu :

« On n'est pas non plus obligé de partager également ses biens
« entre ses enfants; mais on peut en *avantager quelqu'un*, soit par-
« ce qu'il s'en est rendu digne par son mérite ou par ses services,
« soit à cause des grandes espérances qu'il donne, soit enfin par
« l'effet d'une tendresse toute particulière qu'on a pour lui. Rien
« n'empêche aussi que, pour conserver la famille entière dans
« tout son lustre, un père ne donne la plus considérable partie
« de ses biens à un de ses enfants, laissant de moindres portions
« à chacun des autres. De là tirent leur origine, parmi plusieurs
« peuples, les droits de la *primogéniture*. . . . De même, les filles
« passant dans d'autres familles, il n'est pas nécessaire qu'elles
« emportent une portion des biens paternels aussi grosse que celle
« de leurs frères; car il est ridicule de s'imaginer qu'il soit contre
« le devoir d'un père de partager ses biens inégalement entre ses
« enfants, sous prétexte qu'ils sont tous également sortis de lui.»

« ou une moitié, ou plus ou moins, et celle-ci est une
 « règle arbitraire; car ce pouvoit être ou les deux
 « tiers, ou les trois quarts, si le législateur l'eût ainsi
 « réglé (1). »

Cela n'est-il pas évident, Messieurs? Or, qui parle
 ainsi? l'écrivain même qu'a cité le noble orateur (2).

Je conclus donc, en vertu des principes qu'il a rap-
 pelés, et en me fondant sur les mêmes décisions que
 lui, je conclus contre l'opinion qu'il a énoncée, que la
 loi des successions directes n'est immuable que dans
 son principe; que ce principe n'est pas l'égalité des par-
 tages, et qu'elle est arbitraire et variable dans ses dis-
 positions; je conclus que vous avez le droit de faire ce
 qu'on vous propose.

Ce droit ne pourroit être contesté qu'en supposant
 que la proposition blessât réellement les règles pri-
 mitives du juste et de l'injuste; c'est-à-dire en
 supposant qu'elle réduisît à des proportions trop
 étroites et trop rigoureuses la légitime réservée au
 puînés (3).

(1) Domat, *Traité des lois*, chap. XI, n° 11.

(2) Le même orateur a encore cité Vély. Il est vrai que cet his-
 torien reprend aigrement Pasquier d'avoir justifié le droit d'ai-
 nesse. On peut choisir entre l'abbé Vély et Pasquier.

(3) C'est sous ce rapport seulement que la loi Voconienne put
 être blâmée, parcequ'elle ne permettoit pas de donner aux filles
 plus de cent mille sesterces: elle eut cependant pour elle le suffrage
 de Caton.

« Finis hujus anni insignis est novâ, eâque magni momenti
 lege, quæ non sinè aliquo motu animorum agitata civitatem exer-
 cuit. Hactenus feminas non minus quam viros ad hæreditates ad-
 mitti jus fuerat. Indè fiebat, ut illustrissimarum sæpè familiarum
 bona in alienas domos transfunderentur, magno cum reipublicæ

Mais qui pourroit tenir ce langage, après les éloges une nimes qu'on a donnés au Code civil? n'est-il pas universellement reconnu que la légitime qu'il a réservée est très étendue, et que la part dont il permet la disposition est très bornée? On convient donc qu'il n'est ni trop rigoureux pour les enfants dont le père dispose de la portion disponible, ni trop favorable à ceux au profit de qui il en dispose.

Or, qu'est-ce que le projet relativement à l'étendue de la légitime et du préciput, si ce n'est l'exacte répétition des dispositions du Code civil?

Il n'est donc pas vrai qu'il blesse en cette partie les règles du juste et de l'injuste, puisque tout le monde avoue que le Code civil ne les blesse point.

Il les blesse, répète, en insistant, le noble orateur; et c'est en vain que M. le Garde des sceaux nous demande si nous pensons que la loi du peuple de Dieu blessât aussi la nature. Il faut distinguer, dans la législation des Hébreux, les lois qui leur furent données par Dieu lui-même, et celles qu'ils reçurent de leurs rois, de leurs juges ou de leurs prophètes. Nous ne devons qu'aux premières le respect qu'en exige de nous pour toutes les autres.

J'accorde cette distinction; mais le noble orateur accorde donc à son tour que si des lois semblables à celles que j'ai rappelées ont été données par Dieu lui-même aux Israélites, il doit un respect absolu à ces lois et au

damno, cujus interest clarorum nominum heredibus suppere opes, quibus splendorem generis, onus alioqui magis quam decus tutari et exornare possint..... Dubitationem exemit M. Cato, qui et annos natus quinque et sexaginta, magnâ voce et bonis lateribus suavit, etc.» (Tite-Live, livre XLI, n° 28.)

principe qu'elles consacrent; il accorde que de telles lois, dictées par le père de la nature, ne sauroient lui être opposées; il accorde que des lois plus douces, et fondées sur le même principe, ne peuvent pas blesser le droit naturel.

Que vos Seigneuries me prêtent donc un peu d'attention.

Salphaad étoit mort au désert; ses quatre filles allèrent vers Moïse et Éléazar, et elles leur dirent: Notre père n'avoit point pris part à la sédition de Coré; il n'a laissé aucun enfant mâle: pourquoi son héritage n'appartiendrait-il pas à ses filles?

Et Moïse soumit leur cause au jugement du Seigneur: *Retulitque Moyses causam earum ad judicium Domini.*

Le Seigneur lui dit: La demande des filles de Salphaad est juste; va et annonce aux enfants d'Israël que lorsque l'un d'entre eux mourra sans enfant mâle, son héritage passera à ses filles. *Homo cum mortuus fuerit absque filio, ad filiam ejus transibit hæreditas* (1).

Quel exemple, Messieurs, et quelle leçon! Ne parlons donc plus du droit naturel, ni du pouvoir qui vous appartient et qu'on vous refuse. Parlons seulement de la nécessité de la loi.

Puisque le désir d'arrêter le morcellement de la propriété foncière est le motif principal de la disposition que nous discutons, il faut évidemment, pour que la nécessité de cette disposition soit démontrée, en premier lieu que le morcellement soit réel et même excessif, en second lieu qu'il soit nuisible à l'État.

Occupons-nous donc d'abord de la réalité du morcellement.

(1) Nomb., chap. 27.

Si je rappelle le spectacle qu'offroit, dès l'année 1815, le sol de la France, quelle impression, Messieurs, ne devra-t-il pas faire sur vous?

Quatorze millions quatre cent quatorze mille taxes partageoient le sol de la France.

Combien, sur ce nombre, s'élevoient jusqu'à mille francs? dix-sept mille!

Combien s'élevoient jusqu'à cinq cents francs? quarante mille!

Combien qui ne s'élevoient pas au-dessus de vingt francs? huit millions!

Que répondre à cela? que ces calculs ne sont pas exacts? C'est M. le duc de Gaète qui nous les fournit, et personne, que je sache, ne conteste la fidélité de cet habile administrateur.

Que depuis 1815 l'état et la distribution du sol ont changé? Ils ont changé en effet, mais de quelle manière? Le nombre des taxes de vingt francs a augmenté d'un neuvième; celui des taxes de mille francs a diminué d'un tiers!

Que beaucoup de propriétaires paient plusieurs taxes, et que, par conséquent, le nombre des taxes ne prouve pas celui des propriétaires?

Sans doute; mais écoutez sur ce point M. le duc de Gaète: « Ce tableau, qui donne une idée de l'extrême
« subdivision des biens-fonds en France, présente le
« nombre des taxes, et non celui des contribuables,
« parceque l'on n'a pu distinguer ceux qui possèdent
« dans plusieurs communes ou dans plusieurs départe-
« tements. Il prouve cependant que l'immense majorité
« des propriétaires se compose de ceux qui paient moins
« de 50 fr. en principal et centimes additionnels réunis. »

M. le duc de Gaëte rapproche et combine ensuite plusieurs considérations et plusieurs probabilités; puis il conclut que les *neuf dixièmes des contribuables* paient moins de cinquante francs, et que, sur le dernier dixième, *vingt-trois mille* seulement paient plus de cinq cents francs!

Encore faut-il se ressouvenir, d'un côté, que les centimes additionnels sont confondus dans ce calcul, et que le projet de loi les exclut; et, d'un autre côté, qu'il s'agit de 1815, et que la division du sol a fait depuis cette époque d'énormes progrès.

Je rapporterai à ce sujet un fait remarquable. On raconte que le territoire de la petite ville de Sainte-Marie (Basses-Pyrénées) étoit divisé, dès l'année 1820, en huit cent soixante-quatre taxes d'impôt foncier. Dans ce nombre on en comptoit quatre cent cinquante-quatre qui n'excédoient pas *vingt centimes*, et qui étoient imposées sur des propriétés dont le revenu net n'excédoit pas *cent centimes*.

Tels sont les faits, Messieurs. Examinons maintenant les témoignages.

Je place, comme il convient, celui de vos Seigneuries au premier rang. Lorsqu'on vous proposoit, en 1819 et 1820, des mesures analogues à celles que nous vous avons soumises, qu'alléguoit-on pour en établir la nécessité? On se fendoit sur le morcellement des terres, sur ses progrès et sur ses dangers.

Que fites-vous alors, et comment accueillites-vous ces propositions? Vous les accueillites avec la plus grande faveur, et vous leur accordâtes votre assentiment.

Vous étiez donc déjà convaincus, Messieurs, de la

réalité du morcellement, ou plutôt vous l'attestiez et vous l'affirmiez, puisque vous avertissiez la Couronne de la nécessité d'en arrêter les progrès.

Après un témoignage si positif et si imposant, il doit m'être permis de citer celui des conseils généraux. Je ne puis comprendre, je l'avoue, les reproches que vient de leur adresser l'orateur auquel je succède, et qui coopéra si long-temps à leur composition.

Ce n'est pas, assurément, que je prétende qu'on doit adopter aveuglément, et sans examen, les opinions théoriques qu'ils exprimeroient sur les difficultés souvent compliquées du droit civil.

Mais s'agit-il de cela? point du tout. Je ne demande point aux conseils généraux ce qu'ils pensent de la question des rapports, de la représentation, des majorats, et de la quotité disponible; et s'ils nous le disent, je leur en sais gré; mais j'examine, et j'ai besoin, pour accueillir leur avis, que d'autres avis le confirment.

Que leur demandé-je donc? des renseignements de fait, des déclarations simples et faciles sur des choses dont le jugement appartient aux sens, et n'exige le secours d'aucune science.

Or, Messieurs, je ne crains pas de le dire, on ne sauroit trouver des témoins plus fidèles et plus dignes de confiance, des juges plus intègres et plus compétents du fait matériel qu'il nous importe de vérifier. Qui pourroit nous apprendre mieux que les hommes honorables dont les conseils généraux se composent, si le sol de leur département se morcelle, et quelles sont l'étendue et la rapidité du morcellement?

Personne sans doute. Or, qu'attestent-ils sur ce point? Vingt-sept conseils généraux (et je ne parle que

de leur dernière session, pour n'être pas accusé d'abuser de mes avantages), vingt-sept conseils généraux, placés dans les diverses parties de la France, ont formellement exprimé le vœu que la législation des successions fût promptement modifiée, afin d'arrêter la division excessive de la propriété foncière.

Et dans quelles circonstances ce vœu remarquable a-t-il été exprimé? L'avoit-on provoqué? nullement. A-t-il été concerté? pas davantage. C'est librement et spontanément que les conseils généraux l'ont émis. N'est-ce pas un gage infailible de sincérité et d'exactitude?

Qu'en doit-on conclure? Ou je me trompe étrangement, Messieurs, ou la seule conclusion admissible est que la certitude du morcellement devient de plus en plus évidente et incontestable.

Mais est-il vrai qu'il soit dangereux?

Je ne veux point parler des inconvénients qui en résultent pour la culture des terres : cette partie de la question est épuisée.

Je ne parlerai pas davantage de ses effets malheureux dans les années d'abondance et dans les temps de disette : tout a été dit, et depuis long-temps, sur ce point.

Je dirai seulement qu'à mesure que la propriété foncière se divise, elle s'affoiblit, et qu'elle ne peut s'affoiblir sans perdre insensiblement l'influence qui lui appartient. Je dirai que si la propriété foncière perd l'influence, celle-ci passera à la propriété mobilière.

Qu'importe, s'écrioit hier un noble orateur, qu'importe, si la richesse publique ne s'affoiblit pas!

Il importe beaucoup, Messieurs, parceque la ques-

tion touche moins à la fortune qu'à la sûreté publique, aux ressources financières de l'État qu'à sa constitution.

Personne n'est moins disposé que moi à nier l'utilité de la propriété mobilière. Je connois les services que les capitaux peuvent rendre, sur-tout de nos jours, aux Gouvernements. J'en sais la valeur, et je n'en conteste pas l'importance.

Je suis donc d'accord sur ce point avec l'orateur qui a jugé nécessaire de vous présenter leur apologie.

Mais je ne puis être d'accord avec lui lorsqu'il se plaint de l'indigence de notre langue, lorsqu'il blâme l'inexactitude de la distinction des biens mobiliers et immobiliers, et qu'il regrette que des mots nouveaux ne soient pas créés pour désigner une troisième sorte de biens qui lui paroît sans doute nouvelle.

Je ne puis le suivre non plus dans les conséquences qu'il déduit de ses prémisses; car si j'accorde que les capitaux ont une grande importance, il s'en faut de beaucoup que je reconnoisse qu'on doive leur donner ou leur laisser acquérir la prééminence.

Les propriétaires du sol ont une patrie; et ils ne peuvent en avoir qu'une seule.

Les capitaux n'en ont point; ils sont au pays qui les paie le plus et le mieux.

Le propriétaire du sol s'enrichit quand l'État prospère.

Le maître des capitaux prospère lorsque l'État s'appauvrit.

Si l'État prospère, les charges du sol diminuent, et ses produits ont plus de valeur.

Si l'État prospère, le prix de l'argent diminue, et le profit du possesseur est réduit.

Si les orages politiques grondent et éclatent, le propriétaire du sol les attend et en est frappé.

Si le possesseur des capitaux les redoute, il s'éloigne et emporte avec lui son argent.

Demandez au propriétaire du sol ce qu'il veut, il vous répondra : De la liberté, de la sécurité, des consommateurs, et la réduction des charges publiques.

Demandez au possesseur de l'argent, il vous proposera des emprunts, des privilèges et des monopoles.

Faites plus : consultez Smith, Smith si peu suspect de partialité pour les propriétaires de la terre, il vous répondra par ces paroles mémorables : « Quand la nation délibère sur quelque règlement d'administration, les propriétaires des terres ne la pourront jamais égarer, même en n'écoutant que l'intérêt particulier de leur classe..... Mais l'intérêt particulier de ceux qui vivent du profit de leurs capitaux est toujours, à quelques égards, différent de celui du public, ou même contraire (1).

Le morcellement des terres est donc nuisible à l'État ne fût-ce que parcequ'il tend à faire passer l'influence à la classe de ceux dont l'intérêt n'a pas la même affinité avec l'intérêt général que celui de la classe des propriétaires du sol.

Mais considérons la question sous un autre aspect. L'extrême division de la propriété foncière n'est-elle pas encore dangereuse pour les libertés publiques? Je n'ai pas le temps de tout dire, et vous n'avez plus celui de tout écouter. J'indique donc plutôt que je n'approfondis les inconvénients. Mais, au défaut des dévelop-

(1) Liv. I, chap. 2.

pemens que je supprime, permettez-moi de citer ici quelques mots que j'emprunte encore à un publiciste étranger, et qui méritent d'être écoutés avec attention :

« On fait maintenant en France, dit avec beaucoup
 « de raison le judicieux auteur des *Principes de l'écono-*
 « *mie politique considérés dans leur application pratique*(1);
 « on fait maintenant en France une effrayante épreuve
 « des effets que peut produire l'extrême division des
 « propriétés. La loi de succession, dans ce pays, par-
 « tage également les biens de toute nature entre les
 « enfants d'un même père, sans distinction de sexe et
 « sans droit de primogéniture, et n'en rend qu'une
 « faible portion susceptible d'être léguée par testa-
 « ment.... Si cette loi continue à régler, dans ce
 « royaume, la transmission des héritages, et si l'on
 « n' imagine aucun moyen de l'é luder, il y a tout lieu
 « de croire que le pays soumis à ces habitudes sera,
 « au bout d'un siècle, aussi remarquable par son ex-
 « trême indigence que par l'extrême égalité des pro-
 « priétés. *Il n'y aura plus guère d'autres personnes riches*
 « *que celles qui recevront un salaire du gouvernement.*
 « Dans cet état de choses, ne pouvant compter sur l'in-
 « fluence naturelle de la propriété, pour arrêter tout
 « à-la-fois le pouvoir de la Couronne et la violence du
 « peuple, il est impossible de croire qu'un gouverne-
 « ment mixte, tel que celui qui vient d'être établi en
 « France, parvienne à se maintenir... Un pays soumis
 « à la législation que nous venons de décrire semble
 « être la patrie naturelle du despotisme militaire. »

(1) M. Malthus.

Bannissez cette crainte, répondent aussitôt plusieurs adversaires du projet, l'aristocratie que vous souhaitez existe déjà dans la pairie, et sa conservation est assurée par une législation spéciale dont personne ne demande la révocation.

Non, non, Messieurs, que l'intérêt mal entendu de cette noble institution à laquelle vous appartenez, ne vous fasse pas illusion sur la nature de son influence et de son pouvoir.

Au siècle où nous sommes, une aristocratie peu nombreuse et constituée de la veille ne sauroit rendre à la société tous les services qu'on exige d'elle.

Dans les temps de prospérité et de soumission, elle peut suffire, parceque tout alors va de soi-même et d'un mouvement uniforme.

Mais qu'il vienne des temps difficiles, elle ne pourra plus rien ni pour la Couronne, ni pour le peuple, ni pour elle-même.

Où seront ses appuis contre la Couronne, s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, qu'elle ait besoin de se défendre de ses exigences? Où puisera-t-elle ses forces pour secourir la Couronne, s'il arrive qu'il faille opposer des barrières à la turbulence du peuple? Comment protégera-t-elle le peuple lui-même, s'il arrive jamais que ses libertés soient mises en péril?

Le secours des lois qui ne sont qu'écrites, n'est alors qu'un faible secours. Le secours utile est celui que procure une influence active, puissante, étendue, qui s'exerce sans relâche, qui pénètre toutes les classes du peuple, qui combat toutes les dispositions dangereuses, et qui inspire insensiblement des opinions saines et paisibles.

Or, Messieurs, sera-ce une aristocratie nouvelle encore, quoique riche en illustration et en souvenirs, sera-ce une aristocratie de trois cents familles qui pourra obtenir cette influence au milieu d'une nation où l'on compte plus de cinq millions de familles?

« Deux systèmes sociaux (ce n'est plus moi qui parle, Messieurs, mais un écrivain dont les ouvrages, si je suis bien informé, ont obtenu l'approbation de plusieurs de nos adversaires), deux systèmes sociaux découlent de ces principes: celui des classifications et celui des gradations.

« Le premier de ces systèmes repose en entier sur la qualité des personnes que la législation a revêtues de tels ou tels attributs; le second, dans celle des choses. Celui-ci est par conséquent abstrait; l'autre est personnel. C'est pourquoi le système des classifications a dû s'établir dans les sociétés naissantes, parceque leurs fondateurs ou leurs conquérants ont reçu de leur position même des attributs particuliers, dont leurs descendants ont conservé l'héritage.

« Mais en vieillissant, les sociétés changent et se multiplient; les forces populaires s'y augmentent sans cesse, tandis que les classes oligarchiques, limitées par leur essence, voient décroître les leurs dans la même proportion, jusqu'à ce qu'elles deviennent incapables de supporter le poids d'une société qui pèse en entier sur elles.

« Le système des classifications a dû céder au moment où les classes inférieures ont acquis, par la marche de la civilisation, une part d'intérêts de beaucoup supérieure à celle que possédait la classe oligarchique; car il n'est plus resté de proportions

« entre les droits dont cette classe étoit revêtue, le titre
 « en vertu duquel elle les exerçoit, et les forces avec
 « lesquelles elle auroit dû les défendre. L'équilibre s'est
 « trouvé rompu entre les forces défensives et offensives
 « de la société, et ne peut se rétablir que par l'adoption
 « du système des gradations.

« La société repose sur le droit de propriété, droit
 « qu'on peut appeler social, en ce qu'il est le principe
 « et le but de l'association. Il doit donc suffire à lui
 « seul pour la maintenir, puisqu'il a suffi pour la fon-
 « der. C'est dans les gradations de la propriété que doit
 « se trouver la puissance capable de la défendre, et
 « c'est de leur organisation que sortira le pouvoir social
 « qui manque à la société et qui contient toutes ses
 « garanties.

« Les législateurs ont paru craindre d'organiser ce
 « pouvoir, dans le doute qu'il ne devînt trop puissant
 « et n'offensât le pouvoir politique; timidité hors de
 « saison, et qui devoit s'effacer devant la crainte plus
 « sérieuse que doit inspirer aux Gouvernements le
 « danger de se trouver en contact immédiat avec une
 « démocratie qui les a déjà vaincus.

« Ce n'est pas en décomposant la société par des clas-
 « sifications artificielles que les Gouvernements pour-
 « ront la défendre; ce n'est qu'en opposant des réa-
 « lités à des réalités, et de grandes forces défensives à
 « de grandes forces offensives. Il leur convient donc
 « de rendre les premières aussi puissantes que possible.
 « La communauté de leurs intérêts suffit pour leur en
 « répondre.

« Il s'agit par conséquent d'organiser le système des
 « gradations, qui n'a été jusqu'ici qu'à peine ébauché,

« pour former, avec ce système, l'association des inté-
 « rêts à laquelle le temps est venu de confier le pouvoir
 « social.

« Cette association, pour remplir toutes les condi-
 « tions que l'état des peuples lui demande, doit avoir
 « quatre caractères principaux :

« Elle doit être démocratique, afin d'embrasser tous
 « les éléments sociaux, et de leur donner la garantie
 « qu'ils réclament ;

« Elle doit être aristocratique, afin de ne confier le
 « sort de la société qu'à ses plus grands intérêts ;

« Elle doit être hiérarchique, afin d'établir un sys-
 « tème universel de gradations entre les intérêts de
 « toutes les natures et de toutes les localités ;

« Elle doit être mise en possession du pouvoir social
 « qui seroit attribué à ses diverses gradations par l'effet
 « d'un droit inhérent à chaque degré d'intérêts, et non
 « par celui d'un choix.

« L'association seroit démocratique, en ce que l'in-
 « dividu n'y entreroit qu'en qualité de représentant
 « de la part d'intérêts qu'il possède, et non en vertu
 « d'aucun titre personnel. Elle seroit par conséquent
 « amovible, c'est-à-dire démocratique, puisqu'en ces-
 « sant de posséder, l'individu, quel qu'il soit, perdrait
 « le droit attaché à la portion d'intérêts qu'il auroit
 « aliénée.

« L'association seroit aristocratique, en ce qu'elle ne
 « placeroit l'exercice du pouvoir social que dans les
 « sommités de la société, c'est-à-dire dans ses plus grands
 « intérêts, et par conséquent dans ses éléments conser-
 « vateurs.

« Elle seroit hiérarchique, en ce qu'elle appellerait

« les intérêts à l'exercice du pouvoir social d'après leurs
« graduations naturelles, et non d'après un ordre de
« classification quelconque.

« L'association doit posséder enfin, par le droit, et
« non par le choix, le pouvoir que la constitution so-
« ciale attribuerait à chaque degré d'intérêts, afin
« qu'elle soit indépendante du peuple et du gouverne-
« ment, et puisse servir à-la-fois de garantie et de con-
« tre-poids à tous les deux (1). »

Il est donc vrai que la pairie ne sauroit suffire pour
représenter parmi nous l'espèce d'aristocratie qu'exige
l'état actuel de la société. Il est donc vrai que le mor-
cellement excessif de la propriété foncière nuirait à la
société, puisqu'il mettroit obstacle à la formation de
cette aristocratie.

C'en est assez sur les deux propositions du noble
orateur auquel je m'étois proposé principalement de
répondre. Il ne me reste plus à examiner que l'effica-
cité de la disposition.

Rien ne m'a plus surpris, je l'avoue, au milieu de
tant d'objections contraires, que les doutes qu'on a
exprimés sur ce point.

Pourquoi la disposition manqueroit-elle d'efficacité?
Est-ce par sa forme ou par son principe?

Commençons par la forme. J'ai bien entendu plu-
sieurs adversaires du projet exprimer le désir qu'il fût
ajourné. Ajourné; ils n'en repoussent donc pas le prin-
cipe; ils admettent donc l'utilité du droit de primo-
géniture; car ce qui est inutile ou pernicieux, on ne
l'ajourne pas seulement, on le condamne; on ne tran-
sige pas avec lui, on l'écarte et on le rejette.

(1) Lettres de Saint-James.

Ajourné; mais pour quel motif? Manque-t-il quelque chose à cette disposition? dites-le. Dites comment elle est imparfaite; dites ce qu'il faut qu'on y ajoute ou qu'on en supprime. Essayez, rédigez vous-même; prouvez par des faits l'irrégularité et l'insuffisance dont vous vous plaignez.

Ce n'est qu'une ébauche, ont dit quelques orateurs; c'est l'œuvre de la précipitation et de l'imprévoyance. Non, Messieurs, c'est l'œuvre de la réflexion et du temps. Il y a plus de six ans que le Gouvernement s'en occupe, et plusieurs de nos adversaires auroient pu attester à la Chambre que l'administration dont ils étoient membres y a travaillé avant nous.

Que n'a-t-on pas écrit depuis trois mois entiers que ce projet est connu? Qui pourroit dire, s'il étoit vrai que la forme de la disposition fût en effet incomplète et défectueuse, qu'on eût manqué de temps ou de zèle pour en découvrir le vice secret? On a multiplié les critiques et les objections: en est-il resté quelque chose? On a exprimé des craintes sur l'exécution du projet: ces craintes n'ont-elles pas été dissipées? On a appelé le droit civil à son aide: le droit civil n'a-t-il pas réfuté lui-même les contradicteurs?

Mais si la forme de la disposition ne doit pas nuire à son efficacité, comment contester les effets qu'elle doit produire?

J'interroge les publicistes, et tous me répondent que le droit de primogéniture est un moyen infail-
lible de conserver les biens et de perpétuer les familles.

Je demande à l'histoire pourquoi les lois de primogéniture ont été données aux anciens peuples? L'his-

toire atteste que ce fut pour empêcher la ruine des familles et leur dispersion.

Je consulte les nations modernes, et elles rendent témoignage que leur noblesse ne s'est conservée que par le droit de primogéniture.

J'écoute ensuite les ennemis de cette institution : quel est leur langage ? A les entendre, le droit de primogéniture est une invention de l'orgueil. De l'orgueil, Messieurs ! pourquoi donc ? Apparemment parce qu'il contribue à protéger contre les efforts du temps le nom qu'on a honoré, la famille dont on a élevé la condition, l'héritage qu'on a fécondé, la demeure qu'on a embellie. Il conserve donc, ce droit qu'on accuse ; il n'est donc pas vrai qu'il manque d'efficacité.

Et comment en manqueroit-il en effet ? Ses résultats sont doublement favorables ; car, premièrement, il donne à celui qui l'exerce une part plus forte dans l'héritage de son père ; et secondement, sa propre fortune étant plus considérable, elle lui fournit les moyens de former un meilleur établissement.

Pressons cependant cette objection de plus près. Quelle épreuve plus facile et plus sûre que de suivre et de comparer dans une famille les effets des deux systèmes contraires, celui de l'égalité des partages, et celui du préciput que nous proposons ?

J'emprunte d'abord, pour éviter toute controverse, les bases de mes calculs à nos adversaires. Je ne ferai que déduire les conséquences légales de leurs propres combinaisons.

Ils affirment, 1^o que le terme moyen des fortunes

auxquelles la loi seroit appliquée, peut être fixé à 3,000 francs de rente; je l'accorde:

2° Que l'égalité préside en général à la formation des mariages, et que la fortune des deux époux est communément pareille; je l'accorde:

3° Que le nombre moyen des enfants est de trois dans la généralité des familles; je l'accorde encore.

La famille que l'on me fournit pour modèle se compose donc de trois enfants, et possède un revenu de 6,000 francs.

Je fais les partages dans cette famille, et j'applique d'abord la loi du préciput; qu'en résulte-t-il?

Comme il y a trois enfants, le préciput est du quart des biens. L'aîné reçoit donc en premier lieu, dans la succession de son père et de sa mère, une part avantageuse de 1,500 francs.

Il reçoit ensuite le tiers du reste pour sa légitime, c'est-à-dire une seconde somme de 1,500 francs.

Sa fortune personnelle s'élèvera donc à 3,000 fr. de revenu.

Et comme on nous dit que l'égalité préside à la formation des mariages, sa femme lui portera à son tour un revenu de 3,000 francs.

Cette seconde génération possédera donc un revenu de 6,000 fr. comme la première.

Répétez ensuite cette opération jusqu'à l'infini; vous obtiendrez jusqu'à l'infini le même résultat.

Le droit de primogéniture est donc essentiellement conservateur, et par conséquent efficace.

J'entends qu'on m'interrompt et qu'on dit que ces calculs ne sont pas exacts, parceque la femme n'aura pas un droit de primogéniture. Ils sont exacts malgré

cette observation, parceque le droit de primogéniture n'est pas nécessaire pour qu'une femme possède un revenu de 3,000 fr., et qu'il ne sauroit empêcher que celle qui possède ce revenu ne donne plus volontiers sa main à l'homme qui en possède un pareil qu'à l'homme qui en possède un moindre.

Je continue donc, et je refais maintenant le partage selon la loi de l'égalité.

Les 6,000 francs étant divisés en trois parts égales chaque lot est réduit à 2,000 fr.

Le fils se marie et obtient par-là un nouveau revenu de 2,000 fr.

4,000 fr. de revenu, voilà sa fortune.

Cette fortune se subdivise à son tour: le lot dans cette génération nouvelle n'est déjà plus que de 1,333 francs 33 centimes.

Cette génération se marie, et sa fortune est doublée, elle possédera donc 2,666 francs 66 centimes de revenu.

Mais elle meurt et son héritage se divise encore en trois lots: le lot s'est réduit à 888 fr. 88 centimes.

Le mariage en doublera la valeur et il s'élèvera à 1,777 fr. 76 centimes.

Mais la mort revient; et ce revenu, divisé lui-même en trois parts, ne sera désormais que de 592 francs 58 centimes.

Ainsi, car il seroit superflu de pousser plus loin ces démonstrations, la famille primitive possédoit un revenu de 6,000 fr.

La première génération descend à 4,000 fr.

La seconde, à 2,666 fr. 66 centimes.

La troisième, à 1,777 f. 76 centimes.

La quatrième, à 592 francs 58 centimes, ou, si l'on veut, à 1,185 francs 16 centimes, en supposant qu'elle se marie.

Comparez donc, Messieurs, et jugez. Jugez entre ces deux systèmes, dont le premier soutient au moins l'un des membres de la famille, s'il ne peut pas les protéger tous; et dont le second les dégrade tous, uniformément. Choisissez entre ces deux législations opposées: celle-ci, amie de la démocratie, qui s'en fait un appui et qu'il établit par-tout avec elle; celle-là, dont l'aristocratie ne peut se passer et à l'abri de laquelle la monarchie a toujours fleuri. Choisissez; mais avant de faire ce choix décisif, méditez profondément sur ses conséquences, et n'oubliez pas, je vous en conjure, que le temps, qu'on ne fléchit point, jugera votre jugement.

CHAMBRE DES PAIRS.

PAISSONS

N° 55.

1826.

Séance du 7 avril 1826.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DESSOLLE,

**SUR l'article 1^{er} du projet de loi relatif aux successions
et aux substitutions.**

MESSEIERS,

L'article 1^{er} de la loi est celui qu'il me paroît nécessaire d'attaquer plus particulièrement, parceque, d'un côté, il fonde une grande injustice dont les effets seront funestes et prochains, et que de l'autre, il me semble sans efficacité pour arriver au but qu'on prétend atteindre: ce dernier avantage appartiendrait bien plus au troisième article de la même loi.

M. le Garde des sceaux, lors de la présentation de la loi, a établi dans son discours qu'elle étoit nécessaire au système d'un gouvernement monarchique, à l'amélioration des mœurs nationales, quand ce ne seroit que sous le rapport de la stabilité; enfin, il l'a présentée comme un moyen de réprimer cette tendance de la propriété foncière à se morceler au point d'en faire disparaître jusqu'à la plus foible influence.

Sans rappeler tous les développements dans lesquels

il est entré, je ne parlerai que des principes auxquels il est arrivé, et qu'il a positivement établis. La propriété foncière, a-t-il-dit, est plus favorable à la monarchie que la propriété mobilière : l'une est plus durable ; l'autre, plus changeante de sa nature, est frappée d'un mouvement continuel. Dans les circonstances actuelles, la propriété foncière tend à se diviser à l'infini par un morcellement progressif ; l'autre, par un mouvement opposé, tend sans cesse à s'accroître, et multiplie ses forces sans mesure.

Pour juger du mérite et de l'exactitude de ces assertions, il est je crois nécessaire d'analyser ce qu'est la propriété foncière, de sa nature : ici je me servirai avantageusement de la théorie si savamment développée dans le discours du noble Pair, qui hier a parlé le dernier.

La terre est sans doute la source principale de nos richesses ; elle en est le premier élément, mais elle est loin d'être le seul qui contribue à la naissance des richesses qu'elle produit. Qu'est-ce que les produits de la terre livrée à ses efforts spontanés, et avant que le travail de l'homme y soit appliqué ? L'homme seul, par son travail, la force à produire ce qui est nécessaire pour satisfaire aux besoins de l'homme et à ses jouissances : plus ce travail est énergique et constant, plus ses produits augmentent de valeur, soit par la quantité, soit par le choix de ces mêmes produits. Mais, si le travail de l'homme est aussi puissant, pour mettre ce travail en mouvement, il faut avancer à l'homme la subsistance du jour, celle du lendemain, il faut payer les labeurs long-temps avant d'en recueillir les fruits ; il faut donc des avances, un capital, un fonds de ri-

chesse déjà accumulé. Qu'est-ce donc que la culture de la terre, si ce n'est une industrie véritable qu'on appellera, si l'on veut, industrie agricole par opposition à l'industrie manufacturière, dont les travaux ne s'appliquent pas à la terre même, mais seulement aux matières qu'elle produit, qui en change la forme pour les adapter à de nouveaux besoins, à de nouvelles jouissances, que les hommes se sont créées?

La culture des terres est donc une véritable industrie, car elle se sert des mêmes moyens, le travail et les capitaux. Il est à remarquer ici que la force du capital y est plus puissante proportionnellement que l'étendue du terrain qu'on cultive: ce n'est que lorsque, pour une mesure de terrain donnée, on a atteint la limite du capital qu'elle peut absorber, qu'une plus grande étendue de ce terrain commence à jouer un rôle réellement utile à la richesse publique, parcequ'il offre un placement nouveau à l'emploi de nouveaux capitaux. Les capitaux, qui ne sont autre chose que la propriété mobilière, sont donc la force vivifiante de la propriété foncière. Séparée entièrement de la propriété mobilière, la propriété foncière se réduit à des produits spontanés, c'est-à-dire à presque rien; dès-lors à quoi bon les distinguer, pour s'effrayer des progrès de la première, et honorer plus particulièrement la dernière, lorsque ce n'est que par l'accroissement des capitaux que la propriété foncière augmentera son importance? Pour parler exactement, faut-il distinguer la propriété foncière de la propriété mobilière; pour dire, de l'une, qu'elle a plus de durée, et de l'autre, qu'elle change sans cesse et dure peu? Il est plus vrai de dire que le Gouvernement doit voir avec un intérêt

plus spécial les capitaux qui, à quelque titre que ce soit, se portent vers la terre plutôt que vers toute autre spéculation, parceque ces capitaux tendent plus ou moins à se fixer sur le sol de la patrie; parcequ'ils y sont exposés à des chances moins funestes; parceque les bénéfices, quoique moins considérables, en sont plus assurés; parceque, s'ils n'offrent pas, comme ailleurs, de ces fortunes subites ou au moins aussi rapides dans un espace de temps donné, ils n'en assurent pas moins à la richesse générale un accroissement constant, et qui, aussi avec le secours du temps, pourra l'élever à un degré de prospérité à laquelle on ne sauroit assigner de limite. Voilà, je crois, un langage plus exact et plus vrai.

J'ai dit plus haut que l'accroissement des capitaux tendra sans cesse à augmenter l'importance de la propriété foncière; il est nécessaire que j'explique ce que j'entends par cette importance: je veux indiquer la mesure de richesse qu'elle donne à celui qui en est le possesseur.

S'il est vrai que la richesse de la propriété foncière tiennne moins à son étendue qu'à la puissance du capital avec lequel elle est exploitée, à quoi bon cette ligne que la loi prétend établir entre les propriétés qui méritent, dans l'intérêt de l'État, d'être soumises à un régime particulier, et celles qu'on peut abandonner à leur sort naturel, tel que les lois actuelles l'ont déjà fixé? Qu'est-ce donc que le cens de 300 fr., de 1000 fr., ou tout autre qu'elle indiquera pour point de démarcation? Je supposerai deux propriétés, l'une de la contenance de cent arpents, l'autre de trois cents, toutes les deux exploitées avec un capital égal, que je suppo-

serai de la valeur de vingt mille francs. La première, à raison d'un plus fort capital proportionnel, offrira un bénéfice net de 3000 fr., tandis que l'autre, à raison d'un capital proportionnel inférieur, ne présentera qu'un bénéfice net de 2000 fr., et l'hypothèse est sans exagération. D'après la manière dont on procède à l'assiette de l'impôt, la première, à raison de la qualité supérieure d'une terre bien cultivée, sera taxée à 6 fr. de contribution par arpent; l'autre, à raison de la qualité d'une terre moins bien cultivée, sera taxée seulement à 4 fr. Cependant, d'après cette base, la première sera portée au rôle pour une contribution de 600 fr., et la seconde pour une contribution de 1,200 francs. Qu'aura fait le cens dans ces deux cas? il aura indiqué la première de ces deux propriétés comme la moins importante, et ce sera la plus riche; il aura indiqué la seconde comme la plus importante, et ce sera la plus pauvre: le cens aura donc donné un résultat tout-à-fait opposé à celui que la loi rechercherait.

En résumé, la richesse territoriale étant moins en rapport direct avec l'étendue de la propriété qu'avec le fonds capital employé, et d'un autre côté, l'assiette de l'impôt s'établissant principalement sur la contenance, quoiqu'un peu modifiée par quelques considérations plus ou moins arbitraires pour la qualité des terres et leur fertilité, on peut assurer que le cens, quel qu'il soit, ne sauroit donner que des indications fautives dans le but de la loi. Cet inconvénient, que je ne crois pas avoir été signalé, acquiert encore plus d'importance, si on le rattache au caractère de variation et de mobilité qu'entraîne cette base, et que plusieurs orateurs lui ont déjà reproché.

Mais pourroit-on m'objecter que je n'ai jusqu'ici traité la question que sous le rapport de la culture des terres et non sous celui du droit de propriété? Qu'est-ce donc que ce droit, si ce n'est la garantie donnée par les lois au possesseur, de n'être pas troublé dans la jouissance de sa propriété reconnue? Sous ce rapport, cette garantie n'est-elle pas égale pour un arpent comme pour mille? il n'en sauroit donc résulter un avantage qui ne soit commun à la petite comme à la grande propriété.

Maintenant je passe à l'examen de la question du morcellement des propriétés, qui paroît inspirer un tel effroi, que l'on ne craint pas de porter à la hâte la plus rude atteinte à l'ordre des successions établi, et cela pour opposer une barrière à une tendance si funeste. La loi proposée sera-t-elle donc une barrière? Si, d'un côté, elle tend à conserver quelques lots de propriété plus considérables, de l'autre elle tend à faire des petits lots bien plus nombreux, et par-là elle favorise ce morcellement qu'on vouloit tant éviter; mais rassurez-vous, Messieurs, l'intérêt particulier saura trouver la limite et poser cette barrière. Ce sera cette mesure de propriété qui, dépassée, n'offrira plus qu'une charge sans profit: là s'arrêtera bien sûrement la division de la propriété, parceque personne ne veut travailler pour perdre.

Enfin, pour poser cette barrière, ne faudroit-il pas avoir examiné et jugé les diverses causes qui ont amené cette multiplication de la petite propriété? Pour les juger ne faudroit-il pas avoir considéré toutes les circonstances au milieu desquelles elle s'est opérée.

Le partage égal des successions a eu lieu sous l'assemblée constituante, et c'est principalement à cette circonstance que les Ministres assignent la cause du morcellement; aussi ne cherchent-ils à s'y opposer que par un changement de système dans l'ordre des successions. D'autres orateurs ont observé que, dans le cours de la révolution, et à deux ou trois époques différentes, on a mis en vente une masse immense de propriétés comparativement à celles qui, dans un état ordinaire, demandent à changer de mains. Il en est résulté ce qui arrive dans tout marché encombré d'une même qualité de marchandises: le prix s'en est avili; en s'avilissant, la propriété a été mise à la portée de la classe la moins riche: c'est ainsi que de grandes propriétés se sont divisées et qu'elles ont créé cette quantité de petits propriétaires contre laquelle on se récrie aujourd'hui. Cette seconde circonstance est tout-à-fait accidentelle Il seroit inutile d'en chercher le remède, parcequ'il est impossible d'en prévoir le renouvellement. Mais enfin n'y auroit-il pas une autre cause plus constante, et qui pourroit encore pousser à de nouveaux morcellements? C'est ce que je vais examiner. N'oublions pas seulement ce que j'ai dit plus haut, que la terre ne rend de bénéfice qu'à raison de la puissance du capital employé.

Avant la révolution, la France, malgré sa richesse, étoit un des pays de l'Europe dont l'agriculture étoit la plus dénuée de capitaux, si l'on en excepte deux ou trois provinces. Dans les premières années de cette révolution, et au moment où s'opéroit ce grand mouvement dans les propriétés que j'ai déjà signalé, l'étude des sciences prenoit une nouvelle direction. Sans ces-

ser de marcher à de nouvelles découvertes, plusieurs esprits s'attachèrent particulièrement à chercher les moyens les plus simples d'appliquer les théories savantes à une meilleure pratique dans les procédés des arts utiles. On trouva, dans la chimie, dans la mécanique, dans l'étude sur la physiologie des plantes, des moyens de perfectionnement à ajouter aux méthodes agricoles suivies jusqu'à ce jour. On observa les pays dans lesquels l'agriculture obtenoit les plus riches résultats, et on s'aperçut que c'étoit moins à la qualité de la terre qu'étoient dus ces résultats qu'à la bonté des procédés de culture qu'on y pratiquoit. Dès-lors de nouvelles doctrines s'établirent, et à côté d'elles, des exemples frappants pour les appuyer; elles furent donc préconisées et l'opinion s'en saisit. Cependant, l'introduction des nouvelles méthodes demandoit un accroissement de capital, et c'étoit une barrière, surtout en France, difficile à franchir. La tendance des capitaux vers l'industrie agricole est bien lente comparativement à celle qui les porte vers des emplois plus lucratifs. Le desir et l'espérance d'accroître leur avoir porte naturellement la plupart des hommes à préférer les chances les plus promptes quoique les moins sûres: l'expérience seule peut modifier un mouvement si naturel.

Les nouvelles méthodes ne purent donc commencer à s'établir que sur les propriétés qui eurent le plus de facilité à se procurer un capital suffisant, et ce fut la petite propriété à qui devoit appartenir cet avantage. Ici, Messieurs, qu'il me soit permis, dans l'intérêt de la vérité, d'arriver jusqu'à des détails qui, au premier coup d'œil, paroissent peu dignes de la haute question

qui se traite, mais qui n'en sont pas moins des éléments utiles à considérer. Pour juger de la facilité avec laquelle une petite propriété peut se procurer ce capital, je supposerai un simple journalier qui, par un événement quelconque, aura obtenu tout juste les fonds nécessaires pour acquérir la propriété d'un arpent de terre. La propriété payée, il ne lui reste plus rien. Avec quel capital commencera-t-il sa nouvelle exploitation? Il n'a pas un écu; de quoi va-t-il donc disposer? de ses deux bras et de trois cent soixante-cinq journées de travail dans la révolution d'une année. Cela seul, en estimant la journée à 30 sous, représente déjà un capital de plus de 500 francs. Il disposera des soins de sa femme et de ses enfants, qui l'aideront à sa petite culture, soit en allant chercher des engrais sur la voie publique, soit en tirant une vache à la corde et la faisant paître sur les bords des fossés, soit par mille autres soins. Il aura cependant sa famille à nourrir avant d'atteindre sa première récolte. Le crédit nécessaire pour faire cette avance, où le trouvera-t-il? Dans la garantie que sa terre et sa récolte prochaine offrent à celui qui va le lui fournir. On ne sauroit évaluer à moins de cent pistoles un semblable capital, et, sans avoir un écu de reste, il aura eu la faculté d'en disposer. Y a-t-il aujourd'hui une seule grande propriété qui soit cultivée par un capital proportionnel aussi fort? Qu'on choisisse pour exemple une ferme d'une certaine étendue; qu'on divise le capital du fermier qui l'exploite par le nombre d'arpents qu'elle contient, et l'on verra si la part de ce capital qui revient à chaque arpent est égale au capital du simple journalier dont j'ai parlé plus haut. J'ose assurer que

cette part, dans la ferme la mieux établie, ne sera pas la moitié, peut-être le cinquième du capital employé par l'ouvrier ; et cependant, si c'est la force du capital qui détermine la richesse des produits, si dans les circonstances actuelles, c'est à la petite propriété bien plus qu'à la grande qu'appartient en général la faculté de réunir plus promptement un capital suffisant, si par cette cause elle obtient des bénéfices supérieurs à ceux de la grande propriété, faut-il s'étonner de la tendance au morcellement de celle-ci, soit pour sa culture, soit pour ses dimensions comme propriété ? Mais quel est le remède à ce morcellement auquel, sous d'autres rapports, on trouve de si graves inconvénients ? Il n'en est qu'un peut-être, et c'est au moins le plus puissant, l'accroissement des capitaux ; car si la petite propriété a ses avantages, la grande a aussi les siens. L'introduction des machines et des animaux en remplacement d'un travail beaucoup plus cher, celui de l'homme ; la division du travail, cette puissance si bien reconnue aujourd'hui, et dont la grande propriété est bien plus susceptible que la petite ; la puissance d'acheter et de vendre plus à propos et avec plus d'avantage, puissance qui résulte d'une plus grande richesse disponible dans la même main, voilà les moyens avec lesquels la grande propriété pourra rivaliser avantageusement avec la petite propriété, peut-être même sans des capitaux aussi puissants que ceux qu'absorbe cette dernière.

C'est donc avec l'accroissement des capitaux que s'établira une impulsion entièrement opposée à celle qu'on remarque aujourd'hui avec tant d'inquiétude ; qu'on pourra revenir du morcellement à la concen-

tration des propriétés. Tout autre moyen sera foible ou nul pour imprimer cette nouvelle impulsion.

Sur-tout qu'on n'aille pas chercher dans d'anciennes législations les moyens par lesquels on suppose qu'elles influoient sur les dimensions de la propriété et sur la mesure des fortunes : les temps sont bien changés. Seroit-ce chez les peuples anciens ? mais l'état d'esclavage, admis dans leur législation, suffit pour avertir combien, chez eux, la société étoit autrement constituée. Est-ce dans des temps moins anciens, et chez les peuples modernes ? Je dirai encore que la société a bien changé de face. L'état d'immobilité qu'affectoit la propriété foncière comparativement à la propriété mobilière n'existe plus ; ce rapport est changé. Depuis que, pour les besoins d'un commerce sans cesse croissant, on a inventé tant de moyens de représenter les capitaux existants, de les faire circuler, de les réunir, pour se présenter sur le point où les plus grands échanges veulent s'opérer, n'est-ce pas des leviers puissants pour soulever les plus vastes propriétés ; et c'est ainsi qu'on peut dire que la propriété foncière est entraînée dans la circulation générale, d'un mouvement presque égal à celui de la propriété mobilière ; que les lois ne sauroient lutter contre le torrent qui les entraîne, ni leur imprimer une plus ou moins utile direction.

Mais je me résume :

Je crois avoir prouvé d'abord, que toute distinction entre la propriété foncière et la propriété mobilière est inutile dans l'intérêt de l'État, puisque la première ne sauroit offrir un degré de richesse important qu'à l'aide de la dernière ; que, par conséquent, toutes les

deux ont droit aux mêmes égards; que ces égards ne sont que le plus grand respect aux droits de la propriété, sous quelque titre qu'elle se présente;

Ensuite, que la distinction qu'on prétend établir dans l'importance des propriétés, pour les soumettre ou non à un ordre de succession particulier, ne sauroit s'établir sur une base plus fautive que celle de la cote de leurs contributions, ce qui seroit ajouter encore aux inconvénients déjà reconnus par plusieurs orateurs, relativement à la variation et à l'incertitude qui caractérise une base semblable;

Que le morcellement de la propriété tient moins au partage égal des successions qu'à l'avantage que les petites propriétés ont sur les grandes, de réunir plus facilement un capital d'exploitation suffisant et proportionnel, moyen si puissant d'opérer et d'augmenter les bénéfices de l'industrie agricole; que ce morcellement ne sauroit trouver de limite réelle qu'à ce point où la division de la propriété la rendroit onéreuse à l'intérêt particulier; que le changement de cette tendance, en un mouvement opposé, ne pouvoit s'opérer que par l'accroissement des capitaux, en augmentant la part qui s'appliqueroit aux grandes propriétés, lorsque les plus petites seroient remplies de la portion qu'elles peuvent absorber;

Que, dans l'état actuel des affaires humaines, les lois ont perdu de leur empire, soit sur les dimensions que la propriété pourra affecter, soit sur son plus ou moins de mobilité, soit sur la direction qu'elle prendra dans la circulation générale; que, sous ces trois rapports, il s'est créé des agents trop actifs qui l'entraînent et qui luttent plus victorieusement qu'autrefois contre la puissance de ces lois même.

S'il en est réellement ainsi, quelle influence attribuer aux dispositions de la loi proposée? Son but sera-t-il atteint? Ses résultats ne sont-ils pas incertains pour l'avenir, peut-être même illusoires? Mais ce qui est certain pour le présent, c'est que les inconvénients en sont positifs et déjà ressentis. Vainement voudroit-on méconnoître les inquiétudes qu'elle a déjà produites : n'est-il pas naturel que tout le monde soit agité, lorsque chacun de ceux qui croyoient leur sort irrévocablement fixé, le voit de nouveau livré à des incertitudes pour l'avenir, et menacé d'un changement qui, pour la majorité, n'est que la perspective d'une plus pauvre et chétive existence?

CHAMBRE DES PAIRS.

DISCUSSIONS

56.

1826.

Séance du 7 avril 1826.

DÉVELOPPEMENTS

D'UN amendement proposé par M. le duc DE GRILLON à l'article I^{er} du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

MESSIEURS,

Je me suis abstenu de prendre la parole sur l'ensemble d'une loi qui comprend des intérêts d'une si haute importance, et qui a amené une aussi vaste discussion. J'ai dû laisser le soin de traiter ces questions de droit commun et politique à des orateurs plus habiles, dont les voix éloquentes retentissent encore à cette tribune!

En évitant autant que possible de rentrer dans la discussion générale, je me bornerai à développer devant vos Seigneuries un simple amendement que je leur sou mets, et qui aura peut-être à leurs yeux le mérite de rapprocher des opinions jusqu'ici divisées. Si, comme je le désire, il est accueilli, et par ceux qui voient dans le projet de loi un moyen indispensable pour parvenir à conserver la notabilité des familles, et par ceux qui, embrassant avec ardeur le

(2)

principe d'égalité de partage consacré dans la nation par trente ans d'usage, ne voudroient pas en priver les classes les plus nombreuses de la société, en leur imposant une disposition qu'ils regardent comme un privilège en faveur des uns, et une servitude envers les autres.

Lorsque je considère dans quel but a été conçu le projet de loi, le premier qui se présente à mes yeux est celui de prêter appui à l'aristocratie: et ce mot si étrangement compris et représenté sous des couleurs si fausses, dans un temps déjà loin de nous, uniquement pour trouver prétexte aux plus atroces excès nés d'une égalité fantastique, les Pairs de France ne craindront pas de le prononcer!

L'aristocratie peut-elle trouver des défenseurs plus zélés que dans le sein de cette noble Chambre? Cette brillante discussion a fourni dans son cours occasion à plusieurs orateurs de faire entendre leur voix en sa faveur. Disons-le franchement, Messieurs, l'aristocratie légale, telle que la reconnoît le Gouvernement dont nous avons le bonheur de jouir, est un pouvoir inhérent à la monarchie, aussi indispensable pour assurer la conservation des droits du Souverain, que pour maintenir les libertés publiques confiées à sa garde; partie intégrante de notre constitution, personne n'est tenté de lui porter envie. Mais, avouons-le, ainsi que l'a si bien exprimé un noble Marquis dans une des précédentes séances, la Chambre haute, appelée à former la tête de l'aristocratie, ne sauroit la composer à elle seule; elle a besoin, pour consolider son existence et fortifier son institution, de s'appuyer sur une base plus large, en se liant aux classes les plus distinguées dans

le pays par leurs notabilités, et l'on ne peut nier que la propriété foncière n'en soit le premier élément; sa stabilité donne la plus forte garantie à la chose publique; le privilège dont il est ici question de l'investir ne sauroit jeter l'effroi parmi les esprits même les plus susceptibles, dont les craintes, faciles à s'éveiller s'il s'agissoit de préférences accordées à la naissance, ne peuvent trouver prétexte à se manifester, lorsque la propriété seule fait la distinction. C'est, je l'avoue, ce principe d'aristocratie fondé sur la propriété que je me plais à reconnoître dans la loi proposée, et que je crois utile d'introduire dans notre monarchie pour balancer la force démocratique, et la maintenir dans une juste harmonie avec les autres pouvoirs.

On vous a dit à cette tribune, Messieurs, que là où l'aristocratie existoit depuis longues années, défendue par les intèrs, ce ne seroit pas sans danger qu'on essaieroit de la détruire; on devoit plutôt respecter les institutions qui s'y rattachent, et en sont la conséquence; mais que là où elle n'existoit pas, on ne pouvoit songer à la créer, que c'étoit au temps seul qu'appartenoit ce grand ouvrage!... Je ne puis admettre ces principes, nobles Pairs; oui, le temps qui détruit tout, par un effet inverse vivifie l'aristocratie en ajoutant à son lustre; plus celle-ci est vieille, plus elle a de vigueur; mais le temps ne peut agir s'il ne trouve des matériaux préparés à l'avance; c'est à la loi qu'appartient le soin d'en disposer la base en fondant les institutions, le temps achèvera de consolider l'édifice. Pour quoi, sans nous laisser entraîner à copier servilement un peuple voisin, refuserions-nous cependant d'admettre pour modèle quelques unes de ses institutions

qui tendroient à rehausser chez nous la dignité de la Pairie, augmenter son importance, lui créer une sorte de patronage dans nos départements ? convaincu comme je le suis que cela ne pourroit être que dans l'intérêt de la monarchie.

Nul doute qu'il ne soit désirable que de grandes fortunes soient l'apanage de la Pairie ; mais il est essentiel qu'elles existent aussi en-dehors pour former un intermédiaire entre la Pairie et le peuple ; c'est leur préservation contre le morcellement qu'on doit attribuer en première cause à l'égalité de partage, dont il convient de s'occuper sérieusement : aussi est-ce par ce motif que l'art. 1^{er} du projet, dont le but est de maintenir dans les familles la notabilité dont elles jouissent, en assurant à l'un de ses membres la fortune correspondante, et sans laquelle cette notabilité ne sauroit exister, doit se concentrer sur un certain nombre seulement, sans embrasser la généralité qui le repousse, nous n'en saurions douter : c'est à ce titre qu'est conçu l'amendement que j'ai l'honneur de soumettre à vos Seigneuries ; il s'applique à l'art. 1^{er} du projet dont il restreint la trop grande extension, en assignant pour limites de son action les propriétés foncières payant en principal mille francs de contribution ; ce qui leur suppose un revenu d'environ douze mille francs, en leur appliquant le même calcul dont s'est servi M. le Ministre des finances à l'égard des 300 fr. au principal de la contribution : et remarquez, Messieurs, que d'après des calculs positifs, sur cinq millions de propriétés, qui fractionnent notre territoire, on en compte huit mille au plus d'un revenu au-dessus de douze mille francs ! La loi circonscrite sur un nombre si limité, devient pour

ainsi dire étrangère au reste : ainsi s'évanouissent tous ces sombres tableaux tracés pour effrayer nos imaginations, et dont on se sert chaque jour pour assiéger l'opinion publique. Si d'ailleurs vous faites attention, Messieurs, que ces *huit mille* familles pour la plupart sont depuis long-temps dans l'habitude d'avantager leurs fils aînés, pourra-t-on objecter que la loi leur paroitra une servitude ? N'est-il pas plutôt permis de croire qu'elle achèvera par son initiative de déterminer à la suivre, ceux d'entre les pères qui conserveroient encore quelque irrésolution à cet égard ? On ne sauroit nier que beaucoup se trouvent arrêtés aujourd'hui dans leur intention de disposer envers un de leurs enfants de la quotité que leur laisse le Code, par la crainte de faire naître au sein de leur famille des més-intelligences qui doivent disparaître quand c'est la loi, étrangère à toute affection particulière, qui parle seule au nom de la société, assumant toute responsabilité, dont le père de famille se trouve dès-lors dégagé. Eh ! n'est-ce pas le cas de dire que si les mœurs agissent sur les lois, celles-ci réagissent à leur tour sur les mœurs ?

On objectera peut-être que circonscrire l'effet de la loi sur *huit mille* familles seulement, c'est trop la restreindre et affaiblir cette aristocratie qu'on prétend établir ; qu'elle ne reposeroit alors que sur les sommités, et que plusieurs départements du royaume s'en trouveroient entièrement exclus ? Mais il est facile de répondre que l'aristocratie devant se baser sur les grandes fortunes, à raison de la puissance et de l'indépendance qu'elles apportent avec elles-mêmes, c'est elle avant tout qu'il est nécessaire que la loi atteigne :

quant aux propriétaires intermédiaires, et descendant jusqu'à ceux plus secondaires qui envieroient le privilège dont la loi investit un petit nombre seulement, ne seront-ils pas maîtres de s'attribuer à l'instant le même privilège, puisqu'il est en leur puissance? C'est alors qu'on pourra dire que le but de la loi sera complètement atteint, puisqu'elle sera passée dans les mœurs!...

S'il est de l'essence des richesses mobilières d'être mises, pour ainsi dire, en circulation et astreintes à un mouvement continu, il n'en est pas de même des richesses immobilières, dont le nom seul indique le repos: il est incontestable que la stabilité des biens dans les mêmes familles attache celles-ci de plus en plus au sort de l'État, et en assure la tranquillité.

On ne fera pas assurément le reproche à l'art. 1^{er} du projet de tendre à recréer des fortunes colossales: il n'agira tout au plus que pour prolonger la durée de celles existantes aujourd'hui; il est évident en effet, que la quotité disponible revenant à l'ainé sans interruption d'âge en âge, en admettant que le père de famille n'use jamais de son droit de *veto*, ne pourra parvenir à former une fortune même égale à celle primitive, puisqu'il est aisé de prévoir qu'elle aura subi à chaque mutation la diminution résultant de la soustraction répétée des portions revenant aux frères et sœurs, avec lesquels l'ainé aura dû partager.

En résumé les fortunes foncières représentées par un impôt de mille francs en principal, et qu'on peut évaluer à environ douze mille francs de revenu, sont assez élevées pour ne pas faire craindre qu'en prélevant la part disponible en faveur de l'ainé, les cadets se trou-

vent réduits à partager entre eux des parcelles de terrain qui leur laisseroient à peine les moyens d'existence, comme cela arriveroit indubitablement, si le prélèvement avoit lieu sur des fortunes ne payant que *trois cents francs* d'impôt; il seroit vrai de dire alors que non seulement la loi ne rempliroit plus son but, celui de conserver dans les familles une notabilité suffisante, mais qu'on pourroit même lui reprocher de produire l'effet contraire, en contribuant elle-même au morcellement. Je pense donc que pour être conséquent au motif qui l'a dictée, il est indispensable de restreindre son action beaucoup plus que ne l'a proposé votre commission; c'est le but de l'amendement que j'ai l'honneur de soumettre à vos Seigneuries, et qui consiste simplement à substituer ces mots: *et payant en principal mille francs de contribution foncière*, à ceux: *et payant trois cents francs d'impôt foncier*. Paragraphe 1^{er} de l'art. 1^{er} du projet.

Je termine en ajoutant que j'appuierois avec plaisir, dans un sentiment moral, tout sous-amendement qui tendroit à soustraire à l'action de la loi les successions provenant de parents en état d'interdiction.

CHAMBRE DES PAIRS.

PROPOSITIONS

N° 57.

1826.

Séance du 7 avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE MOLÉ,

Sur l'amendement proposé par M. le duc DE CRILLON à l'article 1^{er} du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions.

MESSIEURS,

Il y a des lois dont toute la portée est dans leur principe. Si ce principe est de nature à changer la base de l'édifice social, s'il inquiète le père de famille jusque dans ses foyers domestiques, quelle modification utile le législateur pourroit-il y apporter?

Prenons garde, Messieurs, aux préventions que de douloureux souvenirs donnent aux meilleurs esprits contre certains mots. Au lieu d'égalité, ne parlons que de justice distributive; mais reconnoissons au moins que cette justice est la base de toutes les institutions humaines, et que tout ce qui la blesse est antipathique aux siècles éclairés. Pénétré de cette vérité, notre Monarque législateur l'a placée au frontispice de son immortel ouvrage. L'article 1^{er} porte : « Les Français sont égaux devant la loi, quels que soient, d'ailleurs, leurs titres et leur rang. » Toute la Charte est dans cet article. Proclamé librement, spontanément, par un

Bourbon, il terminoit sans retour la révolution. L'amendement que vous discutez, non moins que le projet ministériel, le détruit. Les Français ne vivront plus sous une même loi; que dis-je! les enfants d'un même père, des frères, naîtront avec des droits différents. Les Français auront deux lois; celle de l'aristocratie, celle de la démocratie. Parvenu à un certain degré de richesse, chacun deviendra à son tour sujet de la loi aristocratique. Mais en rendant si étroit le cercle de l'aristocratie, l'amendement fait une exception d'autant plus exorbitante au droit commun. Plus l'exception sera rare, plus le cens aristocratique sera élevé; plus l'égalité sera violée, plus le corps social repoussera un principe qui blesse ses lumières, et menace ses intérêts.

Disons-le, d'ailleurs, Messieurs, le cens de 1,000 fr. seroit sur-tout destructif de vos privilèges. La Charte vous a dévolu celui de la primogéniture. L'aîné fils de Pair succède seul à la Pairie, et recueille le majorat attaché à cette Pairie. L'amendement borneroit l'application de la loi, non, comme on vous l'a déjà dit, à dix-huit mille familles, mais à cinq ou six mille, comme M. le Président du conseil vous l'a prouvé par des calculs sans réplique. Il tireroit du droit commun ces cinq ou six mille familles pour les placer dans l'exception que la Charte vous a réservée. Les aînés, les aristocrates de ces familles, se trouveroient tous dans l'autre Chambre, puisque les principaux éligibles auroient tous un aîné; et que tous les aînés seroient éligibles. Ainsi, la Chambre élective, comme la Chambre héréditaire, se trouveroit composée de privilégiés; ainsi les deux Chambres toutes aristocratiques, constituées

sur le même principe, présenteroient un phénomène tout nouveau dans l'histoire des gouvernements représentatifs. Qui pourroit dire, Messieurs, quelle seroit alors la véritable Chambre haute? du moins seroit-il aisé de prévoir quelle seroit la Chambre toute-puissante? celle qui, armée du nombre, de la publicité, du droit d'ainesse, du renouvellement septennal, partageroit de fait avec vous la perpétuité.

Mais il est un autre article de la Charte dont l'amendement n'anéantiroit pas moins les effets; c'est celui qui porte que l'ancienne et la nouvelle noblesse sont conservées. Que seroient ces deux noblesses, privées de privilèges, auprès de ces cinq mille familles que le cens de l'impôt investiroit du droit de primogéniture? Que deviendroient nos deux noblesses, avec leurs titres et leurs glorieux souvenirs, en face de cette noblesse nouvelle, appuyée de privilèges et de toute la puissance de l'argent? Chose singulière! La famille illustrée aux champs de Bovinès, de Fontenoy, de Marengo, d'Austerlitz, pourroit n'avoir point d'ainé, et toute titrée qu'elle seroit, vivre sous la loi de la démocratie, tandis qu'un coup de bourse heureux feroit un aîné et élèveroit une famille à la dignité aristocratique!

Messieurs, je livre ces courtes réflexions à votre haute prudence. Le parti que vous allez prendre aura des conséquences incalculables pour notre avenir. Je regrette, avec un noble Comte (1), que nos procédés parlementaires ne me permettent pas de vous proposer un ajournement. Le chancelier d'Aguesseau embra-

(1) Le comte de Kergorlay.

ploya six ans à préparer l'ordonnance des substitutions; son successeur ne pourroit-il nous accorder le délai d'une année? Ce délai ne seroit perdu pour personne, pas même pour lui. Tout en refusant au temps le pouvoir de faire sans lui de l'aristocratie, M. le Garde des sceaux, dans sa réplique, a reconnu que le temps étoit un utile et puissant auxiliaire pour ceux qui veulent fonder des institutions; qu'il cesse donc de dédaigner son alliance, et qu'il consacre l'intervalle de deux sessions à réunir des documents plus positifs et plus nombreux sur la division des propriétés dans toutes les parties de la France, et le rapport de cette division avec la prospérité du pays. Mais sur-tout qu'il s'entoure de l'avis des cours royales, du conseil d'État, des premiers jurisconsultes du royaume; enfin de tant de lumières dignes de concourir avec les siennes à un travail si important. Qui d'entre vous, Messieurs, n'a pas regretté vivement que les auteurs d'un projet qui trouble toutes les familles ne se soient pas mis plus en frais pour éclairer notre religion? Je n'aurai pas la témérité de prévoir si vous rejetterez ou adopterez la loi; mais si l'on votoit sur son opportunité ou son ajournement, je ne serois pas sans espérance que la Chambre se trouvât unanime. Remarquez-le bien, Messieurs, votre rejet n'aura d'autre effet que d'ajourner, puisque le Gouvernement peut reproduire la loi modifiée ou non modifiée dans la première session. Votre adoption au contraire seroit définitive et irrévocable; et, si elle avoit, contre votre attente, introduit dans notre législation un principe incompatible avec l'état de la société, il faudroit ou que ce principe triomphât de la société, en accomplissant toutes ses

conséquences, ou que la société triomphât du principe par un nouveau bouleversement.

Je me résume : l'amendement qui vous est présenté étendrait vos privilèges à l'autre Chambre, compromettrait l'harmonie entre les premiers pouvoirs de l'État.

Il seroit destructif de la Pairie et des deux noblesses que la Charte a conservées. Par la plus étrange des combinaisons, en un mot, il violeroit tout à-la-fois l'égalité constitutionnelle, et détruiroit d'un seul coup tout ce qui nous reste d'aristocratie.

J'en vote le rejet.

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSIONS

58.

1826.

Séance du 7 avril 1826.

OPINION

DE M. LE BARON DE BARANTE,

SUR un amendement proposé par M. le duc de CAILLON,
sur l'article 1^{er} du projet de loi relatif au droit d'aînesse
et aux substitutions.

MESSIEURS,

Je m'étonne peu de voir M. le Ministre de l'intérieur réclamer la parole. Il semble en effet que les auteurs du projet de loi doivent s'opposer à un amendement qui la dénature entièrement. Remarquons quel chemin a fait cette loi : proposée d'abord pour les successions de 300 fr. d'impôt, elle embrassoit, disoit-on, quatre-vingts ou cent mille familles; il s'agissoit de donner de la fixité aux droits électoraux.

La commission a demandé que le principal seul de la contribution fût pris en considération, et M. le Ministre des finances a déclaré cet amendement excellent, indispensable. Par là, le taux qui détermine l'application de la loi est porté à 450, et, comme les cotes inférieures sont beaucoup plus nombreuses que les cotes élevées, on doit calculer que cette augmentation dans le taux réduiroit de moitié le nombre des

(2)
individus soumis à la loi. Ce n'est donc plus cent mille, c'est quarante ou cinquante: ce ne sont plus les électeurs, mais la moitié seulement.

Puis M. le Ministre des finances, sans rien changer au texte, nous a donné encore de fort judicieuses explications, d'après lesquelles la loi se présentait sous un nouveau jour. Les contributions des femmes se cumulent avec les contributions du mari pour établir le droit électoral; il n'en sera pas de même pour la succession. Supposons les fortunes des deux époux égales: 450 francs, relativement à la loi actuelle, correspondent donc à 900 fr. de cens électoral. Puis il y aura, a-t-on ajouté, les dettes à déduire; ce que le projet ne disoit pas, ne dit pas encore. Ainsi on peut affirmer qu'il faudroit payer mille francs d'impôts pour être soumis au préciput. Voilà les cent mille aînés réduits à dix-huit mille.

Enfin l'amendement proposé porte à mille francs en principal la contribution qui entraînera l'application de la loi: c'est 1,500 fr. pour le total de la contribution. Cela suppose qu'on s'est présenté à la liste électorale avec une cote de 3,000 fr. Je répète les calculs du Ministre.

Combien y a-t-il dans le royaume de contribuables payant 3,000 fr., dettes déduites? On a dit quatre ou cinq mille. J'en doute beaucoup; si j'en juge par le département que j'habite, où il n'y en pas vingt, tout riche et tout peuplé qu'il est. Quelques administrateurs pensent que ce nombre n'ira pas au-delà de quinze cents; admettons quatre mille.

Or, Messieurs, la loi nous a été présentée sur-tout avec un caractère politique: il s'agissoit, disoit-on, de

créer autour du trône une classe de citoyens dont la famille et la fortune seroient mieux conservées et plus fixes. Mais est-il donc indifférent que cette classe soit de cent mille ou de quatre mille? Son action politique, à supposer qu'elle en ait une, sera-t-elle la même? L'institution est-elle de même nature, sera-t-elle animée du même esprit, aura-t-elle la même influence, lorsque les nombres sont si différents? Personne ne peut le croire. Il y a entre ces deux hypothèses la distance d'une démocratie à une aristocratie. Que devient d'ailleurs la préservation des droits électoraux?

Si nous passons aux motifs économiques du projet, la même objection se présente? Veut-on s'opposer à la division des héritages? Déjà il étoit convenu que les électeurs ne possédoient pas la plus grande partie du sol. Si au lieu des cent mille électeurs, on n'agit plus que sur quatre mille familles, quelle foible portion de territoire mettra-t-on à l'abri de cette pulvérisation dont on se fait de terribles idées? Et remarquez que ce qu'on abandonne si facilement, ce sont les petites propriétés, celles qui sont plus près d'être de la poussière, pour parler comme nos adversaires.

Le projet de loi, pour se prêter à une telle diversité de résultats, auroit donc une singulière souplesse. Il seroit doué de la faculté d'avancer et de reculer à volonté.

C'est, Messieurs, que nous ne discutons pas un projet de loi, mais seulement un principe. Rien n'a été plus explicitement articulé par les défenseurs eux-mêmes du projet de loi. C'est au principe seul qu'ils attachent quelque importance. Au témoignage des ora-

teurs, je joindrai celui d'un noble Vicomte (1), qui de loin a exprimé ses vœux pour la proposition des Ministres, et sa sympathie pour leurs motifs.

« Il y a peut-être, dit-il, dans l'écrit qu'il nous a fait distribuer, des lois sur lesquelles il convient de laisser aux Chambres une sorte d'initiative, en ne leur présentant qu'un principe... Et je crois que celle sur les partages des familles est une de ces lois. »

Mais ni la Charte, ni nos règlements ne nous appellent à voter sur des principes, et jamais précaution plus sage n'a été prise pour guider les délibérations d'une assemblée. Tant qu'on délibère sur un principe, sans déterminer ses applications, on demeure dans une région abstraite et idéale. Chacun alors obéit à son système, à ses affections, à ses souvenirs, à son imagination; les uns aiment les principes de la monarchie absolue; les autres de la monarchie tempérée et constitutionnelle; les uns proclament les principes de l'aristocratie, les autres de la démocratie. Il y a des principes qui sont placés sous la protection des souvenirs, d'autres se lient aux espérances de l'avenir. La toute puissance des faits ne ramenant pas les esprits au positif, ils se donnent carrière. Les préventions, les préjugés de toute sorte se mêlent à la discussion; l'esprit de parti y préside, on se contredit sans chercher à s'entendre.

Lorsqu'au contraire on délibère sur un vrai projet de loi, sur un principe rendu pratique, on est ramené sur le terrain solide par l'examen des circonstances

(1) M. de Bonald.

réelles et positives; on recherche ce qui est possible ou impraticable, ce qui est facile ou difficile, ce qui présente sécurité ou péril; on prend des renseignements pour tout connoître; on s'informe de l'opportunité des circonstances; on choisit son moment; souvent on s'aperçoit, le principe n'étant pas applicable, qu'au lieu d'être d'une vérité absolue, il n'étoit vrai que pour un autre temps, pour un autre état de choses. C'est la seule manière d'opérer solidement; c'est la seule manière de s'entendre; la force des choses est le plus grand de tous les conciliateurs.

Aussi, toute brillante qu'a été cette discussion, je crains qu'elle n'ait gardé un caractère un peu vague. Chacun, ne voyant dans le projet qu'un principe, lui a attribué des conséquences diverses. Les uns, et le noble Duc, auteur de l'amendement, me semble de ce nombre, le regardent comme une indication donnée aux pères de famille, et ils sont bien loin de songer à entamer une lutte dangereuse contre les mœurs et l'état social. Si cet avertissement de la loi reste sans effet, leur intention n'est nullement d'en venir à des prescriptions et à la contrainte.

D'autres au contraire regardent le projet comme le commencement d'un système, comme la première base d'un nouvel ordre de la société. Ils voient arriver comme conséquences un droit d'ainesse obligatoire, un préciput plus élevé, l'interdiction de tester en faveur des étrangers à la famille, le droit d'ainesse dans les successions collatérales, les substitutions perpétuelles, enfin toute la législation des fiefs.

C'est qu'un principe abstrait est comme les nuages, chacun y voit tout ce qu'il veut. Les Ministres

n'ont pas donné un aspect plus clair et plus positif au projet, car chacun d'eux l'a défendu par des motifs opposés. L'un a vanté les institutions du temps passé et leur profonde sagesse, tandis que son collègue se déclaroit contre les majorats et les substitutions perpétuelles. M. le Ministre des finances s'est étudié à atténuer l'effet de la loi, à la présenter comme moins agissante et moins universelle. M. le Garde des sceaux nous l'avoit vantée auparavant comme puissante et générale. Le premier s'est loué de l'état présent des choses, nous a dit seulement qu'il falloit ne pas aller plus avant, et que la loi avoit pour but de maintenir, non de réformer. Le second veut tout corriger, tout changer, et vous venez de l'entendre répéter que déjà il y a dix ans l'état de la propriété en France présenteoit un aspect déplorable. Le Ministre des finances a pris la défense des capitaux mobiliers et de l'esprit industriel. Son collègue vient encore de nous répéter que les possesseurs des richesses mobilières ne s'enrichissoient que de la détresse des États. Confondant les capitalistes qui vendent leur crédit aux gouvernements obérés, avec les porteurs des capitaux répandus sur toute la surface de la France, il nous a dit, non pas seulement que les écus n'avoient pas de patrie, mais que le commerce et l'industrie étoient vagabonds et cosmopolites; de sorte que les forges de Lorraine, les fabriques de Lyon et de Louviers, selon sa doctrine, ne tiendroient pas au sol et auroient assis leur prospérité sur la guerre et les révolutions.

A travers tant de variations parmi les défenseurs du principe de la loi, comment s'étonneroit-on des alarmes du public, des terreurs exprimées par les pé-

titions. Elles ont été excitées, on peut le dire, encore plus par ce menaçant exposé des motifs que par le projet lui-même? Par là, s'est révélé le projet de changer pièce à pièce toute notre législation, et de céder de plus en plus aux opinions qui ont pris en antipathie l'ordre social où nous vivons.

Si le ministère croit réellement que notre code des successions n'est pas en harmonie avec la forme de notre gouvernement, ce qui est fort contestable, qu'il présente à la fois et d'une manière complète sa loi prétendue monarchique sur la distribution des héritages; qu'il l'accompagne de documents nombreux, d'enquêtes sur l'état de la propriété, sur les variations qu'il a pu subir; sur la situation d'un nombre donné de familles à une époque, puis à une autre; sur l'effet des ventes comparé à l'effet des successions; qu'il joigne l'avis des Cours royales; que les jurisconsultes les plus doctes soient consultés; que le Conseil d'État soit entendu. M. le Ministre de l'intérieur disoit hier que c'étoit rendre hommage aux lumières des Chambres que de ne consulter personne avant elles; qu'il se rassure, elles ne s'offenseront pas qu'on leur propose des projets mûrement délibérés et environnés de l'autorité des faits et des bons avis.

Je terminerai par une dernière considération.

On a beaucoup parlé d'aristocratie, et sur ce sujet on a grandement varié. Il semble pourtant que, d'un commun accord, on regarde l'aristocratie comme une réunion des hommes élevés par leur situation, et employant leur influence au bien commun. Peuvent-ils avoir une influence tant qu'ils n'auront pas de fonctions, et n'exerceront aucune action politique? Cela

semble encore assez clair. La plus grande richesse n'aura rien d'aristocratique, si elle n'est pas jointe à un office public quelconque exercé d'une manière plus ou moins indépendante. Les distinctions privées de tout pouvoir ne sont qu'un objet d'envie. Indépendance et influence composent l'aristocratie.

En effet, rendons-nous compte de la manière dont une aristocratie intervient dans le mécanisme de la société :

Voici, dit le peuple, des hommes élevés au-dessus des autres; mais aussi ils sont indépendants, éclairés, consciencieux, prévoyants; ils contrôlent exactement le pouvoir, blâment ses erreurs, corrigent ses abus: ne cherchons point d'autres guides, ni d'autres chefs.

De son côté le monarque peut se dire: sans doute ils résistent parfois aux intentions manifestées en mon nom; sans doute ils exercent une opposition quelquefois vive et sévère contre mes conseillers; cependant ils veulent le maintien du trône et de l'ordre public; ils ont la confiance du peuple, mais ils me répondent de lui: il est donc à propos de les écouter et de les honorer.

Si tel est le rôle d'une aristocratie, je vous laisse à juger si vous ferez quelque chose de plus aristocratique en rejetant qu'en adoptant, soit le projet de loi, soit l'amendement.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 8 avril 1826.

OPINION

DE M. LE COMTE LANJUNAIS,

SUR l'article 3 du projet de loi sur les successions et les substitutions.

*Non intelligentes quæ loquuntur,
neque de quibus affirmant.*

S. PAUL. I. TIM. c. I.

MESSIEURS,

Il existe dans l'ordre physique des substances nuisibles qui blessent, qui tuent les corps organisés; de même, il y a dans l'ordre moral et politique des institutions perturbatrices, qui affoiblissent et détruisent les états et les gouvernements. A ce dernier genre appartiennent les trois privilèges qu'on vous a proposé de rétablir et d'aggraver, particulièrement les substitutions.

La France étoit parvenue depuis plus de trente ans à se débarrasser de ces trois poisons; voilà qu'on s'efforce de nous les faire reprendre.

Ce qui nous est resté des substitutions par le Code civil, est supportable; quant aux majorats, substitutions perpétuelles, ils sont très inconstitutionnels;

mais le projet n'en dit rien. Je n'ai point à vous en occuper.

Afin de nous rendre malgré nous les substitutions jusqu'à *deux degrés*, on tient un double langage. Aux amis de la Charte, on dit: Laissez faire; si c'est un mal, chacun est maître de substituer ou de ne pas substituer, comme il reste maître de tester ou de ne pas tester sur la portion disponible de sa fortune.

A ceux qui dans leur cœur voudroient l'ancien régime, on parle autrement, on leur dit: Les *deux degrés* de substitution proposés, ne sont que les *deux degrés* de l'ancien régime, suivant les ordonnances du seizième siècle, demandées par les états-généraux, et suivant l'ordonnance des substitutions de 1747; en un mot, il ne s'agit en ce moment, que de rétablir le pur ancien régime, amélioré, poussé à la perfection même, suivant l'expression du célèbre chancelier d'Aguesseau, dans le préambule de cette même ordonnance, sur laquelle, d'ailleurs, il avoit médité pendant plusieurs années, et pris soigneusement l'avis de tous les parlements. On ajoute: vous pouvez, vous devez donc accepter de confiance l'article 3; s'il réimpose aux Français un privilège que la tempête avoit renversé, qui contrarie leurs mœurs, et dont ils médisent avec beaucoup de hardiesse, ou même avec *indécence*, en des pétitions: ce n'est pas moins une des institutions merveilleuses de l'ancien régime; d'ailleurs, une invention nécessaire au salut de notre monarchie: c'est Montesquieu même qui nous l'atteste.

Ainsi, Messieurs, pour appuyer leurs nouvelles substitutions bourgeoises à *deux degrés*, les Ministres dans les motifs, un noble Marquis dans le rapport de

vous en
stitutions
ge. Aux
un mal,
s substi-
ne pas
ancien ré-
x degrés
degrés de
seizième
suivant
au mot,
r ancien
me, sui-
uesseau,
nce, sur
plusieurs
es parle-
donc ac-
ux Fran-
ersé, qui
rec beau-
en des
ons mer-
e inven-
ie : c'est
nouvelles
Ministres
pport de

voire commission, et un autre noble Marquis, le plus épris de la *perfection* de l'ancien régime, et ceux qui adoptent les *motifs et le rapport* sur l'article 3, s'appuient sur deux allégations dignes d'être considérées; mais qu'il est juste aussi de vérifier avant tout.

Si je prouvois qu'ils se trompent sur les deux faits qu'ils allèguent, parcequ'ils n'entendent pas cet art. 3, ou qu'ils ne comprennent pas les ordonnances de 1747 ni celles du seizième siècle sur les substitutions du second degré; si je prouvois que, suivant l'esprit et le pur texte de Montesquieu, les substitutions ne sont *bonnes* que pour favoriser le despotisme, et qu'elles sont mauvaises dans tous les gouvernements qui ne sont pas despotiques, j'aurois démontré que, sur l'un et l'autre point, messieurs les Ministres et messieurs vos commissaires, et tous leurs partisans ne savent pas ce qu'ils affirment; et que de bonne foi, sans doute, ils disent le contraire de la vérité démontrée, conséquemment qu'il y a lieu de rejeter l'article.

Souffrez que j'ose en faire la remarque: ce ne seroit pas la première fois qu'il seroit nécessaire de rétablir les faits et le vrai sens des mots contestés par les Ministres. Vous possédez l'écrit imprimé, où naguère ils soutenoient, avec un grand air de confiance, que les trois mille couvents ou monastères, sous vingt-huit chefs d'ordres religieux, institués par le Pape, sont de pures *sociétés laïcales* dont nous ne devons pas nous inquiéter.

Ils peuvent donc bien, sur des faits essentiels, sur le sens des mots les plus décisifs, se tromper encore cette fois, et nous tromper malgré eux apparemment, quelle que soit la bonté de leurs intentions.

Je dois rappeler d'abord quelques faits généraux concernant les substitutions.

Elles viennent du droit romain, auquel il manqua l'une de nos trois institutions vicieuses : c'est le privilège d'aînesse. On y trouvoit le privilège de masculinité ; il exhéredoît les femmes ; il les tenoit en tutelle perpétuelle, et sujettes aux jugemens domestiques de vie et de mort. Ce droit valoit mieux que les coutumes féodales anti-monarchiques ; il servit à les remplacer par le pouvoir absolu des rois. D'ailleurs, c'est un océan de controverses, où, parmi quelques doctrines stoïciennes, et quelques maximes chrétiennes plus ou moins altérées par zèle ou aveugle ou furieux, se trouve par-tout : l'esclavage privé, le despotisme public, la torture des accusés, la persécution, l'inquisition religieuse avec ses proscriptions et ses hûchers, et les jugemens dont un Ministre vous a fait un singulier éloge, ces jugemens dictés aux tribunaux par des *jurisconsultes bien monarchiques*, des *jurisconsultes bien pensants*, du choix du despote. Au reste, le droit romain est un amas de textes où il est incertain s'il faut lire *oui* ou *non*, de textes d'ailleurs incomplets et incohérents, de subtilités ridicules, inextricables, vraiment ruineuses pour les plaideurs, et, en ce dernier genre, tout ce qu'il y a de pire (cette vérité est triviale) tout ce qu'il y a de pire, ce sont les doctrines relatives aux substitutions. On feroit un volume, si l'on vouloit recueillir, là-dessus, les réflexions piquantes et les plaintes amères des avocats, des glossateurs même, et des docteurs, qui, de leur aveu, s'enrichissoient par les procès en matière de substitution. C'est donc une recommandation bien maladroite, que de nous dire :

Le précieux-gagne-pain du barreau, les substitutions, c'étoit du droit romain. Heureuses l'Auvergne, la Bretagne, la Normandie, et sept autres contrées de la France, qui purent, jusqu'en 1789, se soustraire constamment à cette calamité, qui n'usent point encore ou presque point des substitutions même de notre Code civil, bornées pourtant à un seul degré de *génération*, compté depuis l'institué ou donataire, et qui peuvent donner, par un seul acte, de deux à dix ou douze substitués, plus ou moins, pour ce premier degré, et même de quatre à vingt-quatre substitués jusques et y compris le *second* degré! Heureux les départements de ces anciennes contrées, s'il ne s'étoit point trouvé de Ministres hardis et imprudents comme les auteurs du projet!

J'ajoute: le monde a jugé les substitutions; elles sont jugées par le sentiment naturel, par la raison et l'expérience des siècles; à ces tribunaux souverains, elles sont condamnées irrévocablement. Elles sont reconnues pour un mal social, et une précaution tout-à-fait illusoire de cette vanité qui se propose, comme dit Montaigne, *la ridicule éternité de nos noms*. Comme les autres poisons moraux, elle est plus ou moins dommageable, selon la quantité qui en est administrée. A toute mesure elle fait mal, elle nuit aux institués, aux substitués, à toute la famille, au fisc, à la société entière; elle est tolérable au premier degré compté par personne; elle est nuisible au premier degré compté par génération; elle est tout-à-fait pernicieuse au deuxième degré compté par *personne*, et sur-tout au deuxième degré compté par *génération*; aussi en Angleterre, elle finit ou peut finir dès que le

premier substitué a atteint l'âge de vingt ans; c'est cette limite dont les Anglais se louent comme de *la perfection* dans ce mauvais genre.

Les substitutions même perpétuelles, n'ont point sauvé les Césars ni les patriciens de Rome, ni les anciens nobles français qui s'appuyoient en outre sur la féodalité. Les substitutions, même perpétuelles, concourant avec l'ainesse et la masculinité, n'ont point sauvé le gouvernement féodal; elles n'ont point sauvé le Trône de France; et leur souvenir récent est une des causes qui ont préparé les catastrophes les plus funestes.

Mais puisqu'à un premier degré elles ont paru supportables, voyons à quelle espèce de degré les Ministres veulent fixer la dose pour laquelle ils veulent exciter nos desirs.

C'est là ce qu'il est difficile de découvrir. Les auteurs, les fauteurs du projet, tous vous invitent à vous élever à *la perfection* de l'ancien régime, à celle de l'ordonnance d'Orléans, de Moulin, et de la célèbre ordonnance de 1747, où d'Aguesseau voyoit *la perfection*, c'est-à-dire un moindre mal, *la perfection dont cette matière odieuse est susceptible*; car d'Aguesseau la jugeoit un vrai mal, comme font depuis cent ans les publicistes et les économistes; il écrivoit, à propos des substitutions: *faut-il que la vanité force à donner de mauvaises lois?*

Il n'est pas douteux que toutes les ordonnances citées, notamment celle de 1747, art. 33 n'admettent par chaque acte de substitution, que deux degrés comptés *par personne*, au total, deux substitués successivement.

Au contraire, l'art. 3 tel qu'il est proposé, laisseroit permis par chaque acte de substitution, deux degrés comptés par souche ou génération.

J'ai donc prouvé que nos adversaires sur la grande question qui nous divise, ne savent pas de quoi ils parlent, qu'ils ne savent pas ce qu'ils affirment, ce qu'ils demandent. Ils devraient au moins lever la contradiction, en ajoutant à ces mots, *jusqu'au second degré inclusivement, ou compté par personne, ou compté par génération*. Deux substitués, ou trois, quatre, cinq, dix, vingt, sont choses si différentes, qu'on ne peut admettre l'article dans l'état où il se trouve, et qu'il faut le rejeter; ou le restreindre, suivant la prétendue perfection de l'ancien régime et de l'ordonnance de 1747.

Ici, M. le Ministre de la justice m'a interrompu, contestant qu'il ait marqué l'intention que l'on compte les degrés par génération; et il a soutenu dans la même séance que dans nos tribunaux les degrés de substitution se comptent toujours, en sorte que chaque personne substituée forme un degré. Un noble Vicomte l'a remercié de ce prétendu éclaircissement, qu'il a fait insérer au procès-verbal, pour constater le sens dans lequel l'article 3 seroit adopté par la Chambre des Pairs; mais la computation par génération est l'un des sens de cet article, et plusieurs fois cela est énoncé clairement dans le rapport de la commission.

Reprenant ensuite mon second point, j'ai prouvé, d'après les citations de Montesquieu rassemblées page 34 et 35, de mon discours imprimé sur le projet entier, que, suivant cet auteur, les inégalités de partage, et notamment les substitutions, ne sont bonnes que pour soutenir les monarchies absolues ou despotiques; qu'elles ne sont bonnes que là; d'où il

suit qu'elles sont mauvaises dans les monarchies constitutionnelles et représentatives, comme la nôtre.

J'ai conclu : Il est donc prouvé que les Ministres et les autres patrons de l'art. 3 sont en contradiction avec eux-mêmes. sur le sens de cet article, conséquemment, qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent, et ce qu'ils affirment, ce qu'ils demandent; il est prouvé aussi que Montesquieu a dit précisément le contraire de ce qu'ils entendent, et qu'ainsi Montesquieu suffiroit pour faire condamner leur article 3, dont je vote le rejet.

PRESSIONS

N° 60.

1826.

te
fo
le
co
dr
de
bi
le
si
co

ter
do
av
tai
ma
ch

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSIONS

8^e 60.

1826.

Séance du 8 avril 1826.

DÉVELOPPEMENTS

D'un amendement⁽¹⁾ proposé par M. le baron DE MONTALEMBERT, à l'article 3 du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions.

MESSIEURS,

Nous avons parcouru un cercle immense; nos orateurs les plus éloquents ont déployé une vaste et profonde érudition; cette tribune a retenti des théories les plus brillantes, et cependant force nous est de reconnoître que ce n'est pas par tel ou tel principe du droit naturel, par telle ou telle maxime de jurisprudence que nous devons nous laisser influencer, mais bien par les besoins de la monarchie, mais bien par les exigences de nos institutions. Ainsi donc, Messieurs, et permettez-moi de vous le dire, ce n'est point comme jurisconsultes que vous devez former votre

(1) Cet amendement est ainsi conçu :

Les biens-fonds et immeubles, dont il est permis de disposer aux termes des articles 913, 915 et 916 du Code civil, pourront être donnés en tout ou en partie, par acte entre-vifs ou testamentaire, avec la charge de les rendre à un ou plusieurs enfants du donataire nés ou à naître, dans leurs descendance légitime, de mâle en mâle, et par ordre de primogéniture, jusqu'au deuxième degré inclusivement.

opinion sur l'importante mesure qui vous est soumise, mais comme hommes d'État, comme Pairs de France. Que l'homme de loi se renferme dans les limites du droit naturel; qu'il y concentre toutes ses idées, qu'il ne voie rien au-delà, bien: c'est son domaine, c'est son terrain; qu'il y reste, peu nous importe: mais vous, Messieurs, vous qui êtes placés sur les sommités les plus élevées de l'ordre social et politique, consentirez-vous à rétrécir le cercle de vos pensées à la voix d'un jurisconsulte? obéirez-vous aux absurdes prétentions du droit naturel, cherchant à agir en sens inverse de notre organisation sociale et de nos institutions politiques? non, Messieurs. Vous jetterez vos regards au loin; vous les fixerez sur l'avenir; vous examinerez ce que demande et la stabilité du Trône et l'affermissement de notre Gouvernement, et votre décision sera toute dans l'intérêt de la monarchie et de l'État.

Que me reste-t-il donc à faire? à établir l'utilité de mon amendement dans ses rapports avec la force et la sécurité du Trône; et à démontrer ses avantages dans ses rapports avec le maintien de nos institutions et de nos libertés.

Qu'y a-t-il de commun, s'est écrié un noble Comte, entre la monarchie et le partage des successions! Quelle analogie peut-il exister entre le Trône et les propriétés privées! entre la dynastie régnante et les familles particulières!

Voyez, Messieurs, voyez à quel point le partage égal et les idées qui s'y rattachent, nous éloignent, comme à notre insu, et des principes et des sentiments monarchiques. Certes, et je me hâte de le dire, personne n'a

plus que le noble Comte des droits au respect et à la confiance de la Chambre : toutefois, ne peut-il pas être permis de supposer que, dans son zèle pour la défense des dispositions de la loi de l'an 11, il n'a point mesuré toute l'étendue des conséquences du système qu'il nous a présenté? Comment! aucune analogie entre la famille des Bourbons et nos familles particulières! Quelle étrange manière de vivifier le principe monarchique! Ce principe, l'ame et la vie de la France, et qui devoit être, pour ainsi dire, le dieu de notre domesticité. Quel danger, Messieurs, comme l'a déjà fort bien observé un noble Vicomte, d'isoler ainsi de nos mœurs, de nos usages, de nos habitudes, la famille de nos Rois! Quel danger de rompre toute communauté entre le Trône et la nation, d'accoutumer la France à se régir par des lois diamétralement opposées à celles qui s'appliquent à la dynastie légitime! Quel danger de l'accoutumer à ne considérer la Couronne que comme une grande magistrature, pour me servir de l'expression du noble Vicomte! Prenons-y garde, Messieurs; le bras ne tarde pas à abattre ce que la pensée a déjà renversé. Jusqu'à présent, prenant pour modèle les œuvres de la Providence, on avoit admis comme un principe immuable que la force et la beauté d'un ensemble quelconque consistoient dans la concordance et l'harmonie de ses parties. Vieilles idées! maximes surannées! La perfection, dans le nouveau système de nos adversaires, c'est un corps politique composé de parties hétérogènes, sans nulle liaison, sans nulle harmonie, dont la sommité n'a aucun rapport avec la base : en un mot, ce que l'on veut, c'est une tête monarchique placée sur des membres démocratiques! une tête

couronnée placée sur des membres républicains ! Voilà ce que l'on présente à notre admiration ! Mais vous saurez, Messieurs, rejeter loin de vous une telle monstruosité politique ; vous sentirez au contraire, et c'est dans ce sentiment que je place avec confiance le succès de mon amendement, qu'il importe à la stabilité du Trône et à la consolidation de la monarchie représentative, qu'il y ait une sorte d'analogie, que dis-je, qu'il y ait beaucoup d'analogie, entre la familles de nos rois et les familles de la France. La Couronne est une grande et perpétuelle substitution : vous-mêmes, Messieurs, vous avez de la perpétuité dans votre existence politique. Eh bien ! il nous faut maintenant des substitutions limitées, basées sur le droit de primogéniture, pour arriver, par degré et sans interruption jusqu'à la base de l'édifice politique ; c'est alors que nous aurons de la force et de l'harmonie dans la constitution de l'État ; c'est alors que le ciment monarchique, pénétrant dans notre organisation sociale, en amalgamera toutes les parties et en formera une masse compacte, capable de résister à toutes les tourmentes révolutionnaires. En sera-t-il ainsi si nous restons dans la législation qui nous régit ? non, Messieurs, les idées républicaines s'emparement de notre sol, nous serons toujours sur un volcan.

Un noble Vicomte que nous regrettons de ne pas avoir entendu dans cette discussion, a dit à cette tribune dans un discours qui eut naguère une grande publicité, qu'il n'y avoit en France de monarchie que dans la couronne ; qu'elle seule nous servoit de barrière contre les flots de la démocratie. Assertion effrayante et pleine de vérité ; mais, Messieurs, comment établir

autour du Trône des digues qui puissent repousser l'action continuelle de ces flots envahissants, si nous n'arrêtons le morcellement de notre sol, qui en déchirant le patrimoine de toutes les grandes familles, en détruisant toutes les influences sociales, prive la monarchie de ses appuis naturels, de ses plus puissants auxiliaires?

Il est donc évident que les substitutions limitées, basées sur le droit de primogéniture, sont en harmonie avec le Trône, et dans l'intérêt et les besoins de la monarchie. Voyons maintenant si elles ne sont pas également indispensables à la consolidation de nos institutions et au maintien de nos libertés.

On vous a suffisamment prouvé, Messieurs, dans cette longue et brillante discussion, les dangers effrayants du morcellement illimité du sol dans un état monarchique et constitutionnel. Misère, pauvreté, servitude : voilà ses résultats; et il faut être bien aveugle pour avoir la prétention de soutenir une grande et puissante monarchie avec de pareils éléments. Nos nobles adversaires ont fait tous leurs efforts pour repousser et neutraliser l'exemple de l'Irlande qui est là sous leurs yeux, comme un monument vivant des funestes résultats du système dans lequel on veut absolument nous entraîner. On a jeté des doutes sur une assertion faite en plein parlement par le premier Ministre d'Angleterre, dans la séance du 17 mai dernier. Eh bien! voici ce que dit la Revue d'Édinbourg, à l'appui de ce que j'ai déjà avancé : Un noble Duc, qui a fait preuve d'un si brillant talent dans cette discussion, et qui, tout en ne voulant pas nous permettre de nous appuyer sur l'exemple de l'Angleterre dans

cette circonstance, l'invoque lui-même continuellement dans toutes les grandes questions, vous dira que la Revue d'Édinbourg n'est pas suspecte par son attachement à ce qu'on appelle l'ancien ordre de choses. Il vous dira qu'elle est l'organe de l'opposition anglaise, et même de plusieurs de ses nobles amis d'outremer. Eh bien ! voici ce que dit cette Revue en parlant de l'Irlande, et en traitant le sujet qui nous occupe.

(Page 373, n° LXXX) : « Le morcellement de la propriété foncière a donc étendu ses bras de mort sur toutes les classes et sur tous les biens-fonds, à l'exception de ceux qui se sont trouvés substitués. Il a subdivisé dans une proportion effrayante, et impossible à concevoir, toutes les fermes, toutes les métairies, et multiplié les mendiants dans la même proportion. Dans les comtés de Clare et de Limerick, et nous pouvons dire hardiment dans toute l'Irlande, on rencontre de nombreux exemples de fermes de quatre à cinq cents acres qui, il y a une quarantaine d'années, n'étoient occupées que par un seul fermier, et sur lesquelles se trouvent maintenant, dans la fange de l'abrutissement et de la misère, de cent à cent cinquante familles. Aussi la population de l'Irlande qui, en 1785, n'étoit que de 2,845,000, s'élève dans ce moment-ci (1824) à sept millions. Qu'en résulte-t-il, ajoute la Revue d'Édinbourg ? C'est qu'un malheureux paysan, propriétaire de cinq, de dix, ou de quinze acres, n'a pas même de pain à donner à sa famille, et qu'il la nourrit exclusivement de pommes de terre ! La Revue termine par une comparaison entre l'effrayante position de l'Irlande et celle qui commence à envahir la France, comparaison dont je me refuse à présenter le tableau à vos Seigneuries.

En voilà assez, je l'espère, pour prouver la vérité des assertions de lord Liverpool; qui, on peut le supposer, connoît, mieux que personne, les causes du mal-aise de l'Irlande et des malheurs qui accablent sa population.

Ainsi donc, tout ce qui peut arrêter le trop grand morcellement de la propriété foncière, est favorable à l'intérêt agricole du pays; et ici je m'empare de l'aveu même d'un noble Duc, qui dans toute discussion apporte autant de bonne foi que de talent. Qu'a dit le noble Duc? et vous le savez, Messieurs, ses paroles sont bonnes à recueillir. Il a dit: « Si j'avois à me prononcer entre la petite et la grande culture, je choisirois cette dernière comme *économisant le travail et multipliant les produits.* » Que de remerciements ne dois-je pas au noble Duc, pour avoir si bien rendu ma pensée. Mais quel coup de massue sur ses amis! quel feu meurtrier sur ses propres troupes! Quoi! la grande culture économise le travail et multiplie les produits! Mais, Messieurs, n'est-ce pas là le *nec plus ultra* de toutes les exploitations agricoles; et n'est-ce pas tout justement le but auquel le morcellement ne sauroit jamais atteindre?

Maintenant je passe à l'intérêt industriel qui semble dominer toutes les pensées de nos nobles adversaires. Eh bien! là encore les substitutions limitées apparoissent avec de grands avantages; en effet, l'intérêt de l'industrie ne demande-t-il pas d'arracher à la petite culture cette énorme quantité de bras qui ne multiplient pas les produits, et de les livrer à nos manufactures et à notre commerce? D'immenses débouchés se préparent pour la génération qui nous suit; un monde entier, un monde vierge, sortant pour ainsi dire des mains de la Providence, pré-

sente ses ressources, ses richesses, ses trésors, à l'activité et aux spéculations de nos industriels. Comment, dans leur propre intérêt, ne sentent-ils pas qu'une exubérance de population agricole très pauvre, très circonscrite dans ses besoins, très attachée à toutes ses misères territoriales, est tout justement ce qu'il a de plus fâcheux pour le commerce de la France? Ce sont de bien pauvres consommateurs que ceux qui ne sont occupés qu'à chasser la faim et la misère! Observez l'existence de nos fermiers ou plutôt celle de nos paysans propriétaires; malgré les immenses avantages qu'ils ont retiré de l'acquisition, souvent à vil prix, pendant la révolution des terres les plus productives, leurs enfants passent-ils du nécessaire à l'aisance? de l'aisance à la richesse? non, Messieurs, loin de monter l'échelle du bien-être domestique, ils la descendent.

On peut donc soutenir l'opinion que non seulement le partage égal est l'ennemi de la prospérité agricole, mais qu'il l'est également de l'industrie et du commerce. Je vous le demande, Messieurs, si le partage égal, et par conséquent le morcellement avec toutes ses misères, devenoit tout-à-coup la loi de toute l'Europe, quel ne seroit pas le désespoir du commerce, dont le luxe et les richesses sont les principaux éléments? Que deviendroient vos belles manufactures, vos grandes fabriques, vos soieries, vos riches tapis, vos cristaux, vos porcelaines?

En vous proposant des substitutions limitées basées sur le droit de primogéniture, il ne s'agit pas, comme a paru le craindre un noble Baron, de nous ramener vers cet état de choses, où la noblesse dé-

pouillée de droits et de fonctions, n'avoit plus que de vains privilèges. Il s'agit, Messieurs, comme l'a fort bien observé le noble Marquis, Ministre de la guerre, il s'agit de consolider ce qui est, ce qui existe : c'est-à-dire la monarchie représentative. En vérité, si quelque chose pouvoit faire désespérer de l'affermissement de nos institutions, ce seroit ce qui s'est passé dans cette discussion. Je le demande, qui auroit jamais pu prévoir que l'opinion, dite constitutionnelle, eût été tout justement celle qui auroit repoussé les éléments indispensables au maintien de nos libertés ? celle qui auroit défendu avec le plus d'ardeur une législation toute favorable à la république et au despotisme ? La France, qui n'est pas tout entière dans les pétitions, n'auroit-elle pas quelque droit de dire à nos nobles adversaires : Comment ! la Couronne vous offre les moyens de créer des éléments d'indépendance dans la société, et vous les rejetez ! Elle vous offre les moyens de vous soustraire à la centralisation, d'établir un régime municipal, d'organiser les communes, d'ouvrir des soupiraux aux ambitions locales, afin que toutes les passions et toutes les prétentions ne viennent pas étouffer le cœur de l'empire et transporter, pour ainsi dire, le royaume dans la capitale, et vous les rejetez ! Elle vous offre les moyens d'arrêter le morcellement qui nous individualise et nous ôte toute force politique, de rétablir l'esprit de famille base de l'esprit national, et vous les rejetez ! Comment ! vous voulez conserver une législation qui convenoit à Buonaparte et à une nation enchaînée, maintenant que nous sommes libres et que notre Roi légitime est remonté sur le Trône de ses ancêtres ! Que répondroient

nos nobles adversaires à ce langage peu profond par son érudition à la vérité, mais dicté par le bon sens et puisé dans le sentiment national?

Messieurs, on a beaucoup parlé d'égalité dans cette discussion : égalité devant la loi, égalité des droits ; et à ce sujet, un noble Marquis, que l'on retrouve toujours au premier rang quand il s'agit de défendre le Trône et nos libertés, vous a fait une distinction très frappante entre l'égalité et l'esprit de l'égalité. Mais, Messieurs, entendons-nous : qu'est-ce que l'égalité des droits sans libertés légales et sans institutions protectrices ? L'égalité des droits ! mais n'existe-t-elle pas dans toute sa plénitude dans les pays les plus despotiques ? là aussi tout le monde a des droits égaux ? Mais à quoi ? A la servitude et à la mort. Et certes, le firman du Grand-Seigneur et le fatal cordon sont, pour les Turcs, des garanties de l'égalité des droits pour le moins aussi puissantes que ne l'est, pour nous, l'article 1^{er} de la Charte. Disons-le donc, sans libertés légales, sans institutions nationales, l'égalité des droits n'est et ne peut être que l'égalité de la servitude.

Je termine : les substitutions limitées sont évidemment dans l'ordre monarchique ; combinées avec le droit de primogéniture, elles se trouvent en harmonie avec la loi qui régularise la succession au Trône ; et, en les admettant dans notre législation, nous donnons au Trône et à nos institutions les appuis qui leur sont indispensables, et nous les établissons dans le sein de la nation.

l par
 ens et
 cette
 ts; et
 tou-
 re le
 très
 mais,
 é des
 otec-
 dans
 ques?
 quoi?
 n du
 r les
 ur le
 l'ar-
 és l'é-
 droits
 dem-
 ec le
 onie
 ; et,
 nons
 sont
 in de



